

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I  
CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES,  
SOCIALES ET ÉDUCATIVES  
UNITÉ DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES ET  
SOCIALES  
DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I  
POST GRADUATE SCHOOL FOR  
THE SOCIAL AND EDUCATIONAL  
SCIENCES  
DOCTORAL RESEARCH UNIT  
FOR SOCIAL SCIENCES  
HISTORY DEPARTMENT

**LA DYNAMIQUE DE L'ISLAM  
CHEZ LES BETI DU CENTRE:  
XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> SIECLES**

Thèse présentée Publiquement en vue de l'obtention du Doctorat/ Ph.D en Histoire

Option: **Histoire des Civilisations et des Religions**

Présentée et soutenue par

**Stève EYINGA ABA**  
Master en Histoire

Sous la direction de

**Daniel ABWA**  
Professeur



*Année académique 2022-2023*

A mes parents.

## REMERCIEMENTS

Une œuvre intellectuelle n'est jamais l'apport d'une seule personne. Nous tenons donc à remercier vivement notre Directeur de Thèse, le Professeur Daniel Abwa, qui nous a fait confiance en acceptant de diriger ce travail, malgré ses nombreuses occupations. Ses conseils précieux ont été déterminants dans la finalisation de cette Thèse. Recevez cher Maître, l'expression de notre gratitude.

Nous tenons également à remercier tous les enseignants du Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I, plus particulièrement, ceux de la spécialisation d'Histoire des Civilisations et des Religions.

Nous souhaitons exprimer notre sincère gratitude au Professeur Souley Mane, qui nous a ouvert grandement les portes du CERIAC et pour ses suggestions utiles.

Notre gratitude va aussi à l'endroit de tous nos informateurs musulmans et non musulmans. Leur contribution a été déterminante dans la réalisation de ce travail.

A ma femme et à nos enfants.

Pour leur fraternité, leur amitié et leurs encouragements, nos remerciements s'adressent également à nos camarades, amis et connaissances.

A tous ceux, qui, de près ou de loin, ont participé à la réalisation de travail. Qu'ils reçoivent ici, nos sincères remerciements.

## SOMMAIRE

<b>DEDICACE.....</b>	i
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	ii
<b>SOMMAIRE.....</b>	iii
<b>LISTE DES CARTES .....</b>	iv
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	iv
<b>LISTE DES DIAGRAMMES.....</b>	iv
<b>LISTE DES PHOTOS.....</b>	v
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	vii
<b>GLOSSAIRE.....</b>	xi
<b>RESUME .....</b>	xiii
<b>ABSTRACT.....</b>	xiv
<b>INTRODUCTION.....</b>	1
<b>PREMIERE PARTIE : L'IMPLANTATION DES GROUPES MUSULMANS, LEUR EXPANSION A TRAVERS LE PAYS BETI ET LEURS RAPPORTS AVEC LES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS DU CAMEROUN</b>	<b>46</b>
<b>CHAPITRE I : L'IMPLANTATION DES PREMIERS GROUPES MUSULMANS CHEZ LES BETI DU CENTRE.....</b>	48
<b>CHAPITRE II : DIFFUSION RAMIFICATOIRE DE L'ISLAM, STRATEGIES DE COHABITATION INTER-COMMUNAUTAIRE, RAPPORTS ENTRE LES COMMUNAUTES MUSULMANES ET LES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS POST- INDEPENDANCES.....</b>	101
<b>DEUXIEME PARTIE : LES MARQUES DE LA DYNAMIQUE DE L'ISLAM EN PAYS BETI.....</b>	<b>157</b>
<b>CHAPITRE III : UN IMPORTANT DEVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL ET ASSOCIATIF.....</b>	159
<b>CHAPITRE IV : RIVALITE IDEOLOGIQUE ET MULTIPLICATION DES FACETTES DE L'ISLAM.....</b>	239
<b>TROISIEME PARTIE : IMPACT, CARACTERISTIQUES ET RUPTURES SUSCITES PAR L'ISLAM EN PAYS BETI.....</b>	<b>281</b>
<b>CHAPITRE V : LES AVANCEES DE L'ISLAM PAR CONVERSION : LE CAS DES MUSULMANS BETI.....</b>	283
<b>CHAPITRE VI : CARACTERISTIQUES ET RUPTURES SUSCITEES PAR L'ISLAM EN PAYS BETI.....</b>	312
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>372</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>380</b>
<b>SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>408</b>
<b>INDEX.....</b>	<b>431</b>



### LISTE DES CARTES

<b>Carte N°1</b> : Localisation de la zone d'étude .....	45
<b>Carte N°2</b> : Migrations des Haoussa jusqu'à Yaoundé .....	51
<b>Carte N°3</b> : Plan de la station de Yaoundé et ses environs en 1911.....	70
<b>Carte N°4</b> : Les sites occupés par les Haoussa à Yaoundé depuis la fin du XIX <sup>e</sup> siècle.....	76
<b>Carte N°5</b> : Localisation des mosquées et paroisses (catholiques et presbytériennes) dans la ville de Mbalmayo en 2010.....	121
<b>Carte N°6</b> : Pluralisation et renouveau de l'islam au Cameroun.....	269
<b>Carte N°7</b> : Densité de la Population Musulmane au Cameroun en 1988.....	314

### LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau N°1</b> : Récapitulatif des pèlerins du Sud-Cameroun de 1949 à 1954.....	91
<b>Tableau N°2</b> : Les mosquées du vendredi.....	172
<b>Tableau N°3</b> : Les mosquées secondaires de Yaoundé.....	176
<b>Tableau N°4</b> : Répartition des mosquées par unité administrative.....	185
<b>Tableau N°5</b> : Structuration des mosquées centrales (organisation religieuse).....	190
<b>Tableau N°6</b> : Réalisations phares de l'ADF (1992-2014).....	202
<b>Tableau N°7</b> : Récapitulatif de l'action de la WAMY en 2016.....	205
<b>Tableau N°8</b> : Ecoles primaires islamiques au Cameroun pour l'année scolaire 2014-2015	228
<b>Tableau N°9</b> : Ecoles islamiques franco-arabes et anglo-arabes implantées en pays beti du Centre Cameroun en 2017.....	229
<b>Tableau N°10</b> : Répartition des établissements secondaires privés islamiques au Cameroun pour l'année scolaire 2014-2015.....	232
<b>Tableau N°11</b> : Les établissements secondaires islamiques de la ville de Yaoundé en 2017..	233
<b>Tableau N°12</b> : Situation des organes de presse islamiques.....	236
<b>Tableau N°13</b> : Organes de radios islamiques au Cameroun en 2017.....	237
<b>Tableau N°14</b> : Scolarisation des élèves haoussa dans quelques écoles primaires de Yaoundé en 1987.....	361

### LISTE DES DIAGRAMMES

<b>Diagramme N°1</b> : Evolution des reconnaissances d'associations religieuses depuis 1960....	148
<b>Diagramme N°2</b> : Répartition confessionnelle des lieux de culte à Yaoundé en 2008.....	150
<b>Diagramme N°3</b> : Evolution des mosquées du vendredi dans la ville de Yaoundé entre 1936 et 2017.....	175
<b>Diagramme N°4</b> : Evolution des mosquées secondaires dans la ville de Yaoundé entre 1962 et 2017.....	177
<b>Diagramme N°5</b> : Répartition des élèves scolarisés dans les divers types d'enseignement confessionnel en 2004, tous niveaux confondus.....	228
<b>Diagramme N°6</b> : Taux de réussite à l'examen CEP à l'école franco islamique Al-Haramayn .....	231
<b>Diagramme N°7</b> : Evolution des résultats au CEP à l'école franco islamique Al-Haramayn entre 2009 et 2019.....	231
<b>Diagramme N°8</b> : Répartition des élèves scolarisés dans les divers types d'enseignement confessionnel en 2004, niveau secondaire .....	232

## LISTE DES PHOTOS

<b>Photo N°1</b> : Le poste de Yaoundé en 1895.....	58
<b>Photo N°2</b> : Le quartier Briqueterie, vu de la mosquée en 1968.....	78
<b>Photo N°3</b> : Mosquée du Milieu construite en 1936.....	83
<b>Photo N°4</b> : Mosquée Centrale de Yaoundé construite en 1955.....	84
<b>Photo N°5</b> : Visite du Général De Gaulle au chef Mallam Ibrahim au quartier Haoussa de Yaoundé en 1940.....	94
<b>Photo N°6</b> : Quelques administrateurs du Cameroun en 1958.....	95
<b>Photo N°7</b> : Les conseillers municipaux musulmans de Yaoundé en 1958.....	96
<b>Photo N°8</b> : Hamadjoda Hamoa (premier musulman à s'établir à Mfou).....	112
<b>Photo N°9</b> : La mosquée centrale de Mfou.....	115
<b>Photo N°10</b> : La grande mosquée de Soa.....	115
<b>Photo N°11</b> : La grande mosquée de Mbalmayo.....	120
<b>Photo N°12</b> : La mosquée du Centre(Mbalmayo).....	120
<b>Photo N°13</b> : Mosquée centrale d'Obala.....	128
<b>Photo N°14</b> : Deuxième mosquée du quartier Haoussa d'Obala.....	128
<b>Photo N°15</b> : Mosquée cathédrale d'Obala.....	128
<b>Photo N°16</b> : Mosquée centrale de Sa'a.....	129
<b>Photo N°17</b> : Mosquée centrale de Monatélé.....	129
<b>Photo N°18</b> : Mosquée centrale de Ngoumou (entièrement financée par des Egyptiens, employés de l'entreprise Arab-Contractor).....	131
<b>Photo N°19</b> : Mosquée centrale de Mbankomo (construite par la WAMY).....	132
<b>Photo N°20</b> : Mosquée centrale d'Akonolinga.....	133
<b>Photo N°21</b> : Mosquée centrale d'Ayos.....	133
<b>Photo N°22</b> : Cérémonie de présentation des vœux au Préfet du Nyong et So'o par quelques ministres du culte de Mbalmayo.....	153
<b>Photo N°23</b> : L'imam de Mfou et les responsables administratifs locaux.....	153
<b>Photo N°24</b> : Mosquée centrale de Nkol-Bisson (Première mosquée sunnite de Yaoundé et du pays beti).....	164
<b>Photo N°25</b> : Mosquée Alhoul-Sunna (Briqueterie).....	164
<b>Photo N°26</b> : Mosquée Al-Houda (Briqueterie).....	165
<b>Photo N° 27</b> : La Mosquée Omar Ben Khattab (Mbalmayo).....	165
<b>Photo N°28</b> : Mosquée du plateau (Nkol-Bisson, Yaoundé).....	166
<b>Photo N°29</b> : Mosquée Al-Ihssane (Nkozoa, Yaoundé).....	167
<b>Photo N°30</b> : Mosquée Al-Imane (Emana petit village, Yaoundé).....	167
<b>Photo N°31</b> : Mosquée de Nkol-Messeng (Yaoundé).....	167
<b>Photo N°32</b> : Mosquée du rocher et sa dédicace (Nkol-Mbong, Yaoundé).....	168
<b>Photo N°33</b> : Mosquée de Ngoazip (département du Nyong et So'o, région du Centre).....	168
<b>Photo N°34</b> : Mosquée d'Evodoula (département de la Lékié, région du Centre).....	168
<b>Photo N°35</b> : Mosquée d'Esse et sa dédicace (département de la Mefou et Afamba, région du Centre).....	169
<b>Photo N°36</b> : Mosquée de Nkol-Mbong (Derrière chefferie).....	171

<b>Photo N°37:</b> Quelques participants de marque à l'inauguration de la prière du vendredi à Mfou en 2002.....	180
<b>Photo N°38:</b> Participants de marque à l'inauguration de la Mosquée du Centre (Mbalmayo).....	182
<b>Photo N° 39 :</b> Prière de la Tabaski sur l'esplanade stade omnisport de Yaoundé.....	188
<b>Photo N°40:</b> Prière de la fête du Ramadan sur l'esplanade de la mosquée du Centre (Mbalmayo).....	189
<b>Photo N°41 :</b> Mosquée centrale N°2 de Yaoundé.....	192
<b>Photo N° 42:</b> Vue externe du complexe islamique de Tsinga.....	193
<b>Photo N°43 :</b> Plaque dédicace de la mosquée d'Esse (Mefou et Afamba).....	203
<b>Photo N°44 :</b> L'imam Sahid Bachir Njoya avec ses élèves devant la mosquée du centre (Mbalmayo).....	222
<b>Photo N°45 :</b> Elèves du complexe islamique de Tsinga pendant les enseignements classiques.....	230
<b>Photo N°46 :</b> Façade principale du collège islamique Adana-Yaoundé.....	234
<b>Photo N°47:</b> Cour intérieure du collège Adana-Yaoundé.....	234
<b>Photo N°48 :</b> Façade principale du complexe scolaire islamique Bista.....	234
<b>Photo N°49:</b> Un musulman beti accomplissant la prière.....	290
<b>Photo N°50:</b> Portrait d'Ohanda Bissa Abdel Karim.....	295
<b>Photo N°51:</b> Portrait d'Akono Abdoufattah .....	298
<b>Photo N°52:</b> Mosquée Alfatou de Nkol-Zamba (Odza au lieu-dit auberge bleu).....	299
<b>Photo N°53:</b> Dédicace de la mosquée de Nkol-Metet.....	300
<b>Photo N°54:</b> Mosquée de Nkol-Metet, réalisée par "New Muslim Center for Charity".....	301
<b>Photo N°55 :</b> Forage réalisé par "New Muslim Center for Charity".....	301
<b>Photo N°56_:</b> Quelques participants à la Conférence sur la paix organisée par le CIDIMUC...	318
<b>Photo N°57 :</b> Imams formés par l'IAI en TIC.....	338
<b>Photo N°58 :</b> Forage financé par un bienfaiteur saoudien (Obala).....	345
<b>Photo N°59 :</b> Dédicace d'un Forage au quartier Tongolo à Yaoundé.....	345
<b>Photo N°60:</b> Plaque indicative du centre de santé An Nour (Nkol-Mbong, Yaoundé).....	349
<b>Photo N°61:</b> Hôpital Rufayda Islamic Medical Center (Nkol-Mbong, Yaoundé).....	349
<b>Photo N°62:</b> Quelques musulmanes avec leurs progénitures au sein de l'école franco-islamique de Mbalmayo.....	352
<b>Photo N°63 :</b> Séminaire de préparation au <i>hadj</i> , organisé par la CAMWA au siège de la WAMY (Yaoundé).....	353
<b>Photo N°64:</b> Célébration d'un culte interreligieux au lycée classique de Mbalmayo .....	365
<b>Photo N°65:</b> Culte interreligieux à Mfou .....	366
<b>Photo N°66 :</b> Culte interreligieux à Ngomedzap.....	366

## SIGLES

- ACADIR** : Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux
- ACAMAS** : Association Camerounaise pour l'Aide et la Solidarité
- ACD** : Association Camerounaise pour le Développement.
- ACEC** : Association Camerounaise pour l'Education et la Culture.
- ACIC** : Association Culturelle Islamique du Cameroun.
- ADF** : African Development Foundation
- AHD** : Association Humanitaire pour le Développement
- AIAD** : Association Islamique pour le Développement
- AIG**: Amana Investment Guarantee
- ANY**: Archives Nationales de Yaoundé
- APA** : Affaires Politiques et Administratives
- ASIMOUC** : Association des Imams et Oulémas du Cameroun
- ASEMUC** : Association des Etudiants Musulmans du Cameroun
- ASSOVIC** : Association Solidaire de la Vocation Islamique du Cameroun
- BAD** : Banque Africaine de Développement
- BEAC** : Banque des Etats de l'Afrique Centrale
- BEPC** : Brevet d'Etude du Premier Cycle
- BID** : Banque Islamique de Développement
- CAMAIR**: Cameroon Airlines
- CAMSU**: Cameroon Muslim Student's Union
- CAMWA**: Cameroon Muslim Women Association
- CAP**: Certificat d'Aptitude Professionnelle
- CAPEA**: Certificat d'aptitude professionnelle d'enseignement d'Arabe
- CCF** : Centre Culturel Français
- CENC** : Conférence Episcopale Nationale du Cameroun
- CEPCA** : Conférence des Eglises Protestantes du Cameroun
- CEP** : Certificat d'Etudes Primaires
- CERIAC** : Centre d'Etude et de Recherche sur l'Islam et les Sociétés Musulmanes en Afrique Centrale
- CIDIMUC** : Conseil des Imams et des Dignitaires Musulmans du Cameroun
- CNPS** : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

**CNRS** : Centre National de la Recherche Scientifique  
**CRAT** : Centre Rural d'Appui Technique  
**CRTV**: Cameroon Radio and Television  
**COBAC** : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale  
**COCAM**: Contre plaquet du Cameroun  
**COSIND** : Conseil Supérieur Islamique du Noun et de sa Diaspora  
**CPC** : Centre Pasteur du Cameroun  
**CSIC** : Conseil Supérieur Islamique du Cameroun  
**CUY** : Communauté Urbaine de Yaoundé  
**DES**: Diplôme d'Etudes Supérieures  
**DIPES II** : Diplôme de Professeur de l'Enseignement Secondaire deuxième Grade  
**DSTI** : Diplômes des sciences et techniques de l'information et de la communication  
**ECAM** : Entreprise Camerounaise  
**EEC** : Eglise Evangélique du Cameroun  
**EFEK** : Entreprise Forestière E. Houry  
**ENAM** : Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature  
**ENIEG** : Ecoles Normales d'Instituteurs de l'Enseignement Général  
**ENS** : Ecole Normale Supérieure  
**EPC** : Eglise Presbytérienne du Cameroun  
**ESSTIC** : Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication  
**FALSH** : Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines  
**FBI**: Federal Bureau of Investigation  
**FIH**: Fondation Islamique Al-Haramayn  
**FCFA** : Francs de la Coopération Financière en Afrique  
**FEMEC** : Fédération des Eglises et Missions Evangéliques du Cameroun  
**FKD** : Fonds Koweïtien de Développement  
**FSD** : Fonds Saoudien pour le Développement  
**FSOM** : Formation Sanitaire Obédience Musulmane  
**GIC** : Groupe d'Initiatives Communautaires  
**IAID** : Institut Arabe et Islamique de Développement  
**INJS**: Institut National de la Jeunesse et des Sports

**ISESCO** : Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture

**IFIP** : Institut de Formation des Imams et Prédicateurs

**IFORD** : Institut de Formation et de Recherche Démographique

**INC** : Institut National de Cartographie

**INS** : Institut National des Statistiques

**IRIC** : Institut des Relations Internationales du Cameroun

**ISH** : Institut des Sciences Humaines

**JIC** : Jeunesse Islamique du Cameroun

**JOC** : Journal Officiel du Cameroun

**LICAM** : Ligue des Cadres Musulmans du Cameroun

**LMD** : Licence Master Doctorat

**MID** : Mission Islamique pour le Développement

**MINATD** : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

**MINEDUC** : Ministère de l'Education Nationale

**MINESEC** : Ministère des Enseignements Secondaires

**MINREX** : Ministère des Relations Extérieures

**MINSANTE** : Ministère de la Santé

**MGR** : Monseigneur

**MPA** : Mission Presbytérienne Américaine

**NTIC** : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

**OCI** : Organisation de Conférence Islamique

**ODI** : Organisation de la Daawah Islamique

**OESPI** : Organisation de l'Enseignement Privé Islamique

**OFIF** : Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière

**OFMC** : Organisation des Femmes Musulmanes du Cameroun

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**ORSTOM** : Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-mer

**FSD** : Fonds Saoudien de Développement

**RDPC** : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais

**RENAFSOM** : Regroupement National des Formations Sanitaire d'Obédience Musulmane

**SDF** : Front Social Démocratique

**SIDA** : Syndrome de l'Immunodéficience Acquise

**SIL** : Section d'Initiative et de Langue

**SINTRABOIS** : Société Industrielle de Transformation de Bois

**SNI** : Société Nationale d'Investissement

**UAT** : Union Aéromaritime de Transport

**UNC** : Union Nationale Camerounaise

**UNFPA** : Fonds des Nations unies pour la population

**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

**UNDP** : Union National pour la Démocratie et le Progrès

**UPC** : Union des Populations du Cameroun

**UY** : Université de Yaoundé

**UYI** : Université de Yaoundé I

**VIH**: Virus de l'Immunodéficience Humaine

**WAMY**: World Assembly of Muslim Youth

## GLOSSAIRE

**Amir** : Terme arabe qui renvoie au chef de la communauté musulmane.

**Amiroul moumini** : Titre donné au sultan roi des Bamoun en sa qualité de guide de tous les croyants du Noun.

**Angara** : Mot ewondo qui signifie le marché périodique.

**Assalamou Aleikum** : Salutation qui signifie "que la paix de Dieu soit avec vous".

**Baraqua** : Mot arabe qui signifie bénédiction.

**Cabou** : Posture de prière avec les bras croisés sur la poitrine.

**Çalat** : Mot arabe qui veut dire prière.

**Chahada** : Littéralement, ce mot veut dire "profession de foi". C'est le premier pilier de l'islam.

**Cheikh** : Personne ayant acquis un niveau d'instruction élevé dans la religion musulmane.

**Djihad** : Mot arabe dont le sens littéral se traduit par "tentative, efforts ou luttes". C'est l'effort que chaque musulman doit faire pour lutter contre ses mauvais penchants (grand djihad). Il renvoie également au fait de lutter contre les ennemis les armes à la main (petit djihad).

**El Hadj** : Titre donné à tous ceux qui ont effectué le pèlerinage à la Mecque.

**Esani** : Rite funéraire beti effectué à l'occasion de la disparition de grandes personnalités (notables, chefs).

**Fulfulde** : Langue peule parlée par la presque totalité des populations du grand Nord au Cameroun.

**Hadith** : Texte se rapportant à la vie du prophète Muhammad, écrits soit par des contemporains de son époque, soit sur la base des informations recueillies auprès de ses proches.

**Hadj** : Pèlerinage à la Mecque.

**Hadjia** : Titre que porte la musulmane après le pèlerinage.

**Hadra** : Prière tidjanite qui s'effectue le vendredi avant la prière du couchant.

**Ibadat** : C'est l'hommage religieux (le culte).

**Ijtihad** : Mot arabe signifiant "effort de réflexion".



**Imam** : Personne qui préside les prières dans la mosquée

**Juma** : En arabe, il signifie vendredi. La prière de la Juma renvoie à la grande prière du vendredi.

**Lazimi** : Prière tidjanite effectuée deux fois par jour.

**Mallam** : Nom donné à tous ceux qui finissent leurs études coraniques.

**Maouloud** : C'est l'anniversaire de la naissance du prophète Muhammad.

**Muezzin** : En islam, c'est celui qui fait l'appel à la prière ou au rassemblement.

**Mushirikis** : Il signifie "associateur" et renvoie à celui qui associe l'adoration de Dieu à d'autres choses.

**Ouléma** : Ce sont les érudits de l'islam.

**Qibla** : C'est le fait pour le croyant de s'orienter vers la Mecque pour la prière.

**Sadaqua** : Aumône volontaire.

**Salam** : Mot arabe qui veut dire "paix".

**Saum** : C'est le jeûne du mois de Ramadan.

**Sederou** : Posture de prière avec les bras tendus le long du corps.

**Sunna** : Tradition du prophète Muhammad.

**Taharah** : C'est la purification du corps.

**Umma** : Ce terme sert à désigner la communauté musulmane dans son ensemble.

**Umra** : Petit pèlerinage à la ville sainte de la Mecque. Contrairement au grand pèlerinage (hadj) qui ne peut se faire que pendant le dernier mois de l'année musulmane, la umra peut se faire tous les mois de l'année. Il est toutefois recommandé de le faire pendant le mois de Ramadan.

**Wird** : C'est la pratique du Zikr qui est l'évocation du nom d'Allah matin et soir.

**Yeb** : Terme ewondo qui veut dire religion, croyance.

**Zakkat** : Aumône obligatoire, que doit faire chaque musulman qui en remplit les conditions.

## RESUME

La présente étude est intitulée : "La dynamique de l'islam chez les Beti du Centre : XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles". Cette investigation ambitionnait d'identifier les facteurs qui structurent le rayonnement de l'islam en territoire beti du Centre, de relever les changements survenus dans cette religion depuis son implantation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de déterminer son impact dans cette aire géographique.

Au terme des investigations, il apparaît que la dynamique de l'islam s'inscrit dans la perspective d'un continuum historique. Ce processus évolutif plonge ses racines dans la période précoloniale, se renforce sous la colonisation et se consolide sous l'ère postindépendance. Il est la combinaison de plusieurs facteurs, qui sont à la fois exogènes et endogènes à la communauté musulmane. Dans le premier groupe, on note l'apport des commandements européens, le rôle des administrations postindépendances, l'adoption de la loi sur les libertés associatives de 1990 ainsi-que la sympathie des dignitaires beti à l'endroit des Soudanais et Bamoun musulmans. Dans le second registre, on relève l'incidence des migrations continuelles en direction des localités beti du Centre, le prosélytisme des riches nations arabo-musulmanes, les dissensions ethno-idéologiques, la générosité des fidèles musulmans et leur volonté d'avoir accès aux promesses eschatologiques.

Parmi les marques qui témoignent de l'évolution de cette religion, figure son expansion ininterrompue à travers toutes les localités beti du Centre, l'explosion des lieux de culte, l'accroissement des associations musulmanes de divers ordres, le foisonnement des institutions éducatives, l'émergence des structures de santé et organes de communication islamiques, la hausse des courants idéologiques.

La principale rupture suscitée par l'islam est sa contribution à la recomposition du paysage religieux de la localité, accentuant ainsi son caractère pluriconfessionnel. De nombreux traits caractérisent l'islam en pays beti. Tout d'abord, il demeure une religion essentiellement urbaine, toujours dominé par sa composante exogène. Ensuite, il s'illustre par ses caractères pacifique, tolérant, collaborationniste et républicain. Enfin, il s'affirme de plus en plus par son engagement en faveur du développement.

Pour davantage de rayonnement, la communauté musulmane doit considérablement accroître les infrastructures socio-éducatives, développer des stratégies lui permettant d'être financièrement autonome à l'endroit de l'extérieur mais aussi, dépasser les clivages ethno-idéologiques qui empêchent la mise sur pied d'une instance faîtière, pouvant représenter l'ensemble de ce groupe religieux.

## ABSTRACT

The study hereby is entitled: "The dynamics of Islam in the Beti people belonging to the centre region". Aspired to identify the factors that structure the influence of Islam in the Beti territory of the Centre, to identify the changes that have occurred in this religion since its establishment at the end of the 19th century and to determine its impact in this geographical area.

At the end of the investigations, it appears that the dynamics of Islam is part of the perspective of a historical continuity. This evolutionary process has its roots in the pre-colonial period, strengthened under colonization and consolidated in the post-independence era. It is the combination of several factors that are both exogenous and endogenous to the Muslim community. In the first group, we note the contribution of the European commands, the role of the post-independence administrations, the adoption of the law on freedoms of association of 1990 as well as the sympathy of the Beti dignitaries towards the Sudanese and Bamoun Muslims. In the second register, we note the incidence of continual migration towards the Beti localities of the Centre, the proselytism of the rich Arab-Muslim nations, the ethno-ideological dissensions, the generosity of the faithful Muslims and their desire to have access to the eschatological promises.

Among the marks that testify to the evolution of this religion, figure its uninterrupted expansion through all the Beti localities of the Center, the explosion of places of worship, the growth of Muslim associations of various orders, the proliferation of educational institutions, the emergence of health structures and Islamic communication organs, the rise of ideological currents.

The main change caused by Islam is its contribution to the recomposition of the religious landscape of the locality, thus accentuating its multi-confessional character. Many traits characterize Islam in the Beti country. First of all, it essentially remains a urban religion, still dominated by its exogenous component. Then, it is illustrated by its peaceful, tolerant, collaborationist and republican characters. Finally, it is increasingly asserting itself through its commitment to development.

For greater influence, the Muslim community must considerably increase the socio-educational infrastructures, develop strategies enabling it to be financially independent from the outside, but also overcome the ethno-ideological divisions which prevent the establishment of umbrella organisation, able to represent the whole of this religious group.





**INTRODUCTION**

## I- MOTIVATIONS ET RAISONS DU CHOIX DU SUJET

Les religions se présentent comme le socle de l'existence humaine. Elles permettent à l'homme de trouver des réponses aux interrogations métaphysiques les plus essentielles de son existence à l'instar de l'origine, du sens et la finalité de la vie. Face aux vicissitudes implacables du quotidien et qui souvent paraissent insurmontables, elles l'aident à ne guère sombrer dans le désespoir et de continuer à espérer en des lendemains meilleurs. Porteuses immuables de valeurs morales, elles sont le repère qui permet de distinguer l'écart de la norme et ambitionnent d'humaniser l'indifférence et le matérialisme sauvage. Le sentiment de faiblesse que l'homme éprouve face à l'univers infini et les nombreux phénomènes qui échappent à son entendement trouvent toute leur signification dans les religions. En ces dernières, il peut assouvir son désir d'immortalité à travers la croyance en une vie après la mort. Bannières de repli identitaire, elles servent de motif pour guerroyer, persécuter, coloniser ou résister. Dans un monde étiqueté de sécularisé, la résurgence brutale du religieux est partout ostensible à travers le foisonnement des groupes charismatiques, l'effervescence des mouvements pentecôtistes et évangéliques, l'éclosion des sectes, la virulence de courants fondamentalistes visant le retour aux traditions d'origine ou encore, le développement des formes de religiosité personnelle (dé-institutionnalisée et dérégulée). Autant de déclinaisons qui sont manifestes de l'inépuisable nouveauté de son expression. Sur le continent africain, le boom du religieux s'impose de façon outrancière par une emprise visuelle, sonore, physique et psychologique. Il colonise sans gêne les moindres interstices du milieu urbain, placarde ses affiches sur tous les murs vacants, draine des foules à l'occasion des prières et croisades, s'invite dans les ménages, charrie consolation et nuisance. Constat qui amena Maud Lasseur à affirmer :

Quiconque parcourt aujourd'hui une grande ville d'Afrique subsaharienne se trouve nécessairement frappé par la profusion des lieux de culte qui s'alignent le long des rues, colonisant les espaces les plus insolites et les quartiers les plus excentrés. Sous l'effet d'un véritable envahissement d'églises, de temples, de mosquées, l'identité confessionnelle de bien des territoires est devenue presque illisible, brouillée par les interpénétrations et le foisonnement de nouvelles dénominations<sup>1</sup>.

Ce revivalisme fit dire à Paul Poupard : "*Le phénomène religieux est en effet à la une de l'actualité. Après l'épopée du scientisme, les avatars du matérialisme, la poussée de la sécularisation, la diffusion de l'indifférence devant l'éclipse du sacré, le religieux revient avec*

---

<sup>1</sup> M. Lasseur, "Religions et territoires au Cameroun. Les dimensions spatiales du pluralisme confessionnel", Thèse de Doctorat en Géographie, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 2008, p.123.

éclat..."<sup>2</sup>. Au détriment des thèses sur la fin ou la sortie de la religion, les données factuelles disponibles semblent pencher en faveur d'un retour du religieux qui, il faut le préciser, n'est pas homogène. Cette reviviscence, souvent confuse et désordonnée de l'"opium sacré", tient du fait qu'il se propose de guérir les névroses de l'incertitude humaine<sup>3</sup>. Il ne s'agit nullement d'une régression irrationnelle mais plutôt d'un sursaut sacré de l'homme moderne, embrigadé dans des logiques rationalistes, productivistes et marchandes<sup>4</sup> ou encore, d'un profond désir de Dieu, inscrit dans le cœur de l'homme, seul capable de lui apporter la vérité et le bonheur qu'il ne cesse éperdument de chercher en ce monde<sup>5</sup>. Cette dernière attitude laisse croire que l'homme est par nature un "homo religiosus", naturellement épris de son "créateur". Les religions résistent aux modèles déshumanisants de la modernité sur de solides bases conservatrices et attestent de la désécularisation et même du réenchantement de la planète. Elles proposent souvent des solutions aux défaillances de l'Etat-Nation et représentent autant de tentatives de donner du sens aux déceptions de la modernité. Alors qu'elles sont censées incarner l'amour et la tempérance, elles se présentent souvent comme le creuset où se développent toutes sortes de fanatisme, d'intégrisme et d'intolérance<sup>6</sup>. Les crises qu'elles engendrent éclipsent de loin les autres actualités. Elles accaparent les médias, exacerbent les tensions communautaires, s'incrument dans les débats politiques, monopolisent les ressources financières des Etats, maintiennent les forces de défense en état d'alerte, font repenser les institutions les plus assurées dans leurs fondements, semblent préfigurer un autre conflit mondial. Bref, le monde donne l'impression de vivre au rythme des religions. Les enjeux sur elles sont d'autant plus importants que depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest<sup>7</sup>, certains philosophes de l'histoire les identifient comme renfermant la nouvelle orientation de cette discipline. Tel est le cas de Samuel Huntington, pour qui l'affrontement des blocs civilisationnels

---

<sup>2</sup> P. Poupard, *Les religions*, Paris, PUF, 1987, p.7.

<sup>3</sup> Dans sa thèse sur le désenchantement du monde, Marcel Gauchet soutient l'idée selon laquelle le déclin de la religion s'accompagnera de nouveaux problèmes en l'occurrence, le développement sans précédent de la folie et du trouble intime de chaque être humain. Les névroses résultant de l'incertitude humaine auront ainsi de plus en plus de mal à être gérées. Il pourrait en résulter un monde inhumain (M. Gauchet, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 2005, p.25).

<sup>4</sup> A. Ducroq, "Les nouveaux habits du religieux", in *Le monde des religions*, N° 3, Janvier-Février 2004, p.77.

<sup>5</sup> P. Poupard, *Les religions*, 1987, p.6.

<sup>6</sup> Il faut préciser à ce niveau qu'il est historiquement établi que les religions, particulièrement le christianisme et l'islam, se sont imposées par des crimes, des violences et atrocités des plus horribles et inqualifiables.

<sup>7</sup> En 1989, Francis Fukuyama, concevant l'histoire à la manière de Hegel c'est-à-dire comme un processus orienté vers une fin, affirmait qu'elle venait d'atteindre son point d'achèvement dans le triomphe de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Cette thèse sur la fin de l'histoire déclencha une controverse planétaire.

hérités du passé constitue le nouveau sens de l'histoire<sup>8</sup>. C'est ainsi qu'il affirme : *"Les conflits les plus importants de l'avenir éclateront sur les lignes de clivage séparant ces civilisations"*<sup>9</sup>. Abondant dans ce sens, Oswald Spengler soutient que les civilisations comme les espèces, s'affrontent en une perpétuelle lutte à mort<sup>10</sup>. A cet effet, le monde apparaît comme une gigantesque arène où s'opposent de façon outrancière les blocs religieux. Dans de nombreux pays, les antagonismes sociaux ont cédé le pas aux affrontements identitaires entre majorité et minorité religieuse. Même les relations diplomatiques sont souvent dictées par les idéologies confessionnelles. C'est dans cet esprit qu'on peut s'entendre dire avec Shimon Pérez : *"L'ONU a fait son temps. Ce qui nous servirait c'est une organisation des religions unies, une ONU des religions"*<sup>11</sup>. Une formule qui donne à sourire aux premiers abords et qui, avec le recul, se révèle poignante lorsqu'on ressasse les crises suscitées par les religions, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Cette pensée est davantage révélatrice du fait que la paix et la stabilité dans le monde sont en partie conditionnées par le caractère pacifique ou belliqueux de nombreux croyants, prétendant agir au nom de certaines religions. L'incidence négative qu'elles firent et continuent de faire peser sur la paix mondiale amena Gabriel Otto à conclure : *"Voici en résumé ce que sont les religions. Elles comptent parmi l'un des plus grands fléaux de l'humanité"*<sup>12</sup>. L'intérêt sur ces dernières est ravivé par les incompréhensions et amalgames dont elles sont à l'origine et en bonne place, se trouve l'islam.

Le choix de mener une étude sur la religion musulmane n'est pas anodin et s'explique par plusieurs raisons qui sont à la fois générales et particulières. Sur un plan général, l'islam déchaîne les passions. Elle semble être la croyance qui suscite le plus de controverses et de polémiques. En effet, il ne s'écoule un temps considérable sans qu'un événement lié aux musulmans ne vienne défrayer la chronique des médias. La gangrène de l'islam radical génère des métastases obscurantistes qui créent partout des zones crisogènes. Un regard sur la cartographie islamiste révèle la progression fulgurante des groupes terroristes qui poussent comme des champignons et dont la débauche de barbarie sert souvent à bâtir une renommée plus grande. Les spectacles du pire dans un nihilisme destructeur se multiplient au nom de

---

<sup>8</sup> La thèse centrale de cette théorie repose sur la description d'un monde divisé en huit (08) civilisations : occidentale, slave-orthodoxe, islamique, africaine, hindoue, confucéenne, japonaise et latino-américaine. Dans cette approche, un conflit a plus de chance de devenir une crise majeure s'il met aux prises des Etats issus de civilisations différentes. Autrement dit, l'existence même de ces civilisations différentes annonce une conflictualité irréductible sur la scène internationale. Cette conflictualité irréductible ne serait plus le fait de modèles idéologiques ou économique concurrents, caractéristiques de la guerre froide, mais d'une confrontation entre aires civilisationnelles. Il faut toutefois préciser que ce texte a fait l'objet de nombreuses critiques de fond.

<sup>9</sup>S.P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Edition Odile Jacob, 1997, p.25.

<sup>10</sup> Cité par Ph. Moreau Defarges, *La mondialisation*, Paris, PUF, 1997, p.81.

<sup>11</sup> *Jeune Afrique*, N°2801 du 14 au 20 septembre 2014, p.16.

<sup>12</sup> G. Otto, *Le Vif*, 33<sup>e</sup> année, N° 20 du 15 au 21 mai 2015, p.120.



l'islam politique. Phénomène jadis lointain pour certaines nations, le djihadisme international étend ses tentacules, faisant disparaître la quiétude séculaire pour céder la place à la psychose et la terreur. Les images d'horreur gagnent les esprits les plus optimistes et de nombreuses sociétés sont marquées par les stigmates de la peur et de la haine. La germination des zones belligères sur les différents points du globe laisse penser que le monde est désormais polycentrique<sup>13</sup>. Bien que commis par une minorité de croyants, leurs actes de violence et d'intolérance jettent l'opprobre sur cette religion dans son entièreté<sup>14</sup>. Le fait qu'elle légitime la polygamie, le droit d'exercer les punitions physiques sur les épouses, la flagellation du fornicateur, le port du voile, l'arrêt du travail aux heures de prières, la lapidation de l'adultérin, l'amputation de la main du voleur ; font dire à certains que tous les musulmans sont violents<sup>15</sup> et au-delà, que l'islam est farouchement réfractaire et incompatible avec la modernité, la laïcité ainsi que la démocratie<sup>16</sup>. Les contradicteurs de cette religion se livrent à cœur joie à cet exercice et tendent à faire croire que l'islam regroupe des communautés aux structures sociales moyenâgeuses, passéistes et obscurantistes ; hostiles à tout progrès, rétives à toute pensée nouvelle. Face à ces diatribes, de nombreux libéraux et réformistes montent au créneau. Ces croisés des temps contemporains (pour la plupart adeptes et érudits de la foi islamique), armés de leur savoir intellectuel, s'évertuent à mieux expliquer l'islam et à combattre contre l'idée largement répandue selon laquelle cette croyance ne cadre pas avec la raison et rime avec violence<sup>17</sup>. Pour ces islamophiles, cette peur est liée au fait que l'islam possède ce que l'occident souffre de ne plus avoir à l'instar d'une foi exaltée et des liens communautaires forts<sup>18</sup>. Les justifications valorisantes fournies par ces progressistes et laïcs témoignent des passions qui animent les débats sur cette religion. Dans un contexte international où l'intégrisme monopolise

<sup>13</sup> Béchir Ben Yamed, *Jeune Afrique*, N°2841 du 21 au 27 juin 2015, p.3.

<sup>14</sup> Nous faisons allusion aux nombreux attentats perpétrés par les musulmans, aux crises de dessins humoristiques, aux enlèvements et exécutions sommaires commis au nom de l'islam.

<sup>15</sup> L'une des déclarations les plus représentatives de la vision que l'opinion non musulmane a de l'islam est celle émise par Benoît XVI, lors d'une conférence à Ratisbonne le 12 septembre 2006, durant laquelle il laissait entendre que cette religion est par essence violente et peu accessible à la raison. Abondant dans ce sens, le penseur libéral Mohamed Talbi soutient la thèse selon laquelle de nombreux occidentaux assimilent la religion musulmane à "un djihad permanent, sanguinaire, meurtrier et dominateur" (*Jeune Afrique /L'intelligent*, N°2180-2181 du 21 octobre au 03 novembre 2002, p.129).

<sup>16</sup> Les griefs à l'endroit de la religion musulmane sont à l'origine du développement de l'islamophobie dans le monde et particulièrement en occident. A titre d'exemple, une enquête réalisée en 2007 par *The Washington Post*, révélait que près de 50 % d'Américains entretenaient des sentiments négatifs à l'endroit de l'islam et des musulmans. En France, le Collectif Contre l'Islamophobie (CCIF) révélait que des musulmans en majorité des femmes, faisaient régulièrement l'objet d'agressions islamophobes (*Courrier International*, N° 848 du 1<sup>er</sup> au 7 février 2007, p.34).

<sup>17</sup> Exception faite du conformisme public, les données éparses recueillies révèlent de l'avancée du doute quant au caractère pacifique de l'islam. Les déclarations valorisantes apportées par les amoureux de cette religion n'arrivent pas toujours à dissiper le scepticisme quant à son caractère supposé belliqueux.

<sup>18</sup> Ph. Moreau Defarges, *La mondialisation*, 1997, p.84.

l'actualité et dans lequel on assiste à l'enracinement de concepts porteurs tels l'islamophobie en occident et l'occidentalophobie en terre d'islam, à l'heure où une certaine menace islamiste se fait de plus en plus pressante dans certaines contrées d'Afrique du Nord et de l'Ouest tout en répandant son venin nocif jusqu'au Cameroun septentrional, au moment où des groupes de pressions salafistes opèrent une incursion remarquable dans l'espace politique des pays du Maghreb consécutivement à la révolution arabe et où la variable confessionnelle envahit chaque jour davantage la sphère géopolitique, il nous est paru nécessaire de continuer à nous intéresser à la religion qui charrie tous ces mouvements. Bien-que le présent propos ne porte guère sur l'une des thématiques suscitées, nous avons simplement été happé par l'ire et l'hystérie que l'islam suscite à chaque fois. A ce niveau, la curiosité intellectuelle constitue le premier fondement de notre motivation.

Dans un second temps, le choix de ce thème comme sujet de recherche tient du fait que la religion musulmane, dans le cadre de la recherche universitaire, n'a pas toujours captivé l'enthousiasme des hommes de science. De nombreux chercheurs font état de cette marginalisation. Parmi les plus éloquents, nous pouvons évoquer Aboubakar Njiassé Njoya quand il déclare :

... l'islam en tant que religion ou mouvement de pensée qui régleme et anime la vie de plus d'un quart des habitants de notre planète n'a pas suscité beaucoup d'engouement d'ordre purement scientifique chez les intellectuels dans un monde plus souvent intéressé par les crises violentes qui agitent notre société. En d'autres termes, la recherche fondamentale n'a investi que très peu d'énergie dans l'étude de l'islam, laissant le champ libre aux préjugés faciles qui assimilent généralement cette religion à des mouvements violents et intégristes<sup>19</sup>.

A travers cette formule, on perçoit aisément la négligence dont cette religion fait l'objet dans le cadre académique. Au-delà de ce faible intérêt, l'auteur met également en exergue les incompréhensions et amalgames auxquels l'islam fait face, car entouré de stéréotypes ainsi-que de nombreux clichés. Souley Mane, dans le cadre de son Doctorat Ph.D avait également constaté cette triste réalité, lorsque comparant les productions scientifiques sur les religions révélées il affirmait :

...cette religion (islam) n'a bénéficié jusque-là que d'une attention évasive en matière de recherche historique. Lorsqu'on compare les travaux déjà effectués sur le christianisme et ceux effectués sur la religion musulmane, l'écart est impressionnant. Le christianisme l'emporte de loin malgré son implantation tardive au Cameroun<sup>20</sup>.

<sup>19</sup> A. Njiassé Njoya, "Islam, intégration et développement en Afrique Centrale", in D. Abwa, C. De la Roncière (Dir), *Dynamique d'intégration régionale en Afrique Centrale. Tome 2*, Presse Universitaire de Yaoundé, 2001, p.587.

<sup>20</sup> Souley Mane, "Islam et société dans la région du Mbam (Centre – Cameroun) : XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles", Thèse de Doctorat / Ph.D en Histoire, UYI, 2006, pp.12-13.

Cette déclaration est révélatrice de l'attitude quelque peu discriminante des hommes de science à l'endroit de la foi islamique. Dans le cadre de nos travaux de Master qui s'intéressaient à l'implantation de l'islam dans la ville de Mbalmayo, nous avons déjà remarqué qu'aucune monographie ne portait sur cette religion. A l'inverse, nous recensons une demi-dizaine de mémoires consacrés aux confessions chrétiennes dans le département du Nyong et So'o auquel appartient la cité de Mbalmayo<sup>21</sup>. Un constat similaire fut également observé durant nos investigations de DIPES II qui portaient sur le développement de l'islam dans l'agglomération de Mfou<sup>22</sup>. Les catalogues des mémoires soutenus dans les départements d'histoire de la FALSH et de l'Ecole Normale Supérieure de l'Université de Yaoundé I, révèlent que le pays beti, en termes de travaux de DIPES II, de Maîtrise, de DEA et de Master a généré une quarantaine d'études portant sur le christianisme. Pour ce qui est de la religion musulmane, seules sept productions sont existantes<sup>23</sup>. En ce qui concerne les Thèses, aucune ne porte sur l'islam dans notre zone d'étude.

Le troisième argument qui justifie notre dévolu sur ce thème réside dans le constat selon lequel, chaque fois que l'islam est évoqué au Cameroun, bon nombre de concitoyens ont tendance à se tourner vers le Nord du pays, vers le Noun ou encore, vers les grandes métropoles. Ce constat fut établi quelques années plus tôt par Souley Mane lorsque parlant de l'islam il déclarait :

... Il y a un déséquilibre criard entre les recherches faites sur la partie septentrionale et le reste du pays. L'examen des travaux déjà effectués dans le domaine de la recherche historique montre que l'attention est essentiellement focalisée sur la partie septentrionale, considérée à tort comme une région exclusivement musulmane ....Jusque-là, très peu de chercheurs se sont intéressés au développement de l'islam dans la partie méridionale du Cameroun. Cette situation a donné pendant longtemps l'impression que la religion musulmane brille par son absence dans cette région où domine le christianisme<sup>24</sup>.

<sup>21</sup> S. Eyinga Aba, " L'implantation et l'évolution de l'islam dans la ville de Mbalmayo (1926-2000) ", Mémoire de Master en Histoire, UYI, 2010.

<sup>22</sup> S. Eyinga Aba, " L'implantation et l'évolution de l'islam dans la Province du Centre : le cas de la ville de Mfou (1953-2003)", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UYI, 2007. Dans le cadre de ce travail, nous avons constaté que toutes les paroisses de l'arrondissement de Mfou avait fait l'objet d'une étude académique, soit au total une demi-douzaine de travaux. A contrario, nous passions pour un pionnier en ce qui concerne les études islamiques.

<sup>23</sup> En plus des deux travaux suscités, on peut adjoindre : S. Emboussi, "L'implantation et l'évolution de l'islam à Yaoundé (1889-1993) : le cas du quartier Briqueterie", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UYI, 1994 ; J.C. Mengueme, " Les Haoussa de Yaoundé (des origines à 1960) : allogènes ou autochtones ?", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, 1998 ; B.Tchinda Toueyem, "L'impact de l'immigration haoussa sur les villages de Yaoundé, le cas d'Ekoudou dit Briqueterie (1911-2003)", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2007 ; Fadimatou, "La religion musulmane et la promotion de la femme dans la communauté de Yaoundé (1889-2004) ", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2010; N.T. Onomo Mbassi, " Islam et implantation des mosquées dans la ville de Yaoundé (1936-1997)", Mémoire de Master en Histoire, UYI, 2010.

<sup>24</sup> Souley Mane, "Islam et société", 2006, p.16.

Par ces propos, on constate que le Cameroun septentrional, considéré dans l'imagerie populaire comme le foyer "traditionnel et naturel" de l'islam a attiré la plupart des chercheurs. Cette situation peut s'expliquer par le fait que le Nord géographique recèle des thématiques qui de tout temps ont suscité des débats comme la résistance des populations locales à la diffusion de l'islam ou encore, l'opposition entre la civilisation musulmane et la culture occidentale, analysée sous le prisme d'un conflit de civilisation. Abondant dans le sens de la négligence dont fait l'objet la religion musulmane au Sud de l'Adamaoua, Théodore Takou déclare :

... la recherche historique relative à l'islam au Sud Cameroun est restée marginale dans l'historiographie camerounaise et échappe très souvent au regard des chercheurs plus enclins à mener des recherches sur cette thématique dans la partie septentrionale du Cameroun...<sup>25</sup> En un certain sens, l'islam au Sud Cameroun en général fait un peu figure de "cadet" par rapport à son "aîné" dans le Nord-Cameroun et les spécialistes lui portent peu d'intérêt. Cette manière de voir conforte les préjugés sur l'effacement de l'islam dans la partie méridionale du Cameroun considérée à tort comme un bastion du Christianisme pourtant, en dépit de sa "discretion", cet islam Sud-camerounais n'est pas quantité négligeable<sup>26</sup>.

L'analyse de cette assertion témoigne à suffisance du fait que la religion musulmane dans la partie méridionale du pays a quelque peu été négligée par les hommes de science. Abondant dans la littérature de l'exclusion, Hamadou Adama affirme :

Si les racines de l'islam dans la partie septentrionale du Cameroun semblent aujourd'hui connues grâce notamment aux travaux des administrateurs coloniaux, il n'en demeure pas moins que toute la partie méridionale est passée sous silence. Or, plusieurs indicateurs nous amènent à tenir désormais compte des multiples développements de cet islam transplanté en milieu chrétien de la zone équatoriale du Cameroun<sup>27</sup>.

Une posture radicale qui, bien-que révélatrice de la marginalisation de l'islam Sud-camerounais, doit toutefois être nuancée au vu des productions sur cette religion dans les localités du Mbam, de Douala, du Nord-Ouest, etc. La seconde phrase de cette proposition qui atténue le ton radical du début, constitue une invite à plus d'intérêt sur les groupes établis dans la partie méridionale du pays. Cette "ghettoïsation académique"<sup>28</sup> comme précédemment mentionné peut être liée au fait que les sociétés forestières du Sud ne furent guère les lieux des

---

<sup>25</sup> Th. Takou, "Islam et société à Douala (Littoral-Cameroun) : 1912-2006", Thèse de Doctorat /Ph.D en Histoire, UYI, 2010, p.5.

<sup>26</sup> Ibid, p.8.

<sup>27</sup> Hamadou Adama, *L'islam au Cameroun. Entre tradition et modernité*, Paris, L'Harmattan, 2004, p.14.

<sup>28</sup> Nous empruntons cette expression à S. Awanengo pour traduire le cantonnement de la majorité des chercheurs dans la partie septentrionale du pays (S. Awanengo et All, *Ecrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, L'Harmattan, Paris, 2006, p.16).

thématiques tranchées entre résistance et collaboration<sup>29</sup>. Par cette attitude, de nombreuses communautés musulmanes vivent encore en marge de la reconnaissance historique, enveloppées par un halo d'inconnu. De façon subséquente, les multiples agents de la propagation de l'islam au Sud de l'Adamaoua sont tombés dans l'oubli. Le présent propos est une tribune pour sacrifier à l'une des fonctions de la discipline à savoir le devoir de mémoire. Ce dernier présente de multiples avantages à l'instar d'éviter de perdre le passé ou encore, d'enrichir le présent. Allant plus loin dans cette perspective, Antoine Prost affirme : "*Il y'a bien des façons de faire avancer l'histoire. La plus simple est de combler les lacunes de nos connaissances*"<sup>30</sup>. Cette dernière passe prioritairement par le catalogage des actes humains pour la postérité (l'objectif étant que ces faits ne soient happés par les abîmes de l'oubli). Elle passe également par l'exploration des domaines du savoir jusque-là inconnus et par la satisfaction des questions restées sans réponses. Il faut cependant relever que la négligence susmentionnée est en déphasage avec l'état d'épanouissement actuel de cette religion. A l'unisson, tous les auteurs consultés reconnaissent que l'islam est davantage visible qu'il ne l'était par le passé, il est aujourd'hui en pleine expansion géographique et démographique. A ce propos, la formule la plus poignante est émise par Théodore Takou qui, identifiant les caractères généraux de l'islam au Cameroun déclare : "*La troisième et dernière constatation qui s'impose à l'évidence est que l'islam au Cameroun comme ailleurs est bien plus visible qu'il ne l'était il y'a une quinzaine d'année...les communautés musulmanes gagnent constamment du terrain ; elles sont de plus en plus actives et agissantes*"<sup>31</sup>. Un constat similaire est effectué par Souley Mane qui signale la progression de cette religion hors de ses foyers traditionnels<sup>32</sup>, par Gilbert Lambling Taguem Fah, qui note une percée importante de cette foi dans les villages-clairières du Sud<sup>33</sup>, et par Maud Lasseur, qui souligne l'émergence de "l'islam bantou"<sup>34</sup> ou encore d'un "islam sudiste", dont on parle peu au Cameroun<sup>35</sup>. A l'échelle continentale, Vincent Monteil, au terme d'une étude fastidieuse qui lui permit d'avoir une vision d'ensemble, conclut son ouvrage sur la religion musulmane en Afrique en ces termes : "*...l'islam noir est une religion en pleine expansion, vivante et dynamique, dont la marche paraît, pour le moment, irrésistible*"<sup>36</sup>. Pour

<sup>29</sup> Une certaine écriture des rapports islam-occident durant la colonisation, s'est passionnée dans la polarisation des positions entre les deux entités, à l'instar de l'opposition entre culture musulmane et culture occidentale (cas du Nord-Cameroun).

<sup>30</sup> A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1996, p.304.

<sup>31</sup> Th. Takou, "Islam et société à Douala", 2010, p.09.

<sup>32</sup> Souley Mane, "Islam et société", 2006, p.13.

<sup>33</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendance actuelle de l'islam au Cameroun : état des lieux et perspectives", in *Afrique contemporaine*. N°194, 2<sup>e</sup> trimestre 2000, pp.53-54.

<sup>34</sup> M. Lasseur, "Religions et territoires au Cameroun", 2008, p.163.

<sup>35</sup> Ibid, p.236.

<sup>36</sup> V. Monteil, *L'islam Noir*, Paris, Editions du Seuil, 1964, p.336.

cet auteur, il s'agit d'une diffusion irréversible dont le mouvement semble ne pouvoir être freiné par aucun groupe social, par aucune idéologique, encore moins par un quelconque élément physique à l'instar de la forêt. Ces constatations constituent une invite à plus d'intérêt sur l'islam. Ce nouvel attrait permet de projeter une lumière sur la spécificité de chaque localité et d'éviter ainsi les innombrables cas de généralisations abusives<sup>37</sup>. Les singularités locales sont si saisissantes qu'elles ont été soulignées par des précurseurs. L'une des formules les plus idoines a été émise dans le cadre des travaux sur l'islam à Douala où on peut lire :

...les processus socioreligieux ne sont ni linéaires ni homogènes ; chaque espace et chaque moment imprimant sa propre trajectoire de la mutation sociale...l'islam camerounais n'a rien d'un bloc identique. D'une région à une autre du Cameroun, d'une ville à une autre, les communautés musulmanes représentent des physionomies tellement différentes les unes des autres et parfois si complexes qu'il est difficile de les regrouper dans une seule catégorie<sup>38</sup>.

La connaissance générale apparaît dès-lors comme le fruit d'une capitalisation de diverses micro-réalités qui, au final, intègrent un même schéma général. Cette donnée est mieux illustrée par A. Schaff lorsqu'il affirme : "*...toutes les études constituent une contribution aux progrès de la connaissance. Le travail de l'historien est fait de ces vérités partielles qui, une fois rassemblées, peuvent embrasser une vérité plus globale*"<sup>39</sup>. Par ces formules, on comprend aisément que l'étude du fait religieux ne peut faire abstraction des cas régionaux. Cette investigation nous donne également l'occasion de prendre position sur l'effacement ou non de l'islam en milieu de forêt. En effet, un certain postulat historique a soutenu et défendu la thèse sur l'incapacité de l'islam à pouvoir éclore dans un espace non-aride. Dans cette logique, ce milieu est perçu comme un espace inopérant pour la religion musulmane, un cadre naturel inhibiteur de par sa nature à la pratique et davantage à l'éclosion de l'islam<sup>40</sup>.

Sur un plan particulier, aucune monographie n'a jusque-là traité de façon exclusive du rayonnement de l'islam dans notre zone d'étude. Même si des pistes utiles ont été suggérées dans des productions précédentes, la pluralité des thématiques abordées dans ces enquêtes n'offre pas toujours une meilleure lisibilité quant à la compréhension du mécanisme d'épanouissement de cette religion. Le choix de ce thème comme sujet de Thèse s'inscrit dans

<sup>37</sup> Th. Takou, "Islam", 2010, p.23.

<sup>38</sup> Ibid.

<sup>39</sup> Cité par J. Pycke, *La critique historique*, Belgique, Academia Bruylant, 2000, pp.15-16.

<sup>40</sup> Cette thèse s'appuie en partie sur le fait que les lianes et les racines auraient constitué une barrière infranchissable pour la cavalerie peule, instrument par excellence de la conquête du Nord-Cameroun au XVII<sup>e</sup> siècle. Il faut cependant souligner que cette thèse ne fait nullement l'unanimité de la communauté scientifique. A cet effet, elle est contestée par Froelich qui la qualifie de " théorie romanesque ", arguant que ce sont les marchands et non la cavalerie qui essaimèrent l'islam en Afrique subsaharienne (J.C.Froelich, *Les musulmans d'Afrique Noire*, Paris, Edition de l'Orante, 1962, p.77).

cette perspective et se trouve influencé par nos travaux antérieurs dont le but était de maîtriser la mue de cette religion au Sud de l'Adamaoua. En effet, alors que nous étions étudiant à l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé, nous avons rédigé et soutenu un mémoire sanctionnant la fin de notre formation et portant sur l'implantation de l'islam dans la ville de Mfou<sup>41</sup>. Croyant cette localité exclusivement chrétienne, nous avons constaté que la foi islamique faisait également partie du champ religieux. Bien-que la communauté musulmane fut modeste, elle était solidement implantée. Les musulmans y étaient fixés depuis 1952, c'est-à-dire dès la création de la ville et longtemps avant de nombreuses confessions chrétiennes. Ils y avaient développé des formes spécifiques d'intégration, qui leur permettaient de vivre en harmonie avec les autres composantes humaines de cet environnement<sup>42</sup> et faisaient partis des pionniers du dialogue interreligieux<sup>43</sup>. Ainsi, dans ce modeste travail qui initiait nos pas encore jeunes dans la recherche, nous nous sommes rendu compte du probable épanouissement de l'islam en milieu de forêt et de surcroît fortement christianisé. Le renforcement de nos aptitudes à pouvoir investiguer, s'est traduit trois années plus tard, par la rédaction et la soutenance d'un mémoire de Master portant sur le développement de l'islam à Mbalmayo<sup>44</sup>. Une fois dans la ville, cette religion s'impose à tout visiteur de par les signes religieux ostensibles qu'elle imprime dans l'espace. En effet, les musulmans pullulent dans le centre urbain, ils sont facilement identifiables à travers leur accoutrement spécifique et constituent l'une des communautés religieuses les plus importantes de cette cité. Aussi, de nombreuses mosquées aux architectures diverses, souvent imposantes sont disséminées dans toute la ville. A certains endroits, la nuisance sonore est alimentée par l'appel des muezzins, indiquant les prières quotidiennes ou encore par des prêches, passés en boucles à travers des hauts parleurs branchés sur magnétophones. Contrairement à ce que nous pensions et aux idées reçues à l'instar de l'impossible rayonnement de cette religion dans un espace non aride, les conclusions de ces investigations révélaient que l'islam sur les deux rives du Nyong présentaient un visage reluisant. Le terme évolution contenu dans ces enquêtes traduisait déjà notre volonté de cerner la manière dont la religion musulmane s'implante, se diffuse et les stratégies qu'elle met en œuvre pour s'affirmer dans ces milieux où domine le christianisme. Il s'agit donc de pérenniser l'œuvre entamée en 2007 avec pour objectif une meilleure compréhension du mécanisme

---

<sup>41</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2007.

<sup>42</sup> Nous faisons allusion ici aux populations autochtones, à l'administration locale et aux autres confessions religieuses établies dans la ville.

<sup>43</sup> Il faut dire à ce niveau que trois confessions religieuses ont institué le dialogue interreligieux dans la ville de Mfou à savoir l'Eglise catholique romaine, l'Eglise Presbytérienne du Cameroun et l'islam.

<sup>44</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation ", 2010.

d'épanouissement de l'islam hors de ses "entités traditionnelles". Ces travaux antérieurs nous servent par conséquent de substrat pour la présente investigation. Elargir le champ d'étude au pays beti vise un double objectif. Tout d'abord, il permet de procéder à une sorte d'aggiornamento à savoir un état des lieux de la foi musulmane. Cette stratégie permet aux foyers encore ignorés ou méconnus d'accéder à la postérité. Ensuite, elle rend crédible les résultats de nos travaux à travers la construction d'indicateurs pertinents éprouvés sur une base comparative. Il s'agit de sacrifier à une certaine démarche méthodologique prônée par des théoriciens de la discipline à l'instar d'Antoine Prost qui laisse entendre : "*Pour être légitime, la monographie doit intégrer une phase comparative*"<sup>45</sup> et davantage " *A un niveau plus élaboré, l'histoire cherche des comparaisons plus systématiques, dans le temps et dans l'espace*"<sup>46</sup>. Ainsi, Le fait d'élargir la perspective sur le plan spatial a pour avantage l'établissement des comparaisons utiles, à l'issue desquelles vont se dégager des constances et des différences sur l'efficience des facteurs relevés, sur la co-variation de leur influence d'un milieu à un autre. L'objectif à terme étant une meilleure perception du comportement de cette religion à travers l'identification des nombreux atouts dont elle bénéficia (souvent de façon involontaire) et des mécanismes mis en œuvre par ses adeptes pour rayonner dans le type de milieu déjà décrit. Au demeurant, cette enquête nous donne l'occasion d'apporter notre modeste contribution à une meilleure connaissance de l'islam et au-delà, d'adhérer au mouvement culturel visant à faire ressortir l'authenticité de l'histoire du Cameroun.

## II- LE CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

La définition des concepts est un préalable pour toute recherche. Elle permet de clarifier les termes de référence du sujet afin de baliser sans équivoque les contours de l'étude. Cette démarche constitue l'un des fondements des sciences sociales. A ce propos, Platon, philosophe grec de l'antiquité affirmait: "*En tout sujet, il faut s'entendre sur les mêmes choses à l'aide des définitions, plutôt que sur le concept seul sans définition*"<sup>47</sup>. Abondant dans le même sens, Emile Durkheim stipulait: "*Toute investigation scientifique porte sur un groupe déterminé de phénomènes qui répondent à une définition. La première démarche (...) doit donc être de définir les choses dont il traite afin que l'on sache bien de quoi il est question. C'est la première et la plus indispensable condition de toute preuve et de toute vérification*"<sup>48</sup>. Cette attitude permet

---

<sup>45</sup> A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, 1996, p.197.

<sup>46</sup> Ibid, p.198.

<sup>47</sup> Sous la direction de Luc Brisson, *Platon. Œuvres complètes*, Paris, Flammarion, 2008, p.30.

<sup>48</sup> E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 2013, p.34.



de lever toute équivoque de nature à semer la confusion et l'incompréhension. Ainsi, les catégories utilisées doivent renvoyer aux mêmes réalités.

La présente étude est intitulée: "La dynamique de l'islam chez les Beti du Centre Cameroun : XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles". Le terme "dynamique" est un concept polysémique dont les sens quoique proches connaissent de légères variantes en fonction des domaines dans lesquels ils sont employés. De par son étymologie, le mot dynamique vient du grec "dynamikos" qui désigne ce qui est relatif à la force, au mouvement, aux transformations, au changement ou au développement<sup>49</sup>. Le dictionnaire Encarta la définit dans son acception la plus générale comme étant synonyme d'énergie, de vitalité<sup>50</sup>. L'internaute fournit une définition similaire et la dynamique renvoie à ce qui manifeste une grande énergie, ce qui est entreprenant, actif, ardent, remuant, pétulant, vaillant<sup>51</sup>.

Dans le domaine des sciences physiques, la dynamique est relative aux forces, aux mouvements par opposition à la statique. En mécanique, c'est une branche qui étudie les corps en mouvement sous l'influence des forces extérieures qui leurs sont appliquées<sup>52</sup>.

Le concept de dynamique est également utilisé dans les sciences sociales. En géographie, il est toujours associé à celui de l'espace ou de territoire selon que cet espace soit approprié et mis en valeur par des groupes sociaux. Il s'emploie donc comme un nom et en tant que tel, il se définit dans son sens général comme le processus qui marque une évolution. Les modèles dynamiques mettent en relation les changements et les forces qui les produisent. Les dynamiques sont donc le résultat des mutations<sup>53</sup>. Dans une dynamique, les différentes recompositions observées laissent toujours des empreintes positives ou négatives<sup>54</sup>.

En plus de la géographie, la sociologie a accordé une importance capitale au concept de dynamique. Cette dernière a été au cœur de la préoccupation de plusieurs chercheurs dont les plus illustres furent Auguste Comte et Georges Balandier. Lorsque le premier crée le terme de "sociologie" en 1939, il subdivise cette discipline en deux branches à savoir la statique sociale et la dynamique sociale<sup>55</sup>. A ce propos, Madeleine Grawitz indique que la statique sociale

---

<sup>49</sup> "Dynamique : définition simple et facile du dictionnaire", disponible sur le lien internet <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/définition/dynamique/>; consulté le 16 février 2017.

<sup>50</sup> Encarta-Wikipédia, disponible sur le lien internet <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Encarta>; consulté le 16 février 2017.

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> "La dynamique est une discipline de la mécanique", disponible sur le lien internet <https://g.co/kgs/xcvqi5>; consulté le 17 février 2017.

<sup>53</sup> "Dynamique-géoconfluence", disponible sur le lien internet <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/dynamique>; consulté le 17 février 2017.

<sup>54</sup> Ibid.

<sup>55</sup> "Les classiques des sciences sociales: Auguste Comte: la science sociale", disponible sur le lien internet [http://classiques.uqac.ca/classique/Comte\\_auguste/ la \\_science\\_ sociale\\_extraits/sc\\_soc\\_intro.html](http://classiques.uqac.ca/classique/Comte_auguste/ la _science_ sociale_extraits/sc_soc_intro.html) ; consulté le 17 février 2017.

étudie les lois générales de l'ordre social et s'oppose à la dynamique sociale qui traite du progrès des sociétés<sup>56</sup>. Georges Balandier est le principal théoricien de la sociologie dynamiste ou générative. Cette branche soutient la thèse selon laquelle toutes les sociétés humaines, même celles qualifiées de "primitives" connaissent des transformations au fil du temps. Durant leur évolution, elles subissent de profondes mutations dans leurs structures mais aussi, dans leur manière de faire et de penser. C'est à ce titre qu'il affirme: "*La société n'est pas une chose, figée dans le temps de sa création, elle est constamment en train de se faire et ne peut se définir qu'en action (...) elle est à tout moment emportée par le mouvement qui constitue son histoire propre. L'histoire de son développement et de ses transformations*"<sup>57</sup>. Par ces propos, on comprend aisément que les sociétés humaines sont perçues comme des réalités en mouvement permanent. La sociologie dynamiste veut par conséquent saisir ce qui change dans la société. Pour atteindre ce but, elle met au centre de son analyse les mutations qui surviennent à l'intérieur de la société et qui influencent l'orientation future de celle-ci, allant jusqu'à modifier le cours de son histoire. C'est à ce titre que Gaston Bouthoul émet: "*L'objet de la sociologie dynamique est l'étude des variations des sociétés, de leurs formes et de leurs facteurs*"<sup>58</sup>. Ainsi, les sociétés évoluent, mues par des forces. Ces transformations sont dues à des influences qui peuvent être soit internes, soit externes. Ces facteurs, Balandier les appelle les "dynamiques du dehors" et les "dynamiques du dedans"<sup>59</sup>. Ainsi, il y a dans la notion de dynamique, l'idée de mutation, de changement. Au terme de ce tour d'horizon qui visait à saisir la quintessence du terme dynamique, nous pouvons conclure en disant que ce concept renvoie aux forces du mouvement ou du changement, au processus de développement, à l'ensemble des transformations, des recompositions, des restructurations positives ou négatives mais évolutives. Ces transformations peuvent être de nature qualitative ou quantitative.

L'étude conceptuelle se poursuit par le substantif "islam". Révélé par l'ange Gabriel au prophète Muhammad<sup>60</sup> et enseigné par celui-ci au VII<sup>e</sup> siècle en Arabie, l'islam est un monothéisme universel qui en 2020 rassemblait environ 2,2 milliards de fidèles dans le monde

---

<sup>56</sup> M. Grawitz, *Méthodes de sociologie*, Paris, Dalloz, 1964, p.339.

<sup>57</sup> G. Balandier, *Sens et Puissance : les dynamiques sociales*, Paris, PUF, 1971, p.87.

<sup>58</sup> G. Bouthoul, *Histoire de la sociologie*, Paris, PUF, 1975, p.42.

<sup>59</sup> G. Balandier, *Sens et puissance*, 1971, p.90.

<sup>60</sup> Muhammad, devenu en français Mahomet signifie en arabe le "Loué", le "Glorifié". Il naquit à la Mecque en 571 et mourut à Médine en 632. Il est le fondateur de l'islam. Tout au long de notre développement, nous emploierons le nom authentique du prophète à savoir Muhammad au lieu de Mahomet ou Mahomed.

appelés musulmans<sup>61</sup>. D'origine arabe, "islam" signifie "Foi et Soumission<sup>62</sup> à la volonté de Dieu" qui est Allah. C'est la dernière-née de la famille des religions abrahamiques, après le judaïsme et le christianisme. Cette religion repose sur cinq piliers<sup>63</sup> et a pour dogme la foi en Allah, la foi aux anges, la foi aux Livres (révélés), la foi aux prophètes, la foi au jugement dernier, la foi en la prédestination (bonne ou mauvaise). Le Coran et les *Hadiths*<sup>64</sup> forment le dogme qui sert de modèle impératif aux musulmans. La révélation divine, transmise par Dieu au prophète Muhammad prône l'unicité et la toute-puissance d'Allah. Elle exhorte les hommes à rechercher le bien ultime (et non plus seulement le bien matériel et financier) à vivre en fraternité, à pratiquer le partage, etc. A cet effet, Amadou Hampâté Bâ affirme: "*L'idéal islamique est comme l'idéal de toute religion digne de ce nom: aimer et aider, prier et pardonner, établir les liens fraternels par-dessus races et pays*"<sup>65</sup>. L'islam se veut totalisant dans sa volonté d'embrasser l'ensemble des affaires de la communauté musulmane dans les domaines politique, économique, social et culturel. Après la mort du prophète en 632, la religion musulmane a connu un schisme causé par des querelles de succession<sup>66</sup>. Cette dissension donna naissance à deux courants qui sont les sunnites<sup>67</sup> et les chiites<sup>68</sup>. Par la suite, ces branches engendrèrent les cinq écoles de la foi islamique dont quatre pour les sunnites et une pour les chiites<sup>69</sup>. Toutefois, malgré leurs nombreuses divergences, ces différents mouvements se reconnaissent unanimement comme une seule et grande communauté musulmane. Ce visage dynamique de la religion musulmane fut également visible durant son expansion à travers le monde. En effet, l'islam a intégré les coutumes des peuples qui venaient à lui. Les manifestations sociologiques développées par certains ensembles continentaux, ont conduit

---

<sup>61</sup> "Classement des Etats du monde par nombre de musulmans", disponible sur le lien internet <https://atlasocio.com/classements/religions/islam/classement-etats-par-adherents-islam-nombre-monde.php>; consulté le 23 juin 2018.

<sup>62</sup> Toutefois, islam n'est pas soumission sans distinction, il demande à l'homme de réfléchir. C'est ainsi que le terme "Aya" intervient 382 fois dans le Coran, avec des recommandations qui incitent à méditer, raisonner ou penser.

<sup>63</sup> Comme piliers de l'islam, nous avons la profession de foi (*Chahada*), la prière (*Çalat*) cinq fois par jour, l'impôt rituel (*Zakkat*), le jeûne du Ramadan (*Saum*), le pèlerinage à la Mecque (*Hadj*) au moins une fois dans la vie.

<sup>64</sup> Textes se rapportant à la vie du prophète Muhammad, écrits soit par des contemporains de son époque, soit sur la base des informations recueillies auprès de ses proches.

<sup>65</sup> A. Hampâté Bâ, "L'islam et l'Afrique noire", in *La contribution de l'islam à l'expression culturelle de la personnalité africaine*, Dakar, Grand Lacs, 1956, p. 103.

<sup>66</sup> "Islam-Wikipédia, l'encyclopédie", disponible sur le lien internet <https://fr.wikidiana.org/wiki/islam>; consulté le 23 juin 2018.

<sup>67</sup> Les sunnites sont appréhendés comme étant ceux qui suivent la Sunna (ensemble des paroles et des actes du prophète) et de la tradition. Ils représentent 90% des musulmans dans le monde et pensent que les trois premiers califes étaient les successeurs légitimes du prophète Muhammad.

<sup>68</sup> Les chiites, partisans d'Ali (cousin et gendre du prophète Muhammad), voient en ce dernier le successeur du prophète, d'où leur nom de "Chi At Ali" qui signifie le "parti d'Ali". Cette tendance pense que le califat doit être héréditaire. Ils représentent environ 10% des musulmans dans le monde.

<sup>69</sup> Les quatre écoles sunnites sont : le hanafisme, le malikisme, le hahafisme et le hanbalisme. L'unique école chiite est le Jafarisme.

Vincent Monteil à établir des catégories colorées de la religion musulmane, qui sont "l'islam noir" et "l'islam jaune"<sup>70</sup>. A son tour, Jean Claude Froelich, pour rendre compte de l'extrême hétérogénéité des pratiques islamiques en Afrique parle "des islams noirs" dont il identifie une dizaine<sup>71</sup>. Dans la même lancée, Maud Lasseur soutient qu'il existe non pas un mais des islams au Cameroun, qui sont ancrés dans des fonds culturels et sociaux divers<sup>72</sup>. Le soufisme et autres rites initiatiques ont permis à cette religion de s'enrichir de nombreuses sectes telles la wahhabiyya, la tidjaniyya, la mahadiyya, etc<sup>73</sup>. Installée en Afrique du Nord dès le VII<sup>e</sup> siècle, la religion propagée par Muhammad gagne les pourtours du lac-Tchad entre le IX<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle. En provenance du Kanem-Bornou, elle commence à pénétrer ce qui deviendra plus tard le Cameroun par sa partie septentrionale<sup>74</sup>. Cette première vague d'islamisation fut relayée au XVIII<sup>e</sup> siècle par celle d'Ousman Dan Fodio, dont le lieutenant Adama, se fit le porte étendard du djihad<sup>75</sup> jusqu'au niveau de l'Adamawa<sup>76</sup>. A partir du XIX<sup>e</sup> siècle, l'islam commence à s'étendre dans la partie méridionale du Cameroun. Dans le cadre de nos travaux, l'islam est principalement entendu comme l'ensemble des groupes humains vivant sous la bannière de cette religion. Cette approche cadre mieux avec la discipline que nous pratiquons car, elle permet de saisir ce concept dans sa dimension objective, palpable, visible.

Une autre expression clé, dont il est nécessaire de préciser les contours, est le "pays beti". Tout comme le concept de dynamique, le pays beti peut prêter à confusion. Cette dernière résulte de la difficulté à déterminer avec exactitude les tribus qui appartiennent à l'ethnie beti. Dès-lors, une question se pose avec acuité, qui sont les Beti ? La réponse à cette interrogation va permettre de circonscrire avec plus ou moins d'exactitude ce que nous entendons par pays beti. Les Beti constituent l'une des trois ethnies du groupe dit pahouin (avec les Fang et les Boulou). Selon le Révérend Père Nekes, le terme beti est tributaire de l'appartenance d'un

---

<sup>70</sup> V. Monteil, "Contribution à l'étude de l'islam en Afrique noire ", in *La contribution de l'islam à l'expression culturelle de la personnalité africaine*, Dakar, grands Lacs, 1956, p.121.

<sup>71</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p.311. Le pluriel, mode grammatical de la relativité, semble être le préféré de Jean Claude Froelich. En plus des islams noirs, il parle des réformismes (p. 328).

<sup>72</sup> M. Lasseur, "Religions et territoires", 2006, p.174.

<sup>73</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir politique au Cameroun", ISH (Institut des Sciences Humaines), Yaoundé, 1986, p.12.

<sup>74</sup> E. Maquet et Al, *Histoire de l'Afrique Centrale. Des origines au milieu du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Présence Africaine, 1971, p.197.

<sup>75</sup> Etymologiquement, ce mot signifie "effort". Sur le plan théologique, il implique l'effort dans la voie de Dieu. Cet effort peut être social (bonnes œuvres), physique (lutter contre ses passions) ou militaire. Le recours à la force étant l'ultime solution pour rétablir la paix et la justice. Les conditions du djihad militaire sont de deux ordres. Il faut qu'il y ait une chance raisonnable de succès, faute de quoi il ne faut pas s'y risquer. En plus, pour être licite, le djihad militaire doit être précédé d'une exhortation aux incroyants à se convertir.

<sup>76</sup> L'Adamawa sert à désigner la région la plus orientale des lamidats de l'empire Sokoto, alors que l'Adamaoua désigne l'une des régions du Cameroun.

certain nombre de personnes à la même aire culturelle<sup>77</sup>. Pour le sociologue Henri Ngoa, les Beti forment un groupe qui se distingue des autres par deux aspects essentiels, d'abord leur nature d'hommes libres et ensuite, leur aptitude à se défendre par leurs propres moyens<sup>78</sup>. La tradition orale paraît plus éloquente quant à ce qui est de la signification du terme beti. Etymologiquement, beti est le pluriel du mot Nti<sup>79</sup> qui signifie seigneur, noble, illustre et donc le sens dans la vie courante renvoie à "Monsieur"<sup>80</sup>. "Nti", placé devant un nom constitue une marque de respect, une façon de magnifier la personne qui en porte le titre. Le beti est donc l'homme noble et distingué par opposition à l'esclave (Olö ou Belö)<sup>81</sup>. Ainsi, les Beti se sentent une race de seigneur et sont tous imprégnés de l'ascendant qu'avaient leurs ancêtres sur les tribus apparentées ou esclaves<sup>82</sup>. Le peuplement du pays beti fait partie du vaste mouvement migratoire fang-beti ou pahouin, qui a eu lieu du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>83</sup>. Au-delà des différentes hypothèses qui les feraient venir du Nil, des confins camerouno-nigérien ou camerouno-tchadien et même du Congo, ce qui semble sûr est que ce groupe arrive par le Nord et séjourne longtemps dans l'Adamaoua. Vers le XIX<sup>e</sup> siècle, il est bousculé par les nouveaux arrivants soudanais (Babouté d'abord et Foulbé ensuite). Les Pahouins, sous cette pression, ont traversé le fleuve Sanaga (qui reste une étape importante de leur cycle migratoire) et se sont infiltrés progressivement dans la forêt, en poussant devant eux les premiers occupants qui étaient les Pygmées<sup>84</sup>. Les Beti se caractérisent par une unité linguistique, une organisation sociopolitique et des valeurs économiques communes. Ce qui pose problème n'est pas tant la signification de ce terme mais plutôt la composition tribale de ce groupe ethnique. Composition qui impacte naturellement sur la délimitation du pays beti.

---

<sup>77</sup> Cité par Ph. Laburthe-Tolra, *Minlaba : Histoire et société traditionnelle chez les Beti du Sud Cameroun*, Paris, H. Champion, 1977, p.91.

<sup>78</sup> H. Ngoa, "Essai de synthèse sur les populations dites Beti de la région de Minlaba (Sud du Nyong)", in colloques internationaux du C.N.R.S n° 551. *Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun*, volume 2, Paris, Edition C.N.R.S, 1981, p.40.

<sup>79</sup> Ce terme désigne aussi dans la religion chrétienne Dieu ou Jésus. Le mot "Nti" est formé de la même racine que "Ati", qui renvoie à la fierté.

<sup>80</sup> Ph. Laburthe-Tolra, *Les seigneurs de la forêt. Essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens Beti du Sud-Cameroun (Minlaba I)*, Paris, Sorbonne, 1981, pp. 47-48.

<sup>81</sup> P. Alexandre et J. Binet, *Proto-histoire du groupe pahouin (Beti-Bulu-Fang) : essai de synthèse provisoire*, Paris, Cahiers d'Etudes Africaines, 1958, p.5.

<sup>82</sup> Ph. Laburthe-Tolra, *Les seigneurs de la forêt*, 1981, p.24.

<sup>83</sup> P. Alexandre et J. Binet, *Proto-histoire du groupe pahouin*, 1958, p.17.

<sup>84</sup> Nous nous appuyons sur les travaux de nombreux auteurs comme : B. Bilongo, *Les Pahouins du Sud-Cameroun. Inventaires bibliographiques*, Yaoundé, 1974 ; P. Alexandre et J. Binet, *Protohistoire du groupe pahouin*, 1958 ; E. Mveng, *Histoire du Cameroun*. Tome I, Yaoundé, CEPER, 1963 ; A. Amougou Anaba, *Formation de la race bane*, Yaoundé, Imprimerie Coulouma, 1937.

Le groupe beti englobe de nombreux sous-groupes ou ethnies<sup>85</sup>, dont les avis divergent d'un auteur à un autre. Ce groupe d'après Olivier-Georges est composé de quatre tribus à savoir les Ewondo, les Eton, les Bane et les Mvëlë<sup>86</sup>. Pour Idelette Dugast, les Beti sont divisés en deux groupes à savoir les Beti du Nord (Tsinga, Mvëlë, Bavek, Manguissa, Ngoro, Kombé) et les Beti du Sud (Ewondo, Bane, Eton, Fong, Evuzok, Bamvele, Mbida-Mbani)<sup>87</sup>. Pour le Révérend Père Nekes, les Beti comprennent les Ewondo, les Bane, les Yetudi, les Eton, les Betsinga<sup>88</sup>. Robert Cornevin range parmi les Beti les Tsinga, Mvëlë, Bavek, Ngoro, Kombé, Eton<sup>89</sup>. Selon Pierre Alexandre, le groupe beti est constitué des Eton, Ewondo, Manguissa, Bënë, Fong, Mbida-Mbani, Evuzok, Mvog-Nyiengue, Mevumenden, Tsinga et le Sanaga<sup>90</sup>.

Certains chercheurs ont voulu adjoindre les Bassa au groupe beti. Tel fut le cas des professeurs Henri Marcel Bot Ba Ndjock et Pierre Alexandre. Il faut préciser que cette hypothèse ne suscite guère l'adhésion de toute la communauté scientifique. Pour Barnabé Bilongo, inclure les Bassa dans le groupe beti relève tout simplement de la confusion. Cette dernière est due à la similitude d'orthographe entre les mots Mvëlë et Mvele. Or, au-delà de l'orthographe quasi-identique, il est important de souligner que ces mots ne se prononcent guère de la même façon. En effet, pour désigner les Bassa, les Beti utilisent le mot Mvele (ton haut-bas) et pour la tribu beti Mvëlë (ton bas-haut)<sup>91</sup>. Ainsi, c'est la tonalité (aigüe, moyenne ou grave) qui marque la différence entre les mots. En plus, en se référant à la tradition orale, nous apprenons que les relations entre les deux entités n'ont pas toujours été pacifiques. C'est ainsi que les Beti auraient chassé les Bassa de Nkometou (Bourgade située à 25 Km sur la route Yaoundé-Obala)<sup>92</sup>. Ces arguments révèlent à suffisance la difficulté qui existe à considérer les Bassa comme une tribu de l'ethnie beti. Cependant, les Bassa ne constituent pas le seul groupe à poser problème quant à sa filiation à l'ensemble beti. Tel est également le cas des Bafia, des Banen et des Yambassa<sup>93</sup>. En effet, les interférences linguistiques rendent le dénombrement et la différenciation tribale davantage difficile. Dans le cadre de nos travaux, la dernière vague

<sup>85</sup> B. Bilongo, P. Alexandre et J. Binet préfèrent parler de sous-groupes tandis que d'autres choisissent le terme ethnies comme l'ethnologue J.P. Ombolo.

<sup>86</sup> Olivier-Georges, *Etude anthropologique comparée des principales tribus de la région de Yaoundé*, BSES, N°10, 1947, p.56.

<sup>87</sup> I. Dugast, *Inventaire ethnique du Sud Cameroun*, Paris, I.R.C.A.M, 1949, p.59.

<sup>88</sup> Cité par Ph. Laburthe-Tolra, Minlaba : *Histoire et société*, 1977, p.91.

<sup>89</sup> R. Cornevin, *Histoire des peuples de l'Afrique Noire, deuxième édition*, Paris, Berger-Levrault, 1962, p.582.

<sup>90</sup> P. Alexandre et J. Binet, *Proto-histoire du groupe pahouin*, 1958, p.5.

<sup>91</sup> B. Bilongo, *Les Pahouins du Sud-Cameroun*, 1974, pp.35-36.

<sup>92</sup> Ibid.

<sup>93</sup> Cette difficulté avait été relevée par J. Tanga Onana, "Les Eton du Sud-Cameroun. Essai d'étude historique des origines à 1900. Etude accompagnée d'une protohistoire des Pahouins et des Beti", Mémoire de Maîtrise en Histoire, U.Y, 1981, p.19 et par A. Jacquot "Les langues Bantou au Nord-Ouest", in E.E.C, N°2, 1960, p.81.

(Bafia, Banen et Yambassa) ne saurait être considérée comme beti<sup>94</sup>. De surcroît, il y'a lieu de préciser que la région du Mbam, dans laquelle sont fixés les groupes précédemment cités, a fait l'objet d'une étude abondante et sérieuse sur l'islam<sup>95</sup>. Pour ne pas tomber dans les redites, nous excluons ce territoire de notre zone d'étude. Dès lors et en dépit des difficultés sur la composition tribale de l'ethnie beti, une observation attentive fait apparaître une base commune à la totalité des chercheurs. Ce socle nous conduit à proposer les populations suivantes comme appartenant à ce groupe : les Ewondo, les Eton, les Manguissa, les Mvëlë, les Bënë, les Mbida-Mbani, les Etenga. Cette proposition n'a guère la prétention de susciter l'unanimité de toute la communauté scientifique. L'avantage de ce choix permet de circonscrire notre champ d'étude à la région administrative du Centre et de rendre efficiente notre enquête. Cette restriction permet également d'éviter les pertes de temps inutiles et tout ceci, pour davantage d'objectivité, d'exactitude et de précision.

Sur le plan théorique, les sciences sociales s'intéressent depuis longtemps au phénomène du recul et de la résurgence de la religion dans la société contemporaine. Deux théories explicatives principales, mais assez antagonistes ont été proposées. Il s'agit de la théorie de la sécularisation et celle de la désécularisation.

Etymologiquement, le concept de "sécularisation" désigne le processus qui consiste à faire passer les biens de l'Eglise dans la sphère publique ou encore, à soustraire à l'influence des institutions religieuses des fonctions qui ne sont pas les siennes<sup>96</sup>. Il désigne également dans le droit canon, le retour des membres du clergé au statut de laïc. Ce terme entre dans le langage courant à l'occasion du traité de Westphalie (1648), lorsque des biens et territoires appartenant à l'Eglise catholique passent aux mains des propriétaires civils. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, une séparation s'instaure progressivement entre le domaine religieux et le domaine public avec l'abandon par les Eglises de certaines fonctions qu'elles remplissaient dans la société civile et politique. La sécularisation est un phénomène central de la modernité<sup>97</sup>. Dans un monde où jusqu'alors la religion était partout, les progrès de la science, du gouvernement et de l'administration moderne ont lentement sapé la présence du sacré et réduit la nature et la société

---

<sup>94</sup> Toutefois, d'autres populations établies dans le Mbam sont considérées comme beti à l'instar des Tsinga, Ngoro, Kombé.

<sup>95</sup> Souley Mane, "Islam et société dans la région du Mbam", 2006.

<sup>96</sup> Lien internet <https://fr.m.wikipedia.org/wiki>, consulté le 18/08/2018.

<sup>97</sup> Les conséquences de la modernité dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle furent la rationalisation scientifique et technique d'un monde vidé de ses cosmogonies sacrées, la spécialisation des institutions (et donc de la religion), l'individualisation qui s'est manifestée par l'émancipation des personnes par rapport aux cadres collectifs et enfin, la pluralisation, perceptible par le respect des différences (à l'instar de la diversité religieuse) au sein d'une même collectivité politique.

à leur réalité matérielle<sup>98</sup>. C'est en Europe occidentale et au Canada que le phénomène serait le plus avancé, tandis qu'il gagnerait les autres sociétés avec la globalisation des valeurs et des modes de vie occidentaux<sup>99</sup>. Dans son ouvrage *Le désenchantement du monde* paru en 1985, Marcel Gauchet a défendu la thèse selon laquelle une sortie de la religion était en cours dans le monde<sup>100</sup>. Le terme désenchantement est la traduction d'une expression à laquelle Max Weber avait donné une définition précise à savoir, "la disparition de la magie dans les rituels humains"<sup>101</sup>. Marcel Gauchet va en élargir le sens et parler de "l'épuisement du règne de l'invisible", pour signifier que la religion ne structure plus la société, elle n'est désormais plus le principe d'organisation ni celui de légitimité. Un état de fait qui a entraîné le passage des sociétés hétéronomes aux sociétés autonomes<sup>102</sup>. Pour cet historien et sociologue, la fin ou la sortie de la religion n'est cependant pas la fin du religieux<sup>103</sup>. Ce qui prend fin avec la sortie de la religion n'est donc pas le "pur religieux", mais la religion en tant que prétention à rendre compte du fondement invisible du monde<sup>104</sup>. Avec la sortie de la religion, "Dieu" ne meurt pas, il cesse simplement de se mêler des affaires politiques des hommes. Dans la même perspective,

---

<sup>98</sup> Ainsi, la diffusion des modèles de vie moderne va de pair avec la diminution de la portée sociale de la religion. Dans cette perspective, plus une société se modernise, plus elle se sécularise. Un monde intellectualisé, rationalisé, désenchanté, est un monde dans lequel les hommes ont la conviction que tout ce qui se passe, advient sur terre, peut être connaissable c'est-à-dire provoqué en quelque sorte par les lois et la science.

<sup>99</sup> Les sociétés occidentales sont celles qui ont été le plus précocement et le plus intensément affectées par la sécularisation. Toutefois, cette sécularisation est inégale. L'Europe apparaît bien plus nettement sécularisée que les Etats-Unis d'Amérique. Alors-que la religion a tendance à être reléguée dans la sphère privée en Europe, elle s'affiche beaucoup plus ostensiblement dans l'espace public américain. L'hémisphère Sud pour sa part serait moins sécularisé que le Nord. Un constat qui confirme la thèse de Weber qui fait de la sécularisation la conséquence de la modernisation. Les pays du Sud étant moins développés que ceux du Nord, la religion y conserverait une place plus importante.

<sup>100</sup> M. Gauchet., *Le désenchantement du monde*, 1985, p.85.

<sup>101</sup> Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, le sociologue allemand Max Weber a fait le constat d'un désenchantement du monde. Selon lui, grâce aux progrès de la science, les sociétés modernes se détourneraient des explications magiques et fantastiques offertes par les mythes et les croyances religieuses. A la place, elles privilégieraient les explications scientifiques fondées sur la démonstration rationnelle. Celles-ci rendraient à la fois inutile et peu crédible les discours religieux, ouvrant la voie à une époque "indifférente aux dieux et aux prophètes". La démagification selon Max Weber est l'élimination de la magie en tant que technique de salut. Weber utilise souvent plusieurs notions interchangeables telles que la rationalisation, intellectualisation et le désenchantement du monde qui renvoient au même processus de modernité.

<sup>102</sup> Les sociétés hétéronomes sont celles dans lesquelles les normes tout en étant transcendantales précèdent l'existence humaine. Elles fonctionnent sur la base de la tradition. Les sociétés autonomes pour leur part sont celles dans lesquelles les hommes ont la faculté de donner leurs propres lois, de déterminer leur existence sans aller chercher un modèle dans la nature ou le cosmos. Le désenchantement selon Marcel Gauchet renvoie à ce basculement de l'hétéronomie à l'autonomie.

<sup>103</sup> Marcel Gauchet décrit les sociétés modernes comme "un monde sorti de la religion". Une expression qui selon lui signifie que le monde moderne n'est pas une société dans laquelle il n'y a aucune croyance, mais, celles-ci ne structurent plus le monde collectif. Marcel Gauchet va présenter le christianisme comme, "la religion de la sortie de la religion".

<sup>104</sup> Marcel Gauchet affirme que l'on peut parler de "retour du religieux", mais pas de "retour de la religion". L'un et l'autre serait très différents en ce sens que le retour du religieux serait une nouvelle forme de religiosité désinstitutionnalisée, tandis-que le retour de la religion désignerait la reviviscence d'une religion inexorablement voué à la disparition.



Stève Bruce soutient que la sécularisation concerne le déclin de l'emprise institutionnelle des Eglises, mais pas forcément les croyances personnelles, la religion devenant de plus en plus un choix privé<sup>105</sup>. Selon Emile Durkheim, la crise ou le retrait des religions doit être rattaché à la montée de l'individualisme<sup>106</sup>, conséquente à la complexification des sociétés modernes<sup>107</sup>. Dans les analyses qu'il y développe, Durkheim essaie de démontrer la validité de la loi de régression de la conscience collective dans les sociétés où progresse la division du travail. D'après lui, il semble évident qu'au fur et à mesure que la division du travail accroît le processus de différenciation, les hommes s'affranchiront des autorités collectives. Or, la religion désigne l'une des instances collectives les plus fondamentales, si ce n'est l'instance collective par excellence. Il est donc normal de penser que l'individualisation des personnes entraînera une diminution du rôle de la religion dans la vie sociale<sup>108</sup>. Ce désenchantement du cosmos et de la cité entraîne un effacement du religieux qui se trouve désormais renvoyé à sa propre sphère<sup>109</sup>. Pour José Casanova, le concept de sécularisation cache trois tendances parfois distinctes à savoir, la séparation entre les sphères du religieux et du séculier, le déclin des pratiques et des croyances religieuses et enfin, la relégation de la religion dans la sphère privée<sup>110</sup>. Au final, le concept de sécularisation s'accommode de plusieurs sens, dont l'essentiel est l'exclusion voire, l'expulsion de la religion des domaines qui ne sont pas les siens<sup>111</sup>.

Le monde de l'après Deuxième Guerre Mondiale entraîna une remise en cause de la théorie sur la fin ou la sortie des religions. Ce contexte fut marqué par une prise de conscience sur les limites de la technique et de la science, qui ne répondraient pas aux questions portant

---

<sup>105</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>106</sup> Ce phénomène se caractérise par la tendance de plus en plus forte des individus à se différencier et à poursuivre en conséquence de cette différenciation, des buts personnels de plus en plus dissemblables, indépendants des buts que propose la société.

<sup>107</sup> Dimitri Lang, "L'avenir des religions et les religions de l'avenir, face à la montée de l'individualisme selon Durkheim", Colloque scientifique international de sociologie : Idéologie et morale chez Durkheim : la religion et les religions, Université de Crète, Rethymne, 9-11 décembre 2003, disponible sur le lien internet <https://philosophie.ac-versailles.fr>, consulté le 18/11/2019.

<sup>108</sup> Le problème de l'individualisme hante la pensée de Durkheim. Chez ce penseur, nous trouvons une préoccupation particulière au sujet des sociétés modernes, fragilisées par le relâchement des mécanismes de contrôles, une aversion pour un certain individualisme égoïste, et le souci de renforcer le lien social.

<sup>109</sup> Les pouvoirs politiques entendent en effet tenir une distance critique par rapport aux organisations religieuses.

<sup>110</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>111</sup> Le concept de sécularisation est beaucoup plus mouvant qu'il n'y paraît au départ. Dans un premier temps (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), il marque la césure irrémédiable entre le politique et le religieux, la fin des grandes transcendants et le triomphe de la raison. Dans cette perspective, l'homme s'émancipe à l'égard de la chose religieuse. Dans un second temps (XX<sup>e</sup> siècle), le sens de la sécularisation ne change pas foncièrement, mais opère un glissement subtil. Il renvoie au transfert des ressources religieuses au champ séculier en général et au champ politique en particulier. Dans un troisième temps (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles), la sécularisation tout en continuant à décrire la désagrégation des grandes institutions religieuses renvoie également au processus complexe et multiforme de recomposition du religieux.

sur le sens de la vie et la recherche du bonheur. Certaines inventions se sont avérées néfastes pour l'homme et l'environnement à l'instar de la bombe atomique. Etat de fait qui a conduit Hannah Arendt à développer les notions de "crise de culture", "d'illusion du progrès" ou encore de "perte de confiance en la raison"<sup>112</sup>. L'une des solutions préconisées pour répondre à cette crise de civilisation que le sociologue Jean Paul Willaime a qualifiée d'ultramodernité est de faire place aux idées religieuses dans l'espace public, mais dans le respect de la séparation de l'Etat et de la religion<sup>113</sup>. Ainsi, devant l'effondrement des repères, la religion va s'avérer plus inspirante pour le commun des mortels. On parle désormais de désécularisation<sup>114</sup>. Si linguistiquement ce concept désigne la confirmation de la survie du religieux et son poids croissant dans les sociétés contemporaines, il renvoie sur le plan essentiel aux possibilités de repenser et de reformuler les manières dont la transcendance continue à se rendre présente dans le monde<sup>115</sup>. Avec la désécularisation, on assiste à un retour vigoureux et imprévisible du religieux, tant dans les sociétés capitalistes que dans les Etats communistes. Loin d'être enterrées et oubliées dans un monde dominé par le progrès, les religions s'adaptent et prolifèrent. Un revivalisme piétiste qui contredit la thèse sur "la mort de Dieu" et bat en brèche le diagnostic posé par certains sociologues, historiens et philosophes sur le désenchantement du monde et l'éclipse de la présence divine dans les sociétés contemporaines. Au sujet de cette vitalité du religieux, Jean François Dortier et Laurent Testot affirment : "*...partout, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, pullulent les sectes et nouveaux mouvements religieux (NMR). Alors-que l'Eglise catholique peine à trouver des vocations sacerdotales, au moins dans la vieille Europe, partout surgissent des gourous, prédicateurs, pasteurs...Les entrepreneurs de salut font fortune sous toutes les latitudes*"<sup>116</sup>. Allant dans le même sens, Peter Berger affirme : "*L'idée selon laquelle nous vivons dans un monde sécularisée est fausse. Le monde d'aujourd'hui est aussi furieusement religieux qu'il l'a toujours été*"<sup>117</sup>. Pour cette grande figure de la sociologie des religions, la théorie de la sécularisation à laquelle il avait largement contribué à diffuser par ses recherches passées est pour l'essentiel erronée. La perspective que la modernisation de la société conduise nécessairement au déclin de la religion dans l'espace

<sup>112</sup> Lien internet <https://fr.m.wikipedia.org/wiki>, consulté le 18/2018.

<sup>113</sup> L.Amiotte-Suchet., *Sociologie des religions I. Approches classiques et théories contemporaines*, Suisse, UNIL, 2011, p.33.

<sup>114</sup> Alors-que Peter Berger évoque l'idée d'une désécularisation, de nombreux autres chercheurs mettent pour leur part l'accent sur les mutations du religieux à l'ère de la sécularisation : phénomène de dispersion, de recomposition, de renouveau, de radicalisation, de repli sur soi ou de spiritualisation.

<sup>115</sup> "Cinquantenaire des colloques du centre castelli", disponible sur le lien internet <https://www.libraweb.net>, consulté le 17/11/2019.

<sup>116</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.sciences humaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>117</sup> Ibid.

public et dans la sphère individuelle s'est d'après lui avérée fausse. Les faits montrant au contraire une permanence vigoureuse (et parfois même un développement) du rôle des religions dans les sociétés contemporaines<sup>118</sup>. Dans la même veine que Peter Berger, le philosophe Miklos Vetö constate que la croyance en une victoire complète de la sécularisation n'est pas corroborée par les faits. Si l'Europe occidentale connaît la diminution constante de la présence du religieux, le pays le plus important de l'occident à savoir les Etats Unis d'Amérique ne résiste pas seulement à cet effondrement, mais semble même vivre à l'heure du renforcement du rôle des Eglises et du judaïsme dans la vie sociale<sup>119</sup>. Pour ce qui est de l'islam, Miklos Vetö affirme : "*Finalelement, qu'on soit islamophobe ou non, on ne peut que constater éberlué, l'extraordinaire retour de la religion musulmane sur la scène publique des sociétés islamiques, la virulence triomphante dont elle investit leur devenir historique*"<sup>120</sup>. Grace Davie se situe dans la même logique. Dans son analyse, elle s'attèle à démontrer que les Européens ne sont pas moins religieux, mais différemment religieux que les citoyens d'autres parties du monde. L'Europe est pour elle une exception occidentale qui confirme la règle d'un vigoureux maintien du religieux en modernité<sup>121</sup>. Cette grande effervescence que connaît actuellement le religieux est qualifiée par le sociologue Yves Lambert de "tournant axial"<sup>122</sup>.

Quelles sont les raisons du retour du religieux ? La resacralisation du monde a plusieurs causes. Pour Peter Berger, l'effervescence des religions et le fait qu'elles se marient si bien avec la modernité sont dues au fait que celles-ci répondent aux attentes individuelles et à des besoins collectifs dont aucune société n'a su à ce jour s'affranchir<sup>123</sup>. Pour sa part, Gilles Kepel attribue ces résurgences au fait que les religions seraient à l'origine des formes de thérapie sociale, destinée à soigner la société et les individus des troubles de la modernité : anomie, individualisme, matérialisme, consumérisme, corruption politique, etc. Douglas Kennedy quant

<sup>118</sup> Peter Berger précise que cette permanence du religieux n'est pas uniforme. A cet effet, il constate que les religions qui ont cherché à s'aligner sur les valeurs de la modernité ont globalement "échoué", tandis que celles qui ont maintenu un "supernaturalisme réactionnaire" ont largement prospéré. Partout, il constate la vitalité des mouvements religieux conservateurs, orthodoxes ou traditionnels. Le choix d'une ligne conservatrice catholique par Jean Paul II, la montée en puissance du protestantisme évangélique aux Etats Unis, le succès du judaïsme orthodoxe et l'impact impressionnant de l'islamisme relèvent de ce phénomène, observable aussi bien dans l'hindouisme et le bouddhisme. L'essor des mouvements religieux précités constituent les exemples les plus remarquables de cette "contre-sécularisation".

<sup>119</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>120</sup> "Cinquantième des colloques du centre castelli", disponible sur le lien internet <https://www.libraweb.net>, consulté le 17/11/2019.

<sup>121</sup> Cité par Sébastien Fath, Berger (Peter L.), ed, *The Desecularisation of the world religion and world politics-*, Archives des sciences sociales des religions, Grands Rapids, Eerdmans, 1999,

<sup>122</sup> Y. Lambert., *La naissance des religions. De la préhistoire aux religions universalistes*, Paris, Armand Colin, 2007, p.9.

<sup>123</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

à lui soutient que "l'opium sacré" apporte une renaissance morale et sociale aux populations en perte, dont l'itinéraire est marqué par l'alcool, les crises familiales, la drogue, la solitude, la sexualité extraconjugale<sup>124</sup>. Une proposition qui rejoint le point de vue émis des années plus tôt par Marcel Gauchet selon lequel une société sans "Dieu" serait psychologiquement épuisante<sup>125</sup>. Pippo Noris et Ronald Inglehart pour leur part constatent que là où il y a un risque égotropique ou sociotropique c'est-à-dire un risque sur la sécurité, où on est à la menace de n'importe quel drame, on découvre des sociétés très religieuses<sup>126</sup>. Selon ces chercheurs, l'inquiétude face à l'avenir et les risques existentiels touchent aujourd'hui toutes les sociétés, y compris les plus riches et développées. L'une des conséquences de cet état de fait est le retour du religieux, qui reste une réponse pour les temps difficiles et qui favorise diverses formes de solidarité. Emile Durkheim soutient que la religion conservatrice et les sectes d'origine récentes offrent des remèdes aux angoisses profondes produites par la société, des angoisses que l'intelligence est incapable de guérir<sup>127</sup>. Pour les politistes américains Benjamin Barber et Samuel Huntington, le réveil des identités religieuses est plutôt le fruit de la mondialisation. En mettant en contact des civilisations différentes, la mondialisation tendrait à faire craindre à chacune d'entre elles de se trouver diluée dans une culture globalisée. Cela pousserait des membres de ces civilisations à affirmer avec vigueur leur singularité identitaire, notamment par la religion. Ainsi, le développement de l'islamisme dans le monde musulman serait d'abord le symptôme d'une peur des populations concernées de subir un processus d'occidentalisation<sup>128</sup>. D'après le sociologue français Olivier Roy, le regain de visibilité du religieux serait le résultat de la sécularisation. En réduisant peu à peu le nombre et l'influence des croyants, la sécularisation les placerait dans une situation de crainte identitaire, ce qui conduirait certains d'entre eux à afficher plus ostensiblement leur foi<sup>129</sup>. Les religions seraient donc aujourd'hui plus revendicatives, parce qu'elles redouteraient de disparaître. Pour Jean François Dortier et Laurent Testot, la résurgence du religieux s'explique par le fait qu'en plus de promettre un monde meilleur (terrestre et céleste), elles apportent à leurs adeptes de réels bénéfices sociaux,

---

<sup>124</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>125</sup> Ibid.

<sup>126</sup> Joan Stavo-Debaugé, "origines et conséquences des théories de la société post-séculière : entre fondamentalisation des pratiques religieuses et désécularisation des espaces du public", disponible sur le lien internet <https://webtv.univ-rouen.fr>, consulté le 18/11/2019.

<sup>127</sup> Grégory Baum, "l'avenir des religions : entre Durkheim et Weber", *Nouvelles pratiques sociales*, Volume 9-N°9, 1996, p.113.

<sup>128</sup> Ibid.

<sup>129</sup> E. Janin, "chapitre 14-Etat et religion: une inégale sécularisation", Paris, Nathan, 2019 ; disponible sur le lien internet <https://lyceen.nathan.fr>, assets ; consulté le 18/11/2019.

symboliques, psychologiques et parfois matériels<sup>130</sup>. Les religions proposent de nouvelles solidarités quand la modernité a détruit les structures d'entraide des sociétés d'antan et cherchent à reconstituer des communautés nouvelles, là où les communautés anciennes ont été déstructurées<sup>131</sup>. Des stratégies qui permettent de subjuguier des foules de déclassés qui se sentent souvent rejetés. Elles apportent un message d'espoir et une vraie thérapie de reconstitution personnelle. Partout dans le monde, de l'échelle la plus locale à la dimension la plus globale, la religion, sous des formes extrêmement variées, continue d'imprégner le quotidien de nombreux contemporains. Pour certains d'entre eux, l'opposition radicale entre modernité et religion est dépassée. Situation qui amena Frédéric Lenoir à déclarer : *"Modernité et religion sont véritablement en symbiose, elles s'incluent mutuellement plus qu'elles ne s'excluent...Le religieux n'a jamais disparu dans la modernité, la religion se transforme au contact de la modernité, comme elle a contribué à la façonner"*<sup>132</sup>. Quel que soit l'angle d'approche, les religions conservent une part essentielle dans les affaires du monde, que ce soit sur le terrain politique, économique, social, humanitaire, tant il apparaît évident que le sentiment religieux constitue un trait pérenne de l'humanité. En l'espace de quelques décennies, le paysage religieux a connu des mutations profondes qui, loin d'annoncer sa disparition programmée, présage plutôt de son retour au premier plan. Une effervescence qui contraint les spécialistes en sciences sociales des religions à réviser leurs grilles d'analyse. Il reste que ce retour est complexe à déchiffrer, tant les formes de ce redéploiement sont diffuses et plurielles<sup>133</sup>.

Sur le pan opératoire et conformément aux objectifs que nous comptons atteindre, la thèse sur la désécularisation, le réenchâtement des sociétés humaines ou encore la recomposition du religieux à l'ère de la sécularisation correspond à notre volonté de cerner la dynamique islamique contemporaine en cours au Cameroun. La littérature rend compte d'une nouvelle visibilité de cette religion, tant à l'échelle continentale que locale. Les termes consacrés pour décrire cette vitalité sont ceux d'évolution, de dynamique, de redynamisation, de renouveau ou encore de regain d'islamité. Un processus qui trouverait son fondement dans

---

<sup>130</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>131</sup> Ces solidarités sont entretenues par des groupes de soutien (qui offrent à l'individu un lien d'écoute, sans omettre un soutien affectif et une chaleur humaine), le recours à des actes "miraculeux" de guérison, l'aide matérielle directe. Cette dernière est souvent portée par des ONG caritatives évangélistes et musulmanes.

<sup>132</sup> "Le retour du religieux, un phénomène mondial", disponible sur le lien internet <https://m.scienceshumaines.com>, consulté le 18/11/2019.

<sup>133</sup> Le retour du religieux se manifeste de plusieurs manières : réveils et renouveaux, fondamentalismes et intégrismes, ésotérisme et parapsychologie, syncrétisme et millénarisme, sectes et nouveaux mouvements religieux. Le religieux resurgit sous de nouvelles formes.

la volonté de restaurer l'islam comme source culturelle et morale première et essentielle, après que les valeurs islamiques (inhérentes aux sociétés africaines) aient été perverties par une culture occidentale supposée athée<sup>134</sup>. La réislamisation dont il est question s'articule autour de trois dimensions qui sont sociale, économique et politique. Toutefois, l'aspect socio-culturel tend à prendre le pas sur le politique. Ce processus est impulsé par de nouveaux acteurs à l'instar des cadets sociaux, des jeunes et des femmes (qui il y'a quelques années n'avaient pas voix au chapitre) et qui développent de nouvelles formes de prosélytisme. Parmi les facteurs à l'origine de la reviviscence de l'islam au Cameroun se situe en bonne place le prosélytisme mené par les pays arabes et qui se déploie au travers de bourses d'études, des aides au développement et diverses autres assistances<sup>135</sup>. A ce paramètre, vient s'adjoindre l'activisme des arabisants ou nouveaux oulémas, des commerçants locaux et ouest-africains, désireux de propager cette religion. Face à des Etats qui délaissent leurs responsabilités en matière de santé, d'éducation, de développement économique et de mise en place des infrastructures, les entreprises religieuses se réapproprient un discours sur le développement, la citoyenneté et la bonne gouvernance. C'est cette faillite des Etats au Sud du Sahara qui serait à l'origine du renouveau islamique sur la scène publique et politique<sup>136</sup>. Les acteurs religieux se posent alors comme palliatifs aux défaillances des Etats africains et visent des fonctions sociales et rarement ses fonctions régaliennes. Cette religion est davantage visible sur la scène publique et établit des liens avec les pouvoirs publics qui se déclinent sur différents registres, allant de la franche collaboration à une critique modérée, en passant par une distanciation mesurée. Derrière leurs actions caritatives, éducative ou sanitaire, se profile la volonté de répandre l'islam, de transmettre des valeurs de solidarité ainsi que des valeurs morales.

### III- PRESENTATION DU CADRE SPATIAL ET TEMPOREL

L'espace géographique sur lequel porte la présente investigation est cantonné à certaines localités du Centre-Cameroun sur lesquelles les Beti sont présentés comme les populations préétablies. Ce cadre physique est lui-même partie intégrante d'une aire géoculturelle plus vaste qui est le pays beti. Aussi, pour mieux cerner notre zone d'étude, nous partirons du grand ensemble qui est le pays beti, pour déboucher sur le territoire beti du Centre. Le pays beti est

---

<sup>134</sup> Maud Saint-Lary et Fabienne Samson, "Pour une anthropologie des modes de réislamisation. Supports et pratiques de diffusion de l'islam en Afrique subsaharienne", disponible sur le lien internet <https://www.ethnographique.org>, consulté le 19/11/2019.

<sup>135</sup> Taguem Fah. G. L., "Tendances actuelles de l'islam au Cameroun : état des lieux et perspectives" in *Afrique contemporaine*, N 194. 2<sup>e</sup> trimestre, 2000, pp.54-56.

<sup>136</sup> R. Filokata, *Renouveau islamique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.13.

entendu comme étant les différentes localités dans lesquelles les populations précitées sont implantées et considérées comme "autochtones". Les chercheurs ne sont pas tous d'accord sur les limites exactes du pays beti. Pour certains, ce territoire couvre une superficie de 180.000 km<sup>2</sup>, tandis que pour d'autres, il serait d'environ 1 15654km<sup>2</sup> <sup>137</sup>. Il est cerné au Nord par la boucle de la Sanaga, au Sud par le Ntem et l'embouchure de l'Ogoué, à l'Est et à l'Ouest par les vastes forêts primaires et secondaires<sup>138</sup>. Sur le plan structural, le pays beti est parti intégrante du vaste ensemble du plateau sud-camerounais, vieux socle cristallin d'âge précambrien dont l'altitude moyenne se situe autour de 650 mètres<sup>139</sup>. De par sa platitude relative, il offre un avantage énorme pour l'implantation humaine, le développement économique, l'urbanisation rapide et un accroissement plus large de la population. Le climat est de type équatorial avec les nuances camerounienne et guinéenne. Ce climat assez frais, agréable et stable dans l'ensemble a été un facteur favorable à l'installation de la *Umma*<sup>140</sup> car, il arrive rarement qu'on ait à se plaindre d'un excès de chaleur ou de fraîcheur. Les premiers musulmans à s'installer en pays beti, provenant du septentrion camerounais, partie connaissant d'intenses échauffements pendant sa longue saison sèche, trouvèrent à cet endroit un climat plus agréable que celui de leur lieu de provenance et par conséquent, propice à leur établissement. Sur la base des tribus précitées, nous pouvons circonscrire le pays beti aux départements du Mfoundi, du Nyong et Mfoumou, du Nyong et So'o, la Mefou et Akono, la Mefou et Afamba, la Lékié. Par le phénomène migratoire, les Beti sont également présents dans le Haut-Nyong, le Ntem, le Dja et Lobo, la Haute-Sanaga, l'Océan et la Sanaga-Maritime. Les régions du Centre et du Sud sont présentées comme de probables Etats beti<sup>141</sup>. Cependant, il convient de souligner que les divisions administratives du Cameroun n'épousent pas les divisions ethniques, puisque les deux régions suscitées sont aussi habitées par d'autres peuples. Les Beti sont numériquement majoritaires dans les départements situés au cœur du pays beti comme le Mfoundi, le Nyong et Mfoumou, le Nyong et So'o, la Mefou et Akono, la Mefou et Afamba, la Lékié et minoritaires dans les départements situés aux confins du terroir beti comme le Haut-Nyong, le Ntem, le Dja et Lobo, la Haute-Sanaga, l'Océan et la Sanaga-Maritime. Dans le cadre de nos travaux, nous avons limité notre champ d'investigation aux terroirs situés au cœur du pays beti. Il s'agit en l'occurrence des Beti de la région du Centre.

<sup>137</sup> Ces débats sur les limites exactes du pays beti sont entretenus par les africanistes et afrocentristes déjà cités.

<sup>138</sup> Ph. Laburthe-Tolra, *Les seigneurs de la forêt*, 1981, p.24.

<sup>139</sup> A. Bopda et C. Santoir, *Atlas régional du Sud-Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1995, p.8.

<sup>140</sup> S. Emboussi, "L'implantation et l'évolution de l'islam à Yaoundé", 1994, p.24.

<sup>141</sup> Il y'a lieu de préciser qu'en dehors du Cameroun, les Beti se retrouvent dans d'autres pays d'Afrique Centrale comme le Gabon, le Congo, la Guinée Equatoriale et même en République de Sao-Tomé (Le peuple Béti- Alice Pégie Cuisine, disponible sur le lien internet <https://www.alicepegi.com> ; consulté le 20/08/2018).

Les nombreux ouvrages parcourus, associés aux travaux antérieurs que nous avons réalisés, révèlent que les premiers musulmans abordent le pays beti par la localité de Nkometou vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, guidés par le souci de capturer des esclaves. Avec l'établissement du protectorat allemand, on va assister à la fixation des premières communautés soudanaises islamisées dans la circonscription de Yaoundé. La borne chronologique supérieure de cette étude est choisie dans la perspective de situer l'avènement et la sédentarisation des premiers musulmans en pays beti. A partir de ce moment, l'islam n'a cessé d'évoluer, tant au niveau de son extension spatiale que de celui de la hausse des infrastructures socioreligieuses. Dans le cadre des travaux actuels, le choix de la borne inférieure à savoir le XXI<sup>e</sup> siècle, permet de rendre compte des mutations les plus récentes, connue par la religion musulmane. Il s'agit en l'occurrence de l'essor de nouvelles tendances rigoristes, de l'implantation du chiisme ou encore, de l'émergence certes timide mais significatif des organes de communication et d'enseignement islamiques. Autant d'éléments qui sont à la base d'une reconfiguration toujours nouvelle de l'islam. Si le choix du XXI<sup>e</sup> siècle semble actuel, se situant quelque peu dans le présent, il se justifie toutefois par le fait que la métamorphose de la dernière-née des religions révélées est un processus permanent, qui est loin d'être achevé. Au final, l'intervalle chronologique que se propose de couvrir la présente étude et qui pourrait paraître vaste, témoigne de notre volonté de cerner au maximum les manifestations qui témoignent du rayonnement de la religion musulmane chez les Beti du Centre.

#### **IV- REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE**

L'atteinte des objectifs assignés passe inexorablement par un état des lieux de la question à traiter. Cette démarche méthodologique découle du fait que les savoirs qui se construisent dans le domaine scientifique sont généralement le fruit d'une capitalisation, dans la mesure où il est rare qu'un sujet n'ait jamais été évoqué par des travaux antérieurs. C'est comme l'affirme R. Quivy et L. Van Campenhoudt :

Lorsqu'un chercheur entame un travail, il est peu probable que le sujet traité n'ait jamais été abordé par quelqu'un d'autre auparavant, au moins en partie ou indirectement ... Tout travail de recherche s'inscrit dans un continuum et peut-être situé dans ou par rapport à des courants de pensée qui le précèdent et l'influencent. Il est donc normal qu'un chercheur prenne connaissance des travaux antérieurs qui portent sur des objets comparables et qu'il soit explicite sur ce qui rapproche et sur ce qui distingue son propre travail de ces courants de pensée<sup>142</sup>.

---

<sup>142</sup> R. Quivy et L. Van Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995, pp.42-43.



Cette formule, saisissante et profonde de par sa pertinence, a l'intérêt de ressasser l'enchevêtrement des faits historiques mais aussi, de rappeler la démarche qui est celle du chercheur. De façon prosaïque, cette phase des investigations a pour but de revisiter tout ce qui a déjà été dit sur notre thème, afin de déceler en ces travaux les forces à exploiter et les lacunes à combler. Ces enquêtes peuvent être regroupées en deux tendances à savoir, celles traitant de l'islam dans certaines localités du pays beti et les autres, plus globales, décrivant le comportement de cette religion au Cameroun et en Afrique.

Pour ce qui est de la première frange à savoir les études qui se sont consacrées à l'islam dans quelques contrées de notre zone d'étude, nous pouvons évoquer l'investigation réalisée par Sébastien Emboussi : "L'implantation et l'évolution de l'islam à Yaoundé (1889-1993) : le cas du quartier Briqueterie"<sup>143</sup>. Ce dernier a focalisé ses investigations sur la communauté musulmane établie au quartier Briqueterie. Dans cette étude islamo-exhaustive, de nombreuses thématiques sont développées. Des plus pertinentes, on note ce qu'il désigne comme "le grand trek", à savoir, la pérégrination de la première communauté musulmane dans la ville de Yaoundé, se déplaçant d'un secteur à un autre, pour s'établir définitivement à Ekoudou-Briqueterie en 1936. Une fois fixé, ce groupe connut la déferlante d'autres peuplades islamisées nationales et étrangères, qui vinrent grossir l'effectif de cette communauté religieuse. L'activisme islamique, avec ses marqueurs pas toujours positifs s'étale au grand jour. On peut ainsi entrevoir la manière dont les clivages ethno-idéologiques, le vent de libéralisation induit par le contexte démocratique de 1990 ou encore, l'activisme des associations islamiques sont accoucheuses de dynamisme. Au-delà de ces points focaux, cette enquête présente un handicap majeur. En effet, son cantonnement au quartier Briqueterie, condamne les autres foyers musulmans du pays beti à l'abandon et limite la vision d'ensemble, quant au mécanisme de dynamique religieuse.

Une autre enquête a captivé notre attention. Il s'agit de celle conduite par Jean-Louis Mengueme : "Les Haoussa de Yaoundé (des origines à 1960) : allogènes ou autochtones?"<sup>144</sup> A travers un titre évocateur, il cristallise l'attention sur l'ancienneté des néo-soudanais musulmans dans la cité capitale. Un accent particulier est mis sur l'itinéraire suivi par les premiers musulmans qui se sont établis à Yaoundé, les raisons de leur venue et les stratégies d'insertion intercommunautaire, qui facilitèrent l'acceptation des nouveaux venus soudanais et permirent du même coup aux deux communautés (natifs et arrivants) de cohabiter pacifiquement. Bien-que pertinente à de nombreux égards, cette production pêche par deux

<sup>143</sup> S. Emboussi, "L'implantation et l'évolution de l'islam à Yaoundé", 1994.

<sup>144</sup> J.C. Mengueme, "Les Haoussa de Yaoundé (des origines à 1960) ", 1998.

faits. Tout d'abord, le questionnement des sources citées par ce chercheur ne confirme pas toujours les faits avancés. De surcroît, aucun intérêt n'est porté sur la pratique religieuse et par conséquent, sur le prosélytisme islamique.

Se rapportant toujours à notre sujet, la contribution de Moussa Oumarou avec pour thème "La culture arabo-islamique, les Haoussa du Sud-Cameroun (le cas de Yaoundé) et l'intégration nationale"<sup>145</sup>, est intéressante à plus d'un titre. Conformément à l'intitulé de son investigation, il s'intéresse à l'intégration du peuple haoussa (imprégné de la culture arabo-islamique) dans la partie Sud du Cameroun. Il s'attarde également sur les relations que les musulmans camerounais entretiennent avec leurs coreligionnaires de l'extérieur, notamment, des pays arabo-musulmans. Ces relations sont d'ordre public et privé. On entrevoit la manière dont la coopération transislamique (à travers les bourses d'études pour l'extérieur, la construction des mosquées, l'envoi de coopérants maghrébins censés professionnaliser l'enseignement islamique) participe à la reconfiguration du visage de l'islam. Comme les précédentes, cette investigation se limite à la cité-capitale.

Tout aussi pertinente, est l'enquête menée par Maud Lasseur intitulée "Religions et territoires au Cameroun. Les dimensions spatiales du pluralisme confessionnel"<sup>146</sup>. Ce chercheur met un accent particulier sur les acteurs de la redynamisation religieuse, tant chrétien que musulman. Les axes de pénétration missionnaire ainsi-que les stratégies de conquête et de reconquête des territoires mis en œuvre par chaque idéologie confessionnelle et qui induisent une reconfiguration des frontières ethno-religieuse sont incidemment analysés. Une attention minutieuse est portée sur le contexte politique et socio-économique, ayant rendu possible cette prolifération du religieux. L'exception camerounaise apparaît dans la cohabitation pacifique entre différentes confessions, des liens étroits et mutuellement bénéfiques entre le temporel et le spirituel, des dissensions internes à chaque communauté croyante sur la base du clivage ethnique. Si une place particulière est accordée à la saturation de Yaoundé par le religieux, les autres localités de notre zone d'étude sont passées sous silence, situation imputable à la trame trop vaste de cette enquête.

Beaucoup plus récente et tout aussi intéressante, est l'étude de Nicolas Thierry Onomo Mbassi titrée : "Islam et implantation des mosquées dans la ville de Yaoundé (1936-1997)"<sup>147</sup>. Le prolongement de cette première investigation donna naissance quatre ans plus tard à une

---

<sup>145</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique, les Haoussa du Sud-Cameroun (le cas de Yaoundé) et l'intégration nationale", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III, 1987.

<sup>146</sup> M. Lasseur, "Religions et territoires", 2008.

<sup>147</sup> N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées dans la ville de Yaoundé (1936-1997)", 2010.

Thèse de Doctorat ayant pour thème "Islam et implantation des mosquées au Cameroun méridional. Atout et enjeux idéologiques (1936-1997)"<sup>148</sup>. Ces études ont le mérite de rendre compte du foisonnement des édifices culturels et lieux de prières islamiques dans la ville de Yaoundé. On y entrevoit les différentes architectures des mosquées mais aussi, les organigrammes qui assurent le bon fonctionnement de ces institutions. L'inconfort pour la première réside dans le fait qu'elle se focalise sur Yaoundé, ce qui occulte les autres regroupements musulmans du pays beti. Dans la seconde, la pluralité des thématiques abordées rend l'analyse sur l'effervescence religieuse peu efficiente.

Comme précédemment mentionné, nous avons par le passé commis quelques travaux portant sur l'implantation et le développement de l'islam chez les Bënë<sup>149</sup> des deux rives du Nyong. La première investigation était titré : "L'implantation et l'évolution de l'islam dans la province du centre : cas de la ville de Mfou (1953-2003)"<sup>150</sup>. Le maître mot de cette enquête portait sur le rayonnement de l'islam dans un environnement fortement christianisé. Avec le recul et la maturité académique actuelle, on peut désormais percevoir l'esprit novice du jeune chercheur de l'époque que nous fûmes. En effet, le terme évolution contenu dans le thème s'est traduit par une simple description de la procédure d'obtention de la prière du vendredi et la construction d'une mosquée en matériaux semi-définitifs. Au final, cette localité se révéla être un foyer mineur et les forces qui agitent la religion musulmane dans tous les sens étaient quasi-imperceptibles. La récidive s'est produite en 2010, dans le cadre du Master. "L'implantation et l'évolution de l'islam dans la ville de Mbalmayo (1926-2000)", fut notre cheval de bataille<sup>151</sup>. L'étude de la religion musulmane à cet endroit révéla que cette dernière, depuis sa fixation, avait connu une évolution appréciable. Celle-ci se manifestait par une démographie toujours à la hausse, des querelles doctrinales aux conséquences multiples, un foisonnement des lieux de culte et associations islamiques. Dans cette enquête, un effort fut entrepris pour saisir les mécanismes expliquant la mue de l'islam. Le présent propos est l'occasion de procéder à une identification beaucoup plus exhaustive des facteurs qui militent à l'épanouissement de l'islam, de décrire leur interpénétration, de parfaire la dimension analytique et épistémologique.

A côté de ces productions locales, d'autres, plus globalisantes, traitant de l'islam au Cameroun et en Afrique en général, nous ont paru intéressantes, de par les perspectives qu'elles

---

<sup>148</sup> N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées au Cameroun méridional Atout et enjeux idéologiques (1936-1997)", Thèse de Doctorat /PH.D en Histoire, Université de Douala, 2014, p.64.

<sup>149</sup> Il est idoine de préciser à ce niveau que les Bënë constituent un sous-groupe de l'ensemble beti. Ils sont établis à Mfou et Mbalmayo.

<sup>150</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation et l'évolution de l'islam dans la province du Centre", 2007.

<sup>151</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation et l'évolution de l'islam dans la ville de Mbalmayo", 2010.

proposaient, les thématiques qu'elles développaient, les réflexions qu'elles suscitaient.

Dans cette logique, on ne saurait passer sous silence l'ouvrage de Jean Claude Froelich, véritable institution de compréhension de l'islam en Afrique subsaharienne, qui a pour titre : *Les musulmans d'Afrique noire*<sup>152</sup>. Bien que rédigé au lendemain des indépendances, des nombreuses données contenues dans cet ouvrage sont encore d'actualité. Au-delà du cadre général de l'ouvrage qui rend compte de la tropicalisation de l'islam en Afrique, une lecture attentive permet de déceler les vecteurs de la mobilité islamique, l'apport bénéfique des administrations occidentales, sa vocation à l'universalité à travers son accommodation à l'endroit des us et coutumes paléonigritiques ; l'activité cinétique de ses sectateurs (puissants propagateurs dévoués), sans oublier l'incidence des mouvements réformistes , qualifiés par l'auteur de "forces religieuses". Une religion pragmatique, qui adopte les diverses coloration locales et affiche une hétérogénéité qui conduit Froelich à parler non d'un "islam noir" mais des "islams noirs".

Dans la même lignée que Froelich, se trouve Vincent Monteil avec l'ouvrage, *L'islam noir*<sup>153</sup>. L'entame de ce livre porte sur la reconnaissance que l'islam est une religion en pleine expansion. Cette production relève l'imbrication qui existe entre l'islam et la culture négro-africaine, le premier s'étant greffé sur le substrat du second et les deux étant tellement liés qu'il est difficile de démêler les apports des emprunts. Attitude de compromis, qui participe de son de son évolution.

Nul ne saurait traiter de l'islam au Cameroun, sans se référer à l'ouvrage d'Hamadou Adama titré : *L'islam au Cameroun. Entre tradition et modernité*<sup>154</sup>. Dans cette production, l'auteur analyse la situation de l'islam à travers le triangle national. C'est ainsi qu'il rend compte de la diversité des processus d'implantation de cette religion dans les grandes aires géographiques nationales, avec à chaque fois, des contextes différant d'une localité à une autre. Partout, son succès est dû au bon sens et au réalisme, qui débouchent sur une attitude de tolérance mais aussi, de compromis. Une part modeste du développement intitulée "l'islam en pays beti" nous intéresse particulièrement. Toutefois, le "pays beti" se réduit à la ville de Yaoundé et de façon plus restreinte encore, au quartier Briqueterie. Les autres foyers musulmans de la capitale politique à savoir Essos et Etoudi sont ignorés. Il en est de même des autres localités peuplées par les Beti. Au-delà de cette limite, d'autres données plus générales, expliquant la mue de cette croyance, cadrent avec les contours de notre problématique à l'instar

---

<sup>152</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans d'Afrique noire*, 1962.

<sup>153</sup> V. Monteil, *L'islam noir*, 1964.

<sup>154</sup> Hamadou Adama, *L'islam au Cameroun*, 2004.

de l'offensive missionnaire des pays arabes, le soutien multiforme des administrations locales et l'irruption de la modernité. Des facteurs qui suscitent des ruptures importantes et reconfigurent le visage de la *Umma* nationale.

Une autre production historiographique majeure qui a suscité notre intérêt est celle de Souley Mane intitulée : *Les associations islamiques au Cameroun. Entre prosélytisme et développement (1963-2016)*<sup>155</sup>. Dans ce document, l'auteur attire l'attention sur l'activisme des organisations islamiques à travers le triangle national. Il retrace l'historique de chaque association, ses réalisations, ainsi-que les difficultés que chacune d'elle rencontre sur le terrain. Les relations que ces différentes organisations entretiennent avec les pouvoirs publics sont également analysées.

Théodore Takou, dans sa Thèse de Doctorat "Islam et société à Douala (Littoral-Cameroun) : 1912-2006", ne saurait laisser indifférent, quant à la compréhension du phénomène de la dynamique islamique au Cameroun<sup>156</sup>. En effet, ce chercheur s'inscrit dans la perspective explicative de l'évolution de l'islam à Douala. C'est ainsi qu'il fait abondamment usage des termes de dynamique et de redynamisation. Il s'intéresse aux acteurs et aux marques qu'affiche la croissance de la religion musulmane dans la capitale économique. Subséquemment, des pistes utiles à l'effervescence religieuse apparaissent au fil de la lecture. Comme facteurs majeurs, on peut entre autre percevoir le contexte juridico-démocratique permissif ou encore, la faillite supposée de l'Etat ; tous deux induits par le vent de libéralisation de la décennie 1990.

Une autre Thèse à la problématique intéressante est celle de Fouapon Alassa qui a pour titre : "Les associations islamiques locales et ONG transnationales dans le processus de développement du Cameroun : une analyse sociohistorique des jeux et enjeux d'un partenariat public-religieux (1963-2015)"<sup>157</sup>. Cette étude relève l'apport des associations locales et ONG islamiques transnationales dans le processus de développement du Cameroun. Après être revenu sur l'historique de création de l'ACIC, ses objectifs initiaux et son instrumentalisation par l'Etat, elle relève le bilan mitigé de cette association. On y entrevoit également les limites de l'aide islamique au développement, qui n'a guère réussi à satisfaire aux aspirations des populations locales.

Dans cet itinéraire heuristique, se situe l'article de Gilbert Lambling Taguem Fah, titré

---

<sup>155</sup> Souley Mane, *Les associations islamiques au Cameroun. Entre prosélytisme et développement (1963-2016)*, Paris, L'Harmattan, 2017.

<sup>156</sup> Th. Takou, "Islam et société à Douala", 2010.

<sup>157</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques locales et ONG transnationales dans le processus de développement du Cameroun : une analyse sociohistorique des jeux et enjeux d'un partenariat public-religieux (1963-2015)", Thèse de Doctorat/ Ph. D en Histoire, UYI, 2019.

"Tendances actuelles de l'islam au Cameroun : états des lieux et perspectives"<sup>158</sup>. La thématique de cet article porte sur l'évolution de l'islam tant sur les plans qualitatif que quantitatif. On découvre une religion qui poursuit une infiltration jamais ininterrompue, une expansion lente mais indéniable à travers ses tentacules communautaires qui continuent de s'étendre dans des localités de plus en plus éloignées des foyers traditionnels à l'instar des profondeurs de la zone forestière. C'est dans cette logique que des terroirs du pays beti, abritant des communautés musulmanes considérables sont mentionnées en l'occurrence, Yaoundé et Mbalmayo. L'islam s'affirme et s'impose davantage sur la scène publique. Parmi les vecteurs qui induisent le regain islamique au Cameroun, il note la virulence ainsi que le zèle de certains marabouts locaux et étrangers, les oppositions doctrinales entre orthodoxes et hétérodoxes, sans oublier le soutien des pays arabes.

Ce tour d'horizon statue sur le substrat à partir duquel la présente investigation prend appui avec pour perspective, une meilleure compréhension du processus évolutif de l'islam dans des espaces perçus comme exclusivement chrétien.

## **V- PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE**

L'héritage confessionnel du passé récent a divisé le Cameroun en zones d'influences géo-religieuses : l'islam pour la partie septentrionale et le christianisme pour les régions méridionales. Les ambitions mercantiles des premiers vecteurs de l'islam, conjugué à la volonté des organisations chrétiennes de convertir davantage de fidèles, ont poussé chacun de ces groupes à déborder son "cadre originel". A cet effet, il arrive souvent qu'il réussisse son implantation hors de ses "frontières naturelles". Tel est le cas de l'islam dans certaines contrées de la partie subéquatoriale. Extrêmement discret au moment de l'établissement des premiers soudanais musulmans à la fin du XIXe siècle, l'islam en terroirs beti du Centre n'a cessé d'évoluer au fil du temps sur les plans quantitatif et qualitatif. Quoique toujours périphérique, la religion musulmane du début du XXIe siècle affiche fière allure. Elle a su s'imposer dans la sphère publique, au point de devenir la seconde composante confessionnelle après le christianisme et l'un des maillons centraux du dialogue interreligieux. Si l'historiographie nationale est unanime quant au renouveau de l'islam au Sud de l'Adamaoua et bien-que des études aient été effectuées sur de nombreuses localités de cette partie du territoire, les terroirs beti du Centre demeurent une zone en friche, dont cette investigation ambitionne d'analyser les

---

<sup>158</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendances actuelles de l'islam au Cameroun : état des lieux et perspectives" in Afrique contemporaine, N 194. 2<sup>e</sup> trimestre 2000.

spécificités sur le plan du rayonnement islamique. La présente investigation est l'occasion de nous intéresser à l'une des composantes confessionnelles du Cameroun, dans un espace géographique qui est qualifié de n'être pas le sien. Elle s'inscrit dans la nouvelle historiographie de l'islam, qui consiste à étudier le comportement de cette religion, hors de ses entités traditionnelles que sont le Nord géographique et le département du Noun dans la région de l'Ouest. Cette étude ambitionne de décrire le contexte historique de l'implantation de cette religion chez les Beti du Centre, à démontrer comment l'islam a connu depuis sa fixation une évolution ascendante, à identifier les différentes manifestations de ce rayonnement et à examiner les interactions entre la religion musulmane et les autres entités (spirituelle, sociale et politique) présentes sur ce site. Elle de jeter un regard sur le revivalisme musulman et d'évaluer le niveau de recomposition de l'islam, ainsi-que les lignes de faille qui le traversent. En dernier ressort, elle s'intéresse à l'impact de cette croyance dans l'espace beti, en révélant les ruptures suscitées par elle depuis son implantation.

A partir de ces objectifs que nous visons et en nous inscrivant dans une perspective causale, il se dégage une question principale : quels sont les facteurs qui sous-tendent l'évolution de l'islam en chez les Beti du Centre, comment ces paramètres interagissent-ils entre eux et de quelle manière se manifeste la métamorphose de la religion musulmane depuis la fixation dans cette aire géographique des premiers soudanais musulmans à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? A cette interrogation centrale, viennent se greffer d'autres, non moins importantes :

- Quelles sont les raisons de la venue des Soudanais et Bamoun musulmans chez les Beti du Centre ?
- Comment s'est déroulée leur implantation dans cette localité et quel accueil les Beti leur ont-ils réservé ?
- Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les musulmans pour assurer le développement de leur religion ?
- De quelle manière les administrations coloniales et postindépendances qui se sont succédées au Cameroun ont contribué à l'éclosion de l'islam dans cette aire géographique ?
- Quelles sont les différentes mutations connues par l'islam depuis son implantation ?
- Comment se manifestent les rapports entre la religion musulmane et le christianisme en pays beti?

Ce questionnement induit l'hypothèse principale suivante :

**HG :** L'évolution de l'islam en terroir beti du Centre est la résultante d'une combinaison de facteurs, qui sont à la fois endogènes et exogènes à la communauté musulmane. De cette dernière, sont issues les hypothèses directionnelles ci-après :

**H1** : Les premiers soudanais musulmans à se fixer chez les Beti du Centre migrèrent du Nord-Cameroun pour la zone d'étude, motivés par la possibilité de glaner des bénéfices de leurs activités commerciales.

**H2** : Grâce à leurs activités marchandes, les Soudanais et Bamoun musulmans ont œuvré à la diffusion ramificatoire de l'islam dans toutes les localités beti du Centre, permettant à cette religion d'étendre toujours au loin ses frontières.

**H3** : La pression démographique, conjuguée à la générosité des fidèles ainsi qu'aux clivages ethno-idéologiques ont entraîné un accroissement d'infrastructures socioreligieuses et associations islamiques qui œuvrent l'encadrement des croyants.

**H4** : La rivalité idéologique qui oppose les anciens cadres religieux aux nouveaux oulémas est à l'origine de la multiplication des facettes de l'islam.

**H5** : L'universalité et la transethnicité de l'islam se traduisent en terroir beti du Centre par des conversions sans cesse croissantes des populations pahouines préétablies.

**H6** : L'aspect minoritaire de l'islam et les aux idéaux de paix que prône cette religion poussent ses adeptes à la quiétude et à la collaboration avec les autres composantes humaine, politique et religieuse établies chez les Beti du Centre.

## **VI- INTERET ET IMPORTANCE DE L'ETUDE**

Tout travail de recherche revêt une importance, un intérêt précis. Il s'agit des leçons qu'on en tire, utiles dans la vie des hommes. L'intérêt de cette étude se situe à plusieurs niveaux.

Sur un plan personnel, cette investigation est l'aboutissement d'un projet initié en 2002, avec pour objectif la finalisation de nos études universitaires, consacrés par l'obtention d'un diplôme de Doctorat. Engagé dans la vie active depuis 2008, il était difficile de concilier le rôle de chef de famille avec ses nombreuses exigences, aux casquettes d'enseignant du secondaire et de chercheur en herbe. A maintes reprises, nous avons flirté avec le doute et la tentation d'abandonner. Alors que nous pouvions nous contenter de notre condition, nous avons toujours ressenti le désir d'aller de l'avant. Ce travail est donc la célébration du règne de l'endurance, de la persévérance sur l'immobilisme intellectuel. C'est la victoire de la passion, de la volonté sur le doute, l'empathie et la paresse. Au final, il s'agit d'une satisfaction d'abord personnelle pour cette tâche harassante, mais ô combien exaltante.

Sur le plan académique, cette étude contribuera à enrichir le centre de documentation du département d'histoire de l'Université de Yaoundé I. Le cas échéant, elle pourra être consultée et complétée par les générations futures, servant ainsi de limon pour des enquêtes



ultérieures.

Sur le plan social, la présente investigation se propose d'œuvrer à une meilleure connaissance de l'islam. Mieux, une connaissance dénuée de nombreuses allégations étriquées et incomprises de la religion musulmane. Ceci, afin que dans la diversité religieuse, se construise une cohésion nationale sans haine ni regard d'exclusion, envers certaines personnes d'obédience religieuse différente. Lever les préjugés et le regard accusateur qui sont accolés à cette religion permettront de comprendre les musulmans, de vivre facilement avec eux et de mieux les aborder.

Sur le plan scientifique, commençons par ressasser ces pensées d'Antoine Prost qui stipule : *"Il y'a bien des façons de faire avancer l'histoire. La plus simple est de combler les lacunes de nos connaissances"*<sup>159</sup> et de A. Schaff qui stipule : *"Certes, aucun historien ne construira jamais un savoir définitif, pas plus qu'il n'établira une vérité absolue, mais toutes les études constituent une contribution aux progrès de la connaissance. Le travail de l'historien est fait de ces vérités partielles qui, une fois rassemblées, peuvent embrasser une vérité plus globale"*<sup>160</sup>. Conformément à ces formules simples mais profondes, cette modeste investigation contribue à l'enrichissement des connaissances ainsi qu'à une meilleure compréhension de l'historiographie islamique nationale. Elle constitue l'une de ces petites histoires particulières, qui en s'intégrant aux autres, participe de l'histoire générale. A travers elle, les foyers musulmans situés en pays beti et encore en friche passent de l'ombre à la lumière. Ces regroupements ont ainsi l'occasion de sortir de l'anonymat pour accéder à la postérité. Au-delà de ce devoir de mémoire, elle œuvre à une meilleure compréhension de la diffusion ramificatoire de l'islam hors de ses entités traditionnelles et son aptitude à pouvoir éclore dans un environnement fortement christianisé. Elle permet davantage de projeter une intelligibilité sur le mécanisme structurant le rayonnement de la religion musulmane dans la partie méridionale du pays. A travers l'étude du processus mutationnel et l'identification des forces structurant le mécanisme de l'évolution de l'islam au Cameroun, cette monographie ambitionne d'établir un cadre formel à la compréhension du phénomène des dynamiques religieuses en général et islamique en particulier. L'évolution n'étant guère similaire d'une localité à une autre, la présente étude s'assigne également pour but d'identifier les facteurs qui sont à la base du dynamisme inégal. Approche comparative qui permet de relever les co-variations résultant des particularités locales. Au demeurant, ce modeste travail permet de comprendre le comportement de l'islam dans des localités dominées par le christianisme.

---

<sup>159</sup> A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, 1996, p.85.

<sup>160</sup> Cité par J. Pycke, *La critique historique*, 2000, pp.15-16.

## VII- METHODOLOGIE

L'histoire est une discipline académique. A cet effet, sa pratique est régie par des règles qui lui confèrent un caractère scientifique. Ainsi, la reconstitution du passé des hommes obéit à des procédés méthodologiques, dictés par l'herméneutique et la critique historique. La démarche que nous avons empruntée pour atteindre les objectifs visés est structurée en plusieurs étapes. La première d'entre toute a consisté à un affinement du contour épistémologique de la thématique à traiter. Le but visé fut d'éviter toute extrapolation de nature à nous égarer de notre objectif principal. En effet, un état des lieux sur la situation académique de l'islam en pays beti fut nécessaire. Il était question d'identifier les territoires encore en friche de ceux déjà explorés. Cette étape consista à la lecture d'ouvrages généraux et spécifiques sur l'islam, ainsi-que les thèses, mémoires, articles et communications, traitant de l'islam tant à l'échelle nationale qu'au niveau local. Cette démarche nous a situé sur notre sujet. En effet, ces différents travaux ont permis d'identifier les points focaux sur lesquels nos devanciers se sont appuyés pour conduire leurs investigations. Une fois leurs perspectives identifiées, nous les avons situées par rapport à la nôtre et confrontées leurs résultats à nos objectifs. Les pistes utiles suggérées ont été retenues et approfondies. Les différentes sources mentionnées par ces productions antérieures, ont été revisitées et réinterprétées. Cette recherche documentaire nous a conduit dans les différents centres de documentations, disséminés dans la ville de Yaoundé. C'est ainsi que nous nous sommes rendu aux Archives Nationales de Yaoundé. A cet endroit, la première tâche consista au recensement systématique de toutes les côtes, journaux officiels et journaux périodiques portant sur les affaires musulmanes. Par la suite, nous avons procédé à la consultation minutieuse de toutes les données recensées. Nous avons également consulté la bibliothèque du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, les bibliothèques centrales de l'Université de Yaoundé I et de la FALSH, les bibliothèques des départements d'histoire de l'Université de Yaoundé I et de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé. Les bibliothèques du Centre Culturel Français de Yaoundé (CCF) et de la Fondation Paul Ango Ella furent régulièrement visitées dans le cadre de cette enquête. La bibliothèque du CERIAC (Cercle d'Etude et de Recherche sur l'Islam en Afrique Centrale), situé au quartier Essos et administré par Souley Mane, fut d'un apport considérable dans cette phase des travaux. L'heuristique nous a permis de nous enquérir de l'état du sujet et de scruter de nouvelles perspectives. Nous avons pu recadrer l'objet de notre recherche, appréhender les concepts du thème, circonscrire notre champ d'étude, préciser la problématique ainsi-que les hypothèses de

recherche. Les perspectives développées par ces travaux antérieurs et éprouvées à l'aune de nos objectifs, ont permis d'élaborer des questionnaires d'enquêtes.

La seconde démarche méthodologique consista à l'organisation des descentes sur le terrain. Une attitude qui est conforme aux exigences de l'enquête participative, qui veut que le chercheur séjourne au sein du milieu qu'il étudie. Les séjours répétés dans les différentes localités de la zone d'étude, ont permis de procéder à une observation directe des communautés musulmanes, afin de nous rendre compte par nous-même de leur fonctionnement au quotidien, leur organisation, leur interaction avec les entités traditionnelles, politiques et religieuses établies dans les mêmes aires géographiques. Une fois les formalités administratives satisfaites (en l'occurrence l'obtention des autorisations de recherche émanant des Sous-Préfets), la première stratégie consista à la distribution des questionnaires préalablement élaborés à un échantillon cible (guides religieux musulmans et chrétiens, chefs de villages ou de quartiers, autorités administratives, leaders associatifs). Ainsi, nous avons eu recours à plusieurs groupes d'informateurs, à la fois musulmans et non musulmans. Le choix de cette dernière frange a permis d'avoir un point de vue extérieur, distant, neutre et désintéressé, qui est souvent le bienvenu face à un discours trop élogieux. Dans cette masse, figuraient des vieux et des jeunes. Les vieux parce que leur âge, dans la société africaine est synonyme d'expérience, de sagesse et d'accumulation du savoir. Ce qui donne tout son sens à la formule d'Amadou Hampâté Bâ selon laquelle : "*En Afrique, chaque vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle*"<sup>161</sup>. Les jeunes par leur franchise et leur spontanéité ont permis d'éclaircir de nombreuses informations erronées, ils ont été d'un apport précieux car comme l'affirme à nouveau Amadou Hampâté Bâ : "*Un enfant qui a les mains propres peut malaxer le couscous des adultes*"<sup>162</sup>. Une manière de faire comprendre, que la respectabilité d'une personne tient davantage à ses habitudes qu'à son âge. Des catégories différentes d'informateurs, qui ont permis de confronter, confirmer ou infirmer les données recueillies. Simultanément au dépôt des questionnaires, des entretiens tantôt individuels, tantôt collectifs furent souvent organisés au gré des circonstances. En effet, certains informateurs une fois le contact établi, souhaitèrent s'acquitter spontanément de notre sollicitation. A certains moments, nous nous sommes accommodé d'un interprète, pouvant traduire le fulfulde en français lorsque le besoin se posa. Auprès des représentations diplomatiques, nous fûmes rappelés des semaines après les dépôts des questionnaires, soit pour les récupérer déjà remplis (cas de la Tunisie), soit pour nous entretenir avec les Ambassadeurs (cas de l'Egypte et de l'Algérie) et dans la plupart des ambassades, notre doléance resta lettre

---

<sup>161</sup> Cité par Thierno Mouctar Bah, *Techniques et méthodes de la tradition orale*, UYI, 2006, p.14.

<sup>162</sup> Ibid.

morte (Sénégal, Tchad, Nigéria, Maroc, Soudan). Sur les 120 questionnaires déposés, 113 nous ont été rendus ayant été remplis, soit 94,16% de réponses positives. Un pourcentage qui n'est cependant pas synonyme de satisfaction totale, dans la mesure où de nombreuses réponses furent approximatives. Cette étape des investigations a davantage mis en exergue la source orale. C'est également au cours de cette phase qu'ont été soit réalisées par nous, soit acquies auprès des informateurs, les données iconographiques, qui fourmillent dans le texte en guise d'illustrations. Quelques informateurs nous ont en plus donné accès à leurs archives privées, qui ont permis de constituer les annexes de cette investigation.

La révolution des NTIC impose de nouvelles sources dans la quête du savoir. Tel est le cas d'internet, fenêtre sur le monde, plate-forme d'échange, espace de stockage mais aussi de diffusion d'informations de toutes sortes. Les sources webographiques furent régulièrement exploitées dans l'optique de compléter et confirmer des données générales. Un détour nécessaire, d'autant plus que quelques informateurs nous renvoyèrent à leur site internet. Toutefois, la nature friable des données internet exigea beaucoup de minuties dans leur exploitation.

Une fois la totalité des données recueillies, vint l'étape du traitement de celles-ci. Cette étape de la méthodologie se consacra à l'analyse minutieuse des éléments obtenus, à l'aune de l'herméneutique et de la critique historique. Il s'est agi d'opposer aux différentes informations, les outils de l'esprit critique et la rigueur de la raison discursive, afin d'exorciser l'historicité de chaque document. Les lacunes constatées exigèrent un retour vers les sources de renseignements, afin d'être approfondies et complétées. Par la suite, ces données furent regroupées par catégorie. Dans le traitement des informations, nous avons adopté la démarche socio-historique et holistique. La première qui combine les principes majeurs de l'histoire et de la sociologie, est une méthode d'appréhension des faits sociaux, en se référant au temps. Une approche qui a permis d'inscrire la dynamique de l'islam dans un continuum historique et par conséquent, dans la perspective de la longue durée. Le holisme quant à lui a permis d'analyser l'évolution de l'islam en le plaçant dans un contexte global et en distinguant à chaque fois les apports des croyants nationaux de ceux de la coopération internationale. D'autres outils d'analyse comme la diachronie et la synchronie se sont avérés nécessaires, pour saisir le contexte socio-économique ayant œuvré à l'établissement des premiers groupes musulmans dans les différents terroirs de la zone d'étude.

Subséquentement, la dernière étape méthodologique se consacra à la synthèse des éléments factuels (estimés comme plausibles), sur la base d'une architecture précise (plan de travail). Il s'est agi de bâtir un discours cohérent, structuré, bien argumenté et illustré. Ce dernier

est destiné à rendre compte des résultats obtenus et de servir de substrat pour des travaux ultérieurs. Une meilleure compréhension des faits sociaux dans leur complexité passe par la prise en compte d'autres outils d'analyse. C'est à ce niveau qu'intervient l'interdisciplinarité, fondement essentiel de l'historiographie. La sociologie, l'anthropologie, la science politique, la géographie et le droit sont autant de disciplines auxquelles nous avons eu recours, pour atteindre nos objectifs. Dans la mesure où le temporel et le spirituel sont intimement liés en islam, de brefs détours furent régulièrement opérés vers les Saintes Ecritures en l'occurrence le Coran. Ce choix a permis de cerner les raisons qui poussent les fidèles musulmans à adopter certains comportements (pratiques religieuses, attitudes au quotidien, construction des mosquées, querelles doctrinales, etc).

### **VIII- DIFFICULTES RENCONTREES**

La collecte des informations ne se fit pas sans difficultés. La première fut l'introuvabilité de nombreuses sources archivistiques. Bien que figurant sur les fichiers, il n'a nullement été possible de les consulter malgré nos tentatives répétées. Dans les différents chefs-lieux de départements, les archives des différentes institutions (préfectorales et communales) étaient presque inexistantes. Lorsque tel n'était pas le cas, elles étaient entassées dans un désordre total. Des désillusions similaires ont été rencontrées au MINATD<sup>163</sup> et dans les services du gouverneur. Cette gajure a créé en nous des moments d'incertitude, de doute et d'hésitation. La seconde difficulté à laquelle nous avons fait face réside dans l'impossibilité à pouvoir déterminer l'effectif de la population musulmane. Tous les travaux consultés se limitent à des estimations. Les tentatives de maîtrise des communautés musulmanes étrangères établies au Cameroun à partir des représentations diplomatiques accréditées à Yaoundé se révélèrent dans l'ensemble infructueuses. Que ce soit au niveau des mosquées, des associations ou même des regroupements communautaires établis dans les différentes localités, notre volonté de cerner la proportion des musulmans vivant en pays beti ou même des musulmans beti, s'avéra à chaque fois vaine. L'incidence au niveau de cette enquête porte sur le fait que de nombreuses données statistiques demeurent approximatives. Des imprécisions qui constituent un talon d'Achille pour toute rigueur scientifique. Le troisième problème auquel nous avons été confronté est celui de la langue. Ne parlant ni le fulfulde ni le haoussa, quelques concertations des Soudanais avant les débuts des entretiens échappaient à notre compréhension. A certains moments, nous avons fait appel à un interprète, même si nous savions que la traduction ne serait

---

<sup>163</sup> Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

pas toujours fidèle<sup>164</sup>. Le quatrième obstacle est lié à la nature friable de l'une des principales sources que nous avons exploitée à savoir la source orale. En effet, les premiers musulmans du pays beti n'ayant pas connu l'école occidentale et par conséquent analphabètes pour la plupart, ont entretenu la culture de l'oralité. Comme les paroles s'envolent et que la mémoire est sélective, de nombreuses informations portant sur les dates exactes de certains événements et des suites chronologiques sont restées approximatives, malgré la confrontation des sources ainsi que la multiplication des entretiens individuels et collectifs. Subséquemment, l'historique de l'établissement des premières communautés musulmanes dans les différentes localités du pays beti garde la liberté d'allure et du même coup, l'imperfection de la communication orale. Le cinquième handicap se situe dans notre appartenance religieuse. De nombreux musulmans s'offusquèrent du fait qu'un chrétien puisse mener une enquête sur l'islam. Nous suscitons méfiance et intrigue. Il nous semblait qu'à un certain moment, nous passions pour un espion. La conséquence à ce stade fut le mutisme auquel nous nous sommes heurté dès les premiers contacts avec certains informateurs. Toutefois, pour pallier ce problème, nous avons fait recours à un guide musulman qui a dû expliquer à nos interlocuteurs la bonne foi de notre démarche. La sixième et dernière difficulté fut la volonté de plaire qui se traduisit souvent par une présentation quasi-parfaite, belle et élogieuse de l'islam ainsi que de la personne du prophète Muhammad. Cet état de fait nous donnait l'impression que ces informateurs voulaient susciter une conversion à notre endroit. Il fallait donc user de tact pour ne guère froisser nos interlocuteurs et rester concentré sur notre but principal à savoir la collecte des données.

Toutefois, nous avons également bénéficié de quelques facilités. La plupart des informateurs (musulmans et chrétiens), firent preuve d'une extrême disponibilité à notre égard. Munis des agréments de l'Université et celles des Sous-Préfets des différentes unités administratives de la zone d'étude, nous avons approché toutes les personnes que nous savions utiles. Nous avons été également servi par notre connaissance de la langue ewondo auprès des notabilités traditionnelles et des musulmans beti. Les jeunes informateurs ayant fleurté avec la recherche nous ont fait confiance et ont facilité notre tâche. Au demeurant, nous avons pu fournir à la limite de nos possibilités, ce modeste résultat de nos recherches. Nous espérons néanmoins que ce travail aura été une contribution à la compréhension du mécanisme de l'évolution de l'islam au Sud de l'Adamaoua, de même qu'il ouvrira la voie à nos suivants, qui pourront corriger et compléter nos informations, ce qui ne sera qu'un apport appréciable à la manifestation de la vérité.

---

<sup>164</sup> Pour contourner cette difficulté, nous avons multiplié les informateurs sur les mêmes sujets. Leurs points de vue qui se rejoignaient nous confortaient sur la certitude que nous étions sur la bonne voie.

Tout travail de recherche revêt une importance, un intérêt précis. Il s'agit des leçons qu'on en tire, utiles dans la vie des hommes. Cette étude dégage deux intérêts principaux.

Dans un premier temps, elle se propose d'œuvrer à une meilleure connaissance de l'islam. Mieux, une connaissance dénuée de nombreuses allégations étiquées et incomprises de la religion musulmane. Ceci, afin que dans la diversité religieuse se construise une cohésion nationale sans haine ni regard d'exclusion envers certaines personnes d'obédience religieuse différente. Lever les préjugés et le regard accusateur qui sont accolés à cette religion permettront de comprendre les musulmans, de vivre facilement avec eux et de mieux les aborder. Dans un second temps, cette investigation permet de comprendre le comportement de l'islam dans une localité dominée par le christianisme.

## **IX- L'ORGANISATION DE LA THESE**

L'ossature des investigations à mener se devise en trois parties, subdivisées chacune en plusieurs chapitres.

L'entame des travaux se consacre à l'implantation de l'islam dans toutes les localités de la zone d'étude. Il s'agit d'identifier et de questionner l'ensemble des facteurs qui sous-tendent l'extension géographique de la religion musulmane. Cette première partie s'organise autour de deux chapitres. Le premier s'attarde sur l'avènement et la fixation des premiers groupes musulmans à Yaoundé. Cette section met en exergue le rôle joué par les administrations occidentales dans l'épanouissement de l'islam. Le deuxième chapitre se focalise sur la diffusion de l'islam dans les différentes contrées de la zone d'étude. Il relève le caractère attractif du pays beti et scrute les mobiles qui ont drainé ces missionnaires de la première heure. Dans l'historique de l'établissement des négociants musulmans, l'incidence favorable des paramètres économiques et urbains sont relevées. Au demeurant, cette phase des travaux lève le voile d'ombre qui jusque-là recouvre encore de nombreuses communautés musulmanes. Les hommes de l'islam, particulièrement les pionniers qui ont œuvré à la fondation des différents regroupements, trouvent ici une réhabilitation. En les exhumant, nous leur permettons de ne pas tomber dans les limbes de l'oubli. La sollicitude des populations préétablies à l'endroit des nouveaux venus soudanais et bamoun est également abordée.

Au-delà de son expansion géographique, la vitalité de l'islam s'exprime également par un foisonnement d'institutions de divers ordres ainsi-que l'avènement d'un paysage pluraliste en son sein. Un état de fait sur lequel s'attarde la deuxième partie de cette investigation. Comme la précédente, elle est structurée en deux articulations. Le troisième chapitre projette une

intelligibilité sur l'important développement infrastructurel et associatif. Celui-ci concerne aussi bien les lieux de culte que les centres d'acquisition et d'approfondissement du savoir islamique. La croissance religieuse s'exprime aussi à travers l'augmentation des associations musulmanes et leur activisme. Le quatrième chapitre pour sa part s'attarde sur la hausse des courants idéologiques et l'incidence de leur rivalité sur la reconfiguration permanente du visage de l'islam.

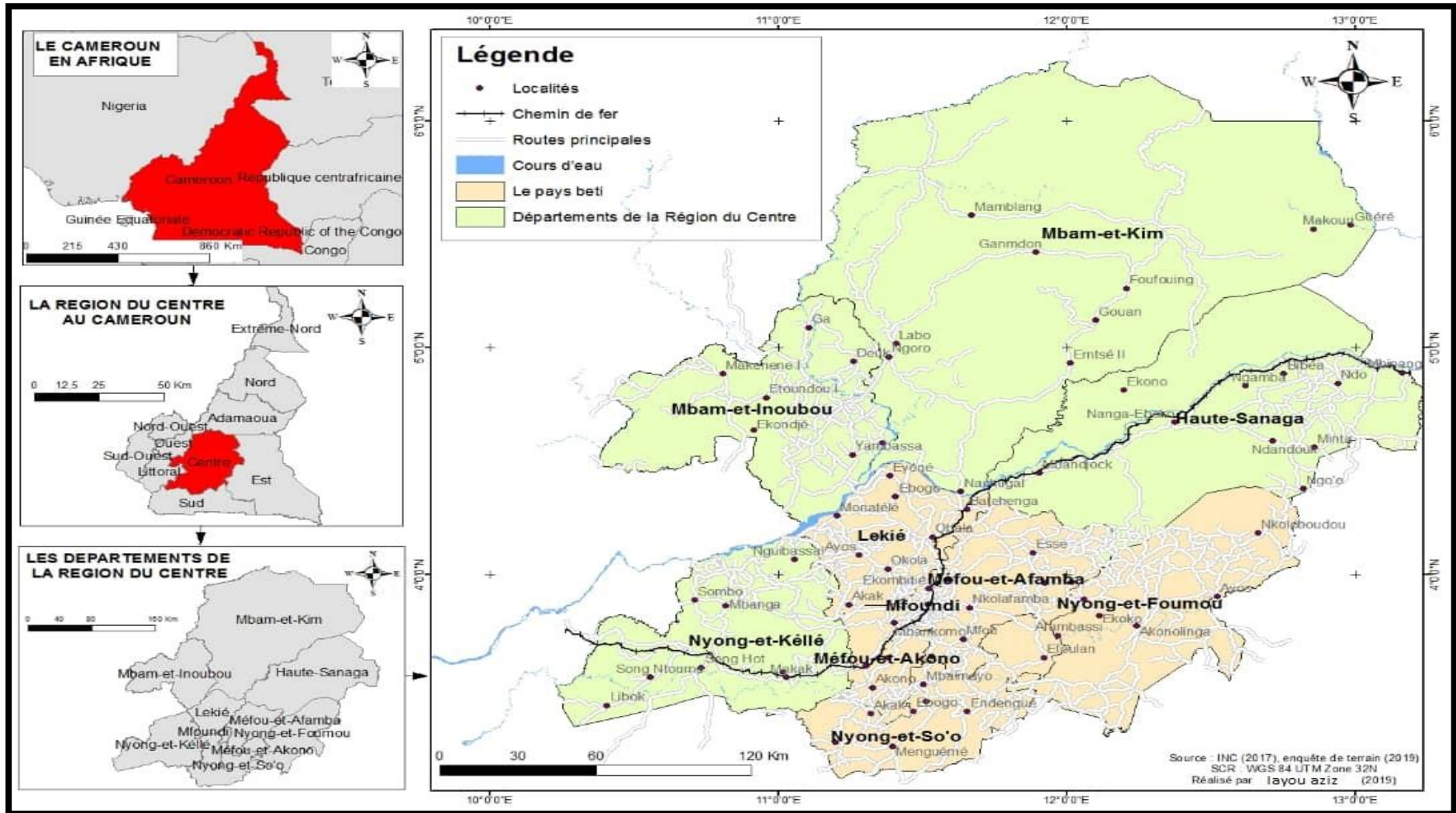
La troisième partie de cette étude porte sur les caractéristiques de l'islam mais également, sur l'impact suscitée par cette religion chez les Beti du Centre. Comme les précédentes, elle est divisée en deux chapitres. Le cinquième analyse les avancées de l'islam par conversion et se focalise sur l'islamisation des Beti. Le sixième et dernier chapitre est plus globalisant. Il s'attarde sur les particularités affichées par l'islam, les ruptures engendrées par cette croyance depuis son implantation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'apport des musulmanes à l'épanouissement de leur foi et sur le dialogue islamo-chrétien.

Comme il se dégage de la présentation ci-dessus, un effort a été opéré pour équilibrer les différentes parties. Cependant, les densités de traitement ne sont pas égales car, les sources disponibles ainsi-que les profondeurs des thématiques ne sont guère proportionnelles.





### ZONE D'ETUDE



Source : INC-Adaptation.

## **PREMIERE PARTIE :**

**L'IMPLANTATION DES GROUPES MUSULMANS, LEUR  
EXPANSION A TRAVERS LA ZONE D'ETUDE ET LEURS  
RAPPORTS AVEC LES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS  
DU CAMEROUN**

L'historiographie de la diffusion de l'islam au Cameroun fait apparaître deux processus différents. En fonction des ensembles régionaux qui constituent le triangle national, on distingue l'islamisation violente du Nord-Cameroun et l'islamisation pacifique de la partie méridionale. Par la force du glaive, des hordes de cavaliers d'abord Bornouans puis Foulbé, essaimèrent la religion musulmane dans le septentrion. A *contrario*, la propagation de cette croyance au Sud de l'Adamaoua s'effectua de manière pacifique. C'est dans ce dernier registre, que s'inscrit son expansion chez les Beti du Centre. Dans son processus d'épanouissement, cette religion bénéficia de soutiens multiformes. Son aspect minoritaire, dans cet environnement dominé par le christianisme, l'incita à la collaboration et au loyalisme à l'endroit des autorités administratives. Des attitudes qui lui permirent de consolider son assise et de s'étendre sur le plan géographique. La pacification intégrale du territoire, la diffusion des idéaux de paix et la réalisation des infrastructures de communication permirent l'intensification des activités menées par les groupes musulmans. Ces derniers s'établirent dans les localités devenues des unités administratives. Dès lors, la multiplication des centres urbains alla de pair avec celles des foyers musulmans. Une fixation rendue aisée grâce au concours des autorités civiles et traditionnelles, qui la plupart du temps, leur octroyèrent des sites spécifiques qui prirent l'appellation de quartiers Haoussa. Pour faciliter leur intégration sur leurs nouveaux lieux d'établissement, les Soudanais et Bamoun musulmans adoptèrent de nombreuses stratégies et s'impliquèrent de manière active dans tous les aspects de la vie locale. Cette première partie projette une intelligibilité sur l'avènement et la diffusion ramificatoire de l'islam dans la zone d'étude. Elle comprend deux chapitres.

L'entame des travaux s'intéresse à la fixation des groupes musulmans et aux facteurs ayant permis cet état de fait. Il met en exergue le rôle joué par les administrations occidentales dans l'implantation des Soudanais musulmans et les faveurs faites à ce groupe pour son épanouissement spirituel. Subséquemment, cette section met un accent sur la considération que les commandements européens portaient à l'islam et ses adeptes.

Le second chapitre quant à lui s'intéresse à la dissémination de l'islam à travers toutes les localités de la zone d'étude. Une expansion portée par des marchands et bergers musulmans. Les stratégies mises en œuvre par les nouveaux arrivants pour réussir leur insertion sur leurs différents sites d'établissement sont mises en lumière.

## **CHAPITRE I :**

### **L'IMPLANTATION DES PREMIERS GROUPES MUSULMANS CHEZ LES BETI DU CENTRE**

Les premiers contacts entre les Soudanais musulmans et les Beti du Centre sont anciens et remontent à la période précoloniale. Partant de l'Adamaoua dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et transitant par Tibati puis Yoko, les groupes originaires du Nord-Cameroun opéraient des razzias esclavagistes en direction de la zone d'étude. Un climat sécuritaire précaire, auquel le commandement germanique mit un terme. Les prédispositions humaines affichées par les Soudanais attirèrent l'attention du colon allemand, qui suscita leur venue à Yaoundé et les établit au pied du poste militaire vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'arrêt de la Première Guerre Mondiale au Cameroun en 1916 marqua une étape nouvelle dans l'histoire de la communauté musulmane. A la différence de leurs prédécesseurs, Les Français ne s'intéressèrent guère aux qualités humaines du groupe dit haoussa. Ils s'attelèrent à apprivoiser la religion musulmane et ses adeptes, pour en faire des instruments au service de la politique coloniale.

#### **I- L'AVENEMENT DE L'ISLAM CHEZ LES BETI DU CENTRE**

Les premiers musulmans signalèrent leur présence dans la zone d'étude durant la période précoloniale. Il s'agissait des Soudanais esclavagistes. Basés à Ndoumba-Haoussa en pays babouté, leurs incursions répétées mettaient à mal la vie de nombreux peuples bantou. La domination européenne au Cameroun sonna le glas de la menace soudanaise et la fin de la traite humaine dont ils raffolaient. Condamné par la Conférence Internationale de Berlin de 1884, les puissances européennes en Afrique avaient le devoir de veiller à l'extinction de l'esclavage. Changeant d'activité, les Soudanais se lancèrent dans le commerce de détail et la boucherie. C'est dans le cadre de la conduite de ces activités économiques, qu'ils s'établirent sur le site de Yaoundé au XIX<sup>e</sup> siècle.

##### **1- Les premiers contacts douloureux entre Soudanais musulmans et les Beti du Centre**

Les premiers contacts entre les Beti du Centre et les Soudanais musulmans sont anciens et ne furent pas toujours pacifiques. Bien qu'il ne soit possible de situer avec exactitude l'année au cours de laquelle ces premiers rapports se nouèrent, les données factuelles disponibles

indiquent que ceux-ci s'établirent durant la période précoloniale. Pour ce qui est de la nature de ces rapports, une abondante littérature fait état des persécutions dont les Beti firent l'objet de la part des razzieurs soudanais. Est-il nécessaire de rappeler que c'est sous la pression des Soudanais que les Beti traversèrent la Sanaga, pour échapper à la volonté asservissante de leurs poursuivants ? Cette traversée ne les mit nullement à l'abri de la témérité des esclavagistes. Curt Von Morgen souligna avec insistance la menace d'invasion des Beti par les Soudanais musulmans. C'est dans cette optique qu'il affirma : "... ces diverses tribus bantou sont toutes menacées par un danger commun venant du Nord : la tendance déjà signalée des musulmans à s'étendre vers le Sud "<sup>1</sup>. Il faut préciser que parmi les peuples concernés par cette menace, se trouvaient les *Jaunde* qui correspondent à la tribu ewondo, mais également les Batschenga et les Manguissa. Une information corroborée par Eldridge Mohammadou, qui signalait la présence de postes avancés d'esclavagistes soudanais à Nkometou en 1888<sup>2</sup>. Ainsi, bien-que les différentes tribus beti fussent régulièrement en conflit les unes contre les autres, l'ennemi commun le plus redouté était les Soudanais razzieurs d'esclaves. Les incursions répétées des esclavagistes soudanais transparaissent encore plus clairement dans les causes de la discorde et des affrontements qui opposèrent les Vouté aux Allemands. Si la raison fondamentale de la mésentente entre ces deux entités réside dans l'insubordination caractérisée de Ngila<sup>3</sup> à l'endroit de l'autorité coloniale allemande, des raisons secondaires se greffèrent à ce motif principal. Parlant des malentendus qui mirent aux prises les deux parties, Eugène Eloundou tire les conclusions suivantes : "*Les principaux points de discorde sont constitués par les razzias de Ngila chez les Batschenga et Bati et de l'autre côté, le refus des Allemands d'accepter certains cadeaux ou de fournir des armes à Ngila*"<sup>4</sup>. Des différents arguments avancés, le trafic d'esclaves se trouve en bonne place. Face au rappel à l'ordre du commandement germanique (interdisant la traite humaine), le souverain vouté adopte une posture victimaire, justifiant son attitude par son obligation à l'endroit de sa tutelle Tibati. En effet, Ngila semble contraint de pérenniser des razzias, transgressant par là même le principe de l'intangibilité des frontières tribales émis par l'administration allemande et ce, dans le but de s'acquitter de son impôt de

---

<sup>1</sup> Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun du Sud au Nord*, Paris, Serge Fleury, 1982, p.08.

<sup>2</sup> Eldridge Mohammadou, "Pour une histoire du Cameroun central : les traditions historiques des Vouté ou Babouté", in *ABBIA*, mars 1967, Yaoundé, p.74.

<sup>3</sup> Au moment où les Allemands s'installaient à Yaoundé en 1888, ils trouvèrent que les populations de cette région étaient souvent menacées par les Vouté (Babouté venant du Mbam). Le nom Ngila était le titre attribué aux rois des Vouté. Ces derniers s'étaient divisés en Linté et Doumbé. Sur les Linté régnait Ngouté, qui portait le titre de "Ngouté men Linté". Sur les Doumbé régnait "Lion", qui avait gardé l'ancien titre des Vouté et se nommait "Ngila men Doumbé" ou "Ngrang".

<sup>4</sup> E. Eloundou, "Contribution des populations du Sud-Cameroun à l'hégémonie allemande", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UYI, 1994, p.135.

suzeraineté en hommes et en ivoire<sup>5</sup>. La quantité d'hommes exigés annuellement à Ngila n'est guère précisée. Il est cependant légitime de penser que les rapt d'hommes, en plus de permettre la satisfaction de l'impôt d'obligation, contribuaient très largement à la richesse du pays vouté et au prestige de son souverain<sup>6</sup>. C'est cette richesse en hommes et en ivoire, qui attira les commerçants haoussa et kanuri. Relayant les troupes du lamido de Tibati, les caravanes haoussa s'ébranlèrent en direction du pays vouté. Leur arrivée dans la localité se situerait au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. A cette époque, Jean Louis Siran notait la présence permanente d'une colonie de cinq cents haoussa à Ndoumba<sup>8</sup>. Une information confirmée par Eugène Eloundou, qui à la même période, révélait l'existence de quartiers Haoussa dans la totalité des chefferies vouté comme Ngila, Ndoumba et Wataré<sup>9</sup>. Détenant le monopole des transactions commerciales dans cette aire géographique, Ngila traitait avec les marchands haoussa quand il en avait le loisir et l'envie. Dès-lors, avant que le chef supérieur des Vouté ait fini de négocier avec eux tous, il pouvait s'écouler une année<sup>10</sup>. C'est ainsi que l'impatience de certains marchands haoussa (avidés d'esclaves et d'ivoire), incompatible avec la lenteur des transactions avec Ngila, poussa certains aventuriers à organiser des razzias clandestines chez les Eton, les Manguissa et les Mvëlë<sup>11</sup>.

---

<sup>5</sup> E. Eloundou, "Contribution des populations du Sud-Cameroun à l'hégémonie allemande", 1994, pp.136-137.

<sup>6</sup> Ni les rappels à l'ordre répétés de l'administration allemande, ni les menaces de représailles de cette dernière, encore moins la présence de la *schutztruppe* (troupe de protection), ne dissuadèrent le chef vouté, qui pérennisa son activité hautement lucrative jusqu'en 1898, étendant son terrain de chasse aux terroirs occupés par les Batschenga et les Manguissa.

<sup>7</sup> Souley Mane, "Islam et société", 2006, p.56.

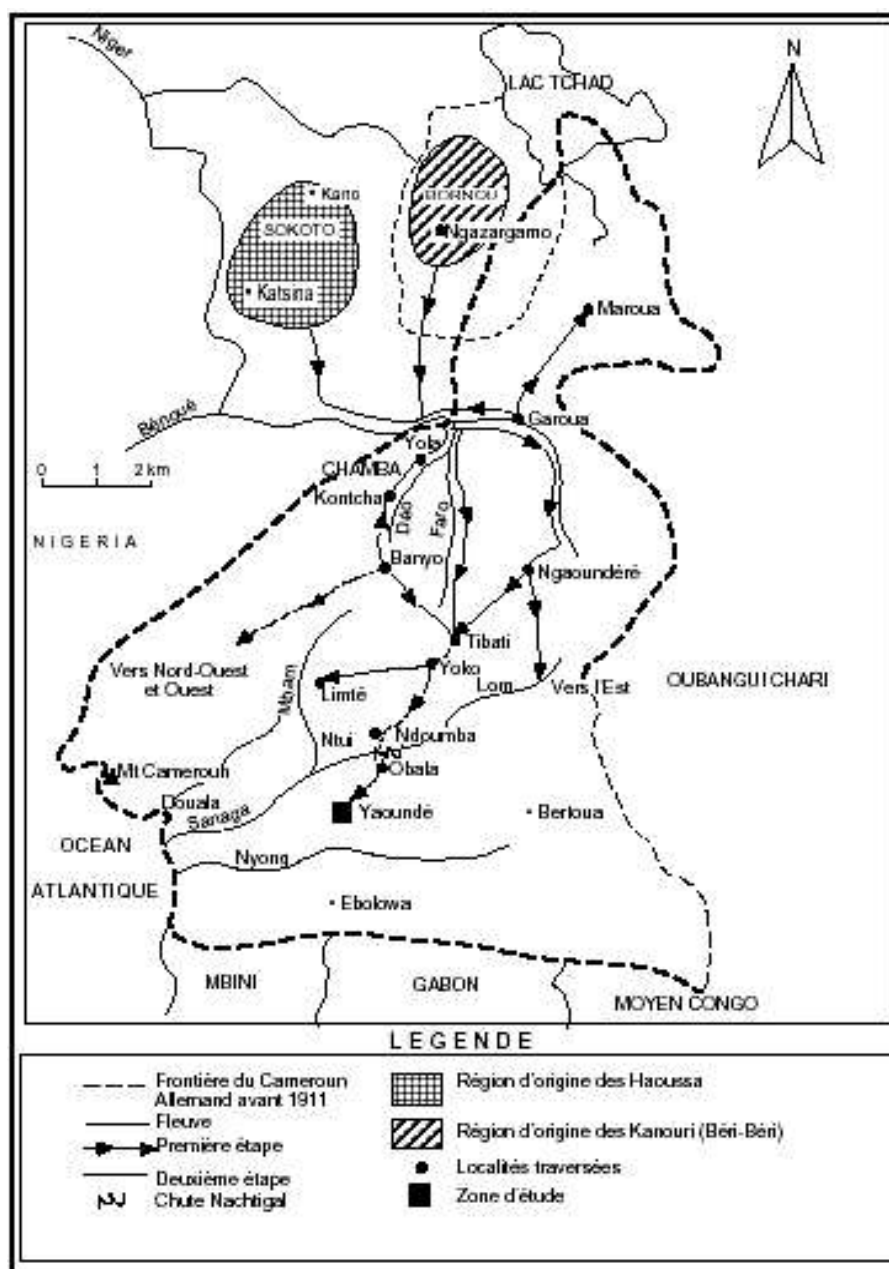
<sup>8</sup> J.L Siran "Emergence et dissolution des principautés guerrières Vouté (Cameroun Central)", in Journal des Africanistes, 50, 1980, p.35.

<sup>9</sup> E. Eloundou, " Contribution des populations ", 1994, pp.140-148.

<sup>10</sup> J.L. Mengueme, " Les Haoussa de Yaoundé", 1998, pp.28-30.

<sup>11</sup> Ibid.

**Carte N°2 : Migrations des Haoussa jusqu'à Yaoundé.**



**Source** : J.L. Mengueme, "Les Haoussa de Yaoundé", 1998, p.23.

Les relations conflictuelles entre les Beti et les Soudanais musulmans constituent l'une des causes de la fondation de la station de Yaoundé<sup>12</sup>. En effet, la raison officielle de l'érection de ce poste (le premier créé dans l'hinterland) réside dans la nécessité de lutter contre le

<sup>12</sup> Entamée en 1889 sous le capitaine Kund et le lieutenant Tappenbeck, la station fut achevée en 1909 sous le lieutenant Hans Dominik. Ce poste militaire constituait un solide ouvrage de la puissance allemande dans un territoire encore agité. C'est de cette place forte que partirent les expéditions qui devaient soumettre le reste du protectorat (pays bakoko, pays bënë, pays bafia, pays maka, Tibati, Ngaoundéré et Maroua). Il faut également signaler que c'est Essono Ella, qui concéda le terrain sur lequel fut bâtie la station.



commerce des esclaves. Curt Von Morgen fait une précieuse description de la fonction de cette place fortifiée en ces termes :

Le poste de Yaoundé offre justement une protection sûre contre la poussée des Soudanais voleurs d'esclaves, et ceci non seulement pour les *Yaunde*, mais aussi pour toutes les tribus païennes limitrophes. Nguila, tout comme son voisin de l'Est Mango, aurait déjà certainement poussé ces incursions au-delà de la Sanaga, s'il n'avait été tenu en respect par l'installation des blancs. Rien ne pourra arrêter ces chasseurs d'esclaves plus efficacement que l'établissement des postes, si petits soient-ils<sup>13</sup>.

Cette intense activité économique draina des opportunistes de toute sorte, motivés par la perspective d'engranger d'énormes bénéfices, de décupler leur chiffre d'affaire, en se rapprochant des sources d'approvisionnement.

Les formules précédentes peuvent cependant être considérées comme des euphémismes, dans la mesure où elles évoquent simplement le caractère belliqueux des Soudanais venant du Nord, sans apporter davantage d'éclairage sur le sort réservé aux vaincus. Ces derniers étaient réduits en esclavage, leurs biens pillés, les maisons incendiées et les cultures saccagées<sup>14</sup>. Les esclaves connaissaient des sorts différents. De nombreux razzieurs provenaient des sociétés organisées, assujetties aux lamidats du Nord-Cameroun, eux-mêmes rattachés à Yola (capitale de la province d'Adama) et Sokoto (capitale impériale). La chaîne d'allégeance existant entre ces institutions, voulait que les entités politiques secondaires, paient un impôt de suzeraineté aux Etats les plus importants<sup>15</sup>. A titre illustratif, Ngila avait pour suzerain Tibati, envers lequel il devait payer un tribut annuel comprenant divers biens parmi lesquels des esclaves<sup>16</sup>. Dans cette même lancée, le lamidat de Ngaoundéré devait s'acquitter d'un tribut annuel de mille hommes au souverain de Yola et ce, jusqu'au terme du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Par voie de conséquence, les Beti raziés eurent pour point de chute les confins de la zone soudano-sahélienne. Ce point de vue est celui d'André Franqueville qui affirmait : "*Raziés jusqu'au Sud de la Sanaga, ceux-ci étaient ensuite emmenés vers Yola, vendus dans l'empire de Sokoto et contribuaient à l'enrichissement des commerçants haoussa*"<sup>18</sup>. L'identification de Yola et Sokoto comme centres névralgiques vers lesquels convergeaient les caravanes d'esclaves venant du Sud est corroboré par Ahmadou Séhou qui poursuit : "*A tous égards, Yola et Sokoto ont constitué au XIX<sup>e</sup> siècle des lieux par excellence des destinations des esclaves, servant ainsi d'exutoires*

<sup>13</sup> Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun*, 1982, p.98.

<sup>14</sup> Ibid, p.106.

<sup>15</sup> Ce tribut s'apparentait à une obligation, exigible si nécessaire par l'usage de la force.

<sup>16</sup> E. Eloundou, "Contribution des populations", 1994, p.137.

<sup>17</sup> Ahmadou Séhou, "La traite des esclaves dans le lamidat de Ngaoundéré (Cameroun), du XIX<sup>e</sup> aux XX<sup>e</sup> siècles", in *Héritage des Tropiques, vol.1 N°1*, UYI-ENS, 1997, p.90.

<sup>18</sup> A. Franqueville, *Le paysage urbain de Yaoundé : Etudes géographiques sur les villes du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM, 1970, p.09.

*majeurs à la production locale qui, en s'intensifiant, s'orientait de plus en plus vers le Sud-Est, dans l'actuelle RCA*<sup>19</sup>. Dès lors, on peut logiquement supposer que les Pahouins réduits à la condition d'esclave, connurent des fins diverses. Certains furent destinés à l'usage domestique, d'autres par contre contribuèrent à grossir les contingents des impôts de suzeraineté. S'il est impossible d'estimer le nombre de victimes beti qui furent touchés par ce commerce, il est indéniable qu'ils ont alimenté les réseaux marchands tant locaux que ceux d'Afrique du Nord.

Le précédent développement est révélateur d'un certain nombre de faits. Tout d'abord, on note que la zone d'étude (tout comme de nombreuses autres localités situées au Sud de l'Adamaoua) a constitué par le passé un vivier intarissable d'esclaves pour les razzieurs soudanais. La densité de peuplement que connaissait cette aire géographique, justifiait le choix porté sur cette dernière comme terrain de chasse. L'intérêt que les Soudanais portèrent à cette activité et les risques qu'ils encoururent, témoignent à suffisance de son caractère hautement lucratif. Il apparaît également que les incursions répétées des rabatteurs esclavagistes musulmans, constituaient une grave menace pour la survie de nombreux groupes humains, voués à l'asservissement. En dernière analyse, il apparaît que l'unique alternative à la poussée esclavagiste soudanaise, la seule force susceptible de stopper leur velléité expansionniste, était la création d'un poste militaire fortifié, capable de leur opposer une force militaire supérieure à la leur. Ainsi, le poste militaire de Yaoundé vint stopper les razzias des esclavagistes soudanais.

## **2- L'implantation de la première communauté musulmane chez les Beti du Centre : essai de datation**

Déterminer avec exactitude l'année à laquelle la première communauté musulmane s'est établie dans la zone d'étude est une tâche ardue. Les différents travaux ayant traité de l'implantation des groupes humains à Yaoundé se sont proposés (chacun à sa manière) de solutionner cette inconnue, sans trop de succès. A cet effet, on note une absence de constante, tant au niveau des dates avancées que du contexte ayant favorisé cet établissement. Dans le cadre de cette investigation, nous nous proposons d'apporter une réponse à ce sujet. Pour atteindre cet objectif, nous procédons à une analyse critique de toute la littérature existante sur cette question et davantage, nous convoquons la diachronie et la synchronie afin de démêler l'écheveau.

---

<sup>19</sup> Ahmadou Séhou, "La traite des esclaves", 1997, p.88.

De nombreuses études portant sur l'implantation des communautés humaines dans la capitale politique du Cameroun, ont fourni des données intéressantes sur la fixation des premiers musulmans chez les Beti du Centre. Dans ces différents travaux, plusieurs périodes furent émises pour ce qui est de la fixation des Soudanais. Les propositions avancées s'étant avérées quelque peu aléatoires, car variant d'une investigation à une autre, il s'avère nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des différentes sources qui existent sur ce sujet, en tenant davantage compte du contexte économique et social qui prévalait. Deux types de sources s'avèrent essentielles dans l'appréhension du processus de fixation des Soudanais musulmans à Yaoundé. Le premier groupe englobe les travaux issus des sources orales. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer les investigations de Jean Louis Mengueme et de Sébastien Emboussi. Ces travaux défendent la thèse selon laquelle, la fixation des Soudanais en pays beti est antérieure à la présence allemande au Cameroun. La seconde catégorie quant à elle concerne les travaux issus des sources écrites. Nous pouvons à ce niveau citer Colette Medou et André Franqueville. Ce groupe pour sa part affirme que l'établissement des populations venues de la partie septentrionale du pays et ayant en commun l'islam comme religion, a été suscité par le colon germanique.

La première version est principalement défendue par Jean Louis Mengueme. Ce dernier soutient que le premier soudanais s'est implanté à Yaoundé au début de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>. Il s'agirait de Bouba Namanou, provenant de Ndoumba (en pays babouté). Sa capacité à tuer l'éléphant le lia d'amitié avec le patriarche du clan Mvog-Ada à savoir Fouda Ella, qui le logea dans sa sphère d'influence, sur le site qui correspond aujourd'hui à Ngoussou en 1860. La viande d'éléphant étant illicite pour le musulman car difficile à égorger<sup>21</sup>, Bouba Namanou ne s'intéressait qu'aux défenses de cette mastodonte, restituant la totalité de la chair à sa famille d'accueil, friande de cet animal. Après avoir collecté suffisamment de dents d'éléphants, ce chasseur intrépide se rendait à Ndoumba pour la vente. Sa réussite dans la localité suscita la venue d'autres vagues marchandes, qui proposaient aux populations locales un éventail de produits et obtenaient en retour de l'ivoire et des esclaves qu'elles allaient à nouveau écouler à Ndoumba. Au fil du temps et bien après la disparition de Fouda Ella, l'amitié des Haoussa avec les natifs alla grandissante, à telle enseigne que certains notables ewondo à

---

<sup>20</sup> J.L. Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.36.

<sup>21</sup> L'autre raison pour laquelle la chair d'éléphant est interdite, se situe dans le fait qu'elle est considérée comme l'association de la viande de tous les animaux (autorisés et non autorisés). Certains *hadiths* interdisent également la consommation des animaux féroces comme le lion.

l'instar de Martin Abega les assimilèrent aux "Mvog-Ada Haoussa"<sup>22</sup>. Dès 1870, la population soudanaise augmenta considérablement et atteignit l'effectif d'environ 400 personnes dans la future station de Yaoundé. Cette situation aurait amené les Allemands en 1884 à instituer la première chefferie haoussa de cette localité<sup>23</sup>.

Le développement de Jean Louis Mengueme, soumis à la rigueur de la critique, révèle de nombreuses limites. Dans la description des relations qui est faite entre Bouba Namanou et le patriarche Fouda Ella, on y perçoit une atmosphère libertaire, semblable à celle du contexte postindépendance, où les citoyens sont égaux en droits et en devoirs mais aussi, dans lequel les membres d'une même nation jouissent de nombreuses libertés, à l'instar de celle de circuler librement ou encore, de s'établir là où bon leur semble. Or, ce climat social est de loin contraire au contexte précolonial, caractérisé par des liens de subordination entre des personnes au statut social différent, par des guerres permanentes entre les tribus et par une insécurité généralisée. Sur le plan interpersonnel, la relation qui aurait dû exister entre Fouda Ella et Bouba Namanou était celle de la dépendance, qui voulait que le second se mette sous la protection du premier moyennant une offre de service. Concernant le volet sécuritaire, on note que la liberté de circulation était réduite aux tribus apparentées faute de quoi, on courait à la ruine et même à la mort<sup>24</sup>. Jusqu'en 1899, alors que l'influence allemande se faisait déjà ressentir, tous les marchands qui voulurent traverser le pays batschenga pour se rendre plus au Sud furent systématiquement attaqués et dépouillés<sup>25</sup>. D'autres encore connurent un sort plus tragique et furent réduits en esclavage à défaut d'être tués<sup>26</sup>. Au Nord-Ouest de la zone d'étude, l'hostilité des Bakoko à l'endroit des étrangers entravait le commerce. Les Mvog-Bellô (communauté installée à la périphérie septentrionale de Yaoundé) manifestaient intransigeance et brutalité contre les autres groupes qui tentaient de franchir leur zone d'influence, allant jusqu'à assassiner les plus téméraires<sup>27</sup>. Deux fois de suite, ils tentèrent de prendre d'assaut le poste militaire. De leur côté, les Bënë inquiétaient sérieusement la station par de nombreuses irruptions de brigandage<sup>28</sup>. Guerres permanentes entre tribus voisines, embuscades, raids, actes

---

<sup>22</sup> J.L. Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.35.

<sup>23</sup> Ibid, p.56.

<sup>24</sup> Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun*, 1982, pp.97, 98, 110.

<sup>25</sup> D. Ahanda, "Conquête coloniale et résistances armées dans le Sud-Cameroun (1884-1916)", Mémoire de DIPLEG en Histoire, ENS, U.Y, 1987, p.80. Dominique Ahanda révèle à cet effet qu'en juillet 1899, deux haoussa venant de Ngouté furent dévalisés par les Batschenga. Un acte qui constitue l'une des causes à l'origine de la campagne de soumission des Batschenga conduite en 1899 par Hans Dominik en personne, assisté par Martin Paul Samba.

<sup>26</sup> J.L. Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p. 30.

<sup>27</sup> D. Ahanda, "Conquête coloniale", 1987, p.75.

<sup>28</sup> Ibid.

de pillages étaient de mise et ce, jusqu'au début de l'ère coloniale<sup>29</sup>. Les peuples militairement puissants assujettissaient les plus faibles et poussaient les rescapés sur le chemin de l'exil, ce qui constituait un flottement déstabilisateur qui compromettait l'évolution politique et socio-économique de ces groupes. Le précédent développement suscite des interrogations. Lorsqu'on connaît la valeur marchande de l'esclave et les avantages sociaux qui découlaient du fait d'en posséder, comment cet homme seul (Bouba Namanou) et par conséquent vulnérable, a-t-il pu partir de Ndoumba-Haoussa pour Yaoundé, soit plus d'une centaine de kilomètres, traversant la mosaïque de clans et tribus souvent belliqueux sans être tué ou capturé comme esclave ? La prise en compte de la synchronie révèle que s'établir sereinement à Yaoundé durant la période précoloniale et tout au début de la colonisation n'était pas une évidence. En effet, le climat d'insécurité généralisée ne garantissait aucunement une existence stable. Cette situation est confirmée par Zenker qui note que l'emplacement des villages n'était pas fixe, les populations déménageant à tout propos<sup>30</sup>. Même les symboles de la domination européenne n'échappèrent guère au caractère belliciste des indigènes. On note ainsi des attaques réitérées contre la station de Yaoundé, les assassinats des soldats de la force coloniale (qu'ils fussent Européens ou Africains), des pillages et incendies des commerces européens<sup>31</sup>. Au début de son administration comme chef de poste de Yaoundé, Zenker fut attaqué et blessé à la cheville, suite à des démêlés avec les Baaba<sup>32</sup>. Ces illustrations qui sont loin d'être exhaustives, démontrent à suffisance de la précarité de la paix sociale qui régnait. En admettant que les peuples natifs vivaient déjà cette instabilité, qu'en aurait-il été d'une communauté venue d'ailleurs, fragilisée par le statut d'étranger et possédant de nombreux biens enviés des populations préétablies ? Il faut à ce niveau rappeler qu'avant l'avènement de l'occident impérialiste, le champ d'action des marchands et bergers musulmans se réduisait aux localités dans lesquelles la paix islamique régnait déjà. Les premiers missionnaires de l'islam qui jetèrent l'ancre en pays beti migrèrent de Wakari Takum (Nigéria) et transitèrent par Banyo pour fonder un regroupement important dans le Mbam<sup>33</sup>. Si le déplacement du septentrion vers le Sud fut dicté par la volonté de glaner d'énormes bénéfices de leurs activités commerciales, ce mouvement ainsi que la conduite de

---

<sup>29</sup> Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun*, 1982, pp.110-111.

<sup>30</sup> Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé d'après Zenker", in *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, Yaoundé, 1970, p.21.

<sup>31</sup> Il faut préciser à ce niveau que les attaques perpétrées par les nationaux traduisaient leur volonté de conserver leur souveraineté ou encore, des représailles contre les brutalités, exactions et humiliations dont ils étaient victimes de la part des Allemands.

<sup>32</sup> Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé", 1970, p.10.

<sup>33</sup> Souley Mane, "Islam et société", 2006, p. 44.

ces opérations étaient tributaires à la relative paix islamique<sup>34</sup>. C'est ce facteur qui a amené ces spécialistes des activités cinétiques à migrer de leur pays originel vers la partie méridionale du Cameroun<sup>35</sup>. En assurant la sécurité des routes, en garantissant la libre circulation des personnes et des biens, en diffusant le respect absolu de toute vie, les administrations occidentales permirent aux marchands et bergers soudanais de poursuivre en toute quiétude leur infiltration, leur dissémination à travers l'immense étendue des territoires jusque-là inexplorés par eux et ce, sans craindre les exactions des peuplades dont ils foulèrent les territoires. Une observation attentive des périodes d'établissement des différentes communautés musulmanes au Sud de l'Adamaoua indique que la quasi-totalité s'est implantée entre la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et tout au long du XX<sup>e</sup> siècle c'est-à-dire, au moment où la paix coloniale régnait déjà. Ainsi, l'établissement des Soudanais au Sud de l'Adamaoua fut conditionné par l'imposition soit de la *pax islamica*, soit de la *pax europea*.

L'approche utilitaire, accolée à Bouba Namanou peut également être remise en cause. Dire que les Beti ne s'intéressaient guère aux défenses d'éléphants est une erreur. Ce bien était connu et même très recherché. Théodore Zenker à ce propos affirme : "*En temps de paix, la vie des chefs de famille est très agréable. Ils vaquent à leurs affaires, surtout au commerce de l'ivoire, à l'occasion duquel, avec des femmes et leur suite, ils demeurent quelques temps les hôtes des vendeurs qu'ils vont trouver*"<sup>36</sup>. La même source indique qu'on plaçait sa femme entre d'autres mains comme gage pour l'ivoire, dont le commerce donnait souvent lieu à des disputes et guerres tribales<sup>37</sup>. Il est donc difficile d'admettre que le chef ewondo (Esono Ella) ait laissé ce bien précieux entre les mains d'un étranger à sa merci. Abondant dans ce sens, André Franqueville affirme qu'en 1895, les populations natives de la station de Yaoundé se livraient au trafic de l'ivoire<sup>38</sup>. En plus, en validant l'assertion selon laquelle Bouba Namanou fut un expert de la chasse à l'éléphant<sup>39</sup>, comment réussissait-il à stocker sa marchandise et à acheminer les défenses pour Ndoumba sans être inquiété ?<sup>40</sup>

Une autre donnée fournie par Jean Louis Mengueme attire notre attention. En effet, ce chercheur affirme que la première chefferie haoussa fut instituée en 1884, du fait de l'importance numérique de cette communauté estimée en ce temps à environ quatre cents (400)

<sup>34</sup> Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun*, 1982, pp. 146-147.

<sup>35</sup> J.L. Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p. 28.

<sup>36</sup> Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé", 1970, p.59.

<sup>37</sup> Ce commentaire est une synthèse de lecture issue de "Yaoundé d'après Zenker", aux pages 67, 101 et 103.

<sup>38</sup> A. Franqueville, *Yaoundé. Construire une capitale*, Paris, ORSTOM, 1984, p.08.

<sup>39</sup> Il faut reconnaître avec Zenker que la société ewondo avait en son sein des chasseurs professionnels, très compétents (Yaoundé d'après Zenker, 1970, p.28).

<sup>40</sup> Il faut préciser que les coutumes locales de l'époque autorisaient la razzia des biens d'un étranger. Cette tradition différait du vol, qui lui était sévèrement réprimé (Yaoundé d'après Zenker, 1970, p.26).

personnes<sup>41</sup>. Cette information semble également invraisemblable. Durant la période précoloniale et au début du protectorat, le pays beti ne possédait pas de villages groupés. En réalité, il s'agissait des hameaux, car constitués des membres d'une même famille<sup>42</sup>. L'effectif de ces entités territoriales oscillait entre 75 et 80 personnes d'après Zenker. En tenant compte de l'amplification épique, ces unités auraient regroupé environ 180 personnes<sup>43</sup>. Ces faits indubitables suscitent un certain nombre de questions. Valider la proposition de Jean Louis Mengueme, revient à admettre que les Haoussa représentaient l'effectif de quatre hameaux dans la logique de Zenker et de deux hameaux selon l'amplification épique. Avec une telle occupation du sol et une présence aussi significative, comment se peut-il que les sources écrites n'aient aucunement évoquées la présence des Soudanais musulmans ? Cette situation relève du surréalisme. En 1889, la population de Yaoundé était estimée à 2300 habitants<sup>44</sup>. En admettant que les Soudanais musulmans représentaient déjà plus de 400 habitants soit près de 6% de la population totale du futur premier périmètre urbain, ils auraient été mentionnés dans un rapport officiel. Or, comme précédemment relevé, aucune source écrite de quelque nature que ce soit, ne fait allusion à cet élément<sup>45</sup>.

**Photo N°1 : Le poste de Yaoundé en 1895.**



**Source:** Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé d'après Zenker", 1970, p.9.

<sup>41</sup> J.L Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.36.

<sup>42</sup> Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé", 1970, pp.17-20.

<sup>43</sup> Ibid, p.22.

<sup>44</sup> Ibid, pp.17-20.

<sup>45</sup> Il faut à ce niveau préciser que la première chefferie indigène chez les Beti du Centre fut instituée en 1914. En effet, en vue de rechercher les méthodes efficaces d'une exploitation scientifique du pays, l'administration coloniale allemande représentée par le Gouverneur Ebermeier, éleva Charles Atangana Ntsama le 25 mars 1914 au rang de chef supérieur des Ewondo et des Bënë. Dans les faits, son autorité s'étendait à de nombreuses communautés beti à l'instar des Tsinga, Mbida-Mbani, Etenga et Eton. Situation qui conféra à Charles Atangana le titre de *Meyong Meyeme* (celui qui est connu de tous).

Comme on peut l'entrevoir sur cette image, la présence occidentale effleure à peine le paysage. Subséquemment, toute implantation étrangère importante aurait été décelée par les premiers administrateurs occidentaux du poste de Yaoundé. Dans la description humaine de la station de Yaoundé de 1889, Georg Zenker note la présence de nombreux clans ewondo, quelques colons allemands et soixante (60) soldats dits de Monrovia<sup>46</sup>. Les premiers commerçants indigènes venus d'ailleurs sont les Ngumba. Ils commencent à fréquenter la station en 1891<sup>47</sup>. Un mouvement pendulaire rendu possible par le fait que l'axe Yaoundé-Kribi en ce temps connaissait une relative sécurisation, tributaire à son utilisation régulière par les troupes coloniales.

Abondant dans le même sens que Jean Louis Mengueme, Sébastien Emboussi soutient que les Haoussa se trouvaient déjà à Yaoundé avant l'arrivée des Allemands. Il reconnaît toutefois qu'il est difficile voire impossible de déterminer avec exactitude la date à laquelle les premiers éléments soudanais foulèrent le sol de la future capitale politique du Cameroun<sup>48</sup>. Il faut constater pour le regretter que l'assertion émise par Sébastien Emboussi n'est soutenue par aucun argument. Ce chercheur se contente simplement de restituer les propos des doyens haoussa (qu'il sollicite comme informateurs), sans leur opposer une quelconque critique<sup>49</sup>. Les mêmes remarques faites à Jean Louis Mengueme conservent toute leur pertinence. Tout d'abord, l'établissement des Soudanais au Sud de l'Adamaoua fut conditionné par l'imposition soit de la *pax islamica*, soit de la *pax europea*. Or, tel n'était pas encore le cas dans la zone d'étude avant l'arrivée des Allemands. De surcroît, aucun rapport réalisé par les premiers administrateurs de la station de Yaoundé ne fait allusion à une quelconque présence soudanaise avant 1890. La version orale ayant présenté de nombreuses disparités liées notamment à la défaillance de la mémoire humaine ainsi qu'à l'éloignement des faits, il est désormais question de l'éprouver à l'aune des données écrites, afin d'établir des constances.

La deuxième catégorie de source porte sur les documents écrits. Ceux-ci concernent principalement deux productions dont celles de Colette Medou et André Franqueville. Ils soutiennent que la fixation des Soudanais est consécutive à la venue du colon germanique.

---

<sup>46</sup> Il s'agissait des Dahoméens et des Togolais employés dans l'armée coloniale.

<sup>47</sup> Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé", 1970, p.25.

<sup>48</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.23.

<sup>49</sup> Ibid, p.32.



Dans son étude portant sur le peuplement de Yaoundé durant la domination occidentale, Collette Medou (s'appuyant sur divers rapports officiels)<sup>50</sup> présente l'autorité allemande comme instigatrice de l'établissement des Soudanais musulmans dans la cité capitale<sup>51</sup>. Ainsi, en 1896, Hans Dominik fit venir trois haoussa à Yaoundé et les établit au pied de la station. Le rôle assigné à ces commerçants était d'animer l'activité commerciale. Il faut préciser à ce niveau que cette attitude était conforme à la politique de race conduite par l'Allemagne et qui consistait à apprivoiser les commerçants soudanais, dans le but d'orienter les activités commerciales en faveur des firmes allemandes. De surcroît, le procédé d'implantation est identique à celui décrit par de nombreuses autres études portant sur l'établissement des Soudanais au Sud de l'Adamaoua<sup>52</sup>. Cette version semble beaucoup plus crédible que la précédente. La chronologie fournie, le mode d'avènement des Soudanais et la fonction à eux dévolue correspondent au contexte de l'époque.

Dans son ouvrage "*Yaoundé. Construire une capitale*", André Franqueville affirme que les premiers immigrants à se fixer à Yaoundé après les Européens furent les Haoussa. Ces derniers s'y établirent un an seulement après l'arrivée des Allemands et ce, grâce au concours de ces colons auprès desquels ils jouissaient de nombreux préjugés favorables<sup>53</sup>. Un an après les Allemands correspond à 1889. Cette année nous semble improbable. Du 30 novembre 1889 à Juin 1895, Zenker administre le poste de Yaoundé, en tenant davantage compte des intérêts agricoles et commerciaux. C'est fort du temps passé à la tête de cet observatoire (soit près de

---

<sup>50</sup> Parmi les sources citées par Colette Medou, nous retenons : ANY, TA-42-rapport du premier lieutenant Dominik Hans Rel à son raid contre Nguila ; ANY, TA33, expédition Vouté-Adamawa : rapport du capitaine Von Kamptz, 1899 ; ANY, TA640.1895-1902 ; ANY, TA197.1898-1900. Malgré nos demandes répétées, ces documents d'archives sont restés introuvables.

<sup>51</sup> C. Medou, "Yaoundé à l'époque coloniale (1887-1960) : essai de monographie urbaine", Mémoire de DIPES II en Géographie, ENS, UY, 1973, p.62.

<sup>52</sup> L'historiographie de l'islam au Sud de l'Adamaoua révèle que de nombreux foyers musulmans virent le jour grâce au concours de l'administration allemande. Cette dernière implanta le groupe dit haoussa à Douala vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Celui-ci était constitué d'environ 300 personnes (Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.49; Th. Takou, "Islam et société à Douala", 2010, p.46). Dans son étude portant sur l'implantation de l'islam dans la ville d'Ebolowa, Emilienne Chantal Ndo'o Akoulou révèle que cette fixation, intervenue en tout début de la domination allemande, fut consécutive à l'érection de cette localité en subdivision. L'administration allemande fournit le site sur lequel ce groupe se fixa à Ekombité (E.C. Ndo'o Akoulou, "Le rôle de la communauté haoussa dans l'évolution politique, économique et sociale de la ville d'Ebolowa. De 1900 à 1975", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2001, pp. 47-48). La première communauté musulmane à se fixer dans l'actuel Nord-Ouest, s'implanta à Bamenda en 1902, après qu'une station militaire a été érigée à cet endroit. Il s'agissait de porteurs, soldats et commis, recrutés dans le septentrion et travaillant pour le compte de l'administration germanique. Comme tel fut le cas à Yaoundé des années auparavant, ce groupe fut logé à proximité du poste fortifié, à l'abri de la station militaire allemande (Nicodemus Fru Awason, "The Hausa and Fulani in the Bamenda Grassland: 1903-1960", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UYI, 1984, pp.34-35). L'administration germanique est également à l'origine de l'établissement du premier foyer musulman dans le Sud-Ouest (B. Mijang Ndikum, "The evolution of islam in Anglophone Cameroon, 1903-2000", Mémoire de DEA en Histoire, UYI, 2004, pp. 45-47).

<sup>53</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.34.

six ans), qu'il publie en 1895 sa monographie intitulée "*Yaoundé*". Dans la description détaillée du pays et des hommes, aucun groupe d'immigrés nationaux n'est implanté nulle part. De surcroît, les marques distinctives de l'existence des Soudanais musulmans ne sont nullement perceptibles. Aucune présence de bœufs, pas d'élevage du gros bétail, pas de mosquée, absence totale des cases en formes circulaires<sup>54</sup>. La rigueur de l'exactitude et le souci du détail qui caractérisaient cet homme de science réfutent la proposition d'André Franqueville selon laquelle les Soudanais se seraient établis à Yaoundé un an seulement après l'arrivée des Allemands, auquel cas, Zenker aurait fait ne serait-ce qu'allusion. Pareille oblitération n'est donc nullement possible. La station en elle-même présente un visage timoré, entre 17 et 25 constructions, aucune factorerie occidentale<sup>55</sup>, la présence européenne effleure à peine le paysage et la vie est dominée par la monotonie des populations préétablies. La seule mention faite des peuples originaires du Nord porte sur le signalement de leur traversée de la Sanaga, en direction de Yaoundé, à la poursuite de leur activité esclavagiste. Cette menace est l'une des raisons qui valut au botaniste et pacifiste Zenker d'être relevé de sa charge le 04 juin 1895, pour être remplacé par un militaire de carrière (en la personne de Hans Dominik), à même de développer des stratégies permettant de contenir les velléités guerrières de ces peuples venus du septentrion. Dans son ouvrage intitulé "*A travers le Cameroun du Sud au Nord*", Curt Von Morgen consacre le troisième chapitre au pays beti. Le constat qu'il établit corrobore l'absence totale d'une communauté étrangère nationale installée dans cette aire géographique. Une fois de plus, la mention consacrée aux Soudanais porte sur la menace qu'ils font peser sur les Beti à travers la perpétration des razzias et raptis visant à capturer les esclaves<sup>56</sup>.

Quelle conclusion tirer de toutes ces données sur l'établissement des premiers soudanais musulmans chez les Beti du Centre ? Il ne nous appartient pas de trancher cette question. Toutefois, il faut constater que les indications les plus plausibles tendent à confirmer que les premiers éléments de ce groupe se sont fixés dans la zone d'étude sous le protectorat allemand. A cet effet, l'administration germanique joua un rôle déterminant quant à leur avènement et sédentarisation. Une autre constance apparaît, à savoir que cette fixation se réalisa durant le commandement de Hans Dominik<sup>57</sup>. C'est sous ce dernier que Yaoundé devint une station gouvernementale autonome, indépendante de celle de Kribi<sup>58</sup>. C'est également sous son autorité

---

<sup>54</sup> Ces conclusions sont le fruit d'une synthèse de lecture de l'article "*Yaoundé d'après Zenker*", 1970, pp.21-25.

<sup>55</sup> La première succursale européenne s'implanta à Yaoundé en 1895. Il s'agissait de la firme Karl Mass.

<sup>56</sup> Curt Von Morgen, *A travers le Cameroun*, 1982, p.98.

<sup>57</sup> Hans Dominik succéda à Geork Zenker le 14 août 1894 et prit officiellement sa charge le 04 juin 1895.

<sup>58</sup> Le 13 avril 1905, Yaoundé devint chef-lieu de circonscription.

que la station s'étoffait et commença à drainer un afflux de curieux venus de loin<sup>59</sup>. Dès 1895, une firme allemande dénommée Karl-Mass fondait une factorerie à Yaoundé. L'analyse de ces rapports révèle qu'entre 1895 et 1898, le nombre de factoreries a décuplé, passant d'une à une quinzaine<sup>60</sup>. On note l'intensité de l'activité économique. La conclusion que nous tirons à ce niveau est qu'en 1898, année d'intenses transactions commerciales, le premier noyau des Soudanais musulmans était déjà implanté à Yaoundé. En 1895, année de la prise de service de Hans Dominik et d'ouverture de la première factorerie occidentale, les marchands venus du Nord et désignés de façon générique sous le vocable de haoussa, n'y étaient pas encore fixés. Sur la base du précédent développement qui intègre les éléments issus de la diachronie et de la synchronie, la proposition de Colette Medou et reprise par Luc Mebenga Tamba<sup>61</sup> à savoir 1896, nous paraît la plus vraisemblable.

## **II- YAOUNDE : FOYER DE FIXATION DES PREMIERES COMMUNAUTES MUSULMANES**

Le premier site sur lequel s'établirent les Soudanais musulmans chez les Beti du Centre est Yaoundé. Au-delà du débat susmentionné, attribuant ou contestant la paternité de cette implantation à l'administration germanique, cette dernière a joué un rôle indéniable dans la sédentarisation de ce groupe africain dans la zone d'étude. Une situation liée à la considération que les Allemands manifestaient à leur endroit. A la suite du colon allemand, le commandement français soutint également cette communauté indigène. C'est la conjugaison des soutiens germanique et français qui expliquent l'enracinement et l'éclosion de la religion musulmane sous la domination occidentale. Dès lors, il est question de déterminer la manière dont les différentes administrations européennes qui se sont succédées au Cameroun ont contribué à l'épanouissement de l'islam.

### **1- La sollicitude allemande à l'endroit des Soudanais musulmans et leur établissement au pied de la station militaire (1896-1916)**

En 1896, les Haoussa firent leur apparition à Yaoundé<sup>62</sup>. Ce premier groupe était composé de trois éléments. Il s'agissait des premiers soudanais musulmans à s'établir dans la zone d'étude. Recruté par Hans Dominik probablement à Ndoumba-Haoussa en pays vouté

---

<sup>59</sup> Ph. Laburthe-Tolra, "Yaoundé", 1970, p.11.

<sup>60</sup> Les plus en vue étaient John-Holt et Cie, Woermann, R.W. King, Bremer Westafrika Gesellschaft, Randach et Stein, etc.

<sup>61</sup> L. Mebenga Tamba, "Les noms des quartiers de la ville de Yaoundé : esquisse d'une analyse historico-sociologique", Yaoundé, Centre de Recherches et d'Etudes Anthropologiques, 1984, p.7.

<sup>62</sup> C. Medou, "Yaoundé à l'époque coloniale", 1973, p. 62.

dans le Mbam, le rôle qui leur fut assigné était d'animer le commerce au sein de la station. En 1897, un second contingent de Soudanais musulmans s'implanta à *Jaundestadt*. Dans sa thèse portant sur les résistances des populations camerounaises à la pénétration allemande, Eugène Eloundou (exploitant les archives de la période allemande) fournit de précieuses informations qui aident à situer l'arrivée des populations haoussa à Yaoundé. Durant le premier affrontement qui opposa la *schutztruppe* conduite par le major Hans Dominik au souverain vouté Ngila en 1897, confrontation qui se solda par un revers de l'armée coloniale, de nombreux éléments haoussa suivirent Hans Dominik en direction de Yaoundé<sup>63</sup>. C'est à ce titre qu'il affirme :

En quittant le secteur des combats, Hans Dominik fait une escale dans le quartier réservé aux commerçants haoussa, situé quelque peu à l'écart de la ville. Ici, il s'entretient avec le chef de la communauté haoussa et cherche à persuader celui-ci de cesser les transactions avec Ngila, mais de le faire plutôt avec les commerçants de la côte... Visiblement, Hans Dominik réussit dans cette stratégie, étant donné que de nombreux commerçants haoussa chargés d'ivoire suivirent l'officier allemand dans son replis (vers Yaoundé)<sup>64</sup>.

Ainsi, en 1897, un contingent de commerçants haoussa se fixa à Yaoundé, sur l'initiative de Hans Dominik. Toutefois, la proportion exacte de ce second groupe reste indéterminée. L'année d'après c'est-à-dire en 1898, Hans Dominik fit à nouveau venir de Ndoumba-Haoussa, un supplément de deux cent cinquante (250) haoussa, après l'expédition punitive qui vit la défaite de Ngila<sup>65</sup>. Le succès de l'expédition Wuté-Adamaoua<sup>66</sup> et la pacification intégrale du protectorat marquèrent la fin du statut exclusivement militaire de Yaoundé et le plein développement du deuxième rôle de cette station à savoir, celui d'un centre de commerce. Ce dernier statut, associé à celui de ville, provoquèrent le déclenchement d'un mouvement d'immigration qui alla en s'amplifiant. C'est dans ce cadre, que la présence des Soudanais musulmans se fit davantage ressentir dans la zone d'étude. Provenant du Nigéria, du Nord-Cameroun ou une fois de plus du Mbam, ces nouvelles vagues contribuèrent au grossissement de celles déjà établies. Dès 1905, les premiers bamoun musulmans se fixèrent à Yaoundé<sup>67</sup>. Il est dès lors question de s'interroger sur l'inclinaison du colon germanique en faveur de ce groupe indigène.

Au début de leur administration du Cameroun, les colons allemands (à l'instar de la majorité des occidentaux de l'époque) propageaient des images péjoratives des colonisés

---

<sup>63</sup> E. Eloundou, "Contribution des populations", 1994, p.142.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> C. Medou, "Yaoundé à l'époque coloniale", 1973, p.62.

<sup>66</sup> Cette expédition avait pour objectifs : soumettre les populations rebelles, briser la volonté des souverains récalcitrants, ouvrir la région au commerce et à l'exploitation économique (ANY, TA 197, 1898-1900, pp. 1-4).

<sup>67</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.23.

africains. Une conception hautement raciste et méprisante, qui prenait son fondement sur la hiérarchie supposée des peuples et des hommes. Dans cette conception globalement négative des communautés indigènes, quelques-unes bénéficiaient toutefois d'une relative considération. Tel était le cas des Foulbé. Au sujet de ce groupe, Siegfried Passarge écrivait :

... le fulla est beaucoup plus sérieux et plus calme, moins bavard et insouciant que le nègre. Sans doute, il dispose de plus de rigueur envers soi-même, de plus d'énergie, d'orgueil et de sentiment de l'honneur. Je le crois capable d'une haine profonde, non pas pour cinq minutes comme le nègre qui se laisse amadouer dès que son ennemi mortel lui met dans la bouche un peu de tabac à chiquer. D'autre part, je crois que le fulla peut être plus rusé. Il a un caractère plus grand, mais au moment donné il peut être le fripon le plus redoutable, de toute façon l'ennemi le plus dangereux. Il est remarquable que lui seul peut devenir un fanatique religieux, à l'opposé du nègre qui ne l'est jamais. Mais, dans ses relations, il est plus agréable, plus réservé, moins mendiant, bref d'une disposition d'esprit plus noble, plus décente, particulièrement face aux blancs... il possède un certain nombre d'attributs, hérités des peuples du désert, qui leur confèrent une supériorité indubitable sur les nègres de la côte. Ils sont plus actifs, plus énergiques, en parti plus belliqueux, plus indépendants qu'eux, mais dans la jovialité anodine, le même goût du mensonge et la même immoralité<sup>68</sup>.

Une vision caricaturale qui doit être relativisée, car empreinte de préjugés et d'ignorance au sujet des qualités humaines que possédaient les nationaux. Elle a tout de même l'intérêt de révéler l'estime, fut elle infime de son auteur à l'endroit des Soudanais musulmans. En effet, durant l'expédition "Uechtritz-Passarge" survenue entre 1893 et 1894 dans l'Adamawa, Passarge dressa une ode aux peuls, exprima son émerveillement pour l'esthétique des Mbororo et marqua son admiration pour les activités tant artisanales que commerçantes des Kanuri et Haoussa. Au sujet de ces derniers, il relevait que leurs circuits de commerce les conduisaient à maîtriser non seulement les échanges, mais aussi des situations politiques. Raison pour laquelle ils furent ses principaux informateurs<sup>69</sup>. Poursuivant dans la perspective de l'appréciation des aptitudes affichées par les Soudanais musulmans, Zintgraff déclarait :

... ces qualités sont dues à la connaissance du monde et l'ouverture au monde de ces gens, habitués à parcourir des centaines ou des milliers de kilomètres, et à l'influence de l'islam. Pour le dire clairement, les nègres de l'Adamaoua, musulmans, sont beaucoup plus agréables dans leurs relations avec les Européens et se trouvent sous beaucoup d'aspects bien au-delà des nègres chrétiens qui soulignent la fraternité dans le Christ et ne veulent plus reconnaître le haut et le bas<sup>70</sup>.

<sup>68</sup> Léonhard Harding, " Le Cameroun par les sources : Le début de la servitude. Le Cameroun sous domination allemande...", Düsseldorf, 07 décembre 2017, disponible sur le lien internet <https://www.academia.edu/35394629>, consulté le 15 juin 2019.

<sup>69</sup> "Passarge Siegfried, 2010, Adamawa. Rapport de l'expédition du comité allemand pour le Cameroun au cours des années 1893-1894", disponible sur le lien <https://journals.openedition.org/africanistes/4217>, consulté le 17 juin 2019.

<sup>70</sup> Léonhard Harding, " Le Cameroun par les sources ", disponible sur le lien internet <https://www.academia.edu/35394629>, consulté le 15 juin 2019.

Ainsi, les Allemands portèrent un intérêt particulier aux Soudanais musulmans, pour les nombreuses prédispositions humaines qu'ils présentaient. Un rapprochement de raison, dicté par le réalisme et le pragmatisme avec pour objectif, d'asseoir leur domination politique mais également, de faciliter l'exploitation économique du territoire. C'est dans ce cadre que s'inscrit le rapprochement entre les deux parties. De nombreuses raisons militèrent en faveur des Soudanais musulmans. Celles-ci transparaissent dans les propos d'André Franqueville, lorsqu'analysant les motifs de leur fixation à Yaoundé sous le protectorat germanique, il déclare :

... Ils (les Haoussa)<sup>71</sup> jouissaient auprès de l'administration allemande d'un préjugé favorable : leur sens du négoce ne pouvait que servir les affaires des maisons de traite. Ils ne démentirent certes pas cet espoir, mais leur habitude des relations avec les zones d'élevage du Nord du pays et leur appartenance à la religion musulmane firent rapidement d'eux les intermédiaires naturels pour le trafic du gros bétail et le commerce de la boucherie<sup>72</sup>.

Il apparaît des précédents propos, que le choix porté sur les marchands haoussa et bergers peuls, obéissait à un but purement pratique. Faisant preuve d'un esprit méthodique et réaliste, les Allemands comptaient se servir de leur sens des affaires, pour orienter le commerce en leur faveur<sup>73</sup>. L'une des stratégies visant la réorganisation des circuits commerciaux, consista à s'allier aux populations indigènes, spécialisées dans le négoce, à même de pénétrer les contrées les plus éloignées pour se livrer aux activités marchandes. Tel était le cas de l'élément haoussa-peul. Abondant dans le sens d'André Franqueville, l'historien Eyongetah affirmait:

---

<sup>71</sup> Semblable à de nombreux observateurs, André Franqueville n'opère aucune distinction entre les Houssa et ceux qui ne l'étaient nullement, employant ainsi ce terme générique, pour désigner l'ensemble des populations soudanaises venant du Nord.

<sup>72</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.34.

<sup>73</sup> Il faut dire qu'au moment où les Allemands entreprirent la conquête et l'exploration du Cameroun, des compagnies commerciales occidentales, de nationalités différentes, se livraient déjà à des transactions mercantiles, particulièrement juteuses avec les populations locales, exploitant des richesses comme le caoutchouc et l'ivoire. A l'Est, une firme belge (la Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo) et une firme hollandaise (la Wihelma), étaient installées en plein territoire camerounais, sur les rives de la Ngoko, où elles se livraient à d'intenses transactions. Du côté du septentrion, se trouvait la "Royal Niger Compagny", fleuron de l'émergence économique britannique et établi depuis 1880 à Yola. Elle aspirait la totalité des transactions commerciales sur le Nord-Nigéria, le Tchad et le Nord-Cameroun. Des firmes françaises et hollandaises, installées en Oubangui-Chari et au Congo, collaboraient avec les Maka et les Njem. Dès-lors, pour éviter les déperditions financières, l'administration germanique mit tout en œuvre pour que les richesses de leur protectorat (*schutz-verbiet*) profitent prioritairement aux hommes d'affaires allemands.

The Germans learnt that there was a rich hinterland of trade being carried on in the north by the Hausas. They sought to divert this trade from flowing northwards and bring in south to the coast, so that they could benefit by it. When, in 1897, the first hausa caravane arrived at the coast via Yaoundé, the governor suggested the building of the railroad between Kribi and Yaoundé. In 1902, a hausa caravan, with ivory, arrived from Banyo to Victoria after forty-two days travelling. It was in Yaounde that Germans eventually tapped this rich trade and this led them into hostility with hausa<sup>74</sup>.

Ainsi, les Allemands exploitèrent les capacités intrinsèques des musulmans, pour orienter le commerce en faveur de leurs firmes commerciales. Quelques détails sur le rôle précis que jouèrent les commerçants soudanais nous sont fournis par Hamadou Adama quand il déclare:

...Les Allemands tentent dès les débuts (ca 1890) et ce durant toute la période de leur administration coloniale, de canaliser le commerce haoussa du Nord vers le Sud du Cameroun particulièrement vers Yaoundé et Douala. Dans la nouvelle configuration, les Haoussa devaient servir de détaillants-colporteurs aux firmes allemandes pour écouler leurs marchandises. C'est dans cette optique qu'ils favorisent l'implantation des Houssa dans tout le Sud-Cameroun<sup>75</sup>.

Ces spécialistes des activités cinétiques étaient les commis des compagnies commerciales occidentales, chargés de sonder les profondeurs de la luxuriante forêt, dans la prospection de nouveaux débouchés<sup>76</sup>. En 1911, la station accueillait les hangars d'une quinzaine de factoreries européennes, anglaises, mais surtout allemandes. Les plus en vue étant John-Holt et Cie, Woermann, R.W. King, Bremer Westafrika Gesellschaft, Randach et Stein, etc<sup>77</sup>. Interlocuteurs privilégiés des Allemands, les commerçants haoussa étaient les seuls indigènes à avoir accès aux magasins des compagnies commerciales suscitées. De par cette position, ils jouèrent le rôle de négociants ou de sous-traitants auprès des autres populations locales. Se joignant aux firmes européennes pour exercer leur commerce, les Haoussa animèrent un petit marché au pied de la station entre 1896 et 1916<sup>78</sup>. La paix germanique ayant déjà été imposée, les colporteurs soudanais sillonnaient en toute quiétude les hameaux environnants, proposant des articles manufacturés mais également locaux, dont ils étaient les fabricants et

<sup>74</sup> T. Eyongetah et R. Brain, *A history of the Cameroon*, London, Longman, 1974, p.40.

<sup>75</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.49.

<sup>76</sup> Vu le poids politique que les firmes allemandes jouèrent dans l'entreprise coloniale à travers les nombreux financements qu'elles effectuèrent en faveur des missions d'exploration et des campagnes militaires, il était de bon ton qu'elles exigent les retombées de leur activisme. A ce sujet, certaines thèses à l'instar de celles développées par Henri Shee, affirmaient que c'est le commerce qui était à l'origine de la fondation des colonies par l'Allemagne (E. Mveng, *Histoire du Cameroun. Tome I*, Yaoundé, CEPER, 1984, p.73).

<sup>77</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.33.

<sup>78</sup> Cet emplacement correspond au lieu où sont situées les Archives Nationales de Yaoundé. Leur abattoir se situait en contre-bas, à l'endroit qui abrite l'actuel maison du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais. Ils abandonnèrent ce site en 1916, après le départ des Allemands.

achetaient en retour les produits exotiques recherchés par les firmes occidentales<sup>79</sup>. S'éloignant parfois à six ou huit jours de marche de la station, leur caractère intrépide leur permit d'atteindre des localités comme Mfou, Mbalmayo, Esse, Obala, etc<sup>80</sup>. Les formules d'Hamadou Adama et d'André Franqueville suscitées sont également révélatrices du rôle prépondérant joué par le commandement germanique dans la fixation des Soudanais musulmans à travers le Sud géographique. Pour mieux les contrôler, les administrateurs coloniaux impériaux les embauchèrent et les établirent à proximité des postes fortifiés, qu'étaient les stations militaires. C'est dans ce cadre que le groupe dit haoussa fut implanté sur le site du poste de Yaoundé, à l'abri de la station<sup>81</sup>.

Les Soudanais venus du Nord, semblent également avoir bénéficié d'un autre atout à savoir, leur appartenance à la religion musulmane. Le fait que l'islam ait joué en faveur de l'élément haoussa-peul n'est guère explicité. En l'absence d'éléments probants, le champ libre est laissé à la supputation. Les travaux historiques disponibles fournissent quelques bribes d'informations sur l'inclinaison de l'administration allemande en faveur de la religion musulmane. Dans cette perspective, l'islam fut perçu comme un facteur d'unité et d'ordre mieux encore, comme une civilisation brillante, préférée aux religions africaines. Les musulmans quant à eux furent assimilés à des sujets loyaux et exemplaires<sup>82</sup> ou encore, à une race supérieure, comparativement aux populations de croyances paléonigritiques<sup>83</sup>. Leur sens de la discipline, de la soumission et d'obéissance à l'autorité de Dieu mais aussi à l'endroit de toute autorité temporelle était particulièrement apprécié des colons<sup>84</sup>. C'est à ce titre qu'ils

---

<sup>79</sup> Les colporteurs haoussa, au retour de leurs expéditions, ramenaient souvent des produits tels-que l'ivoire, le palmiste ou encore le caoutchouc (A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.08). Les travaux sur l'islam à Mbalmayo révélaient également ce rapprochement entre les maisons de commerce occidentales notamment grecques et les marchands haoussa. Ces derniers, se ravitaillant auprès des premières, sillonnaient ensuite les campagnes avoisinantes dans lesquelles les articles manufacturés étaient vendus, moyennant une marge bénéficiaire. De retour à Mbalmayo, les Soudanais s'arrangeaient à ramener du cacao qu'ils livraient aux succursales européennes. Ces dernières procédaient au groupage dudit cacao et à son acheminement vers Douala (S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, p.47).

<sup>80</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.08.

<sup>81</sup> Ce choix s'expliquerait par la volonté des colons d'éviter à ces nouveaux venus d'éventuelles attaques de représailles, pour des motifs de revanche contre les activités esclavagistes perpétrées par leurs congénères des années auparavant.

<sup>82</sup> Mohammadou Bachirou, "Islam, administration coloniale et christianisme dans la région de Maroua de 1914-1946, Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 1987, p.46.

<sup>83</sup> J. C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p.85.

<sup>84</sup> R. Nkili, " Le pouvoir administratif et politique dans la région Nord du Cameroun sous la période française (1919-1960)", Thèse de Doctorat d'Etat en Histoire, Aix en Provence, octobre 1985, pp. 345-346.



furent recrutés dans l'armée et la police coloniale<sup>85</sup>. Il faut à ce niveau signaler que pour sécuriser la région de Yaoundé et mener à bien l'entreprise de pacification de leur protectorat, les Allemands avaient besoin de soldats indigènes, afin de remplacer les troupes dahoméennes devenues frondeuses<sup>86</sup>. En 1891, Harry Rudin signalait la présence dans la *polizeitruppe* d'éléments haoussa, qui avaient été recrutés sur place<sup>87</sup>. Les membres de ce groupe indigène étaient également présents dans les troupes conduites par Hans Dominik, chargées de la pacification de l'intérieur du pays. Dans l'expédition punitive de 1898, qui se tint à Wataré et qui avait pour but de mettre un terme aux velléités expansionnistes de Ngila, se trouvait une centaine de combattants beti et une quinzaine d'éléments haoussa<sup>88</sup>. Cette armée coloniale composée de soldats européens et africains assura la soumission de toutes les résistances anticoloniales. Si nous manquons d'informations au sujet de la participation des Soudanais musulmans à la Première Guerre Mondiale, on note un soutien appréciable de leur part à la France Libre pendant la Deuxième Guerre Mondiale<sup>89</sup>. Au-delà de leur emploi dans les domaines du commerce et du maintien de l'ordre ; les Allemands, une fois de plus, sollicitèrent les Soudanais musulmans dans l'administration publique. En déficit de cadres coloniaux et soucieux d'étoffer l'appareil administratif, les Allemands se mirent à recruter les indigènes comme interprètes, cheminots, P.T.T, douanes<sup>90</sup>. Combien furent musulmans ? S'il est impossible de répondre à cette question, il est par contre certain que les éléments mahométans de cette administration coloniale contribuèrent à grossir l'effectif des communautés locales où ils furent affectés et subséquemment, à faire connaître leur religion que les populations locales assimilèrent à "Nyebe Haoussa" (la religion des Haoussa).

---

<sup>85</sup>Si les Allemands, au début de leur administration au Cameroun, sollicitèrent les indigènes étrangers (probablement par méfiance pour les nationaux encore insoumis et hostiles), ils changèrent d'attitude une fois les qualités des populations locales reconnues. Il faut toutefois signaler qu'en plus des Soudanais venus du Nord, de nombreux indigènes issus d'autres communautés nationales furent progressivement intégrés dans les différents secteurs d'activité de l'administration coloniale.

<sup>86</sup> Au Cameroun, la *polizeitruppe* (force de police) au départ était composée essentiellement de Togolais et de Dahoméens. Ces derniers étaient des prisonniers, rachetés par les Allemands auprès des chefs dahoméens, qui avaient pour tradition d'exécuter de façon cruelle leurs captifs de guerre, au cours des grandes cérémonies. Pour obtenir leur liberté, les affranchis devaient travailler pendant 05 ans sans solde. En 1893, les policiers dahoméens s'étaient révoltés à Douala. Le Gouverneur par intérim Karl Leist avait fait flageller leurs femmes nues sur des tonneaux, devant le front des troupes. La plupart des tirailleurs rebelles soit une centaine furent pendus. A son retour, Zimmerer renvoya les survivants chez eux avec un pécule et expédia Leist à Berlin, où il fut dégradé et condamné à une peine symbolique.

<sup>87</sup> H.R. Rudin, *Germans in the Cameroons: 1884-1914*, New-Haven, Yale University press, 1938, p.193.

<sup>88</sup> ANY, TA-42. Rapport du premier lieutenant Dominik rel. A son raid contre Nguila, 1898, pp3-4.

<sup>89</sup> Cet aspect est développé aux pages 84-86 de ce chapitre.

<sup>90</sup> A la suite des Allemands, les Français généralisèrent dès 1919 (par une série d'arrêtés) l'entrée des nationaux dans les différents services de l'administration (R. Costedoat, *L'effort français au Cameroun*, Paris, imprimerie Jacques et Demonstrond, 1930, p. 94).

Une fois fixés sur le site de Yaoundé, les Allemands eurent à cœur de développer l'activité agro-pastorale dans l'optique d'assurer leur survie. Bien que la richesse de la faune fût abondante à cet endroit, ils manifestèrent très tôt leur penchant pour la viande de zébu<sup>91</sup>. En effet, dès 1888, ils prirent l'habitude de se ravitailler en bœufs à Wataré (localité du pays vouté), où étaient déjà stationnés des éleveurs haoussa et peuls<sup>92</sup>. En établissant les Soudanais près d'eux, les colons mettaient un terme aux navettes pénibles en direction du pays vouté et par la même occasion, rapprochaient la source de ravitaillement près d'eux. Les premiers bovins sont apparus à Yaoundé en 1901<sup>93</sup>. En 1906, Hans Dominik offrit à la mission de Mvolyé un troupeau de dix vaches<sup>94</sup>. En 1911, le nombre de bœufs et de vaches s'élevait à soixante-dix-huit (78)<sup>95</sup>. Lorsqu'on sait qu'au contraire des Haoussa qui raffolent des activités marchandes, les Foulbé sont reconnus comme les éleveurs de bœufs, on peut raisonnablement entrevoir la présence de ce dernier groupe. Cette situation confirme l'abus qui est opéré quant à l'usage du terme haoussa, employé comme générique par ces sources pour désigner les populations musulmanes venant du septentrion. Cet élevage s'effectuait au Nord de la station, sur le lieu désigné sous le vocable de Nlongkak (pâturage des bœufs).

Pour toutes les raisons sus-évoquées, les Allemands militèrent en faveur de leur venue sur le site de Yaoundé et œuvrèrent à ce qu'ils se fixent près d'eux. C'est ainsi que précédant tous les groupes d'immigrés nationaux et transnationaux (à l'exception des natifs ewondo), les Soudanais musulmans furent les premiers étrangers à se fixer à Yaoundé après les colons allemands. Leur établissement sur ce lieu est antérieure à toutes les communautés pahouines (Eton, Manguissa, Bulu, etc), pourtant culturellement proches des Ewondo<sup>96</sup>. Dans son ouvrage, *Yaoundé. Construire une capitale*, André Franqueville affirme :

Les premiers immigrants à se fixer sur les lieux après les Européens furent les commerçants venus du Nord et appelés de façon très vague haoussa. Un an seulement après l'arrivée des Allemands, ils s'installent légèrement en amont de ceux-ci, puis traversent l'Ekozoa pour s'établir vers l'actuel marché central, dont l'implantation n'a pas été étrangère à leur présence<sup>97</sup>.

La présence des Soudanais musulmans est attestée par les marques qu'ils imprimèrent dans l'espace, à travers la construction d'habitations aux formes particulières. A cet effet, le

---

<sup>91</sup> E. Eloundou, "Contribution des populations", 1994, p. 136.

<sup>92</sup> Ibid.

<sup>93</sup> A. Franqueville, *Le paysage urbain de Yaoundé*, 1970, p.13.

<sup>94</sup> J. Criaud, *Les pallottins. Ils ont planté l'Eglise au Cameroun (1890-1915)*, Yaoundé, Publication du Centenaire, 1989, p.49.

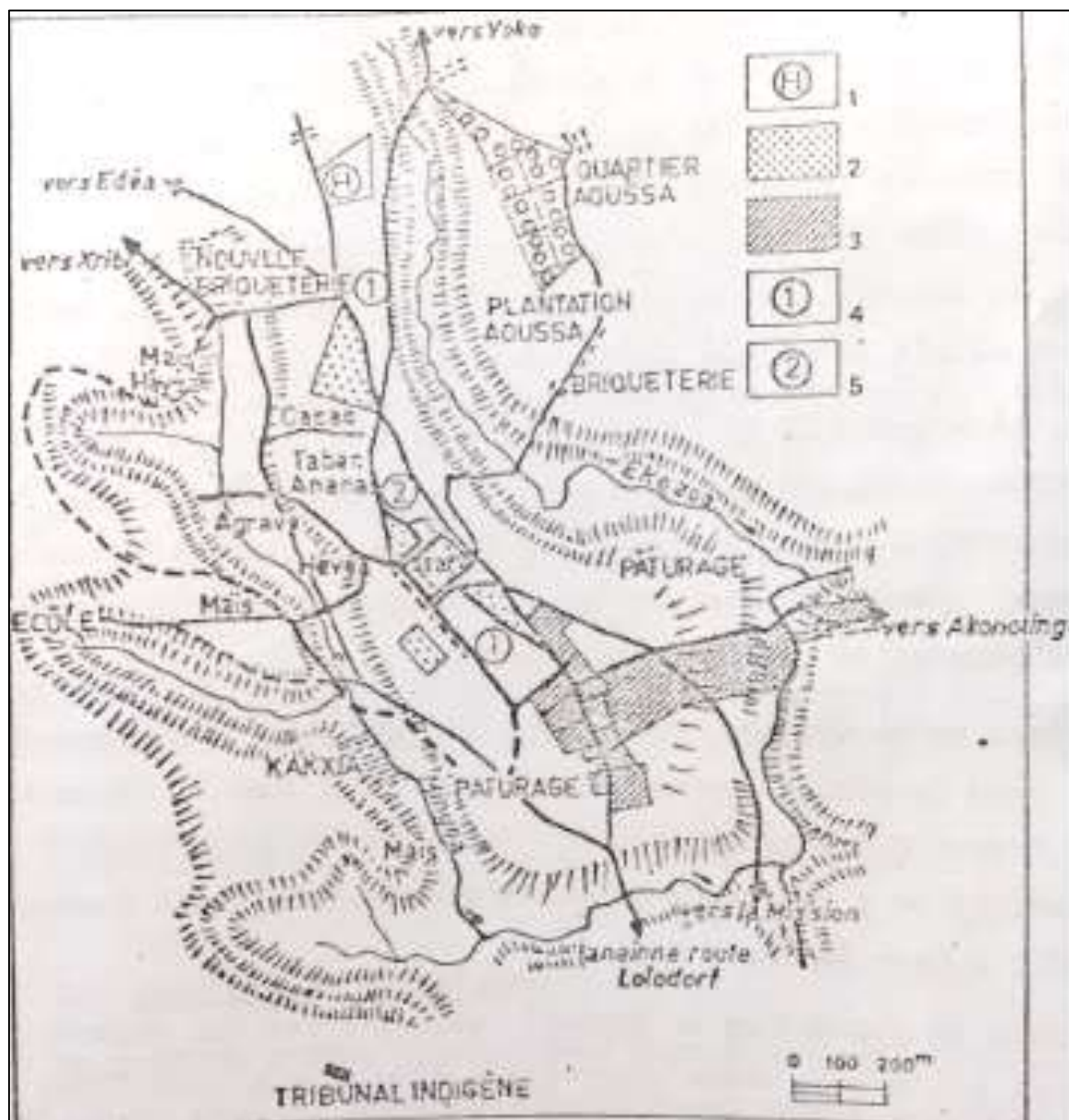
<sup>95</sup> A. Franqueville, *Le paysage urbain de Yaoundé*, 1970, p.13.

<sup>96</sup> Ces autres groupes pahouins se fixèrent à Yaoundé durant la domination française (Anonyme, *Etudes géographiques sur les villes du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM, 1970, p.16).

<sup>97</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.34.

plan de Yaoundé durant le protectorat révèle l'existence d'un village haoussa, abritant une cinquantaine de leurs cases rondes caractéristiques à l'abri de la station<sup>98</sup>. Si l'indice de peuplement par case nous est inconnu, on peut logiquement supposer que leur effectif était significatif, dominé par la gent masculine, plus propice à l'aventure. On note de surcroît la pratique de l'agriculture. Le plan du poste de Yaoundé ci-dessous révèle la présence d'une plantation haoussa à proximité de leur lieu résidentiel.

**Carte N°3 : Plan de la station de Yaoundé et ses environs en 1911.**



- |                         |                                                |
|-------------------------|------------------------------------------------|
| 1. Terrain de l'hôpital | 2. Terrain affecté aux compagnies commerciales |
| 3. Jardin               | 4. Terrain d'exercice                          |
| 5. Logement militaire   |                                                |

**Source** : A. Franqueville, *Yaoundé. Construire une capitale*, 1984, p.25.

<sup>98</sup>A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.34.

Comme il se dégage du précédent développement, les Soudanais musulmans prirent solidement pied à Yaoundé sous le protectorat allemand. Leur lieu de résidence et les sites de leurs différentes activités économiques se situaient à l'intérieur du périmètre urbain. Ainsi, ils évoluaient au pied de la station, protégés par la présence dissuasive de la *schutztruppe*. Qu'elles soient perçues dans l'ordre relatif ou absolu, les aptitudes et qualités humaines des Soudanais musulmans étaient appréciées et recherchées. Ainsi, l'inclinaison du colon pour ce groupe africain tient plus du réalisme, dicté par la volonté de mettre à contribution toutes les ressources disponibles sur le territoire du protectorat y compris humaines, dans l'atteinte des objectifs économiques poursuivis par la colonisation. Cette dimension essentiellement calculée et intéressée fit dire à Souley Mane que l'attitude allemande avait pour but de protéger les intérêts allemands et non forcément ceux des musulmans<sup>99</sup>. Une formule qui suscite des interrogations sur la manière dont le groupe dit haoussa appréhendait cette collaboration. En l'absence de la version de ces derniers, on peut légitimement admettre que la persistance des relations entre les deux parties témoigne de leur intérêt mutuel. En pays beti du Centre-Cameroun, les Allemands semblent n'avoir manifesté aucun intérêt pour l'islam en tant que religion. En effet, ils ne financèrent aucune construction de mosquée, aucun pèlerinage en direction des lieux saints, aucune visite d'un marabout étranger, aucun soutien accordé à une quelconque école coranique. Toutes les règlementations religieuses sous le protectorat ne mentionnèrent jamais l'islam. Entre 1896, année probable d'implantation de la première communauté musulmane en pays beti et 1916, qui correspond au départ des Allemands du Cameroun, aucun rapport ne mentionne l'activité religieuse musulmane dans la zone d'étude. C'est cette négligence qui à notre avis, expliquerait l'occultation de la première mosquée bâtie à Yaoundé. En effet, lorsqu'on connaît le zèle et la ferveur religieuse de cette communauté, il est difficile de concevoir que plusieurs dizaines de croyants, membres des forces de maintien de l'ordre (*polizeitruppe* et *schutztruppe*)<sup>100</sup>, commis pour les maisons de commerce occidentales ou évoluant à leur compte personnel, aient séjourné à Yaoundé pendant plus de deux décennies, sans avoir jamais pratiqué leur culte ou encore, édifier un lieu de prière fut-il en matériaux provisoires<sup>101</sup>. Avec la fin de la Première Guerre Mondiale qui s'acheva au Cameroun en 1916, les Allemands défaits quittèrent le territoire qui fut alors occupé par les forces victorieuses à savoir l'Angleterre et la

<sup>99</sup> Souley Mane, "Islam et société", 2006, p.269.

<sup>100</sup> En 1914, la *polizeitruppe* comptait 1200 africains et la *schutztruppe* 1550 éléments noirs. Appréciés dans les forces de maintien de l'ordre, on peut raisonnablement penser que l'effectif des Soudanais était considérable.

<sup>101</sup> Ce vide historique pourrait s'expliquer par le fait qu'étant une communauté marginale sur le plan numérique, leur dimension religieuse n'intéressa guère le commandement germanique.

France. Ce changement d'administration marqua le début d'une ère nouvelle dans l'histoire des musulmans et de leur religion chez les Beti du Centre.

## **2- Une politique de race française différente de celle de l'Allemagne avec pour effet, les migrations forcées des Soudanais musulmans à travers la ville de Yaoundé et leur établissement à Ekoudou-Briqueterie**

Une fois établie à Yaoundé en janvier 1916<sup>102</sup>, l'administration française se démarqua de la politique indigène menée jusque-là par l'Allemagne à l'endroit des Soudanais musulmans. Elle ne porta aucun intérêt aux prédispositions commerciales de ces derniers comme le fit son prédécesseur et changea d'attitude envers ce groupe africain. Ayant pris leur quartier sur l'ancienne place fortifiée qu'occupaient les Allemands, les Français se sentirent très tôt à l'étroit. Dans leur volonté d'étendre les structures administratives et commerciales, ils suscitérent les migrations forcées des populations indigènes implantées aux alentours de la station. Dès cet instant, le groupe dit haoussa connut de multiples déplacements involontaires que Sébastien Emboussi qualifia de "grand trek"<sup>103</sup>, faisant ainsi allusion aux différents déplacements effectués par les Boers en Afrique Australe au XIX<sup>e</sup> siècle, sous la poussée des Anglais<sup>104</sup>. Ainsi, à partir de 1916, les Soudanais transitèrent par plusieurs sites, pour s'établir définitivement sur le quatrième qui est Ekoudou Briqueterie. Deux types de sources permettent de cerner les désagréments dont furent victimes les populations venues du Nord. Il s'agit des sources orales et des sources écrites.

Pour les premières que rapportent Jean Louis Mengueme et Sébastien Emboussi, les Soudanais sous le mandat français semblent avoir fait l'objet d'une chasse aux sorcières. Présents à Yaoundé avant 1884, ils se seraient d'abord fixés entre Mvog Atangana Mballa, Elig Belibi et Mvolyé. Avec la fondation du poste de Yaoundé en 1889 et l'établissement des factoreries allemandes à cet endroit<sup>105</sup>, les Soudanais musulmans de leur propre initiative s'établirent à proximité des structures commerciales européennes, afin de travailler en étroite

---

<sup>102</sup> L'un des premiers actes de la nouvelle administration fut d'ériger la ville de Yaoundé en chef-lieu de la subdivision du Nyong et Sanaga (mars 1916).

<sup>103</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, pp.32-33.

<sup>104</sup> J. Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, UNESCO/Hatier, 1978, p.208.

<sup>105</sup> Sous la plume d'André Franqueville (*Yaoundé*, 1984, p.33), nous apprenons qu'en 1911, la station abritait une quinzaine de succursales occidentales de nationalité anglaise, mais surtout allemande. Parmi elles, on peut mentionner John Holt et Cie, Woermann, R.W. King, Bremer West Afrika Gesellschaft, Randach et Stein, etc.

collaboration avec celles-ci<sup>106</sup>. Ils évoluèrent à cet endroit jusqu'en 1916, qui correspond au départ des Allemands et à l'avènement des Français. Cette même année, les nouveaux maîtres du pays se sentant à l'étroit, les délogèrent de ce lieu<sup>107</sup>. A la suite de cet acte, ces populations s'éparpillèrent entre la vallée de Mfoundi (Avenue du 20 mai), le marché des femmes (marché des vivres frais), derrière le cinéma Abbia et l'Hippodrome. Il s'agirait à ce niveau de la première migration forcée provoquée par les Français.

En 1934, les populations venues du Nord devaient connaître un autre déguerpissement. Celui-ci était la conjugaison de deux principaux facteurs. Le premier portait sur la promulgation d'une mesure d'hygiène édictée en 1923 et confirmée en 1925. Cette décision rejetait tous les groupes indigènes hors du premier périmètre urbain. Un acte qui traduisait la volonté des colons français de cesser de cohabiter avec des Africains dont on doutait de la salubrité. Il faut préciser que ce trait caractéristique de la politique ethnique française, fut appliqué dans la plupart des centres urbains. Une ségrégation résidentielle à base raciale, avec d'une part la ville blanche (salubre, ordonnée) et de l'autre, la ville indigène (insalubre au plan anarchique). Situation qui n'est pas sans rappeler la célèbre œuvre d'Alexandre Biyidi<sup>108</sup> intitulée "Ville cruelle", avec d'un côté "Tanga Nord", symbolisant l'Occident riche et de l'autre "Tanga Sud", représentant le Sud ou tiers-monde pauvre<sup>109</sup>. Le second facteur trouvait son fondement dans le fait que le site de la vallée du Mfoundi était situé sur le tracé du chemin de fer du centre. C'est en 1927 que le rail atteint Yaoundé et la gare est achevée en 1928. Pour toutes ces raisons, les Soudanais délogés de la vallée du Mfoundi furent recasés à l'hippodrome, où ils rejoignirent certains de leurs concitoyens déjà établis à cet endroit des années auparavant.

En 1936, l'administration française une fois de plus délogea les Soudanais de leur nouveau site. La raison cette fois résidait dans un autre tracé du périmètre urbain, qui rejetait hors de la ville les villages autochtones de même que les campements d'immigrants. Ces derniers s'établirent à Nlongkak. Selon la tradition orale, ce énième déguerpissement suscita de nombreux remous. Ressenti comme une humiliation supplémentaire, les Soudanais refusèrent d'observer cette décision. Seul l'usage de la force dissuada ces nationaux à abandonner cet emplacement. A cet effet, l'administration française incendia une partie du campement houssa

---

<sup>106</sup> Comme on peut le constater, la version orale fait des Soudanais musulmans les responsables de leur venue à Yaoundé, ainsi que de leur établissement à proximité des Allemands. Une version qui est contraire à celle des sources écrites déjà mentionnées dans les pages précédentes.

<sup>107</sup> Il faut dire que jusqu'en 1916, le site originel de la station abritait toutes les gammes des activités urbaines.

<sup>108</sup> Cet auteur est davantage connu sous les pseudonymes d'Eza Boto ou Mongo Beti.

<sup>109</sup> Eza Boto, *ville cruelle*, Paris, Présence Africaine, 1971.

au milieu duquel se trouvait une mosquée<sup>110</sup>. Les contestataires quant à eux furent dispersés au gaz lacrymogène<sup>111</sup>. Pour ramener les esprits les plus échaudés qui menaçaient de quitter la ville à de meilleurs sentiments, le commandement français promit de les établir à un endroit beaucoup plus stable. C'est dans cette lancée que les autorités françaises demandèrent au chef supérieur Charles Atangana, de remédier à cette situation. Ce dernier convoqua tous les chefs de son ressort, parmi lesquels le chef Mallam Ibrahim à une assise, qui avait pour but de trouver un site idoine à la communauté haoussa. De façon concertée, les participants à ces travaux choisirent l'emplacement qui correspond à Ekoudou-Briqueterie, pour recaser les populations originaires du Nord-Cameroun. D'après le chef Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko<sup>112</sup>, le chef supérieur Charles Atangana en personne, juché sur son cheval, vint donner l'assurance au chef Mallam Ibrahim, que les Haoussa ne seraient plus jamais délogés du nouveau site. En foi de quoi, il lui délivra un titre foncier collectif. Si toute la communauté soudanaise reconnaît l'existence de ce document, celui-ci demeure introuvable<sup>113</sup>. Ainsi, en 1936, les ressortissants du Nord-Cameroun, ayant en commun l'islam comme religion, furent recasés à Ekoudou-Briqueterie, reconnu jusqu'aujourd'hui comme le foyer musulman le plus ancien et de loin le plus important de la ville de Yaoundé et de tout le pays beti.

Une analyse attentive de la version émise par les sources orales révèle de nombreuses imprécisions. Ces dernières portent sur l'ancienneté de la communauté soudanaise dans la ville de Yaoundé, qui serait antérieure à la présence allemande dans cette localité ou encore, sur le fait que pour une même période et pour le même groupe humain, plusieurs emplacements sont proposés. Or, la politique raciale coloniale, consistait à loger un groupe donné à un endroit précis, afin de mieux le contrôler. Autant d'impressions qui sont tributaires de l'éloignement des faits et des faiblesses des sources orales, qui peuvent contenir des informations omises ou ajoutées.

---

<sup>110</sup> La crémation serait survenue pour certains 03 jours avant la fête du Ramadan et pour d'autres, le jour même de la fête, alors que les musulmans étaient à la prière.

<sup>111</sup> S. Emboussi, "l'implantation", 1994, pp.36-37.

<sup>112</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>113</sup> Il faut à ce niveau préciser que durant la domination française, les attributions tout comme les acquisitions des domaines fonciers étaient règlementées par le décret du 11 août 1920 et du 10 juillet 1922. Les aliénations à titre temporaire ou à titre définitif devaient être consenties par un indigène. Le chef de circonscription exigeait la production d'un acte de notoriété (concernant la propriété et les limites du terrain), signé par sept témoins parmi lesquels devait figurer le chef et les notables de la localité concernée. Le dossier était par la suite transmis au Commissaire de la République qui statuait en dernier ressort. Sur la base de ces éléments de procédure, il est surprenant qu'il n'existe aucune trace écrite de l'attribution d'Ekoudou-Briqueterie à la communauté dite haoussa.

Pour les sources écrites, les Soudanais se sont établis à Yaoundé grâce au concours du commandement germanique. Comme le révèle André Franqueville<sup>114</sup> ainsi que le plan de la station en 1911, le groupe dit haoussa se fixa à quelques encablures du poste fortifié, sur la colline du futur Hippodrome. C'est à cet endroit que les Français les trouvèrent. Ce groupe indigène animait un petit marché au pied de la station<sup>115</sup>. Le site originel du poste militaire ne pouvant abriter toutes les gammes d'activités urbaines, le marché animé par les Haoussa au pied de la station fut transféré en 1916, sur la colline de la vallée du Mfoundi<sup>116</sup>. En 1923, fut émise une mesure d'hygiène exhortant la population européenne à éviter que se forment des villages indigènes aux alentours de leurs maisons<sup>117</sup>. A la suite de cette décision, toutes les cases indigènes furent transférées hors du premier périmètre urbain en 1925. Cet acte entraîna l'établissement de la communauté soudanaise (à l'instar des autres groupes d'immigrants nationaux) à Nlongkak, au lieu-dit Akoazok ou Ekogodozok (les empreintes de l'éléphant). La même période coïncida avec l'achèvement du chemin de fer en 1927 et de la gare en 1928. La principale conséquence fut le déplacement du quartier commercial de la colline administrative vers la vallée du Mfoundi, à proximité de la gare et du marché central<sup>118</sup>. En 1936, le groupe dit haoussa fut à nouveau déguerpi, cette fois-ci, à la suite de l'aménagement de la voirie urbaine et recasé à la Briqueterie<sup>119</sup>.

---

<sup>114</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.25.

<sup>115</sup> Leroy (1971) cité par A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p. 33.

<sup>116</sup> Les Français destinaient le site du poste militaire allemand à une fonction purement administrative. Celle-ci est symbolisée par la construction du palais du Commissaire de la République en 1921.

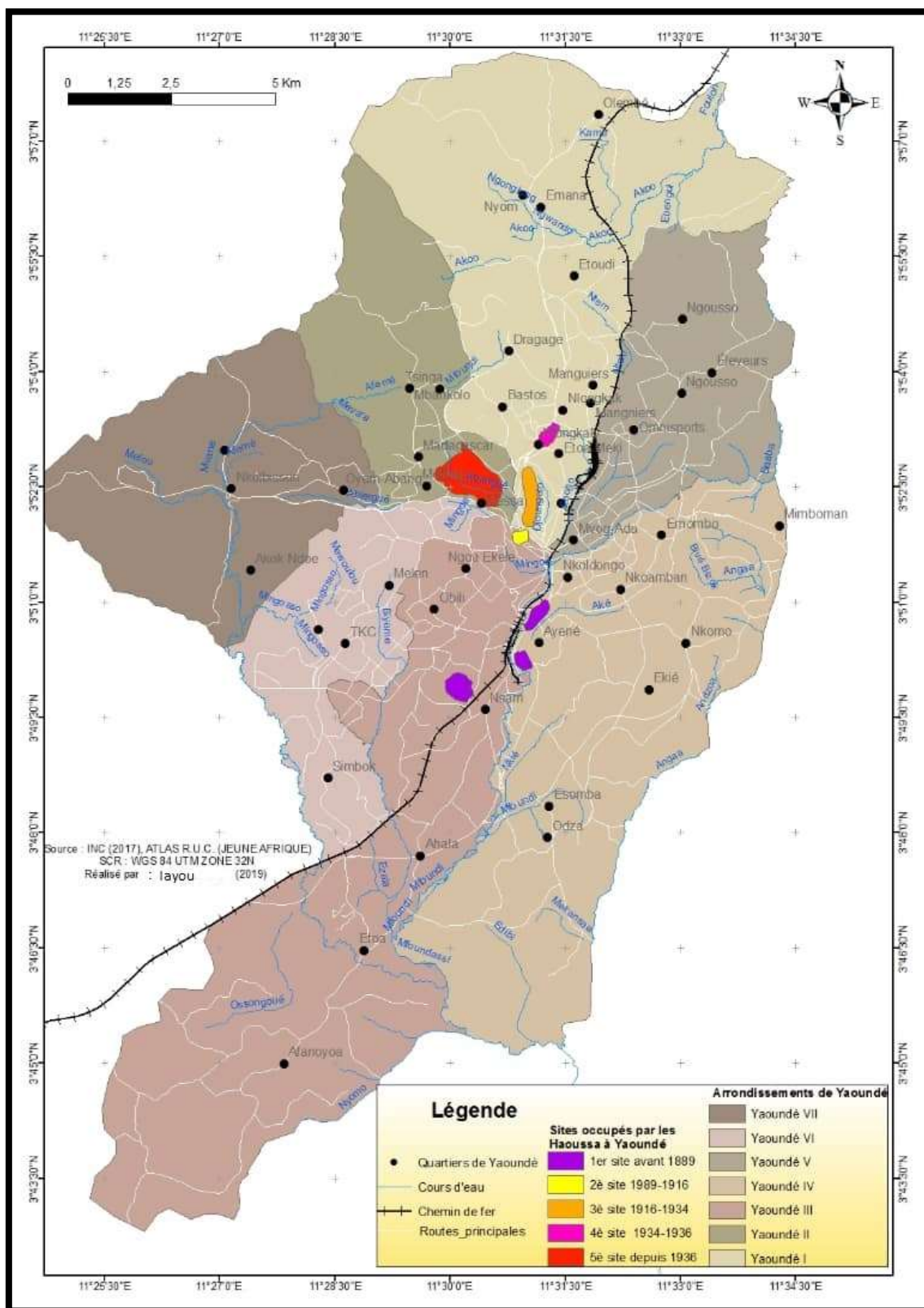
<sup>117</sup> Rapport annuel du gouvernement français sur l'administration sous mandat des territoires du Cameroun. Année 1923, p.56.

<sup>118</sup> P. Billard, "Yaoundé, étude de géographie urbaine ", Mémoire de DES en Géographie, Grenoble, 1955, p.35.

<sup>119</sup> A. Franqueville, *Le paysage urbain*, 1970, p.16.



**Carte N° 4 : Les sites occupés par les Haoussa à Yaoundé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.**



**Source :** J.L Mengueme, "Les Haoussa de Yaoundé", 1998, p.20.

Des deux catégories de sources, seulement trois emplacements concordent : Hippodrome, Nlongkak et Briqueterie. Au-delà de ces incertitudes et imprécisions qui persisteront encore longtemps, deux faits se révèlent de l'analyse précédente. Dès 1916, l'administration française, dans sa volonté de renforcer les capacités infrastructurales de la ville de Yaoundé, tant sur le plan administratif, commercial que des voies de communication, suscita les migrations forcées des populations dites haoussa. Ces dernières transitèrent par de nombreux sites pour s'établir définitivement à Ekoudou-Briqueterie. Ce flottement déstabilisateur peut être considéré comme l'une des causes de la construction tardive des mosquées dans la ville de Yaoundé<sup>120</sup>. En outre, il s'avère difficile d'analyser les déguerpissements successifs du groupe dit haoussa sous le prisme déformant et réducteur d'un conflit de civilisation, opposant des identités religieuses supposées incompatibles. Ce type de lecture pour le cas présent relèverait de l'ordre du fantasme. En effet, à l'instar des Soudanais, toutes les communautés africaines pour des raisons d'hygiène ou d'urbanisation subirent des désagréments de même nature<sup>121</sup>. Une fois cette période de confusion achevée, les Soudanais musulmans purent évoluer sereinement sur leur dernier emplacement<sup>122</sup>.

Dans les premières années de l'occupation de leur nouveau domaine, les ressortissants du Nord-Cameroun<sup>123</sup> se cantonnèrent sur l'espace le plus rapproché du centre commercial qu'ils habitent encore aujourd'hui, car ce domaine était vaste pour une population encore peu nombreuse. L'occupation de ce nouveau cadre spatial se fit de part et d'autre des deux principales pistes. La première allait du sommet où se trouvait le parc à bœufs (mosquée centrale) au marigot Abiergue. La seconde piste partait de l'actuel carrefour aurore à l'Abiergue, en passant par l'actuel carrefour soya. L'installation des Soudanais musulmans à la Briqueterie a favorisé l'arrivée progressive de leurs coreligionnaires à cet endroit. Deux facteurs sont à l'origine de cet état de fait à savoir, la forte présence de l'islam et la pratique du commerce. C'est ainsi que les migrants musulmans du Cameroun et d'autres pays d'Afrique (pour la plupart des commerçants et des artisans), une fois arrivés à Yaoundé, préféraient s'établir à la Briqueterie où se trouvaient déjà leurs frères dans la foi et auprès desquels ils

---

<sup>120</sup> De 1916 (année d'établissement de la France à Yaoundé) à 1936 qui coïncide avec l'édification de la mosquée du milieu (reconnue comme le plus ancien lieu de culte musulman de la ville), il s'écoula deux décennies. Les déplacements incessants des populations musulmanes peuvent en partie expliquer cette situation.

<sup>121</sup> A. Franqueville, *Le paysage urbain*, 1970, p. 15.

<sup>122</sup> Les premiers occupants soudanais d'Ekoudou-Briqueterie disent avoir trouvé sur place des populations pygmées, qui devant l'occupation progressive du terrain par les nouveaux venus, se seraient enfuies. Pour les notables ewondo à l'instar de Martin Assiga dont Sébastien Emboussi rapporte les propos, les Soudanais ont occupé des terres qui appartenaient jadis aux Mvog-Ada et Mvog-Ekoussou. Ces derniers entretenaient des cacaoyères à cet endroit.

<sup>123</sup> La plupart provenaient des villes comme Maroua, Garoua, Ngaoundéré et Tibati.

étaient certains de recevoir un coup de pouce à même de faciliter leur intégration. Une situation encouragée par le colonisateur, qui incitait les immigrants à se rassembler sur la base d'une même origine géographique<sup>124</sup>. Mis à part les Soudanais et bamoun qui avaient occupé l'espace de la Briqueterie dès 1936, d'autres ethnies arrivèrent et intégrèrent le quartier par le biais du brassage des populations. Dès lors, on retrouve des Bamiléké, des Bassa, des Bafia, des Yambassa et des Banen à la Briqueterie<sup>125</sup>. Il faut à ce niveau préciser que le caractère cosmopolite de la Briqueterie qui date de la création de ce quartier se justifie par le fait que dès l'origine, cet espace a été un lieu d'installation des non-autochtones en d'autres termes, un quartier d'immigration<sup>126</sup>.

**Photo N°2 : Le quartier Briqueterie, vu de la mosquée en 1968.**



**Source** : A. Franqueville, *Le paysage urbain de Yaoundé*, 1968, p.75.

La domination française au Cameroun s'est caractérisée par la consolidation de l'islam et la croissance quantitative de ses sectateurs dans la ville de Yaoundé. La même période inaugura l'extension des frontières de cette religion, qui entama la colonisation d'autres localités de la zone d'étude<sup>127</sup>. Une évolution en partie imputable à la facilité de circulation qui existait entre les populations de l'intérieur du territoire et même des pays voisins. En effet, en multipliant les infrastructures nécessaires au transport des matières premières, le colonisateur

<sup>124</sup> Il faut à ce niveau relever que le fait de regrouper les populations sur une même zone géographique (comme à la Briqueterie) et de les organiser en chefferies, avait pour but de faciliter leur contrôle social, fiscal et administratif.

<sup>125</sup> J. B. Tchinda Touoyem, "Impact de l'immigration haoussa sur les villages de Yaoundé : le cas d'Ekoudou dit Briqueterie (1911-2003)", *Mémoire de Maîtrise en Histoire*, UYI, 2007, p.88.

<sup>126</sup> A. Franqueville, *Le paysage urbain*, 1970, p. 60.

<sup>127</sup> En effet, c'est sous la domination française que les groupes musulmans partis de Yaoundé, s'implantèrent dans des localités comme Akonolinga vers 1920, Ngoumou en 1920, Mbalmayo en 1926, Obala en 1930, Monatéle en 1948, Mfou en 1953 et Okola en 1952. Nous reviendrons plus en détail sur cet aspect dans le deuxième chapitre de cette investigation (pp.99-126).

ouvrait aussi la voie à la pénétration de la religion musulmane. Entamée sous le protectorat allemand, la réalisation des voies de communication fut poursuivie durant la domination française. Nœud principal des liaisons routières et terminus du chemin de fer, Yaoundé était accessible par le Nord, l'Est, le Sud et l'Ouest<sup>128</sup>. Ces réalisations eurent pour avantages de contribuer à la pénétration des localités jusque-là enclavées mais aussi, à l'assouplissement des relations commerciales. Elles contribuèrent également à la venue dans les grandes métropoles nationales qu'étaient et continuent d'être Yaoundé et Douala, des masses importantes d'immigrants parmi lesquels, les Bamiléké et les populations dites haoussa. D'environ trois cent (300) éléments en 1900, les Haoussa de Yaoundé en 1957 étaient estimés à 4391 âmes<sup>129</sup>, soit 07,7% dans une population totale de 58099 habitants<sup>130</sup>. De par cet effectif, les ressortissants du Nord-Cameroun représentaient le troisième groupe numériquement important après les Beti-Pahouins (29655 âmes) et les Bamiléké (7835 âmes). Le rôle déterminant que jouèrent les voies de communication dans la diffusion de l'islam fut souligné par les spécialistes des questions musulmanes. C'est dans ce cadre que Jean Claude Froelich affirmait : "*Les marchands et fonctionnaires (musulmans) progressèrent le long des routes et des chemins de fer*"<sup>131</sup>. Beaucoup plus perspicaces, sont les propos de Raymond Deniel et Jean Audouin lorsqu'ils déclaraient : " ... *En multipliant les infrastructures nécessaires au transport des matières premières destinées à la métropole, le colonisateur ouvrait malgré lui des voies de pénétration à la religion musulmane*"<sup>132</sup>. Ces pensées sont intéressantes pour deux raisons. Tout d'abord, elles relèvent le rôle involontaire joué par l'impérialisme occidental dans la diffusion de l'islam. Ensuite, elles soulignent l'apport majeur qu'eut l'accroissement du réseau routier dans le déplacement des masses musulmanes. Pour les localités situées au Sud de l'Adamaoua, Hamadou Adama pouvait à juste titre énoncer :

Avec la mise en place des infrastructures routières pendant la période coloniale, le voyage à pied et le portage sont progressivement remplacés par de gros camions qui relient désormais le trajet entre le Nord et le Sud. Cette mutation infrastructurelle renforce en les multipliant les anciens contacts entre musulmans et non musulmans dans le Sud. Les premiers indices de la diffusion de l'islam en pays beti, bien que territorialement circonscrits, se constituaient néanmoins dans diverses localités devenues accessibles par le tracé routier<sup>133</sup>.

---

<sup>128</sup> R. Costedoat, *L'effort français*, 1930, pp. 173-175.

<sup>129</sup> V.T. Le Vine, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1984, p.87. Il faut dire que ce chiffre exclut les moins de 14 ans.

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p. 7.

<sup>132</sup> J. Audouin et R. Deniel, *L'islam en haute-volta à l'époque coloniale*, Paris, L'Harmattan, 1978, p. 31.

<sup>133</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.56.

Plus loin, il poursuit :

Profitant des progrès réalisés par l'administration coloniale dans le domaine infrastructurel et notamment dans celui des ponts et chaussées, ces échanges multiformes ont aidé à la germination de l'islam dans la partie méridionale du Cameroun<sup>134</sup>.

Ces dires témoignent à suffisance et de façon indéniable de l'influence jouée par les infrastructures de communication dans la diffusion de la religion musulmane. S'additionnant à la paix coloniale et au développement du commerce, les voies de communication facilitèrent les déplacements des marchands musulmans et assouplirent le trafic commercial entre le Nord et le Sud. En ouvrant l'intérieur du pays, ces voies rendirent accessibles les localités qui semblaient jadis très lointaines et permirent aux commerçants soudanais venus du Nord, d'accentuer leurs déplacements toujours plus loin dans la forêt, à la recherche de nouveaux débouchés. C'est ainsi qu'en même temps qu'ils se livraient à la pratique de leurs activités économiques, ils essaïmaient la religion musulmane. Une fois établis à Yaoundé, les musulmans reçurent de temps à autre le soutien de l'administration française dans le cadre du plein exercice de leur foi.

### **3- Le soutien de la France, réalisé dans un climat de méfiance et dans une volonté de manipulation**

Le mandataire français manifesta beaucoup d'intérêt pour la dimension religieuse de l'islam. Ce qui compta davantage pour lui, fut d'appriivoiser cette religion, de la dociliser, pour en faire un instrument au service de la politique coloniale. Préserver la particularité de l'islam noir, le maintenir dans son état léthargique et à demi fétichiste, ignorant des enjeux internationaux auxquels la *Umma* mondiale prenait part (lutte contre le colonialisme, soutien à la Palestine, etc) était le but recherché. Atteindre cet objectif passa par une générosité orientée et savamment calculée en faveur des adeptes de cette croyance.

Le préalable à la pratique publique de la foi, portait sur le respect de la réglementation en matière religieuse. Il faut préciser à ce niveau que la législation française en matière confessionnelle au Cameroun, plongeait ses racines dans le principe du mandat, qui garantissait la liberté de conscience et de religion. L'article trois (03) du mandat stipulait : "*La puissance mandataire assurera dans l'étendue du territoire la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes qui ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs...*"<sup>135</sup>. L'élément prépondérant qui sous-tendait l'attitude de la France et qui garantissait l'égalité de

---

<sup>134</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.65.

<sup>135</sup> R. Costedoat, *L'effort français*, 1930, p.97.

toutes les confessions était le sacro-saint principe de la neutralité des pouvoirs publics<sup>136</sup>. Dans ce cadre, il n'y avait pas de religion d'Etat, encore moins de subventions d'un culte en particulier. Il fut expressément recommandé qu'aucune contrainte ne soit exercée sur les croyances et pratiques autochtones, lorsqu'elles respectaient la morale. Les missions chrétiennes s'interdisaient d'exercer toute pression sur les esprits ou encore, de gêner dans ses formes multiples l'expression extérieure d'autres sentiments religieux. Interprétant l'esprit du mandat en matière de liberté religieuse, le juriste René Costedoat affirmait : "*Le respect de la liberté de conscience est pratiqué à l'égard des indigènes, chrétiens, musulmans et fétichistes*"<sup>137</sup>. S'il faut reconnaître qu'une trop grande part des dispositions légales étaient consacrées au christianisme, l'islam, religion de vertu, respectant les conditions d'ordre et de morale, bénéficia de la liberté religieuse pour tirer son épingle du jeu. Dès 1933, la puissance mandataire organisa l'exercice de la foi dans l'ancien protectorat allemand. En effet, le décret du Ministre des Colonies Albert Sarraut, daté du 28 mars 1933, réglementait le régime des cultes dans les territoires du Cameroun<sup>138</sup>. Cette décision de 39 articles, élaborée pour les missions chrétiennes<sup>139</sup> et la société indigène, était divisée en quatre parties : installation et ouverture des édifices de culte, exercice du culte, police des cultes et sanctions contre les non-observances des dispositions du décret. Partant de ce principe de neutralité étendu à toutes les religions présentes sur le territoire sous mandat, on peut affirmer que l'administration française, ne constitua en rien un facteur dirimant à la pratique de la religion musulmane. De nombreuses autres dispositions, contenues dans cet arrêté, allaient dans ce sens. En validant le postulat selon lequel aucune ouverture d'un lieu de culte, aussi modeste fut-il, ne pouvait se faire à partir du 28 mars 1933 sans l'aval du Commissaire de la République<sup>140</sup>, on peut légitimement supposer (en l'absence de données formelles) que la mosquée de 1933, située à Djoungolo-Nlongkak et qui aurait été détruite par les autorités françaises pour déguerpir les Soudanais musulmans de

---

<sup>136</sup> A la même période en France métropolitaine, prévalait la liberté de culte, édictée par la loi de 1905. Ici également, le fondement majeur était l'impartialité de l'autorité administrative, qui devenait désormais arbitre pour toutes les religions et n'était plus contrainte de financer une quelconque croyance. Ces dispositions internationales (statut de mandat) et métropolitaines (loi de 1905 sur la laïcité), influencèrent la codification de la législation sur les activités religieuses dans le territoire sous mandat.

<sup>137</sup> R. Costedoat, *L'effort français*, 1930, p.99.

<sup>138</sup> L.P. Ngongo, *Histoire des institutions et des faits sociaux du Cameroun. Tome I : 1884-1945*, Berger-Levrault, Paris, 1987, p.213.

<sup>139</sup> Dans les différents articles, le champ sémantique (ou lexical) du christianisme est partout omniprésent.

<sup>140</sup> Articles 4 et 6 du décret du 28 mars 1933 cité par Louis Paul Ngongo, p.212. Il faut préciser que le Commissaire de la République, pour accorder une autorisation d'ouverture d'un lieu de culte, devait au préalable s'assurer de l'observation de deux conditions essentielles. La première portait sur le respect de l'effectif minimal de croyants sollicitant l'édifice religieux (soit un minimum de 200 fidèles). La seconde portait sur la non atteinte du quota d'édifices culturels pour une circonscription territoriale précise car, il faut souligner qu'à un rayon territorial déterminé, correspondait un nombre d'édifices culturels précis.

ce site ; la mosquée du milieu construite en 1936 et la grande mosquée de Yaoundé ou centrale N°1 bâtie en 1955, remplissaient les conditions requises par la loi. Le fait qu'il n'y ait pas d'arrêtés particuliers, autorisant l'ouverture de ces structures, peut se justifier par l'article 7 de ce décret où il est explicitement stipulé : *"Les conseils d'administration des missions religieuses ou leur représentant qualifié et la collectivité des fidèles peuvent considérer l'autorisation comme accordée si, dans les six mois à dater de leur demande, ils ne reçoivent aucune réponse du Commissaire de la République"*<sup>141</sup>. Dès lors, les édifices de culte sans autorisation particulière, mais ayant observé la durée d'attente réglementaire après dépôt du dossier d'ouverture, évoluaient dans la légalité. A l'instar des missions chrétiennes, les musulmans surent tirer profit des dispositions légales pour pratiquer en toute quiétude leur culte. Au-delà de ce cadre général, commun à toutes les religions présentes au Cameroun, la puissance mandataire française s'intéressa de près à l'islam, en lui accordant quelques faveurs qui contribuèrent à son épanouissement. Dans les faits, cette bienveillance s'est traduite par la construction des mosquées, les visites des marabouts étrangers et l'organisation des pèlerinages.

Les périodes de mandat et de tutelle de la France au Cameroun ont coïncidé avec la construction de trois mosquées dans la ville de Yaoundé. Entre 1934 et 1936, les musulmans alors établis sur le site de Djoungolo-Nlongkak, édifièrent une mosquée de leur propre chef. Pour les contraindre à déguerpir de ce lieu qui se situait sur le tracé de la nouvelle voirie urbaine, l'administration française aurait profité du fait que les croyants se soient rendus à la prière du Ramadan pour détruire et incendier leurs habitations au milieu desquelles se trouvait la mosquée<sup>142</sup>. Une fois fixés à la Briqueterie en 1936, les croyants bâtirent un autre lieu de culte à savoir la mosquée du milieu, officiellement reconnue comme la première mosquée de Yaoundé<sup>143</sup>. Elle est située non loin de la chefferie d'Ekoudou-Briqueterie, à mi-chemin entre la grande mosquée et les mosquées Airkassoua et Aladji Ali. C'est probablement la raison pour laquelle elle porte le nom de mosquée du milieu. Construite au départ en matériaux provisoires par le fils aîné d'Aladji Ismaïl (précurseur de la confrérie tidjaniyya au Sud-Cameroun), elle connut de nombreuses rénovations au cours de son histoire. En 2006, elle fut entièrement réhabilitée par la WAMY<sup>144</sup>.

---

<sup>141</sup> Article 07 du décret du 28 mars 1933, règlementant le régime des cultes dans les territoires du Cameroun sous mandat français.

<sup>142</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, pp.36-37.

<sup>143</sup> Les travaux de cette mosquée commencèrent en 1935 et s'achevèrent en 1936.

<sup>144</sup> Souley Mane, *Les associations islamiques au Cameroun*, 2017, p.124.

**Photo N°3 : Mosquée du milieu construite en 1936 (Briqueterie, Yaoundé).**



**Source** : N.T. Onomo Mbassi., "Islam et implantation des mosquées au Cameroun méridional", 2014, p.289.

Cette mosquée, qui se trouve à l'intersection de plusieurs routes est de dimension moyenne, bâtie sur 250m<sup>2</sup>. Elle ne possède ni cours, ni source. A sa vue, on peut y apercevoir deux minarets moyens, qui témoignent de l'influence de l'architecture arabe dans la construction des mosquées au Cameroun.

Au-delà de la mise en place d'un cadre juridique incitatif à l'édification des lieux de culte, la France contribua de manière significative à la construction de la grande mosquée de Yaoundé en 1955. Cette information avancée par Sébastien Emboussi<sup>145</sup> est confirmée par une correspondance datée du 18 août 1955, dans laquelle le Chérif Moulay Idriss Aidara depuis Bangui, adressait ses remerciements à monsieur le Haut-Commissaire pour l'action déterminante de la France, dans l'édification de cet ouvrage<sup>146</sup>. De quelle manière s'est traduit le soutien de l'hexagone ? Les données archivistiques fournissent les précisions suivantes : commune mixte urbaine de Yaoundé 30%, communauté musulmane de Yaoundé 50% et administration tutélaire française 20%<sup>147</sup>. Toutefois, une anomalie subsiste. Le prix total de l'ouvrage n'est pas indiqué, ce qui ne permet nullement de procéder à une quantification précise prix- pourcentage.

<sup>145</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.65.

<sup>146</sup> Confer annexe N°1 : correspondances relatives à l'aide de l'administration coloniale française en faveur de la communauté musulmane, pp.380-384.

<sup>147</sup> ANY, 2AC1439, construction de la mosquée de la Briqueterie française.



**Photo N°4 : Mosquée centrale de Yaoundé construite en 1955.**



**Source :** S. Eyinga Aba, 17/08/2018.

La grande mosquée de Yaoundé est considérée comme la toiture de la Briqueterie, car juchée au sommet de la colline la plus élevée de ce quartier (764 m d'altitude). Elle abrite les locaux de l'ACIC, de l'OESPI et de l'école franco-arabe. Tout comme sa prédécesseuse, son aspect actuel est le fruit de nombreuses rénovations, financées soit par de généreux bienfaiteurs<sup>148</sup>, soit par des organisations comme l'ACAMAS<sup>149</sup>. En plus des mosquées, d'autres domaines de la vie religieuse musulmane reçurent le soutien bienveillant de l'administration française. Tels furent les cas des visites des hauts dignitaires musulmans et l'organisation des pèlerinages pour la Mecque.

Ils furent nombreux, ces hauts personnages de l'islam qui séjournèrent au Cameroun en général et chez les Beti du Centre en particulier notamment, dans sa cité la plus représentative qui est Yaoundé. Ces marabouts, érudits de la foi islamique, membres éminents des confréries religieuses, connurent des fortunes diverses, tributaires de la perception que l'autorité coloniale avait d'eux. En effet, la puissance mandataire vivait dans la hantise que l'islam négro-africain, pacifique, malléable et respectueux de l'ordre établi, ne soit contaminé par des idéaux subversifs et anticoloniaux. Cette thématique de la phobie que la *Umma* nationale soit intoxiquée par des germes nocifs venus de l'extérieur apparaît avec acuité dans la quasi-totalité des rapports administratifs, portant sur les activités musulmanes au Cameroun durant la domination française<sup>150</sup>. L'exploitation des sources primaires révèle qu'était particulièrement

<sup>148</sup> La première rénovation de la grande mosquée survint en 2007, sous l'impulsion d'Aladji Garba Nabara.

<sup>149</sup> Le forage qui abrite la grande mosquée fut réalisé en 2013, par la fondation Aziz Mahmud Hudayi. La fontaine et le château d'eau furent édifiés la même année, par le Conseil des Affaires Religieuses de la Turquie. Ces institutions agissent au travers de l'ACAMAS.

<sup>150</sup> ANY, APA 10952 B4 du Ministre des Colonies au Commissaire de la République au Cameroun.

combattue, la propagande panislamiste, panarabe et anti-française<sup>151</sup>. Les conclusions des lectures font état d'une surveillance systématique des personnalités musulmanes, susceptibles de semer les germes de la contestation, du désordre et par voie de conséquence, de l'instabilité politique et sociale<sup>152</sup>. C'est ainsi que les marabouts étrangers, qualifiés ou simplement soupçonnés de subversifs furent systématiquement reconduits hors des frontières nationales. En revanche, les marabouts bénéficiant du soutien de la France, jouissaient de la latitude de séjourner en toute quiétude dans les territoires sous administration française<sup>153</sup>. Ces dignitaires religieux collaborateurs, devinrent les représentants de l'"islam officiel". Après avoir reçu l'approbation des autorités françaises, notamment des lettres de recommandation des représentants de ce pouvoir<sup>154</sup>, ils avaient le droit de sillonner en toute sérénité les territoires pour lesquels les autorisations avaient été délivrées. Tels furent les cas au Cameroun de Sidi Benamor Tidjani de la confrérie tidjaniyya et El Hadj Moulay Ismail Aidara de la confrérie quadiriya<sup>155</sup>. Le lien qui unissait le commandement français à la quadiriya et à la tidjaniyya fut crûment révélé dans une correspondance de l'administrateur Lacroix, dans laquelle on pouvait lire :

Il s'agit en général de personnalités appartenant à des confréries religieuses ayant fait preuve de loyalisme à notre égard et dont les membres bénéficient comme tel de notre appui. Il est incontestable que cet appui est d'ailleurs de bonne politique là où ces confréries représentent quelque chose, que le soutien que nous apportons par exemple au Tidjanisme et à la Kadrya se justifie largement par les services qu'ils nous rendent<sup>156</sup>.

Ces propos ont le mérite de mettre en exergue le caractère mutuellement bénéfique des deux parties dans le cadre de cette collaboration. Chacune tirant profit de l'autre pour consolider ses acquis. Le choix porté sur ces érudits se justifiait par leur indéfectible fidélité. A ce sujet, Aboubakar Njiassé Njoya soutenait que l'inclinaison de la France pour Sidi Benamor Tidjani trouvait son fondement dans le loyalisme total de ce dernier<sup>157</sup>. Les confréries étaient choisies

---

<sup>151</sup> ANY, APA 2AC9911, activités musulmanes.

<sup>152</sup> ANY, APA 1 AC-165, dossiers musulmans.

<sup>153</sup> Rappelons à ce niveau que la présence des hauts dignitaires musulmans pro-français sur le territoire du mandat, obéissait à la ferme volonté de la France de contrôler les populations indigènes. La capacité des marabouts à mobiliser et à manipuler les masses généralement ignorantes, faisait d'eux des personnages de premier plan qu'il fallait contrôler et avoir de son côté. C'est dans cette optique d'appropriation des masses, de maintien de la paix, de soumission à l'ordre établi et d'acceptation de la domination occidentale comme la "volonté de Dieu", que la France encouragea les érudits acquis à sa cause.

<sup>154</sup> Nous faisons allusion aux Ministres de l'outre-mer, aux Gouverneurs Généraux de l'AOF et de l'AEF, aux Commissaires et Hauts Commissaires.

<sup>155</sup> Il faut à ce niveau relever que cette attitude de compromission des marabouts fut condamnée par de nombreux fidèles.

<sup>156</sup> ANY, 2AC 3655, islam 1945-1951. Situation actuelle de l'islam dans le Nord-Cameroun, 1956.

<sup>157</sup> A. Njiassé Njoya, "Naissance et évolution de l'islam en pays bamum (Cameroun)", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, Université de Paris I, 1981, p.388.

sur la base de la morale qu'elles véhiculaient et qui correspondait aux aspirations de l'hexagone. A cet effet, la quadiriya et la tidjaniyya prônaient la lutte contre la violence, la pratique des bonnes œuvres, l'aide à tous les humains indépendamment de leur croyance et origine, la tolérance et l'obéissance au chef comme à Dieu<sup>158</sup>. Autant d'attitudes ardemment recherchées par la France, dans sa volonté d'asseoir sa domination et légitimer son action<sup>159</sup>. Ainsi, le rôle pacificateur et assujettissant des confréries étaient mis en œuvre. A ce sujet, Jean Claude Froelich laissait entendre : "*Volontairement, nous avons favorisé les chefs de confréries et organisé les tournées des grands marabouts en leur demandant, en retour de pacifier les esprits*"<sup>160</sup>. En guise d'échange de bons procédés, les sources archivistiques révèlent que Sidi Ben Amor Tidjani développa partout la théorie de l'attachement à la France<sup>161</sup> et Moulay Ismail Aidara quant à lui exhorta ses coreligionnaires à "*prier pour la France et à ne pas oublier ce qu'ils lui doivent*"<sup>162</sup>. Des discours quasi-identiques, qui sont manifestes du rôle qui était assigné aux érudits musulmans pro-français à savoir, faire la propagande de la puissance mandataire, exhorter leurs coreligionnaires à lui être fidèles et à obéir de façon quasi-aveugle aux ordres du représentant local de cette administration. Analysant les causes véritables de la venue des éminentes personnalités de la religion musulmane suscitées, Théodore Takou conclut :

...les tournées de ces deux marabouts étaient beaucoup plus motivées par des raisons politiques. En effet, Sidi Benamor et Moulay Ismail Aidara avait à maintes occasions, rendu hommage à la France lors de leurs passages respectifs en 1949 et 1950 tout en soulignant avec insistance sa générosité et sa sympathie vis-à-vis de la religion de Mahomet<sup>163</sup>.

Cette manipulation et instrumentalisation essentiellement politique des marabouts pro-français, est attestée par ceux qui leur offrirent le gîte durant leurs séjours au Cameroun<sup>164</sup>. Le précédent développement révèle que les séjours officiels des hauts dignitaires musulmans pro-hexagonaux au Cameroun visaient de nombreux objectifs à savoir : encadrer la communauté des fidèles, faire l'apologie de la France, renforcer son emprise sur ses administrés musulmans

<sup>158</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p.110.

<sup>159</sup> La volonté de contrôler l'islam et de l'orienter vers les idéaux voulus par la "mission civilisatrice", ne fut guère une exclusivité de la France. Pareil attitude fut perceptible chez le colon britannique, qui soutint ouvertement la ahmadiya. Une confrérie qui s'était au préalable prononcée en faveur de la domination britannique. Cette proximité et les différents soutiens, notamment financiers qu'elle reçut de la couronne, permirent à la ahmadiya de se répandre dans d'autres territoires britanniques d'Afrique notamment au Nigéria, au Ghana et en Sierra-Léone. Pareille complicité semble également avoir liée la couronne à la sénoussiya en Lybie.

<sup>160</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p.85.

<sup>161</sup> ANY, 2 AC 3655, rapport sur les activités musulmanes au cours du 3e trimestre 1950.

<sup>162</sup> Ibid.

<sup>163</sup> Th. Takou, "Islam et société", 2010, p.90.

<sup>164</sup> Thierno Mouctar Bah et G. Lambling Taguem Fah, "Les élites musulmanes et la politique au Cameroun sous administration française : 1945-1960", in Adala. H et Boutrais. J. (Dir), *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun), actes du colloque de NGaoundéré*, Paris, Orstom/NGaoundéré-Anthropos, 1993, p.111.

et en fin de compte, promouvoir le modèle d'islam voulu par elle (c'est-à-dire soucieux et respectueux de l'ordre établi, acceptant la domination occidentale comme étant la volonté même de Dieu et intégrant les valeurs véhiculées par la mission civilisatrice occidentale)<sup>165</sup>.

L'une des visites les plus marquantes, gravée à jamais dans le marbre de l'histoire est celle de Sidi Benamor Tidjani (grand maître de l'ordre tidjaniyya). Il arriva au Cameroun hautement recommandé par le Ministre de la France d'outre-mer et le Gouverneur Général de l'Algérie<sup>166</sup>. Prenant acte des avis favorables de sa hiérarchie, le Haut-Commissaire de la France au Cameroun à son tour le recommanda aux différents chefs de régions, avec instructions spéciales de lui accorder des facilités diverses au cours de ses déplacements dans leurs unités de commandement respectives<sup>167</sup>. Situation qui lui permit d'être reçu partout avec éclat et faste. La suite de Sidi Benamor était constituée de nombreux marabouts issus des possessions françaises à l'instar de Doshi Ahmed Ben Lanago et Semghoni Mohammed Ben Mammed (tous deux originaires de Laghouat), Mohammed Ali Oul Faten (marabout mauritanien domicilié à Dakar) et Omar Ousman (marabout nigérien domicilié à Cotonou)<sup>168</sup>. Dans son périple à travers les villes du Cameroun, Sidi Benamor effectua une escale à Yaoundé. Dans la cité capitale, il entreprit son travail de guide spirituel des croyants. Sur le plan du dogme, il s'évertua à renforcer l'attachement des musulmans aux doctrines de la confrérie et les mit en garde contre la tendance rigoriste wahhabite véhiculée à partir du Proche-Orient. Il distribua des brochures intitulées "Réponse claire" dont il était l'auteur. Dans ce document, Sidi Benamor définissait le dogme et précisait les prières de la confrérie<sup>169</sup>. Il procéda au recrutement des adeptes et à la désignation des dignitaires *Moqadem*, auxquels il donna l'investiture sur place. Ces derniers étaient les représentants officiels de l'ordre. Sidi Benamor se fit un devoir de remettre à chaque fidèle une prière manuscrite signée de sa propre main et portant son sceau. Par la même occasion, il nota les noms et les adresses des marabouts auxquels il donna procuration, pour continuer la chaîne de la confrérie tidjane. Sur le plan social, il exhorta ses coreligionnaires à afficher des comportements conformes aux prescriptions coraniques. C'est ainsi-que ceux qui avaient plus de quatre femmes durent répudier quelques-unes, ceux qui buvaient et fumaient renoncèrent à ces attitudes. Sur le plan politique, Sidi Benamor développa la théorie de l'attachement à la France et exhorta ses coreligionnaires à se méfier des ragots colportés par les

---

<sup>165</sup> ANY, APA 2AC 9911, activités musulmanes.

<sup>166</sup> ANY, APA 1AC 1165. Affaires musulmanes.

<sup>167</sup> ANY, 2AC 3655, lettre n°1218 bis daté du 12 juillet 1948 adressé au chef de la région de la Bénoué par le Haut-Commissaire.

<sup>168</sup> ANY, 1AC 165. Rapports divers sur arabes musulmans et leurs activités. Visites du Chérif Sidi Benamor, 1949.

<sup>169</sup> Ibid.

pèlerins<sup>170</sup>. Dans le même sillage, se situe la visite à Yaoundé (au courant de l'année 1950) de chérif El Hadj Ismaïl Aidara de la confrérie Qadiriya. Comme ses semblables pro-français, il arriva au Cameroun sur recommandation du Gouverneur général de l'AOF, des Gouverneurs de Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Togo<sup>171</sup>. Il tint de nombreuses conférences durant lesquelles il précisa la doctrine de la confrérie, désigna les représentants officiels du mouvement, encouragea les fidèles croyants à prier pour la France et à ne pas oublier ce qu'ils lui doivent. L'on est ici en présence d'une instrumentalisation de certaines idéologies musulmanes au service de la colonisation. Au-delà des précédentes visites à connotation religieuse, une autre, cette fois à dimension politique et toujours organisée par le commandement français se tint à Yaoundé. Marabout important au sein de la tidjaniyya, Seydou Nourou Tall à partir de 1925 parcourut les différents territoires de l'AOF et de l'AEF. En accord avec les autorités coloniales, il visita le Cameroun en 1940. Durant les deux meetings qu'il tint à Yaoundé au mois d'Avril, il expliqua la politique française aux populations musulmanes, exhorta ses coreligionnaires à la discipline et au respect des autorités et règlements, décrivit ce qu'était le devoir civique et les mit en garde contre ceux qui voudraient les inciter à la désobéissance et au désordre. Il se servit de son autorité pour convier ses coreligionnaires à soutenir la France durant la Deuxième Guerre Mondiale<sup>172</sup>. Cette visite de Seydou Nourou Tall, associée à celle du Général de Gaulle qui survint six mois plus tard, suscitèrent une grande mobilisation de la part de la communauté soudanaise établie à Yaoundé<sup>173</sup>.

La totalité des auteurs consultés s'accordent sur le fait que ces visites ne suscitèrent que très peu d'engouement de la part des croyants nationaux et n'entraînèrent nulle part des conversions massives<sup>174</sup>. Elles permirent tout au moins de véhiculer l'idée selon laquelle, la France n'était pas l'ennemi de l'islam et même que les deux entités n'étaient pas fondamentalement antagonistes. Les tendances pacifistes de cette religion pouvaient ainsi se sentir apaisées, protégées. Prenant en compte ces réalités, Hamadou Adama qui s'est penché sur la question conclut son propos sur les visites des marabouts étrangers au Cameroun durant

---

<sup>170</sup> Durant leurs séjours à la Mecque, certains pèlerins étaient soumis à une propagande anticoloniale de même qu'à l'islam rigoriste à l'instar de la wahhabiyya. Des idéologies qui constituaient une menace pour l'occident impérialiste ainsi que pour l'ordre établi. Face à cet état de fait, les marabouts pro-français avaient pour mission d'exhorter les croyants à rester fidèles à l'islam traditionnel (soutenu par la colonisation) mais aussi, à se méfier des idéologies subversives.

<sup>171</sup> ANY, 2AC 3655, rapport sur les activités musulmanes au cours du 3e trimestre 1950.

<sup>172</sup> ANY, APA, 10788 missions croisières, visites des personnalités au Cameroun (1920-1944) : El-Hadj Seydou Nourou Tall.

<sup>173</sup> Nous reviendrons sur cet aspect aux pages 93 et 94 de cette investigation.

<sup>174</sup> Thierno Mouctar Bah, "Cheikhs et marabouts maghrébins prédicateurs dans l'Adamaoua. XIX-XX<sup>e</sup> siècle", Ngaoundéré, Ngaoundéré-Anthropos, vol. I, 1995, p.26 ; Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.52 ; Th. Takou, "Islam et société", 1990, p.90.

la domination française en ces termes : " *L'intérêt de ces séjours (...) se situait dans la droite ligne de la politique musulmane française, favorable à la promotion d'un islam confrérique et maraboutique, garant de l'ordre établi et de leur présence sur le sol camerounais*"<sup>175</sup>. Comme précédemment mentionné, la visite de Sidi Benamor Tidjani comme toutes celles ayant reçu l'aval des autorités françaises eut pour but de promouvoir l'islam traditionnel et confrérique, reconnu par les agents de l'impérialisme comme malléable, pacifiste et favorable aux idées occidentales. Au-delà, elle permettait également de faire accepter la présence française, de consolider sa domination sur ses administrés musulmans et à terme, de les dociliser. Dans cette posture de compromis réaliste, les deux parties gagnèrent quelques avantages.

La politique de séduction de la France à l'endroit de la communauté musulmane nationale se manifesta également dans l'organisation des pèlerinages. Il faut à ce niveau relever que la France mandataire ne s'est pas investie de but en blanc dans l'organisation des pèlerinages. Son engagement a été ponctué de doutes et d'hésitations, tributaires à la peur que les pèlerins ne revinrent avec des idées subversives mais aussi, à la recherche des retombées politiques de sa contribution. Pour résorber la première crainte, la France adopta deux stratégies à savoir, le contrôle systématique des pèlerins<sup>176</sup> et la mise sur pied de mesures restrictives<sup>177</sup> pour décourager le maximum de candidats possible. Une politique de surveillance menée par le Bureau des Affaires Musulmanes et qui fut instituée par le colon allemand<sup>178</sup>. Un souci de régulation du pèlerinage musulman qui est resté constant tout au long de l'histoire. En seconde analyse, la puissance mandataire s'interrogea longtemps sur l'intérêt politique qu'elle pouvait tirer dans la satisfaction des doléances portant sur le pèlerinage. En l'absence d'une déclaration officielle pouvant renseigner sur l'objectif escompté par la France coloniale, il est raisonnable de penser qu'elle entendait s'assurer la fidélité des pèlerins, leur "éternelle reconnaissance"<sup>179</sup>,

---

<sup>175</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, pp.52-53.

<sup>176</sup> Le contrôle commençait au Cameroun, avec des formalités administratives rigoureuses qui permettaient de cerner la personnalité du candidat au *hadj*, son appartenance confrérique, la considération qu'il avait de l'administration coloniale. Il se poursuivait en "terre sainte" avec le délégué officiel du pèlerinage, chargé de rapporter les actes déviants des pèlerins nationaux. Une fois de retour, les chefs de circonscription parachevaient la surveillance en vérifiant discrètement si les "Alhaji" n'avaient pas été soumis à une propagande anti-française.

<sup>177</sup> Les restrictions administratives quant à elles portaient sur des formalités institutionnelles pénibles, des examens médicaux, des tarifs de voyage élevés, le transport assuré par la seule compagnie de voyage U.A.T, procédures pour le passeport uniquement à Yaoundé, quota de pèlerins par territoire, etc. Toutes ces stratégies permirent à la France de filtrer les éléments séditieux et de n'admettre que ceux supposés ne ramener aucune idée subversive sur le territoire.

<sup>178</sup> La politique de surveillance des candidats au *hadj* datait de la période coloniale allemande. En effet, les Allemands furent les premiers à instaurer les "fiches d'aladji". Ces dernières étaient des fiches de renseignement qui permettaient de cerner la personnalité du candidat au *hadj*, d'avoir une idée sur sa fortune, d'identifier ses accompagnateurs éventuels ainsi-que les territoires qu'il devait traverser.

<sup>179</sup> Les musulmans ayant bénéficié de ce cadeau politique, étaient censés se muer en porte-paroles de cette nation auprès de leurs coreligionnaires.

tout en faisant bonne figure auprès des membres de cette communauté religieuse. L'admission au *hadj* était un enjeu politique de première importance qui permettait de récompenser les musulmans fidèles à la politique française<sup>180</sup>. La sollicitude de la France s'est traduite par la subvention du *hadj* et la prise en charge totale des frais de voyage de certains pèlerins<sup>181</sup>. Concernant ce dernier cas, il s'agissait des plus illustres, des plus représentatifs qui, le cas échéant auraient fait l'apologie de la France auprès des leurs coreligionnaires<sup>182</sup>. Dans certains cas, le commandement français assura le service d'ordre, accorda des congés spéciaux aux fonctionnaires musulmans, installa des stations de pompage pour l'approvisionnement en eau des pèlerins<sup>183</sup>. Dès lors, la sollicitude de la puissance mandataire ne se limitait pas seulement dans l'organisation des pèlerinages mais aussi, dans l'assistance et l'encadrement de ses ressortissants en terre saoudienne. A titre illustratif, durant le pèlerinage de 1947, une ambulance aux couleurs tricolores effectua des allées et venues sur tous les sites où les fidèles provenant des territoires administrés par la France étaient susceptibles de se trouver. C'est dans ce contexte que les musulmans résidant le pays beti prirent part au pèlerinage, probablement à partir de 1947<sup>184</sup>. A combien s'élevait l'effectif des musulmans fixés dans la zone d'étude qui accomplirent le *hadj* durant la domination française ? La réponse à cette interrogation demeure une énigme. Cette situation tient du fait que les statistiques officielles portant sur les pèlerinages ne fournissent aucune indication sur les lieux de provenance des pèlerins. Toutefois, Sébastien Emboussi rapporte que sur les quatorze pèlerins qui effectuèrent le pèlerinage en 1951, deux provenaient de Yaoundé à savoir Mama Abdoulaye et Patouma Kounding<sup>185</sup>. Une information probablement recueillie auprès des sources orales et difficile à confirmer par les données écrites. Lorsqu'on sait que l'administration coloniale française subventionnait le pèlerinage et supportait les frais de transport de certains pèlerins, tel fut-il le cas pour les deux candidats au *hadj* suscités ? Si oui, quelle position sociale occupaient-ils pour susciter l'intérêt du commandement français ? Des interrogations qui resteront hélas sans réponses. Exploitant les

---

<sup>180</sup> Hamadou Adama, "Pèlerinage musulman et stratégie d'accumulation au Cameroun", *Afrique Contemporaine* 2009/3 (N°23), disponible sur le lien internet <https://www.Cairn.Info>; consulté le 24/08/2019.

<sup>181</sup> ANY, APA 10992/B, pèlerinage, 1954.

<sup>182</sup> A titre illustratif, Yousouf Paraiso (chef de la communauté musulmane de Douala) dont le pèlerinage fut financé par la France en 1949 et qui à cet effet sentit la providentielle omniprésence de cette puissance, vanta la paix et la grandeur de cette nation. Il exhorta ses coreligionnaires à se soumettre à son autorité. Sa reconnaissance fut si grande, qu'elle le poussa à rédiger un serment de fidélité à la France (ANY, APA 10991/A, pèlerinage, 1949).

<sup>183</sup> J. Audouin et R. Deniel, *L'islam en haute-volta à l'époque coloniale*, Abidjan/ Paris, Editions Inades / L'Harmattan, 1978, p.32.

<sup>184</sup> L'exploitation des données disponibles fait remonter le premier pèlerinage supporté par la France en 1947. Ce qui laisse croire qu'aucun événement de cette nature n'eut lieu durant la période du mandat.

<sup>185</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.55.

sources archivistiques, Théodore Takou<sup>186</sup> réalise la synthèse suivante sur le pèlerinage effectué par les musulmans du Sud-Cameroun (Nyong et Sanaga, Bamoun, Douala, etc) durant une partie de l'occupation française.

**Tableau N°1 : Récapitulatif des pèlerins du Sud-Cameroun de 1949 à 1954.**

Années	Nombre de pèlerins
1949	2
1950	2
1951	3
1952	2
1953	4
1954	6

**Source :** ANY, APA 10991/A, pèlerinage 1947 ; ANY, APA 111390/A, pèlerinage 1950-1951 ; ANY, APA10992/A, pèlerinage à la Mecque 1952-1953.

Exception faite du nombre de pèlerins par année, aucune autre indication n'est fournie (ni sur l'origine géographique, ni sur le sexe, encore moins sur la race des candidats au *hadj*). Ce tableau révèle l'extrême modicité des pèlerins en provenance du Sud-géographique. Une faible représentativité qui pourrait s'expliquer par la modeste proportion des croyants de cette partie du territoire et par le fait que la seule compagnie chargée de transporter les pèlerins était basée à Ngaoundéré. A la suite du commandement français, les administrations postcoloniales, à divers degrés, se sont également intéressées au pèlerinage, pour des raisons quelque peu similaires à celles de leur prédécesseur.

#### **4- Participation de la communauté musulmane à la politique locale durant la domination française**

Entre 1896 (année de fixation de la première communauté soudanaise à Yaoundé) et 1960 (année de l'indépendance du Cameroun), les groupes musulmans, au même titre que les autres populations locales, prirent part à un certain nombre d'évènement et participèrent à la prise de décisions concernant la localité de Yaoundé.

Organiser la communauté des croyants et exercer sur elle un contrôle efficient, passèrent par la mise sur pied d'une chefferie musulmane. C'est ainsi que fut instituée la chefferie

<sup>186</sup> Th. Takou, "Islam et société", 1990, p.92.



d'Ekoudou en 1936. C'est une institution de 2<sup>e</sup> degré, reconnue comme étant le groupement de la communauté musulmane de Yaoundé. Le tout premier chef fut Mallam Ibrahim et son règne s'étala de 1936 à 1966. A l'instar des autres chefs indigènes, Mallam Ibrahim se devait d'agir dans un sens favorable à la France et ne devait en aucun cas contrecarrer les actes de l'autorité administrative<sup>187</sup>. C'est au travers de la chefferie d'Ekoudou, que le commandement français exerça son influence et son contrôle sur l'ensemble des Soudanais musulmans établis à Yaoundé. Mallam Ibrahim était chargé de percevoir l'impôt, de contrôler les habitants et de veiller au maintien de l'ordre parmi les populations musulmanes. Il bénéficiait en retour d'une allocation fixe, calculée sur la base de l'importance numérique de sa population et d'une indemnité pour charges spéciales. Il pouvait prétendre au paiement des remises sur l'impôt forfaitaire collecté par ses soins, ainsi qu'à des primes d'efficacité en raison de son apport dans les opérations de développement économique et social<sup>188</sup>.

La communauté musulmane s'illustra tout d'abord par sa contribution à la construction de la cité capitale. Si nous n'avons pu obtenir des informations sur la période du protectorat, relevons que le vaste chantier qui s'ouvrit au Cameroun après le départ des Allemands, amena l'administration coloniale française à astreindre les indigènes aux travaux forcés<sup>189</sup>. Parmi ces nationaux, se trouvaient les populations musulmanes. C'est ainsi que les Soudanais prirent part aux travaux forcés et ce, au bénéfice de l'édification de Yaoundé. En 1937 à l'aide d'outils rudimentaires, ils réalisèrent intégralement la route Hôtel Aurore-ministère du soya, marché charbon-ancien commissariat de Mokolo. Associés aux autres indigènes, quelques membres de ce groupe (une dizaine) prirent part à la construction du bâtiment qui abritait la subdivision du Nyong et Sanaga (actuelle sous-préfecture de Nlongkak)<sup>190</sup>.

---

<sup>187</sup> Il faut à ce niveau rappeler que le principe dominant de la politique suivie au Cameroun par l'administration française était celui de la collaboration des populations par l'intermédiaire de ses chefs. Dans cette perspective, tous les monarques indigènes, acceptant la primauté de l'autorité coloniale et exécutant à la lettre les instructions édictées par elle eurent les mains libres pour administrer leurs populations. A l'inverse, les personnalités intransigeantes, susceptibles de causer des soucis de quelque nature que ce soit, furent systématiquement écartés. Ainsi, de par leur nomination, les chefs traditionnels se trouvaient rattachés à l'administration coloniale, devenant de ce fait des exécuteurs de sa volonté. Pour davantage d'éclaircissement sur les rapports entre le pouvoir français et les autorités traditionnelles, le lecteur pourra consulter D. Abwa, "Commandement européen-commandement indigène au Cameroun sous administration française de 1916 à 1960", Thèse de Doctorat d'État en Histoire, UYI, 1994.

<sup>188</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>189</sup> A la suite des Allemands, les Français eurent recours aux travaux forcés pour certains aspects de la mise en valeur du territoire. C'est ainsi qu'ils imposèrent la prestation qui était une forme de travail forcé et créèrent l'impôt de capitation. Dans le système de prestation, tous les hommes étaient obligés de donner au gouvernement dix jours de travail gratuit par an. La commutation de la prestation était possible au taux de deux francs par jour de travail. A l'origine, le recrutement de la main d'œuvre indigène était fait par l'intermédiaire des chefs locaux et à partir de 1930, par les administrateurs du gouvernement.

<sup>190</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

L'un des actes majeurs, posé par la communauté musulmane de Yaoundé sous la domination française, fut son soutien à l'hexagone durant la deuxième conflagration mondiale. Dès le début de ce conflit, la France fit appel à son empire colonial. C'est dans ce cadre que les Haoussa de Yaoundé reçurent deux illustres visiteurs. Dans une correspondance adressée à Richard Brunot, Haut-Commissaire de la République du Cameroun le 14 Juin 1939, le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française (Pierre Boisson), annonça l'arrivée d'El Hadj Seydou Nourou Tall au Cameroun, dans le cadre de la tournée que ce dernier se proposait d'effectuer à travers les territoires d'Afrique subsaharienne sous domination française, pour exhorter les indigènes musulmans à se mobiliser contre les Allemands, ennemis de l'islam<sup>191</sup>. Le 05 avril 1940, Seydou Nourou Tall débarqua à Douala et entama directement une tournée de propagande, qui l'amena dans un certain nombre de localités du Cameroun parmi lesquelles Bafang, Ebolowa, Edéa et bien évidemment la capitale Yaoundé. Dans cette dernière, deux meetings furent organisés vers la fin du mois d'avril. Le premier se tint sur l'esplanade des services du Haut-Commissaire et le second au quartier Haoussa, plus précisément devant le domicile d'Alhaji Ali<sup>192</sup>. A cette communauté, il tint le même message à savoir : "*...la guerre actuelle est la guerre sainte contre les Allemands, diaboliques ennemis de l'islam, aussi bien que de la France, de la chrétienté et de l'humanité*"<sup>193</sup>. Six mois après lui, débarqua l'inspirateur du mouvement de la France Libre. Le Général De Gaulle entreprit une tournée de propagande dans l'empire colonial français. Au Cameroun, ce périple l'amena à Douala le 08 octobre 1940 et à Yaoundé le 11 octobre de la même année. Conformément au programme des cérémonies établi par le Délégué du gouvernement Saller, l'illustre visiteur se rendit au quartier Haoussa, où il rencontra le samedi 12 octobre 1940, le chef haoussa Mallam Ibrahim, afin d'obtenir personnellement de ce dernier, le soutien de sa communauté à la cause française<sup>194</sup>. Sa demande fut favorablement reçue. En retour, il aurait laissé la consigne au Haut-Commissaire de bien traiter les musulmans<sup>195</sup>.

---

<sup>191</sup> APA 10788 mission croisière, visites des personnalités au Cameroun, (1920-1944) : El Hadj Seydou Nourou Tall.

<sup>192</sup> J.L Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.81.

<sup>193</sup> APA 10788 mission croisière, visites des personnalités au Cameroun, (1920-1944) : El Hadj Seydou Nourou Tall.

<sup>194</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>195</sup> Ibid.

**Photo N°5 : Visite du Général De Gaulle au chef Mallam Ibrahim au quartier  
Haoussa de Yaoundé en 1940.**



**Source:** J.L. Mengueme, "Les Haoussa de Yaoundé", 1998, p. 81.

Le message humaniste du marabout sénégalais El Hadj Seydou Nourou Tall et l'appel du Général De Gaulle provoquèrent une grande mobilisation des populations camerounaises. Parmi les gens conduits vers le camp militaire qui était situé sur l'emplacement de l'actuel dispensaire de Messa, on dénombra de jeunes et robustes musulmans, désignés par le chef Mallam Ibrahim<sup>196</sup>. Au-delà du soutien apporté à la France lors de la Deuxième Guerre Mondiale, la communauté musulmane du pays beti soutint la pétition contre le vœu de transfert de la capitale à Douala.

Lors de la session de l'ARCAM du 30 novembre 1950, le vœu de transfert de la capitale de Yaoundé à Douala<sup>197</sup>, qui n'était pas à l'ordre du jour, fut émis très tard dans la nuit par Paul Soppo Priso et voté par quatorze (14) voix contre onze (11) et un bulletin nul<sup>198</sup>. Indignée par ce projet, une délégation de la population de Yaoundé, conduite par son Maire André Fouda,

<sup>196</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>197</sup> Au mois de novembre 1950, le Président de l'ARCAM Louis Paul Aujoulat absent, est remplacé à titre intérimaire par Paul Soppo Priso (élu du Wouri). Paul Soppo Priso saisit cette occasion pour soulever un problème lancinant dans la communauté douala depuis la fin de la guerre, cinq années auparavant. Elle n'avait guère accepté le retour de la capitale du Cameroun à Yaoundé en 1946. Capitale initiale du pays en 1884, Douala l'a été jusqu'en 1901, année au cours de laquelle la capitale fut transférée à Buea. Une situation liée au fait que les Allemands se plaignaient du climat humide de Douala et de la malaria qui y régnait. La ville de Buéa pour sa part leur rappelait le climat humide de chez eux. Toutefois, en 1908, le mont Cameroun entra en éruption en pleine nuit. Après qu'il se soit calmé, la capitale fut à nouveau transférée dans sa ville initiale. Une fois établis au Cameroun, les Français à leur tour se plaignirent du climat humide de Douala et jetèrent leur dévolu sur Yaoundé qui devint la capitale du Cameroun en 1921. Après le ralliement du Cameroun à la France Libre durant la Deuxième Guerre Mondiale, Leclerc décida du transfert de la capitale à Douala en septembre 1940. Mais, au mois de juin 1946, la capitale retourne à Yaoundé, au grand dam des populations de Douala et ses environs.

<sup>198</sup> Enoh Meyomesse, *Paul Soppo Priso. L'homme qui vainquit Aujoulat en 1954*, Edk Books, 2019, p.54.

alla protester devant le chef de région Monsieur Tirant afin qu'il ignore ledit projet. Monsieur Tirant prit acte du vœu de la délégation et lui suggéra d'envoyer une pétition au Haut-Commissaire André Soucadaux. Dans cette correspondance datée du 03 décembre 1950, les représentants de la population de Yaoundé soulignèrent l'illégalité d'une telle décision et en dégagèrent les inconvénients. Ils arguèrent qu'une telle initiative serait coûteuse pour le budget du pays et insistèrent sur le fait qu'il y avait des terres à Yaoundé pour recevoir les bâtiments dont aurait besoin une capitale<sup>199</sup>. Parmi les quinze signataires de cette pétition, on retrouvait des Ewondo, des Etenga, des Yanda, des Eton et le chef Haoussa Mallam Ibrahim<sup>200</sup>. L'introduction de cette requête fit échec au projet de transfert de la capitale à Douala<sup>201</sup>. Les musulmans de Yaoundé s'illustrèrent également dans la fondation d'une association, ayant pour but la défense de leur spécificité.

**Photo N°6 : Quelques administrateurs du Cameroun en 1958.**



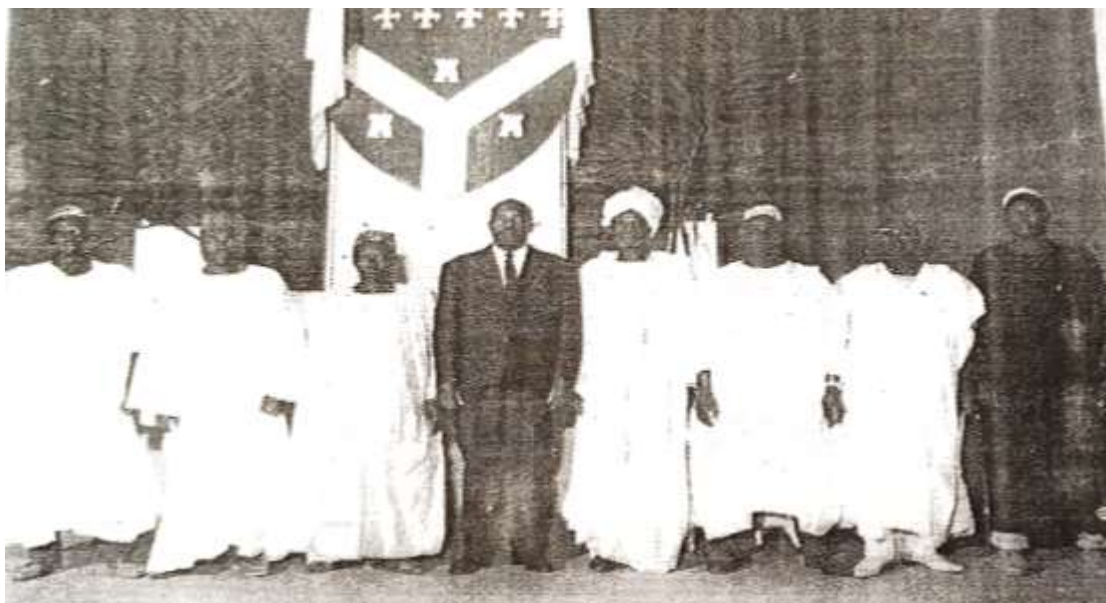
**Source:** J.L. Mengueme, "Les Haoussa de Yaoundé", 1998, p. 87. (A gauche de Louis Paul Aujoulat, se trouve Aladji Koramou, l'un des conseillers municipaux de Yaoundé en 1958).

<sup>199</sup> Ibrahim Awala, 80 ans environ, enseignant à la retraite, Briqueterie, 05/07/1998.

<sup>200</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>201</sup> De retour de Paris, Louis Paul Aujoulat vola au secours d'André Fouda. Finalement, Soucadaux décida du maintien de la capitale à Yaoundé.

**Photo N°7 : Les conseillers municipaux musulmans de Yaoundé en 1958.**



**Source:** J.L. Mengueme, "Les Haoussa de Yaoundé", 1998, p. 86. (Sur la photo, on distingue André Foua en costume sombre, Maire de Yaoundé. A sa gauche, se trouve Aladji Ali. En lunettes, nous avons Moumini Soulé).

En 1954, pour s'assurer le contrôle des populations musulmanes, le Haut-Commissaire de la France au Cameroun Roland Pré, suggéra à l'élite soudanaise musulmane de créer leur propre formation politique, dont les responsables pourraient mieux défendre les intérêts spécifiques de leur communauté<sup>202</sup>. Pour y parvenir, Roland Pré mit à leur disposition les services de l'avocat français Ficher. Ce dernier rédigea les statuts de l'association qu'il dénomma "Amicale des Musulmans du Nyong et Sanaga" (AMNS). Afin de lui donner un caractère national, l'AMNS un an plus tard devint "Amicale des Musulmans du Cameroun"(AMC). Tout en restant en contact avec leurs camarades d'hier, de nombreux musulmans démissionnèrent de leurs anciens partis<sup>203</sup> et se regroupèrent au sein de la nouvelle structure, dont la présidence revint à Alhaji Ali. Le manque de ressources humaines capables d'animer l'AMC (dont la conséquence fut l'irrégularité et l'inconsistance des réunions) associé

<sup>202</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>203</sup> Avant la fondation de cette association, l'élite soudanaise de Yaoundé était dispersée dans les formations politiques de l'heure. On retrouvait Alhaji Tanko, Moumini Souley, Alassan Ngoumbari, Alhaji Moussa Gambo et Alhaji Mama Koramou dans le BDC de Louis-Paul Aujoulat. Baba Chawe militait dans l'UPC d'Um Nyobe. Aliou Adamou et Alhaji Ali pour leur part étaient membres de l'USC de Charles Okala.

à la configuration post-électorale de 1956, précipitèrent la disparition de l'AMC<sup>204</sup>. Brandissant l'argument selon lequel Ahmadou Ahidjo était musulman comme eux, Alhaji Ali, appuyé par les amicalistes de la région du Nord et du Noun, opta pour la fusion de l'AMC dans l'UC<sup>205</sup>. Cette option rencontra en revanche l'opposition d'Alhaji Moumini, Alhaji Souley, Alhaji Dan Tsoho et Alhaji Mama Koramou, qui finalement rejoignirent André Marie Mbida dans le parti des Démocrates Camerounais. Ces derniers se sentaient plus proches d'André Marie Mbida, qu'ils considéraient comme leur frère qu'à Ahmadou Ahidjo, venu du lointain Nord-Cameroun<sup>206</sup>. L'opposition de certains musulmans à l'endroit d'Ahmadou Ahidjo se fit également ressentir dans le manifeste de 1959, contestant la légitimité du Premier Ministre camerounais à réclamer l'indépendance au nom de tous ses compatriotes.

Le caractère collaborationniste de la communauté musulmane se manifesta également par son soutien à l'administration coloniale française, dans sa lutte contre l'UPC dès 1955. L'historiographie révèle à cet effet que les activités de ce mouvement nationaliste furent de moindre envergure et sans effet dans les régions musulmanes, où les membres de ce parti politique furent assimilés à des agitateurs<sup>207</sup>. C'est dans ce cadre que sous l'instigation du mandataire français, des associations musulmanes virent le jour avec pour but d'endiguer la menace upéciste. A titre illustratif, on peut mentionner la création à l'échelle nationale de la Mediafrancam (Médiation France-Cameroun) en 1953<sup>208</sup>. Dans la même lancée, fut créée l'Amicale des Musulmans pour le Progrès Social (AMPS) dans le Centre du pays, pour empêcher à l'UPC de prospérer au sein de la communauté musulmane<sup>209</sup>. En 1958, après le décès d'un musulman au quartier Haoussa par de prétendus éléments de l'UPC, les populations soudanaises de la Briqueterie se mobilisèrent. Armés de lances, d'arcs et de flèches empoisonnées, ces dernières attaquèrent les populations bamiléké<sup>210</sup> aussi bien du quartier haoussa que du quartier Mokolo et détruisirent leurs échoppes<sup>211</sup>. Ces incidents qui causèrent la mort de quelques citoyens originaires de l'Ouest Cameroun et la migration de certains vers d'autres quartiers de Yaoundé, suscitèrent la descente sur le terrain du Premier Ministre

<sup>204</sup> Des élections législatives eurent lieu au Cameroun français le 23 décembre 1956. Elles furent remportées par l'UC qui obtint 30 des 70 sièges. L'UC se présentait comme un cadre d'unification et facteur de cohésion politique de l'ensemble de l'élite musulmane du Cameroun.

<sup>205</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/1998.

<sup>206</sup> Ibrahim Awala, 80 ans environ, enseignant à la retraite, Briqueterie, 05/07/1998.

<sup>207</sup> Thierno Mouctar Bah et G. L. Taguem Fah, "Les élites musulmanes", 1993, p.125.

<sup>208</sup> ANY, 3AC2417, Cameroun, Séparatisme.

<sup>209</sup> ANY, AN2AC.90, 1956.

<sup>210</sup> Ces derniers d'après les sources orales étaient considérés comme les vecteurs du terrorisme dans la capitale.

<sup>211</sup> J.L Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.88.

Ahmadou Ahidjo et du Ministre des Travaux publics, des Transports et des Mines Charles Okala. Des interventions qui permirent le retour au calme<sup>212</sup>.

Le 24 octobre 1958, l'ALCAM vota une résolution proclamant la volonté du peuple camerounais d'accéder à la pleine indépendance le 1<sup>er</sup> janvier 1960 et demandait ainsi l'abrogation de la tutelle de l'ONU<sup>213</sup>. Rendu à New York en début 1959 pour déposer la résolution votée à cet effet, le Conseil de Tutelle lui aurait présenté une fin de non-recevoir. Le conseil lui fit comprendre que cette résolution ne saurait être valable, s'il n'obtenait au préalable l'assentiment de toutes les forces vives du Cameroun. En fait, avant le départ d'Ahidjo pour New-York, à l'initiative de l'UPC et du parti des Démocrates Camerounais, un manifeste signifiant la non-représentativité d'Ahidjo fut signé par les leaders d'opinion de certaines populations du Cameroun en 1959<sup>214</sup>. Parmi les signataires de ce document, il y avait Moumini Souley, Alhaji Mama Koramou et Bako Abdoulaye pour la communauté musulmane de Yaoundé<sup>215</sup>. Selon Alhaji Sani Yaro<sup>216</sup>, ces derniers traitaient Ahidjo respectivement de "bâtard et de fourbe"<sup>217</sup>. Pour contourner cet obstacle, Ahidjo usa de ses relations particulières avec certains membres du même groupe à l'instar d'Alhaji Ali. Ces derniers auraient alors adressé une correspondance au Conseil de Tutelle, signifiant l'assentiment de la communauté haoussa de Yaoundé à la résolution du 24 octobre 1958<sup>218</sup>.

Au total, le sentiment d'appartenance des Soudanais et Bamoun du pays beti à cette localité s'est traduit par leur implication (aux côtés des autres populations) à l'administration et à la vie politique de cette aire géographique.

Au terme de ce premier chapitre, il apparaît que l'islam s'implante et se consolide chez les Beti du Centre dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce au concours des administrations occidentales. Ces dernières ont indéniablement favorisé le développement de la religion musulmane dans notre zone d'étude. Cet apport se situe à deux niveaux. Le premier fut structuré, élaboré, pensé. Il porta sur l'implantation des communautés musulmanes en pays

<sup>212</sup>J.L Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.88.

<sup>213</sup> Ibrahim Moussa, 95 ans environ, grand imam de la mosquée centrale N°1 de Yaoundé, Briqueterie, 08/08/1998.

<sup>214</sup> Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko, 70 ans environ, chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie, Briqueterie-chefferie, 21/03/ 1998.

<sup>215</sup> J.L Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.89.

<sup>216</sup> Propos recueillies par J.L Mengueme, p.90.

<sup>217</sup> Quand Ahmadou Ahidjo se lança en politique en 1946, son origine controversée d'enfant naturel refit surface et milita contre lui. De nombreux ressortissants du Nord-Cameroun le désavouèrent comme représentant du peuple. En effet, dans la culture islamo-peule, une personne aux origines mal connues comme Ahidjo, ne pouvait diriger des gens aux origines nobles. L'autre cause de la dissension entre Ahmadou Ahidjo et l'élite musulmane résidait dans son orientation politique. Chef de file de la nouvelle classe élitiste, Ahmadou Ahidjo inquiétait les membres les plus conservateurs de l'aristocratie foubé.

<sup>218</sup> D'après les informations recueillies par J. L. Mengueme, cette correspondance se trouverait dans les archives de l'ONU.



beti, la construction d'un édifice culturel, le soutien ostentatoire accordé aux "compromising marabout"<sup>219</sup> ou marabouts-collaborateurs, l'organisation et la prise en charge partielle ou totale des frais de pèlerinage de quelques croyants. Des indicateurs qui témoignent de la mansuétude des commandements européens en faveur de la communauté musulmane. Cette "politique de générosité"<sup>220</sup> visait de multiples objectifs à l'instar de la prise en compte de la diversité religieuse de leurs administrés, le souci de faire bonne impression auprès des membres de cette communauté, la volonté d'asseoir leur hégémonie sur celle-ci et au final, la rallier à la politique coloniale<sup>221</sup>. L'islam tel un mutant, se servit du cadre législatif, de l'urbanisation, du contexte sécuritaire et socio-économique pour éclore. Grâce aux différents commandements européens, cette religion put se répandre ou se consolider là où elle était soit inexistante, soit largement minoritaire. Atout ou obstacle à l'éclosion de la religion musulmane comme s'interrogeait Daniel Abwa<sup>222</sup>, l'impérialisme occidental a davantage été un ferment à l'épanouissement de cette croyance en pays beti. Ce soutien est indéniablement reconnu par la totalité des chercheurs s'étant penchés sur cette question. C'est à ce titre que Jean Claude Froelich affirme : "*Le premier bénéficiaire de la colonisation fut l'islam, qui progressa plus en cinquante ans d'administration européenne qu'en dix siècles d'histoire, grâce à l'extension des routes, à la sécurité des communications, au service militaire et au développement du commerce*"<sup>223</sup>. Dans la même lancée, Marcel Cardaire et Vincent Monteil soulignent l'apport des administrations occidentales dans l'évolution de l'islam<sup>224</sup>. Se limiter à ces auteurs africanistes pourrait paraître partisan. Leur origine géographique commune peut donner l'impression de chercheurs occidentaux, faisant l'apologie de leur nation. La Parole est donc donnée aux afrocentristes islamologues. A ce niveau également, cet appui est relevé. Au-delà des turpitudes et soubresauts de cette collaboration froide, entretenue dans une atmosphère de suspicion et de méfiance réciproque, Hamadou Adama reconnaît que l'islam a su profiter de la présence des administrations occidentales au Cameroun. C'est à ce titre qu'il laisse entendre : "*En définitive, l'islam n'aura pas beaucoup perdu dans le contexte de la colonisation bien au contraire... Le pouvoir colonial apparaît relativement comme ayant favorisé l'islam et consolidé son assise*

---

<sup>219</sup> Nous empruntons ce terme à M. Z. Njeuma, *Fulani hegemony in Yola (Old Adamawa) : 1809-1902*, Yaoundé, CEPER, 1978, p.5.

<sup>220</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p. 87.

<sup>221</sup> G. L. Taguém Fah, "Les élites musulmanes et la politique au Cameroun de la période française à nos jours", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UYI, 1996, pp. 29.

<sup>222</sup> D. Abwa, "Impérialisme européen et expansion de l'islam au Cameroun", in *La culture arabo islamique en Afrique au Sud du Sahara : cas de l'Afrique de l'Ouest*, Zaghuan, publication de la FTRSI, 1997, pp.40-41.

<sup>223</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p.75.

<sup>224</sup> M. Cardaire, *Contribution à l'étude de l'islam noir*, Ifan, Douala, 1949, pp. 95-96 et 113-114 ; V. Monteil, *L'islam noir*, Paris, Collection Esprit, 1968, p. 52.



*politique au Cameroun*<sup>225</sup>. Autant de positions qui contredisent la vision chromatique selon laquelle, l'occident impérialiste n'avait rien fait pour l'islam. Le précédent développement, sans faire l'apologie de la colonisation, permet de relativiser l'attitude de celle-ci, qui volontairement et involontairement a favorisé la progression de l'islam. Dans cette logique, cette religion s'émancipe du paradigme victimaire dans lequel l'avait enfermé une certaine écriture académique des relations entre elle et l'occident, faisant de ce dernier son principal obstacle. Au final, il faut admettre que même si le projet colonial n'avait nullement pour objectif de promouvoir une autre idéologie religieuse que le christianisme, l'islam tira son épingle du jeu et progressa plus qu'il ne l'avait fait durant la période précoloniale. Est-il nécessaire de rappeler que c'est à un citoyen de confession musulmane, en la personne d'Ahmadou Ahidjo, que la France coloniale décida de confier les rênes du pays après son départ ? Le pouvoir colonial apparaît dès lors comme l'un des maîtres d'œuvre de la dynamique islamique dans la zone d'étude.

---

<sup>225</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p. 155.

**CHAPITRE II :**  
**DIFFUSION RAMIFICATOIRE DE L'ISLAM, STRATEGIES DE COHABITATION**  
**INTER-COMMUNAUTAIRE, RAPPORTS ENTRE LA COMMUNAUTE**  
**MUSULMANE ET LES ADMINISTRATIONS**  
**POST-INDEPENDANCES**

L'expansion de l'islam à travers le pays beti (du Centre-Cameroun) se déroula de façon pacifique. En 1896, année probable de fixation du premier contingent de musulmans sur le site de Yaoundé, l'islam est extrêmement discret. Religion de migrants, ne manifestant aucune ambition prosélytique, elle resta longtemps cantonnée au seul quartier Briqueterie. Deux siècles plus tard, l'islam affiche fière allure. Ostensible et ostentatoire, sa présence est partout perceptible. Son éclosion est manifeste par une diffusion ramificatoire ininterrompue, caractérisée par une présence significative dans toutes les localités de la zone d'étude. Cette expansion géographique est la résultante d'une matrice migratoire, induite dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par les Soudanais venus de la partie septentrionale du pays et à partir du XX<sup>e</sup> siècle, par les Bamoun venus de l'Ouest. Une fois établis sur leurs nouveaux sites d'accueil, ces groupes musulmans s'attelèrent à développer des relations harmonieuses avec les différentes composantes sociologiques qu'ils trouvèrent sur place.

**I- LES FACTEURS ET ACTEURS DE L'EXPANSION DE L'ISLAM**  
**EN PAYS BETI DU CENTRE-CAMEROUN**

La théorie sur la diffusion indique que tout ce qui se déplace est porté par un support qui peut être humain, matériel ou virtuel. La diffusion des religions est liée au fait que de tout temps, les hommes se sont toujours déplacés, soit dans un but missionnaire, soit pour guerroyer ou encore pour faire du commerce<sup>1</sup>. Lors de son expansion à travers la planète, l'islam n'échappa guère à ces différents schémas. Dans sa dimension sociologique, la foi islamique est portée par des hommes. Ce sont ces derniers qui, dans leurs déplacements, essaimèrent la dernière-née des religions révélées. Ainsi, le paradigme migratoire est la principale matrice de la propagation de la religion musulmane. Exploitant les nombreux avantages que procurent les villes, les premiers musulmans s'établirent exclusivement dans les centres urbains, afin de mener leurs activités de façon sereine et pérenne.

---

<sup>1</sup> F. Thual, "Comment les religions se mondialisent-elles", in *Le monde des religions*. N°3, janvier-février 2004, p.18.

## 1- Les facteurs de diffusion de l'islam chez les Beti du Centre

Deux principaux éléments ont conditionné la diffusion de l'islam chez les Beti du Centre. Il s'agit des marchés périodiques d'une part et d'autre part, de la création des unités administratives.

Le facteur commercial suscita la continuelle venue des contingents de marchands et bergers musulmans. Ces derniers, guidés par l'optique de réaliser de bonnes affaires et de glaner toujours d'importants bénéfices, signalèrent leur présence dans la zone d'étude dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est également le mobile économique, qui incita les sectateurs musulmans à se mouvoir dans la totalité des hameaux abritant une importante activité économique. En effet, lorsque les foyers initiaux de peuplement se révélèrent saturés sur le plan commercial et que les marges bénéficiaires devinrent peu importantes, des éléments musulmans issus la plupart du temps des dernières vagues migratoires, abandonnèrent là leurs aînés souvent fondateurs du regroupement et migrèrent en direction des localités offrant de meilleures opportunités d'affaires. Les premiers missionnaires de l'islam à savoir les marchands et bergers ne se sont pas directement fixés sur les sites qu'ils occupent présentement. Partant de Yaoundé et de Bafia où la majorité était déjà établie depuis des années, leur première stratégie consista à sillonner les différents hameaux, proposant aux populations locales une gamme variée d'articles. Durant leurs expéditions commerciales, les localités de prédilection étaient celles donnant lieu à un important regroupement de personnes, potentiels débouchés pour leurs produits commerciaux. C'est ainsi qu'ils affectionnaient particulièrement les centres de collecte de cacao et les marchés périodiques, désignés par les populations locales sous le terme *angara*. Ces derniers étaient des marchés périodiques et traditionnels. Ils se tenaient en plein air, à des jours fixes, à des endroits précis et sur des espaces bien définis. L'*angara* avait un rayon limité par des frontières, il regroupait par conséquent un certain nombre de villages et le jour du marché, les populations convergeaient des périphéries vers le site de l'activité commerciale. Les produits dynamisants dans ces marchés périodiques étaient le cacao, le café et le palmiste. Cependant, la primauté du cacao sur les autres produits ne fait l'ombre d'aucun doute. En plus des produits suscités, on trouvait également de nombreux vivres et une gamme variée de gibiers. Ces marchés périodiques attiraient divers types de visiteurs, certains venant se ravitailler, d'autres venant écouler des articles. C'est dans cette dernière optique que les premiers musulmans commencèrent à sillonner les différents marchés périodiques que les localités beti abritaient, attirés par la possibilité de faire de bonnes affaires. L'élément le plus en vue qu'apportaient les musulmans était la viande de bœuf, victuaille très prisée par les autochtones,

à telle enseigne que dans certaines subdivisions, elle était classée parmi les cinq aliments les plus consommés<sup>2</sup>. En plus de la chair de bovin, les commerçants musulmans proposaient des confections vestimentaires en peaux de bœufs séchées et tannées (samaras, sacs, sacoches en cuir), des hameçons, des fils de laine (*mvounda*), des tissus (*bësandà mekan*), etc. Le marché terminé, les vendeurs ambulants et bergers emballaient leurs marchandises. A pieds ou à vélos, disposant du calendrier de tous les *angara*, ils cheminaient en direction du village devant abriter le prochain marché. De ce qui précède, on constate que l'expansion de l'islam en pays beti tout comme en Afrique au Sud du Sahara a été rendue possible par son association harmonieuse avec le commerce. Le rôle prépondérant que joua le commerçant dans la propagation de la religion musulmane amena Jean-Claude Froelich à émettre : "*Il est aujourd'hui bien établi que l'agent le plus actif de diffusion de la foi musulmane fut le commerçant, berbère ou noir ; l'islam noir est un islam commerçant*"<sup>3</sup>. Tout aussi poignante est la formule émise par Xavier de Planhol qui déclarait :

...plus que la culture ou même que l'exploitation pastorale, le commerce et l'artisanat représentent, on le sait, les activités nobles et méritoires au premier titre aux yeux de l'islam. C'est par excellence sous cette forme que les musulmans pénètrent en pays non-islamique. Elles caractérisent les minorités musulmanes au-delà de la frontière de l'islam et y sont la marque la plus tangible de son avance<sup>4</sup>.

Le commerce permit donc la diffusion de l'islam en ce sens où marchands et bergers, guidés par la recherche effrénée du gain, sillonnèrent les différentes localités subéquatoriales, proposant certes leurs articles mais, suscitant également la curiosité des natifs de par leur accoutrement spécifique ainsi que par la pratique de la prière. C'est de cette manière que les Beti firent la découverte de l'islam. Cette activité cinétique permit à la religion musulmane de se disséminer aux confins des localités les plus reculées, dans les périphéries les plus insoupçonnées, repoussant toujours ses frontières et étendant par là même son influence. C'est cette dynamique marchande et commerciale, impulsées par les commerçants originaires du Nord-Cameroun et après le XX<sup>e</sup> siècle par ceux venus de l'Ouest notamment du pays bamoun, qui est à la base de la diffusion de l'islam au Sud de l'Adamaoua. Convertir de nouveaux adeptes à l'islam n'était pas l'objectif visé. Seul l'appât du gain dicta le mouvement de ces missionnaires de la première heure. L'accroissement du trafic économique, l'extension des voies de communication, l'intensification des échanges commerciaux et le développement de

<sup>2</sup>ANY, APA 2AC 7109, rapport annuel de la subdivision de Mfou, 1957, p.16. La viande de bœuf est le 5<sup>e</sup> aliment le plus consommé par les populations de la subdivision. Cette tendance continue en 1958 (ANY, APA 2AC 487, rapport annuel de la subdivision de Mfou. 1958, p.18).

<sup>3</sup>J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p. 80.

<sup>4</sup> Cité par Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 43.

l'urbanisation permirent aux intrépides marchands de descendre toujours plus loin dans les régions subéquatoriales. Cette expansion diffuse par "*glissement et sauts de puce*"<sup>5</sup>, permit aux Soudanais d'étendre leurs réseaux commerciaux et par conséquent, la cartographie de l'islam.

Le second paramètre à savoir l'avènement de la ville, suscita partout la sédentarisation des communautés jusque-là flottantes et vint mettre un terme aux mouvements intermittents des marchands et bergers musulmans. L'érection d'un hameau en unité administrative, coïncida avec l'établissement en son sein d'un premier groupe de commerçants musulmans, qui s'étoffa au fil des ans. C'est ce schéma dominant qui fut observé dans la quasi-totalité des localités du pays beti. Cependant, il arriva quelques fois que les commerçants musulmans s'établissent tout d'abord dans un hameau, non encore érigé en unité administrative, mais connaissant une intense activité économique<sup>6</sup>. Si ce dernier était finalement élevé au rang d'unité administrative, les commerçants soudanais poursuivaient leurs activités. Dans le cas où un hameau avoisinant était plutôt désigné comme chef-lieu de subdivision ou de circonscription, les marchands et bergers migraient de ce village pour celui nouvellement érigé en centre urbain. Siège des institutions, la ville offre des gages en termes de paix et de sécurité. La présence des structures publiques ainsi que des forces de maintien de l'ordre concourent à cet état des faits. Espace neutre, elle est le lieu de brassage par excellence des populations de divers horizons. De par son importance numérique, elle représente un important marché de consommation, sur lequel sont menées des activités commerciales de façon permanente. Au-delà de la singularité propre au pas beti, cette inclinaison de l'islam pour les milieux urbains se justifie plus globalement par l'obligation de la prière commune le vendredi qui exige des mosquées, mais aussi par les contraintes sociales de l'islam et l'idéal de vie enseigné par le Coran<sup>7</sup>. Pour toutes ces raisons, les groupes musulmans généralement venus d'ailleurs et possédant par conséquent le statut d'étranger, choisirent les villes au détriment des campagnes. Dès-lors, la fixation des marchands et bergers est déterminée par la garantie d'une pratique commerciale stable et régulière. Cet islam qui se fixa grâce à la ville n'arriva plus à se départir d'elle à telle enseigne que cette religion est exclusivement catonnée dans les centres urbains. Dans le cadre de la zone d'étude, les regroupements campagnards sont quasi-inexistants.

Le statut administratif de la ville exerce une influence sur le rayonnement ou non de l'islam. On observe à cet effet que dans les centres majeurs, l'islam est plus important que dans

---

<sup>5</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 43.

<sup>6</sup> Tel furent les cas des villages des chefs supérieurs et chefs de groupements.

<sup>7</sup> A. Bourgey, *Islam et géographie*, Paris, Persée, 1970, p.89.

les centres secondaires. Le chef-lieu de région abrite une communauté de croyants ainsi que des infrastructures socioreligieuses islamiques plus importantes que les autres unités administratives. Dans la même perspective, les chefs-lieux de départements connaissent généralement une situation plus reluisante que les chefs-lieux d'arrondissements. Le statut juridique se combine à un autre paramètre à savoir, la position géographique de chaque localité. C'est ainsi que dans les zones de transit, l'islam est plus dynamique que dans les terroirs en cul de sac. Au final, la vitalité commerciale et le rayonnement de l'islam vont de pair.

## **2- Les Soudanais et Bamoun : acteurs de l'expansion de l'islam et fondateurs des foyers musulmans**

En pays beti (du Centre-Cameroun), les premiers missionnaires de l'islam furent les marchands et bergers soudanais. Ces derniers se mirent en mouvement dans le cadre de la pratique du commerce. C'est ce que de nombreux auteurs ont appelé le "commerce haoussa"<sup>8</sup>. Le groupe haoussa est celui dont il est le plus fait mention. Un générique globalisant qui à lui seul sert à désigner tous les ressortissants du Nord-Cameroun, indistinctement de leur obédience religieuse et de leur ethnie véritable<sup>9</sup>. Les Haoussa sont pour la plupart des commerçants nomades, ignorants les frontières étatiques. C'est la raison pour laquelle des groupuscules de ce peuple se trouvent disséminés loin de leur territoire originel. Voisin du Nigéria, le Cameroun regorge d'importantes colonies haoussa éparpillées à travers l'étendue du territoire national. Ce peuple, par son dynamisme commercial a largement contribué à faire connaître l'islam dans le Cameroun au Sud de l'Adamaoua<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, pp. 41-42.

<sup>9</sup> Le mot haoussa signifie aussi musulman. C'est la raison pour laquelle on dit d'un beti qui s'islamise qu'il est devenu un haoussa. Une généralisation soulignée par la quasi-totalité des chercheurs, qui se sont penchés sur la question musulmane dans la partie méridionale du pays. Cette confusion s'expliquerait par le fait que les premiers musulmans avec lesquels les populations bantou entrèrent en contact étaient les Haoussa. Cette généralisation abusive est également perceptible dans de nombreux rapports officiels datant de la période coloniale et même, sous la plume de certains auteurs. Ainsi, plusieurs administrateurs coloniaux et quelques chercheurs firent usage de cet amalgame facile, qui consiste à voir dans le vocable haoussa, toute personne originaire du Nord-Cameroun.

<sup>10</sup> Maud Lasseur, "islam et christianisme en mouvement : mobilités géographiques et changement religieux au Cameroun", *Espace-Populations-Sociétés*, vol 2, N°3, 2010, p.81.

Dans le même sillage se situent les Foulbé<sup>11</sup>. Après des migrations pacifiques qui leurs permirent de prendre pied au Nord-Cameroun<sup>12</sup>, ils réussirent à s'emparer du pouvoir politique dans cette aire géographique grâce à l'entreprise du *djihad*, initiée par Ousman Dan Fodio dans l'actuel Nord du Nigéria et relayée dans Adamawa<sup>13</sup> par son lieutenant Adama<sup>14</sup>. Partant de Ngaoundéré et transitant par Tibati et Yoko, les éléments d'avant-garde de ce groupe s'implantèrent dans le Mbam dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. Un mouvement et une implantation dictés par la poursuite de leurs activités pastorales et esclavagistes. Après la soumission du pays vouté en 1898 par l'armée coloniale allemande, les premiers contingents de Foulbé se fixèrent à Yaoundé, attirés par ses statuts de circonscription administrative et de centre commercial. Une présence qui s'accrut après la pacification intégrale du territoire et l'imposition de la *Pax Europea*. C'est de Yaoundé que partirent les vagues de commerçants foulbé qui peuplèrent les autres terroirs beti du Centre. En plus des Haoussa et Foulbé, on note l'action des Kanuri et Mboum dans la propagation de l'islam. Dans leur entreprise missionnaire, les Soudanais furent rejoints par les croyants originaires du Noun<sup>16</sup>. Ainsi, les fondateurs des différents regroupements musulmans dans la zone d'étude étaient Haoussa, Foulbé, Kanuri, Mboum et Bamoun<sup>17</sup>.

L'enquête participative a révélé que de nombreux foyers furent fondés par des Haoussa à l'instar de Yaoundé, Mbalmayo, Akonolinga, Ngoumou ou encore Esse. Les Foulbé quant à eux donnèrent naissance aux regroupements de Mfou, Awaë, Ndzeng, Ngomedzap et Obala.

---

<sup>11</sup> Pour ne pas tomber dans les sentiers battus, nous ne nous attardons guère sur l'origine des Foulbé. Toutefois, pour davantage d'informations sur l'histoire de ce peuple, le lecteur pourra consulter : Boubou Hama, *Contribution à la connaissance de l'histoire des Peuls*, Paris, Présence Africaine, 1968 (notons que l'auteur prend en compte les thèses de nombreux chercheurs européens tels Delafosse, Barth, d'Eichthal, Grey Jackson, Clapperton et de nombreux africains noirs et berbères) ; R. Cornevin, *Histoire des peuples de l'Afrique noire*, Paris, Edition Berger-Levrault, 1962 ; E. Mveng, *Histoire du Cameroun. Tome I*, Yaoundé, CEPER, 1984 ; M.Z. Njeuma, "Les lamidats du Nord-Cameroun (1800-1894)", in M.Z. Njeuma (sous la direction de), *Histoire du Cameroun (XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; E. Mohammadou, *Les royaumes foulbé du plateau de l'Adamaoua au XIX<sup>e</sup> siècle : Tibati, Tignéré, Banyo, Ngaoundéré*, Tokyo, Ilcaa, 1978.

<sup>12</sup> Les différentes thèses sur l'arrivée des Foulbé dans l'Adamawa nous sont rapportées par Hamadou Adama (*L'islam*, 2004, p. 21).

<sup>13</sup> L'Adamawa sert à désigner la région la plus méridionale des lamidats de l'empire Sokoto alors que l'Adamaoua désigne l'une des régions du Cameroun.

<sup>14</sup> Pour l'islamisation violente du Nord-Cameroun, le lecteur pourra consulter M.Z. Njeuma, "Les lamidats du Nord-Cameroun (1800-1894)", in M.Z. Njeuma (sous la direction de), *Histoire du Cameroun (XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; M.Z. Njeuma, *Fulani Hegemony in Yola (Old Adamaoua) : 1809-1902*, Yaoundé, CEPER, 1978 ; E. Mohammadou, *Idriss Alaoma ou l'apogée du Kanem-Bornou*, Abidjan, Nouvelles Editions Africaines, 1983, du même auteur *Les royaumes foulbé du plateau de l'Adamaoua au XIX<sup>e</sup> siècle : Tibati, Tignéré, Banyo, Ngaoundéré*, Tokyo, Ilcaa, 1978 ; E. Mveng, *Histoire du Cameroun. Tome II*, Paris, Présence Africaine, 1985, p. 184.

<sup>15</sup> Souley Mane, "Islam et société", 2006, p. 46.

<sup>16</sup> Maud Lasseur, "Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu", *Afrique contemporaine*, N°215, 2005, p.98.

<sup>17</sup> La succession étant héréditaire au niveau des chefferies traditionnelles, il fut aisé de déterminer les ethnies des fondateurs des foyers musulmans à partir de leurs descendance.

Les Kanuri fondèrent le regroupement d'Okola. Le foyer de Monatélé eut pour instigateur un mboum de Ngaoundéré. Contrairement à une idée largement répandue, tous les foyers musulmans ne furent fondés par des ressortissants du Nord-Cameroun. On note à cet effet que les populations originaires du Noun, participèrent également à cette entreprise missionnaire. Ainsi, les Bamoun fondèrent les foyers d'Evodoula et de Sa'a. Le premier musulman à s'établir dans une localité prit systématiquement le titre de chef haoussa de ce lieu<sup>18</sup>. Le souci de ces missionnaires de la première heure était d'écouler leurs marchandises. Nulle part, il n'est fait mention d'un quelconque prosélytisme aux premières heures de la fixation des marchands et bergers. Partout où ils s'établirent pour pratiquer leurs activités de prédilection à savoir le commerce et la boucherie, ils diffusèrent du même coup la religion musulmane.

## **II- UNE DIFFUSION RAMIFICATOIRE ININTERROMPUE OU LA RESULTANTE DE LA DYNAMIQUE MARCHANDE COMBINÉE A LA MULTIPLICATION DES UNITES ADMINISTRATIVES**

La dissémination de la religion musulmane à travers la zone d'étude obéit à une certaine logique qu'on pourrait qualifier d'"éparpillement à partir des centres pour les périphéries". En effet, les Soudanais s'établirent tout d'abord dans l'unique unité administrative que connaissait la zone d'étude à savoir Yaoundé. Lorsque cette première circonscription, parce que trop vaste, fut balkanisée en plusieurs entités administratives, des vagues de musulmans pour la plupart commerçantes partirent du premier foyer d'établissement et fondèrent de nouveaux regroupements au sein des circonscriptions nouvellement créées. Lorsque ces dernières à leur tour connurent de nouveaux découpages, d'autres vagues commerçantes partirent soit du premier foyer de fixation, soit des seconds foyers d'établissement pour s'implanter dans les unités administratives les plus récentes. Ainsi, le maillage administratif a joué un rôle déterminant dans l'expansion de l'islam.

### **1- L'islam dans le Mfoundi**

Le département du Mfoundi correspond globalement à la ville de Yaoundé, capitale politique du Cameroun, siège des institutions et vitrine de l'islam en pays beti. Créé à la suite du décret N°74/193 du 11 mars 1974 le séparant du département de la Mefou, il compte une

---

<sup>18</sup> Si les Soudanais, fondateurs de regroupements s'établirent au sein des foyers auxquels ils donnèrent naissance jusqu'à leurs décès, les pionniers bamoun pour leur part prirent l'habitude dans leur vieillesse de retourner dans le Noun. Une fois parti, la chefferie musulmane fut aussitôt transférée à leur suivant immédiat toujours soudanais. Raison pour laquelle on retrouve des Soudanais comme chef haoussa à Evodoula et Sa'a, bien-que ces regroupements furent fondés par des Bamoun.



superficie de 297 km<sup>2</sup> et englobe sept (07) arrondissements. Fief des Ewondo, la population du Mfoundi en 2009 était estimée à 1700000 habitants<sup>19</sup>. Après l'implantation des Allemands et la fondation par ces derniers du poste de *Yaunde station*, les premiers immigrants à s'établir sur ce site qui prit par la suite le nom de Yaoundé sont les Soudanais venus du Nord et désignés sous le générique globalisant d'"haoussa". Une ancienneté soulignée par la totalité des chercheurs s'étant penchés sur l'implantation des populations à Yaoundé. Selon Jean Louis Mengueme, cette antériorité confère à ces groupes humains provenant du septentrion le statut d'autochtone. C'est à ce titre qu'il employa une expression comme "Mvog-Ada-Haoussa"<sup>20</sup>. Les Soudanais s'établirent d'abord à proximité du poste administratif puis, vers l'actuel marché central. En 1911, leur colonie comptait déjà une cinquantaine de cases<sup>21</sup>. Par la suite, leur quartier fut plusieurs fois déguerpis par les administrateurs français en raison de la croissance des quartiers administratifs et centraux mais aussi, pour cause d'aménagement des voies de communication qui serpentent la ville ou pour cause d'hygiène. Cette série de déplacements les amena à occuper successivement cinq sites différents et à s'établir définitivement sur le dernier qui est Ekoudou-Briqueterie, grâce aux concours de l'administration locale ainsi que du chef supérieur Charles Atangana. Il est dès lors question de marquer un temps d'arrêt sur le quartier Briqueterie, qui est de loin le foyer musulman le plus important de la ville de Yaoundé et même de toute la zone d'étude.

Située au Nord-Ouest de Yaoundé, la Briqueterie est bâtie sur une colline<sup>22</sup> qui culmine à 760m d'altitude et coiffée par la mosquée centrale de Yaoundé. De par sa position géographique, la Briqueterie est du ressort administratif de l'arrondissement de Yaoundé II et fait partie des quartiers populaires de la cité-capitale. Secteur périphérique jusqu'en 1945, l'expansion de la ville a fait d'elle un lieu central qui conserve cependant un caractère spontané et anarchique. La Briqueterie est l'une des zones résidentielles où l'autorité coloniale française avait décidé de caser les immigrés d'origine lointaine. C'était essentiellement les Bamiléké et les Haoussa, déguerpis du centre administratif et du centre commercial entre les deux guerres mondiales. De toutes les ethnies rencontrées dans ce quartier, les Soudanais et Bamoun sont ceux qui lui donnent un cachet particulier, dans la mesure où ils font de la Briqueterie la plus grande médina ainsi que le plus grand quartier musulman de Yaoundé, surtout de par sa

<sup>19</sup> [https://www.citypopulation.de/en/cameroon/admin/0207;mfoundi;Mfoundi\(département,Cameroon\)](https://www.citypopulation.de/en/cameroon/admin/0207;mfoundi;Mfoundi(département,Cameroon) Population Statistics, Charts, Map and Location) Population Statistics, Charts, Map and Location", consulté le 19 juin 2019.

<sup>20</sup> J.L. Mengueme, "Les Haoussa", 1998, p.35.

<sup>21</sup> A. Franqueville, *Yaoundé*, 1984, p.34.

<sup>22</sup> L'islam occupe l'une des trois collines religieuses de Yaoundé à savoir la Briqueterie. En 1901, c'est au tour de la mission catholique de s'établir sur la colline de Mvolé (775m d'altitude). En 1922, la MPA (Mission Presbytérienne Américaine) fonde une station sur la colline de Djoungolo.

population estimée en 2009 à 47776 habitants<sup>23</sup>. C'est dans cette optique que la Briqueterie n'a cessé d'être le point de chute des immigrés d'obédience musulmane originaires du Nord-Cameroun, du Noun, d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Ouest<sup>24</sup>. Des migrations continuelles qui accentuèrent son caractère cosmopolite. L'une des particularités de la Briqueterie est qu'elle abrite la plus forte communauté musulmane de Yaoundé. C'est également à cet endroit qu'on recense le plus grand nombre d'édifices dédiés au culte musulman de la cité capitale. Les plus anciennes mosquées de Yaoundé (et du pays beti), bien qu'aujourd'hui rénovées, y sont encore visibles. Il s'agit de la mosquée du milieu bâtit en 1936 et la mosquée centrale de Yaoundé construite en 1955. De 1936 à 1975, la Briqueterie était le seul quartier de Yaoundé dans lequel on trouvait des mosquées. Par conséquent, aux heures de prières en l'occurrence pendant celles du vendredi, les croyants musulmans convergeaient des autres quartiers et même des autres unités administratives du pays beti pour aller prier à la Briqueterie. Situation qui renforça son statut et son prestige. Possédant une mosquée du vendredi en 1936, elle comptabilisait quatre (04) mosquées de la *juma* en 1994. En 2017, elle enregistrait huit (08) mosquées du vendredi et treize (13) mosquées secondaires. Cette surabondance des lieux de culte suscite une pollution sonore mais également, des occupations des chaussées qui entraînent les interruptions de circulation aux heures de prières. On y dénombre également une école franco-arabe et plusieurs institutions coraniques qui participent à la formation de la jeunesse musulmane. De nombreuses structures commerciales se spécialisent dans la commercialisation des produits alimentaires *halal*<sup>25</sup>, des institutions médicales conformes à la jurisprudence islamique (à l'instar de l'Association Islamique pour la Santé et le Développement), des librairies islamiques, des associations à coloration soit tribales soit religieuses qui ambitionnent d'assurer l'encadrement des musulmans bref, une gamme de services destinées à l'épanouissement total des fidèles. Bien-que largement minoritaire, le christianisme est également présent dans ce quartier. Il est

---

<sup>23</sup> Ce chiffre est fourni par Sani Ateba (cité par Souley Mane, "Religion et télévision : étude de l'audience de l'émission Connaissance de l'islam sur la CRTV-télé au quartier Briqueterie à Yaoundé", Mémoire de Master en Science de l'Information et de la Communication, UY II, 2013, p.49). Il est issu d'un recensement effectué en 2009 et financé par la Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle, rattaché à l'Ambassade de France à Yaoundé.

<sup>24</sup> De tous les groupes d'immigrés d'origine étrangère implantés à la Briqueterie, les ressortissants d'Afrique de l'Ouest forment la communauté la plus importante. Les Ovest-africains choisissent la Briqueterie pour la proximité avec l'islam mais aussi, pour la langue. Les Peuls parlent ainsi aisément fulfulde avec leurs coreligionnaires africains, pareil pour les Haoussa et Arabe-Choa qui sont accueillis et hébergés par leurs frères camerounais.

<sup>25</sup> Halal signifie licite au regard de l'islam. A titre illustratif, la loi islamique interdit aux musulmans de consommer l'alcool, de manger la viande d'animaux prédateurs (lions, tigres, etc.), omnivores comme le porc et des oiseaux de proie tels-que les faucons. Pour que la viande d'un animal soit halal, le sacrificateur doit être musulman ou à défaut, faisant partie des "gens du livre" (juifs et chrétiens). L'animal ne doit pas être étourdi, mais égorgé vivant, la tête tournée vers la Mecque, pour qu'il se vide de son sang. Au-delà du domaine alimentaire, halal désigne ce qui est permis et concerne les règles de vie en général ou encore, la morale musulmane.

matérialisé par une paroisse protestante (sise au marché charbon) ainsi qu'une chapelle et une école catholique du côté de la nouvelle route Briqueterie.

A partir de la décennie 1970, l'islam entame la sortie de la Briqueterie pour essaimer dans tout l'espace urbain. La croissance urbaine, caractérisée par la naissance de nouveaux quartiers et l'établissement en leur sein de groupes de fidèles plus ou moins importants, sont à l'origine de la prolifération des foyers musulmans à Yaoundé. Avec la diffusion des idéaux de paix et de sécurité, le réflexe séculaire qui consistait à s'établir à proximité de ses congénères (originaires de la même aire géographique) et qui donna naissance à tous les quartiers à dénomination ethnique régressa. Situation d'autant plus accentuée par la saturation d'anciens foyers de peuplement à l'instar de la Briqueterie. La combinaison de ces facteurs fut à la base de la fixation des populations dans des zones résidentielles où des espaces étaient encore disponibles, d'où la colonisation de nouveaux territoires. Si les musulmans sont désormais présents dans tous les quartiers de Yaoundé, les regroupements les plus importants après la Briqueteries sont : Etoudi (au lieu-dit Nkol-Mbong), Ngoussou, Rue-Manguier et Essos. En 1976, une première mosquée fut bâtie hors de la Briqueterie, il s'agit de la mosquée centrale d'Essos. Cette dernière dû cependant attendre 1986 pour commencer à célébrer la prière du vendredi<sup>26</sup>. L'explosion démographique, les donations des riches musulmans, la loi sur la liberté d'association de 1990, les clivages ethno-idéologiques et l'offensive missionnaire des pays du Moyen-Orient accentuèrent la prolifération des infrastructures socioreligieuses islamiques dans la ville de Yaoundé. Au moment où nous achevons les enquêtes de terrain, nous recensons une centaine de mosquées dans le Mfoundi<sup>27</sup>. La capitale politique du Cameroun abrite le plus grand complexe islamique du pays. Elle est également le siège de la plupart des institutions islamiques d'envergure nationale et internationale à l'instar de l'ACIC, le CSIC (Conseil Supérieur Islamique du Cameroun), l'ASSOVIC, l'ADF, la WAMY, etc. Partout à Yaoundé, l'islam cohabite de façon pacifique avec les autres confessions religieuses notamment chrétiennes. Au final, la capitale politique s'affirme comme la vitrine de ce Cameroun où la résurgence du divin se fait sentir avec acuité. De Yaoundé, partirent des vagues de musulmans (commerçants de profession) qui peuplèrent les autres localités beti du Centre.

<sup>26</sup> Modibo Halidou Ibrahima, 63 ans, imam principal de la mosquée centrale d'Essos, Essos, 24/05/2018.

<sup>27</sup> Le lecteur pourra consulter les tableaux des mosquées de Yaoundé, pp.172-176.

## 2- L'islam dans la Mefou et Afamba

Autre département de la région du Centre, il est issu de la division en 1995 de l'ancien département de la Mefou en Mefou-et-Afamba et Mefou-et-Akono. Il a pour chef-lieu Mfou et compte huit arrondissements pour une superficie totale de 3338 km<sup>2</sup>. Les principaux foyers musulmans sont Mfou, Esse, Awaë et Soa.

Le foyer musulman le plus important de la Mefou et Afamba se localise dans la ville de Mfou. C'est en 1943 que les premiers soudanais commencèrent à sillonner la localité de Mfou, attirés par les nombreux marchés périodiques qui s'y tenaient. A cet effet, la région abritait six *angara* à savoir : Mfou, Nkilzok, Ndangueng, Nkongoa, Nkoabang, Nkolafamba. Tous ces marchés ne se tenaient pas le même jour, aussi, existait-il un système de rotation<sup>28</sup>. Au rythme de la tenue des différents *angara*, Yérïma Mamoudou et ses bergers se rendaient de hameaux en hameaux, approvisionnant les différents marchés qui s'y tenaient en viande de bœuf. La corrélation *angara*, viande de bœuf était très forte. Toutefois, il fallut attendre 1952 qui correspond à l'érection de ce hameau en subdivision pour voir les premiers musulmans s'établir dans la localité. Pratiquant exclusivement le commerce, la création de la subdivision et par conséquent de la ville, offrait à ces marchands-bergers des comptoirs permanents à partir desquels ils pouvaient pratiquer leurs activités de façon pérenne. Avec la création de la subdivision, Yérïma Mamoudou éprouva la nécessité de créer un poste fixe à Mfou. Cet impératif était lié au fait que la ville procurait une base stable à partir de laquelle il pouvait desservir les autres villages rattachés à la subdivision et par ce fait, mettre fin au mouvement pénible qui consistait à partir de Mbalmayo tous les jours pour Mfou et ses environs. Notons à ce niveau que la piste reliant les deux localités à cette date était difficilement praticable. En 1953, Yérïma Mamoudou implanta une base commerciale à Mfou dirigée par Hamadjoda Hamoa. Les membres de cette base tous islamisés, constituent la première communauté musulmane de Mfou.

---

<sup>28</sup> L'*angara* de Mfou, qui se localisait sur le site actuel de la tribune se tenait au départ tous les mercredis. Par la suite, il se tint également le samedi donc, deux fois par semaine.

**Photo N°8 : Hamadjoda Hamoa (premier musulman à s'établir à Mfou).**



**Source** : S. Eyinga Aba, " L'implantation et l'évolution de l'islam dans la ville de Mfou ", 2007, p.50.

En dehors des premières vagues de musulmans qui se fixèrent dans la localité pour des raisons commerciales, vinrent par la suite d'autres groupes plus ou moins restreints (toujours attirés par la même motivation que les premiers), les épouses des croyants déjà installés et des fonctionnaires affectés dans l'unité administrative. La ville a été l'élément catalyseur dans le processus d'implantation et d'augmentation démographique de l'effectif urbain. Oscar Edjimbe l'avait déjà remarqué lorsqu'il affirmait : "*La variabilité populaire qui caractérise la ville de Mfou aujourd'hui, faisant d'elle une ville cosmopolite, est liée essentiellement à l'essor urbain que va connaître la localité dès la création de la subdivision vers 1952*"<sup>29</sup>. Par ces propos, on perçoit aisément l'influence qu'exerça l'unité administrative dans la fixation de nouvelles communautés. Oscar Edjimbe révèle également que dans cette ville d'immigrants qu'est Mfou, les premières populations étrangères à s'installer furent les Haoussa<sup>30</sup> et les Bamiléké, venus chercher fortune à travers les activités relevant de l'informel<sup>31</sup>. En 1960, la municipalité logea les musulmans et leur abattoir sur un site qui prit au départ l'appellation de quartier Haoussa et

<sup>29</sup> O. Edjimbe, "La commune de Mfou : 1952-1996. Historique et contribution au développement économique et socioculturel de ses populations", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UYI, 2004, p.25.

<sup>30</sup> Notons que l'auteur, à l'instar de la majorité des populations de cette localité en particulier et du Sud-Cameroun en général, utilise le mot haoussa pour désigner les musulmans, indifféremment de leur appartenance ethnique véritable.

<sup>31</sup> O. Edjimbe, "La commune", 2004, p.25.

à partir de 1985, la dénomination bloc C<sup>32</sup>. La ville de Mfou a toujours abrité une seule mosquée à la fois. A partir de 1953, les croyants prirent l'habitude de se regrouper au domicile d'Hamadjoda Hamoa pour les prières quotidiennes. En 1970, l'évolution démographique dicta la construction de la première mosquée aux dimensions modestes et en matériaux provisoires. En 1985, la continuelle augmentation de la population musulmane couplée à la vétustesse du premier édifice qui tombait vite en ruine entraîna la construction d'une nouvelle mosquée en semi-définitif, sur le même emplacement que la précédente<sup>33</sup>. La première prière du vendredi fut célébrée à Mfou le 17 mai 2002, grâce au dynamisme d'un nouvel imam en la personne de Ngapna Mouhamed Awal<sup>34</sup>. En 2010, la communauté musulmane de Mfou fut gratifiée d'une mosquée de standing moyen en matériaux définitifs, bâtie sur le même emplacement que les précédentes. C'est à l'intérieur de ce cadre moderne que les croyants de cette ville, vaguement estimé à 300 fidèles en 2017, se regroupent pour le culte<sup>35</sup>.

Le second foyer musulman à voir le jour dans la Mefou et Afamba est situé dans la ville d'Awaë. Le premier contingent de Soudanais s'installe dans cette localité en 1967, à la suite de l'érection de ce hameau en chef de poste de district<sup>36</sup>. Ce groupe était composé de trois éléments à savoir, un boucher du nom de Sali et deux commerçants nommés Mohammadou Oumarou et Mohamed Moussa. En 1970, la première mosquée en nattes de raphia fut construite<sup>37</sup>. Dès cet instant, le caractère florissant de l'activité commerciale suscita la continuelle venue d'autres vagues commerçantes, qui ne cessèrent de grossir la communauté musulmane de cette jeune unité administrative. En 1990, l'autorité municipale en la personne d'Abanga Théophile attribua aux musulmans un espace vacant derrière la brigade de gendarmerie d'Awaë. C'est cette zone qui correspond au quartier haoussa de cette ville. Sur le plan spirituel, la première prière du vendredi fut célébrée en 1994. En 2006, une seconde mosquée du vendredi vit le jour à Awaë. Elle est un don d'Aladji Danladji, croyant résidant dans cette même localité. Au total, la ville d'Awaë abrite quatre (04) mosquées parmi lesquelles deux (02) mosquées du vendredi

<sup>32</sup> La création du quartier Haoussa fut consécutive aux désagréments causés par le commerce des bœufs.

<sup>33</sup> Ce second édifice fut financé à 80% par un croyant béninois, pharmacien de profession en la personne de Salihou Latoundji.

<sup>34</sup> Dès sa désignation comme imam, Ngapna Mouhamed Awal estima incommode le fait que plusieurs dizaines de croyants quittaient Mfou tous les vendredis pour aller prier à Yaoundé. Dès lors, il entreprit des démarches pour faire acquérir à la mosquée de Mfou le droit de célébrer la prière de la *juma*. Produit d'une institution coranique, ayant œuvré à la fondation du regroupement de Bonamoussadi (Ngoa-Ekellé) comme imam adjoint et disposant d'un poste de responsabilité à la centrale n°2 (prédicateur), il sollicita et obtint le consentement des autorités religieuses et administratives compétentes à savoir : les agréments du chef haoussa d'Ekoudou, celle du sultan bamoun et celle du Préfet de la Mefou et Afamba.

<sup>35</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 48 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou-ville, 28/12/2017.

<sup>36</sup> Awaë fut érigé en district par décret N°67-DF-227 du 24 mai 1967.

<sup>37</sup> Cet édifice connu deux rénovations. En 1980, il fut détruit et à nouveau bâti en briques et en tôles. En 2002, il fut à nouveau démoli, agrandi et reconstruit en matériaux définitifs.

(la grande mosquée et la mosquée centrale), deux (02) mosquées secondaires (mosquée Aladji Ousman et la mosquée Aladji Adamou) ainsi que deux écoles coraniques. Les croyants de cette ville en 2017 étaient estimés à environ quatre cents (400) fidèles<sup>38</sup>.

La ville d'Esse constitue le troisième regroupement islamique à être fondé dans la Mefou et Afamba. L'arrondissement d'Esse est créé par décret N°3627 du 03 juillet 1952, du Haut-Commissaire Jean Louis Marie André Soucadaux. Il s'étend sur une superficie de 1700 km<sup>2</sup>. L'implantation de l'islam y est assez tardive. En effet, si la présence des marchands et bergers est signalée en 1936, au moment de l'érection de cette localité en poste administratif, il fallut attendre 1972, pour assister à la sédentarisation du premier musulman dans cette ville, en la personne de Mama Lawa. Haoussa originaire du Niger, il transita par Maroua et Garoua. Après une brève escale à Yaoundé, il choisit finalement Esse pour pratiquer son activité commerciale. Rejoint les années suivantes par quelques-uns de ses coreligionnaires, la communauté musulmane s'agrandit progressivement. En 1976, le site qu'ils occupaient à titre gracieux étant désormais destiné à la construction de la paroisse catholique, l'autorité administrative d'alors en la personne de Mbog Yebga David (Sous-Préfet), leur attribua un espace broussailleux dans le périmètre urbain de cette ville naissante<sup>39</sup>. Ce site, parce-que majoritairement occupé par les populations originaires de la partie septentrionale et de confession musulmane, prit l'appellation de quartier Haoussa. La même année, la première mosquée d'Esse fut construite. La prière du vendredi fut inaugurée en 2008, situation qui mit un terme au mouvement intermittent en direction d'Awaë, où les croyants se rendaient pour ledit culte. En 2013, la communauté musulmane d'Esse reçut de l'ADF un édifice cultuel flambant neuf et entièrement sonorisé. Ce dernier, bâti sur le même emplacement que le précédent, est accompagné d'un forage ainsi qu'un bloc de trois toilettes. C'est au sein de cette nouvelle structure, que la centaine de musulmans présents dans la ville, pratique dorénavant le rite<sup>40</sup>.

Le département de la Mefou et Afamba abrite d'autres foyers musulmans, localisés dans les chefs-lieux des arrondissements de Soa, Afanloum, Edzendouan, Assamba et Nkolafamba. Si le regroupement de Soa est assez considérable (sur les plans numérique et infrastructurel)<sup>41</sup>, les quatre autres (tous créés par décret N° 92/2006 du 05 octobre 1992), sont mineures. Ils

<sup>38</sup> Ahmed Moussa, 69 ans, chef de la communauté musulmane d'Awaë, Awaë, 01/08/2018.

<sup>39</sup> Mama Lawa, 81 ans, chef du quartier Haoussa d'Esse, Esse-centre, 13/07/2018.

<sup>40</sup> Aladji Ayoub, 48 ans, imam principal de la mosquée d'Esse, Esse-centre, 13/07/2018.

<sup>41</sup> La situation universitaire de la ville de Soa et sa position géographique assimilable à un quartier de Yaoundé, font en sorte que la proportion des fidèles musulmans soit considérable, environ 700 croyants au moment où nous finalisons cette enquête. On y recense également deux mosquées du vendredi et une mosquée secondaire.

abritent chacun une vingtaine de fidèles. De surcroît, on n’y recense aucun édifice socio-culturel islamique à ces endroits. Ce caractère marginal justifie notre choix de ne guère porter une attention spécifique sur ces localités.

**Photo N°9 : La mosquée centrale de Mfou.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 05/08/2019.

**Photo N°10 : La grande mosquée de Soa.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 06/08/2019.

La mosquée centrale de Mfou est située au quartier Haoussa de cette ville. Elle est un don d’un généreux mécène qui a toujours souhaité garder l’anonymat. La grande mosquée de Soa pour sa part est située vers le Lycée Technique de cette ville. Elle est limitrophe au Groupe Scolaire Bilingue Franco-Arabe Al-Amal et est le fruit des cotisations des fidèles.



### 3- Situation de l'islam dans le Nyong et So'o

Le département du Nyong et So'o a été créé le 25 juin 1964, suite à l'éclatement du Nyong et Sanaga<sup>42</sup>. Il compte une superficie de 3581Km<sup>2</sup> pour une population estimée en 2001 à 142907 habitants. On y recense six (06) arrondissements<sup>43</sup>, qui sont autant de foyers musulmans. Le plus important est la ville de Mbalmayo, chef-lieu du département du Nyong et So'o.

En se référant à l'historiographie de l'islam au Sud de l'Adamaoua, on pourrait statuer sur le fait que vers 1896, les marchands et bergers soudanais, déjà installés sur le site du Yaoundé, partaient de là pour sillonner les localités environnantes. Parmi ces dernières, se trouvaient assurément le hameau de Vimli<sup>44</sup>, qui n'était distant de Yaoundé que de 48km. Au fil du temps, la présence des Soudanais s'est accrue au rythme de l'importance que prenait l'activité économique. L'analyse des éléments recueillis laisse supposer que ces populations flottantes effectuaient des navettes entre leur base d'approvisionnement et Vimli, à la cadence du calendrier commercial. Lorsque les Allemands arrivent dans la région du Centre et décident d'ériger le hameau de Vimli en centre urbain vers 1900, il semble évident que la forte activité commerciale que connaît cette ville naissante ait drainé davantage de vendeurs ambulants musulmans. Il est important de souligner que durant l'occupation allemande au Cameroun, les marchands musulmans ne se sont guère implantés à Vimli. Cette situation peut être due au fait que jusqu'en 1924, ce centre urbain naissant, malgré son poids économique considérable, présentait un aspect précaire comme l'affirme Denis Bonard Kouam : "*Sous la colonisation allemande, il n'y eut que des installations provisoires*"<sup>45</sup>. Le caractère incertain de cette ville qui hésitait à se préciser a probablement constitué un handicap à la fixation des musulmans. Les informateurs approchés s'accordent unanimement sur le fait que l'établissement de la première *Umma* à Mbalmayo est consécutif à la domination de la France au Cameroun. D'une manière générale, les différents arguments soulevés attestent du fait que c'est sous le mandat français

<sup>42</sup> L'éclatement du Nyong et Sanaga en 1964 donna naissance aux départements de la Haute-Sanaga, la Lékié, la Mefou, le Nyong et Mfoumou, le Nyong et So'o.

<sup>43</sup> Les six (06) arrondissements que compte le Nyong et So'o sont : Mbalmayo, Ngomedzap, Mengueme, Nkolmetet, Akoeman, Dzeng.

<sup>44</sup> A la création de cette ville en 1900 par les Allemands, ce centre avait pour appellation Vimli, qui pour certains fait allusion à un rocher qui surplombe le Nyong sur sa rive gauche où se situe l'actuel quartier Oyack et pour d'autres à l'art de fabriquer la poterie en argile. Après le départ des Allemands et dans un souci de dégermanisation, les Français changèrent Vimli en Mbalmayo. Le vocable Mbalmayo fait référence soit à une personne, soit à un couple. En arrivant dans la localité, les prospecteurs français auraient été reçus d'après certains informateurs par un homme qui se présenta à eux comme Mballa Meyo'o et d'après d'autres informateurs par le couple Mballa (le mari) et Meyo'o (la femme). N'étant pas habitués à la prononciation des noms indigènes, les administrateurs français déformèrent Mballa Meyo'o (ou Mballa et Meyo'o) en Mbalmayo.

<sup>45</sup> D.B. Kouam, "La population de Mbalmayo", Mémoire de Maîtrise en Géographie, UY, 1981, p.29.

que l'islam se fixe à Mbalmayo par l'établissement dans cette ville secondaire des marchands haoussa et bergers peuls tous musulmans. Cette certitude historique bat en brèche la thèse selon laquelle, les Soudanais se seraient établis à Mbalmayo durant la période précoloniale<sup>46</sup>. Pour ce qui est de l'année exacte à laquelle les musulmans s'implantent à Mbalmayo, deux propositions sont avancées à savoir 1920 et 1926. L'examen du contexte politico-infrastructurel de Mbalmayo permet d'écarter la première suggestion. Cette mise à l'écart tient compte du fait qu'en ce moment, cette ville, créée par les Allemands deux décennies plus tôt, avait encore du mal à se préciser. La quasi-totalité des réalisations présentait un aspect provisoire, accentué par le fait que premièrement, l'administration locale n'était pas opérationnelle et deuxièmement, le colon ne résidait pas dans la localité<sup>47</sup>. La seconde proposition qui est 1926 semble plus crédible, en ce sens que c'est à partir de cette année que le centre urbain entame sa transformation pour aboutir à la ville actuelle. On assiste à l'aménagement d'une zone administrative, d'une autre commerciale ainsi qu'à l'édification de véritables bâtiments administratifs, devant abriter les différents services publics. L'historiographie de Mbalmayo s'est quelque peu attardée sur l'arrivée des musulmans dans la localité. C'est dans ce cadre qu'Hermine Thaddée Abega<sup>48</sup> s'est intéressée à l'avènement des communautés dites "allogènes" dans cette ville. Pour le cas précis des Soudanais, elle affirme : "*Les premiers allogènes à solliciter leur installation à Mbalmayo entre 1926 et 1930 furent les Haoussa*"<sup>49</sup>. Comme tel fut le cas dans plusieurs localités à l'exemple de Yaoundé, la communauté musulmane, par son ancienneté a été témoin des multiples mutations survenues dans l'ancienne ville de Vimli. Si la forte activité économique de Mbalmayo constitua le facteur attractif des Haoussa et Foulbé, l'avènement de la ville quant à elle consacra leur fixation.

La première *Umma* qui se fixe dans la localité le fit aux abords du périmètre urbain, au lieu-dit Nseng-Nlong I (également désigné Ekit-Emvong<sup>50</sup>), derrière l'actuel quartier Nkong-Si<sup>51</sup> et au voisinage immédiat des entreprises forestières COCAM<sup>52</sup> et ECAM<sup>53</sup> Placage. Ce premier site présentait l'avantage de se situer à proximité de la bretelle du chemin de fer et de la rivière Mvolyé. S'il est difficile d'évaluer l'importance de la première communauté

<sup>46</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.32.

<sup>47</sup> D.B. Kouam, "La population", 1981, p.9.

<sup>48</sup> H.T. Abega, "Processus d'urbanisation et cohabitation intercommunautaire à Mbalmayo (1930-1992) : étude historique", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1999, p.46.

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Cette expression sert à désigner une herbe qu'on trouve en abondance dans les cacaoyères.

<sup>51</sup> Le terme Nkong-Si est une association de deux mots qui sont : "Nkong" qui renvoie au chemin et "Nsina" au fer. Nkong-Si renvoie donc au chemin de fer. Traversé par cette voie de communication, le secteur Ouest de la ville prit le nom de Nkong-Si.

<sup>52</sup> Contreplaqué du Cameroun.

<sup>53</sup> Entreprise camerounaise.

musulmane qui s'y implante, on apprend de Benoît Ahanda<sup>54</sup> et d'Amougou Bilounga<sup>55</sup> qu'elle était très peu nombreuse et réussit son installation grâce au système de location. En moins d'une décennie d'établissement à Ekit-Emvong, la première *Umma* abandonna cet emplacement pour s'établir à l'intérieur du périmètre urbain, dans la zone réservée aux indigènes. Rapportant les propos de Rabel Ossono, Hermine Thaddée Abéga stipule :

L'implantation des allogènes à Mbalmayo s'intègre dans une stratégie de résolution du conflit fratricide qui opposait les Bënë à leur chef supérieur Foé Mballa Frédéric. Ainsi, les allogènes pour leur neutralité, furent utilisés comme bouclier par le chef supérieur contre ses frères ennemis. C'est ainsi que les Haoussa et les Bamiléké, profitant de cette situation, réussirent à se faire intégrer dans cette société urbaine en formation<sup>56</sup>.

Restitués comme tel, ces propos peuvent sembler inaccessibles, raison pour laquelle les chefs bënë y apportent plus d'éclaircissement. Pour Benoît Ahanda<sup>57</sup>, Martin Ndoubena<sup>58</sup> ou encore Anaclé Zambo Ndi<sup>59</sup>, le chef supérieur Frédéric Foé Mballa n'était pas natif de la localité. Sa désignation obéissait beaucoup plus à une volonté administrative qu'à un souci d'équité. Cette situation value au leader imposé la contestation et l'animosité de ses sujets. Cette confrontation, révélatrice du désaveu et du rejet de l'autorité traditionnelle imposé par le pouvoir colonial a été brièvement évoquée par Henri Débeuzard Mbarga<sup>60</sup>. Retiré dans ses quartiers à Nkol-Ngock où il se sentait isolé et fragile, Frédéric Foé œuvra à l'établissement des Haoussa au lieu-dit Nkongolo-Si (New-Town Haoussa)<sup>61</sup>.

Le quartier Haoussa est compris dans les limites qui vont côté Nord, du fond de la vallée sus évoquée où coule la rivière Nkongolo jusqu'au carrefour total, face à l'agence de voyage Navette. A l'Ouest, du stade municipal au quartier Sakafon près de la cathédrale chrétienne catholique. Au sud, le quartier Ngock et à l'Est le quartier Ngallan. Il s'agit là d'un espace

<sup>54</sup> Ahanda Benoît, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nkong-Si centre commercial (infirmier retraité), Nkong-Si centre commercial, 28/08/ 2017.

<sup>55</sup> Amougou Bilounga, 56 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nseng-Nlong I, Nseng-Nlong I, 06/04/2017.

<sup>56</sup> H.T. Abega, "Processus d'urbanisation", 1999, p.51.

<sup>57</sup> Ahanda Benoît, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nkong-Si centre commercial (infirmier retraité), Nkong-Si centre commercial, 28/08/2009.

<sup>58</sup> Ndoubena Martin, 62 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nkong-Si dépôt de bois (agent de l'Etat aux finances retraité), Nkong-Si dépôt de bois, 28/08/ 2017.

<sup>59</sup> Zambo Ndi Anaclé, 65 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré Ngallan (comptable retraité), Ngallan, 29/08/ 2017.

<sup>60</sup> H.D. Mbarga, "Mbalmayo dans le sillage de la dynamique communale au Cameroun : 1950-1987", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2002, p.9. Précisions à ce niveau que dans la revue de la littérature qu'il fait, l'auteur évoque de manière fugace ce problème qui est au cœur du mémoire de Roger Abessolo Fouda : "Approche historique des problèmes de chefferie traditionnelle dans la subdivision de Mbalmayo, 1930-1960", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, 1993. Ce mémoire fut hélas introuvable.

<sup>61</sup> La stratégie de Frédéric Foé visait à établir un cordon de sécurité entre ses frères et lui (il mit en pratique la sagesse beti qui veut que le chef soit chef parce qu'il a des gens). Notons que Nkol-Ngock et Nkongolo-Si sont disposés dans une vallée, le premier sur le versant gauche et le second sur le versant droit. Ces deux entités sont délimitées par la rivière Nkongolo qui coule au fond de ce relief et qui donna son nom à l'un des versants qui la surplombe.

considérable qui couvre des lieux importants comme le marché New-Town, la station Total, la grande mosquée et la mosquée Omar Ben Khattab, ainsi-que de nombreuses surfaces commerciales. Lorsque cet espace fut créé en 1933 par le chef supérieur bënë Frédéric Foé Mballa, il abrita exclusivement les musulmans haoussa en nombre réduit. Leurs coreligionnaires peuls les ont rejoints vers la fin de la décennie 1940<sup>62</sup>. En ce temps, le quartier Haoussa n'était qu'un espace broussailleux qui demandait à être valorisé dans une ville en plein essor. De ce fait, de nombreuses infrastructures présentes aujourd'hui n'existaient pas. Le quartier haoussa d'après Zakari Soulé<sup>63</sup> est peuplé à près de 80% par les populations musulmanes. L'élément dominant est le type haoussa et peul. Les autres groupes ethniques musulmans (Beti, Bamiléké, Bamoun et Mbamoi) sont également présents mais en proportion réduite. C'est à cet endroit qu'on retrouve la plus forte concentration musulmane de toute la ville, soit plus de 2000 croyants<sup>64</sup>. Conformément aux raisons qui commandent la création de ces quartiers à l'instar de la différence culturelle, les musulmans trouvent sur place des structures adéquates à leur pratique religieuse. A cet effet, cette zone abrite à elle seule quatre mosquées, soit les 2/3 des édifices du culte musulman présents dans la ville de Mbalmayo. On y rencontre également trois écoles coraniques. Ici, les musulmans sont plus ou moins bien installés, beaucoup habitent dans des demeures en matériaux définitifs et souvent protégées par des barrières. Ce quartier vit au rythme des cinq prières journalières. Quand retentissent les appels des muezzins annonçant la prière, les différentes résidences, étalages et boutiques tenus par les musulmans se vident. Dès cet instant, les personnes qu'on rencontre le plus dans les concessions sont les femmes et les enfants encore fragiles. Même la fidèle clientèle des commerçants musulmans, déjà habituée à cette vie réglée s'abstient de fréquenter les surfaces commerciales à des heures précises (13 heures, 18 heures, etc)<sup>65</sup>. La ville de Mbalmayo abrite huit (08) mosquées<sup>66</sup> et autant d'écoles coraniques. On y recense également une école islamique franco-arabe et trois espaces de plein air, consacrés aux prières des grandes fêtes de l'islam.

---

<sup>62</sup> Souley Aladji, 61 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.

<sup>63</sup> Ibid

<sup>64</sup> Zakari Soulé, 64 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré du quartier Haoussa de Mbalmayo, New-Town, 21/08/ 2017.

<sup>65</sup> Cette description découle des observations faites sur le terrain.

<sup>66</sup> On note la grande mosquée de Mbalmayo, la mosquée Omar Ben Khattab, la mosquée du Centre, la mosquée de Nkong-Si rail, la mosquée Hassan Gambo, la mosquée haoussa de Nkong-Si, la mosquée de Ngock et la mosquée Baltazan.

**Photo N°11 : La grande mosquée de Mbalmayo.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 18/08/2009.

La grande mosquée de Mbalmayo fut construite en 1948 au quartier New-Town, bloc Haoussa, grâce aux contributions des fidèles. D'une capacité interne de quatre cents places, elle est surmontée d'un minaret disposant de haut-parleurs. Elle est desservie de nombreuses ouvertures avec le sol recouvert de nattes et de tapis. Vu de l'extérieur, cet édifice est protégé par un mur d'enceinte qui, en plus de la mosquée, abrite quatre salles de classe destinées à la formation islamique.

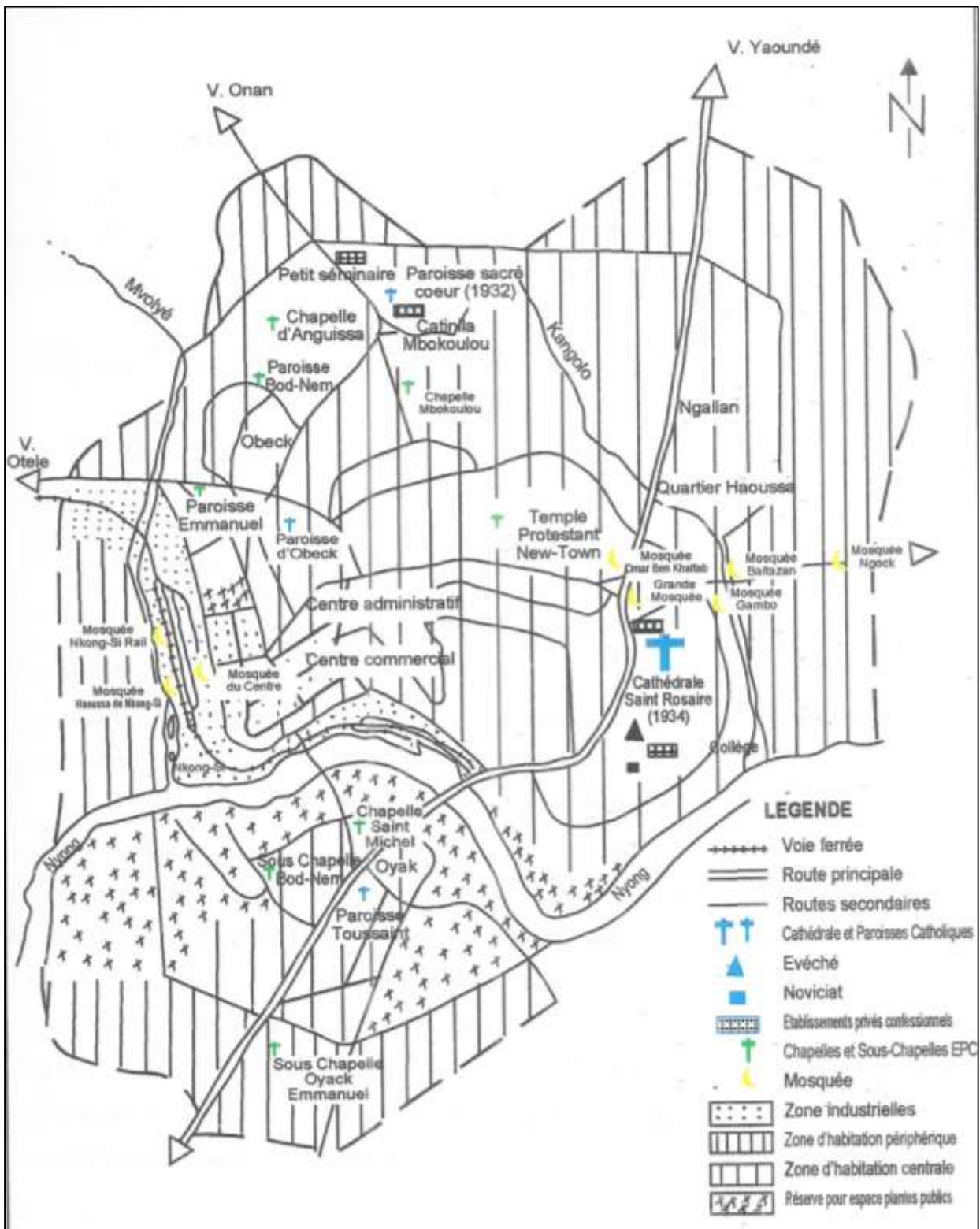
**Photo N°12 : La mosquée du Centre (Mbalmayo).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 18/08/2009.

La mosquée du Centre est située au quartier Nkong-Si. Une dénomination qui est liée au fait que cet édifice est situé au cœur de la ville de Mbalmayo. AU départ mosquée domiciliaire car située dans l'enceinte de la concession du chef de la communauté bamoun de cette ville en la personne d'Ibrahim Njinjiemoun Gbêtikom, elle fut transférée à la communauté des croyants en 1994 lors de son inauguration. Sa capacité interne est très réduite (moins d'une cinquantaine de personnes).

**Carte N°5 : Localisation des mosquées et paroisses (catholiques et presbytériennes) dans la ville de Mbalmayo en 2010.**



**Source :** S. Eyinga Aba, "L'implantation et l'évolution de l'islam dans la ville de Mbalmayo ", 2010, p.79.

Le département du Nyong et So'o abrite d'autres foyers mineurs de l'islam. Ceux-ci sont localisés dans les chefs-lieux des différents arrondissements à l'instar de Ngomedzap, Ndzeng et Metet.

Comme partout ailleurs, les commerçants musulmans commencèrent à sillonner Ngomedzap dans le cadre du marché périodique qu'il abritait. Les premiers musulmans s'y implantent en 1950, au moment de l'érection de ce hameau en poste de district. En 1956, le foyer musulman de Ngomedzap totalisait trois croyants à savoir un berger-boucher peul en la personne d'Abdoulaye Alissou et deux commerçants bamoun nommés Abdoulaye et Adamou<sup>67</sup>. Dès ce moment, une mosquée en matériaux provisoires fut bâtie sur le site d'un particulier, à proximité de l'actuel lycée d'enseignement général et pour les prières du vendredi, les croyants continuaient à se déplacer pour Mbalmayo. Avec le temps, la communauté musulmane s'agrandit grâce aux continues venues d'autres vagues commerçantes. En 2002, la *Umma* de Ngomedzap reçut gratuitement d'un natif du nom de Jean Mboudou une parcelle de terrain d'environ 1000m<sup>2</sup> dans l'actuel bloc C<sup>68</sup>. Sur ce site, un édifice religieux en briques fut construit et avec la tutelle de la mosquée du Centre de Mbalmayo, la prière du vendredi fut inaugurée à Ngomedzap. En 2012, sur la demande du chef de la communauté musulmane de Ngomedzap (Abdoulaye Alissou), l'ADF consentit à bâtir une mosquée en matériaux définitifs. Le jour de sa mise en service, les dignitaires musulmans convergèrent des quatre coins du pays pour assister au premier culte dans le nouvel édifice<sup>69</sup>. Des groupes musulmans en faible proportion sont également présents à Metet, où on note la présence de deux mosquées et à Ndzeng, qui abrite un modeste édifice du culte islamique.

#### **4- L'islam dans la Lékié**

La Lékié est un département de la région du Centre, nommé d'après le fleuve Lékié. Les deux grands groupes humains sont les Eton et les Manguissa. D'une superficie de 2989 km<sup>2</sup>, elle a pour chef-lieu Monatélé et compte neuf (09) arrondissements qui constituent autant de foyers musulmans. Les plus importants parmi ces derniers sont Obala, Monatélé, Sa'a, Evodoula, Okola.

---

<sup>67</sup> Abdoulaye Alissou, 95 ans, chef de la communauté musulmane de Ngomedzap, Ngomedzap, 27/06/2018.

<sup>68</sup> Cette donation n'était pas le fruit du hasard. En effet, une relation d'amitié existait entre le doyen d'âge de la communauté musulmane en la personne d'Abdoulaye Alissou (alors établi à Ngomedzap depuis 1956) et le militaire à la retraite Jean Mboudou. Sur la demande du premier, le second consentit à effectuer ce geste de générosité. A cette occasion, la communauté musulmane observa la tradition locale, qui consiste à donner à manger au propriétaire du terrain.

<sup>69</sup> Abdoussallam Halirou, 55 ans, imam principal de la mosquée de Ngomedzap, Ngomedzap, 27/06/2018.

Les premiers signes de la présence de l'islam à Obala datent de la période allemande. Provenant de Yoko, de Nguila, d'Ombessa et même du Nigéria, les commerçants ambulants soudanais proposaient divers articles à l'instar de la kola, du tabac, des parfums, des tissus, des chèvres et de la viande de bœuf<sup>70</sup>. Le commerce de plus en plus florissant incita quelques éléments musulmans à s'établir à Obala entre 1922 et 1930<sup>71</sup>. Une fixation facilitée par l'autorité traditionnelle locale, qui offrit aux nouveaux venus un espace vacant d'environ 01 hectare et demie (1,5 hectare)<sup>72</sup>. Ce site situé dans le secteur Obala zone 2, au bord de la nationale N°1 en allant vers Batchenga, correspond au quartier Haoussa. Les premiers à se fixer à cet endroit se nommaient Meigari, Baba Moustapha, Mohaman Toucour (1<sup>er</sup> chef de la communauté musulmane), Al Hassan, Ali Njimeta, Aladji Bakou, Aladji Abdoulaye pour ne citer que ceux-là<sup>73</sup>. C'est à la même période que la première mosquée de cette localité en nattes de raphia fut édifée. Grâce aux effets combinés du taux d'accroissement naturel positif et aux migrations (tant nationale qu'internationale) sans cesse croissantes, la communauté des croyants de cette localité n'a cessé de grossir au fil des ans. C'est dans ce sillage qu'en 1980, le premier bamoun en la personne de Nji Mbombou<sup>74</sup> jette l'ancre à Obala et s'installe près de ses coreligionnaires au quartier Haoussa. Ce dernier enregistrait près de 3000 âmes et 04 mosquées en 1990<sup>75</sup>. Exclues des instances de décisions religieuses<sup>76</sup>, les ressortissants du Noun en l'an 2000, entreprirent la construction de la mosquée cathédrale située à Elok 1. Celle-ci représente la deuxième mosquée du vendredi d'Obala. Des malentendus au sein de cette

---

<sup>70</sup> Th. H. Ngonou Ntouda, "La présence chrétienne et musulmane à Obala : essai d'étude historique (1910-1990) ", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2009, p.43.

<sup>71</sup> Plusieurs propositions sont émises au sujet de l'établissement des musulmans à Obala. Pour Théophile Hervé Ngonou Ntouda, cette fixation se serait produite en 1930 (sans en fournir la justification). Pour le notable Haoudou Mama Toucour, l'implantation des musulmans à Obala date de 1922. Au-delà de ces imprécisions liées à l'éloignement des faits, l'année 1922 paraît plus plausible. En effet, c'est en 1919 que l'administration française concrétisa la restructuration du territoire éton (initié en 1911 par les Allemands) en Eton Est, Eton Ouest et Manguissa. En cette même année, les Français élevèrent Ateba Ebé Albert au rang de chef supérieur des Eton Est avec pour siège de commandement Obala. Dès sa prise de fonction, Ateba Ebé Albert entreprit le développement de la localité et encouragea l'installation des commerçants étrangers dans la ville, en vue d'accentuer la construction des maisons commerciales (N. C. Tsanga Nouma, "Evolution historique de deux villes de la Lékié, Obala et Monatélé : deux villes, deux destins de 1950 à nos jours", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2005, pp.27-31).

<sup>72</sup> Une fois de plus, les différentes sources consultées ne s'accordent nullement sur le nom de l'autorité traditionnelle qui a attribué le site sur lequel se sont implantées les populations musulmanes d'Obala. Pour certains, il s'agirait du chef Mbassi Nkama alors que d'autres soutiennent que ce geste émane de Nnomo Ebé. Pour notre part, nous pensons qu'il s'agit d'Ateba Ebé Albert, premier chef supérieur des Eton Est, établi comme tel en 1919 par le mandataire français.

<sup>73</sup> Haoudou Mama Toucour, 70 ans, notable de la chefferie haoussa d'Obala, Obala (quartier Haoussa), 04/07/2018.

<sup>74</sup> Nji Mbombou fut le premier chef de la communauté bamoun d'Obala. Après lui, suivirent Lue Mama et Nsangou Hamidou.

<sup>75</sup> Th. H. Ngonou Ntouda, "La présence chrétienne", 2009, p.44.

<sup>76</sup> En plus d'avoir été exclus des cercles de décision au sein des mosquées, l'autre gêne selon les Bamoun questionnés trouve son fondement dans le fait que la catéchèse précédant les sermons se faisait en fulfulde, une langue qu'ils ne comprenaient pas.



dernière structure conduisirent les mécontents à faire scission et à fonder la mosquée du centre Madrassa, située à l'immeuble Ali-Njimeta (face T. Bella). Cet autre édifice cultuel a pour particularité d'être la troisième mosquée du vendredi de cette ville et la seule d'obédience wahhabite<sup>77</sup>. Au total, la ville d'Obala comptabilise neuf (09) mosquées à savoir : la mosquée centrale d'Obala, la deuxième mosquée du quartier Haoussa, la mosquée Mallam Saïdou, la mosquée de Nkol-Bikok, la mosquée Mallam Baba, la mosquée cathédrale d'Elok 1, la mosquée du centre Madrassa et deux mosquées domiciliaires au quartier Minkama. Dans ce total, trois sont destinées aux prières de la *juma*. Cette ville abrite également deux espaces de plein air destinés aux prières des grandes fêtes religieuses de l'islam (Tabaski et Ramadan) que sont le stade municipal et la cour de l'école publique Elok 1. Ce nombre considérable de croyants et de lieux de culte musulmans font d'Obala la deuxième localité d'effervescence islamique la plus importante du pays beti après Yaoundé et de loin, la plus importante de la Lékié.

Le premier musulman à s'établir à Monatélé est un mboum originaire de Ngaoundéré du nom d'Abdoulaye Bobo<sup>78</sup>. Boucher de profession, il entama sa carrière à Yaoundé vers 1940. Ses marges bénéficiaires se révélant peu importantes à cause de la rude concurrence que connaissait le secteur de la boucherie dans la cité capitale à cette époque, Abdoulaye Bobo entreprit de prospecter de nouveaux débouchés. C'est dans cette optique qu'il commença à fréquenter les marchés périodiques de Talla, Ebouksi, Elig-Ambassa, Nkol-Kossé et Monatélé; approvisionnant chacun d'entre eux en viande de bœuf. Parce-que situé au centre de tous les marchés suscités, il prit dans un premier temps l'habitude de faire escale à Monatélé puis, à retourner sur Yaoundé. En 1948, il décida finalement de s'établir à Monatélé<sup>79</sup>. Une décision probablement motivée par le statut de ville, que détenait déjà Monatélé. Avec quelques compagnons, ils se fixèrent d'abord sur le site qui accueille présentement le palais de justice de cette ville. Constatant que la communauté dite haoussa ne cessait de prendre de l'ampleur (situation qui rendait étroit leur premier foyer d'implantation) et parce-que s'étant lié d'amitié avec Abdoulaye Bobo, le magistrat communal d'alors à savoir Prosper Mbassi en 1963, leur octroya l'emplacement qui correspond au quartier Haoussa<sup>80</sup>. La même année, fut édifiée une mosquée. En 1992, un autre édifice cultuel, plus spacieux et en matériaux définitifs fut construit par l'Arabie Saoudite, c'est l'actuel mosquée centrale de Monatélé. C'est en cette même année

<sup>77</sup> Mopit Mama, 48 ans, imam principal de la mosquée du centre Madrassa, Nkol-Bikok, 21/07/2018.

<sup>78</sup> Née en 1901, il décède en 1992 à Monatélé. Il était le premier chef de la communauté musulmane de cette ville.

<sup>79</sup> Harouna Salé, 40 ans, imam principal de la mosquée centrale de Monatélé, Monatélé (quartier Haoussa), 21/06/2018.

<sup>80</sup> Les sources orales précisent que le maire prit soin de dédommager les quelques natifs de la tribu Essok qui se trouvaient implantés à cet endroit.

que les premières prières du vendredi furent dites. Une situation qui mit fin aux déplacements hebdomadaires d'abord en direction de Yaoundé, puis d'Obala qui célébrait déjà la prière de la *juma*. C'est autour de ces deux édifices culturels et de l'école coranique qu'abrite la mosquée centrale que gravitent les musulmans de Monatélé, sommairement estimé en 2017 à 500 croyants. Cette modeste infrastructurelle est liée aux difficultés économiques dans laquelle est plongée cette localité. Une morosité en partie tributaire à la position géographique de cette ville en forme de cul de sac<sup>81</sup>. Ici également, un certain malaise se fait ressentir au sein de la communauté musulmane. En effet, quelques fidèles originaires du Noun, expriment régulièrement leur désaccord face à certaines pratiques religieuses. Ils manifestent également une certaine frustration, liée à la leur incapacité à pouvoir s'exprimer dans la mosquée centrale, tenue par les Soudanais. Aussi, il est probable qu'une mosquée dite bamoun soit bâtie dans les années à venir.

A Okola, les premiers musulmans se signalent en 1947. En cette année, ils sont établis à Mva'a<sup>82</sup>, qui abrite un marché périodique ainsi qu'un centre de groupage de cacao. Ils y pratiquent la boucherie et le commerce de pacotille. En 1952, les tractations politiques désignèrent Okola (fief de résidence du chef de groupement Onana Etoundi Simon), chef-lieu de subdivision<sup>83</sup>. Pour accentuer le caractère cosmopolite de la nouvelle unité administrative, l'autorité traditionnelle susmentionnée incita les Soudanais musulmans à partir de Mva'a pour Okola. Ce chef de groupement, de concert avec le premier administrateur d'Okola en la personne de Botti Marc (1952-1954), finit par convaincre ce peuple originaire du septentrion en lui concédant gratuitement un espace vacant et broussailleux dans cette ville naissante ; il s'agit du quartier Haoussa<sup>84</sup>. La première communauté musulmane qui s'implante à Okola comprend une trentaine de personnes composée d'hommes, de femmes et d'enfants. Elle est dirigée par Mohamadou Abatcha Kessela, un kanuri originaire de Maroua. Après avoir aménagé le nouveau site pendant près de quatre mois, chaque chef de famille y édifia une modeste habitation en nattes de raphia. Ces mêmes matériaux servirent pour la construction de la première mosquée d'Okola. En 1974, une autre mosquée en semi dur fut construite sur les ruines de la première. D'autres groupes de musulmans nationaux originaires du septentrion et du Noun prirent pied à Okola au fil des ans, attirés par la pratique du commerce. A partir de 1990, les ressortissants d'Afrique de l'Ouest (Nigériens, Maliens et Sénégalais), entamèrent

---

<sup>81</sup> Youmo Issoufa, 42 ans, commerçant, Monatélé (marché), 21/06/2018.

<sup>82</sup> Village situé à 07 Km en allant vers Evodoula.

<sup>83</sup> Ibrahim Mouhamadou, 46 ans, chef du quartier Haoussa d'Okola, Okola-centre, 28/07/2018.

<sup>84</sup> Situé à Okola centre, c'est le premier quartier tracé de cette ville, constitué de lots de 400m<sup>2</sup> chacun.

leur fixation dans cette ville. En 2012, la première prière du vendredi est dite à Okola, grâce au parrainage de la grande mosquée de Yaoundé ou centrale N°1. Cette modeste communauté estimée à une centaine de membres en 2017, est dirigée par une chefferie haoussa de troisième degré. Toutefois, ce groupe semble s'être réduit au fil des ans, à cause d'une part des décès des premiers musulmans et d'autre part, des départs de nombreux fidèles, tributaire à la morosité de l'économie locale.

Le premier musulman s'implante à Evodoula en 1966. La particularité à ce niveau est qu'il ne s'agit nullement d'un soudanais (comme dans la plupart des localités de la zone d'étude), mais d'un bamoun nommé Jakiri. La raison de sa venue dans ce poste de district reste cependant assez imprécise<sup>85</sup>. La même année, arrivent les Peuls et les Haoussa, les premiers comme bouchers et les seconds comme commerçants. A la demande de ce premier groupe, Jean Abbe (officiant comme magistrat communal), leur octroya le site du quartier Haoussa. C'est à cet endroit que fut bâtie la toute première mosquée d'Evodoula. En 1978, un nouvel édifice vit le jour sur les ruines du précédent. La première prière du vendredi fut célébrée en 2004<sup>86</sup>. En 2014, l'ADF, sur la demande du chef haoussa de cette localité, bâtit une mosquée moderne et plus spacieuse que les précédentes. La désignation d'un nouvel imam qui introduisit une nouvelle orientation idéologique en l'occurrence wahhabite amena l'ancienne équipe de direction et leurs partisans tous tidjanites à désertir le nouvel édifice cultuel pour fonder une seconde mosquée. Ce deuxième lieu de culte islamique accueille la majorité des fidèles musulmans de cette ville<sup>87</sup>. C'est autour de ces deux mosquées qui abritent chacune une école coranique, qu'évolue la communauté musulmane d'Evodoula, sommairement estimée en 2017 à une centaine de fidèles.

Sa'a, autre arrondissement du département de la Léké, abrite une communauté musulmane considérable. Ici, l'éloignement des faits et l'absence d'informateurs fiables n'ont guère permis de restituer de façon précise le contexte ayant œuvré à la fixation des premiers musulmans. Toutefois, quelques certitudes demeurent. Les premiers croyants qui fréquentèrent cette localité avant l'indépendance se nommaient Nsangou<sup>88</sup> (originaire du Noun) et Mallam Patami du groupe kanuri. Ces bouchers de profession s'implantèrent tout d'abord à Elig-Zogo,

---

<sup>85</sup> Pour certains informateurs, Jakiri aurait été envoyé par le sultan roi des Bamoun, pour garantir la sécurité du chef éton Jean Abe. A cet effet, ces informateurs affirment qu'à la suite d'un incident opposant les Eton aux Bassa, le sultan envoya deux de ses sujets assurer la protection du hiérarque éton. L'incident en question est resté inconnu. Pour d'autres enfin, Jakiri était simplement au service de Jean Abe comme employé.

<sup>86</sup> Amma Abdoulaye, 63 ans, chef du quartier Haoussa d'Evodoula, Evodoula, 27/06/2018.

<sup>87</sup> Mohammed Yacouba, 56 ans, commerçant, Evodoula marché, 27/06/2018.

<sup>88</sup> Celui-ci est le premier chef de la communauté musulmane de Sa'a. Ayant failli dans sa mission de collecteur d'impôt ou encore ayant quitté la localité, il fut remplacé par Goni Abdoulaye. Ce dernier eut pour successeur Ahmadou Abdoulaye.

village du chef supérieur des Manguissa Zogo Fouda Ngonon<sup>89</sup>, probablement vers 1929<sup>90</sup>. En 1937, ils migrèrent (avec femmes, enfants et compagnons) de ce hameau pour Sa'a, promu chef-lieu de subdivision<sup>91</sup>. Dans cette ville, ils se fixèrent tout d'abord au lieu-dit quartier Bamiléké, sur lequel fut construite la première mosquée<sup>92</sup> de cette localité en 1959. C'est également de cette période que date la première prière du vendredi. Ils furent par la suite relogés par l'administration communale à l'entrée de la ville, sur le site dénommé quartier Haoussa. A cet endroit, une autre mosquée fut construite, c'est la mosquée centrale de Sa'a. Celle-ci fut réaménagée et agrandie en 2003<sup>93</sup>. En 2006, l'établissement d'un natif de la localité converti à l'islam du nom d'Ibrahim Eté, suscita une trentaine de conversions des fils du terroir. Cette vague d'islamisation attira l'attention de l'ADF. C'est alors que cette dernière, conformément à ses objectifs, entama la construction d'une mosquée aux dimensions modestes ; c'est le troisième édifice du culte islamique de cette ville<sup>94</sup>. C'est autour de ces trois pôles appartenant aux courants tidjanite et wahhabite, que gravitent les 500 musulmans de la ville de Sa'a<sup>95</sup>.

Le département de la Lékié abrite d'autres foyers musulmans, localisés dans les arrondissements de Lobo, Elig-Mfomo et Ebebda. Il faut ici préciser que ces dernières unités administratives sont de création récente et ont toutes vu le jour après l'an 2000. La jeunesse de ces communautés qui ont moins de deux décennies d'implantation, leur extrême modicité (moins de 20 croyants) et l'absence d'infrastructures socioreligieuses islamiques (au moment où nous achevons les enquêtes de terrain), font en sorte qu'il n'était nullement nécessaire de procéder à une étude au cas par cas comme cela a été fait pour les autres localités.

---

<sup>89</sup> Zogo Fouda Ngonon devint chef supérieur des Manguissa en 1916.

<sup>90</sup> Le premier poste administratif de l'actuel département de la Lékié est Sa'a, créé en 1929 avec pour chef-lieu Elig-Zogo, village du chef supérieur des Manguissa Zogo Fouda Ngonon.

<sup>91</sup> Le 10 mai 1937, par un arrêté du Gouverneur Boisson, est créé à Sa'a dans la région du Nyong et Sanaga une subdivision administrative (Eton et Manguissa). De 1929 à 1939, la ville de Sa'a est installée à Elig-Zogo. Le transfert de ce site pour l'actuelle ville de Sa'a eut lieu en 1939, à cause du refus du chef supérieur Zogo Fouda Ngonon, d'attribuer des terres pour la construction des services publics. Une manière pour ce chef d'éloigner les colons, qui ne cessaient de courtiser ses multiples épouses et filles. Informations tirées de : L. p. Eyebe Elouna "L'évolution historique d'une ville du Centre-Cameroun : Sa'a, des origines à nos jours", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1999, pp.23-27.

<sup>92</sup> Cette mosquée, encore présente est connue sous l'appellation mosquée du quartier Bamiléké.

<sup>93</sup> Hiya Hamadjoda, 81 ans, boucher, Sa'a quartier Haoussa, 20/07/2018 et Sadjo Ahmadou, 52 ans, premier adjoint au chef haoussa de Sa'a, Sa'a quartier Haoussa, 20/07/2018.

<sup>94</sup> Ibrahim Eté, 38 ans, imam principal de la mosquée du CRAT, Sa'a, 20/07/2018.

<sup>95</sup> Cette estimation est sommaire et date de 2017.

**Photo N° 13: Mosquée centrale d'Obala.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 21/07/2018.

**Photo N° 14: Deuxième mosquée du quartier Haoussa d'Obala.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 21/07/2018.

**Photo N°15: Mosquée cathédrale d'Obala.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 21/07/2018.

La mosquée centrale d'Obala est la plus ancienne de la ville. On peut y apercevoir un forage, don d'un mécène saoudien. La seconde mosquée est la plus somptueuse de la ville. Toutefois, elle ne célèbre pas la grande prière du vendredi. Ces deux premières mosquées sont situées au quartier haoussa, à proximité de la route nationale No 4. Au-delà de sa dénomination, la mosquée cathédrale est de dimension modeste. Toutes sont le fruit des cotisations des fidèles.

**Photo N°16: Mosquée centrale de Sa'a.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 20/07/2018.

**Photo N°17: Mosquée centrale de Monatélé.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 21/06/2018.

Les édifices culturels ci-dessus sont les plus anciens des localités dans lesquelles ils sont implantés. Ils sont l'œuvre des efforts conjugués des populations musulmanes. Les minarets, surmontés de haut-parleurs, renseignent à suffisance sur leur fonction sociale.

##### **5- L'islam dans la Mefou et Akono**

Chef-lieu du département de la Mefou et Akono, la ville de Ngoumou à l'instar de la totalité des centres urbains au Sud de l'Adamaoua, abrite une communauté musulmane considérable. Le premier site sur lequel s'implantèrent les commerçants venus du Nord fut

Otélé, hameau situé à 12 km de Ngoumou. En effet, en plus d'accueillir un *angara*, Otélé était un centre de collecte de cacao et village du chef de groupement Nguini Jacob. Les transactions commerciales y étaient si intenses, qu'en plus des négociants nationaux, Otélé était également fréquenté par des commerçants grecs et français. Un évènement mit un terme à cette effervescence économique et provoqua le départ de tous les groupes commerçants, il s'agit de la construction du chemin de fer Otélé-Mbalmayo. A cet effet, à la suite du tracé de cette voie ferroviaire, les commerçants venus du Nord virent leurs habitations, échoppes et parcs à bœufs détruits, car, se situant sur ledit tracé<sup>96</sup>. Le recoupement des informations révèle que l'entame de la réalisation de cet ouvrage est survenue le 15 mars 1926<sup>97</sup>. Cette indication atteste du fait que c'est vers 1920 que les premiers éléments soudanais s'établirent dans la localité. Ainsi, les désagréments liés à la construction du chemin de fer, conjuguée à l'érection de Ngoumou comme chef de subdivision, provoquèrent le départ des marchands et bergers musulmans d'Otélé pour Ngoumou. Dans la même mouvance, les commerçants occidentaux abandonnèrent Otélé et s'établirent pour certains à Akono et pour d'autres à Mbalmayo. A Ngoumou, les nouveaux arrivants soudanais sollicitèrent et obtinrent de l'autorité administrative le site du quartier Haoussa. C'est à cet endroit que la première communauté musulmane conduite par un haoussa nigérien du nom de Tanko Mallam s'établit. C'est naturellement sur ce site que fut bâtie la première mosquée de cette localité. En 2007, la communauté musulmane de Ngoumou se rapprocha des employés de l'entreprise Arab-Contractor<sup>98</sup> et sollicitèrent leur aide pour la réalisation d'une nouvelle mosquée. Ces expatriés égyptiens se cotisèrent et construisirent la mosquée centrale de Ngoumou<sup>99</sup>. Aux dires des doyens d'âge de ce groupe religieux, la communauté des croyants de cette ville s'est considérablement réduite au fil du temps. En plus des nombreux décès enregistrés, la cause principale de cette situation est la persistance du marasme économique que connaît la Mefou et Akono depuis les années 1990 et qui pousse de nombreuses familles au départ.

Vers 1927, quelques commerçants alors établis à Ngoumou se détachèrent de leurs coreligionnaires dans l'optique de prospecter de nouveaux marchés. C'est alors qu'ils s'établirent à Akono, au lieu-dit "Akono-Yat" ou "Nkol-Haoussa". Ces pionniers se nommaient Mallam Mouhamadou et Yougouda<sup>100</sup>. Toutefois, l'extrême morosité du secteur informel n'a nullement permis l'épanouissement de la religion musulmane. A cet effet, on note qu'après

<sup>96</sup> Moussa Bobo, 60 ans, chef du quartier Haoussa de Ngoumou, Ngoumou, 05/07/2018.

<sup>97</sup> R. Costedoat, *L'effort français*, 1930, p.170.

<sup>98</sup> Cette dernière était chargée du bitumage de l'axe routier Yaoundé-Akono.

<sup>99</sup> Mamoudou Bia, 47 ans, imam principal de la mosquée centrale de Ngoumou, Ngoumou, 05/07/2018.

<sup>100</sup> Moussa Bobo, 60 ans, chef du quartier Haoussa de Ngoumou, Ngoumou, 05/07/2018.



quelques années de fixation à Akono, les premiers agents de la diffusion de l'islam dans cette localité l'abandonnèrent et retournèrent pour certains à Ngoumou et pour d'autres à Yaoundé<sup>101</sup>. De surcroît, Akono est la seule unité administrative qui, malgré son ancienneté, ne possède ni chefferie haoussa de 3<sup>e</sup> degré officiellement instituée, ni quartier Haoussa<sup>102</sup>. C'est à peine si les musulmans de cette ville en 2008 purent bâtir une mosquée en matériaux provisoires<sup>103</sup>. Une situation liée à la modicité de la communauté musulmane de cette ville et à la précarité financière dans laquelle la plupart des croyants évoluent.

Le troisième et dernier foyer musulman du département du Nyong et Mfoumou est la ville de Mbankomo, attenante à celle de Yaoundé en allant vers Douala. Cette localité, à l'instar des autres abrite un quartier haoussa, une chefferie haoussa de 3<sup>e</sup> degré, trois écoles coraniques et trois mosquées à savoir la grande mosquée de Mbankomo qui célèbre le vendredi et qui fut construite par la WAMY en 2004, la mosquée du marché et la mosquée Aladji Mamoudou<sup>104</sup>.

**Photo N°18: Mosquée centrale de Ngoumou (entièrement financée par des Egyptiens, employés de l'entreprise Arab-Contractor).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 05/07/2018.

<sup>101</sup> Aucun descendant des premiers missionnaires de l'islam à Akono n'a été trouvé dans la localité.

<sup>102</sup> D'autres unités administratives du pays beti se trouvent dans cette situation à l'instar d'Afanloum, Nkolafamba ou encore Metet. A la différence d'Akono, ces circonscriptions ont récemment été créées, précisément en 1992.

<sup>103</sup> Cette première mosquée construite en 2008 au niveau du marché fut détruite par la Mairie, pour cause d'aménagement de la voirie urbaine. La seconde, édifiée l'année d'après, fut à nouveau démolie par la municipalité pour la réalisation des rigoles de la voirie. L'actuelle mosquée, réalisée en planches en 2014, toujours au niveau du marché, est située sur le terrain d'un natif de confession chrétienne.

<sup>104</sup> Bobo Moussa Moudibbo, 46 ans, chef du quartier Haoussa de Mbankomo, Mbankomo, 05/07/2018.



**Photo N°19: Mosquée centrale de Mbankomo (construite par la WAMY).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 05/07/2018.

## **6- L’islam dans le Nyong et Mfoumou**

Le département du Nyong et Mfoumou a été créé le 25 juin 1964, suite à l’éclatement du Nyong et Sanaga. Il couvre une superficie de 6172 km<sup>2</sup> pour une population estimée en 2001 à 130321 habitants. Sur le plan de l’organisation territoriale, il est découpé en cinq (05) arrondissements que sont Akonolinga, Ayos, Endom, Mengang et Kobdombo. Les principaux foyers musulmans sont Akonolinga et Ayos.

A Akonolinga, les informateurs musulmans soutiennent que leurs lointains ascendants se sont fixés dans cette localité en 1894. Une indication qui semble peu probable comme cela a été démontré dans les pages précédentes. Ce qui semble évident est que cette fixation remonte à la domination française au Cameroun. Le premier musulman à s’établir à Akonolinga est un commerçant haoussa d’origine nigériane du nom de Madougou Aboubakar. Ses descendants tiennent de lui que le premier site sur lequel s’implanta le groupe musulman est l’actuel emplacement de la gendarmerie, près de la résidence de l’autorité coloniale. Il se trouve que leurs activités quotidiennes occasionnaient des nuisances qui constituaient une gêne pour l’administrateur local blanc. C’est alors que cette autorité demanda aux chefs traditionnels (à savoir les chefs So’o et Ongono), de trouver un nouveau site pour cette communauté étrangère. Ces autorités coutumières indiquèrent le site du quartier Haoussa<sup>105</sup>. La ville d’Akonolinga possède cinq (05) mosquées donc deux (02) habilitées à célébrer la prière du vendredi. Parmi ces édifices culturels, on note la grande mosquée située au quartier Haoussa, la mosquée du rappel également située au quartier Haoussa, la mosquée An-Nour qui se trouve derrière le lycée d’enseignement général et la mosquée de la miséricorde du Seigneur, implantée en plein marché. Un édifice du culte se trouve hors du périmètre urbain, il s’agit de la mosquée 14, située

<sup>105</sup> Tous les groupes musulmans ne s’établirent cependant pas au quartier Haoussa. Situation qui explique l’éparpillement des lieux de culte islamiques dans cette ville.

au pont pesage (carrefour entre Ayos et Akonolinga) et destinée aux camionneurs en provenance ou en partance pour l'Est et la République Centrafricaine<sup>106</sup>.

Autre foyer musulman du Nyong et Mfoumou, la ville d'Ayos. Cette dernière abrite une modeste communauté de croyants. Résidant tout d'abord au centre-ville, ils furent par la suite recasés sur le site qui correspond au quartier Haoussa, grâce au concours du Maire Thomas Mbida. On y recense deux mosquées et une école coranique<sup>107</sup>.

En plus des deux foyers suscités, un autre dans le département du Nyong et Mfoumou compte quelques musulmans, il s'agit de l'arrondissement d'Endom. Dans cette localité, on recense une mosquée secondaire.

**Photo N°20: Mosquée centrale d'Akonolinga.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 12/07/2018.

**Photo N°21: Mosquée centrale d'Ayos.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 12/07/2018.

Les mosquées ci-dessus ont l'allure de simples maisons d'habitation. Leur vétustesse et étroitesse renseignent à suffisance sur les faibles proportions des communautés musulmanes présentes dans ces localités mais aussi, sur la précarité socio-économiques dans lesquelles ces groupes évoluent.

<sup>106</sup> Saliou Jamot, 60 ans, chef du quartier Haoussa d'Akonolinga, Akonolinga, 12/07/2018 et Aladji Lawali Ousséini, 52 ans, commerçant, Akonolinga, 12/07/2018.

<sup>107</sup> Idrissou Awoudou, 52 ans, chef du quartier Haoussa d'Ayos, 13/07/2018.

### III- DES LIENS DE FRATERNITE HISTORIQUE ENTRE SOUDANAIS-BAMOUN MUSULMANS ET LES NATIFS BETI

Les Soudanais, en s'établissant chez les Beti du Centre, ont usé de nombreuses stratégies pour s'intégrer dans cet environnement nouveau. Comme le veut la courtoisie, ils respectèrent leurs hôtes en adoptant quelques us locaux sans pour autant renoncer aux leurs. Les relations qui unissent les Soudanais et Bamoun aux Beti sont à inscrire sous le sceau de la cohabitation pacifique, de la tolérance réciproque et de la compréhension mutuelle. C'est cet ensemble d'éléments, qui justifie le fait qu'en plus d'un siècle de vie commune, on n'observe aucune fracture ouverte ayant opposé les deux groupes. A cet effet, les acteurs des deux communautés fournissent un foisonnement de détails, qui sont illustratifs des attitudes de paix.

#### 1- Les raisons de ces bons rapports

Elles sont à chercher tant du côté des Beti que de celui des Soudanais et Bamoun.

##### *1-1) Le beti accueillant*

Les Beti constituent une communauté dont l'esprit d'hospitalité légendaire, noble et humaniste ne fait l'ombre d'aucun doute<sup>108</sup>. Si ces traits ne peuvent exister à l'absolu, ils sont tout de même vérifiables dans la majorité des cas. Ces qualités humaines constituent un facteur explicatif des rapports sains et harmonieux qui existent entre les deux communautés depuis plus d'un siècle. Grâce à cette prédisposition "quasi-naturelle", les Beti ont accueilli en leur sein des peuples venus d'ailleurs et même, des confessions religieuses diverses. Cette aire géographique est aujourd'hui une mosaïque religieuse. A l'instar des musulmans, ces communautés nouvelles vivent généralement en paix avec les fils du terroir. Les marques de sollicitude des Beti à l'égard des musulmans sont nombreuses.

Dans un premier registre, on peut mentionner l'accueil réservé aux premiers musulmans par les natifs. L'exemplification relève que c'est le chef supérieur des Ewondo et Béné en la personne de Charles Atangana qui, de concert avec l'administration française, indiqua aux populations soudanaises le site d'Ekoudou-Briqueterie sur lequel elles purent s'établir avec sérénité en 1936, après avoir été baladés (pendant des décennies) d'un secteur à un autre de la ville de Yaoundé<sup>109</sup>. Pour leur éviter tout désagrément, ce chef ewondo leur aurait délivré une sorte de titre foncier<sup>110</sup>. Par la suite, le roi des Bamoun (le sultan Njoya), après avoir été déchu

<sup>108</sup> B. Bilongo, *Les Pahouins*, 1974, p.32.

<sup>109</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.37.

<sup>110</sup> Il faut noter à ce niveau que ce document reste introuvable, un véritable serpent de mer.

et exilé à Yaoundé en 1931 par le commandement français, bénéficia des mêmes largesses du chef supérieur des Ewondo et des Bënë, qui l'installa au lieu-dit Nsimeyong. Toujours à Yaoundé, le patriarche André Fouda, alors premier magistrat communal auprès de la commune de Yaoundé en 1962, alloua les fonds qui permirent la réhabilitation intégrale de la mosquée Airkassoua<sup>111</sup>. A Obala, c'est l'autorité traditionnelle qui en 1930 indiqua aux Soudanais un espace vacant d'environ un hectare et demi pour leur implantation. A Mbalmayo, c'est le chef Frédéric Foé Mballa qui fixa les Soudanais musulmans à l'intérieur du périmètre urbain, au lieu-dit Nkongolo-Si (New-Town Haoussa)<sup>112</sup>. A Akonolinga, ce sont les chefs So'o et Ongono qui indiquèrent aux musulmans le site actuel du quartier Haoussa. A Otélé, le chef de groupement Jacob Nguini œuvra à l'établissement des Soudanais dans son unité de commandement. En 1953 à Okola, c'est le chef de groupement Simon Onana Etoundi, de commun accord avec l'administrateur Maire Botti-Marc, qui concéda un espace vacant et broussailleux dans cette ville naissante, pour la fixation de la première communauté soudanaise de cette localité, accentuant par cet acte le caractère cosmopolite de cette jeune agglomération. Avant l'avènement de l'unité administrative à Sa'a, les premiers musulmans s'établirent tout d'abord à Elig-Zogo, fief du chef de groupement Zogo Fouda Ngono. Jean Abbé à Evodoula en 1966 et Prosper Mbassi à Monatélé en 1963, usant de leurs casquettes de magistrats communaux, œuvrèrent eux aussi à l'établissement des premiers musulmans. Ces espaces concédés par les chefs beti constituent autant de quartiers Haoussa, enclaves de la culture musulmane en milieu bantou chrétien. Le précédent développement révèle que les musulmans ont toujours été dans les bonnes grâces des chefs beti. Ces derniers ont facilité l'insertion et l'installation des premiers missionnaires musulmans, en leur indiquant à chaque fois des sites, attribuant ainsi un quitus moral à leur présence dans les localités. Ces fixations furent rendues aisées par le contexte de l'époque, où le concept de chef avait tout son sens. Les décisions prises par celui-ci étaient généralement incontestables et engageaient tous ses sujets. Maitrisant l'influence que peut exercer un leader sur sa communauté car issus de sociétés centralisées, les négociants musulmans choyèrent les autocrates beti, en leur accordant (ainsi qu'à leurs épouses) de nombreux présents.

Au-delà des monarques pahouins, d'autres beti (musulmans ou non), contribuèrent à leur manière à l'épanouissement de l'islam. C'est ainsi que dans la ville de Mbalmayo, Aladji Engoudou Ismaïla, après avoir édifié une mosquée, offrit à la communauté musulmane un

<sup>111</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.66.

<sup>112</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, p. 27.

espace de 1000 m<sup>2</sup> à Ngock, sur lequel se déroulent les prières des grandes fêtes religieuses de la foi islamique. C'est également sur cet espace, que se trouve implantée l'école franco-arabe. Dans le même ordre d'idée, le député du Nyong et So'o Bleue Régine Tsoungui en 2006, offrit aux musulmans cinq ordinateurs et cinq cent (500) pointes à billes, pour soutenir l'enseignement islamique dans cette localité<sup>113</sup>. En 2002 à Ngomedzap, un chrétien, militaire à la retraite dénommé Jean Mboudou, offrit à la communauté musulmane une parcelle de 1000m<sup>2</sup>. C'est sur ce site qu'est implantée l'unique mosquée de ce chef-lieu d'arrondissement. Les différentes communautés musulmanes de la Mefou et Akono sont toutes reconnaissantes à l'endroit du député Rose Nguini Effa, pour ses nombreuses marques de sollicitude à leur égard en l'occurrence, les distributions des fournitures scolaires durant certaines rentrées scolaires ainsi-que des vivres pour les ruptures du jeûne du mois de Ramadan<sup>114</sup>. A Sa'a, le député Ndong Essomba facilita à la communauté musulmane l'acquisition d'un forage dans le cadre du PNDP<sup>115</sup>. De nombreuses autres élites locales (municipales, administratives, etc), s'illustrent par des marques de bienveillance de même nature.

Après avoir admis la présence de l'islam dans leur localité, les Beti ont toléré la conversion de certains de leurs fils à cette religion. Ainsi, de nombreuses familles pahouines abritent en leur sein des musulmans et des chrétiens. Dans ces cellules de base de la société, l'appartenance religieuse de chaque membre est respectée de manière véritable. A titre d'exemple, le cas d'Abdoulaye Edzanga peut être ressassé. Sa famille biologique, après avoir accepté son islamisation, lui permit d'effectuer le *hadj* à la Mecque. A cet effet, elle lui remit une somme de 2 000 000 de francs CFA. Lors de son décès, cette même famille respecta sa dernière volonté en lui accordant des obsèques dans la pure tradition islamique. Les rites funéraires beti à l'instar de l'*essani*, n'eurent lieu que vingt jours après la pratique islamique. Des cas de ce genre sont légions et on ne saurait les citer tous. Quelques musulmans pahouins, zélés pour la plupart, se font même les défenseurs acharnés de leur nouvelle religion ; ils la vantent et dénigrent toutes les autres. Cependant, les sons de cloches pacifiques proviennent également du côté des musulmans.

---

<sup>113</sup> Salihou Ousmanou, 48 ans, commerçant, New-Town, 10 février 2018.

<sup>114</sup> Bobo Moussa Moudibbo, 46 ans, chef du quartier Haoussa de Mbankomo, Mbankomo, 05/07/2018.

<sup>115</sup> Sadjou Ahmadou, 52 ans, premier adjoint au chef haoussa de Sa'a, Sa'a quartier Haoussa, 20/07/2018.

### ***1-2) L'islam, synonyme de paix***

L'attitude de paix de la communauté musulmane est liée à la nature de leur religion. En effet, dans le vocable islam, on a l'adjectif *Salam* qui est le sixième attribut des 99 noms d'Allah et qui veut dire "Paix". La salutation musulmane *Assalamou Aleikum*, vertement répétée à tous coins de rue signifie "*Que la paix de Dieu soit avec vous*". Comme le soulignait Amadou Hampâté Bâ : "*L'idéal islamique est comme l'idéal de toute religion digne de ce nom : aimer et aider, prier et pardonner, établir les liens fraternels par-dessus races et pays*"<sup>116</sup>. Par cette formule, on comprend que l'islam veut engager son homme dans la voie de la paix et de la fraternité universelle. Les musulmans approchés ne cessent de rappeler ce caractère fondamental de leur religion, qui est la quête permanente de la quiétude. D'une manière concrète, les croyants s'écartent des attitudes compromissives pouvant susciter des dissensions, des haines ou malentendus avec les Pahouins. Ils évitent de chercher les femmes d'autrui, d'être mêlés dans les conflits fonciers. Ils pratiquent un effort d'honnêteté et de justice, visibles par le respect de la parole donnée et une volonté d'éviter de toucher à la chose d'autrui<sup>117</sup>. Le statut d'étranger, associé à l'esprit de tolérance chère aux Camerounais militent en faveur de cet état de fait. Ces traits valorisants ne sont certes pas observables chez tous les musulmans. Quelques-uns, appartenant à la génération nouvelle s'illustrent souvent par des attitudes belliqueuses<sup>118</sup>. Quoiqu'il en soit, les Soudanais et autres populations musulmanes, ne cessent de présenter le groupe préétabli comme étant leur frère. Quelques-uns revendiquent même le statut d'autochtones. Se sentant chez eux, au milieu des leurs, ils ne peuvent qu'adopter une attitude conciliante à l'égard des Beti.

## **2- Les stratégies de cohabitation intercommunautaire**

Pour se fondre dans la société beti, les musulmans usèrent de plusieurs stratégies.

### ***2-1) L'octroi des crédits et le système de location***

Les premiers musulmans à se fixer en pays beti, pour renforcer les sentiments positifs que les natifs manifestaient à leur égard procédaient souvent à l'octroi des crédits. En effet, détenant la majorité des échoppes de commerce général, les Haoussa et Foulbé donnaient du crédit aux natifs nécessiteux. Ces derniers pouvaient ainsi prendre des articles jusqu'à un certain montant et éponger leur redevance dès qu'ils disposaient d'argent. Cette méthode a permis aux

<sup>116</sup> A. Hampâté Bâ, "L'islam", 1956, p.103.

<sup>117</sup> Ahanda Benoît, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nkong-Si centre commercial (infirmier retraité), Nkong-Si centre commercial, 28 /08/ 2018.

<sup>118</sup> Souley Aladji, 61 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2018.

musulmans de se faire une image positive auprès des populations préétablies et par conséquent, de faciliter leur acceptation. Notons tout de même que cette pratique a diminué au fil du temps, à cause du manque de scrupule de certains débiteurs insolvable, en partie responsables des difficultés et faillites commerciales de leurs créanciers.

Dans le cadre de leurs premiers moments dans la localité, de nombreux croyants ont loué les maisons des autochtones. Tel est également le cas des agriculteurs musulmans qui moyennant une rétribution, exploitent des parcelles de terrain appartenant aux natifs.

### ***2-2) Le concubinage et les unions matrimoniales***

En pays beti, les unions entre les hommes et les femmes furent de natures différentes. La première forme fut le concubinage. Certains soudanais, détenteurs des échoppes de commerce, avaient exploité le caractère friand des filles de la localité, attirées par les richesses de ces commerçants (argent, bijoux, tissus etc). Ainsi, quelques croyants (certes en nombre très réduit), s'unirent à des filles beti sans au préalable s'être conformés aux exigences du Coran. De ces unions, naquirent des enfants aujourd'hui majeurs<sup>119</sup>. Notons cependant que le concubinage est interdit dans l'islam. La position du Livre Saint qui rapporte les propos d'Allah est claire à ce sujet : "*Et n'approchez pas la fornication. En vérité, c'est une turpitude et quel mauvais chemin !*"<sup>120</sup>. L'imam El-Hadj Mefire Ali Sine<sup>121</sup> fait remarquer que de nombreux croyants s'illustrent par des comportements qui ne reflètent pas toujours la position du Saint Coran. Le sort réservé à ces transgresseurs est de cent coups de fouet pour les fornicateurs et la lapidation à mort pour l'adultère<sup>122</sup>. Au-delà du concubinage, on note de nombreuses unions matrimoniales, réalisées dans le strict respect des règles islamiques. A cet effet, les musulmanes beti le devinrent par le biais des mariages légaux avec les croyants. Ces unions permirent non seulement de rapprocher les communautés, mais aussi d'augmenter le nombre de fidèles.

### ***2-3) L'usage des langues beti, de l'haoussa et du fulfulde***

Pour se fondre dans leur milieu d'accueil, de nombreux soudanais adoptèrent les langues locales à l'instar de l'ewondo, le bënë, le mvëlë, l'eton, etc. Au-delà de ceux qui emploient ces patois de façon approximative, de nombreux autres (de par leur ancienneté dans ces localités)

---

<sup>119</sup> Cette attitude est liée à l'activité commerciale sur longue distance. L'haoussa va en voyage d'affaire pour un mois et se retrouve en train de faire trois ou quatre mois, en laissant femmes et enfants derrière lui.

<sup>120</sup> Coran, sourate 17 verset 32.

<sup>121</sup> Mefire Ali Sine, 60 ans, imam principal de la mosquée centrale N°2 de Yaoundé (grande mosquée bamoun), Briqueterie, 14 /01/2018.

<sup>122</sup> Coran, sourate 17 verset 32.

s'expriment parfaitement, sans accent. Notons également que même ceux qui ne parlent pas ces langues les comprennent. La langue est ainsi utilisée comme moyen d'intégration. En retour, les Beti devenus musulmans parlent couramment les langues haoussa, le fulfulde et même l'arabe. Par ce comportement, ils se font facilement accepter et apprécier des Soudanais.

#### ***2-4) L'adoption des mets locaux***

Comme il n'est pas toujours évident de trouver sur place les aliments consommés au Nigéria, Niger et au Nord-Cameroun, conditions climatiques obligent les croyants ont fini par introduire les mets locaux dans leur alimentations : légumes, arachides, concombres, mangos, bananes-plantains, etc. De nombreuses cultures vivrières locales sont ainsi consommées et même cultivées par les membres de la *Umma*, ce qui n'a pas toujours été le cas. A l'inverse, les Haoussa et Peuls ont introduit de nombreuses victuailles appréciées par les natifs à l'instar de la viande de bœuf, celle du mouton, la bouille, etc<sup>123</sup>.

#### ***2-5) L'éducation scolaire***

Au-delà de l'enseignement coranique, les musulmans, pour parfaire la formation intellectuelle de leurs progénitures scolarisent cette dernière dans les établissements laïcs et confessionnels chrétiens disséminés dans les localités où ils sont établis. L'inclinaison en faveur de ces institutions se justifie par leurs succès en termes d'intégration sociale et d'insertion professionnelle. On constate qu'il n'y a pas de scission entre l'enseignement coranique et les autres ordres d'enseignement. Les croyants scolarisables se mêlent par ce fait aux jeunes de leur âge, ce qui renforce leur intégration<sup>124</sup>. Avec l'émergence de l'enseignement confessionnel islamique, un nouveau procédé se fait jour à savoir la présence des chrétiens dans les établissements musulmans. En effet, de plus en plus de chrétiens, motivés par la perspective de voir un jour leurs enfants poursuivre leurs études en pays arabo-musulmans s'orientent vers les écoles franco-arabes et autre instituts secondaires islamiques à l'instar des collèges Bista, Nana-Bouba ou encore Adana.

#### ***2-6) Les invitations mutuelles lors des fêtes religieuses***

Lors des grandes fêtes de l'islam à savoir la fête du Ramadan et celle du Sacrifice, les responsables politiques et religieux musulmans distribuent des billets d'invitation à toutes les

---

<sup>123</sup> Sani Hassan, 85 ans, commerçant, Mbalmayo (New-Town), 03 /09/ 2018.

<sup>124</sup> Pendant longtemps, les Soudanais musulmans ont refusé d'aller à l'école occidentale, parce qu'elle fusionnait avec le christianisme. Ainsi, de peur de trahir leur foi, ils évitaient de fréquenter cette institution.



autorités administratives, religieuses et traditionnelles locales. La prière, pour les besoins de circonstance se déroulant en plein air, les non-musulmans invités assistent en spectateurs. Les cérémonies religieuses achevées, les musulmans reçoivent, en plus des personnalités précitées, toutes les personnes désireuses de prendre part aux réjouissances. Lors des fêtes chrétiennes, de nombreux musulmans sont à leur tour invités dans les domiciles des chrétiens pour communier avec eux et partager leur joie. Si les chrétiens beti honorent aux invitations des Soudanais et Bamoun musulmans, ces derniers, dans une faible proportion leur rendent cette politesse. Contrairement aux Pahouins, les musulmans ne mangent pas n'importe comment. Ils ne consomment ni alcool<sup>125</sup>, ni la viande des animaux non saignés ou égorgés par des non musulmans. Dès lors, on néglige souvent de les inviter sachant qu'ils ne viendraient pas<sup>126</sup>. Les récriminations des natifs ne s'arrêtent pas à ce niveau. Pour avoir régulièrement pris part aux célébrations festives organisées par les musulmans, Jean Daniel Meka<sup>127</sup> se plaint du fait que ceux-ci n'offrent pas de vin, seulement des sucreries. Pour Anaclé Zambo Ndi<sup>128</sup>, la susceptibilité de ces croyants est si exacerbée au point où la présence d'une seule bouteille de bière sur la table de buffet est suffisante pour causer leur départ. De surcroît, il faut éviter de dire des prières chrétiennes car, ils n'aiment pas être assimilés à celles-ci. Il faut également que l'invitation adressée ne corresponde pas avec leurs heures de prières.

### ***2-7) Les quartiers Haoussa : des espaces monolithiques devenus cosmopolites au fil du temps***

Dans la plupart des localités urbaines situées au Sud de l'Adamaoua où le christianisme est la religion principale, les premiers musulmans à s'y établir, se sentant étrangers et en minorité, se regroupèrent sur des sites qui prirent l'appellation de quartier Haoussa. Cette notion désigne de ce fait une réalité qui consiste pour les croyants musulmans (généralement haoussa et peul) à vivre en groupe, sur un même espace religieusement et culturellement marqué par l'islam. Au fil du temps, ces zones résidentielles sont devenues cosmopolites, tant au niveau des populations que des croyances qu'elles abritent. Une recomposition socioreligieuse qui trouve ses origines dans les raisons qui ont œuvré à leur création et qui sont aujourd'hui sclérosées.

---

<sup>125</sup> La consommation de l'alcool est interdite dans l'islam. Il faut toutefois relever que si la grande majorité de musulmans observent cette prescription, quelques-uns la transgressent (la plupart du temps de manière discrète).

<sup>126</sup> Ces remarques sont partagées par la totalité des informateurs beti.

<sup>127</sup> Meka Jean Daniel, 56 ans, chef de bloc Sakafon (enseignant), New-Town, 28/08/2018.

<sup>128</sup> Zambo Ndi Anaclé, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Ngallan (comptable retraité), Ngallan, 29/08/2018.

L'existence des quartiers Haoussa se justifient par plusieurs raisons. Selon J. Rouch<sup>129</sup>, les Haoussa préfèrent rester entre eux à cause de la différence culturelle. Ils professent la même foi, parlent la même langue, s'habillent de la même manière, mangent le même genre de nourriture et se sentent comme un seul homme en territoire étranger où les habitants sont différents d'eux culturellement. L'analyse de cette pensée, quoique pertinente, doit être relativisée en ce sens qu'établis dans les localités où on les trouve aujourd'hui, les Soudanais musulmans ont longtemps perdu le sentiment d'être des étrangers. Au contraire, ils ont acquis le statut de natifs et se présentent comme. La méfiance qui les poussa à vivre séparément s'est estompée à telle enseigne que les différentes communautés (anciennes et nouvelles), qualifient les liens qui les unissent comme étant ceux de la confiance, de l'amitié et de la fraternité. Ces qualités sont perceptibles par le fait que les musulmans sont présents dans tous les quartiers et se sentent partout en sécurité, au-delà de la différence culturelle.

La seconde cause de création des sites résidentiels musulmans d'après Abner Cohen<sup>130</sup> est liée aux activités économiques que pratiquaient les Soudanais. En effet, le commerce de la cola, autrefois très prisé par les Haoussa, nécessitait une main d'œuvre considérable. La rapidité du traitement qui devait permettre à ce produit de ne pas se détériorer, ainsi que le volume important du travail exigeait que ces hommes soient concentrés sur un même espace. Tel était également le cas de certains autres biens à l'instar du bœuf. Cet argument, bien qu'il ait pesé de tout son poids par le passé, trouve désormais sa limite dans la mesure où les mutations socio-économiques et les innovations techniques ont amené les groupes humains précités à opérer des changements dans le choix de leur pratique lucrative. L'activité marchande n'est plus exclusive. De nombreux produits et articles, jadis prisés par les Soudanais pour leur caractère lucratif ont cédé la place à d'autres, moins exigeants en matière de main d'œuvre et de concentration d'une importante main d'œuvre à un même endroit.

L'analyse des arguments soulevé qui justifiaient et expliquaient la création des quartiers Haoussa, prouve à suffisance que ce derniers ont été rendus caduques par les nombreux bouleversements socio-économiques qu'a subit la société camerounaise. C'est cette situation qui pourrait expliquer l'incursion des non musulmans dans les quartiers Haoussa.

La vie en groupe, hormis le fait qu'elle permettait aux croyants musulmans de faciliter l'institutionnalisation et la mise en place des procédures d'arbitrages des conflits, fut également dictée par la quête de la sécurité. Durant la période précoloniale, de nombreuses localités ne

---

<sup>129</sup> Cité par Nicodemus Fru Awason, "The Hausa and Fulani in the Bamenda grassland : 1903-1960", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UY, 1984, p.61.

<sup>130</sup> Ibid, p.63

disposaient guère de troupes de maintien de l'ordre. Par conséquent, vivre en communauté permettait aux Soudanais musulmans de se défendre en cas d'attaque des populations préétablies<sup>131</sup>. Comme les précédents, ce fondement est désuet en ce sens que la société coloniale et postindépendance sont régies par des règles institutionnelles. Dès lors, il ne s'agit plus à un tiers, encore moins à un groupe d'assurer sa sécurité ou de se rendre justice en cas de désagrément mais au contraire, de s'adresser aux services compétents. C'est ce sentiment de sécurité qui pousse les néo-soudanais, en fonction de leur avoir financier à s'implanter là où ils le souhaitent.

#### **IV- L'ISLAM ET LES ADMINISTRATIONS POST-INDEPENDANCES**

Pour leur capacité de mobilisation, leur aptitude à drainer les foules et à orienter les masses, les religions ne sauraient laisser indifférentes les administrations civiles qui ont la charge de conduire les affaires de la cité. Pour le politique, il s'agit d'éviter que les organisations de divers ordres, ne se muent en force rivale à l'atteinte des objectifs fixés par lui. C'est dans cette optique de contrôle, que les autorités gouvernementales aspirent à s'assurer le soutien de ces organisations, à susciter leur collaboration et complicité. Sous ce prisme, les associations qui consentirent à faire le jeu de l'autorité politique et donc du prince, furent tolérées, soutenues et encouragées. A l'inverse, toute organisation à tendance subversive fut combattue et proscrite. Dès l'accession à l'indépendance du Cameroun, les administrations respectives d'Ahmadou Ahidjo et Paul Biya, s'intéressèrent aux organisations religieuses établies sur le territoire au rang desquelles l'islam. Au-delà de la nature laïque de l'Etat du Cameroun, consacrée par les différentes constitutions et qui suppose l'impartialité de l'exécutif à l'endroit des religions, les administrations suscitées s'appuyèrent sur les appareils religieux pour affermir non seulement leur pouvoir mais aussi, consolider la cohésion de l'Etat ainsi que l'intégration nationale.

##### **1- Ahmadou Ahidjo et la promotion de l'islam : 1960-1982**

Ahmadou Ahidjo, peul originaire de Garoua et de confession musulmane, fut le tout premier Président du Cameroun. Face à ses rivaux politiques du Sud, qui pouvaient compter sur le groupe chrétien, Ahmadou Ahidjo, tout en s'assurant quelques soutiens auprès de ces derniers, s'appuya davantage sur le bloc musulman. Dans la logique du clivage Nord musulman et Sud chrétien, le premier Président du Cameroun eut à cœur de développer le poids politique

---

<sup>131</sup> Cité par Nicodemus Fru Awason, "The Hausa and Fulani in the Bamenda grassland : 1903-1960", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UY, 1984, p.69

de l'islam, pour en faire une force politique et sociale aussi importante que le christianisme, un contrepoids pouvant traiter d'égal à égal avec celui-ci. Conformément à la logique qui veut que l'identité confessionnelle du Chef de l'Etat détermine sa politique en matière religieuse, celle d'Ahmadou Ahidjo consista à la promotion de l'islam. Cette dernière se manifesta sur le terrain par des marques de sympathie à l'endroit des membres de cette communauté, l'encadrement de cette religion à travers son organisation officielle, ainsi-que l'ouverture du Cameroun à la coopération avec les nations du Maghreb et du Proche-Orient, qui dès ce moment, entamèrent leurs premières offensives missionnaires. L'inclinaison en faveur de l'islam consista également à s'entourer des membres de cette confession religieuse pour administrer le pays. S'il est vrai que des chrétiens siégeaient dans la haute administration, les musulmans pour leur part occupaient l'essentiel des postes clés tant dans le gouvernement, la préfectorale<sup>132</sup> que l'armée. Tel fut également le cas du secteur économique où le Président Ahidjo œuvra à la promotion d'une élite commerçante musulmane<sup>133</sup>. Le fait que de nombreux dignitaires de ce premier régime soient de confession musulmane amena Motaze Akam à affirmer : "*Ici, Ahidjo gouverne avec un véritable clan islamisé. Les postes clés du gouvernement ont à la tête des responsables islamisés ; notamment les ministères des forces armées, de l'économie, de la fonction publique...*"<sup>134</sup>. Cette pensée, qui a le mérite de révéler la prépondérance du facteur islamique dans le choix des personnes désignées pour siéger au sein de l'armature politico-administrative, est précisée par Maud Lasseur quand il laisse entendre : "*Le critère religieux compte plus que le critère ethnique dans le système de promotion sous Ahidjo*"<sup>135</sup>. Quelles ont été les conséquences religieuses de cette hégémonie de l'islam, basée sur le contrôle des institutions de l'Etat et du parti ? En faisant de l'islam un facteur d'ascension sociale, un levier pour la réussite politique et économique, Ahidjo amena de nombreux concitoyens à adopter la religion

---

<sup>132</sup> Bien-que la Région du Nord soit située hors de notre champ d'étude, son exemple permet de démontrer l'accaparement de la préfectorale par des citoyens de confession musulmane. Ainsi, dans cette partie du pays, Ahidjo s'assura que les postes administratifs au niveau régional (gouverneur, préfets, sous-préfets) ne soient occupés que par des musulmans. Toujours dans cette partie du pays, un clientélisme d'Etat se développa en faveur des monarques musulmans, qui perçurent mensuellement d'énormes sommes d'argent et des dotations en voitures de fonction. Certains lamibé devinrent même parlementaires à l'instar d'Aboubakar Wabi, Gueime Garba, Maïgari Bello, Oumarou Hino, Sissinou Oumarou, Babale Oumarou (K. Schilder, "Etat et islamisation au Nord-Cameroun : 1960-1982" ; disponible sur le lien <https://www.persee.fr/doc/polaf> ; Motaze Akam, "Islam et pouvoir", 1986, p. 12).

<sup>133</sup> Dans le domaine des affaires, de nombreux musulmans bénéficièrent des facilités pour l'accès aux crédits bancaires et pour l'obtention des licences "import-export".

<sup>134</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir politique au Cameroun", Yaoundé, ISH, 1986, p.12.

<sup>135</sup> D'origine modeste car n'étant pas issu d'une grande famille politico-religieuse foulbé, Ahmadou Ahidjo avant son accession à la magistrature suprême était quelque peu méprisé par les grands féodaux du Nord. Pour cette raison, il ne privilégia guère les Foulbé dans sa politique de promotion sociale et favorisa largement des islamisés issus du groupe Kirdi.

musulmane (souvent par opportunisme). Acte qui symbolisait l'allégeance au chef et permettait de s'assurer une bonne carrière professionnelle. Toutefois, si des conversions en masse furent observées dans le Nord du pays<sup>136</sup>, ce phénomène resta marginal dans les localités méridionales. Dès lors, comme être musulman devint provisoirement synonyme de réussite, les symboles les plus visibles de cette civilisation se diffusèrent à l'instar du mimétisme vestimentaire, caractérisé par le port du boubou qui gagna les milieux de fonctionnaires et d'intellectuels<sup>137</sup>. Au-delà de la sphère politique, des marques de générosité de l'exécutif furent également manifestes dans les domaines religieux et éducatif, avec la prise en charge par l'Etat des frais de pèlerinage pour les hauts dignitaires musulmans ainsi que l'octroi des bourses d'études pour le Moyen-Orient<sup>138</sup>. Pour mieux contrôler ce groupe et exercer sur lui une influence allant dans le sens d'une certaine instrumentalisation, Ahmadou Ahidjo organisa la communauté musulmane. Toutes les associations islamiques fusionnèrent dans une seule et même organisation à savoir l'ACIC. Cette dernière, créée en 1963 par décret présidentiel, avait pour objectifs fondamentaux la gestion des lieux de culte musulman et l'organisation de l'enseignement confessionnel islamique<sup>139</sup>. Cette institution devint le seul interlocuteur et intermédiaire valable de l'administration. A la tête de cette organisation acquise à sa cause, Ahidjo y nomma des proches<sup>140</sup>. Ainsi, afin d'éviter que la communauté musulmane ne se mue en entité susceptible de porter atteinte à son autorité ou encore qu'elle ne reçoive des soutiens extérieurs notamment arabes, à même de contrecarrer son projet de construction d'unité nationale amena Ahmadou Ahidjo à susciter cette organisation et à y exercer sur elle un contrôle efficient.

Sous le couvert de l'ACIC, les premiers boursiers camerounais se rendirent officiellement en Arabie Saoudite en 1962. Le second contingent s'y rendit en 1967, il était composé de sept (07) étudiants. Ces premiers étudiants bénéficièrent d'un complément de

---

<sup>136</sup> Qu'il nous soit à nouveau permis d'évoquer le cas du Nord-Cameroun, afin d'étayer la corrélation qui exista entre l'adhésion à l'islam et la promotion sociale. En effet, dans de nombreux terroirs du septentrion, le pourcentage des chefs de quartiers islamisés s'accrut. A titre illustratif, il oscilla de 7% en 1960 à 36% en 1972 et atteignit 52% en 1982. Ce processus d'islamisation fut encouragé tantôt par l'administration préfectorale (préfet et sous-préfet), tantôt par les cadres de l'UNC (K. Schilder, "Etat et islamisation au Nord-Cameroun : 1960-1982" ; disponible sur le lien <https://www.persee.fr/doc/polaf...>)

<sup>137</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir", 1986, p. 12.

<sup>138</sup> Au cours de la décennie 1960, de nombreux étudiants camerounais se rendirent dans les universités du monde Arabe (à Médine et en Egypte), d'où ils revinrent nantis de Licences et de Doctorats.

<sup>139</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p. 156.

<sup>140</sup> La cooptation des dirigeants de l'ACIC, permettait à Ahmadou Ahidjo de contrôler la communauté musulmane. En plaçant des proches à la tête de cette structure qui avait pour but de représenter la communauté musulmane dans son entièreté, Ahmadou Ahidjo entendait exercer un contrôle politique sur ce groupe.

bourse du gouvernement camerounais. Pour s'assurer que ces apprenants ne ramèneraient pas des pensées subversives, le gouvernement envoyait des émissaires pour se rassurer des idées qui circulaient au sein de ces groupes d'étudiants implantés hors du Cameroun. Dans la même lancée, les représentations diplomatiques camerounaises qui accueillaient ces étudiants étaient chargées d'adresser régulièrement des rapports de compte-rendu à leur hiérarchie<sup>141</sup>. La crainte de voir ces premiers arabisants se muer en contestateurs de l'ordre établi ou encore en diffuseurs d'idées iconoclastes amena le gouvernement d'Amadou Ahidjo à les mettre sous contrôle. La stratégie de ralliement mise en place par l'administration pour rallier ces boursiers consista à les intégrer dans la fonction publique camerounaise comme enseignants, traducteurs et cadres dans les ministères<sup>142</sup>. Un stratagème qui avait pour finalité d'absorber toutes les forces sociales contre-hégémoniques. Cette situation permit à l'administration d'exercer un contrôle sur ces arabisants, qui à leur tour contrôlaient toute la communauté musulmane à travers des prêches pacifistes.

Sur le plan international, il promut la coopération avec les pays du Moyen-Orient. La rupture des liens diplomatiques avec Israël et le refus de reconnaître le Front Polisario permirent au Cameroun de renforcer ses rapports avec le monde arabe modéré<sup>143</sup>. L'ouverture en direction du monde arabo-musulman fut marquée par l'adhésion du Cameroun à l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) en 1974. L'offensive des pays du Golfe-Persique s'est traduite sur le terrain par d'importantes réalisations socioreligieuses : mosquées, écoles coraniques et franco-arabes<sup>144</sup>.

Toutefois, les marques de sympathie d'Ahmadou Ahidjo, ne doivent nullement être assimilées à un laisser faire accordé aux membres de cette communauté religieuse. En effet, tout comportement déviant à la construction de l'unité nationale, toute attitude contraire à la consolidation et à la prééminence de son pouvoir furent sévèrement réprimés. C'est dans cette logique que s'inscrit la subordination des monarques musulmans à l'endroit des autorités préfectorales<sup>145</sup>. C'est également dans ce cadre que survint l'interdiction de la tidjaniyya. A la suite de cet acte, les adeptes de cette "tarika" furent persécutés, ce qui condamna cette confrérie

---

<sup>141</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.101.

<sup>142</sup> Ibid, p.102.

<sup>143</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir", 1986, p. 12.

<sup>144</sup> A titre illustratif, nous pouvons mentionner la construction de la mosquée d'Essos en 1976 par la Lybie. Dans la même lancée, on peut également noter la réalisation par l'Arabie Saoudite du complexe islamique de Garoua, achevé en 1980. Sur le plan pédagogique, les maitres de l'assistance technique du Maroc, de l'Egypte et de la Lybie foulèrent le sol de Yaoundé et dispensèrent des cours à l'école franco-arabe de la Briqueterie à partir de 1962.

<sup>145</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir", 1986, p. 15.

à la clandestinité<sup>146</sup>. Ahidjo fut également préoccupé par l'existence de l'Amicale des Musulmans pour le Progrès Social (AMPS). Au sein de cette institution créée par l'administration coloniale française (pour empêcher à l'UPC de prospérer au sein de la communauté musulmane), Ahidjo avait noté la montée d'idées radicales de nature à s'opposer à son autorité. Il œuvra à sa dissolution<sup>147</sup>.

## **2- Paul Biya et la consolidation de la politique musulmane de son prédécesseur : 1982-1997**

Le 04 novembre 1982, Ahmadou Ahidjo renonça à la magistrature suprême<sup>148</sup> et céda le pouvoir à son successeur constitutionnel de confession chrétienne en la personne de Paul Biya<sup>149</sup>. Globalement, les rapports que ce dernier entretint et continue d'entretenir avec les communautés placées sous la bannière de l'islam sont positifs. En effet, abstraction faite des tentatives manquées de déstabilisation des institutions républicaines ayant pour instigateur des musulmans et du mouvement d'humeur qui amena des croyants musulmans à descendre dans les rues de Yaoundé pour protester suite à l'expropriation de l'ACIC du terrain de Ntougou-Tsinga<sup>150</sup>, le Président Paul Biya, par pure pragmatisme politique mais aussi dans un souci de

---

<sup>146</sup> Plusieurs raisons sont émises pour expliquer ce bannissement. Selon Hamadou Adama (*L'islam*, 2004, p. 210), cette confrérie refusa de se soumettre à l'autorité laïque de l'Etat. L'administration Ahidjo considéra dès-lors ses membres comme des rebelles et de potentiels agitateurs. Selon Maud Lasseur ("Religions", 2008, p. 155), les lamibé qui redoutaient que les cheiks soufis ne leur fassent ombrage incitèrent le pouvoir central à les évincer. Cette administration voyait d'ailleurs d'un mauvais œil, le retrait des maîtres soufis de la vie publique. D'après Aboubakar Adamou et Aissatou Ibrahim, l'assistance économique et financière saoudienne au Cameroun fut conditionnée par la promotion de l'idéologie wahhabite. Situation qui poussa le Président Ahidjo à marginaliser et à pousser les principaux leaders tidjanes à l'exil. Cette dernière information est tirée de "Etude du rapport de force entre deux mouvances confessionnelles dans la reconfiguration de l'élite musulmane au Cameroun. La wahhabiyya et la tidjaniyya à Ngaoundéré", in Tièmeni Sigankwe et Nicolas Owona Ndounda (Dir), *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, volume 8, n°8, aout 2019, p.77.

<sup>147</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques ", 2019, pp.44-45.

<sup>148</sup> De nombreuses hypothèses sont émises sur les causes de cette démission. Une place de choix est accordée aux supposés problèmes de santé du premier chef de l'Etat du Cameroun. En l'absence d'une version officielle, nous demeurons hélas dans le domaine des spéculations.

<sup>149</sup> En novembre 1982, Paul Biya arriva au pouvoir avec la bénédiction d'Ahmadou Ahidjo, qui conserva néanmoins la direction de l'UNC dont il était le fondateur. Très tôt, des tensions apparurent entre les deux hommes, qui du Président de la République ou du président de l'UNC avait la préséance sur l'autre ? Ces dissensions débouchèrent sur une série d'événements funestes.

<sup>150</sup> En janvier 1979, la communauté musulmane du Cameroun par l'intermédiaire de l'ACIC, obtint une parcelle d'une superficie de 07 hectares au lieu-dit Ntougou-Tsinga, pour la réalisation d'un complexe islamique financé par l'Arabie Saoudite. En 1988, l'ACIC fut expropriée de ce site par le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé Emah Basile, au motif que le temps imparti (de 05 ans) pour la mise en valeur de ce lot avait expiré. Cette décision suscita de multiples remous et les croyants en nombre important descendirent dans les rues de la capitale politique, pour protester contre ce qui s'apparentait à une attitude antimusulmane. Au terme de nombreux pourparlers entre les deux parties, un second site plus réduit de 4,5 hectares fut à nouveau octroyé à la communauté musulmane le 12 décembre 1992. C'est sur ce site qu'est bâti le complexe islamique de Tsinga.

cohésion nationale, évita de se mettre à dos ce groupe religieux. Sa présidence est marquée par la consolidation des liens de clientélisme avec les monarches musulmans, le renforcement de la coopération transislamique avec les nations musulmanes du Maghreb et du Proche-Orient mais aussi, par la libération associative qui entraîna le boom du religieux.

A peine installé au pouvoir en novembre 1982, Paul Biya essuya deux tentatives de coups d'Etats. La première intervint le 22 août 1983. La seconde, plus spectaculaire, fut celle du 06 au 07 avril 1984. Le commanditaire désigné de cette tentative manquée de putsch fut son prédécesseur Ahmadou Ahidjo. Il s'en suivit une brève répression (qualifié selon une vision simpliste d'antimusulmane). Situation qui dénote du fait que les principaux insurgés avaient pour origine géographique le Nord du pays et pour religion l'islam<sup>151</sup>. A la suite de ces événements malheureux, putschistes, nordistes et musulmans devinrent synonymes dans l'esprit de nombreux camerounais. Passé cette mésaventure de début d'exercice, Paul Biya œuvra à la consolidation de la politique musulmane initiée par son prédécesseur.

Au niveau local, on note les subventions accordées à l'enseignement privé islamique, ainsi-que la création des départements de langue arabe et civilisation islamique dans certaines universités d'Etat<sup>152</sup>. C'est sous le régime de Paul Biya que fut réalisé le complexe islamique de Tsinga, qui est le plus vaste du pays et que des mouvements proscrits du temps de son prédécesseur furent à nouveau réhabilités à l'instar de la tidjaniyya. Sur le plan international, il consolida les relations avec les monarchies et autres nations musulmanes du Moyen-Orient et d'ailleurs. Ces dernières renforcèrent leur présence, accentuèrent leur percée idéologique et suscitèrent du même coup une reconfiguration de l'islam, tel que pratiqué au Cameroun. Pour mieux formaliser les relations entre le Cameroun et les pays musulmans, Paul Biya créa en 1997, un poste de Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé de la Coopération avec le Monde Islamique. Cette offensive diplomatique en direction des pays arabo-musulmans avait pour objectif de susciter l'intérêt de ces nations et provoquer de leur part des envois de fonds<sup>153</sup>. Cette politique de séduction semble jusque-là avoir produit les effets escomptés.

---

<sup>151</sup> Le procès des putschistes se termina par une condamnation à mort de 03 d'entre eux parmi lesquels l'ex-président Ahmadou Ahidjo. Sanction qui fut plus tard commuée en prison à vie.

<sup>152</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendances actuelles", 2000, p. 64.

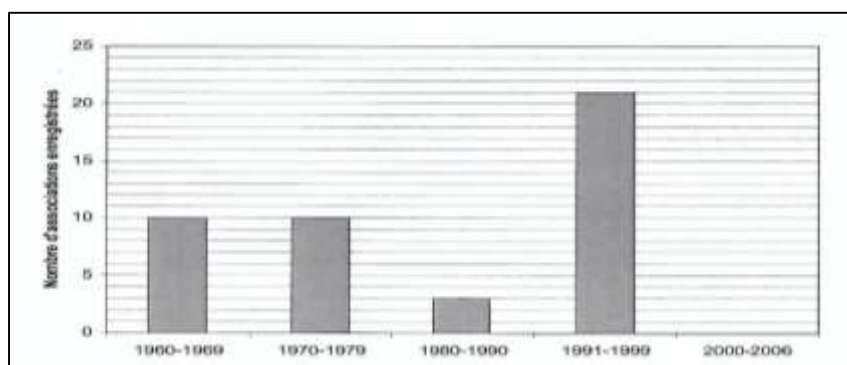
<sup>153</sup> Ibid.



### 3- La libéralisation associative de 1990 et le boom du religieux

La loi sur la libéralisation des associations survenue en 1990 exerça une influence indéniable sur le devenir du religieux au Cameroun<sup>154</sup>. Bien qu'elle vit le jour sous le règne de Paul Biya, nous consacrons une place de choix à cet évènement singulier, de par les mutations profondes qu'il a induites et les changements majeurs auxquels il donna naissance. Cette législation a eu le mérite d'affranchir les entreprises confessionnelles du carcan oppressif de la réglementation jusque-là en vigueur. L'érosion des entraves à l'exercice des religions permit aux mouvements religieux frappés d'une interdiction de reprendre leurs activités<sup>155</sup>, aux dénominations encore inexistantes au Cameroun de se fixer sur le territoire national et aux groupes dissidents issus des grandes familles traditionnelles de se mouvoir en entités autonomes<sup>156</sup>. Des tendances rivales et contestataires à l'endroit des confessions établies émergent de partout et à l'intérieur des mêmes familles religieuses, on passa du monolithisme au pluralisme idéologique. Le relâchement de l'emprise de l'Etat entraîna la multiplication des dénominations confessionnelles et des lieux de culte. Cette législation permissive sur la liberté des associations a introduit un relatif laisser faire, qui s'apparente aujourd'hui à un libertinage du religieux. L'impact que le texte juridique de 1990 exerça sur le boom du religieux apparaît de façon pertinente, lorsqu'on compare la légalisation des organisations religieuses avant et après 1990.

#### **Diagramme N°1 : Evolution des reconnaissances d'associations religieuses depuis 1960.**



**Source** : MINATD, direction des affaires politiques.

<sup>154</sup> Nous faisons allusion à la loi N° 053/90 (sur la formation et le fonctionnement des associations), votée le 19 décembre 1990.

<sup>155</sup> Nous avons mentionné plus haut le cas des témoins de Jéhovah et de la tidjaniyya, tous deux interdits sous Ahmadou Ahidjo. Ceux-ci purent reprendre leurs activités grâce à cette loi. Pour le cas spécifique des Témoins de Jéhovah, il faut préciser qu'ils furent réhabilités par le décret n°93/043 en date du 03 février 1993.

<sup>156</sup> Avant l'adoption de cette loi, le contrôle de l'administration sur la sphère religieuse était total. Toute organisation confessionnelle, autonome à l'endroit du pouvoir central ainsi que du parti apparaissait comme un mouvement subversif et oppositionnel. Ce type d'organisation fut combattu, interdit, ses adeptes persécutés.

L'analyse du diagramme ci-dessus fait apparaître trois grandes phases, ayant chacune sa particularité. Durant la période qui va de 1960 à 1980 et qui correspond à l'ère Ahmadou Ahidjo, seule une vingtaine d'associations fut reconnue, soit une moyenne d'une association par an. Il faut préciser que dans ce lot, l'islam était enregistré comme une association religieuse, légalisée en 1964 avec pour siège Garoua. Entre 1980 et 1990, intervalle caractérisé par la présence au pouvoir de Paul Biya, uniquement deux organisations furent officiellement approuvées au rang desquelles l'ACIC. Pendant la période comprise entre 1990 et l'an 2000, 21 nouveaux mouvements obtinrent la précieuse autorisation parmi lesquelles, deux nouvelles organisations musulmanes à savoir l'ASSOVIC et l'UIC<sup>157</sup>. Dans cette perspective comparative, la décennie 1990-2000, qui coïncide avec l'accentuation de la crise économique au Cameroun, l'implémentation de la démocratie induite par le vent de l'Est et l'application de la loi sur la liberté d'association, a donc été autant prolifique que les trois décades précédentes (1960-1990). Il faut souligner qu'au-delà de ce nombre modeste de quarante-sept (47) dénominations confessionnelles créditées d'une autorisation officielles<sup>158</sup>, il existe au Cameroun plus d'un millier d'organisations religieuses, fonctionnant sur la base d'une simple déclaration d'existence ou encore, dans l'illégalité totale<sup>159</sup>. Il faut préciser à ce niveau que ce boom du religieux profite au régime en place. En effet, face à l'incapacité que manifeste l'Etat à répondre à certains engagements sociaux (chômage et pauvreté), ces institutions jouent le rôle de stabilisateurs sociaux et de pourvoyeurs de rêves auprès d'une partie de la population. Elles dévient les griefs des populations contre le pouvoir en place et consolide ce dernier en diffusant des slogans comme tout "pouvoir vient de Dieu"<sup>160</sup>. Une instrumentalisation politique du religieux qui a pour but de mettre à contribution les effets narcotiques de la prière. A travers cette stratégie, les autorités politiques parviennent à se soustraire de la pression populaire, en amenant les populations pauvres à accepter leur condition sans se rebeller contre elles<sup>161</sup>. Les entrepreneurs religieux contribuent ainsi à dédouaner les élites politiques au pouvoir de leurs responsabilités sociales. Une manière pour elle d'exprimer leur gratitude face à la tolérance dont l'administration fait preuve à leur égard. Toujours en guise d'échange de bons procédés,

<sup>157</sup> Pour ce qui est de l'islam, au-delà des trois organisations suscitées qui possèdent une autorisation officielle, des dizaines d'autres, aux statuts différents (internationales, nationales et locales), sont actives dans la zone d'étude. Nous reviendrons sur cet aspect à la page 189 de cette investigation.

<sup>158</sup> La loi du 19 décembre 1990 sur les libertés associatives, en ses articles 23 et 24, stipule que "toute organisation religieuse doit être autorisée (...) par décret du Président de la République, après avis motivé du Ministre chargé de l'Administration territoriale".

<sup>159</sup> Ce cas de figure témoigne à suffisance de la tolérance dont font preuve les autorités administratives.

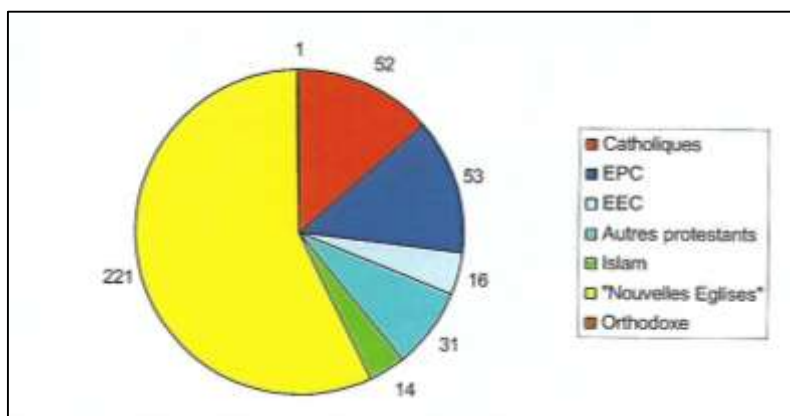
<sup>160</sup> A. Menguele Menyengue, "Enjeux et usages politiques de la promotion des lieux de prière au Cameroun", in Tièmeni Sigankwe et Nicolas Owona Ndounda (dir), *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, volume 8, n°8, aout 2019, pp.223-225.

<sup>161</sup> Ibid, p.230.

les organisations religieuses ne bénéficiant pas d'une autorisation administrative s'abstiennent de porter atteinte à la politique du gouvernement faute de quoi, elles pourraient être suspendues<sup>162</sup>. Ainsi, Les deux parties manifestent une sorte de reconnaissance et de redevabilité mutuelle.

La prolifération des étiquettes confessionnelles s'accompagna d'une augmentation exponentielle des édifices culturels qui, dans de nombreuses villes, donnent l'impression d'agglomérations saturées par le religieux. Pour la seule ville de Yaoundé, Maud Lasseur<sup>163</sup> en 2008 recensait 388 lieux de culte, abstraction faite des cellules de prière et des Eglises-maisons<sup>164</sup>. Dans ce dénombrement, plus de 200 lieux de culte (appartenant aux familles religieuses évangélique, pentecôtiste, charismatique et millénariste) virent le jour après 1990<sup>165</sup>.

**Diagramme N°2 : Répartition confessionnelle des lieux de culte à Yaoundé en 2008.**



**Source** : Maud Lasseur, "Religions et territoires au Cameroun", 2008, p. 371.

Pour ce qui est de l'islam, la capitale politique du Cameroun avant 1990 abritait quatre mosquées du vendredi, toutes situées au quartier Briqueterie. Après l'adoption de la loi sur les libertés associatives, le nombre de mosquées alla grandissant et dépassa la centaine dans les années 2010. Autre particularité, ces édifices culturels islamiques ne sont plus cantonnés à la

<sup>162</sup> L'absence d'une autorisation légale peut être assimilée comme une arme utilisée par le pouvoir, pour contenir et s'assurer la sujétion des entreprises confessionnelles.

<sup>163</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, pp. 370-373.

<sup>164</sup> Sur ces 388 lieux de culte, 167 appartiennent aux religions établies soit 52 pour les catholiques, 53 pour l'EPC, 32 pour les autres dénominations protestantes, 16 pour les orthodoxes et 14 pour l'islam. Les 221 restants appartiennent à des mouvements religieux indépendants.

<sup>165</sup> A ce niveau, un doigt accusateur est pointé en direction du clergé traditionnel chrétien et musulman (issu de la première phase missionnaire) dans la profusion des nouvelles dénominations confessionnelles. Ce clergé traditionnel se serait tout d'abord révélé incapable de respecter ses propres valeurs mais également, de proposer une alternative aux nouvelles aspirations des populations, générées par l'effervescence démocratique et la morosité économique des années 1990 (comme l'amélioration des conditions de vie, le changement politique, l'assainissement des mœurs).

seule Briqueterie mais, éparpillés dans toute la ville de Yaoundé. C'est également durant cette période, que s'est manifestée sur toute l'étendue du territoire et souvent de façon ostentatoire, les différentes tendances réformistes, qui entamèrent de virulentes contestations à l'endroit du clergé traditionnel malikite et soufi. Déjà latente, la libération associative de 1990 permit aux arabisants revenus au Cameroun après des années d'études à l'étranger, d'entamer des discours de plus en plus critiques à l'endroit de l'ancienne classe dirigeante musulmane. En ligne de mire des institutions qui subirent leurs reproches, se trouvait l'ACIC (interlocutrice de la communauté musulmane auprès des pouvoirs publics, dont le directoire était accusé d'être instrumentalisé par le pouvoir politique). Légitimés par leur savoir acquis durant leurs nombreuses années d'études à l'étranger, les arabisants entendaient se positionner sur l'espace public comme les représentants de la communauté musulmane nationale et subséquemment, comme un partenaire privilégié avec lequel devrait traiter les autorités administratives. Une stratégie qui avait pour but de mettre un terme à la monopolisation de l'espace politique communautaire par l'élite musulmane de la première heure<sup>166</sup>. Ainsi, la législation sur la libéralisation associative a permis l'émergence d'un paysage islamique pluraliste dans la société. Ces illustrations témoignent à suffisance de l'impact que la loi de 1990 sur la liberté des associations a exercé dans la sphère du religieux.

Au-delà de sa pertinence qui se révèle dès-lors indubitable, il faut toutefois souligner que cette loi, issue d'un contexte démocratique permissif, s'associa à deux autres facteurs qui furent la crise économique et la frilosité institutionnelle. La déliquescence de l'Etat, consécutive au contexte économique difficile des années 1990, s'est traduite par son désengagement de certains secteurs de la vie sociale. La nature ayant horreur du vide, les entreprises religieuses, dans une posture de marketing spirituel et d'offensive missionnaires, multiplièrent les structures d'encadrement des populations. C'est ainsi que proliférèrent des écoles, centres hospitaliers, universités, médias et associations diverses à coloration confessionnelle. Dans ce sillage, les réseaux islamiques permettent de développer une sociabilité qui en cas de nécessité, se mue en système d'entraide, garantissant la sécurité de l'individu et du groupe. Pour certains chercheurs, c'est la faillite des Etats au Sud du Sahara qui est à l'origine du renouveau islamique sur la scène publique et politique<sup>167</sup>. Cette profusion du religieux s'expliquerait également par un laisser faire des autorités administratives, qui appliqueraient la loi de façon quelque peu "laxiste" et qui fermeraient les yeux, tant que ces associations ne constitueraient nullement une

<sup>166</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.128.

<sup>167</sup> R. Filokata, *Renouveau islamique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.13.

menace, ni pour la paix sociale, ni pour le pouvoir en place<sup>168</sup>. Au final, la libéralisation associative de 1990 s'est traduite par une effervescence religieuse sans précédent ainsi qu'une profusion illimitée et pour le moment, ininterrompue des édifices culturels.

La loi de 1990 sur les libertés associatives marqua également le retour du multipartisme. Certains partis politiques nouvellement créés, eurent un impact retentissant au sein de la communauté musulmane. Tels furent les cas de l'UNDP et de l'UDC. Pour ce qui est du premier, il faut dire qu'à sa création, son équipe dirigeante était formée à majorité d'anciens dignitaires du régime Ahidjo, situation qui donnait l'impression d'une résurrection de l'ancienne UNC. Dès lors, de nombreux soudanais (musulmans ou non), migrèrent du RDPC pour l'UNDP. Une situation liée au fait que le RDPC, à travers ses orateurs beti, avait mis en exergue la prétendue hypocrisie des ressortissants du grand Nord géographique, en prétendant que ceux-ci n'étaient pas sincères dans leur militantisme<sup>169</sup>. A cette suspicion s'ajoutait les nombreuses déceptions liées aux promesses non-tenues par le RDPC depuis sa création en 1985. L'UDC pour sa part trouva un écho favorable au sein de la communauté bamoun établie en pays beti. Signe des temps, la *Umma* du pays beti, autrefois soudée autour d'une confrérie religieuse (la tidjaniyya) et autour d'un seul parti politique (l'UNC d'abord et le RDPC ensuite), fut dès 1991 éparpillée entre de nombreuses chapelles politiques (RDPC, UNDP, UPC, UDC) et religieuses (tidjaniyya, wahhabiyya, chiisme, mouvement tabligh). La loi de 1990 permit aux cadets sociaux et autres marginalisés de manifester leur divergence d'opinion. Pour le groupe majoritaire tidjanite, commença dès lors la douloureuse épreuve de la contestation, de l'opposition religieuse et politique à laquelle il n'était pas préparé.

#### **4- L'islam et la préfectorale : des rapports placés sous le sceau de la laïcité**

La préfectorale, conformément à ses prérogatives assure à la *Umma* le libre exercice de son culte dans le cadre prévu par la loi fondamentale portant sur le régime des associations. L'établissement d'une nouvelle mosquée comme son changement de dénomination, l'implantation ou l'officialisation d'une association islamique, l'aval pour l'organisation des activités publiques sont autant d'occasions durant lesquelles la communauté musulmane sollicite les services préfectoraux. Durant les grandes fêtes de la foi islamique, les mosquées centrales adressent des invitations aux autorités administratives.

<sup>168</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 180.

<sup>169</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.60.

**Photo N°22 : Cérémonie de présentation des vœux au Préfet du Nyong et So'o par quelques ministres du culte de Mbalmayo.**



**Source :** Sahid Bachir Njoya, 05/04/2000.

**Photo N°23 : L'imam de Mfou et les responsables administratifs locaux.**



**Source :** Ngapna Mouhamed Awal, 31/12/2006.

- 1- Atangana Protais (Maire de la commune de Mfou)
- 3- Ngapna Mouhamed Awal (Imam principal de la mosquée de Mfou)
- 4- Obaté Jacques (Préfet de la Mefou et Afamba)
- 5- Mbarga Owono Claudine Rosy (Sous-préfet de l'arrondissement de Mfou)
- 6- Bel Poro Joseph (Procureur)
- 7- Etoundi Etoundi (Commissaire spécial à Mfou)

En participant à ces célébrations, les administrateurs civils prennent généralement le soin de se vêtir en gandourah, comme pour signifier leur solidarité aux musulmans. Ce mimétisme vestimentaire, affiché par les hauts fonctionnaires et certains membres de

l'intelligentsia camerounaise, est relativement ancien et remonte à la gestion politique du pays par le Président Ahmadou Ahidjo<sup>170</sup>. En retour, lors de certaines manifestations dont l'administration veut rehausser l'éclat, la communauté musulmane est invitée à s'associer aux autres, afin de donner une large portée à la cérémonie. Les responsables religieux et politiques musulmans (généralement installés aux premières loges), assistent aux cérémonies commémorant les fêtes nationales. A la demande de l'administration, certaines mosquées organisent souvent des séances de prières en faveur de la paix au Cameroun. Sans s'arrêter à ce niveau, la *Umma* est quelquefois sujette à des déchirements politico-religieux. Dans cette optique, les mosquées tout comme les courants confrériques déjà implantés, craignant pour la diminution de leur prestige ont souvent sollicité l'administration préfectorale afin qu'elle interdise la fixation des mouvements rivaux<sup>171</sup>. Interrogé sur ce dernier aspect, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mbalmayo Yampen Ousmanou rappelait que :

L'administration ne s'immisce pas dans les problèmes internes des communautés. La constitution du 18 janvier 1996 ayant proclamé la liberté de culte, les croyants sont en droit d'avoir autant de mosquées ou de chapelles qu'ils le souhaitent. Le plus important est que la paix sociale, la cohésion et l'harmonie soient maintenues<sup>172</sup>.

A travers ces propos, on perçoit aisément la neutralité de la préfectorale qui évite de prendre parti dans les querelles religieuses. Le plus important pour elle est que le respect des lois soit observé. En effet, dans la pratique de la religion, les individus ne doivent en aucun cas porter atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Dans cette perspective, l'intervention de l'administration préfectorale fait suite aux troubles menaçant la quiétude communautaire<sup>173</sup>. Entre octobre et novembre 1993, les affrontements entre tidjanites et sunnites ayant porté atteinte à la paix sociale à Yaoundé et Mbalmayo, cette administration mit tout en place pour un retour au calme.

Pour mieux encadrer les populations soudanaises musulmanes, l'administration camerounaise pérennisa la pratique initiée par les commandements européens. Elle reconnut à ces groupes ethno-religieux des chefferies traditionnelles. Il s'agit d'institutions coutumières, dont les ressorts territoriaux couvrent les zones désignées sous les vocables de "quartiers Haoussa". Exception faite des villes d'Akono, Dzeng et Nkolmetet, toutes les autres localités

<sup>170</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir", 1986, p.12.

<sup>171</sup> A Yaoundé, Mfou, Obala et Monaté, le courant tidjanite saisit à maintes reprises les autorités préfectorales afin qu'elles interdisent la fixation de la mouvance wahhabite. Des tentatives qui au final se révélèrent vaines. Nous reviendrons plus en détails sur ce sujet dans la section consacrée aux rivalités idéologiques.

<sup>172</sup> Yampen Ousmanou, 45 ans environ, administrateur civil (Sous-préfet de l'arrondissement de Mbalmayo), Centre administratif, 03/10/2009.

<sup>173</sup> La loi du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association stipule en son article 34 que "toute association religieuse peut être suspendue par arrêté du Ministre de l'Administration territoriale pour trouble à l'ordre public".

du pays beti abritent des chefferies dites haoussa. Les fonctions dévolues aux chefs haoussa sont les mêmes que celles reconnues à leurs autres homologues. Pour cela, il assume toutes les attributions qui lui sont dévolues par le chapitre III du décret présidentiel N°77/245 du 15 juillet 1977, autant qu'il est sensé jouir des privilèges attachés à sa fonction. Entre autres attributions, il seconde les autorités administratives dans leur mission d'encadrement des populations. Il est un auxiliaire de l'administration, il transmet à la population les directives des autorités administratives et veille à leur exécution. Il concourt au maintien de l'ordre public, au développement économique, social et culturel de son unité de commandement. Il procède à la conciliation ou à l'arbitrage des contentieux opposants ses administrés <sup>174</sup>.

Au terme de ce second chapitre, il apparaît que l'avènement et l'expansion de l'islam sont la résultante de la dynamique marchande, combinée à la multiplication des unités administratives. Si les premiers missionnaires de l'islam jetèrent l'ancre en territoire beti du Centre, attirés par la possibilité de réaliser de bonnes affaires sur le plan commercial, ils s'implantèrent exclusivement dans les localités qui furent érigées soit en circonscriptions, soit en subdivisions. Subséquemment, la multiplication des unités administratives coïncida avec celle des foyers musulmans. L'établissement des premiers musulmans fut partout facilité par l'aristocratie locale, qui à chaque fois indiqua aux nouveaux arrivants un site, qui prit systématiquement l'appellation de quartier Haoussa. Ces espaces constituent autant d'îlots de la culture islamique en plein océan chrétien. A côté de Yaoundé qui est le regroupement musulman le plus important de la zone d'étude, Mbalmayo et Obala constituent des foyers moyens, les autres étant mineurs. La première réalisation culturelle de ces premiers musulmans fut la mosquée, couplée d'une école coranique. Pour réussir leur intégration dans leurs nouveaux lieux d'accueil, les Soudanais et Bamoun développèrent de nombreuses stratégies à l'instar de l'octroi des crédits aux populations préétablies, des unions matrimoniales avec des femmes bantou, l'usage des langues beti, l'adoption des mets locaux, l'invitation des natifs à l'occasion des grandes fêtes religieuses de l'islam, ainsi que la scolarisation des jeunes musulmans dans les écoles laïques et chrétiennes disséminées partout en pays beti. L'attitude pacifique des musulmans, associé au caractère accueillant des Beti, sont à la base de la quiétude qui caractérise les relations entre les deux groupes depuis 1896, année probable de leur début de cohabitation. Pour son épanouissement, la communauté musulmane bénéficia de

---

<sup>174</sup> Yampen Ousmanou, 45 ans environ, administrateur civil (Sous-préfet de l'arrondissement de Mbalmayo), Centre administratif, 03/10/2009.



nombreuses marques d'attention des pouvoirs publics, avec lesquels elle entretient des rapports empreints de collaboration et de respect mutuel.

Il ressort de cette première partie que la dynamique de l'islam chez les Beti du Centre s'inscrit dans la perspective d'un vaste continuum historique. Ce processus évolutif plonge ses racines dans la période précoloniale, se renforce sous la colonisation et se consolide sous l'ère postcoloniale. Elle est la résultante d'une combinaison de facteurs à la fois institutionnel, migratoire, économique, diplomatique et philanthropique. Ces différents paramètres interagissent les uns par rapport aux autres, se combinent et se structurent dans un but commun, qui est le rayonnement de la religion musulmane. Entamé sous la colonisation, les migrations des sectateurs musulmans en direction de la zone d'étude s'intensifièrent au fil du temps, grâce à une plus large diffusion des idéaux de paix, de sécurité et de respect des droits humains, qui garantissent la sécurité de toute personne. Dans son processus d'épanouissement, l'islam bénéficia des marques d'attention des administrations locales. Des soutiens qui datent du protectorat allemand et s'étendent à l'ère Biya. Dans ce même registre, s'inscrivent la progression de l'urbanisation, le maillage administratif ainsi que le renforcement de la coopération internationale à coloration islamique. La dynamique de l'islam se traduit tout d'abord par une diffusion ramificatoire ininterrompue. Jadis cantonné à la seule Briqueterie, l'islam sortit peu à peu de ce quartier et colonisa la totalité de la ville de Yaoundé. Au rythme de la multiplication des unités administratives, il poursuivit sa dissémination et se fixa avec plus ou moins de succès dans toutes les localités beti du Centre. Une expansion synonyme de multiplication des foyers musulmans. Partout où ils s'établirent, les musulmans adoptèrent des nombreuses stratégies pour faciliter leur intégration et acceptation. Ils créèrent des quartiers Haoussa, qui constituent autant d'enclaves de la culture islamique au Sud de l'Adamaoua. Dans ces ilots musulmans (en plein océan chrétien), ils reproduisirent la même organisation politique avec au sommet le chef haoussa. Au fil du temps, la composition sociale hétérogène, prit le dessus sur la structure mono-ethnique du début.



**DEUXIEME PARTIE : LES MARQUES DE LA DYNAMIQUE DE L'ISLAM**

Les institutions sociales, en tant que composantes des sociétés humaines, sont soumises à la dynamique de l'évolution. Portées dans leur dimension objective par les hommes, les organisations religieuses n'échappent guère à cet état de fait. Pour le cas d'espèce qui concerne l'évolution de l'islam en territoire beti du Centre-Cameroun, on observe qu'au-delà de son expansion géographique (caractérisée par une présence significative dans toutes les localités de la zone d'étude), la vitalité de l'islam s'exprime également par un foisonnement d'institutions de divers ordres sans omettre l'avènement d'un paysage pluraliste en son sein. En plus de décrire cet état de fait, cette deuxième partie met en exergue les facteurs qui la sous-tendent et la manière dont ces éléments inter-réagissent. Cette section comprend deux chapitres, qui s'inscrivent dans la continuité des précédents.

Le troisième chapitre s'attarde sur le développement des structures socioreligieuses islamiques. Le décryptage des données disponibles révèle que la mobilité de ses sectateurs, la générosité des fidèles, les retombées positives de la coopération transislamique, les dissensions ethno-idéologiques et sa démographie galopante, sont autant d'éléments qui créditent à la religion musulmane une envergure majeure.

Le quatrième chapitre pour sa part se focalise sur le dynamisme idéologique que connaît la communauté musulmane. La coopération transislamique et la libéralisation associative de 1990 ont permis la venue et l'éclosion de nouveaux courants doctrinaux. La rivalité que se livre ces différentes tendances est l'une des causes de la multiplication des facettes de l'islam et du renouveau de cette religion au niveau national. Ainsi, cette section opère une ouverture sur la géopolitique de l'islam, en analysant les différents courants idéologiques qui sont actifs au sein de cette organisation confessionnelle ainsi-que les rapports de forces qui existent entre eux, dans une perspective de positionnement et de représentativité de la communauté musulmane.

## **CHAPITRE III : UN IMPORTANT DEVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL ET ASSOCIATIF**

Parmi les nombreuses marques qui témoignent du rayonnement de l'islam, figure l'augmentation exponentielle des édifices dédiés au culte musulman, le foisonnement des associations islamiques et écoles coraniques. Dans la même trajectoire, se situe l'émergence des établissements officiels et organes de communication, qui promeuvent la culture musulmane. Un processus évolutif qui est loin d'être achevé. Cette hausse des institutions islamiques est sous-tendue par de nombreux paramètres à l'instar de la démographie musulmane, la générosité des croyants, l'humanisme islamique, les promesses eschatologiques, la libéralisation associative de 1990, la quête du prestige social et la volonté d'affirmation ethno-idéologique.

### **I- UNE EXPLOSION DES LIEUX DE CULTE**

La mosquée désigne le lieu où se prosternent les fidèles musulmans pour célébrer l'office religieux<sup>1</sup>. Il peut donc s'agir d'un bâtiment à l'intérieur duquel les croyants accomplissent les prières quotidiennes, ou encore des espaces découverts qui ne soient pas rituellement impurs et qui soient aptes à servir de lieu de prière<sup>2</sup>. La mosquée peut également servir d'institution sociale, éducative et politique. Elle sert d'asile temporaire aux migrants musulmans, accueille les événements heureux comme les mariages et les baptêmes. La mosquée constitue le géo-symbole le plus éloquent de la présence de l'islam dans une localité et l'un des indicateurs de l'avancée spatiale de la religion musulmane. Doté d'une mosquée en 1936 (mosquée du milieu), le territoire beti du Centre en 2017 abritait cent quarante-cinq (145) mosquées. Il est dès lors question de s'interroger sur les causes de cette multiplication des lieux de culte, sur les relations que ces structures entretiennent entre elles et sur les enjeux qu'elles recèlent.

#### **1) Causes de multiplication des mosquées**

La multiplication des lieux de culte islamiques est la conjugaison de plusieurs paramètres. La quasi-totalité des dignitaires religieux questionnés s'accordent sur le fait que

<sup>1</sup> Hamadou Adama, "Les mosquées au Cameroun : espace privé ou espace public ?", Yaoundé, CEDESRIA, 2008, p.1.

<sup>2</sup> Le terme mosquée est apparu en 1553 dans la langue française. Il dérive d'une racine protosémitique qui signifie "poser le front au sol" et rappelle qu'il s'agit d'un lieu de prosternation. L'islam attribue le terme mosquée à toute terre excluant les cimetières et les lieux d'aisance. Ainsi, le musulman peut faire sa prière partout, qu'il soit à l'air libre ou dans une simple maison, à condition que l'endroit soit immaculé de toute souillure.

c'est la nécessité de disposer d'un cadre pour la prière à proximité de leurs résidences et commerces qui les amena à bâtir des mosquées. L'élément fondamental à la base de l'édification et de la multiplication des édifices cultuels islamiques est l'augmentation de la population musulmane. Une situation tributaire à un taux d'accroissement naturel élevé, ainsi qu'aux migrations nationales et internationales à coloration musulmane toujours plus importantes<sup>3</sup>. Dès lors, plus la population musulmane augmente, plus on assiste à la réalisation de nouvelles mosquées. L'accroissement des musulmans à un endroit précis, induit également une hausse des mosquées sur ce même site. Le cas le plus illustratif est celui de la Briqueterie. Possédant une seule mosquée du vendredi en 1936, elle comptabilisait quatre (04) mosquées du vendredi en 1994, pour enregistrer au final huit (08) mosquées du vendredi et autant de mosquées secondaires en 2017. Un processus qui est loin d'être achevé<sup>4</sup>. Cette situation qui peut paraître fantaisiste aux premiers abords (dans la mesure où le passant peut être surpris par une telle concentration des lieux de culte au m<sup>2</sup>), trouve toute sa pertinence aux heures de prière. Durant ces moments d'adoration, ces édifices cultuels sont tous pleins, bondés de fidèles, à telle enseigne que les cours extérieures et même les rues environnantes sont souvent investies par les croyants, interrompant ainsi la circulation le temps de la prière<sup>5</sup>. D'autres quartiers se situent dans cette trajectoire. Tel est le cas de Nkol-Mbong, limitrophe au quartier Etoudi. Ce lieu est un important foyer musulman de la ville de Yaoundé et abrite dix (10) mosquées parmi lesquelles, quatre (04) mosquées du vendredi. Dans le même sillage, se trouve le quartier Ngouso, qui compte dix (10) mosquées parmi lesquelles trois (03) mosquées du vendredi. Ainsi, la masse considérable des croyants est la première cause de l'édification des lieux de culte islamiques.

L'importance démographique se combine à un autre facteur à savoir l'extension de la ville. En effet, plus une agglomération s'étale, donnant naissance à de nouveaux quartiers aussitôt investis par des populations hétéroclites aux confessions variées, plus on assiste au foisonnement des édifices dédiés au culte. Un paramètre déterminant opère à ce niveau, il s'agit de la pénibilité des déplacements associés aux coûts élevés des transports entre les anciens foyers de peuplement comme la Briqueterie et les nouvelles zones résidentielles. Quiconque connaît la ville de Yaoundé a conscience que partir d'Olembe, Nkozoa, Odza, Biyem-Assi,

---

<sup>3</sup> En l'an 2000, les musulmans du Cameroun étaient estimés à 33% de la population totale, soit 5144067 personnes. Toutefois, certaines estimations maximalistes situent ce taux à 40%, tandis-que les tendances minimalistes évaluent cette communauté religieuse à 22% de l'effectif global (Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.25).

<sup>4</sup> En effet, les mosquées continuent de voir le jour à la Briqueterie. Elles sont si concentrées au m<sup>2</sup>, qu'elles suscitent des interrogations sur la norme islamique en matière d'écart entre ces édifices cultuels.

<sup>5</sup> L'enquête participative a révélé qu'aucune mosquée du vendredi de la Briqueterie n'arrive à contenir la totalité des fidèles qui s'y retrouvent pour la grande prière de la *juma*.

Ahala, Eman, Messa-Si pour la Briqueterie (premier foyer de concentration des lieux de prière musulman) n'est guère évident, surtout dans une ville qui connaît régulièrement le phénomène des embouteillages. Les nouveaux quartiers occupés par les musulmans sont souvent situés à plus d'une dizaine de kilomètres de la Briqueterie. Dès lors, bâtir une mosquée près de son lieu de résidence ou de travail permet de résorber l'épineux problème de la pénibilité des déplacements mais aussi, de décongestionner les foyers initiaux de la pratique culturelle, toujours saturés aux heures de prière. Une constance se révèle à savoir, l'augmentation de la population musulmane. C'est cette démographie galopante, constamment à la hausse, qui est à la base de la colonisation de tous les quartiers de Yaoundé et des autres agglomérations de la zone d'étude par les musulmans. Cet état de fait a donné naissance à un procédé nouveau à savoir, la volonté des croyants musulmans de doter tous les sites sur lesquels ils sont implantés d'un ou de plusieurs lieux de culte. Si par le passé les fidèles aux heures de prières partaient des quatre coins de la cité capitale et même des autres terroirs beti du Centre pour converger vers la Briqueterie, ce mouvement pendulaire tend à régresser voire, à s'estomper. Les quartiers jadis démunis en édifices de culte musulman, sont désormais engagés dans un processus d'acquisition des mosquées, histoire de mettre fin aux déplacements pénibles des fidèles mais aussi, de s'autonomiser à l'endroit des premiers foyers de regroupement spirituel. Dans cette perspective, on assiste à une floraison des mosquées. Mvog-Ada, Mvog-Mbi, Nkol-Ndongo, Essos, Etoudi, Ahala, Nkol-Eton, Ngouso, Omnisport, Biyem-Assi, Odza, Mendong et bien d'autres sites de Yaoundé, sont désormais dotés de mosquées. Ainsi, l'éloignement par rapport au premier foyer de fixation des lieux de culte, couplé à un effectif de plus en plus considérable des croyants dans ces quartiers et nouvelles unités administratives, sont à la base de la prolifération des édifices de culte islamique partout dans la ville de Yaoundé et en dehors de celle-ci. En effet, une fois établies dans les localités secondaires ayant Yaoundé pour chef-lieu d'unité administrative, les premières populations musulmanes, parce-que ne possédant pas le droit de célébrer la grande prière de la *juma*<sup>6</sup>, prirent l'habitude de partir de Mfou, Obala, Monatélé, Evoudoula, Esse ou encore Awaë, pour aller prier le vendredi à la Briqueterie. Lorsqu'on imagine que la localité la plus proche à savoir Mfou est située à 25 km de Yaoundé et que certaines comme Esse sont distantes de la capitale politique d'une soixantaine de

---

<sup>6</sup> *Juma* renvoie au vendredi. Etymologiquement, ce mot vient de *jam'o* qui fait référence au rassemblement. Le vendredi est le jour de la grande prière des musulmans. Il est recommandé que celle-ci soit dite dans une mosquée, entre les fidèles. Cette prière est obligatoire pour tous les croyants. Deux conditions sont exigées pour pouvoir célébrer le vendredi. Sur le plan numérique, il faut un minimum de douze (12) croyants adultes. Sur le plan intellectuel, l'imam doit disposer d'un niveau assez élevé lui permettant d'élaborer de bons sermons, de procéder à une lecture mélodieuse du Coran et de maîtriser les *Hadiths* du Livre Saint.

kilomètres, on imagine le désagrément que vivaient ces croyants. Une fois devenus numériquement importants, ces groupes entamèrent leur processus d'autonomisation. D'autres facteurs concourent à la multiplication des lieux de culte islamiques à l'instar des clivages idéologiques, des relents ethniques et la générosité des croyants musulmans.

En 1993, des dissensions doctrinales dans les villes de Yaoundé et Mbalmayo opposèrent les tidjanites aux sunnites-wahhabites. Encore timide dans la décennie 1980, les prédications sunnites se firent de plus en plus virulentes après 1990, stimulées en cela par la promulgation des lois sur les libertés d'association, qui handicapaient les mécanismes traditionnels de répression. La polarisation des discours entraîna la radicalisation des positions. Ragaillardie par les soutiens extérieurs multiformes, chaque partie était obnubilée par la certitude d'être dépositaire de la vérité divine. Ce dialogue de sourd suscita des haines et divisions qui s'immiscèrent dans les familles et les mosquées. Les deux camps basculèrent des stigmatisations verbales aux menaces, qui débouchèrent sur des affrontements physiques. En effet, tout le mois d'août 1993 fut marqué par des altercations opposant les tidjanites aux sunnites. De par le déséquilibre des forces en présence, il s'agissait davantage d'expéditions punitives conduites par les tidjanites largement majoritaires, sur les sunnites minoritaires<sup>7</sup>. Marginalisés, frustrés et discriminés dans les premières mosquées car n'ayant nullement contribué à leur édification, mais aussi dédaignant de prier derrière des "impurs", les sunnites éprouvèrent la nécessité de posséder des lieux de culte propices à la pratique de leur spécificité. C'est dans ce cadre que leurs premières mosquées virent le jour. Ayant désertés les lieux de culte dirigés par les tidjanites, ils se réfugièrent tout d'abord dans une mosquée secondaire à savoir la mosquée Aladji Ali<sup>8</sup>, elle-même située à la Briqueterie. Dans cet îlot sunnite (au sein d'un océan tidjanite), les réformistes continuaient à subir les invectives et le harcèlement du groupe majoritaire tidjanite. Pour se soustraire aux agressions verbales et physiques de leurs rivaux, ils migrèrent de la Briqueterie pour les autres mosquées de Yaoundé (en ce temps Essos et Etoudi), qui bien que tidjanites, leur offrirent asile et hospitalité. Ressentant la nécessité de posséder un cadre qui leur est propre, un des membres de ce courant doctrinal fit don d'une parcelle de terrain dont il était propriétaire à Nkol-Bisson. C'est sur ce site que fut bâtie en

---

<sup>7</sup> L'hostilité des tidjanites à l'endroit des sunnites-wahhabites s'est traduite par la démolition en 1993 du premier lieu de regroupement des sunnites (fait en matériaux provisoires), la traque des membres de cette communauté dont les barbes étaient rasées de force à la machette ou encore, par le poudrage des visages avec les résidus de pneus brûlés. D'autres étaient déshabillés en public et contraints à se désolidariser de ce mouvement (S. Emboussi, "L'implantation", 1994, pp.104-105).

<sup>8</sup> Cette mosquée fut bâtie par Aladji Ali, qui était lui-même d'obédience tidjanite. La polémique enfla longtemps sur l'occupation de ce lieu par les sunnites.

1994, la première mosquée sunnite de Yaoundé à savoir, la mosquée centrale de Nkol-Bisson<sup>9</sup>. Toutefois, le mouvement intermittent de la Briqueterie (lieu de résidence de la majorité d'entre eux) pour Nkol-Bisson où se trouvait leur mosquée, constituait une véritable gêne. C'est ainsi que profitant de l'accalmie retrouvée (grâce notamment au fin doigtée de l'administration), les sunnites décidèrent de bâtir un nouveau lieu de culte, cette fois à la Briqueterie. D'où la construction en 1995 de la mosquée Ahloul-Sunna, plus connue sous l'appellation mosquée carrefour tissu. Ce processus se poursuivit en 2003, avec l'édification de la mosquée Al-Houda, encore appelée mosquée blanche, liée au fait que ses façades extérieures sont peintes en blanc<sup>10</sup>. Le courant sunnite réussit toutefois à subjuguier des structures tidjanites de la première heure. C'est dans ce cadre que la mosquée Qur'An-Wassounna ou mosquée carrefour charbon, s'aligna à cette mouvance<sup>11</sup>. Il faut préciser à ce niveau que la promotion des arabisants au sein d'anciennes structures est généralement synonyme de changement d'orientation idéologique. D'autres localités beti du Centre virent naître des édifices sunnites. Il s'agit des villes de Mbalmayo, Obala et Sa'a<sup>12</sup>. Dans la première localité, les querelles doctrinales déjà vives dès 1989, prirent une tournure dramatique en 1993 ; influencée en cela par la proximité affective, idéologique et géographique, qui liait les fidèles de cette ville à ceux de la Briqueterie. A la suite des affrontements physiques qui opposèrent les deux groupes à Mbalmayo le vendredi 22 octobre 1993 (et qui se soldèrent par des blessures et fractures ainsi que de nombreux dégâts matériels), les sunnites décidèrent de s'autonomiser. C'est alors que l'une des têtes de proue de cette tendance à savoir Adamou Ibrahim, offrit un lopin de terrain de 500m<sup>2</sup> dont il était propriétaire au quartier New-Town. C'est à cet endroit que fut bâtie la mosquée Omar Ben Khattab<sup>13</sup>. Ainsi, les premières mosquées dites sunnites virent le jour au cours de la décennie 1990 et traduisent la volonté des membres de cette mouvance, de posséder des lieux spécifiques pour l'expression de leur singularité. Ces édifices matérialisent l'enracinement de cette idéologie au Sud de l'Adamaoua.

---

<sup>9</sup> Mohammadou Bello Hassan, 56 ans, imam principal de la mosquée centrale de Nkol-Bisson, 2<sup>e</sup> carrefour Nkol-Bisson, 10/07/2017.

<sup>10</sup> Mounkailou Sabo, 43 ans, imam principal de la mosquée Al-Houda, Briqueterie, 20/09/2017.

<sup>11</sup> Mohamadou Bello, 40 ans, imam principal de la mosquée Qur'An-Wassounna, Briqueterie, 09/11/2017.

<sup>12</sup> Les autres localités, ne possédant pas encore de mosquées sunnites de façon spécifique, abritent néanmoins des groupes plus ou moins considérables de fidèles se réclamant de cette tendance. Il est donc logique de penser que d'ici à quelques années, ces localités posséderont des mosquées sunnites. A Obala et Sa'a, l'implantation du courant sunnite se réalisa après 2010 et de manière pacifique. C'est dans le cadre de la pratique de leurs activités commerciales que certains croyants musulmans d'obédience wahhabite diffusèrent cette idéologie.

<sup>13</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, pp.71-72.



**Photo N°24 : Mosquée centrale de Nkol-Bisson.**



**Source:** S. Eyinga Aba, 10/10/2019.

**Photo N°25: Mosquée Alhoul-Sunna (Briqueterie).**



**Source:** S. Eyinga Aba, 10/07/2019.

Les mosquées ci-dessus se réclament d'être d'obédience sunnite ou wahhabite. Elles symbolisent l'enracinement de ce courant idéologique en pays beti. Les responsables de la mosquée centrale de Nkol-Bisson présente leur édifice religieux comme étant le tout premier de ce courant idéologique dans la ville de Yaoundé. Elle fut inaugurée en 1994. Il en est de même de la mosquée Alhoul-Sunna pour la Briqueterie. Située au lieu-dit carrefour tissu, cette dernière fut inaugurée en 1995. Toutes sont des mosquées communautaires.

**Photo N°26: Mosquée Al-Houda (Briqueterie).**



**Source:** S. Eyinga Aba, 20/09/2017.

**Photo N° 27: Mosquée Omar Ben Khattab (Mbalmayo).**



**Source :** S. Eyinga Aba, 18/08/2009.

La mosquée Al-Houda est le second édifice culturel qui se réclame d'obédience sunnite à voir le jour à la Briqueterie. La Mosquée Omar Ben Khattab est la première mosquée sunnite de la ville de Mbalmayo. Inaugurée en 1999, cette dernière est située au quartier New-Town, au voisinage immédiat du marché et à proximité de l'axe routier qui conduit au centre administratif.

Une seconde phase d'édification des mosquées sunnites est en cours et date des années 2000. Elle est impulsée par l'offensive missionnaire des nations arabo-musulmanes comme l'Arabie Saoudite, qui agit à travers des institutions qu'elle finance à l'instar de la WAMY et de l'ADF mais aussi, par l'activisme des musulmans camerounais ayant séjourné pour diverses raisons au Moyen-Orient. Dans le premier axe, les ONG arabes (sous tutelle des nations du Golfe-Persique), captent et organisent les donations de leurs compatriotes. Ces derniers peuvent identifier un projet précis sur le terrain et exiger que leurs fonds soient précisément orientés vers cet objectif. Les bienfaiteurs arabes peuvent également décider de faire des dons à une organisation islamique, afin que celle-ci les oriente à son gré, en fonction des priorités qu'elle aura elle-même défini<sup>14</sup>. Parmi les édifices culturels réalisés par la monarchie saoudienne en territoire beti du Centre (à travers les ONG sous sa tutelle), on peut mentionner : le complexe islamique de Tsinga, la mosquée du rocher (Nkol-Mbong), la mosquée de Nkozoo, la mosquée d'Emana au lieu-dit petit village, la mosquée d'Olembé, la mosquée du plateau à Nkol-Bisson, la mosquée de Tsinga-Elobi, la mosquée de Nkol-Messeng, la mosquée centrale de Mbankomo, la mosquée d'Evoudoula, la mosquée de Ngoazip, la mosquée d'Esse, la mosquée du CRAT à Sa'a. Soit au total douze (12) mosquées dont sept (07) dans la ville de Yaoundé.

**Photo N°28: Mosquée du plateau (Nkol-Bisson, Yaoundé).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 06/11/2018.

La mosquée du plateau est l'une des nombreuses réalisations de l'ADF en pays beti du Centre-Cameroun. En plus de l'édifice culturel, ce site abrite des salles de classe destinées à la formation islamique ainsi qu'un forage.

<sup>14</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, p.156.

**Photo N°29 : Mosquée Al-Ihssane (Nkozoa, Yaoundé).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 08/11/2018.

**Photo N°30 : Mosquée Al-Imane (Emana petit village, Yaoundé).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 08/11/2018.

**Photo N°31 : Mosquée de Nkol-Messeng (Yaoundé).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 09/12/2018.

Les mosquées de Nkozoa au lieu-dit champ de tir, d'Emana petit village et de Nkol-Messeng au lieu-dit quartier Haoussa, sont toutes des réalisations de l'ADF. Elles sont l'une des manifestations du prosélytisme de l'idéologie wahhabite à travers le triangle national.



**Photo N°32 : Mosquée du rocher et sa dédicace (Nkol-Mbong, Yaoundé).**



**Source : S. Eyinga Aba, 15/08/2018.**

**Photo N°33 : Mosquée de Ngoazip (département du Nyong et So'o, région du Centre).**



**Source : S. Eyinga Aba, 17/08/2018.**

**Photo N°34 : Mosquée d'Evodoula (département de la Lékié, région du Centre).**



**Source : S. Eyinga Aba, 19/08/2018.**

Les édifices culturels ci-dessus sont tous des réalisations de l'ADF. Elles traduisent l'extension spatiale du courant wahhabite qui en plus de Yaoundé, s'implante dans de nombreuses localités secondaires dépourvues de mosquées.

**Photo N°35 : Mosquée d'Esse et sa dédicace (département de la Mefou et Afamba, région du Centre).**



**Source :** S. Eyinga Aba, 13/07/2018.

Entièrement réalisée par l'ADF, la mosquée d'Esse fut inaugurée en 2013. Elle est située dans le quartier haoussa de cette ville. Ce site abrite également un forage et un bloc de trois toilettes.

Dans le second axe, on note que durant leurs séjours à l'extérieur (dans le cadre académique, professionnel ou religieux), les arabisants nouèrent des contacts sur lesquels ils s'appuyèrent une fois de retour au pays, pour promouvoir la réalisation des mosquées à coloration wahhabite. Les mosquées d'Odza au lieu-dit Auberge Bleue, de Meyiboto par Zoétéélé ou de Nkol-Metet, sont ainsi le fruit des relations interpersonnelles, nouées par l'imam Akono Abdoufatah durant sa formation au Soudan. Dans le même sillage, se situe le complexe islamique Cheikh Hayef Ben Nayef Al Gawiri (situé à Ekié, en face du complexe scolaire Petou) et le centre islamique Assalam au quartier Manguier. Les types de constructions financées par les fonds arabes sont assez similaires. A ce propos, Maud Lasseur affirme :

Les plans et détails architecturaux des mosquées construites par toutes ces organisations charitables sont standardisés : plan carré avec minaret, construction en parpaing, peinture claire, style épuré dénué d'ornement confère à ces édifices un cachet tout à fait différent de celui des vieilles mosquées tidjanites, plus travaillées ou davantage inspirées du style des habitations traditionnelles. Les édifices sunnites, flambant neufs, forment finalement autant de géosymboles de l'avancée du pétro-islam au Cameroun<sup>15</sup>.

Ainsi, les édifices sunnites souvent imposants, surclassent par leur beauté, la hauteur du minaret et leurs équipements de sonorisation, les mosquées tidjanites de la première génération

<sup>15</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p.169.

(petites et pour la plupart vieilles). Elles témoignent de leurs moyens financiers considérables, ainsi-que de leurs riches soutiens transnationaux et donnent l'impression que les sunnites tiennent d'abord à séduire par la vue. L'offensive missionnaire wahhabite consiste à implanter des édifices cultuels dans les quartiers de Yaoundé et autres localités secondaires dépourvus de mosquées ou encore, à se substituer aux anciennes bâtisses par le processus de rénovations de ces dernières. En effet, à Evoudoula, Ngoazip et Esse, les mosquées bâties par l'ADF vinrent remplacer les premiers édifices communautaires (vieux, étroits et en matériaux semi définitifs). Ce quadrillage de l'espace qui est loin d'être achevé, augure pour d'ici quelques années, une nouvelle configuration avec une majorité de mosquées à coloration sunnite. Les mosquées construites entièrement par les fonds arabes sont autant de pôles du wahhabisme. Ces structures ont à leurs têtes des arabisants, ayant fréquenté soit dans les universités d'Afrique du Nord et du Golfe-Persique, soit dans les écoles franco-arabes locales<sup>16</sup>. Toutefois, les mosquées à coloration wahhabite restent ouvertes à tous les croyants. Les tidjanites peuvent ainsi séjourner dans ces lieux et y pratiquer l'*ibadat*, tant que les pratiques menées ne les mettent guère mal à l'aise. L'inverse est beaucoup plus rare.

Un autre paramètre contribue à la multiplication des mosquées, il s'agit de la générosité des musulmans nationaux et étrangers<sup>17</sup>. En effet, si la grande majorité des mosquées est le fruit de la collectivité, quelques-unes sont l'œuvre des particuliers. Certaines mosquées du vendredi comme celle de Nsam-Obobogo, As-Salam à la Briqueterie, la mosquée centrale de Mendong, la mosquée de Nkol-Mbong derrière chefferie, la mosquée de Mfou, ainsi que la quasi-totalité des mosquées secondaires destinées à la communauté des fidèles intègrent ce registre. Questionnés au sujet de leur engagement, les mécènes ou leurs descendants avancent trois principales raisons. Tout d'abord, ils soutiennent que leur générosité est une manière d'être utile à leur communauté. Ainsi, ils ambitionnent de soulager les peines de leurs coreligionnaires, en rapprochant autant que possible les édifices cultuels des résidences et des commerces. Ensuite, ils observent cette prescription islamique qui recommande de prélever une part de ses biens, pour les purifier et les rendre licites<sup>18</sup>. Enfin, ils espèrent bénéficier des

---

<sup>16</sup> Les mosquées bâties par l'ADF et la WAMY sont directement transférées aux arabisants. Lorsque ces nouveaux édifices viennent se substituer aux anciennes bâtisses généralement rasées (comme dans les localités secondaires), l'ancienne équipe dirigeante, quand elle est d'obédience tidjanite, se voit remplacée par une nouvelle à coloration sunnite comme à Evoudoula. Dans cette dernière localité, l'ancien collègue tidjanite et ses partisans, au bout d'un an firent défection, au motif que les pratiques menées par les arabisants leur étaient inconnues et s'en allèrent bâtir un nouveau lieu de culte, ce qui porta à deux le nombre de mosquées à Evoudoula.

<sup>17</sup> Les croyants étrangers, surtout arabes, financent la construction des mosquées par le biais des relations interpersonnelles ou encore, par l'entremise des organisations islamiques implantées au Cameroun. La zone d'étude regorge à cet effet de nombreux édifices cultuels et complexes islamiques, entièrement financés par de généreux donateurs arabes. La totalité de ces mosquées sont à coloration wahhabites.

<sup>18</sup> Coran, sourate 9, verset 103.

récompenses dans l'au-delà et citent ce célèbre *Hadith* qui stipule : "*Quiconque bâtit une mosquée ici-bas, se verra gratifier d'une demeure au paradis*"<sup>19</sup>. L'espérance d'une vie meilleure après l'existence terrestre, apparaît comme un facteur déterminant dans l'engagement des fidèles musulmans. Bien que les motivations avancées traduisent une certaine humilité, il est raisonnable de supposer que ces actes de générosité permettent également à leurs initiateurs d'acquérir un certain prestige social.

**Photo N°36 : Mosquée de Nkol-Mbong (Derrière chefferie).**



**Source :** S. Eyinga Aba, 04/08/2018.

Bien que marginal, les querelles au poste d'imam suscitérent l'édification de quelques lieux de culte. Parce que déçu de n'avoir pas été choisi pour succéder à son père comme imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, Hassan Gambo fit défection et s'en alla avec ses partisans fonder la mosquée qui porte son nom. Toujours à Mbalmayo, un conflit politique au sein de la communauté bamoun aboutit à l'édification d'une mosquée dissidente<sup>20</sup>. A Yaoundé, une querelle au poste d'imam à la mosquée centrale Rue-Manguier entraîna la défection d'un aspirant, qui s'en alla bâtir le Centre Islamique Assalam, situé dans le même quartier, à quelques encablures du premier lieu de prière. Autant d'exemples qui révèlent l'un des pans de la nature humaine, animée par l'ambition et le profit<sup>21</sup>.

Le énième paramètre qui contribue à l'augmentation des lieux de culte islamiques réside dans le clivage à caractère régionaliste qui oppose souvent les Soudanais aux Bamoun. Ces derniers, s'estimant être marginalisés et frustrés dans les mosquées tenues par les Haoussa-

<sup>19</sup> Akono Abdoufattah, 44 ans, imam principal de la mosquée d'Odza, Odza, 27/08/2017.

<sup>20</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, pp.76-77.

<sup>21</sup> L'une des motivations de Mallam Gambo était d'avoir accès à l'aide financière qu'accorderait le Chef de l'Etat à la communauté musulmane de Mbalmayo, à travers le chef haoussa de cette ville. Information qui hélas n'a pu être vérifiée.



Peuls, ont pris l'habitude d'édifier des lieux de culte, distincts de ceux des ressortissants du Nord-Cameroun. C'est ainsi que l'étiquette tribale est accolée à de nombreux lieux de prière. On entend régulièrement la "mosquée bamoun", parce que édiflée par les ressortissants du Noun et ayant pour majorité de fidèles les membres de cette communauté. Situation similaire chez les nordistes avec les "mosquées dites haoussa". S'étant implantés les premiers dans la quasi-totalité des localités du Sud-Cameroun, les Soudanais musulmans bâtirent les premières mosquées. Au sein de ces édifices, la direction des affaires religieuses et l'orientation doctrinale demeuraient leur apanage. Las de se voir un jour copter dans les comités de direction, les croyants originaires du Noun prirent l'habitude de bâtir des mosquées qui endossèrent l'étiquette régionale. Si les Soudanais justifient leur monopole par leur ancienneté, conjugué au fait que leurs coreligionnaires du Noun n'auraient pas la connaissance nécessaire pour la direction des affaires religieuses, les fidèles bamoun d'une manière générale voient en cela la "pérennisation de la discrimination" dont ont toujours fait preuve leurs "ainés". Cette volonté d'affirmation est également perceptible au sein de nouveaux groupes qui embrassent l'islam à l'exemple des Beti.

## 2) Situation des mosquées en territoire beti du Centre en 2017

### 2-1) *Les mosquées de Yaoundé*

**Tableau N°2 : Les mosquées du vendredi de la ville de Yaoundé<sup>22</sup>**

N°	Nom de la mosquée	Localisation	Financement	Année d'inauguration
01	Mosquée du milieu	Briqueterie	Communautaire	1936
02	La grande mosquée de Yaoundé (mosquée centrale N°1)	Briqueterie	Communautaire + administration	1955
03	La grande mosquée bamoun (mosquée centrale N°2)	Briqueterie	Communautaire	1956
04	Mosquée Airkassoua ou mosquée carrefour soya	Briqueterie	Communautaire + Administration	1962
05	Mosquée centrale d'Essos	Essos	Communauté + Lybie	1976
06	Mosquée Qur' An-Wassounna	Briqueterie au lieu-dit carrefour charbon	Particulier	1983
07	Première mosquée de Nkol-Bisson	Premier Carrefour Nkol-Bisson	Particulier	1986
08	Mosquée centrale d'Etoudi	Etoudi, en face du complexe scolaire Nana-Bouba	Communautaire	1990

<sup>22</sup> Par année d'inauguration, nous entendons la fin des travaux et la célébration officielle de la de la première prière. Il faut préciser à ce niveau que ces édifices culturels ne furent pas toujours des mosquées du vendredi.

09	Mosquée centrale du camp Yeyap	Face légion de gendarmerie du camp Yeyap	Communautaire	1990
10	Mosquée de Nsam-Obobogo	Nsam	Particulier	1991
11	Mosquée centrale de Ngoussou	Ngoussou après Hôtel le Paradis	Communautaire	1992
12	Mosquée centrale de Nkol-Bisson	Deuxième carrefour Nkol-Bisson	Communautaire	1994
13	Mosquée d'Elig-Effa	Vers la gare routière de Mokolo	Communautaire	1994
14	Mosquée centrale Biyem-Assi	Biyem-Assi superette	Particulier+ Association islamique du Qatar	1995
15	Mosquée Ahloul-Sunna	Briqueterie, carrefour tissu	Communautaire	1995
16	Complexe islamique de Tsinga	Tsinga	Arabie Saoudite	1997
17	Mosquée Etoa-Meki	Nouvelle route Etoa-Meki	Communautaire	2000
18	Mosquée centrale Rue - Manguier	Manguier	Communautaire	2000
19	Mosquée marché des bœufs	Nkol-Mbong à proximité du marché des bœufs	Communautaire	2000
20	Mosquée Al-Houda ou mosquée de la guidance	Briqueterie	Communautaire et ADF	2003
21	Mosquée An-Nour Yaguine ou mosquée de Nkodengui-Essomba	Montée Essomba	Particulier	2003
22	Mosquée Taouba ou de la repentance de Tongolo	Tongolo, après entrée centre de santé	Communautaire	2003
23	Mosquée chiite de la Briqueterie	Briqueterie	Communautaire	2008
24	Mosquée rail-Ngoussou	Après l'hôpital général vers les rails	Communautaire	2008
25	Mosquée As-Salam de Bastos et Nkol-Eton	Nouvelle route Nkol-Eton	Communautaire	2008
26	Mosquée Alfathou de Nkol-Zamba ou mosquée d'Odza	Odza au lieu-dit entrée auberge bleue	Particulier	2009
27	Mosquée Al-Fadjr	Nouvelle route Omnisport, derrière l'immeuble STV	Communautaire	2009
28	Mosquée de Meyo	quartier Ahala	Communautaire	2009
29	Mosquée Intel-hôtel	Encastrée dans le mur de l'hôtel	Particulier	2010
30	Mosquée de la Cité-Verte	Camp SIC Cité-Verte, à proximité du lycée	ADF	2010
31	Mosquée Daroul Hidjrah ou mosquée centrale de Nkomo	Carrefour Nkomo	Communautaire	2010

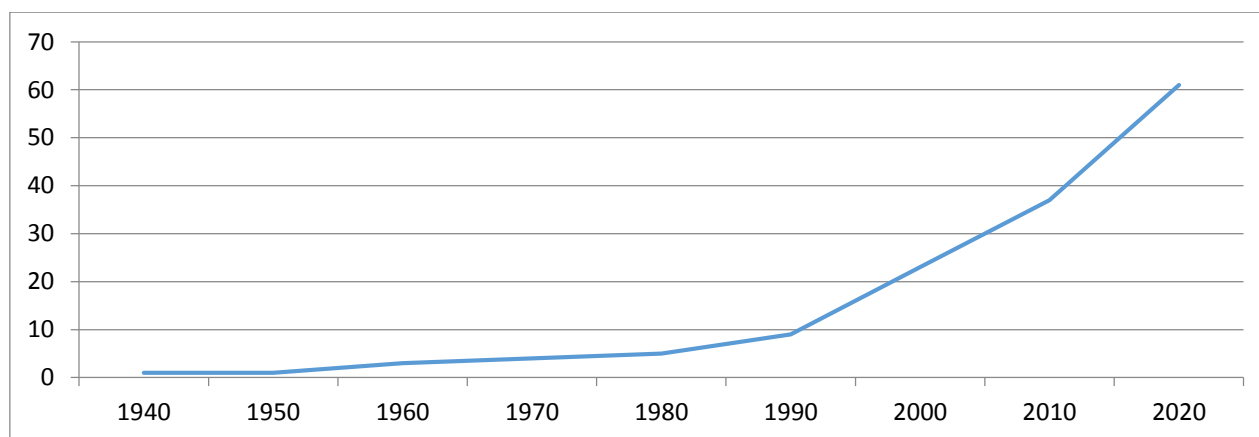
32	Mosquée de Mvog-Beti	Mvog-Beti	Communautaire	2010
33	Mosquée du repentir	Sonel Mimboman	Particulier + ACAMAS	2011
34	Mosquée de Nkol-Messeng	Nkol-Messeng quartier Haoussa	ADF	2012
35	Mosquée du rocher	Nkol-Mbong au lieu- dit rocher	ADF	2012
36	Grande mosquée de Nkol- Mbong	Nkol-Mbong en direction du stade	Communautaire	2012
37	Mosquée Ekié Nord	Ekounou au lieu-dit carrefour Ahmadou	Communautaire	2012
38	Mosquée Al-Fourquane d'Olembé	Olembé	Communautaire + ADF	2013
39	Mosquée Jobajo	Nkol-Mbong	Particulier	2013
40	Mosquée centrale de Nkoabang	Marché Nkoabang	Communautaire	2013
41	Complexe islamique Cheikh Hayef Ben Nayef Al- Gawiny	Ekié Sud, en face du complexe scolaire Petou	Association Daroul Hidjrah + bienfaiteur saoudien	2014
42	Mosquée de la sincérité	2° entrée Eman	Communautaire	2015
43	Mosquée Mvog-Ada	Mvog-Ada escalier	Particulier	2015
44	Mosquée de Messa-Si	Messa-Si dispensaire	Communautaire	2015
45	Mosquée de Mfandena	Derrière le stade Omnisport	Particulier	2015
46	Mosquée Al-Bayan de Mendong	Montée chapelle TKC Mendong	Particulier	2015
47	Mosquée Al-Ihssane de Nkozoa	Nkozoa au lieu-dit champ de tir	ADF	2016
48	Mosquée de la miséricorde de Mvog-Mbi	Mvog-Mbi, derrière la chapelle catholique	Particulier	2016
49	Mosquée de Nkol-Mbong chefferie	Derrière la chefferie de Nkol-Mbong	Particulier	2016
50	Mosquée Dana	Siège du complexe scolaire islamique	ACAMAS	2016
51	Mosquée Odza borne 12	Odza entée FECAFOOT	Particulier	2016
52	Mosquée As-Salam	Briqueterie, en face de la pharmacie du verset	Particulier	2017
53	Centre islamique Assalam	Carrefour beignet, en face mosquée centrale Rue-Manguier	Arabie Saoudite	2017
54	Mosquée Al-Imane	Emana petit village	ADF	2017
55	Mosquée complexe BEAC	Complexe BEAC	Particulier	2017

56	Mosquée Bista	Siège du complexe islamique Bista à Nkol-Bisson	Particulier	2017
57	Mosquée du plateau	Nkol-Bisson au lieu-dit plateau	ADF	2017
58	Deuxième mosquée de Nkoabang	Derrière le lycée de Nkoabang	Association Daroul Hidjrah +bienfaiteur saoudien	2017
59	Mosquée de Nkolndongo	Montée Zoé en face de la petite mosquée	Communautaire	2017
60	Mosquée blanche de Nkol-Mbong	Nkol-Mbong après la Mosquée rail-Berlin	Particulier	2017

**Source :** Enquêtes de terrain.

**NB :** De nombreuses imprécisions portent sur les dates d'inauguration des mosquées. Une situation liée au décès de leurs bâtisseurs, à l'absence d'archives et à la méconnaissance de l'histoire de ces institutions par la jeune génération.

**Diagramme N°3 : Evolution des mosquées du vendredi dans la ville de Yaoundé entre 1936 et 2017.**



**Source :** Enquêtes de terrain.

L'analyse du diagramme ci-dessus révèle que les mosquées dites du vendredi ont connu une évolution ascendante. Cette hausse, encore timide entre 1940 et 1980, fut exponentielle à partir de 1990<sup>23</sup>. Un processus qui semble poursuivre son cours.

<sup>23</sup> La libéralisation associative de 1990 a largement contribué pour cet état de fait.

**Tableau N°3 : Les mosquées secondaires de la ville de Yaoundé<sup>24</sup>**

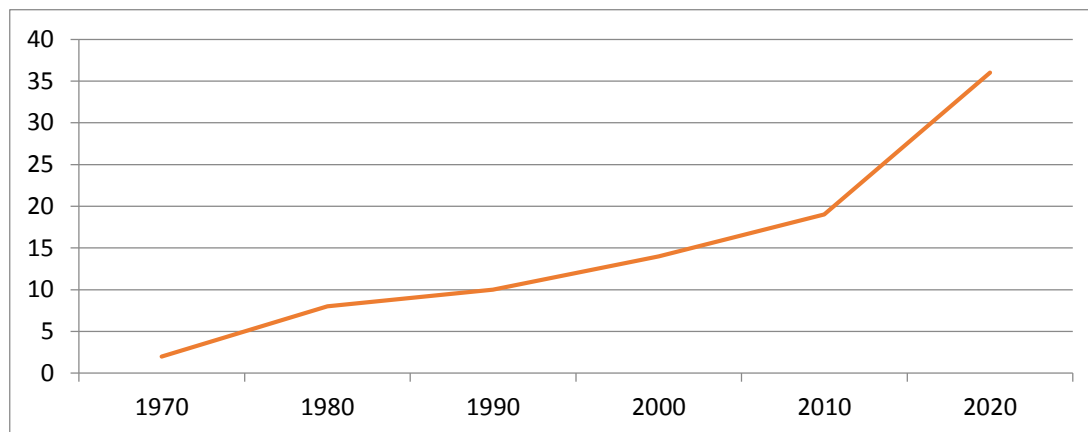
N°	Désignation	Localisation	Année d'inauguration
01	Mosquée Aladji Ali	Briqueterie	1962
02	Mosquée Mallam Mekara	Briqueterie	1967
03	Mosquée Ismaïla Awai	Briqueterie	Décennie 1970
04	Mosquée Aladji Danladi	Briqueterie	Décennie 1970
05	Mosquée Aladji Adamou Dansoho (AAD)	Briqueterie	Décennie 1970
06	Mosquée Aladji Koramou	Briqueterie	Décennie 1970
07	Mosquée Bouba Nassourou ou mosquée verte	Briqueterie	Décennie 1970
08	Mosquée Ansar-Din	Briqueterie	Décennie 1970
09	Mosquée Tsinga-Elobi	Briqueterie	1983
10	Mosquée de la pharmacie universelle	Briqueterie	1990
11	Mosquée de la guidance	Ngouso (derrière Hôtel Paradis)	1992
12	Mosquée Aladji Salaou	Briqueterie	1993
13	Mosquée Arquame	Briqueterie (accolée à la mosquée chiite)	1995
14	Mosquée Bilal	Manguier (carrefour Alpha)	1995
15	Mosquée Mvog-Ada	Accolé à l'institut Samba	2000
16	Mosquée Maëtur Mimboman	Maëtur Mimboman	2000
17	Mosquée station Blessing Nkoabang	Nkoabang	2000
18	Mosquée de Nkol-Ndongo	Monté zoé	2000
19	Mosquée Dahirou Ntougou	Briqueterie	2000
20	Mosquée Ngouso-Intel	Ngouso (derrière Mopokam)	2003
21	Mosquée de la lumière	Ngouso (au lieu-dit descente quartier Anglo)	2006
22	Mosquée du centre rail-Berlin	Nkol-Mbong (au lieu-dit Rail-Berlin)	2010
23	Mosquée Salam	Nkol-Mbong (après le marché des bœufs vers les rails)	2010
24	Mosquée Nkol-Nkondi II	A 500 m du complexe scolaire islamique Dana	2010
25	Mosquée Rail-Berlin	Nkol-Mbong	2012
26	Mosquée arridhwân	Ngouso (descente station blessing)	2013
27	Mosquée Intel-Rail 1	Ngouso	2013
28	Mosquée Ngouso-Gynéco	Face hôpital gynéco-Obstétrique	2015
29	Mosquée Alliance	Vers l'agence de voyage Alliance	2015
30	Mosquée d'Ekounou	Marché Ekounou	2016
31	Mosquée Intel-Rail 2	Ngouso	2017
32	Mosquée Intel Rail 3	Ngouso	2017
33	Mosquée usine des eaux	Nkol-Bisson (au lieu-dit usine des eaux)	2017
34	Mosquée Emana-Bilik	Bilik	2017
35	Mosquée Elig-Edjoa	Marché d'Elig-Edjoa	2017
36	Mosquée Ahala barrière	Avant le carrefour Ahala en venant du centre-ville	2017

**Source :** Enquêtes de terrain.

<sup>24</sup> Par mosquées secondaires, nous désignons celles qui ne célèbrent pas la grande prière du Vendredi.

Dans ce tableau également, de nombreuses imprécisions portent sur les dates d'inauguration des mosquées. Une situation liée au décès de leurs bâtisseurs, à l'absence d'archives et à la méconnaissance de l'histoire de ces institutions par la jeune génération.

**Diagramme N°4 : Evolution des mosquées secondaires dans la ville de Yaoundé entre 1962 et 2017.**



**Source** : Enquêtes de terrain.

A l'observation, les mosquées secondaires n'ont fait que croître au fil du temps. Elles sont toutefois moins nombreuses que leurs consœurs du vendredi.

Le dénombrement des mosquées dans la ville de Yaoundé fut assez laborieux, dans la mesure où de nombreux édifices culturels sont enfouis dans les différents secteurs résidentiels. On les découvre au tournant d'une route, au hasard d'une balade ou simplement en empruntant un raccourci. Même les lieux les plus insoupçonnés, les sites aux accès difficiles, les interstices les plus insolites, abritent des mosquées. Seuls des séjours répétés permirent de cerner cet état de fait. La localisation des édifices culturels islamiques fut au final une excursion dans la ville Yaoundé, une redécouverte de la cité capitale.

Le premier édifice culturel à s'établir dans un quartier et à célébrer la prière du vendredi prit systématiquement l'appellation de grande mosquée ou mosquée centrale. Tels furent les cas à la Briqueterie, au camp Yeyap, Mvog-Mbi, Nkol-Mbong, Essos, Rue-Manguier, etc<sup>25</sup>. Toutefois, cette appellation n'est généralement pas en adéquation avec les capacités spatiales énormes ou des formes architecturales impressionnantes. Bien qu'arborant la désignation de grande mosquée ou mosquée centrale, de nombreux édifices culturels musulmans sont de

<sup>25</sup> Toutefois, à la Briqueterie, les Bamoun (2<sup>e</sup> composante musulmane nationale après les Soudanais), firent de leur première mosquée communautaire la centrale N°2 de la ville de Yaoundé ou grande mosquée bamoun. Dans le même temps, certains sunnites avec en tête de file la mosquée Al-Houda, revendiquent le privilège de mosquée centrale N°3.

dimensions réduites et de formes modestes. A côté d'eux, des mosquées secondaires (car ne célébrant pas la prière du vendredi) sont souvent plus imposantes sur le plan architectural.

A l'observation, de nombreuses mosquées sont désignées par des noms de lieux. Cette situation dénote du fait qu'elles ne possèdent pas d'appellation propre. Aussi, pour les distinguer, nous avons opté de les identifier par les noms des sites qui les abritent. Dans cette même lancée, lorsque plusieurs mosquées sans appellation spécifique étaient situées dans une même zone géographique, nous les avons différenciées par des numéros à l'instar d'Intel 1, Intel 2 et Intel 3<sup>26</sup>.

La plupart des mosquées sont l'œuvre des croyants nationaux, agissant collectivement ou individuellement. De nombreux autres édifices culturels sont le fruit de l'offensive missionnaire de certaines nations du Moyen-Orient comme l'Arabie-Saoudite, qui agit à travers des institutions comme l'ADF et la WAMY, ou encore la Turquie, qui opère au travers de l'ACAMAS. Pour sa part, la Lybie en 1976 réalisa la mosquée d'Essos<sup>27</sup> et l'Association Islamique du Qatar, contribua à la construction de la mosquée de Biyem-Assi<sup>28</sup>. D'autres nationalités sont actives sur le terrain. Des Egyptiens, employés de l'entreprise Arab-Contractor, durant la réalisation de la route Yaoundé-Akono en 2007, s'émurent de la précarité dans laquelle évoluaient les musulmans de Ngoumou. C'est alors que ces employés se cotisèrent et offrirent aux croyants de cette ville leur mosquée actuelle, qui s'éleva sur les ruines de l'ancienne<sup>29</sup>. Toutefois, la construction des mosquées n'est pas la priorité de tous les pays arabo-musulmans qui collaborent avec le Cameroun. D'autres préfèrent mettre l'accent sur la formation de l'homme. C'est à ce titre que l'Ambassadeur de la République d'Algérie au Cameroun peut affirmer : "*Construire les mosquées n'a jamais été la politique de l'Algérie. La politique de l'Algérie c'est le savoir. Un homme à qui on donne le savoir est un homme positif, utile pour son pays*"<sup>30</sup>. Ce diplomate rappelle à cet effet que le premier verset du Coran à savoir *iqra* (lis ou étudie), renvoie à la science. C'est grâce à cette science et au savoir, que les musulmans par le passé ont dominé le monde connu. En plus de ce choix politique porté sur la promotion des sciences séculaires, la non construction des infrastructures socioreligieuses s'explique davantage par les difficultés économiques que connaissent certains Etats musulmans

---

<sup>26</sup> Intel est un hôtel situé à Ngoussou (après la chapelle). Il abrite en son sein une mosquée. A quelques encablures de cette structure hôtelière, se trouve deux mosquées sans dénominations spécifiques. Pour les distinguer, nous avons choisi de les numéroter par Intel 1 pour celle située dans l'hôtel, Intel 2 pour la plus proche de l'hôtel et Intel 3 pour la plus éloignée de l'hôtel.

<sup>27</sup> Moussa Oumarou, " La culture", 1987, p.249.

<sup>28</sup> Zakari Baba, 63, imam principal de la mosquée de Biyem-Assi, Biyem-Assi supérette, 13/06/2018.

<sup>29</sup> Moussa Bobo, 60 ans, chef du quartier Haoussa de Ngoumou, Ngoumou, 05/07/2017.

<sup>30</sup> Bedjaoui Merzak, 55 ans environ, Ambassadeur de la République d'Algérie au Cameroun, Yaoundé-Bastos, 30/05/2018.

à l'instar de l'Égypte<sup>31</sup>. Une seule mosquée fut construite par un ressortissant subsaharien. Il s'agit de la mosquée An-Nour de Nsam-Obobogo, édifié en 1991 par un sénégalais du nom de Al-Hassan Diouf<sup>32</sup>. Depuis le décès de ce dernier, sa veuve administre cet édifice. Partout ailleurs, les musulmans originaires d'Afrique noire contribuent souvent de façon significative à la réhabilitation des mosquées dans lesquelles ils prient<sup>33</sup>. Contrairement à certaines localités du Cameroun à l'instar de Douala, il n'existe nulle part en territoire beti du Centre un lieu de culte islamique, se présentant comme un cadre de regroupement des musulmans non-nationaux.

On remarque également que les mosquées du vendredi sont numériquement plus importantes que les mosquées secondaires. Situation tributaire au statut de la grande prière du vendredi, qui est le moment d'adoration hebdomadaire le plus important de l'islam. Aussi, célébrer cette prière confère un certain prestige, dans la mesure où les fidèles des mosquées secondaires se dirigent vers la première pour sacrifier à ce rituel. La mosquée du vendredi est aussi habilitée à présider les prières des deux grandes fêtes de l'islam à savoir la fête du Ramadan et celle du Sacrifice. Les mosquées du vendredi traitent d'égal à égal avec leurs consœurs qui ont le même privilège et exercent de fait une tutelle spirituelle sur toutes les mosquées secondaires environnantes. Par ce statut, découle une certaine autonomie à l'égard des autres édifices cultuels. Sur un plan personnel, il faut dire que le statut d'imam, comme celui de tout guide spirituel confère une certaine considération et des honneurs auxquels ceux qui assument cette fonction ne sont pas toujours prêts à renoncer<sup>34</sup>. En effet, l'imam possède une ascendance psychologique sur la masse des croyants. Ces derniers le sollicitent pour des prières, pouvant atténuer leurs difficultés quotidiennes. Il va s'en dire que l'imam reçoit par là des dons et cadeaux de ses ouailles contentes. Ce poste est d'autant plus stratégique que dans certaines mosquées, il permet de nouer des relations privilégiées avec les plus hautes personnalités administratives et souvent, de s'adresser directement aux représentants des États arabo-musulmans et autres associations islamiques internationales. Dans un autre registre, l'aspiration de certains à ce poste se justifie par leur volonté à gérer l'éventuelle manne financière qui proviendrait souvent de la Présidence de la République et qui est souvent destinée

---

<sup>31</sup> Medhat. K. El-Melygy, 54 ans environ, Ambassadeur de la République d'Égypte au Cameroun, Yaoundé-Bastos, 20/06/2018.

<sup>32</sup> Adja Abiba épouse Diouf, 57 ans, ménagère, Yaoundé-Nsam, 27/08/2017.

<sup>33</sup> En 1985, un croyant béninois du nom de Salihou Latoundji contribua à 80% à la réhabilitation de l'ancienne mosquée de Mfou dans la Mefou et Afamba. Une décennie plus tard, un autre croyant béninois œuvra entièrement à la réhabilitation de la mosquée du quartier Bamiléké de Sa'a dans le département de la Léké. Tel est également le cas dans de nombreuses autres localités y compris Yaoundé.

<sup>34</sup> Les différents imams questionnés semblent ne travailler que pour Dieu. D'autant plus que ce poste n'est guère rémunéré. Ce sacerdoce apparent, vérifiable à certains égards et dans certaines mosquées ne devrait pas occulter ce qui pourrait être considéré comme avantage et par là même, expliquer l'acharnement des uns et des autres pour accéder à ce statut.



à certaines mosquées. Obtenir tous ces avantages a conduit de nombreux responsables religieux à trouver de nouveaux stratagèmes pour pouvoir célébrer la prière du vendredi.

**Photo N°37 : Quelques participants de marque à l'inauguration de la prière du vendredi à Mfou en 2002.**



**Source** : Ngapna Mouhamed Awal, 17/05/2002.

- 1-El Hadj Babanya Eman (chef de la communauté musulmane d'Essos)
- 2-Khalidou Ibrahim (imam principal de la mosquée d'Essos)
- 3-El Hadj Ahmadou Ousmanou Djoujou Maikoko (chef haoussa d'Ekoudou-Briqueterie)
- 4-Ngude Fidèle (deuxième adjoint préfectoral de Mfou)
- 5- Saidou Jaoro (chef de la communauté musulmane de Mfou)
- 6-Cheik Mounir Pekassa (président de l'ASSOVIC)
- 7-Félicien le Doaron (curé de la paroisse de Mfou)
- 8-Ndi Owona Simon Pierre (pasteur de la paroisse EPC de Mfou)
- 9-Ngapna Mouhamed Awal (imam principal de la mosquée de Mfou)
- 10-Bello Ibrahim (Imam adjoint de la mosquée de Mfou)
- 11-Souley Mane (enseignant)

Si par le passé il fallait systématiquement s'adresser au chef haoussa de Yaoundé et à l'imam de la mosquée centrale N°1 pour espérer célébrer la prière de la *juma* (comme l'illustre l'image ci-dessus)<sup>35</sup>, de nouveaux procédés se font jour. Certains imams, originaires du Noun, s'adressent dorénavant au sultan roi des Bamoun et à l'imam principal de la centrale N°2 (ou grande mosquée bamoun de Yaoundé), qui sont comme eux originaires du Noun, pour obtenir le droit de célébrer la *juma*. C'est cet itinéraire qu'empruntèrent la mosquée du repentir située

<sup>35</sup> Pour permettre à la mosquée de Mfou de pouvoir célébrer la grande prière de vendredi, Ngapna Mouhamed Awal affirme avoir sollicité et obtenu les agréments du chef haoussa d'Ekoudou-briqueterie, du sultan bamoun et du Préfet de la Mefou et Afamba. Sur l'illustration ci-dessus, on peut apercevoir le chef haoussa d'Ekoudou-Briqueterie de l'époque en la personne d'El Hadj Ahmadou Ousmanou Djoujou Maikoko, venu légitimer la célébration de la prière de la *Juma*.

au quartier Mimboman, la mosquée du centre à Mbalmayo ou encore la mosquée-cathédrale d'Obala. Situation similaire dans d'autres localités du grand Sud géographique<sup>36</sup>. Une orientation qui n'est pas sans rappeler la volonté des musulmans du Noun de s'affranchir et même, de s'autonomiser à l'endroit de leurs coreligionnaires soudanais. Il faut également préciser à ce niveau que le sultan des Bamoun porte le titre d'*Amiroul Mouminine* qui signifie commandeur des croyants et exerce de ce fait une influence sur de nombreux musulmans bamoun, établis sur l'ensemble du triangle national. Le sultan des Bamoun est également le président statutaire du COSIND ou Conseil Supérieur Islamique du Noun et sa Diaspora, organe faitière de l'organisation de l'islam dans le Noun. Quelques responsables religieux bamoun établis dans les localités beti du Centre affirment être membres de cette association, dont ils reçoivent leurs directives<sup>37</sup>. Subséquemment, l'absence de chef supra-communautaire, conjuguée à la multitude de chefferies tribales toutes adossées sur le support religieux, sont l'une des causes de la multiplication des mosquées du vendredi. Ainsi, parallèlement au chef haoussa de Yaoundé qui accorde aux mosquées l'autorisation de célébrer la prière du vendredi, le sultan des Bamoun, depuis son Noun lointain, exerce la même prérogative à l'échelle du grand Sud géographique<sup>38</sup>. Il a droit de regard sur de nombreuses mosquées communautaires bamoun (implantées hors du Noun) et dans la même perspective, il procède à la désignation des imams de ces édifices culturels à l'instar de la mosquée centrale N°2 ou grande mosquée bamoun de Yaoundé, la mosquée du Centre à Mbalmayo, la mosquée cathédrale à Obala, etc<sup>39</sup>. En cas d'empêchement du sultan bamoun, ces prérogatives sont dévolues à son représentant communautaire local, qui est assisté (dans le cadre des localités beti du Centre) de l'imam de la mosquée centrale N°2<sup>40</sup>.

---

<sup>36</sup> A titre illustratif, on note que le sultan Ibrahim Mbombo Njoya inaugure en 2003 à Douala New-Bell dispensaire, la toute première mosquée chiite de cette ville. Une situation liée au fait que la communauté chiite de Douala était préqu'exclusivement constituée des ressortissants du Noun et dirigée par un bamoun en la personne de Cheikh Nsangou Hassan (mollah de la communauté chiite nationale).

<sup>37</sup> Mopit Mama, 48 ans, imam principal de la mosquée du centre Madrassa, Obala, 21/07/2018.

<sup>38</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 48 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou-ville, 28/12/2017.

<sup>39</sup> Cette conclusion est une synthèse des entretiens réalisés avec de nombreux informateurs originaires du Noun.

<sup>40</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 48 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou-ville, 28/12/2017.

**Photo N°38: Participants de marque à l'inauguration de la mosquée du Centre (Mbalmayo).**



**Source** : Sahid Bachir Njoya, 06 /10/1994.

- 1-Ibrahim Njinjiemoun Gbêtkom (chef du regroupement Bamoun de Mbalmayo).
- 2-Ibrahim Mbombo Njoya (sultan des Bamoun).
- 3-Sahid Bachir Njoya (imam principal de la mosquée du Centre).

Comme le révèle le précédent développement, certains groupes musulmans originaires du Noun, bien qu'établis en pays beti, reçoivent leurs directives spirituelles du sultan roi des Bamoun, et non du chef haoussa de Yaoundé, encore moins de l'imam central de la cité capitale.

Toujours dans l'optique de célébrer la prière du vendredi, les arabisants wahhabites contestent la compétence de l'autorité traditionnelle à accorder le droit de célébrer ladite cérémonie<sup>41</sup>. D'après eux, les chefs traditionnels ne sont pas des érudits en sciences islamiques et de surcroît, aucune disposition du Saint Coran ne leur octroie cette prérogative. Les membres de ce dernier groupe s'orientent pour certains vers la préfectorale, tandis-que d'autres affirment ne s'en tenir qu'à la jurisprudence islamique<sup>42</sup> pour pouvoir célébrer la prière du vendredi. C'est sur la base de ces derniers arguments que la quasi-totalité des mosquées à coloration wahhabite implantées dans la zone d'étude, se mirent à célébrer les prières du vendredi. Jusqu'en 1990, les mosquées du vendredi se comptaient au bout des doigts<sup>43</sup>, à cause de l'armature traditionnelle jusque-là rigide, à une relative harmonie sur le plan idéologique avec une domination de la tidjaniyya, sans omettre le soutien ostentatoire des pouvoirs publics en faveur

<sup>41</sup> Abdallah Atangana, 41 ans, bibliothécaire, Tsinga, 11/07/2018.

<sup>42</sup> Les traditions islamiques stipulent qu'à partir de douze (12) croyants, on peut célébrer la prière du vendredi.

<sup>43</sup> Jusqu'en 1990, la ville de Yaoundé abritait trois mosquées du vendredi à savoir la mosquée centrale N° 1 ou grande mosquée de Yaoundé, la mosquée centrale N°2 ou grande mosquée bamoun et la mosquée centrale d'Essos.

des cadres tidjanites. Le contexte politique et législatif de 1990 sonna le glas de la société unitaire musulmane. La contestation déborda le champ politique et s'étendit à la sphère religieuse. De nouvelles tendances idéologiques apparurent au sein de la communauté musulmane et les groupes qui s'estimaient être marginalisés virent là une occasion de s'émanciper. Désertant les mosquées de leurs pères et aînés, ils se mirent de plus en plus à bâtir leurs propres lieux de culte. Pour accentuer leur autonomie, ils développèrent des stratégies afin que leurs édifices culturels puissent célébrer la grande prière du vendredi.

La Briqueterie demeure incontestablement le foyer musulman le plus important de la ville de Yaoundé et de toute la zone d'étude. Au-delà des édifices religieux musulmans situés en bordure de route, aux allures souvent imposantes et décelables au premier coup d'œil, de nombreux autres se localisent à l'intérieur du quartier, au milieu des habitations. La plupart des mosquées situées en bordure de route appartiennent à la première vague de la diffusion de l'islam à Yaoundé. La soif de Dieu, le refus de la vassalité spirituelle que manifestent certains groupes, la générosité des croyants et la quête du prestige social, sont à la base de cette prolifération inachevée des lieux de culte dans un quartier déjà saturé de mosquées. Il en résulte un certain désordre, dans la mesure où à quelques endroits, les mosquées sont si proches qu'elles créent une surenchère sonore. En effet, la disposition des édifices du culte islamique dans ce quartier intrigue et suscite des interrogations. C'est à se demander si leur proximité obéit aux normes de la jurisprudence islamique<sup>44</sup>. La mosquée Arquame et la mosquée chiite sont distantes d'un mètre. Les mosquées Ansar-Din et sa consœur Aladji Mekara, ne sont séparées que par la servitude qui se trouve à cet endroit. Les mosquées Tsinga-Elobi et Ntougou, sont distantes de quelques dizaines de mètres. Les mosquées du vendredi n'échappent guère à cette situation. La centrale N°1 et la mosquée Ahloul-Sunna sont distantes d'une centaine de mètres. La mosquée du Milieu et la mosquée Al-Houda sont également séparées d'une centaine de mètres, à la verticale de l'axe Nord-Sud et au milieu d'elles, est intercalée la mosquée Dan-Soho. L'ancienneté de ce foyer, ainsi que la forte concentration de la population musulmane à cet endroit sont également à la base de cette situation<sup>45</sup>. La Briqueterie à elle seule abrite neuf (09) mosquées du vendredi<sup>46</sup> et douze (12) mosquées secondaires, soit un total de vingt et un

<sup>44</sup> La jurisprudence islamique veut que l'écart entre les mosquées tienne compte de la portée sonore des cordes vocales du muezzin ou de celle des installations de sonorisation.

<sup>45</sup> L'enracinement de l'islam à la Briqueterie s'explique par l'implantation sur une longue durée de populations pratiquantes de cette religion, à une longue absence du christianisme (ce n'est qu'en 1957 que l'Eglise Evangélique ouvre ses portes, suivi en 1958 par un Eglise Baptiste), ainsi qu'à l'islamisation des populations de la partie subéquatoriale établies à cet endroit.

<sup>46</sup> Parmi les mosquées du vendredi situées à la Briqueterie, on peut citer : la centrale N°1, la centrale N°2, la mosquée Ahloul-Sunna, la mosquée As-Salam, la mosquée Al-Houda, la mosquée du milieu, la mosquée Airkassoua, la mosquée Qur'An-Wassounna, la mosquée chiite.

(21) lieux de culte musulman. Cette proximité est à l'origine d'une pollution sonore, qui déprécie l'image de l'islam<sup>47</sup>. Si de nombreux responsables des mosquées, qui ont pu s'affranchir de la tutelle de leurs aînés trouvent la profusion et la proximité normales, d'autres fustigent cet état de fait, qui ne serait pas conforme à la jurisprudence islamique. Cette dernière catégorie pointe un doigt accusateur à l'endroit de l'administration, qui selon elle, se serait arrogée la prérogative d'accorder le droit de célébrer la prière du vendredi, en lieu et place du chef de la communauté haoussa. Ce serait la préfectorale qui aurait octroyé le droit de célébrer la prière du vendredi aux mosquées Ahloul-Sunna et Qur'An-Wassounna<sup>48</sup>. Toutefois, la forte concentration humaine qu'on trouve à cet endroit fait en sorte que les mosquées ne sont pas en trop. Lorsqu'on arpente les rues et ruelles qui serpentent ce quartier aux heures de prière, on constate avec étonnement que tous ces lieux de culte sont sans exception fréquentés par des masses considérables de fidèles. Les grandes prières du vendredi pour leur part sont l'occasion des scènes surréalistes. Durant ces moments d'adoration, les commerces tenus par les musulmans se ferment, les axes routiers se vident et le trafic humain devient quasi imperceptible. Tandis-que les mosquées secondaires sans exception se ferment, les mosquées du vendredi s'emplissent de monde. Du sommet de la colline où est perchée la centrale N°1 au fond de la vallée où se trouve la mosquée Qur'An-Wassounna (en transitant par les mosquées Ahloul-Sunna, mosquée du milieu et mosquée Al-Houda), tous les lieux de culte musulman sont saturés. Parce-que débordée dans leur capacité d'accueil interne, le trop plein des fidèles s'installent sur la place publique qui se bonde de monde. Les voies sur lesquelles roulaient des véhicules quelques instants auparavant sont dès lors coupées de la circulation à l'aide des pancartes, arborant l'indication "route barrée". Les croyants déjà installés suivent la catéchèse dite en français ou en arabe, tandis que quelques-uns continuent de s'affairer. Une fois la prière proprement dite annoncée, les retardataires accourent, s'installent sur leurs nattes, contribuant ainsi à grossir les foules (déjà présentes sur les routes) qui s'étendent davantage. De nombreuses femmes sont installées sur les balcons des vérandas de leurs maisons pour suivre la prière. Une fois cette dernière achevée, les mosquées en un temps record se vident. Il en est

---

<sup>47</sup> La proximité des mosquées suscite souvent des remous. En effet, dans certaines localités comme la Briqueterie à Yaoundé ou encore les quartiers Haoussa et Nkong-Si à Mbalmayo, les mosquées sont assez proches les unes des autres. Parce que munies de hauts parleurs, les prières qui interviennent aux mêmes heures causent de nombreuses interférences, laissant apparaître un climat de cacophonie et même de rivalité. Dans le même ordre d'idée, on relève qu'au-delà du chahut, les prêches opérés par les sunnites ont à certaines périodes heurté la sensibilité des tidjanites, qui considéraient ces sermons comme des attaques directes. Tous ces faits, qui ne sont pas positifs pour la bonne image de l'islam, entachent son aspect séducteur et attractif.

<sup>48</sup> Moussa Harissou, 49 ans, imam de la mosquée Mallam Mekara, Briqueterie, 29/08/2017.

de même des routes qui sont à nouveau ouvertes à la circulation. Pendant ce temps, quelques édifices s'animent à l'occasion des prières surérogatoires.

2-2) *Situation des lieux de culte islamiques chez les Beti du Centre en 2017*

**Tableau N° 4: Répartition des mosquées par unité administrative**

N°	Départements	Arrondissements	Mosquées du vendredi	Mosquées secondaires	Total
01	Mfoundi : Yaoundé	Yaoundé 1 <sup>er</sup>	10	03	13
		Yaoundé 2 <sup>e</sup>	12	13	25
		Yaoundé 3 <sup>e</sup>	04	/	04
		Yaoundé 4 <sup>e</sup>	12	07	19
		Yaoundé 5 <sup>e</sup>	15	12	27
		Yaoundé 6 <sup>e</sup>	04	/	04
		Yaoundé 7 <sup>e</sup>	03	01	04
02	Lékié : Monatélé	Obala	03	06	09
		Monatéle	01	01	02
		Evoudoula	02	/	02
		Sa'a	02	01	03
		Okola	01	/	01
		Ebebda	01	/	01
		Lobo	/	/	/
		Elig-Mfomo	/	/	/
03	Nyong et So'o : Mbalmayo	Mbalmayo	05	02	07
		Ngomedzap	01	/	01
		Dzeng	0	01	01
		Metet	01	01	02
		Nkol-Afamba	01	/	01
04	Nyong et Mfoumou : Akonolinga	Akonolinga	03	02	05
		Ayos	01	01	02
		Endom	/	01	01
05	Mefou et Afamba : Mfou	Mfou	01	/	01
		Soa	02	01	03
		Esse	01	/	01
		Awaë	01	/	01
		Nkolafamba	/	/	/
		Edjedouan	/	/	/
06	Mefou et Akono : Ngoumou	Ngoumou	01	/	01
		Akono	01	/	01
		Bikok	/	/	/
		Mbankomo	01	02	03
<b>Total</b>			<b>90</b>	<b>55</b>	<b>145</b>

**Source** : Enquête de terrain.

L'analyse du tableau ci-dessus révèle l'absence de mosquées dans quelques arrondissements<sup>49</sup>. Les groupes musulmans présents à ces endroits attribuent cet état de fait au marasme économique que connaissent ces localités.

La manifestation la plus ostensible de l'islam, partout présente et décelable au premier regard est la mosquée. Son emprise sur le sol révèle la présence de fidèles musulmans et traduit l'avancée spatiale de la religion musulmane. Les surfaces, les matériaux de construction et les physionomies diffèrent d'une mosquée à une autre. L'enquête participative permet d'affirmer que les surfaces moyennes, c'est-à-dire oscillant entre 500 m<sup>2</sup> et 1000 m<sup>2</sup> sont les plus nombreuses. Des 60 mosquées du vendredi recensées dans la ville de Yaoundé, 32 intègrent ce registre, soit 53.33%. Elles sont suivies par les surfaces de plus de 1000 m<sup>2</sup>, estimées à dix-huit, soit 30%. Les petites surfaces c'est-à-dire inférieures à 400 m<sup>2</sup> sont minoritaires, soit une dizaine (16.66%). Hors de Yaoundé, la majorité des bâtisses culturelles islamiques arborant le titre de grande mosquée sont de dimensions moyennes. Des 145 mosquées recensées durant les enquêtes de terrain, seulement six (06) édifices étaient en matériaux provisoires<sup>50</sup>. Quelques-unes étaient en semi-définitif<sup>51</sup>. Subséquemment, la quasi-totalité des mosquées de la zone d'étude sont en matériaux définitifs. Les formes architecturales sont également différentes, influencées par l'appartenance idéologique et les goûts des bienfaiteurs à l'origine de la construction de la mosquée. C'est ainsi qu'à côté des mosquées aux allures de simples maisons d'habitation, cohabitent des édifices aux plans arabe<sup>52</sup> et iranien<sup>53</sup>. On note l'essor des lieux de culte islamiques dans les espaces publics : stations-services, hôtels, agences de voyage, établissements scolaires, marchés, trottoirs, vérandas des boutiques et des magasins.

Assurément, le développement d'une religion à l'intérieur d'une même aire géographique n'est pas homogène. Dans sa dimension objective, cette évolution est portée par de nombreux éléments sociologiques, à l'instar de la taille démographique des adeptes, la vitalité économique et la position géographique de la localité sur laquelle est fixée une religion donnée, le cadre institutionnel, l'exposition ou non à la mondialisation. Ces capteurs qui varient

<sup>49</sup> Il faut à ce niveau signaler que ces unités administratives sont de création récente et ont vu le jour en 2010.

<sup>50</sup> Les édifices en matériaux provisoires sont : la mosquée d'Ahala, la mosquée de la miséricorde sise à Mvog-Mbi, la mosquée centrale Rue-Manguier, la mosquée Hassan Gambo à Mbalmayo, la mosquée d'Akono et la mosquée du marché à Evodoula.

<sup>51</sup> Dans le groupe des mosquées en matériaux semi-définitifs, on peut citer : la mosquée haoussa de Nkong-Si à Mbalmayo, la mosquée centrale d'Okola, la mosquée centrale d'Ayos, la deuxième mosquée de Nkol-Metet.

<sup>52</sup> Le plan arabe ou hypostyle est un plan en forme rectangulaire, qui se compose d'une cour à portique et d'une salle de prière à colonnes. Les nerfs étant dirigés parallèlement ou perpendiculairement vers la Mecque. La mosquée de Tsinga-Elobi est de type arabe.

<sup>53</sup> Le plan iranien se caractérise par un *iwān* (une salle voutée, ouverte sur un côté par un grand arc inclus dans un encadrement rectangulaire), un *pishtat* (portail formant une avancée, souvent surmontée de deux minarets et ouvert par un grand arc) et une salle de prière sans coupole. La mosquée d'Etoudi est de type iranien.

en proportion d'une localité à une autre, impactent profondément sur la physionomie générale de la religion. Ainsi, toutes les localités ne sont pas fournies de la même manière en infrastructures socioreligieuses islamiques. Yaoundé demeure incontestablement le foyer musulman le plus important la zone d'étude<sup>54</sup>. Il est suivi des villes comme Obala et Mbalmayo, qui abritent un effectif considérable de fidèles ainsi-qu'une proportion significative d'infrastructures socio-culturelles islamiques. Dans leur totalité, les physionomies des mosquées bâties avant 1990 sont les résultats des rénovations que ces structures ont subies à un certain moment de leur histoire, pour pallier la vétustesse et répondre aux problèmes de hausse des effectifs. Il est par conséquent évident que celles encore en matériaux provisoires changent d'aspect d'ici quelques années.

La hausse exponentielle du nombre de fidèles, l'extension continue des villes et la volonté d'autonomisation de certains groupes musulmans, eurent pour conséquence la hausse des lieux de prières publiques consacrés aux grandes fêtes de l'islam à savoir, la fête du Ramadan et la fête du Sacrifice. Dans la ville de Yaoundé, on recense une vingtaine d'esplanades de plein air, dédiés au culte musulman parmi lesquels : le stade omnisport, l'esplanade de la sous-préfecture de Yaoundé 3<sup>e</sup>, champ de tir Nkozoa, stade de Nkol-Mbong, carrefour escale-manguier, palais des sports de Yaoundé, marché des lits, stade cité verte, ancien Texaco-Briqueterie, derrière mairie de Tsinga, descente GMI côté droit et côté gauche, esplanade de la sous-préfecture de Yaoundé 4<sup>e</sup>, etc<sup>55</sup>. Des regroupements qui s'opèrent sur la base de l'appartenance à une même aire administrative, une même aire géographique ou à une même idéologie.

---

<sup>54</sup> Cette effervescence islamique que connaît la capitale politique est liée à son statut juridique qui est celui de siège des institutions mais aussi, à l'effectif de la population de cette ville, qui n'a cessé d'évoluer au fil du temps. Estimé à environ 10000 habitants en 1940, elle passa à 100000 habitants en 1960, pour finalement atteindre 1237500 habitants en l'an 2000 (Institut National de la Statistique, 2001).

<sup>55</sup> Avant 1990, tous les musulmans de Yaoundé, à l'occasion des grandes fêtes de l'islam priaient à un seul endroit. Ce fut d'abord au sein de la grande mosquée de Yaoundé. Ce site s'étant par la suite révélé étroit, la communauté des croyants dans son entièreté s'orienta vers le site du mont de la piété. Dès l'édification du complexe islamique de Tsinga en 1997, les musulmans assainirent et colonisèrent un espace marécageux sis au carrefour Warda.



**Photo N° 39 : Prière de la Tabaski sur l'esplanade du stade omnisport de Yaoundé.**



**Source** : Modibo Halidou Ibrahima (date indéterminée).

Cette image est illustrative du regroupement des fidèles sur la base de l'appartenance à la même unité administrative. En effet, tous les musulmans de Yaoundé 5<sup>e</sup> (à l'exception des sunnites), suivent la prière de la Tabaski, présidée par l'imam principal de la mosquée d'Essos en la personne de Modibo Halidou Ibrahima. Un état de fait qui laisse entrevoir une certaine hiérarchie. En effet, les imams des autres mosquées de cette circonscription administrative (Nkol-Messeng, Ngoussou, Mfandena, etc), semblent accepter le primat de l'imam principal de la mosquée d'Essos. Dès lors se pose une question, comment ces leaders religieux qui clament à corps et à cris leur autonomie, font-ils pour établir une préséance entre eux ? Pour le cas d'espèce, il faut relever que la mosquée d'Essos est la première mosquée construite à Yaoundé 5. De surcroit, l'imam principal de cette mosquée est le président régional du CIDIMUC Centre et vice-président national de cette association. Des critères auxquelles on pourrait adjoindre son ancienneté dans la profession. Hors de Yaoundé, dans les localités disposant de plusieurs lieux de culte islamiques (Obala, Evoudoula, Mbalmayo, etc), le regroupement des croyants pour les grandes fêtes de l'islam s'opère sur la base de l'appartenance soit à la même ethnie, soit au même courant idéologique.

**Photo 40: Prière de la fête du Ramadan sur l'esplanade de la mosquée du Centre (Mbalmayo).**



**Source** : Sahid Bachir Njoya, 30 /09/1998.

Sur cette autre image, on aperçoit les musulmans bamoun dans la ville de Mbalmayo, accomplissant la prière du Ramadan sous l'égide de l'imam Sahid Bachir Njoya.

Bien-que la plupart des responsables religieux affirment que des espaces spécifiques sont aménagés pour la prière des femmes, l'enquête participative a révélé que tel n'était pas toujours le cas. Dans la ville de Yaoundé et hors de celle-ci, nous n'avons à aucun moment surpris (et ce malgré les visites inopinées) des femmes accomplissant la prière à l'intérieur des mosquées, dans les sections supposées être les leurs<sup>56</sup>. Généralement, lors de la grande prière du vendredi, elles prenaient position sur les vérandas des domiciles et commerces qui jouxtent les mosquées. A Etoudi, quelques-unes se regroupaient soit dans la cour de la mosquée, soit à l'intérieur du complexe scolaire Nana Bouba, mitoyen à l'édifice culturel. A partir de leurs différentes positions, elles suivent les articulations de la prière par l'entremise des haut-parleurs. Des faits qui laissent croire à une certaine discrimination ou marginalisation de la femme dans le domaine culturel.

---

<sup>56</sup> Une fois nous avons trouvé une centaine de femmes à l'intérieur de la mosquée Qur-An Wassounna, prenant part à une réunion.

**Tableau N°5 : Structuration des mosquées centrales (organisation religieuse).**

Numéro d'ordre	Organes	Personnes ressources	Fonction
01	La Choura (conseil islamique de la mosquée). C'est une assemblée de direction au sein d'une mosquée pour la gestion des affaires d'une communauté religieuse.	-Chef traditionnel -Imams en service (l'imam principal est le président du conseil) -Anciens imams -Erudits du Coran -Tout intellectuel du Coran (juriste)	-Elabore les programmes des imams -Organise les conférences, les prêches et choisit les thèmes à débattre -Apporte des modifications sur tout ce qui concerne la mosquée -Gère tout problème lié à l'islam (problèmes socio-culturels...)
02	Direction des prières et des prêches	-Imam principal -Imams adjoints (les imams sont également des prédicateurs)	-Dirige les prières quotidiennes et mortuaires - Préside les conférences - Annonce les résolutions prises dans les conseils -Procède à l'enseignement islamique - Baptise les enfants et convertis - Célèbre les mariages
03	Annonceur de la prière	Muezzins (tout fidèle musulman peut exercer cette fonction)	- Procède à l'appel pour la prière ou au rassemblement
04	Sécurité et entretien	Gardien (ce poste est exercé par des bénévoles et volontaires)	- Est chargé de l'ouverture et de la fermeture de la mosquée - Assure la propreté et l'hygiène

**Source** : Entretien avec les différents responsables religieux musulmans.

La lecture du tableau ci-dessus renseigne sur la gestion des mosquées. Ces dernières sont dirigées par des chefs traditionnels (cas des mosquées tidjanites), des imams, des muezzins, un personnel d'entretien et de sécurité. Le chef de la communauté musulmane d'une localité porte le titre d'imam honorifique. Il devrait en effet s'occuper de cette fonction mais, ses multiples charges et le fait qu'il ne soit pas toujours un érudit en sciences islamiques l'amène à désigner un ministre délégué du culte qui est l'imam<sup>57</sup>. Il faut rappeler à ce niveau que le groupe wahhabite ne reconnaît au chef traditionnel aucune autorité religieuse et lui conteste la prérogative à pouvoir désigner un ministre du culte ou à accorder le droit de célébrer la prière du vendredi. Le collège des imams connaît une hiérarchisation. Dans certaines localités comme

<sup>57</sup> Durant le rite de transfert des fonctions religieuses, le chef communautaire enroule la tête de l'imam d'un turban appelé *Alkab*. Une manière pour le premier de manifester son ascendance sur le second.

Yaoundé, existe le titre de grand imam. Ce poste est apparu à la suite de la construction de la première grande mosquée de Yaoundé en 1955<sup>58</sup>. A cette occasion, la grande mosquée vint arracher la vedette à l'unique mosquée d'alors qui était la mosquée du milieu, faisant de cette dernière la première mosquée secondaire de la cité-capitale<sup>59</sup>. Au sein de la communauté bamoun de la Briqueterie, c'est depuis 1990 que l'imam Ndam fut élevé au rang de grand imam bamoun<sup>60</sup>. Depuis son décès survenu le 20 octobre 1993, Mefiré Ali Sine assume cette charge<sup>61</sup>. Dans les faits, l'autorité du grand imam haoussa de Yaoundé s'étend à toutes les mosquées soudanaises de la cité-capitale et au-delà, de la circonscription administrative du Centre. Situation identique pour le grand imam bamoun. Toutes les autres mosquées sont administrées par des imams principaux. Le grand imam comme l'imam principal dirige la prière. En leur absence ou empêchement, ils sont remplacés par les imams adjoints. Ces derniers sont nommés par les imams principaux. A la suite des imams se trouve le muezzin. C'est un crieur attaché à une mosquée qui, en général du haut du minaret, appelle à la prière à des heures précises. Cinq fois par jour, il rappelle aux autres fidèles qu'il est l'heure de la prière de 05h30 à 18h30. Sa voix résonne généralement à travers un haut-parleur. Le muezzin a également pour fonction de reprendre le prêche de l'imam quand la mosquée est pleine de fidèles. Il assure également l'entretien de la mosquée, dans le domaine de l'hygiène et la salubrité.

### **3) Relation entre les mosquées et enjeux des édifices culturels**

#### ***3-1) Relation entre les mosquées***

Plusieurs relations unissent les mosquées entre elles. La première est une relation de subordination et la seconde celle d'une certaine filiation sur la base de la proximité idéologique. La mosquée centrale N°1, liée à la chefferie haoussa de Yaoundé, exerça pendant longtemps une primauté spirituelle sur toutes les localités beti du Centre. Au temps de la société unitaire (regroupée autour de la chefferie supérieure haoussa d'Ekoudou et de la tidjaniyya), elle attribua le droit de célébrer la prière du vendredi à de nombreuses mosquées situées à l'intérieur et hors de Yaoundé. Ainsi, la quasi-totalité des mosquées tidjanites de la zone d'étude reçurent le parrainage de la mosquée centrale N°1, pour célébrer la grande prière de la *Juma*. De nombreux

<sup>58</sup> La grande mosquée de Yaoundé a eu comme grands imams : Mallam Baba, Mallam Oumarou, Mallam Ahmadou, Mallam Garba et au moment où nous achevons les travaux, Mallam Ibrahim Moussa.

<sup>59</sup>S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.85.

<sup>60</sup> La désignation de Mallam Ndam comme grand imam de la mosquée centrale N°2 de Yaoundé est la résultante des querelles de leadership qui opposent les Soudanais aux Bamoun. En effet, Mallam Ndam, depuis 1962, revendiquait son ancienneté dans l'imamat à Yaoundé par rapport à son homologue Mallam Garba. Une fois la mosquée bamoun érigée au rang de grande mosquée en 1990, Mallam Ndam fut désigné au poste de grand imam.

<sup>61</sup> Mefire Ali Sine, 60 ans, grand imam de la mosquée centrale N°2 de Yaoundé, Briqueterie, 14/01/2018.

responsables religieux questionnés (notamment foubé), reconnaissent recevoir des directives de la mosquée centrale N°1. C'est ainsi que l'officiant de la centrale N°1 porte le titre de grand imam de Yaoundé. D'autres édifices religieux se situent dans cette posture à l'instar de la mosquée centrale N°2 de Yaoundé ou grande mosquée bamoun, qui exerce une influence relative sur de nombreuses mosquées administrées par les croyants originaires du Noun et surtout, de coloration tidjanite.

**Photo N°41 : Mosquée centrale N°2 de Yaoundé.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 15/11/2017.

Le complexe islamique de Tsinga s'affiche comme le symbole musulman le plus imposant mais également, le plus prestigieux du Cameroun. Légitimé par le fait d'avoir été construit par l'Arabie Saoudite et dirigé par un saoudien, il se présente comme le prototype par excellence de la pratique authentique de la foi islamique<sup>62</sup>. Sa vocation est par conséquent de servir de modèle aux autres structures religieuses musulmanes nationales. C'est en son sein que les diplomates musulmans accrédités au Cameroun et autres ressortissants d'Afrique du Nord et d'Asie pratiquent leurs prières, surtout celles du vendredi<sup>63</sup>.

<sup>62</sup> Les travaux de construction du complexe de Tsinga débutèrent le 27 février 1992. Il fut inauguré le 20 juin 1997 en présence du Chef de l'Etat Paul Biya. Son financement fut entièrement supporté par l'Arabie Saoudite à hauteur de 03 milliards de Francs CFA

<sup>63</sup> La totalité des diplomates musulmans rencontrés affirment effectuer leurs prières au complexe islamique de Tsinga. Une information corroborée par Fouapon Alassa, "Islam et coopération arabo-africaine", 2011, p.131.

**Photo N° 42: Vue externe du complexe islamique de Tsinga.**



**Source :** N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées au Cameroun méridional", 2014, p.306.

Disposant d'importants moyens financiers, il renforce sa primauté et son rayonnement par ses œuvres caritatives à l'instar de l'organisation des déjeuners collectifs pendant le mois de Ramadan, des distributions des cartons de dattes et paquets alimentaires à la quasi-totalité des mosquées de la zone d'étude, indépendamment de leur statut et de leur appartenance idéologique. Quatre structures d'enseignements sont logées au sein du complexe islamique de Tsinga à savoir l'école franco-islamique Al-Haramayn pour les élèves du primaire, l'institut de mémorisation du Saint-Coran destiné aux jeunes, l'institut Imam Malik pour la formation des imams et des prédicateurs. Enfin, l'institut Aïcha, dédié à la formation des femmes, tant sur les plans temporels que spirituels. Au-delà de ces institutions, on note l'organisation régulière par des érudits en sciences islamiques, de cours destinés aux étudiants, dans le but de doter ces derniers des outils ainsi-que des savoirs adéquats, pour la bonne pratique et la bonne compréhension de l'islam. A cela s'ajoute l'organisation des séminaires et conférences, visant à renforcer les capacités des responsables religieux. Chaque année, des milliers de livres provenant d'Arabie Saoudite sont distribués par le complexe de Tsinga aux associations et aux mosquées qui le désirent<sup>64</sup>.

En seconde analyse, on note une relation de subordination des mosquées secondaires à l'endroit de celles du vendredi. Bien que célébrant toutes les prières journalières, les mosquées secondaires sont contraintes de rester closes pour la cérémonie d'adoration du vendredi 13 heures car, n'étant pas spirituellement habilitées à la célébrer. Il faut à ce niveau rappeler que

<sup>64</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération arabo-africaine ", 2011, pp.131-133.



la prière de la *juma* est la cérémonie d'adoration hebdomadaire la plus importante de l'islam. Les fidèles des mosquées secondaires s'orientent dès lors vers la mosquée du vendredi la plus proche, généralement sur la base de la proximité idéologique. A titre illustratif, on note qu'à la Briqueterie, les mosquées Aladji Salaou, Mallam Mekara Harissou et la mosquée Aladji Danladji, se dirigent vers la centrale N°1 pour les prières du vendredi. La mosquée secondaire Adamou Dan Soho oriente les croyants vers la mosquée du milieu et ceux de la mosquée Bouba Nassirou ou mosquée verte se dirigent vers la mosquée Airkassoua. Les mosquées secondaires Arquame, Ansar-Din, Dahirou-Ntougou et Tsinga Elobi dirigent leurs occupants habituels soit vers la mosquée Al-Houda, soit vers la mosquée Qur-An-Wassounna. A Ngoussou, les petites mosquées de la guidance, Ngoussou Intel, de la lumière, arridhwân se ferment au profit de la mosquée centrale de Ngoussou. Dans le même quartier, les mosquées secondaires Intel 1, Intel 2 et Intel 3 dirigent les fidèles vers la mosquée rail-Ngoussou. Cette situation a cours dans toute la ville Yaoundé et même hors de la cité capitale comme Mbalmayo, Obala, Akonolinga, Mbankomo, Metet, etc. La conséquence à ce niveau est que les mosquées du vendredi sont toutes bondées de monde lors de la prière de la *juma*, à telle enseigne qu'aucune ne parvient à contenir la masse des croyants présents. Les cours d'enceintes et routes adjacentes sont généralement investies, situation qui perturbe généralement la circulation le temps de la prière.

L'autre lien qui existe entre les édifices religieux est le rapprochement des dignitaires sur la base de la filiation idéologique. En effet, bien que chaque mosquée soit en principe autonome, les différents responsables religieux se côtoient sur la base de l'appartenance au même courant doctrinal. On note à cet effet qu'un prédicateur sunnite, en plus de l'édifice dans lequel il officie d'ordinaire, a la capacité de diriger des prières dans d'autres mosquées appartenant à son courant idéologique. C'est ainsi qu'il arrive à Abdallah Atangana, prédicateur au complexe islamique de Tsinga, d'officier sur la base d'une invitation à Qur-An Wassounna, Al-Houda, Nkondengui, Al-Fadjr, Omar Ben Khattab à Mbalmayo ou encore à la mosquée du centre Madrassa d'Obala, toute d'obédience sunnite. Mounkailou Sabo, imam principal de la mosquée Al-Houda est l'un des adjoints de l'imam Mohammadou Bello Hassan, responsable en chef de la mosquée centrale de Nkolbisson, toutes deux wahhabites. L'un comme l'autre peut communément officier dans l'une des mosquées de leur choix. De nombreux autres imams effectuent des parcours similaires. Du côté tidjanite, on note également des cas du même type, où des imams principaux de certaines mosquées, occupent des postes d'adjoints dans d'autres, officiant ainsi dans plusieurs structures à la fois.

### 3-2) *Les mosquées : espaces aux enjeux multiples*

Initialement destinée à la prière, les mosquées constituent des lieux au sein desquels se jouent plusieurs types d'enjeux. Ces derniers sont politiques, fédérateurs et idéologiques.

Parce que lieu de concentration d'importantes masses de croyants et par conséquent des citoyens, les autorités administratives s'attèlent à ce que ces structures ne servent de cadres d'endoctrinement et de radicalisation<sup>65</sup>. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la réticence que manifesta la préfecturale, face à l'implantation des mosquées à coloration wahhabite. Indexés par leurs rivaux tidjanites comme d'éventuels fauteurs de troubles, les représentants de ce courant furent souvent convoqués pour apporter davantage d'éclaircissement sur leur mouvement ainsi que sur les types d'activités qu'ils entendaient mener à l'intérieur de ces structures. A Mbalmayo en juin 1993, sur la base d'une plainte déposée par l'imam tidjanite Mallam Gambo auprès du commissariat central, les principales figures du mouvement sunnite furent interpellées et incarcérées par la police. En l'absence de motifs valables pour une détention prolongée, ces leaders sunnites furent relaxés<sup>66</sup>. A Obala en 2010, le promoteur de l'unique mosquée sunnite de cette ville à savoir la mosquée du centre Madrassa en la personne de Mopit Mama, reconnaît avoir été convoquée par les autorités policières (commissaire d'Obala et commissaire spécial de Monatélé), sur la base d'une plainte déposée par un inconnu<sup>67</sup>. A Sa'a en 2012, lors de la fondation de la mosquée CRAT, Ibrahim Eté fut à son tour interpellé par le Sous-préfet d'Obala, le Préfet de Monatélé et le Commissaire Spécial de Monatélé. Après éclaircissement, la mosquée dont il a la charge fut autorisée à fonctionner<sup>68</sup>. Ces deux informateurs avouent que ces plaintes furent déposées par leurs coreligionnaires tidjanites. Des coups bas qui d'après eux, sont liés au fait que leurs rivaux voient l'autorité religieuse leur échapper un peu plus tous les jours. Il devient dès lors logique de penser que les autorités administratives et sécuritaires effectuent une surveillance discrète sur les types de prêches qui sont faites au sein des mosquées. Une volonté de contrôle qui suscita l'approche définitionnelle de la mosquée suggérée par Hamadou Adama quand il stipule :

...Du côté des autorités administratives en revanche, la mosquée serait, de par son statut, sa vocation et sa fonctionnalité, un espace public dont il conviendrait de réglementer non seulement son architecture et sa sonorisation, mais aussi la parole prononcée au sein de l'édifice, les thématiques abordées et les orateurs attirés, afin de s'assurer la fidélité et l'adhésion des uns et des autres à ses options sociopolitiques et sécuritaires<sup>69</sup>.

<sup>65</sup> Il faut relever à ce niveau que la mosquée est un lieu de prédication au sein duquel l'élite religieuse musulmane peut diffuser son message et atteindre un grand nombre de néophytes.

<sup>66</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, p.154.

<sup>67</sup> Mopit Mama, 48 ans, imam principal de la mosquée du centre Madrassa, Obala, 21/07/2018.

<sup>68</sup> Ibrahim Eté, 38 ans, imam principal de la mosquée du CRAT, Sa'a, 20/07/2018.

<sup>69</sup> Hamadou Adama, "La mosquée ", 2008, p.1.



Ainsi, l'administration ambitionne de se servir des mosquées comme des cadres de propagande gouvernementale, des creusets de pacification des esprits et de ralliement aux idéaux de la république. Dans cette perspective, les pouvoirs publics aspirent à s'assurer la fidélité de ces structures<sup>70</sup>. L'atteinte de ces objectifs passe par une écoute discrète des prêches (pouvant aboutir à une interpellation des responsables religieux jugés séditeux)<sup>71</sup> et par des cadeaux divers, adressés aux responsables religieux les plus en vue<sup>72</sup>.

Le second type d'enjeu est d'ordre fédérateur. Les mosquées issues de la première phase missionnaire furent des cadres au sein desquels les Soudanais musulmans manifestèrent leur volonté de "confiscation de l'islam". Dans ces structures bâties par eux, seuls les membres de leur groupe figuraient dans les organigrammes de direction et exerçaient les fonctions d'imam. Une situation qui incita les autres groupes à bâtir des lieux de culte, d'où la coloration ethnique accolée à ces structures : mosquée haoussa, mosquée bamoun, etc. Pour dépasser ce clivage identitaire, de nombreuses structures adoptent comme formule les organigrammes du compromis. Cette stratégie repose sur la représentativité des différentes ethnies dans les cercles d'administration et de décision. L'imam principal est généralement issu de l'ethnie majoritaire, c'est souvent elle qui a le plus participé à la construction de la mosquée. Les rangs des imams adjoints sont tributaires de l'importance numérique des autres groupes ethniques par ordre décroissant. Ce procédé n'exclut nullement les critères de compétence intellectuelle et d'exemplarité comportementale exigés à tout responsable religieux. Ainsi, si l'imam principal est un haoussa, il peut avoir comme premier adjoint un peul, deuxième adjoint un bamoun, troisième adjoint un bafia et quatrième adjoint un beti. Dans le cas où l'imam en chef est bamoun, son premier adjoint peut être haoussa, deuxième adjoint un beti, etc. Dans la mosquée centrale N°2 de Yaoundé ou grande mosquée bamoun, l'imam principal originaire du Noun a pour adjoints successifs un bamoun, un foubé, un haoussa et un nigérien<sup>73</sup>. Bien entendu, les colorations et recompositions varient d'un édifice cultuel à un autre. Bien-que quelques édifices

---

<sup>70</sup> Une méfiance de l'administration rendue légitime par le fait que de nombreux responsables religieux sont connectés aux réseaux d'influences idéologiques et financiers transnationaux. Cette subordination dont manifeste nombre de croyants nationaux, peut constituer une ouverture par laquelle pourrait essaimer l'islam radical, extrémiste et fanatique.

<sup>71</sup> Plusieurs imams rencontrés sont convaincus de la présence d'agents de renseignements infiltrés dans la masse des fidèles, qui se réunissent pour prendre part aux prières. Ce sentiment est en partie à la base de l'élaboration des prêches modérés, pacifiques et républicains.

<sup>72</sup> Comme nous le verrons dans la section consacrée aux relations entre la communauté musulmane et les pouvoirs publics (pp.316-.321), des nombreux responsables religieux de la ville de Yaoundé avouent recevoir des sommes d'argent lors de la célébration des deux grandes fêtes de l'islam. Cette aide qui proviendrait de la Présidence de République, s'élève chez certains imams à un million de francs CFA.

<sup>73</sup> Mefire Ali Sine, 60 ans, grand imam de la mosquée centrale N°2 de Yaoundé, Briqueterie, 14/01/2018.

soient encore réfractaires à cette formule<sup>74</sup>, la majorité a adopté cette stratégie. A Essos, rue Manguier, Etoudi, Nkooza, Biyem-Assi, Mendong et dans nombre de localités hors de Yaoundé, l'heure est aux "organigrammes du compromis", qui induisent la recherche d'un "équilibre ethnique fédérateur". Même au sein d'institution islamique à rayonnement internationale à l'instar du complexe islamique de Tsinga, cette formule de contentement, de conciliation et de représentativité est de rigueur. Les organigrammes du compromis ont pour but de taire toute forme de dissensions, de remous et de troubles. Le sentiment d'exclusion, lié à la non représentativité dans les instances de direction a souvent poussé des groupes ethniques qui s'estiment marginalisés à la revendication. Lorsque cette dernière est exacerbée, elle cède la place à la contestation. L'aboutissement logique étant la scission. Les "marginalisés" se retirent généralement et vont créer ailleurs une nouvelle mosquée. Pour éviter des schismes de cette nature, l'idéal est que chaque groupe ethnique numériquement important soit représenté dans l'instance directrice de la mosquée. Cette stratégie ambitionne de dissiper le sentiment d'exclusion, d'appropriation ou de privatisation de l'islam et de la mosquée par un groupe ethnique particulier. La mosquée cesse d'être l'otage d'un groupe et apparaît dès lors comme un lieu destiné à tout croyant, indistinctement de son origine géographique et la fonction d'imam comme un poste accessible à tout fidèle, remplissant les conditions requises par la jurisprudence islamique. Cette stratégie de contentement permet également à chaque communauté de s'identifier à la classe dirigeante et par là même, de fidéliser et continuer à attirer les groupes dont les membres siègent dans les instances de décision. Les organigrammes du compromis participent de la trans-ethnicité et même de l'universalité de la religion musulmane. Toutefois, s'il est possible d'observer quelques changements au niveau des postes d'imams adjoints, celui d'imam principal quant à lui revient la plupart du temps soit au groupe majoritaire, soit à l'ethnie du promoteur de la mosquée. Ce dernier peut également choisir un pieux croyant hors de son groupe d'origine comme imam.

Au-delà de la fonction culturelle, les mosquées constituent des manifestations de la rivalité idéologique que connaît la communauté musulmane. Avant 1990, la totalité des mosquées implantées en pays beti étaient d'obédience tidjanite. Avec la libéralisation du champ associatif, le courant wahhabite jusque-là discret, secoua le joug de l'exclusivité des "impies". Privés de parole dans les mosquées de leurs pères, les sunnites-wahhabites entamèrent

---

<sup>74</sup> La quasi-totalité des mosquées soudanaises construites avant 1990 et situées à Yaoundé comme en dehors de la capitale politique, dédaignent à appliquer cette formule. A la Briqueterie, à Obala, à Monatélé ou encore à Sa'a, les responsables religieux questionnés se fondent sur leur ancienneté dans cette religion et dans ces localités pour justifier le statu quo.

l'édification de leurs lieux de prière. C'est ainsi que les membres de ce courant se cotisèrent et bâtirent leurs premières mosquées, principalement à Yaoundé et Mbalmayo. Après l'an 2000, le nombre de bâtisses religieuses à coloration sunnite augmenta considérablement grâce à l'activisme des arabisants et à l'offensive missionnaire de certaines nations du Moyen-Orient, qui financent directement ou indirectement la construction des mosquées. Ces édifices culturels à coloration wahhabite, constituent des rampes de lancement des critiques à l'endroit des tidjanites et chiites, qualifiés d'associationnistes<sup>75</sup>. En plus de la capitale politique, de nombreuses localités beti du Centre abritent désormais des mosquées à coloration wahhabite, ce qui traduit l'extension des frontières de ce mouvement. La libéralisation associative de 1990 permit l'implantation au Cameroun de la mouvance chiite. En 2008, la première mosquée chiite de Yaoundé est construite au quartier Briqueterie. Un énième pôle qui subit des critiques de la part des deux courants idéologiques majoritaires et sert également de cadre de contestation à l'endroit des deux premiers. Les mosquées apparaissent dès lors comme des pôles de contestation de l'idéologie rivale et comme les symboles d'enracinement d'une orientation doctrinale particulière. Une dualité (négation de l'autre et affirmation de soi), qui témoigne du fait qu'elles ne constituent pas uniquement de simples cadres de prière.

La gestion interne des édifices culturels suscite également des discordes. En effet, on note des velléités d'accaparement des mosquées par les promoteurs<sup>76</sup>. Si ces bâtisses sont ouvertes au public, c'est généralement ceux qui ont financé les travaux de construction qui choisissent les courants doctrinaux qui ont cours au sein de ces bâtisses ainsi que les membres des collèges ecclésiaux qu'ils peuvent renvoyer à leur guise. Les édifices du culte islamiques se situent par conséquent au milieu de la dialectique espaces publics (car destinés en principe à tous les musulmans) et espaces privés (car voués à être confisqués par les promoteurs ou les groupes ayant œuvré à leur réalisation). Ces propensions à l'appropriation et à la confiscation des mosquées par certains entraînent la construction de nouveaux édifices par ceux qui

---

<sup>75</sup> L'associationnisme en islam est le fait d'associer à Dieu quelque chose ou quelqu'un d'autre. Il existe deux types d'associationnistes. L'associationnisme mineur consiste à diriger son propre flux mental entièrement vers autre chose que Dieu, non seulement dans la prière, mais dans toute action où Dieu serait présent. L'associationnisme majeur consiste à mettre sur un même pied d'égalité avec Dieu et d'adorer avec Lui : une pierre, un arbre, le soleil, la lune, un roi, etc. Il inclut non seulement le polythéisme mais encore, le dualisme ainsi que le panthéisme. C'est le péché le plus grave en islam étant donné qu'il atteint le monothéisme.

<sup>76</sup> Le promoteur d'une mosquée a généralement un mot à dire sur le choix de l'imam et possède également un droit de regard sur l'orientation idéologique qui y est diffusée. En d'autres termes, il choisit l'imam et contrôle les prédications faites. Les promoteurs questionnés soutiennent qu'il ne s'agit nullement d'une confiscation de la mosquée mais, d'une manière pour eux de s'assurer que les responsables religieux choisis ne se servent de l'édifice culturel pour prêcher la radicalisation et la violence. Que ce soit à Odza, Nsam-Obobogo ou encore à Nkodengui, les promoteurs rencontrés se présentent comme des *wasirs* (administrateurs), chargés d'assurer le bon fonctionnement de la mosquée.

s'estiment être marginalisés. Cette volonté d'émancipation et d'affirmation est à la base de la prolifération continue et quelquefois désordonnée des édifices culturels islamiques à certains endroits. A moins que ne soit instituée une structure chargée d'organiser la communauté musulmane nationale, institution qui le cas échéant pourrait découper le territoire national en circonscriptions confessionnelles et planifier la construction des édifices socioreligieux islamiques de manière rationnelle, la prolifération souvent anarchique des moquées est appelée à suivre son cours.

## II- UNE PANOPLIE D'ASSOCIATIONS ISLAMIQUES

La dynamique de l'islam est également manifeste par une floraison d'associations islamiques dont l'activisme sur le terrain ne passe inaperçu. Ayant des statuts différents, leurs actions combinées se confondent entre encadrement des fidèles, renforcement des liens de fraternité des croyants, promotion du développement et propagation de la foi. Dans le cadre de cette investigation, les organismes islamiques de la coopération bilatérale (FSD, FKD)<sup>77</sup> et multilatérale (OCI, BID)<sup>78</sup> ne font l'objet d'aucune attention, pour la simple raison que leur champ d'action n'est nullement exclusif à la sphère religieuse<sup>79</sup>. Subséquemment, seules les associations agissant sous la bannière de l'islam et affichant des objectifs ainsi-que des réalisations spécifiquement liés au prosélytisme font l'objet d'un intérêt particulier. Il faut également préciser que cette sous-section n'a guère pour but de procéder à une présentation exhaustive des associations islamiques, travail qui a été fait dans des études antérieures<sup>80</sup>. Il est question à ce niveau de procéder à une brève présentation de celles qui sont présentes dans la zone d'étude et à l'identification de leurs réalisations phares. Vitrine de l'islam à l'échelle nationale, la ville de Yaoundé abrite les sièges de la plupart des organisations islamiques à vocation internationale et nationale. On note également la présence d'un nombre considérable d'associations locales, qui s'activent dans des œuvres de solidarité et d'humanisme. Il est dès-

<sup>77</sup> FSD : Fonds Saoudien de Développement, FKD : Fond Koweïtien de Développement.

<sup>78</sup> OCI : Organisation de la Conférence Islamique, BID : Banque Islamique de Développement.

<sup>79</sup> Des organismes étatiques et multilatéraux suscités, seul l'OCI affiche quelques visées liées au prosélytisme islamique à travers la mise à la disposition de l'Etat des bourses d'études religieuses, l'édification des lieux de culte et la construction des écoles franco-arabes. De surcroît, les quelques projets à vocation socio-spirituelles réalisées par l'OCI se situent hors de la zone d'étude (Maroua, Koussérie, Yagoua, Foumban, Ngaoundéré) et n'impacte en aucune manière l'évolution de l'islam en pays beti. S'il est probable que des croyants résidant dans la zone d'étude aient bénéficié des bourses d'études à vocation religieuse octroyées par l'OCI, il faut relever que leur proportion est extrêmement faible.

<sup>80</sup> Parmi les travaux qui se sont consacrés à l'étude des associations islamiques au Cameroun, nous pouvons citer : Souley Mane, *Les associations*, 2017 ; Bachir Bouba, "Coopération islamique et développement au Cameroun de 1966 à 2007. Approche socio-historique", Mémoire de DEA en Histoire, Université de Ngaoundéré, 2007 ; Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011.

lors question de marquer un temps d'arrêt sur les types d'actions menées par les organisations islamiques, sur les motivations qui sous-tendent ces œuvres et les implications induites par leurs différentes réalisations.

### **1) Les organisations islamiques internationales : instruments de l'offensive missionnaire des nations du Golfe Persique**

Le désengagement de l'Etat de certains secteurs d'activités et l'instauration de la loi N°90/052 du 19 décembre 1990 ont favorisé la prolifération des ONG islamiques internationales, qui œuvrent considérablement à l'évolution de la religion musulmane au Cameroun. Il faut préciser à ce niveau que ces associations relèvent du domaine privé et évoluent par conséquent en marge des institutions étatiques. Ceux qui financent ces ONG sont animés par l'idéal islamique de partage et de solidarité à l'endroit des démunis. Les généreux donateurs n'espèrent pas des avantages matériels, mais comptent sur les récompenses dans l'au-delà. Ils sont en effet imprégnés du principe religieux qui stipule que ce que l'on donne ici-bas, est rendu en mieux qualitativement et quantitativement dans l'au-delà<sup>81</sup>. A ce sujet, le Saint-Coran stipule :

Ceux qui, de nuit et de jour, en secret et ouvertement, dépensent leurs biens dans les bonnes œuvres, ont leur salaire auprès de leur Seigneur. Ils n'ont rien à craindre et ne seront point affligés. Mon Seigneur dispense avec largesse ses dons ou restreint à qui il veut parmi ses serviteurs. Et toute dépense que vous faites dans le bien, il la remplace et c'est lui le meilleur des donateurs<sup>82</sup>.

On peut à ce niveau ressasser cette pensée pieuse qui stipule que "*Celui qui donne aux pauvres prête à Dieu*". A travers ces actes de générosité, les riches croyants purifient leurs biens et les rendent licite sur le plan spirituel. Au-delà des récompenses célestes auxquelles aspirent les généreux bienfaiteurs, les organisations islamiques transnationales quant à elles ne font guère mystère de leur volonté de prosélytisme qui consiste à propager l'islam. Ces institutions représentent une pièce maitresse dans le jeu politico-religieux de certaines nations musulmanes à l'instar de l'Arabie Saoudite. Scrutant avec minutie les activités religieuses menées par ces organisations, un responsable de l'Observatoire de l'Action Humanitaire affirme :

---

<sup>81</sup>Aboubakar Djaber. A, *La voie du musulman*, Liban/Beyrouth, Dar et Fikr, 1995, p.203.

<sup>82</sup> Coran, sourate 2 verset 274 et sourate 34 verset 39.

Les ONG saoudiennes révèlent une forte dimension prosélyte. Contrairement aux idées reçues, elles ne visent d'ailleurs pas tant à convertir à l'islam des chrétiens, des animistes, des bouddhistes ou des athées. Leur principal objectif religieux est plutôt d'orienter les "mauvais" musulmans vers les enseignements rigoristes du wahhabisme constitutif de la monarchie saoudienne. De ce point de vue, l'Afrique noire et dans une moindre mesure l'Europe balkanique, font figure de terres de mission, où la propagation d'un modèle fondamentaliste va intrinsèquement de pair avec la diffusion de la langue arabe<sup>83</sup>.

Cette pensée est révélatrice du fait qu'au-delà de diffuser la religion musulmane, les organisations islamiques transnationales œuvrent à la promotion d'idéologies particulières, en l'occurrence celles des nations dont elles sont issues et dont elles dépendent des financements. C'est dans ce cadre qu'en bonne place des activités prioritaires des ONG saoudiennes, figurent le financement des prédications et enseignements, dans le but de présenter l'islam orthodoxe (wahhabite) aux populations camerounaises<sup>84</sup>. L'ADF, la WAMY, la FIH, l'ACAMAS sont les principales ONG islamiques dont l'activisme en pays beti est partout perceptible.

#### - *African Development Foundation (ADF)*

L'African Development Foundation est une association musulmane d'œuvres sociales et à but non lucratif, dont le siège se trouve à Yaoundé à la cité verte. Créée en 1995 sous l'appellation "SAAR Foundation", elle change de dénomination le 22 janvier 1997, pour prendre l'actuelle désignation. Juridiquement, elle est déclarée selon la loi N°99/014 du 22 décembre 1999, régissant les organisations non-gouvernementales au Cameroun. Elle s'est assignée pour but de promouvoir le développement, en se basant sur le principe de la charité islamique<sup>85</sup>. ADF sert d'interface entre les généreux donateurs arabes et les populations locales bénéficiaires. C'est dans cette optique qu'elle capte cette surabondance d'aide provenant principalement d'Arabie Saoudite et du Qatar puis, la convertit sur le terrain en soutien financier et logistique aux associations islamiques locales<sup>86</sup>, l'organisation des campagnes de santé gratuites pour les soins ophtalmologiques, la distribution des vivres<sup>87</sup> et déjeuners collectifs (*iftars*), la distribution de divers documents sur l'islam, la construction des forages et des mosquées, des aides ponctuelles aux déshérités à l'instar du paiement des frais exigibles de

<sup>83</sup> Lien internet <http://www.observatoire-humanitaire.org/fr/index.php?page=pays.php&id=SA>; consulté le 20 juin 2019.

<sup>84</sup> Bachir Bouba, "Coopération islamique", 2007, p.50.

<sup>85</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, pp.147-150.

<sup>86</sup> Parmi les nombreuses associations soutenues par l'ADF figure la CAMSU et l'Organisation des Femmes Musulmanes du Cameroun (OFMC). La jeunesse estudiantine est l'une des cibles privilégiées de l'ADF dans son objectif avéré de réforme religieuse. A l'attention de ce groupe, sont régulièrement organisés des séminaires, l'octroi des bourses d'études dans les universités islamiques étrangères (Soudan, Arabie Saoudite, Malaisie, etc), l'assistance aux étudiants démunis.

<sup>87</sup> Elle intervient généralement pendant le mois de Ramadan. Ces paquets alimentaires ont pour but de permettre aux croyants de rompre le jeûne.

scolarité aux élèves ainsi qu'aux étudiants. Le mode d'intervention est de type "Top Down" c'est-à-dire par le haut. Il s'agit d'une logique descendante qui consiste pour l'ADF de décider de manière unilatérale des projets à réaliser pour les bénéficiaires<sup>88</sup>.

Les principaux objectifs poursuivis par l'ADF sont :

- Assister la jeunesse musulmane ;
- Contribuer à l'éradication de la délinquance juvénile ;
- Assister les populations rurales dans les efforts de développement social ;
- Promouvoir les bonnes mœurs et la bonne éducation ;
- Aider à la lutte contre l'analphabétisme ;
- Assister les populations en cas de sinistre.

Les actions mises en œuvre pour l'atteinte de ces objectifs sont :

- L'organisation des séminaires, des colloques et des symposiums ;
- La construction de structures éducatives (de divers ordres) et hospitalières ;
- L'octroi de bourses d'études ;
- Le financement de microprojets d'ordre social<sup>89</sup>.

**Tableau N° 6 : Réalisations phares de l'ADF (1992-2014).**

N°	Projets	Nombre
1	Mosquées	28
2	Radio	01
3	Bibliothèque	01
4	Cours d'arabe, <i>Hadith, Tawhid et Figh</i>	18
5	Séminaires	07
6	Coran	40 000
7	Bourses à l'étranger	155
8	Enseignements des prédicateurs	Activités permanentes
09	Centre de formation des imams	01
10	Centre de formation des convertis	01
11	Centre islamique	05
12	Ouvrages	12000
13	DVD	500

**Source** : Rapport d'activités de l'ADF, 2014.

L'activité la plus en vue menée par l'ADF dans la zone d'étude est la construction des mosquées. Dans la ville de Yaoundé, on peut citer : les mosquées de Nkooza, d'Olembé, Emana petit village, Nkol-Mbong au lieu-dit le rocher, Nkol-Bisson au lieu-dit le plateau. Hors de

<sup>88</sup> Bachir Bouba, "Coopération islamique", 2007, p.53.

<sup>89</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, pp.98-99.

Yaoundé, on a les mosquées d'Esse, Ngomedzap, Evodoula, Sa'a au lieu-dit CRAT<sup>90</sup>. Après s'être assuré que le nouveau directoire est d'obédience sunnite, les mosquées construites par l'ADF sont ensuite remises à la communauté musulmane locale, qui assure l'entretien et le fonctionnement au quotidien. Pour la réalisation de certains édifices culturels, l'ADF travaille en partenariat avec l'Association Camerounaise pour le Développement comme le révèle l'image ci-dessous.

**Photo N° 43 : Plaque dédicace de la mosquée d'Esse (Mefou et Afamba).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 13/07/2018.

ADF s'active également dans la distribution d'ouvrages, de CD et de paquets alimentaires à de nombreuses mosquées, indistinctement de leur coloration idéologique<sup>91</sup>. Pour ce qui est de sa contribution à la formation de la jeunesse musulmane de Yaoundé en particulier, l'ADF organise régulièrement les cours de langue arabe, des séances de formation sur la théologie islamique (notamment sur les *Hadiths*, le *Tawhid* et *Figh*). En 2014, l'ADF ouvre la première radio islamique de la ville de Yaoundé dénommé Ar-Rissala ainsi qu'une bibliothèque et œuvre à une large diffusion de la littérature religieuse à l'instar des DVD sur l'islam, des Corans et des livres (en langue arabe, en français et en anglais)<sup>92</sup>.

<sup>90</sup> Les populations sollicitant les mosquées sont contraintes de fournir les garanties prouvant que le site devant abriter l'édifice culturel n'est ni litigieux, ni susceptible de l'être. Lorsque cette garantie ne fut fournie, la demande portant sur la construction de la mosquée resta lettre morte comme à Akonolinga. Si à Yaoundé les mosquées bâties par l'ADF furent construites sur des sites non encore exploités, dans les localités secondaires, ces mosquées s'élevèrent sur les emplacements d'anciens édifices préalablement détruits.

<sup>91</sup> De nombreux responsables à l'instar de ceux de Nkozoa, de la centrale N°2 ou grande mosquée bamoun et de la mosquée centrale d'Essos, affirment recevoir de la documentation provenant de l'ADF. A Nkozoa, des déjeuners collectifs furent souvent organisés par cette ONG.

<sup>92</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.99.



- *Assemblée Mondiale de la Jeunesse Musulmane (WAMY)*

L'Assemblée Mondiale de la Jeunesse Musulmane ou WAMY (World Assembly of Muslim Youth), est une organisation non gouvernementale saoudienne. Elle voit le jour en 1972 à Riyad en Arabie Saoudite, suite à un décret du roi Fayçal Ibn Abdel Aziz. Son objectif principal est d'éduquer la jeunesse mondiale, selon les préceptes de l'islam authentique. Affilié à l'Organisation des Nations Unis, elle ambitionne de s'établir dans tous les pays possédant une communauté musulmane. C'est dans cette optique qu'elle possède des représentations dans une cinquantaine de nations. Se présentant comme la première association islamique internationale à traiter des problèmes des jeunes, elle travaille avec plus de 500 organisations qui participent aux congrès internationaux organisés tous les trois ans. Cet organisme privé est subventionné par des Etats et davantage, par des personnes physiques et morales nanties. Ses ressources financières proviennent de la *zakkat*, des contributions volontaires, de la *Sadaqua* et du *waaf*<sup>93</sup>. Ce dernier est un don désengagé que l'on fait aux nécessiteux ou pour la réalisation des œuvres sociales. Cette ONG obtient l'autorisation d'exercer au Cameroun le 09 mars 2001, suite au décret N°000064/A/MINAT/DAP/SDLP/SA du Ministère de l'Administration Territoriale et établit sa représentation à Yaoundé<sup>94</sup>.

Au niveau de ses réalisations à l'échelle nationale, on recense la construction des forages, les distributions de vivres, le soutien financier et logistique aux associations des jeunes<sup>95</sup>, sans omettre la construction des mosquées. En 2010, la WAMY avait réalisé cent vingt (120) mosquées à travers le triangle national<sup>96</sup>. Le volume total des aides reçues par la WAMY entre 1999 et 2008 était estimé à trois cent trente-huit millions huit cent douze mille six cent soixante francs (338 812 660FCFA)<sup>97</sup>. Le siège national de cette organisation se trouve à Yaoundé au quartier Tsinga. Parmi les réalisations phares à mettre à son actif, on peut évoquer la réfection de la mosquée du milieu et la construction de la mosquée centrale de Mbankomo en 2004.

<sup>93</sup> Bachir Bouba, "Coopération islamique", 2007, p.47.

<sup>94</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.103.

<sup>95</sup> Parmi ces associations, on peut citer : la CAMSU, la JIC, la Ligue Musulmane pour la Solidarité, la Ligue des Cadres Musulmans.

<sup>96</sup> Ces mosquées sont construites sur des terrains achetés par la WAMY ou appartenant à la communauté musulmane de la localité devant accueillir l'édifice.

<sup>97</sup> Bachir Bouba, "Coopération islamique", 2007, p.50.

**Tableau N° 7 : Récapitulatif de l'action de la WAMY en 2016.**

N°	Nature de la réalisation	Quantité	Coût en FCFA
1	Forages et puits	140	123 369 347
2	Mosquées	149	478 514 490
3	Rupture collective du jeûne	09	263 000 406
4	Distribution de la viande pendant la fête du Sacrifice	09	297 213 929
5	Prise en charge des enseignants et des prédicateurs	123	679 557 510
6	Caravane médico-sociale	10	144 992 155
7	Séminaires	45	734 076 175
8	Assistances diverses	51	324 674 369
9	Réaménagement et équipement de l'hôpital de Bamaré (Maroua)	01	99 091 567

**Source :** Souley Mane, *Les associations islamiques au Cameroun*, 2017, p.128.

- *Fondation Islamique Al-Haramayn (FIH)*

La Fondation Islamique *Al-Haramayn*<sup>98</sup> (FIH) est une ONG internationale, créée en 1988 à Karachi au Pakistan<sup>99</sup>. En 1992, son siège est transféré en Arabie-Saoudite, où elle est officiellement lancée grâce au soutien des autorités de ce pays<sup>100</sup>. Elle s'implante au Cameroun avec pour objectif principal d'assurer la gestion du complexe de Tsinga<sup>101</sup>. En effet, après le transfert de cet édifice aux autorités camerounaises par l'Arabie Saoudite, sa gestion suscita de vives tensions au sein de la communauté musulmane nationale<sup>102</sup>. En effet, le clivage à caractère ethnique que connaissait la *Umma* nationale se déporta au sein de cette structure. Cette querelle opposait les Haoussa, les Foulbé et les Bamoun. Dans une posture de neutralité et pour se soustraire à tout soupçon de partialité, les autorités camerounaises incitèrent le gouvernement saoudien à reprendre la gestion du complexe de Tsinga. C'est dans ce contexte que l'ONG *Al-Haramayn* se fixa au Cameroun, sous le couvert du gouvernement saoudien. Au-delà de cette fonction principale à elle dévolue qui est d'assurer la bonne marche du complexe de Tsinga, la Fondation Islamique *Al-Haramayn* œuvre également à l'épanouissement de l'islam sunnite ainsi qu'à la construction des mosquées. Dans cette dernière perspective, on peut signaler la construction de la mosquée de Tsinga-Elobi<sup>103</sup>. Cette ONG s'illustre de surcroît dans

<sup>98</sup> *Al-Haramein* est un mot arabe qui signifie les deux sacrés. Une allusion aux deux mosquées sacrées de l'islam à savoir la mosquée de la Mecque et la mosquée de Médine.

<sup>99</sup> Bachir Bouba, "Coopération islamique", 2007, p.45.

<sup>100</sup> Ibid.

<sup>101</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, p.146.

<sup>102</sup> Le clivage à caractère ethnique que connaît la communauté musulmane nationale est développé dans le sixième chapitre de cette étude, pp.309-316.

<sup>103</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, p.146.

l'organisation des séminaires islamiques, la distribution des vivres ainsi que d'ouvrages sur l'islam<sup>104</sup>.

- *Association Camerounaise pour l'Aide et la Solidarité (ACAMAS)*

L'Association Camerounaise pour l'Aide et la Solidarité (ACAMAS), est la représentation au Cameroun de la Fondation turque Aziz Mahmut Hudayi Wakfi, avec pour siège Yaoundé. Légalisée en mars 2009, l'ACAMAS se déploie sur le terrain conformément à l'accord de coopération signé avec l'Etat du Cameroun. Les domaines d'intervention de l'ACAMAS porte sur l'éducation<sup>105</sup>, l'octroi des bourses d'études aux jeunes camerounais pour la Turquie, la solidarité, l'assistance aux personnes nécessiteuses, la réalisation des forages à travers le triangle national (soit environ 209 ouvrages en 2016), sans omettre les dons de kit de santé à de nombreuses institutions hospitalières à l'instar de l'hôpital de district de Soa. Depuis son implantation au Cameroun, elle a distribué 300.000 livres à travers le triangle national et dans les pays voisins. Elle assure le règlement des frais de scolarité aux élèves et étudiants démunis, octroie des dons de vêtements aux orphelins et apporte son appui à une cinquantaine d'établissements scolaires.

Dans la ville de Yaoundé, l'ACAMAS s'est illustrée par la réfection en pavés des allés bordant la grande mosquée de Yaoundé, ainsi que la distribution de vivres (huile, patte alimentaire, sucre, sel, etc) dans certaines mosquées à l'occasion de la rupture du jeûne du mois de Ramadan<sup>106</sup>. Elle séjourne régulièrement à la prison centrale de Kodengui, où elle octroie aux pensionnaires de cet établissement pénitentiaire des ordinateurs et des denrées alimentaires. En novembre 2002, l'école publique de Bastos bénéficia d'un groupe électrogène d'une valeur de 2 650 000FCFA de la part de l'ACAMAS<sup>107</sup>.

D'autres organisations islamiques internationales à vocation caritative sont actives à l'échelle nationale. Tel est le cas de l'Organisation de la Daawah Islamique (ODI). Ses réalisations étant exclusivement cantonnées dans la partie septentrionale du pays (Maroua, Koussérie, Ngaoundéré), raison pour laquelle elle ne fait pas l'objet d'une attention particulière dans le cadre de cette investigation. En plus des organisations internationales, de nombreuses

<sup>104</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, p.146.

<sup>105</sup> En plus de ses nombreuses réalisations éducatives à Maroua, la ville de Yaoundé abrite au quartier Mvog-Ekoussou (Nkol-Nkondi II) le collège Adana. Doté d'un dortoir et d'un internat, la réalisation de cet établissement scolaire s'éleva à 980 000 000FCFA. A cela, s'ajouta l'école franco-arabe du quartier Briqueterie, qui bénéficia également de l'appui de l'ACAMAS. Cette dernière œuvra à sa réfection à hauteur de 25 000 000FCFA.

<sup>106</sup> Modibo Halidou Ibrahima, 63 ans, imam principal de la mosquée d'Essos, Essos, 24/05/2018.

<sup>107</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.124.

associations nationales, œuvrent à l'encadrement des croyants et participent au rayonnement de l'islam.

## 2) Les organisations islamiques à vocation nationale

Dans le sillage des organisations transnationales, se situent les associations nationales. Celles-ci s'illustrent dans l'encadrement des fidèles, la mise sur pied de projets de nature citoyenne et un soutien plus accru à l'endroit des pouvoirs publics. Ces organisations restent marquées par leur dépendance financière à l'endroit de leurs consœurs internationales. Contrairement à ces dernières, leur activisme est plus restreint et dans le cadre du pays beti, il se limite pour la plupart d'entre elles à la ville de Yaoundé.

### - *L'Association Culturelle Islamique du Cameroun(ACIC)*

L'Association Culturelle Islamique du Cameroun en abrégé ACIC, est la toute première et la plus ancienne association musulmane au Cameroun. Elle voit le jour en 1963, avec pour siège Garoua. En 1968, son siège est transféré à Yaoundé, capitale de la République Fédérale du Cameroun. L'ACIC se présente comme l'association islamique la plus cotée auprès des pouvoirs publics<sup>108</sup>. Sa fondation avait pour but d'organiser la communauté musulmane (fédérer toutes les tendances ou mouvances au sein d'une même organisation), afin qu'elle se constitue en interlocuteur valable à l'égard de l'administration. Cette dernière en retour pouvait opérer un contrôle efficient sur ce groupe religieux, dans la mesure où il était dirigé par la même institution. Elle devait également représenter la communauté musulmane vis-à-vis des pays extérieurs<sup>109</sup>. Pendant près de 30 ans (1963-1992), elle fut la seule association musulmane autorisée sur le territoire.

Parmi les objectifs de l'ACIC, figure en bonne place l'interprétation des textes religieux<sup>110</sup>, le développement de l'enseignement et de l'éducation islamique<sup>111</sup>, le renforcement des liens de solidarité entre croyants, la diffusion de la culture islamique ainsi que

<sup>108</sup> A cet effet, on note que depuis 1990, c'est elle qui est sollicitée pour représenter la communauté musulmane lors des grandes consultations nationales (tripartite, rencontre à la primature sur les questions électorales, célébrations des cinquantièmes de l'indépendance et de la réunification, etc). C'est également elle qui propose le représentant de la communauté musulmane au sein des organes successifs en charge des élections au Cameroun, au sein de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, de la CONAC, etc. C'est elle qui arrête les dates des fêtes religieuses musulmanes et c'est encore elle qui est consultée par le gouvernement en ce qui concerne ses rapports avec les Etats et organisations islamiques étrangères.

<sup>109</sup> Dans cet ordre d'idée, elle se charge de redistribuer des dons provenant des nations arabes, des bourses d'études pour les universités du Moyen-Orient, des billets d'avion offerts pour le *hadj*.

<sup>110</sup> A cet effet, le principe d'*ijtihad* lui est reconnu.

<sup>111</sup> Concernant le volet éducatif, l'ACIC avait pour mission de promouvoir le développement de l'enseignement islamique, ainsi que l'encadrement et la recherche des financements nécessaires au fonctionnement de cet ordre d'enseignement, sans omettre la modernisation et l'organisation des écoles coraniques traditionnelles.

la promotion des activités culturelles liées à cette civilisation. Les financements de l'ACIC sont diversifiés et proviennent des frais d'adhésion, des cotisations des membres et sympathisants, des dons, des legs, de la subvention gouvernementale ainsi-que des accords bilatéraux conclus au niveau du gouvernement avec le monde arabo-musulman<sup>112</sup>.

En guise de réalisation de l'ACIC, on peut entre autre noter la construction du complexe islamique de Tsinga (financé par l'Arabie Saoudite) et l'organisation de la compétition nationale de lecture du Coran pendant le mois de Ramadan. Depuis 1983, l'ACIC sélectionne les candidats devant représenter le Cameroun à la compétition internationale de psalmodie du Saint Coran dans le monde arabo-musulman<sup>113</sup>. L'un des secteurs dans lequel l'ACIC fut la plus active est celui de l'éducation<sup>114</sup>. C'est ainsi qu'elle géra près de 300 établissements scolaires à travers le Cameroun. Cette association est minée par de nombreuses difficultés dont les plus pertinentes sont l'immobilisme de certains de ses dirigeants, un casting de leaders généralement contesté car orienté vers les "barons de la communauté musulmane" au détriment des jeunes technocrates plus disponibles et plus actifs, le manque de transparence dans la gestion des fonds publics alloués à l'ACIC<sup>115</sup>.

#### - *L'Association Solidaire de la Vocation Islamique (ASSOVIC)*

L'Association Solidaire de la Vocation Islamique en abrégé ASSOVIC, fut créée en 1982. Conformément aux dispositions de la loi N°90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association, elle fut légalisée le 23 février 1992 par décret N°92/032 du Président de la République<sup>116</sup>. L'ASSOVIC serait née d'un constat d'échec de sa prédécesseure à savoir l'ACIC. Pour les fondateurs de l'ASSOVIC, l'ACIC a été et continue d'être administrée par des hommes politiques musulmans, qui se soucient surtout des avantages que pourraient leur apporter la coopération avec le monde islamique<sup>117</sup>. N'ayant pas reçu une formation appropriée en matière islamique, ces leaders négligent la formation spirituelle des cadres religieux (imams, oulémas) et des fidèles. En plus de ces maux, vient s'adjoindre un soupçon de tribalisme qui

<sup>112</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.166 et Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.38.

<sup>113</sup> De sa longue participation à ces concours, ce n'est qu'en 2009 que le Cameroun réalisa sa meilleure performance en Arabie Saoudite avec un candidat classé 1<sup>er</sup> et un autre classé 5<sup>e</sup>.

<sup>114</sup> Chaque année, l'ACIC accueille des maîtres égyptiens et les affecte dans certaines mosquées. Ces enseignants volontaires et bénévoles s'activent une fois sur le terrain à dispenser des formations religieuses.

<sup>115</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, pp.44-45.

<sup>116</sup> Annexe N°VI, acte de déclaration de l'ASSOVIC, p.402.

<sup>117</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.72.

fait en sorte que les Foulbé et Haoussa seraient plus favorisés que les autres groupes<sup>118</sup>. Toutes ces frustrations ont amené les réfractaires à créer l'ASSOVIC.

Parmi les objectifs que s'est fixée l'ASSOVIC à sa création, on peut citer : la mise sur pied d'un cadre de formation des prédicateurs et moniteurs des écoles coraniques, la promotion du statut des imams et oulémas, l'enseignement systématique de la langue arabe, la responsabilisation de la musulmane dans la gestion des affaires sociales, la construction des infrastructures socioreligieuses, la recherche de la solidarité entre religions monothéistes<sup>119</sup>. Au-delà de cette panoplie de visées, les enquêtes de terrain ne révèlent aucune réalisation majeure de l'ASSOVIC. Son activisme dans la zone d'étude se limite à la construction et à la gestion de quelques écoles coraniques<sup>120</sup>, l'administration de certains édifices culturels à l'instar de la grande mosquée bamoun<sup>121</sup> de la Briqueterie et la mosquée du centre à Mbalmayo<sup>122</sup>. Des institutions ayant vu le jour grâce à l'initiative de l'ASSOVIC à l'instar d'un Centre de Formation des Cadres Religieux<sup>123</sup>, du Conseil National des Imams ou encore du Conseil National des Oulémas n'ont fonctionné que le temps d'un battement des ailes. En collaboration avec le Ministère de la Santé Publique par le truchement des délégations départementales à l'instar de celle du Nyong et So'o, elle participe aux campagnes de lutte contre les grandes endémies de l'heure à savoir le VIH-SIDA et le paludisme<sup>124</sup>. La stratégie mise en place par l'ASSOVIC porte sur la sensibilisation et la prévention. En effet, pour ce qui est de la première, il s'agit de faire comprendre aux croyants que cette maladie n'est pas une chimère et qu'elle existe vraiment. De ce fait, les musulmans doivent se détourner du vagabondage sexuel pour pratiquer les unions légales, la fidélité et l'abstinence. Toujours sur le plan social, elle se rend régulièrement dans certains univers carcéraux à l'instar de la prison de Mbalmayo, pour redonner espoir aux prisonniers<sup>125</sup>.

---

<sup>118</sup> Il faut noter que depuis sa création, tous les présidents de l'ACIC furent originaires du Nord-Cameroun. Dans un souci d'équilibre régional ou encore de prise en compte de la diversité sociologique de la communauté musulmane, les Bamoun (deuxième composante numérique de la *Umma* nationale après les Soudanais), ont toujours occupé le poste de vice-président de l'ACIC.

<sup>119</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p. 73.

<sup>120</sup> Parmi ces infrastructures éducatives, on peut mentionner l'école arabe du quartier Bamoun à la Briqueterie, une école coranique au quartier Essos et l'école coranique de la mosquée du centre dans la ville de Mbalmayo.

<sup>121</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.73.

<sup>122</sup> Sahid Bachir Njoya, 48 ans, imam principal de la mosquée du centre (Mbalmayo) et président départemental de l'ASSOVIC pour le Nyong et So'o, Mbalmayo, Nkong-Si centre commercial, 03/09/2017.

<sup>123</sup> Ce centre était basé au quartier Rue-Manguier à Yaoundé.

<sup>124</sup> Annexe N°VII, accord de collaboration du Ministère de la Santé Publique avec l'ASSOVIC et l'ASIMOUC, pp.404-407.

<sup>125</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, p.181.

- ***L'Union Islamique du Cameroun (UIC)***

Légalisé en novembre 1992, le siège de l'UIC se trouve à Douala et sa devise est "Foi, Paix et Soumission". En guise d'objectifs, elle ambitionne d'assurer le bonheur spirituel et matériel de l'homme, mettre les bienfaits de l'islam au service de l'humanité, propager l'islam tel qu'il fut révélé, promouvoir l'éducation, assurer la promotion de la jeunesse et de la femme musulmane, renforcer l'unité au sein des organisations islamiques, établir un dialogue avec d'autres communautés religieuses. Les financements de l'UIC proviennent des cotisations des membres, des subventions, des aumônes, des dons, des legs et de la vente de certains produits. Ses activités dans la zone d'étude (et notamment à Yaoundé) porte sur l'organisation des séminaires de imams, la distribution des denrées alimentaires, l'implication des femmes dans les actions associatives, l'organisation des descentes à la prison centrale de Yaoundé pour assister matériellement les prisonniers, l'ouverture des espaces de prières dans certaines gares routières et hôtels. De nombreuses difficultés minent cette organisation au rang desquelles l'extrême modicité des moyens financiers, la tenue irrégulière des assemblées générales, le laxisme et le découragement des adhérents ou encore la recherche d'intérêts personnels au détriment de ceux de l'organisation<sup>126</sup>.

Plusieurs autres associations islamiques, ne bénéficiant nullement d'un décret présidentiel mais possédant une déclaration de reconnaissance au niveau de la préfecture, opère sur le terrain. Dans cet ensemble, on distingue la CAMSU, la CAMWA, l'OFIF, etc.

- ***La Cameroon Muslim Students Association (CAMSU)***<sup>127</sup>

La Cameroon Muslim Students Association plus connu sous l'acronyme CAMSU, est une association estudiantine qui opère en milieu universitaire. Organisation apolitique et à but non lucratif, le siège de la CAMSU se trouve à Yaoundé et sa mission est de rassembler les étudiants ainsi que les élèves musulmans, autour des idéaux islamiques mais aussi, de propager les bonnes mœurs. Les objectifs de la CAMSU portent sur la diffusion de la culture islamique au sein des universités, le renforcement de la fraternité entre les élèves et étudiants musulmans, la quête du savoir, la promotion des mœurs islamiques, l'insertion socio-économique de ses membres. Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces différents buts sont entre autre

<sup>126</sup> Souley Mane, *Les association*, 2017, p.49.

<sup>127</sup> Elle fut précédée par la YUMSCA, qui vit le jour en 1989 avec pour champ d'action l'Université de Yaoundé et l'ASEMUC, créée en 1995, avec pour objectif d'encadrer les étudiants musulmans tant sur les campus de Ngoa-Ekellé que de Soa. Après de nombreux échecs de fusion, les éléments progressistes des institutions suscitées consentirent finalement à fédérer au sein d'une nouvelle organisation d'où la naissance de la CAMSU.

l'organisation des conférences, les projections cinématographiques, des cours de langue arabe, des cours sur la religion et la publication d'un bulletin d'information.

Les fonds de la CAMSU proviennent des cotisations des membres, de la vente de divers articles et produits, de la *zakkat*, des dons en provenance de la WAMY et de l'ADF ou encore, du Complexe Islamique de Tsinga. Les réalisations de la CAMSU sont nombreuses. On peut à ce niveau évoquer l'encadrement de proximité à ses 5000 membres, la formation morale et spirituelle de ses adhérents, la diffusion du message islamique à travers la production des documents écrits, audios et audiovisuels avec pour but d'éduquer, informer ou encore de sensibiliser ses membres. C'est dans ce cadre que des newsletters comme *Ash-Shabaab*, le *Minaret*, *Fatawa infos* et *Al-Houdah* furent produits par les membres de cette association. Les premières éditions des ouvrages tels que *lettre d'un musulman à un ami chrétien* et *le jeûne de Ramadan 100 questions-réponses* furent coéditées par la CAMSU et les éditions Hikmah. La CAMSU contribue à la promotion de l'ouvrage intitulé *le Tajdjwid* et participe à la production ainsi qu'à l'animation des émissions radiophoniques et télévisées sur les chaînes publiques et privées<sup>128</sup>. Les deux principales difficultés auxquelles elle fait face porte sur l'instabilité des ressources humaines et davantage, sa dépendance financière à l'égard d'autres institutions. Il faut préciser à ce niveau que ces ressources financières n'ont cessé de s'amenuiser au fil des ans. Cette situation amena la CAMSU à mettre sur pied des projets générateurs de revenus ainsi que la diversification des partenaires, tant au niveau national qu'international<sup>129</sup>.

#### - *La Jeunesse Islamique du Cameroun (JIC)*

Le Jeunesse Islamique du Cameroun (JIC) voit le jour en 1991 et s'inspire du modèle de la Jeunesse Chrétienne Catholique (JCC). A ses débuts, elle évolue de façon officieuse car ne disposant d'aucune autorisation officielle. Il faut attendre le 27 mars 1997, pour voir cette association être légalisée par le Préfet du Mfoundi avec pour siège Yaoundé. La JIC s'est fixée pour mission le développement intégral des jeunes, afin qu'ils contribuent à faire du Cameroun un pays de paix, de justice sociale et de prospérité. Ses objectifs sont les suivants : éduquer et former la jeunesse musulmane dans divers domaines, promouvoir les valeurs morales et l'éthique islamique, présenter le vrai visage de l'islam, soutenir toutes les initiatives permettant l'épanouissement des valeurs culturelles islamiques pour le renforcement des liens fraternels

---

<sup>128</sup> Au poste national, la CAMSU produit et présente l'émission "Islam at our service" et anime des émissions spéciales à l'occasion des fêtes du Ramadan et du Sacrifice. Sur la chaîne Canal 2 International, la CAMSU accompagne l'émission "vitrine de l'islam".

<sup>129</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.66.



entre les croyants, aider et secourir les populations les plus vulnérables, renforcer l'émancipation de la femme (sur le plan religieux, familial, social et économique)<sup>130</sup>.

En guise de réalisations, la JIC favorise le rassemblement autour du vrai visage de l'islam, elle distribue des ouvrages, des Corans, des brochures, des CD et DVD portant sur l'islam. Elle encourage les jeunes à sortir du pays dans le cadre de l'acquisition du savoir et milite en faveur de l'ouverture des espaces de prières dans de nombreux établissements scolaires. Le JIC contribue également à la diffusion de l'islam dans les zones reculées grâce à la *Daawa*. A l'actif de la JIC, on note la création du journal "An Nour", qui se consacrait aux informations à caractère religieux<sup>131</sup>. A l'instar de ses consœurs, cette organisation fait face à un certain nombre de difficultés notamment, son champ d'action limité, dans la mesure où elle n'a pu couvrir l'intégralité du territoire national. Ensuite, la modicité de ses finances (majoritairement issus des contributions des membres), sans omettre l'abandon de la jeunesse non-scolarisée.

- ***La Cameroon Muslim Women Association(CAMWA)***

La Cameroon Muslim Women Association en abrégé CAMWA voit le jour en 2005 et est légalisée en 2006 avec pour siège Yaoundé. Les objectifs de la CAMWA sont :

- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la *Oummah* musulmane ;
- Lutter contre les maux qui minent la société en général et la communauté musulmane en particulier ;
- Agir en faveur du bien-être de la famille ;
- Assister matériellement et financièrement les nécessiteux ;
- Etablir un dialogue avec les autres communautés afin de briser la méfiance et l'incompréhension réciproque ;
- Expliquer l'islam aux autres ;
- Lutter contre toute forme d'extrémisme.

Comme réalisations, on note l'organisation régulière des séminaires de préparation au *hadj*<sup>132</sup>, la tenue une fois par an de la journée culturelle des jeunes musulmans, l'organisation des cours d'enseignements islamiques et la mise sur pied en 2008, d'un magazine d'information religieuse intitulée "C'est ça l'islam", dont l'objectif est de présenter le vrai islam.

---

<sup>130</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.77.

<sup>131</sup> Ce mensuel d'informations religieuses disparut au bout de 03 ans d'existence, à cause des difficultés financières.

<sup>132</sup> Ces séminaires sont des cadres au sein desquels les futurs pèlerins reçoivent une formation théorique et pratique sur les rites du pèlerinage à la Mecque. Il est à noter que plus de 1000 pèlerins ont déjà pris part à ces séminaires.

- *L'Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière (OFIF)*

L'Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière (OFIF), voit le jour en juillet 1995, avec pour fondatrice Alima Nkpoundiwou épouse Youenyouene<sup>133</sup>. En juillet 1995, l'OFIF reçoit son agrément du Préfet du Mfoundi sous le N° 00218/RDA/JO6/BAPP<sup>134</sup>. Son siège se trouve à Yaoundé au quartier Mimboman-Sonel. Cette association œuvre pour la promotion de la femme, de la jeune fille et des enfants issus des familles démunis, ainsi-que la diffusion de l'islam au sein de la gent féminine. Les financements de l'OFIF proviennent des organisations telles que l'ACMAS, l'ACEC, l'ADF, la WAMY, l'ORBIMICAM, l'UNICEF, l'ISESCO, ZUL consulting, etc<sup>135</sup>. Cette diversification des sources de revenu permet à l'OFIF d'enregistrer des entrées considérables. En 2011 et 2012, cette organisation a pu effectuer 55 000 000 FCFA d'entrée par an. En 2013, ses revenus atteignent la somme de 61 000 000 FCFA<sup>136</sup>.

En guise de réalisations, on note que depuis 1996, l'OFIF anime de nombreux séminaires et conférences. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'organisation à Yaoundé en 2005, du premier séminaire sur le rôle de la femme musulmane dans son foyer et dans la société. Cette rencontre qui s'étala sur deux jours regroupa soixante-quinze (75) femmes, encadrées par les monitrices de l'OFIF et de nombreux imams de la ville de Yaoundé<sup>137</sup>. L'OFIF octroie des bourses d'études pour la Turquie et des formations qui ont jusqu'ici permis à de nombreuses pensionnaires issues de ses institutions spécialisées de s'intégrer socialement<sup>138</sup>. En collaboration avec l'UNICEF, l'OFIF créa une école qui accueille de la maternelle au cours moyen deuxième année, des jeunes en déperdition<sup>139</sup>. On note la participation de l'OFIF au séminaire sur le cyber-dialogue organisé par le MINPOSTEL du 28 février au 04 mars 2006 au Hilton hôtel à Yaoundé<sup>140</sup>. Grace au partenariat avec des bienfaiteurs turcs (agissant sous le couvert de l'ACAMAS), l'OFIF bâtit en 2011 un centre d'accueil de jeunes musulmans en

---

<sup>133</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques ", 2019, p.198.

<sup>134</sup> Ibid, p.204.

<sup>135</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.93.

<sup>136</sup> Ibid.

<sup>137</sup> A l'occasion de ce séminaire, l'OFIF reçut un soutien financier de l'ambassade de la République Arabe d'Egypte au Cameroun à hauteur de 225000 FCFA.

<sup>138</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques ", 2019, p.204.

<sup>139</sup> Cette structure au bout d'une dizaine d'année mit la clef sous le paillason à la suite de problèmes financiers.

<sup>140</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques ", 2019, p.208.

difficultés<sup>141</sup>. Les activités de cette organisation débordent souvent le cadre de la zone d'étude et même du Cameroun pour s'étendre à l'international<sup>142</sup>.

Dans le registre des difficultés, l'OFIF a dû faire face à de nombreux coups de vol notamment du matériel, ce qui porte atteinte aux activités de formation. Des cas de grossesses au sein des jeunes musulmanes encadrées altèrent l'image de marque de l'OFIF. En dernier ressort, on note les démissions de certains prédicateurs pour cause de rémunérations insuffisantes.

- ***Conseil Supérieur Islamique du Cameroun (CSIC)***

Association religieuse à but non lucratif, le Conseil Supérieur Islamique du Cameroun est créé en 1994 et officialisé en 1999 avec pour siège Yaoundé. Cette association a pour but de faciliter la propagation de l'islam et assurer la défense de son idéologie. L'une des missions du CSIC est de représenter la communauté musulmane auprès des pouvoirs publics et d'exprimer la voix des musulmans sur les questions d'intérêt général. Le CSIC ambitionne également d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des populations, de promouvoir le développement et de lutter contre la pauvreté. Il s'agit donc pour le CSIC de mettre l'islam au service du bien-être de la population mais aussi, à s'arrimer aux idéaux de justice et de paix avec les pouvoirs publics.

Depuis sa création, le CSIC milite pour la satisfaction des besoins culturels, éducatifs sociaux, sanitaires et humanitaires des musulmans. Il procède à la formation des cadres religieux, dont les missions entre autres sont de vulgariser l'islam, ses valeurs d'ouverture et de tolérance, son éthique et sa morale.

- ***Le Conseil des Imams et Dignitaires Musulmans du Cameroun (CIDIMUC)***

Créé en 2008 avec pour siège Yaoundé, le CIDIMUC s'est fixé pour objectifs de militer pour la paix, travailler pour le développement de la communauté musulmane et œuvrer pour

---

<sup>141</sup> Ce centre, situé au quartier Mimboman-Sonel et muni d'un dortoir, coûta la rondelette somme de 147 630 000 FCFA. Il offre des formations en couture, informatique, hôtellerie, anglais, etc. Le coût de ces équipements à son inauguration était estimé à 25 000 000 FCFA.

<sup>142</sup> Sur le plan international, l'OFIF prit part en 1996 au séminaire des musulmanes de l'espace francophone en Côte-d'Ivoire et participa en 2004 au séminaire sur le deuxième sommet de l'action interreligieuse pour la paix en Afrique, qui se tint en Afrique du Sud. Du 10 au 21 avril 2005, l'OFIF a pris part en Afrique du Sud au deuxième sommet sur l'Action Interreligieuse pour la Paix en Afrique.

l'amélioration de la condition de vie académique et matérielle des imams au Cameroun. Il s'agit également de promouvoir les valeurs véhiculées par l'islam à savoir la paix, l'unité, l'amour du prochain, la promotion des comportements positifs. Pour atteindre ses objectifs, le CIDIMUC organise régulièrement des conférences et grandes prières pour la stabilité du Cameroun. Pour éviter les offres liées à la déviance idéologique, le CIDIMUC met un accent particulier sur la formation des cadres religieux (imam, guides religieux et prédicateurs). C'est dans cette optique que fut mis sur pied, l'Institut de Formation des Imams et Prédicateurs (IFIP). En accord avec les pouvoirs publics et des partenaires internationaux à l'instar du Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA), des conférences internationales sur la paix, le renforcement du combat moral et spirituel contre le terrorisme ainsi que la condamnation de la violence sous toutes ses formes se sont tenues à Yaoundé.

La CIDIMUC a noué de nombreux partenariats stratégiques avec plusieurs départements ministériels mais aussi, avec des institutions internationales dans l'optique d'améliorer les conditions de vie des populations. C'est ainsi qu'il travaille avec le MINPROF dans le cadre de la lutte contre les violences à l'égard des femmes, en relayant auprès de la communauté musulmane l'action gouvernementale. En collaboration avec le Fond des Nations Unies pour la population (UNFPA), le CIDIMUC a pris part aux activités de sensibilisation sur la dividende démographique. L'activisme social du CIDIMUC se traduit également par la sensibilisation des populations en faveur des inscriptions sur les listes électorales, l'organisation des séminaires sur les droits et devoirs de la femme musulmane, l'organisation régulière des coups de cœur en faveur des personnes en difficultés (sinistrées et déplacées), l'offre de dons des produits alimentaires à l'intention des nécessiteux (orphelins, malades, prisonniers, étudiants), l'animation des tranches d'antenne radiophoniques et télévisées sur des thématiques telles que la scolarisation de la jeune fille, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, la promotion de la paix, la coexistence pacifique des religions et groupes sociaux<sup>143</sup>.

Au-delà des associations susmentionnées, d'autres organisations islamiques à vocation nationale, s'activent pour l'encadrement de la communauté des croyants en terroirs beti du Centre. Tels sont les cas de l'Association Camerounaise pour l'Education et la Culture, la Ligue des Cadres Musulmans du Cameroun, le Programme Islamique pour la Daawa et l'Assistance Humanitaire, l'Association des Imams et Ouléma du Cameroun, l'Association Islamique pour l'Aide et le Développement Social et Economique de la Communauté Musulmane du Cameroun, l'Association des Enseignants de la Langue Arabe du Cameroun, la Fédération des

---

<sup>143</sup> CIDIMUC mag, N°001 mai 2018, pp.08-09.

Associations des Femmes Musulmanes du Cameroun , Cameroon Muslim Women Association, la Ligue des Intellectuels Arabophones du Cameroun, l'Organisation des Etablissements Scolaires Privés Islamiques du Cameroun , etc.

### 3) Les associations locales

Dans le sillage des organisations à vocation nationale, pullulent une flottille d'associations locales, dont le champ d'action se limite le plus souvent à la ville de Yaoundé. Dans ce registre on peut mentionner l'Association Islamique pour l'Aide au Développement (AIAD), Darussalam, Ihsan Fondation, Hidaya Fondation, Association Humanitaire pour le développement (AHD), l'Association Islamique de Solidarité et de Développement Funéraire (GATAN GAWA), Cameroon Hadj and Umra Agency, Fonds de Solidarité Islamique de Développement, la Dynamique de la Communauté des Croyantes et Croyants du Cameroun (la *Oumma*), Association Camerounaise au service du Noble Qur'an, etc. Elles ambitionnent toutes de mieux organiser la société dans la pratique de l'islam, d'assister les nécessiteux et de promouvoir le développement de la communauté musulmane. Leurs réalisations se confondent entre la collecte des vêtements et denrées alimentaires qui sont par la suite distribués aux orphelins et aux veuves, le paiement des frais de scolarité et l'achat de quelques fournitures aux élèves en difficultés, l'encadrement des pèlerins avant leur départ à la Mecque afin de les initier sur la pratique des rites liés au *hadj* ainsi que l'attitude à avoir en terre saoudienne, etc<sup>144</sup>. Pour inciter les donateurs à davantage de générosité, certains responsables d'associations invitent les bienfaiteurs à prendre part aux cérémonies d'inauguration des œuvres socio-religieuses ou de distributions des paquets alimentaires. L'objectif étant de prouver aux généreux donateurs que leurs contributions atteignent bel et bien les populations cibles. Les ressources financières de ces associations sont influencées par le réseau relationnel de leurs fondateurs. En effet, lorsque le carnet d'adresse du promoteur est étoffé, les caisses de l'association sont suffisamment pourvues et par voie de conséquence, les réalisations assez importantes.

Bien qu'indépendantes les unes des autres, les associations islamiques, au-delà de leurs statuts (internationales, nationales ou locales), entretiennent entre elles divers types de relations qui oscillent entre collaboration et rivalité.

---

<sup>144</sup> Mouhamadou Tahirou Rabiou, 39 ans, cadre contractuel d'administration (secrétaire général de l'Association Islamique pour l'Aide au Développement), Briqueterie, 19/07/2018.

#### 4) Caractéristiques et relations entre les associations islamiques

Le précédent développement est suffisamment révélateur de la grande profusion des associations à coloration musulmane. Une situation imputable à la forme éclatée et libérale de cette religion. Si dans certaines confessions à l'instar du catholicisme, la structure pyramidale de l'institution permet d'organiser et de réguler depuis le sommet, dans l'islam, chaque croyant qui a la volonté et les moyens nécessaires, peut mettre sur pied une association. Se basant sur leur réseau d'affinité local ou étranger, animé par la volonté d'être utile à leur communauté mais aussi en quête de prestige social et d'honneurs, certains musulmans n'hésitent guère à fonder des associations, faisant fi de celles déjà existantes. C'est ce caractère libre et dérégulé, qui est à la base du pullulement d'associations islamiques, qui se réclament souvent du même secteur d'activité et qui créent le phénomène d'"association doublon"<sup>145</sup>. En effet, plusieurs associations revendiquent l'encadrement de la jeunesse musulmane, des femmes, des dignitaires musulmans, etc. Il en résulte une situation de concurrence, au détriment d'une synergie. Compétition saine, accrue par la volonté de chaque organisation de se positionner comme le représentant légitime de la communauté musulmane auprès des pouvoirs publics mais aussi, dans l'optique de capter au maximum cette surabondante manne financière provenant des nations musulmanes du Moyen-Orient. Cette rivalité cède souvent la place à un rapprochement de raison. En effet, lorsque les champs d'intervention sont similaires, on note une certaine collaboration entre les associations. C'est à ce titre que l'ACIC coopère avec la JIC dans le cadre de la compétition nationale de lecture du Coran. C'est également dans cette logique que la CAMSU collabore avec la LICAM, la JIC, la CAMWA et l'ACIC dans l'encadrement de la jeunesse musulmane.

Les ONG islamiques internationales exercent une ascendance sur les associations nationales. En effet, la plupart des organisations islamiques transnationales se positionnent comme des bailleurs de fonds des organisations nationales. Ces dernières sont dans leur totalité sous assistance financière des premières et des particuliers arabes. Le déséquilibre des moyens financiers entre les deux groupes explique cet état de fait. Pour marquer leur primauté, les institutions islamiques transnationales accordent des appuis multiformes aux organisations nationales. Ces soutiens sont financiers, logistiques et intellectuels. A titre illustratif, on note les soutiens de l'ONG turque ACAMAS, en faveur de l'OFIF et de l'ACIC. L'ADF et la WAMY soutiennent régulièrement la CAMSU, le JIC, la CAMWA, etc. Dans cette coopération, les organisations islamiques étrangères ont tendance à imposer une orientation

---

<sup>145</sup> Nous empruntons cette expression à Souley Mane (*Les associations islamiques au Cameroun*, 2017, p.147).

idéologique spécifique à savoir le wahhabisme. Subséquemment, ce sont les associations locales à coloration wahhabite qui reçoivent prioritairement ces appuis multiformes. Ces organisations internationales portent un intérêt particulier aux associations de jeunes, viviers au sein desquels peuvent émerger de potentiels vecteurs de la réforme de l'islam au niveau national.

Des nombreux maux minent les organisations islamiques présentes sur le sol camerounais. La principale difficulté à laquelle les associations font face porte sur l'absence des moyens financiers. Situation beaucoup plus accrue au sein des organisations nationales, qui ont fini par développer une mentalité d'assisté auprès des ONG islamiques internationales et de généreux bienfaiteurs nationaux ou étrangers. La seconde difficulté réside dans les querelles de leadership attisées par les égoïsmes individuels, le tribalisme et le régionalisme. Une combinaison d'éléments qui empêche la mise sur pied d'une instance faitière pouvant parler au nom de la communauté musulmane nationale dans son entièreté. Les problèmes de gouvernance se font également ressentir avec acuité : non-respect des textes règlementaires organisant les associations, opacité financière, absence des rapports d'activités, etc.

En dernier ressort, on note une faible couverture du terrain par la plupart des associations. Exception faite de l'ADF dont la présence se fait partout ressentir (y compris dans les localités les plus reculées de la zone d'étude) ou encore de l'ACIC et l'ASSOVIC qui en plus de Yaoundé étendent leurs activités dans la ville de Mbalmayo. Toutes les autres se cantonnent dans la cité capitale, elles sont absentes du terrain et à la limite, méconnues d'une grande partie de la population musulmane.

### **III- UNE EVOLUTION SIGNIFICATIVE DES INSTITUTIONS D'ACQUISITION DU SAVOIR ET DE DIFFUSION DE L'INFORMATION A COLORATION ISLAMIQUE**

La connaissance a toujours occupé une place de choix en islam. A cet effet, les textes législateurs de cette religion regorgent d'arguments qui incitent à la recherche du savoir. On peut à ce niveau évoquer le Saint-Coran qui stipule : "*Allah élèvera en degré ceux d'entre vous qui auront cru et ceux à qui la science a été donnée*"<sup>146</sup>. Dans la même mouvance, les traditions prophétiques rapportent : "*La recherche de la connaissance est un devoir pour tout musulman*"<sup>147</sup> ou encore "*Quiconque emprunte une voie pour l'acquisition du savoir, Allah lui*

---

<sup>146</sup> Coran, sourate 58 verset 11.

<sup>147</sup> Hadith rapporté par Boukari et Muslim.

*facilite un chemin vers le paradis*"<sup>148</sup>. Ainsi, le savant bénéficie d'un statut particulier, il est assimilé à un phare chargé d'éclairer les ténèbres de l'humanité. Ce sont ces injonctions divines, qui ont pour finalité la formation d'un individu épanoui, utile à sa nation et la réalisation d'une société symbiotique dans laquelle les hommes sont en harmonie avec eux-mêmes mais aussi avec leur Seigneur, qui sont à la base de la prolifération des institutions d'acquisition du savoir à vocation islamique. Dans la même lancée, se situe la floraison des divers organes de communication islamique, qui ambitionnent d'éduquer, d'informer, de véhiculer les valeurs de l'islam et apporter le point de vue de cette religion sur les grands thèmes qui font l'actualité.

### **1) Une évolution considérable d'écoles coraniques calquée sur celle des mosquées**

Chaque société humaine, en fonction des objectifs qu'elle se fixe, définit le modèle d'homme idéal qu'elle cherche à réaliser. Parmi les structures mises en place pour atteindre ces objectifs, se trouve en lieu et bonne place l'institution scolaire.

La société musulmane possède un ensemble de règles, de manifestations comportementales qui lui sont propres et qui la différencie des autres. La survie et la continuité de ce modèle, qui intègre la civilisation islamique est assurée par la structure éducative. Celle-ci englobe de nombreuses institutions de socialisation à l'instar de la famille, des groupes de palabres, des mass média et l'école coranique. Cette dernière institution, plusieurs fois séculaire, a de nombreux objectifs. L'un d'entre eux a été formulé par le haut comité méditerranéen de l'Afrique du Nord qui, parlant de l'enseignement coranique dans les anciennes colonies françaises affirmait : "*Le musulman ne met pas l'enfant à l'école coranique pour l'instruire, mais pour le former selon la tradition immuable, qui fut celle de ses parents et celle de ses proches*"<sup>149</sup>. Allant au-delà de cette posture réductrice, Santerre émettait : "*L'école coranique assure une formation aussi intellectuelle que religieuse. C'est par elle que les musulmans d'Afrique noire ont appris à écrire et à lire*"<sup>150</sup>. Ainsi, l'école coranique a pour but de dispenser une formation spirituelle aux musulmans, d'inculquer aux nouveaux convertis les habitudes devant leur permettre d'être de bons croyants, de mener à bien la prière, la rectitude morale pour un comportement digne tant en communauté qu'en société<sup>151</sup>. On y enseigne essentiellement la lecture et la connaissance du Coran et on les retrouve dans toutes les localités

<sup>148</sup> Hadith rapporté par Boukari et Muslim.

<sup>149</sup> R. Santerre, *Pédagogie musulmane d'Afrique noire*, Canada, les Presses de l'Université de Mont-Real, 1973, p.32.

<sup>150</sup> Ibid, p.29.

<sup>151</sup> Souley Aladji, 60 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.



abritant une communauté musulmane. Le nombre d'écoles coraniques présentes en pays beti est malaisé à déterminer. Comme tout système d'enseignement confessionnel à l'instar du judaïsme qui s'appuie sur la Torah et l'hébreu ou du christianisme qui se fonde sur la Bible et le latin, l'enseignement coranique est axé sur le Coran et l'arabe. Ce constat a conduit Renaud Santerre à écrire : "*Le rôle de pilier que joue le Coran, ne se conçoit pas sans comme corollaire une position privilégiée pour l'arabe ...la civilisation de l'islam en Afrique comme au Moyen-Orient est une civilisation de la belle arabe*"<sup>152</sup>. Souhaitant réaliser les buts sus-indiqués, les musulmans ont mis en place de nombreuses écoles coraniques. Celles-ci, bien que distinctes les unes des autres, présentent de nombreux traits communs pour ce qui est des enseignements et de la condition des enseignants.

L'école coranique est un lieu dans lequel les néophytes musulmans (de naissance ou de vocation), reçoivent une formation et un apprentissage adéquat, qui puisse leur permettre d'être de bons croyants. Le cadre classique dans lequel s'effectue cette initiation est la mosquée et quelquefois, la demeure de l'imam. Ainsi, le foisonnement des mosquées est indicatif du nombre d'écoles coraniques présentes dans la zone d'étude car, chaque mosquée abrite généralement une école. Quelques structures ont pu édifier des salles de classe, séparant par là le lieu de prière de celui de la formation. La grande mosquée de Mbalmayo a ainsi servi de centre d'initiation durant près de cinq décennies. A partir de 1984, les responsables de cette structure commencèrent par construire une première salle de classe dans les murs d'enceinte qui entoure l'espace du culte. Entre 1990 et 1994, trois autres salles de classe furent construites. Au total, l'école coranique de la grande mosquée de Mbalmayo compte quatre salles de classe, d'une contenance de 30 élèves chacune<sup>153</sup>. Toujours à Mbalmayo, la mosquée de Ngoock dispose d'une salle de classe spécifique, pouvant abriter une quarantaine d'élèves<sup>154</sup>. D'autres édifices religieux se situent dans cette trajectoire, il s'agit de la mosquée du plateau à Nkol-Bisson et la mosquée de Nkol-Mbong derrière la chefferie.

L'histoire des écoles coraniques est intimement liée à celle des mosquées qui leur ont donné naissance et auxquelles elles sont inféodées. Leur genèse, leur évolution ainsi que leur ancienneté sont liées à celles de ces mosquées. Ces écoles, malgré leurs différences structurelles peu significatives, sont toutes opérationnelles. Elles sont d'une manière totale sous la responsabilité des imams principaux, qui en assurent la gestion. Les différentes écoles étudiées font ressortir un certain nombre de caractéristiques dans leur mode de fonctionnement. Les

---

<sup>152</sup> R. Santerre, *Pédagogie musulmane*, 1973, p.50.

<sup>153</sup> Souley Aladji, 60 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.

<sup>154</sup> Engoudou Ismaila, 50 ans, naturopathe, Ngoock, 27 /08/ 2017.

enseignements dispensés révèlent cinq niveaux de formation qui vont du plus simple au plus complexe et qui se complète tous. Parmi ceux-ci, on distingue :

- L'initiation à la maîtrise des cinq piliers de l'islam. Cette phase est immédiatement suivie par la mise en pratique de deux d'entre eux à savoir la purification et la prière ;
- L'étude et l'écriture et de l'alphabet arabe ;
- La lecture du Saint-Coran suivi de l'interprétation des textes coraniques. Ici, l'élève doit développer des aptitudes mnémotechniques qui consistent à mémoriser les passages du Coran (150 sourates) de même que leur traduction ;
- L'étude de la vie du prophète Muhammad (*Hadith*) ;
- L'étude des valeurs morales que doit manifester le musulman dans la société. Ainsi, les élèves des deux sexes apprennent la vie dans le foyer conjugal, le respect de leur dignité et l'importance des études<sup>155</sup>.

L'enseignement s'effectue en arabe et quelquefois en français. Généralement, pour permettre aux élèves de mieux comprendre le message, les maîtres traduisent souvent les textes en langue haoussa et fulfulde<sup>156</sup>. Il n'existe aucun âge fixe pour commencer et terminer son initiation qui concerne de ce fait les grands comme les petits. La moyenne d'âge de l'élève le plus jeune est de quatre ans et celle du plus âgé est de trente ans. La durée des études est extrêmement variable et dépend des aptitudes de tout un chacun. En principe, le cycle complet est de cinq ans. Cependant, cette durée peut s'étendre sur sept ans pour certains apprenants. Une bonne frange des élèves abandonnent les études à mi-chemin à cause du caractère souvent fluctuant des emplois de temps et de la difficulté à concilier cette formation aux études laïques. A ce propos, Mamadou Bassiro (ancien élève de ce système de formation confessionnel) déclare : "*L'école coranique n'était pas bien organisée. A cause de l'école occidentale que nous fréquentions déjà, on allait étudier à la mosquée seulement lorsqu'on avait du temps. Cette situation rendait la formation longue*"<sup>157</sup>. A l'intérieur des salles de classe, les élèves mineurs (des deux sexes) sont regroupés sur le même espace mais, dans des rangées différentes : une pour les filles et une pour les garçons. Pendant les congés et les vacances, la formation coranique se fixe un but nouveau à savoir, occuper les enfants afin qu'ils ne soient pas déroutés

---

<sup>155</sup> Les rencontres avec la quasi-totalité des imams principaux nous ont permis de procéder à cet ordonnancement.

<sup>156</sup> Ces langues sont les plus couramment utilisées tant par les Soudanais que par les musulmans beti, bamiléké et bafia.

<sup>157</sup> Mamadou Bassiro, 41 ans, gérant d'un secrétariat informatique, New-Town, 21/08/2017.

par l'oisiveté. Durant ces intermèdes, elle connaît une accélération et se tient tous les jours entre 16 heures et 18 heures<sup>158</sup>.

**Photo N° 44 : L'imam Sahid Bachir Njoya avec ses élèves devant la mosquée du centre (Mbalmayo).**



**Source** : Sahid Bachir Njoya, 30 /09/1998.

Les effectifs, tout en augmentant au fil des ans, varient d'une mosquée à une autre. Ils gravitent autour de cent élèves dans les mosquées centrales. La difficulté à cerner la population scolaire coranique n'est pas spécifique au pays beti. Longtemps avant, Santerre à ce propos affirmait : "*La caractérisation de l'enseignement coranique est qu'il ne révèle rien sur ce qu'on pourrait appeler sa densité*"<sup>159</sup>. Cette situation est liée à la nature communautaire de cette institution, qui n'est guère contraignante en termes d'assiduité des élèves ou encore, de conservation des données archivistiques sur les effectifs. Dans ces écoles, la fin de la formation n'est sanctionnée par aucun parchemin (diplôme). Seul le maître, par son expertise, désigne ceux qui ont achevé la formation et ce, après une série de tests. Au terme de l'apprentissage, les anciens élèves s'activent quelquefois dans le bénévolat. Dans de nombreuses mosquées, les apprentis de sexe féminin ayant achevé leur formation, assistent le maître dans l'encadrement de leurs consœurs. Les garçons en font de même auprès de leurs cadets.

De nombreux apprenants ne vont pas jusqu'au bout de leurs études. Ce cas de figure touche principalement les croyants tardivement islamisés à l'instar des Beti. Adoptant l'islam

<sup>158</sup> Durant les séminaires de vacances, les cours sont faits en arabe et en français. Les évaluations se font dans cette dernière langue, qui est la préférée des élèves.

<sup>159</sup> R. Santerre, *Pédagogie musulmane*, 1973, p.16.

à vingt ans et même au-delà, ils éprouvent souvent un malaise à fréquenter avec les plus jeunes qui pourraient être leurs enfants<sup>160</sup>. Toutefois, en désertant l'école coranique, quelques-uns complètent leur formation par la lecture des bouquins ainsi que par la fréquentation des érudits comme les oulémas. Autre cas de figure, certains apprenants, bien qu'ayant achevé leur formation, ne mettent pas toujours en pratique les enseignements reçus. Ce constat amène Adamou Ibrahim à déclarer : "*Les anciens élèves ne suivent pas tout ce que nous leur avons appris. Une petite partie s'égaré mais Dieu merci, le pourcentage qui reste sur le droit chemin est positif*"<sup>161</sup>. Ces propos qui trahissent la rectitude sunnite de leur auteur, stigmatisent les comportements qualifiés d'hétérodoxes qu'adoptent de nombreux musulmans.

L'école coranique est une institution confessionnelle communautaire, qui a pour vocation de perpétuer le comportement immuable à tout musulman. Or, dans la communauté musulmane, la personne par excellence qui possède le savoir islamique et peut mieux le transmettre est l'imam. Il porte également les titres de *Mallam* et de marabout<sup>162</sup>. Ce dernier terme vient de l'arabe *Morabit*, qui veut dire "Enseignant". Cette multiplicité des charges participe de ce que Santerre appelle le culte du lettré, apte à remplir les fonctions de chef, juge, imam, professeur<sup>163</sup>. Les imams principaux sont les directeurs et maîtres en chef des écoles coraniques. Ils sont généralement assistés de leurs adjoints et souvent d'anciens élèves. Les subsides versés par les élèves varient en fonction des mosquées. D'une manière générale, ils s'élèvent à 1000 FCFA par apprenant et par trimestre. Ils servent à motiver le *Mallam* ainsi qu'à l'achat du matériel didactique<sup>164</sup>. A proprement parler, il ne s'agit pas de salaire au sens formel du terme. Il arrive également aux enseignants de recevoir des dons volontaires (*sadaqua*) en nature ou en argent des parents des élèves<sup>165</sup>. Comme cet ordre d'enseignement n'est guère une profession à faire vivre seul un homme, la totalité des maîtres exercent une activité lucrative. L'enseignement coranique dans la zone d'étude, sur le plan pédagogique, reçoit l'appui des partenaires extérieurs. En effet, depuis 1992, le gouvernement de la République Arabe d'Egypte, par l'entremise de son ambassade implantée à Yaoundé, envoie des enseignants qui sont par la suite répartis par l'ACIC, dans certaines mosquées. Au terme d'une période de deux ans, ils sont remplacés par une nouvelle équipe. Ces érudits ont pour mission de renforcer l'enseignement confessionnel, en dispensant des cours dans les écoles coraniques

<sup>160</sup> Engoudou Ismaila, 50 ans, naturopathe, Ngock, 27/08/2017.

<sup>161</sup> Adamou Ibrahim, 50 ans, imam principal de la Mosquée Omar Ben Khattab, New-Town, 21/08/2017.

<sup>162</sup> Ce terme est aussi un nom d'oiseau. Son assertion la plus répandue fait référence aux pratiques de charlatanisme.

<sup>163</sup> R. Santerre, *Pédagogie musulmane*, 1973, p.32.

<sup>164</sup> En islam originel, l'enseignement coranique est d'abord un sacerdoce. Celui qui le fait ne doit rien attendre de ses apprenants.

<sup>165</sup> Toutes ces informations sont le fruit de la synthèse résultant des entretiens avec les différents imams principaux.

où ils sont affectés. S'ils sont envoyés par l'Égypte et probablement payés par ce dernier, les croyants nationaux, principaux bénéficiaires de cette aide, prennent en charge l'hébergement ainsi que la nutrition<sup>166</sup>.

Parmi les écoles coraniques traditionnelles les plus célèbres dont l'historiographie islamique a conservé des traces figurent celle d'El-Hadj Mallam Gambo et celle d'El-Hadj Ismaila Awal, plus connu sous l'appellation de Mallam Baban Kandé<sup>167</sup>. L'école de Mallam Baban Kandé date de 1970 et son succès était lié au prestige de son fondateur qui s'était gagné une réputation de mystique. Oumarou Moussa rapporte à cet effet qu'il ne sortait de chez lui que le vendredi pour la grande prière et toutes ses prières étaient curieusement exaucées. Ses contemporains soufis soutenaient qu'il recevait Cheikh Tidjani dans un trou qu'il avait fait creuser chez lui pour la circonstance. Sa vie mystérieuse avait fait de lui l'une des personnalités les plus influentes de la société et les élites recouraient à lui pour qu'il résolve leurs problèmes<sup>168</sup>. L'école de Mallam Gambo fut créée vers 1958. Son fondateur était originaire de Banyo, malékite de rite et fervent tidjanite. Son succès était lié au caractère très ferme de l'enseignant, au fait que les parents avaient confiance en sa formation purement coranique et à sa méthode de recours à la violence<sup>169</sup>. Dans ses effectifs, on notait la présence de nombreuses filles<sup>170</sup>.

Dans le sillage des écoles coraniques traditionnelles, apparurent les écoles coraniques améliorées. Leur avènement était consécutif à la volonté de certains érudits du moment de pallier les insuffisances des écoles de type traditionnel<sup>171</sup>. La différence avec les écoles coraniques traditionnelles se situe au niveau des instruments de travail. En plus des tablettes présentes dans les écoles coraniques traditionnelles, on note l'usage d'un tableau noir, des cahiers, des livres de vocabulaire et de grammaire<sup>172</sup>. Assis par terre ou sur des bancs, les élèves suivent les explications des cours au tableau, donnés par l'enseignant. La première étape de cet enseignement consistait à familiariser l'élève avec l'alphabet arabe, tel qu'il était enseigné en pays arabes. Venait ensuite l'étape de la vocalisation progressive de l'arabe ainsi que de l'écriture de cette langue. Il convient de noter que dans ces écoles, la lecture chantée du Coran

<sup>166</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, pp.102-103.

<sup>167</sup> Chef influent de la tidjaniyya au Sud-Cameroun, il était l'unique représentant légal de Cheikh Ibrahim Nyasse.

<sup>168</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.245.

<sup>169</sup> Ibid, p.250.

<sup>170</sup> Ibid.

<sup>171</sup> La décadence des écoles de type traditionnel s'explique par le caractère bienveillant de cet enseignement. Une situation qui pousse la plupart des maîtres à rechercher des activités plus lucratives et condamne ces structures à fonctionner au ralenti à certaines périodes. A ces faits, vient s'ajouter la cruauté de certains enseignants et le caractère léger de l'enseignement dispensé qui ne permet pas toujours aux apprenants ayant achevé leur formation de comprendre le Coran écrit en arabe.

<sup>172</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.258.

(*tagwid*) y est programmée, contrairement aux écoles coraniques traditionnelles. En outre, dans ces écoles, l'enfant lit et traduit le Coran en même temps qu'il apprend d'autres matières comme la poésie et la grammaire<sup>173</sup>. Les principales écoles coraniques améliorées qu'abritait la ville de Yaoundé furent celles d'Aladji Soulé Aladji<sup>174</sup>, située à la Briqueterie. Elle fut fondée en 1973, à son retour de Tripoli, où il séjourna pendant quatre (04) ans grâce à une bourse d'étude. En plus de l'arabe et des cours sur la religion, on y enseignait la grammaire, la rhétorique, les poèmes antéislamiques, l'histoire et la géographie des pays arabes. A sa création, cette école comptabilisait 650 jeunes des deux sexes et 120 femmes adultes<sup>175</sup>. La seconde école coranique améliorée de Yaoundé également située à la Briqueterie fut celle de Muallim Mouhammadou Garba. Il bâtit cette école vers 1975, à son retour de Kayes au Mali. A son ouverture, cette structure enregistrait 200 jeunes élèves de sexe différent et 16 femmes mariées<sup>176</sup>. Cette école dispensait des cours d'initiation à la lecture du Coran, de religion, de poèmes arabes, de grammaire et de conjugaison<sup>177</sup>.

Les fondateurs des écoles coraniques améliorées suscitées, après leurs séjours d'études à l'extérieur, migrèrent du tidjanisme au wahhabisme, dont ils devinrent d'ardents défenseurs, critiquant leurs aînés et refusant de prier derrière le grand imam tidjanite de la mosquée centrale de Yaoundé en la personne de Mallam Garba<sup>178</sup>.

Parallèlement à ces écoles traditionnelles, une autre catégorie, se voulant moderne fit son apparition, il s'agit des écoles franco-islamiques.

## 2) L'émergence timide des écoles primaires et secondaire islamiques

De nombreux paramètres militent en faveur de l'essor de l'enseignement islamique, à l'instar de l'importance démographique de la population scolaire musulmane, le souci de préserver l'identité religieuse musulmane, l'espoir de combler le retard de la *Umma*, le refus de fréquenter l'école occidentale (implantée ou dirigée par les Eglises chrétiennes).

<sup>173</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.258.

<sup>174</sup> Aladji Soulé Aladji était le fils d'Aladji Ismaila, Moqadem et précurseur de la tidjaniyya à Yaoundé. Il est le promoteur de la mosquée du milieu.

<sup>175</sup> Mécontent du statut social de la femme musulmane, Aladji Soulé Aladji œuvra avec insistance pour l'instruction de la femme, qui selon lui, était chargée de modeler et de façonner la société à partir de l'éducation qu'elle donne aux enfants. Une position difficilement acceptée par ses coreligionnaires de l'époque, qui considéraient la femme comme inférieure à l'homme en tout point de vue et avaient tendance à croire que l'instruction de celle-ci lui conférait une égalité de droit vis-à-vis de l'homme.

<sup>176</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.267.

<sup>177</sup> Il faut à ce niveau préciser que Muallim Mouhammadou Garba bénéficiait à la fois de la culture arabe et d'une bonne connaissance de la langue française.

<sup>178</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", pp.261-265.

Les premières écoles franco-arabes virent le jour dans la partie septentrionale du pays dans les années 1930, sur l'initiative des administrateurs coloniaux<sup>179</sup>. Dans la partie méridionale du pays, elles apparaissent dans le Noun et plus précisément à Fouban en 1946 au quartier Njissé, avec pour fondateur Ibrahim Njifon<sup>180</sup>. La première école franco-arabe de Yaoundé vit le jour en 1962<sup>181</sup>. Son promoteur était El-Hadj Mahmoud Ba, mauritanien d'origine et diplômé de la faculté des lettres, section littérature arabe à l'Université Al-Azhar<sup>182</sup>. Un projet qui rencontra l'hostilité d'une partie de la communauté musulmane de Yaoundé. En effet, les contestateurs voyaient en cette institution une profanation de l'enseignement coranique et une incarnation d'idéologies sionistes, du moins occidentales<sup>183</sup>. L'école créée, le fondateur recruta des maîtres coraniques de la place<sup>184</sup>. Les enseignants nationaux recevaient mensuellement et individuellement un salaire de 350 FCFA, qu'on retirait de la caisse de l'école<sup>185</sup>. A sa création, cette structure renfermait 285 élèves, dont 150 garçons et 135 filles<sup>186</sup>.

A partir de 1963, l'enseignement islamique au niveau national fut géré par l'ACIC<sup>187</sup>. Dès 1970, cet ordre d'enseignement connut ses premières initiatives de professionnalisation avec la formation d'enseignants spécialisés<sup>188</sup>, la confection d'un syllabus pour tous les niveaux et la mise sur pied en partenariat avec le royaume chérifien, d'un manuel de langue arabe appelé *Iqrah*, adapté à tous les niveaux du primaire. En 1975, une quinzaine d'enseignants marocains, spécialistes de la langue arabe, foulèrent le sol du Cameroun avec pour mission de superviser

---

<sup>179</sup> Gbetnkom Ibrahim, "Naissance et évolution de l'enseignement privé islamique au Cameroun : 1946-2008", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2009, p.41.

<sup>180</sup> Ibrahim Njifon s'était assigné pour objectif de faire barrage à la politique de christianisation, qui conditionnait l'admission aux écoles chrétiennes par la conversion au christianisme. Il ambitionnait également de véhiculer l'éducation islamique et séculaire à la jeunesse musulmane.

<sup>181</sup> Créée en 1960, c'est plutôt en 1962 que l'école franco-islamique ouvre effectivement ses portes dans l'enceinte de la grande mosquée. Construite au départ en briques, elle fut rénovée en 1977, grâce au partenariat avec la Maroc.

<sup>182</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.274.

<sup>183</sup> Ibid, p.275.

<sup>184</sup> Signalons à ce niveau que les premiers enseignants de cette école n'étaient pas recrutés selon des critères particuliers. En effet, certains étaient des marabouts. D'autres étaient d'anciens étudiants de plusieurs écoles de formation, qui ne délivraient pas les mêmes diplômes. A titre illustratif, on recensait trois marocains, détenteurs du Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP). Une équipe complétée par deux camerounais, formés à l'école Normale Arabe de Ngaoundéré, qui possédaient le Certificat d'Aptitude Professionnel d'Enseignement d'Arabe (CAPEA).

<sup>185</sup> Il faut préciser à ce niveau que chaque élève versait la somme de 25 FCFA tous les samedis.

<sup>186</sup> Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.274.

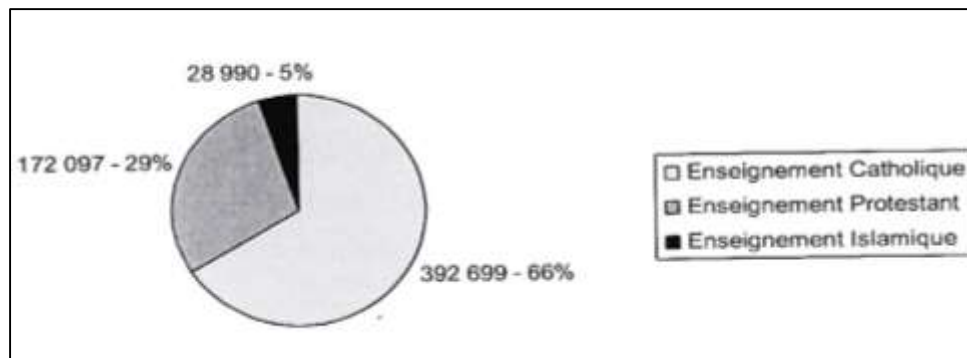
<sup>187</sup> Interlocutrice des pouvoirs publics et autres partenaires internationaux en matière d'enseignement confessionnel islamique, l'ACIC recueillait les subventions et dons destinés à cet ordre d'enseignement et en assurait la répartition. Ces fonds étaient destinés au paiement des salaires des enseignants, la fourniture des supports pédagogiques, la construction et la réfection des écoles.

<sup>188</sup> Formés à Garoua et Maroua pour une durée de 04 ans, leur apprentissage portait sur la maîtrise de la langue arabe ainsi que des sciences islamiques et coraniques. Ils étaient ensuite recrutés par l'ACIC, qui les répartissait dans les établissements en fonction des besoins.

et renforcer l'action pédagogique<sup>189</sup>. La seconde phase de restructuration pédagogique s'amorça sous l'égide de Doubla Avaly<sup>190</sup>. Elle fut caractérisée par la tenue des journées pédagogiques et séminaires de recyclage élargis à l'enseignement islamique, l'encadrement des enseignants par les inspecteurs pédagogiques et le respect systématique des programmes officiels sur toute l'étendue du territoire. Une autre innovation fut la mise sur pied d'un organe autonome, spécifiquement chargé de l'administration de l'enseignement islamique à savoir l'OESPI (Organisation des Etablissements Scolaires Privés Islamiques)<sup>191</sup>. Autant de mesures qui crédibilisèrent l'enseignement confessionnel islamique, entraînèrent la hausse des pourcentages aux examens officiels et suscitèrent l'accroissement des effectifs.

La seconde école islamique de la ville de Yaoundé vit le jour en 1999. Il s'agit de l'école Al-Haramayn du complexe islamique de Tsinga. Toutes les autres structures primaires islamiques de la zone d'étude furent fondées après l'an 2000. A l'horizon 2008, les institutions compétentes en matière d'éducation notaient la présence de 303 établissements islamiques à travers le triangle national<sup>192</sup>. Un développement quantitatif considérable, qui ne concernait que le primaire.

**Diagramme N°5 : Répartition des élèves scolarisés dans les divers types d'enseignement confessionnel en 2004, tous niveaux confondus.**



**Source :** Ministère de l'Education Nationale, Direction de l'enseignement privé.

L'analyse de la figure ci-dessus révèle la faible proportion de l'enseignement confessionnel islamique, qui demeure marginal, comparativement à ses consœurs catholique et protestante. Partant du principe que la population musulmane est comprise entre 25% (6 250

<sup>189</sup> En plus des Marocains, l'enseignement islamique à ses débuts reçut le soutien des coopérants mauritaniens, égyptiens et algériens.

<sup>190</sup> Au moment de sa désignation comme président de l'ACIC en 1999, Doubla Avaly trouva cette institution minée par de nombreux maux à l'instar de l'opacité et malversation financière, l'inertie de ses prédécesseurs, les soupçons de tribalisme, etc.

<sup>191</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.137.

<sup>192</sup> Gbetnkom Ibrahim, "Naissance et évolution de l'enseignement privé islamique au Cameroun", 2009, p.50.



00 âmes) et 30% (7 500 000 âmes), voire 40 % (10 000 000 âmes) de l'effectif total du Cameroun, il est raisonnable de supposer que la grande proportion des jeunes musulmans scolarisables est inscrite dans les établissements laïcs et chrétiens<sup>193</sup>

**Tableau N °8 : Ecoles primaires islamiques au Cameroun pour l'année scolaire 2014-2015.**

Région	Nombres d'établissements	Nombre d'élève	Nombres d'enseignants
Adamaoua	12	2951	105
Centre-Sud-Est	16	4330	146
Extrême-Nord	56	12085	324
Littoral	06	2115	78
Nord	31	6354	236
Nord-Ouest	106	15496	599
Ouest	72	7990	282
Sud-Ouest	04	493	25
<b>Total</b>	<b>303</b>	<b>51814</b>	<b>1795</b>

**Source :** Secrétariat National à l'Education (2015).

**Tableau N °9: Ecoles islamiques franco-arabes et anglo-arabes implantées en pays beti du Centre-Cameroun en 2017.**

N°	Dénomination officielle	Elèves			Enseignants		
		Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Total
1	Ecole franco-arabe de la Briqueterie	315	401	716	03	09	12
2	Ecole Al-Haramayn (complexe de Tsinga)	303	284	587	06	07	13
3	Ecole privée islamique El-Amal de Soa	81	76	157	01	05	06
4	Groupe scolaire Nana Bouba	131	137	268	04	05	09
5	Groupe scolaire anglo-arabe Al-Hadamatou Islamique de Nkol-Bisson	58	64	122	02	04	06
6	Ecole maternelle et primaire franco-arabe Al-Fadj de Mfandena	27	21	48	03	03	06
7	Ecole maternelle et primaire Bista (Nkol-Bisson)	66	88	154	01	10	11
8	Ecole franco-arabe de Mbalmayo	59	68	127	02	05	11

**Source :** Secrétariat National à l'éducation.

<sup>193</sup> Pour les difficultés inhérentes à l'enseignement confessionnel islamique, le lecteur pourra consulter l'ouvrage de Souley Mane (*Les associations islamiques au Cameroun*, pp. 85-87).

L'interprétation du tableau ci-dessus révèle que les structures confessionnelles islamiques dans les localités beti du Centre sont peu nombreuses, soit moins d'une dizaine. De surcroît, ces dernières sont inégalement réparties. La ville de Yaoundé comptabilise sept (07) écoles islamiques et Mbalmayo une seule. Toutes les autres unités administratives de la zone d'étude, bien qu'abritant une masse considérable de croyants, ne possède aucune structure d'enseignement franco-arabe ou anglo-arabe.

Les écoles primaires islamiques sont constituées de deux sections, la section francophone et la section arabophone. Elles suivent le programme officiel de l'éducation nationale. Dans la section arabophone, on apprend aux élèves l'alphabet en arabe, les cours de langue et la religion. Le programme classique concerne les mathématiques, l'anglais, le français, etc. Autres spécificité des écoles islamiques, à partir de 13 heures et ce pour une quinzaine de minutes, les élèves sont libérés. C'est l'occasion pour ceux d'entre eux qui sont musulmans d'aller prier dans les mosquées situées soit dans l'enceinte, soit à proximité des établissements. Les enseignants sont qualifiés, sortis des ENIEG, mais non intégrés dans la fonction publique<sup>194</sup>. Les salaires sont issus de l'écolage et des subventions de l'Etat. Subséquemment, ils varient d'un établissement à un autre. En effet, plus l'écolage est élevé, plus les salaires des enseignants le sont également. La rémunération mensuelle la plus élevée est de 90.000FCFA, perçu au sein de l'Ecole Al-Haramayn, parce-que gérée par les Saoudiens<sup>195</sup>. Dans les autres écoles islamiques de Yaoundé, Mbalmayo et Soa, ces salaires sont en deçà de la somme précédemment mentionnée. A cette modicité, vient s'ajouter des arriérés de salaire, liés au fait que de nombreux parents n'achèvent pas l'écolage mais aussi, au retard de la subvention de l'Etat<sup>196</sup>. A la Briqueterie, six instituteurs sont spécialisés en enseignement de l'arabe. Trois sont des nationaux et trois des Egyptiens. Ils se relaient en général dans les salles de classe<sup>197</sup>.

---

<sup>194</sup> Mohamed El Aziz, 50 ans, SEDUC islamique Centre-Sud-Est, Carrière (Yaoundé), 14/05/2018.

<sup>195</sup> Ibid.

<sup>196</sup> D'après le SEDUC islamique, la subvention qui jadis arrivait en début d'année scolaire parvient depuis près d'une décennie en fin d'année scolaire voire, l'année scolaire suivante. Il faut également relever que cette subvention a fortement diminué au fil des ans.

<sup>197</sup> Ahidjo Aminata, directrice de l'Ecole franco-arabe de la Briqueterie, Briqueterie, 17/08/2018.

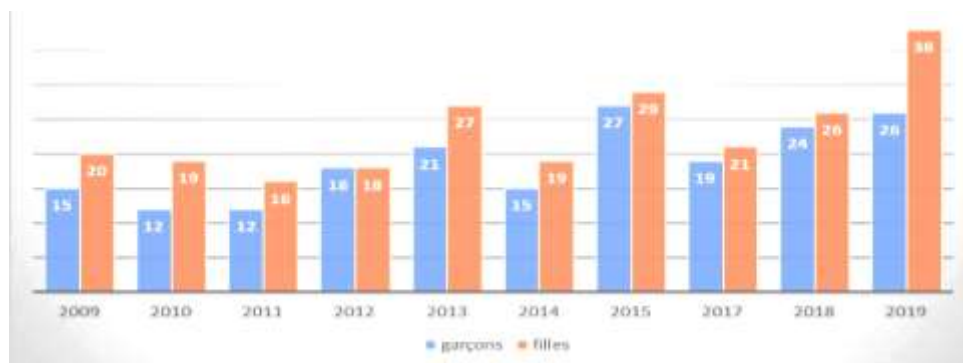
**Photo N°45 : Elèves du complexe islamique de Tsinga pendant les enseignements classiques.**



**Source :** N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées au Cameroun méridional", 2014, p.294.

Les résultats aux examens officiels sont globalement satisfaisants et oscillent entre 50 et 100%<sup>198</sup>. En quinze (15) ans d'existence, l'école Al-Haramayn a participé à neuf (09) sessions des examens officiels marquant la fin du cycle primaire. Les résultats pour ce qui est du CEP se présentent comme suit :

**Diagramme N°6 : Taux de réussite à l'examen CEP à l'Ecole Franco-Islamique Al-Haramayn entre 2009 et 2019.**



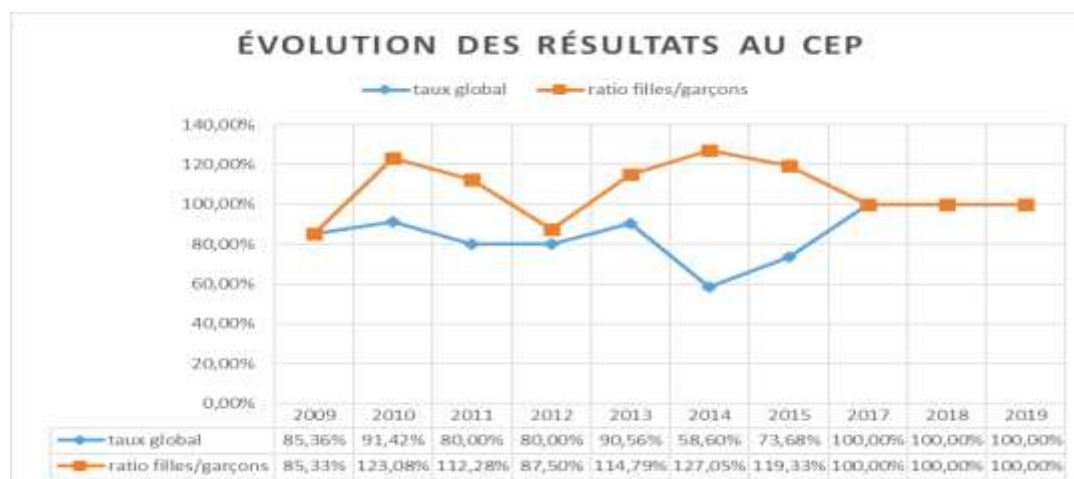
**Source :** Direction de l'Ecole Franco-Islamique Al-Haramayn.

L'analyse de ce diagramme révèle que de façon invariable, le nombre de filles reçus au CEP est supérieur à celui des garçons. Les effectifs présentés peuvent en être une explication,

<sup>198</sup> Mohamed El Aziz, 50 ans, SEDUC islamique Centre-Sud-Est, Carrière (Yaoundé), 14/05/2018.

en ce sens que les proportions des filles ayant composé sont supérieures à ceux des garçons. Mais, la réalité va au-delà comme le montre le graphique suivant :

**Diagramme N°7 : Evolution des résultats au CEP à l'Ecole Franco-Islamique Al-Haramayn entre 2009 et 2019.**



**Source :** Direction de l'Ecole Franco-Islamique Al-Haramayn.

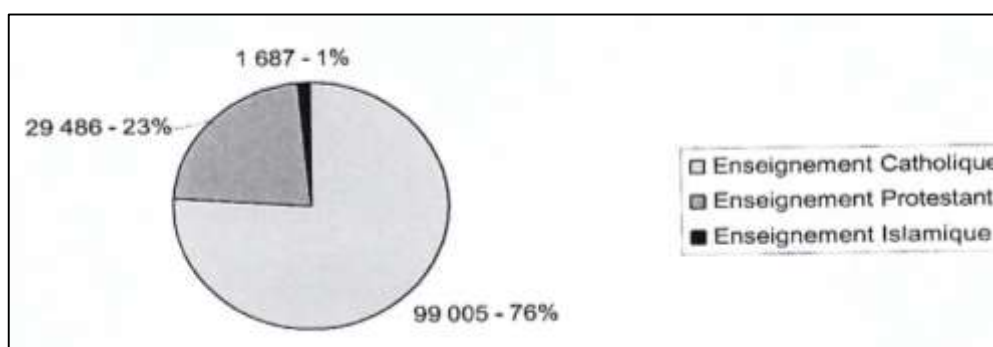
L'analyse de l'illustration ci-dessus révèle deux courbes, une en couleur orange et l'autre en couleur bleue. La première semble vouloir indiquer la différence de réussite entre les garçons et les filles. Une tentative qui hélas reste incompréhensible. La seconde courbe pour sa part exprime de façon plausible les variations de réussite au sein de cet établissement entre 2009 et 2019. C'est cette information qui justifie la conservation de cet élément.

De façon plus globale, les résultats au CEP à l'école Al-Haramayn ont été supérieurs à 80%, avec un pic de 100% atteint en 2017. Une performance qui a valu à cette structure d'occuper le premier rang du classement des écoles confessionnelles de Yaoundé II<sup>199</sup>.

En plus des écoles primaires islamiques, on note la fondation récente des établissements secondaires islamiques. A ce niveau également, il faut préciser que les contenus sont calqués sur ceux des programmes officiels. Leur particularité réside dans le fait qu'on y dispense également les cours de langue arabe, la morale islamique, le Coran (alphabet, lecture, mémorisation) et la religion (dogme, enseignement prophétique, jurisprudence islamique). La formation est dominée par l'écrit et se fait sur la base des méthodes pédagogiques modernes.

<sup>199</sup> Abbassi Sadou, 40 ans, directeur adjoint de l'Ecole Franco-Islamique Al-Haramayn, Tsinga, 14/05/2018.

**Diagramme N°8 : Répartition des élèves scolarisés dans les divers types d'enseignement confessionnel en 2004, niveau secondaire.**



**Source :** Ministère de l'Education Nationale, direction de l'enseignement privé.

**Tableau N°10 : Répartition des établissements secondaires privés islamiques au Cameroun pour l'année scolaire 2014-2015.**

Région	Nombre d'établissements	Nombre d'élèves	Nombre d'enseignants
Adamaoua	02	740	90
Centre-Sud-Est	04	753	50
Extrême-Nord	06	1800	114
Littoral	01	546	36
Nord	06	1078	105
Nord-Ouest	10	1485	140
Ouest	06	983	96
Sud-Ouest	00	0	0
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>7385</b>	<b>631</b>

**Source :** Secrétariat à l'Education Islamique Centre-Sud-Est.

Comme relevé pour le cas des écoles primaires islamiques, la proportion des établissements secondaires islamiques est faible, par rapport à celui des autres ordres d'enseignements confessionnels. En 2017, la zone d'étude abritait trois établissements secondaires islamiques. Le premier d'entre eux est le collège Bista, situé au quartier Nkol-Bisson. Inauguré en 2001, il a pour promoteur Hamadou Ngoura et est situé dans l'enceinte du complexe scolaire du même nom. Ses pensionnaires sont autant musulmans que chrétiens. La première catégorie est toutefois largement dominante. Cet établissement abrite en son sein une mosquée et seule la prière de 13 heures est obligatoire pour les élèves de confession musulmane<sup>200</sup>. Le deuxième établissement secondaire vit le jour en 2016. Il s'agit du collège la Fraternité Adana, bâti par l'ONG turque ACAMAS et implanté au lieu-dit Mvog-Ekoussou (ou

<sup>200</sup> Hamadou Ngoura, 57 ans, promoteur du complexe scolaire Bista, Nkol-Bisson, 18/12/2018.

Nkol-Nkondi II sur la route de Soa). Lui également accueille les élèves de toutes les confessions religieuses, ainsi qu'une mosquée. Deux éléments caractérisent le collège Adana. Le premier est qu'il n'admet que des apprenants et enseignants de sexe masculin. Choix qui se justifie par le fait qu'étant un internat, le refus de la mixité est fortement recommandé. L'autre particularité réside dans la gratuité des frais de scolarité, de logement et de nutrition des pensionnaires. Au terme de leur formation, les meilleurs élèves peuvent éventuellement obtenir des bourses d'études pour l'extérieur<sup>201</sup>. En 2017, un troisième établissement secondaire islamique vit le jour. Il s'agit du collège Nana Bouba. Dissocié des sections maternelles et primaires situées à Etoudi, le collège Nana Bouba est implanté au quartier Nkol-Mbong, après le marché des bœufs. En plus des trois établissements secondaires suscités, d'autres, sans être d'obédience islamique, dispensent des cours d'arabe en plus de l'enseignement général. Tel est le cas du Collège Bilingue Tcheutchoua (ancien Bella Hassan ou collège Fadimatou), situé en face de l'Hôpital Gynéco-Obstétrique-Pédiatrique de Ngouso. Au moment de la finalisation de cette investigation, un quatrième collège islamique ouvrait ses portes au complexe islamique de Tsinga. En définitive, le pays beti est faiblement pourvu en établissements secondaires islamiques. Ces derniers se concentrent exclusivement dans la ville de Yaoundé.

**Tableau N°11 : Les établissements secondaires islamiques de la ville de Yaoundé en 2017.**

N°	Dénomination officielle de l'établissement	Elèves			Enseignants		
		Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Total
1	Collège Bista Nkol-Bisson	116	113	229	20	06	26
2	Collège franco-arabe Adana	/	215	215	/	32	32
3	Collège Nana Bouba de Nkol-Mbong	150	142	292	07	11	18

**Source :** Secrétariat à l'Education Islamique Centre-Sud-Est.

<sup>201</sup> Abdoussalam Moubarak, 38 ans, responsable de la scolarité au collège la fraternité Adana-Yaoundé, Mvog-Ekoussou, 19/12/2018.

**Photo N° 46 : Façade principale du collège islamique Adana-Yaoundé.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 19/12/2018.

**Photo N° 47: Cour intérieure du collège Adana-Yaoundé.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 19/12/2018.

**Photo N°48 : Façade principale du complexe scolaire islamique Bista.**



**Source** : S. Eyinga Aba, 20/12/2018.

Le collège la Fraternité Adana-Yaoundé est un internat privé islamique, situé à quelques encablures du petit marché fourgerole (sur la route de Soa). Le complexe scolaire islamique Bista pour sa part est situé après le carrefour Nkol-Bisson, sur l'axe qui mène à Okola.

### 3) L'accroissement des structures de communication à caractère islamique

Le dynamisme de la religion musulmane, est également manifeste à travers la floraison des structures de communication islamiques. Ces dernières ambitionnent de promouvoir les valeurs spirituelles et morales islamiques, dénoncer les maux qui minent la société et enfin, donner le point de vue de l'islam sur les grands sujets qui font l'actualité tant sur le plan local qu'international. Ils sont de trois (03) ordres à savoir la presse, les radios et émissions télévisées.

La loi de 1990 sur la liberté de communication, sonna le glas de la pensée unique au sein de la communauté musulmane alors détenu par l'ACIC et permis l'émergence d'une presse à caractère islamique. Le premier organe de presse islamique créé au Cameroun était intitulé "Al-Umma". Il vit le jour en novembre 1992 avec pour siège social la ville de Yaoundé. Ce bimensuel avait pour promoteur Hamisu Mohammed. Structuré en cinq (05) rubriques, il traitait des thématiques aussi variées comme la politique, la théologie, l'économie et la société. Il disparut au bout de huit (08) mois d'existence. En novembre 1993 (soit un an seulement après la disparition d'Al-Umma), un second organe de presse islamique, titré "An-Nour" fut créé à Yaoundé. Un mensuel généralement imprimé en quinze (15) pages, avec pour directeur de publication Doubla Avaly et présenté sous la forme d'un tabloïde. Il s'éteignit au bout de deux (02) ans d'existence. Le troisième organe de presse fit son apparition le 03 février 1995 et s'intitulait "El-Qiblah". Légalisé sous l'appellation "Al-Kil'lah", il fut rattaché en 1997 à l'ONG "Programme Islamique pour l'Assistance Humanitaire" (PIAH)<sup>202</sup>. Un changement de statut qui entraîna une mutation de dénomination avec pour nouvelle appellation "El-Qiblah". En 2004, ce journal retrouva son indépendance en s'affranchissant de l'ONG PIAH et devint pour l'occasion "Orientation El-Qiblah". Bien qu'il eût pour siège social Douala, son réseau de distribution s'étendait à la ville de Yaoundé. Il connut une existence de dix-huit (18) ans. En août 2008, la presse écrite islamique s'étoffait avec l'arrivée d'un nouveau venu à savoir "C'est ça l'islam". Le siège de ce dernier se trouve à Yaoundé. Deux traits caractérisent cet autre organe de communication. Tout d'abord, il est une initiative des femmes musulmanes regroupées au sein de la CAMWA. Ensuite, il affiche clairement sa coloration idéologique sunnite, dont il ambitionne de diffuser la particularité. D'autres journaux islamiques à l'instar du "Minaret" étaient en gestation au moment de la clôture de ces travaux.

---

<sup>202</sup>Abdouramanou Hayatou, "Naissance et évolution des organes de communication islamiques au Cameroun : 1980-2014", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2015, p.41.



**Tableau N° 12 : Situation des organes de presse islamiques au Cameroun en 1014.**

Organe de presse	Date de parution	Siège social	Durée d'existence	
Al-Umma	Novembre 1992	Yaoundé	08 mois	
An-Nour	Novembre 1993	Yaoundé	02 ans	
El-Qiblah	Février 1995	Douala	18 ans	
C'est ça l'islam	Août 2008	Yaoundé	Depuis la création	

**Source :** Abdouramanou Hayatou, "Naissance et évolution des organes de communication islamiques au Cameroun : 1980-2014", 2015, pp.39-43.

L'analyse du tableau ci-dessus révèle que depuis l'avènement de la loi sur la liberté de communication, le paysage médiatique confessionnel a vu naître quatre (04) organes de presse islamiques. Toutefois, on note que les trois premiers ont connu une existence éphémère, tributaire de la précarité financière à laquelle ils firent face et ce, dès leur création. En effet, ils virent le jour dans les années 1990, en pleine crise économique. A ce handicap majeur, il faut adjoindre la mauvaise gestion des fonds disponibles, qui plombèrent le fonctionnement de ces organes de presse. Une situation qui les poussa à adopter la politique de la main tendue à l'endroit des riches ONG musulmanes étrangères. A ses débuts, "An-Nour" fonctionna grâce à la subvention de l'ADF, qui s'élevait à trois millions (3.000 000) de francs CFA. Une aide à laquelle venait s'adjoindre celle d'une ONG soudanaise dénommée "Da'awa islamiya". Dans la même lancée, le magazine "C'est ça l'islam" bénéficia d'un soutien financier de l'ONG turque ACAMAS, à hauteur de 350 000FCFA par mois pendant un an et demi (2010-2012)<sup>203</sup>.

En plus des organes de presse, le champ communicationnel islamique connaît également une floraison d'émissions radiophoniques. En 1980, la toute première émission islamique vit le jour sur les ondes de la radio nationale. Il s'agit d'"Islam et société", animé par l'ACIC. Par la suite, la CAMSU inaugura la version anglaise "Islam at our service" toujours sur le poste national. Les stations régionales de la CRTV, abritent également des émissions islamiques<sup>204</sup>. Avec la loi sur la liberté de la communication de décembre 1990 et son décret d'application du 03 avril 2000, on assista à un développement considérable des chaînes de radios privées, qui promeuvent des émissions religieuses. A titre illustratif, Magic FM, Radio Venus, Sky One Radio et TBS ont aménagé des tranches horaires destinées à des activités spirituelles. A

<sup>203</sup> Abdouramanou Hayatou, "Naissance et évolution des organes de communication islamiques", 2015, p.59.

<sup>204</sup> Il s'agit notamment de "Savoir en islam" à Ngaoundéré, Garoua et Maroua mais aussi, de "Friday morning light" à Bamenda.

l'échelle nationale, la toute première chaîne radio islamique vit le jour à Ngaoundéré en 2013 à savoir "Radio An-Nour". A la suite de cette dernière, furent inaugurées en 2014 les radios Al-Houda à Douala avec pour promoteur Younous Paraiso et Ar-Rissala à Yaoundé sur l'initiative de l'ADF<sup>205</sup>.

**Tableau N° 13 : Organes de radios islamiques au Cameroun en 2017.**

Dénomination	Siège	Année d'inauguration	Promoteur	Fréquence de modulation
An-Nour	Ngaoundéré	Septembre 2010	Nafissa Ali Adam	106.1 FM
Al-Houda	Douala	Juillet 2013	Younous Paraiso	99.3 FM
Ar-Rissala	Yaoundé	Juin 2014	ADF	102.1 FM

**Source :** Synthèse de lecture.

Dans la même lancée que les émissions radiophoniques islamiques, on note une hausse, sans cesse croissante, d'émissions télévisées entièrement consacrées à l'islam. Les plus regardées sont "Connaissance de l'islam" sur la CRTV, "Vitrine de l'islam" sur Canal 2 International, "Le monde de la foi " sur STV, "La Mecque" sur Vision 4, "Islam" sur Ariane TV, "Al-bayane" sur DBS<sup>206</sup>. Comme on peut le constater, les émissions télévisées islamiques sont encore locataires d'antenne car, il n'existe pas encore de chaîne de télévision entièrement dédiée à l'islam au Cameroun.

Au terme de ce chapitre, il ressort qu'au-delà de l'extension des frontières de l'islam, visible à travers sa dissémination continue, le rayonnement de cette religion se manifeste également par une explosion des lieux de culte. D'une mosquée en 1936, le pays beti (du Centre-Cameroun) en 2017 enregistrait cent quarante-cinq (145) bâtisses dédiées aux prières. Une floraison inachevée des infrastructures culturelles, qui est la combinaison de plusieurs facteurs à l'instar de l'augmentation de la population musulmane, l'urbanisation, la générosité des croyants musulmans, le prosélytisme des nations du Golfe-Persique, les clivages ethno-idéologiques, la volonté d'avoir accès aux promesses eschatologiques et la recherche du

<sup>205</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.113.

<sup>206</sup> De nombreux imams questionnés, affirment avoir déjà participé ne serait-ce qu'une fois, à l'une des émissions suscitées.

prestige social par certains fidèles. A cause de leur notoriété, les mosquées du vendredi sont les plus nombreuses. Ces dernières exercent une tutelle spirituelle sur celles dites secondaires. Les mosquées abritent de multiples enjeux. En effet, en plus de leur fonction première qui est de rassembler les musulmans pour les prières, elles se révèlent en plus être des lieux d'affirmation d'une idéologie ou d'une ethnie particulière. Elles sont également des cadres que les pouvoirs publics entendent règlementer et transformer en creusets de pacification des esprits, ainsi-que d'adhésion aux idéaux gouvernementaux. Les espaces de plein air, consacrés aux grandes fêtes de l'islam, ont également connu une évolution considérable, tant à Yaoundé que hors de la capitale. Dans le but de pérenniser la culture islamique et préserver la spécificité de la civilisation musulmane, les fidèles fondèrent des structures éducatives islamiques. Les plus nombreuses demeurent incontestablement les écoles coraniques, dont la proportion est calquée sur celle des mosquées. Les établissements officiels ont aussi connu une hausse sensible. D'une école franco-arabe en 1962, la zone d'étude en 2017 abritait sept écoles primaires islamiques, dont six à Yaoundé et une à Mbalmayo. Les collèges islamiques font une apparition timide. Ces derniers sont au nombre quatre, tous situés dans la ville de Yaoundé. Une proportion de structures éducatives islamiques qui reste marginale, comparativement à l'effectif de la jeunesse musulmane scolarisable ou encore, aux autres ordres confessionnels catholique et protestant. D'où l'urgence pour la communauté musulmane de se pencher sur la question des infrastructures éducatives islamiques. Avec l'avènement des lois sur les libertés associatives, le nombre d'associations islamiques décupla. Les organisations islamiques internationales, agissant dans leur totalité sous la bannière de certains Etats du Golfe-Persique et disposant de ce fait de moyens financiers considérables, constituent les bras séculiers de l'offensive missionnaire des nations dont elles dépendent financièrement. C'est au travers de ces organismes internationaux, que les riches pays musulmans agissent au quotidien sur le terrain, transformant la scène camerounaise en théâtre de compétition missionnaire. Pour véhiculer les valeurs de l'islam et le point de vue de cette religion face aux sujets qui font l'actualité, les organes de communications islamiques sont en plein essor.

## CHAPITRE IV : RIVALITE IDEOLOGIQUE ET MULTIPLICATION DES FACETTES DE L'ISLAM

L'islam au Sud de l'Adamaoua connaît la venue de nouvelles tendances de plus en plus rigoristes. Des mouvements qui rivalisent avec les anciens courants. La volonté pour chacun de s'imposer, de conquérir des parts du marché global du religieux et de se positionner comme le véritable représentant de la communauté musulmane sont l'une des causes de la vitalité islamique ainsi que de la transformation du paysage confessionnel musulman. Cette section des investigations ambitionne d'identifier les différentes tendances islamiques établies dans la zone d'étude et leur mode de fixation, de déterminer les formes de cohabitation qui existent entre ces courants et enfin, relever l'impact de leur rivalité sur l'évolution globale de l'islam.

### I- DES COURANTS ISLAMIQUES A LA HAUSSE

Avec l'avènement de la loi sur la liberté d'association de 1990, la situation des courants idéologiques islamiques a connu une évolution sur le plan quantitatif. Jadis dominé par la tidjaniyya, le nombre des tendances islamiques a augmenté après 1990, avec l'arrivée de la wahhabiyya, du chiisme et du tabligh. Chacune présente un certain nombre de traits qui lui sont spécifiques, liés notamment à la capacité pour certains d'avoir opéré une symbiose entre les traditions islamiques et les coutumes africaines, à la faculté pour d'autres d'avoir pu se maintenir authentique comme au temps du prophète Muhammad ou encore, à une conception particulière de l'entreprise missionnaire ainsi-que de la gestion de l'héritage du Sceau des Prophètes.

#### 1) La tidjaniyya : confrérie la plus répandue du pays beti

La confrérie religieuse tidjanite intègre la famille soufie<sup>1</sup>. Elle fut fondée en 1781 par Ahmad Al Tidjani<sup>2</sup>. Ce dernier est né en 1737 en Algérie, dans la région de Laghouat. Au terme de nombreuses expériences spirituelles effectuées dans leur quasi-totalité à la Mecque, il rattacha directement sa *baraqua* à celle du prophète qui en songe, lui aurait assigné pour mission d'être son khalife sur terre<sup>3</sup>. Dès lors, Ahmad Al Tidjani entreprit son travail de guide spirituel des croyants. Cette confrérie se développa tout d'abord en Afrique du Nord (dans les contrées

<sup>1</sup> Le soufisme est une doctrine qui prône l'élévation spirituelle de l'être humain, afin de le détacher de la matière pour le rapprocher des esprits saints. Dans le soufisme, l'on retrouve des Turuq (pluriel de tariqa qui veut dire la voie) comme la qadiriyya, la mahdiyya, la tidjaniyya.

<sup>2</sup> La version intégrale du nom d'Ahmad Al Tidjani est Sidi Ahmed Ben Mohamed El Mocktar Ben Salim Tidjani.

<sup>3</sup> Fernand Dumond, *L'anti-sultan ou El-Hadj Omar Tall du Fouta. Combattant de la foi*, Paris, NEA, 1974, p.38.

d'Algérie et du Maroc), avant de s'étendre au Soudan occidental. La tidjaniyya fut introduite au Cameroun vers 1840 par Mohamman Bello (fils et successeur d'Ousman Dan Fodio). Recevant son *wird* d'El Hadj Omar, Mohamman Bello le transmet par la suite à Adama<sup>4</sup>. Ce dernier l'étendit dans la partie septentrionale du pays. Son caractère pacifique et malléable suscita son adoption par l'autorité coloniale française, qui fit d'elle une sorte d'islam officiel, en organisant à maintes reprises des tournées de propagandes des cheikhs tidjanites à travers l'AEF et l'AOF<sup>5</sup>. Le Cameroun a connu la visite des hauts dignitaires tidjanites à l'instar de celle de Sidi Ben Amor Tidjani (petit fils d'Ahmad Al Tidjani) en 1949<sup>6</sup>. Dans la même lancée, le sénégalais Cheikh Ibrahim Nyasse, de séjour au Cameroun en 1965, apporta des modifications sur la manière d'étendre le drap blanc durant la prière de la *wasifa*. La ville de Yaoundé a par le passé abrité des moqadem<sup>7</sup> tidjanites. Tel fut le cas d'Alhadji Ismaïl Baban Kande, qui fut le chef influent de la tidjaniyya pour tout le Sud-Cameroun dans les années 1970 et qui résidait au quartier Briqueterie<sup>8</sup>. Unique représentant légal de Cheikh Ibrahim Nyasse, il a considérablement participé à l'évolution des idées dans la communauté. En effet, il a souvent introduit des pratiques nouvelles dans la société, ce qui faisait l'objet de discussions intellectuelles. Moussa Oumarou rapporte à cet effet qu'Alhadji Ismaïl Baban Kande est le premier à avoir introduit l'idée de l'ascétisme et c'est lui qui a préconisé la *Salat Al Qabd*<sup>9</sup>. Les élites de la société recouraient à lui afin qu'il résolve leurs problèmes<sup>10</sup>. Il faut à ce niveau préciser que les marabouts sont au centre des rites traditionnels tidjanites et sont consultés par les croyants pour les problèmes de vie quotidienne. Réprimé sous Ahmadou Ahidjo à partir de 1961 (notamment dans la partie septentrionale du pays), la tidjaniyya fut réhabilitée sous Paul Biya à la faveur de la libéralisation associative de 1990. C'est la confrérie la plus importante au Cameroun<sup>11</sup>. Comme élément d'originalité, la tidjaniyya se caractérise par la valorisation des actes surrogatoires, l'usage du chapelet, le port des pantalons longs, le refus des barbes

<sup>4</sup> Motaze Akam, "Islam et pouvoir", 1986, p.4.

<sup>5</sup> Le rapprochement entre les administrateurs coloniaux français et les cheikhs tidjanites a été développé dans le premier chapitre de ce travail, pp.84-89.

<sup>6</sup> ANY, APA 1AC 165, Rapports divers sur les arabes musulmans et leurs activités, 1949-1950. Durant cette visite, Sidi Ben Amor suscita le changement de comportement de nombreux initiés. Ceux qui buvaient et fumaient durent renoncer à ces produits. Les polygames de plus de quatre (04) femmes furent contraints de répudier quelques-unes pour être en phase avec les perspectives sectaires.

<sup>7</sup> Un moqadem est un représentant de la tidjaniyya dans une localité donnée. Il est habilité à initier les néophytes et à leur enseigner des pratiques qui feront d'eux des tidjanites.

<sup>8</sup> Moussa Oumarou, "La culture", 1987, p.254.

<sup>9</sup> Elle consiste à croiser les bras au niveau de la poitrine ou du ventre pendant la prière.

<sup>10</sup> Moussa Oumarou, "La culture", 1987, p.254.

<sup>11</sup> Juan Antonio Ayanz Otano, "Un survol historique à rebours des courants islamiques présents au Cameroun", Spiritan Horizons, volume 15, disponible sur le lien internet <https://dsc.duq.edu/spiritan-horizons>, consulté le 16 février 2017.

longues, le versement de la *zakkat* aux lamibé et sultans, la glorification du prophète, le culte des saints, la visite des lieux des saints, la pratique de prières spécifiques à la tidjaniyya, l'appartenance exclusive à la tidjaniyya, le complexe de supériorité et le neutralisme politique.

### ***1-1) La glorification du prophète et la prépondérance des monarques traditionnels***

Cette confrérie accorde une importante particulière au prophète Muhammad. Dans le cadre de la zone d'étude, cette glorification est marquée par l'organisation chaque année de la *maouloud* (ou *mawloud*), qui est l'anniversaire de la naissance du prophète. Cette manifestation culturelle symbolise l'importance et l'affection que les tidjanites accordent au prophète Muhammad. Durant cette manifestation, tous les fidèles engagés se prêtent à l'adoration à travers les récitations des prières en cœur pendant toute une nuit. Ce rite est effectué par la plupart des mosquées tidjanites. C'est l'évènement annuel majeur de la tidjaniyya, tant au Cameroun qu'à l'international. En général, les non tidjanites tels les wahhabites refusent de glorifier l'homme et luttent contre les intermédiaires. Muhammad ne l'ayant pas fait lui-même ainsi que ses compagnons après lui, le pratiquer pourrait signifier qu'on se met à l'écart de la *Sunna* (tradition prophétique ou acte du prophète).

Pour les tidjanites, la condamnation de la *maouloud* par les sunnites traduit l'ignorance de ces derniers<sup>12</sup>. Les tidjanites justifient leur acte en s'appuyant sur la *chahada* (profession de foi), qui accorde une place de choix à Muhammad et sur de nombreux passages du Coran, qui demandent de prier pour le Sceau des Prophètes<sup>13</sup>. Le prophète ne devait pas assister à tout évènement tendant à sa glorification. Même l'appel à la prière lui était interdit par Allah parce que dans cet acte, il y a un verset qui fait allusion à son nom. En effet, dans l'appel à la prière, un passage stipule : "*j'atteste que Muhammad est le messenger d'Allah*". Si cet acte simple lui était interdit, à plus forte raison son anniversaire ; étant entendu que celui-ci ne pouvait être composé que de propos de louange et de glorification pour sa personne. Dans le Coran, Dieu dit : "*Certes, Allah et ses anges prient sur le prophète ; ô vous qui croyez, priez sur lui et adressez lui vos salutations*"<sup>14</sup>. Dieu a interdit au prophète de faire tout ce qui pouvait le rendre orgueilleux. Dans la coutume prophétique, il avait l'habitude de jeûner tous les lundis. Questionné par ses compagnons sur la signification de cet acte, Muhammad leur répondit : "*C'est le jour où je suis né, c'est également le jour où j'ai effectué le voyage nocturne et, c'est*

<sup>12</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

<sup>13</sup> Les musulmans voient dans Muhammad le dernier prophète de Dieu, qui avait pour mission d'achever l'œuvre commencée par les prophètes hébreux : Abraham, Moïse, Jésus.

<sup>14</sup> Coran, sourate 33 verset 56.

*enfin le jour où j'ai reçu la révélation pour la première fois*"<sup>15</sup>. Pour les tidjanites, ces textes témoignent du fait que le prophète pensait à son jour de naissance. Son attitude était pour lui une manière de célébrer son anniversaire, raison pour laquelle il a fortement recommandé à ses compagnons de jeûner tous les lundis en mémoire de son jour de naissance<sup>16</sup>.

L'autre caractéristique de la tidjaniyya au Cameroun a porté sur la considération particulière accordée au lamido ou sultan et aux membres de sa famille, ainsi que la construction des mausolées où se pratiquaient des rites en l'honneur des anciens monarques. Les lamibé et sultans sont les chefs politiques et spirituels de leurs circonscriptions. Ils nomment les imams dans les grandes mosquées et administrent avec l'accord d'un conseil de notables<sup>17</sup>.

### ***1-2) La pratique des prières propres à la tidjaniyya à l'instar de la wazifa, la lazimi et la hadra***

La *wazifa* est un rassemblement journalier. Elle regroupe les fidèles pour une séance journalière de prière. Durant ce moment d'adoration, les croyants implorent le seigneur pour la prospérité de leur localité et lui demande la protection. La *lazimi* est une prière individuelle, effectuée deux fois par jour. A l'aide de son chapelet à cent (100) grains, le croyant demande pardon à Dieu cent fois le matin et cent fois le soir<sup>18</sup>. Après chacune de ces démarches, il prie pour le prophète. Au-delà de sa fonction rituelle, le chapelet a intégré le mode vestimentaire de nombreux croyants qui l'ont avec eux partout où ils se rendent<sup>19</sup>. La *hadra* pour sa part s'effectue le vendredi, avant la prière du couchant. Elle est dite en groupe, autour d'un drap blanc, de sorte que les bouts puissent toucher les genoux des fidèles installés au premier rang<sup>20</sup>. On note également la pratique accrue du *zikr* (forme de proclamation de la *chahada*), la factorisation des prières<sup>21</sup>, la prégnance des prières de demande (*du'a*) et des prières d'intercession (*tawassoul*). A Foumban, où la tidjaniyya est influencée par les traditions locales,

<sup>15</sup> Hadith N°1253 du livre intitulé "Le jardin des vertueux", dans le chapitre des jeûnes facultatifs ou surrogatoires.

<sup>16</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

<sup>17</sup> Juan Antonio Ayanz Otano, "Un survol historique à rebours des courants islamiques présents au Cameroun", Spiritan Horizons, volume 15, disponible sur le lien internet <https://dsc.duq.edu/spiritan-horizons>, consulté le 16 février 2017

<sup>18</sup> Hassan Gambo, 60 ans, imam principal de la mosquée Gambo (guérisseur-naturopathe), New-Town, 03/09/2017.

<sup>19</sup> Ce constat découle des observations faites sur le terrain.

<sup>20</sup> Souley Aladji, 61 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.

<sup>21</sup> La factorisation des prières est le fait de jumeler les prières pour les dire en une seule fois ou en moins de cinq fois.

existent en plus la pratique de l'*homidi* (prières incantatoires qui ont lieu le soir) et le rituel du *saraka* (équivalent des funérailles qui se célèbrent trois jours après le décès).

### ***1-3) Le neutralisme politique***

L'un des principes de la tidjaniyya est de ne pas prendre position dans les problèmes politiques et les membres de cette confrérie sont censés entretenir de bonnes relations avec les autorités administratives en place. Fernand Dumont parle ainsi de "*Neutralité positive à l'égard des pouvoirs politiques établis*"<sup>22</sup>. C'est notamment cette attitude qui pourrait expliquer les bons rapports qui unissent la *Umma* à l'administration. Ces rapports qui datent de la période coloniale sont permanents, participatifs et coopératifs. Le neutralisme politique tant observé par la tidjaniyya dans le passé a tendance à s'estomper au fil du temps. Il devient courant d'entendre parler de tidjaniyya RDPC, tidjaniyya UNDP et tidjaniyya SDF<sup>23</sup>. Dans le cadre du pays beti, les membres de cette confrérie prennent régulièrement part au défilé civil, dans les rangs des différents partis politiques. Cet activisme s'étend également à la sphère religieuse. Ceci est perceptible dans les propos d'Hassan Gambo quand il affirme : "*Avec Ousmanou Maïkoko, nous avons fait des prières de neuf neuvaines et des invocations lors de la dernière élection et, on a même envoyé une lettre au Président de la République pour qu'il se représente*"<sup>24</sup>. Par ces dires, on peut supposer que cette partialité a pour but de s'attirer la sympathie ainsi-que les faveurs du pouvoir ou de l'idéologie politique qu'on défend. Ainsi, le neutralisme au cours des années a cédé la place au militantisme.

Au-delà de ces traits généraux, la particularité de cette confrérie est que les rites islamiques s'entremêlent volontiers avec les pratiques coutumières ou traditionnelles antéislamiques (*jamahira*). La prise en compte de cette réalité amena Jean Claude Froelich à déclarer : "*L'islam en Afrique n'a fait que se superposer au fond traditionnel sans le détruire*"<sup>25</sup>. Abondant dans le sens de l'hybridisme culturel, le même auteur poursuit :

L'islam doit une partie de ses succès à sa souplesse, mais il a dû payer rançon de cette facilité : l'islam en s'adaptant s'est défiguré ; partout, en pays noir, mais d'une façon inégale, le dogme et les principes juridiques ont été altérés par les coutumes et les croyances anciennes. En mêlant la foi nouvelle aux pratiques païennes, les populations noires, sans s'en douter, ont plongé dans le shiisme, sinon dans l'hérésie<sup>26</sup>.

<sup>22</sup> F. Dumond, *L'Anti-sultan*, 1974, p.38.

<sup>23</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.102.

<sup>24</sup> Hassan Gambo, 60 ans, imam principal de la mosquée Gambo (guérisseur-naturopathe), New-Town, 03/09/2017.

<sup>25</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p.64.

<sup>26</sup> Ibid, p.122.



La capacité accommodante de l'islam noir et le syncrétisme qu'il admet volontier furent relevés par d'autres auteurs qui se sont penchés sur la question musulmane en Afrique<sup>27</sup>. Dans son expansion à travers le monde et notamment en Afrique noire, l'islam s'imprégna de soufisme, il se tropicalisa et se négria<sup>28</sup>. Ce déviationnisme et syncrétisme seraient liés au fait que pendant longtemps, les propagateurs traditionnels de l'islam en Afrique subsaharienne furent coupés des sources vivifiantes du *Hidjaz* (Arabie Saoudite). Les pèlerinages étaient rares dans la mesure où les routes étaient dangereuses et les voyages pénibles. En fonction des degrés d'islamisation, de la tolérance face aux croyances paléonigritiques ou encore de la coexistence avec le christianisme, Jean Claude Froelich emploie l'expression "les islams noirs" pour traduire l'hétérogénéité de la pratique culturelle islamique en Afrique subsaharienne<sup>29</sup>. Ainsi, en terroirs beti du Centre, on voit les musulmans tidjanites arborer des chapelets à grains, pratiquer la voyance sur tablette, la divination avec du sable, la guérison (à base d'herbes, d'écorces ou de racines d'arbre), consommer des aliments pas toujours recommandés par la jurisprudence islamique, observer les rites coutumiers de naissance, de mariage et de décès. Ces traits intègrent les critères sociologiques de l'"islam noir"<sup>30</sup>. Toutefois, l'islam est censé opérer une uniformisation sur le plan comportemental et culturel. En effet, les musulmans sont censés abandonner leurs attitudes antéislamiques et se présenter à cette foi comme immaculé afin de recevoir son empreinte. Dans cette optique, ils doivent en principe observer les mêmes rites. Les pratiques tidjanites sont autant de faits qui suscitent l'indignation régulière des sunnites wahhabites. Ce mécontentement est palpable à travers les prêches wahhabites dans lesquels ils fustigent l'attitude de leurs coreligionnaires tidjanites, les qualifiant au passage d'"innovateurs".

## 2) La wahhabiyya : une idéologie dynamique et en marche

La wahhabiyya est la deuxième tendance islamique numériquement importante au Cameroun. Elle fut fondée au XVIII<sup>e</sup> siècle par Mohammad Ibn Abd-El Wahhab (1703-1791) d'origine saoudienne<sup>31</sup>. Le wahhabisme se présente comme l'ennemi de toute évolution historique. Il n'a pas de maître et s'appuie exclusivement sur le Coran et la *Sunna*. Ce courant est un mouvement réactionnaire qui prône un retour strict aux pratiques ancestrales, telle

---

<sup>27</sup> Nous pouvons citer le capitaine Marcel Cardaire (dans son ouvrage *Contribution à l'étude de L'islam noir*, 1949) et Vincent Monteil (*L'islam noir*, 1968).

<sup>28</sup> M. Cardaire, *Contribution*, 1949, p.55.

<sup>29</sup> A ce niveau, Froelich distinguait une dizaine d'islams noirs, très différents les uns des autres et qui se différenciaient par la nationalité des fidèles, par leurs mœurs, leurs coutumes et leurs rituels (p.128 et p.311).

<sup>30</sup> V. Monteil, *L'islam noir*, 1968, p.15.

<sup>31</sup> De son vivant, Mohammad Ibn Al-Wahhab prêchait un monothéisme pur et une stricte obéissance du Coran, ainsi qu'un retour aux pratiques religieuses comme au temps du prophète. Il condamnait le culte des saints (pratiqué par les confréries) et les spéculations des théologiens.

qu'elles se trouvent dans les textes sacrés islamiques<sup>32</sup>. La doctrine wahhabite recommande au fidèle musulman d'agir, de vivre et de se comporter exactement comme le faisait le prophète Muhammad. Dès lors, toute innovation postérieure au prophète est mauvaise et constitue un égarement qui conduit à la perdition et par conséquent à l'enfer. Le croyant ne doit s'en tenir qu'à la *Sunna* et aux *Hadiths*. Le prophète n'ayant pas prévu de confréries, celles-ci sont à bannir. Les wahhabites proscrivent le chapelet, les parfums, la danse, les chants et prônent un islam pur, authentique, dénué de toute innovation. Les wahhabites cherchent à imposer un islam rigoriste, expurgé des pratiques liées à la culture locale. Ainsi, le wahhabisme est un mouvement qui a pour but de purifier l'islam des éléments déviationnistes et novateurs, qui se sont introduits dans cette religion au fil du temps, soit du fait de son expansion au cours de laquelle elle s'est laissée pénétrer par des cultures différentes ou encore du fait d'illuminés, qui interprètent les textes sacrés de façon contraire à l'esprit de la lettre. Il ambitionne par conséquent de convertir les autres obédiences de l'islam à l'orthodoxie qu'il suppose incarner<sup>33</sup>. L'intransigeance prônée par la doctrine wahhabite fait en sorte que ses adeptes soient qualifiés de fondamentalistes ou encore d'intégristes<sup>34</sup>. Le wahhabisme inspira de nombreux mouvements réformistes, très actifs dans la zone d'étude. Ceux-ci œuvrent à la réorientation de l'islam. Il s'agit de Zikiru Allah, Izala, Ahali Sunna, Ahmadiyya, tidjaniyya-Nyassiyya (plus connue sous l'appellation de tarbiya)<sup>35</sup>. De nombreux wahhabites sont facilement identifiables par leur longue barbe (comme était celle du prophète, même si tous n'en portent pas) ou par le port des pantalons courts.

Les données factuelles disponibles font remonter les prémices du wahhabisme au Cameroun à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Une situation rendue possible, grâce aux effets combinés du séjour d'érudits magrébins et au retour des pèlerins de la Mecque. En 1946 et 1947, des marabouts égyptiens se rendirent dans le Noun<sup>36</sup>. Durant leur séjour, ils effectuèrent des prêches et fustigèrent les comportements hétérodoxes de leurs coreligionnaires, ainsi-que l'ignorance des maîtres d'écoles coraniques. Ils incitèrent le sultan des Bamoun à recevoir les brochures égyptiennes et à les répandre dans les milieux musulmans. Le courant wahhabite poursuivit sa timide implantation avec le retour de certains musulmans de la Mecque<sup>37</sup>.

---

<sup>32</sup> D'après certains érudits musulmans, le retour aux sources originelles de l'islam permettrait à la *Umma* de retrouver sa grandeur antique et de dominer sur le monde.

<sup>33</sup> R. Filokata, *Renouveau islamique*, 2009, p.172.

<sup>34</sup> Le courant wahhabite, qui est l'une des composantes de l'islam fondamentaliste, est présenté par certains rapports comme susceptible de porter atteinte au climat de tolérance religieuse que connaît le Cameroun (*International Crisis Group*, Cameroun, 2015, pp.6-8).

<sup>35</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.63 et p.227.

<sup>36</sup> M. Cardaire., *Contribution*, 1949, p.19 et p. 92.

<sup>37</sup> *Ibid.*

Pèlerinage à l'issu duquel ils découvrirent que les pratiques culturelles locales n'étaient nullement conformes à l'orthodoxie<sup>38</sup>. Un constat qui suscita une volonté de révision des pratiques culturelles et sociales par certains nouveaux *Aladji*<sup>39</sup>. Cette idéologie prit de l'envergure durant la décennie 1960, grâce à la coopération transislamique, qui constitue le principal axe de pénétration du wahhabisme au Cameroun. Avec la fin de la colonisation et l'accession à l'indépendance du Cameroun, des relations diplomatiques furent établies avec de nombreux pays musulmans d'Afrique, du Proche et Moyen-Orient. Dès cet instant, ces nations n'eurent de cesse d'exercer une influence spirituelle sur le Cameroun. Se servant de leurs institutions de prestige en sciences islamiques et souvent de leurs puissants moyens financiers en l'occurrence les pétrodollars, elles distillèrent vers le Cameroun l'idéologie wahhabite. Ainsi, le wahhabisme bénéficia du soutien des pouvoirs publics pour s'implanter au Cameroun<sup>40</sup>.

La nation la plus active dans la diffusion du wahhabisme au Cameroun est l'Arabie Saoudite<sup>41</sup>. Dans son sillage, se situent le Qatar, le Koweït, l'Egypte, le Soudan et dans une certaine mesure, le Nigéria<sup>42</sup>. La stratégie des riches nations musulmanes dans le but de diffuser la wahhabiyya consiste entre autre à l'appui à l'enseignement privé islamique, l'octroi des

---

<sup>38</sup> Durant le pèlerinage qu'il accomplit à la Mecque en 1947, Seydou Njoya fut exposé à une autre pratique de l'islam différente de celle qu'il avait reçue jusqu'alors et qu'il croyait véridique. De retour au Cameroun, il aspira dans le cadre du Noun, à ramener la pratique religieuse au niveau du puritanisme auquel il avait été exposé. Une initiative sans grand succès.

<sup>39</sup> Ces premières tentatives de réforme spirituelle, parce-que très localisées et à cause de la méfiance des autorités coloniales (envers des courants islamiques à tendance subversive) avaient peu de chance d'éclore.

<sup>40</sup> Dès son accession au pouvoir et dans sa logique de diversification des partenaires diplomatiques, Ahmadou Ahidjo opéra une ouverture en direction des pays du Golfe. C'est dans ce cadre que l'assistance saoudienne fut conditionnée par la promotion et la vulgarisation de la mouvance wahhabite. Situation qui poussa le Président Ahidjo à marginaliser et à pousser les principaux leaders tidjanes à l'exil. A partir de cet instant, l'Arabie Saoudite commença à financer de nombreux projets de développement tout en y impulsant une offensive missionnaire. Autre signe de l'inclinaison du Président Ahidjo en faveur de la wahhabiyya, il choisit Ngaoundéré sa ville natale pour la réalisation la première mosquée de prestige saoudienne qui fut achevée en 1980. Il promut également les membres de ce courant à des postes importants de l'administration. Autant de faits que les wahhabites perçurent comme des actes d'encouragement et de soutiens à leur endroit (Aboubakar Adamou et Aissaoui Ibrahim, "Etude du rapport de force entre deux mouvances confessionnelles ", 2019, p.77).

<sup>41</sup> Il faut à ce niveau préciser que la principale nation qui diffuse le wahhabisme dans le monde est l'Arabie Saoudite. Ayant accompagné la naissance de l'Etat saoudien, la wahhabiyya fut adoptée en 1924 comme idéologie officielle de l'Etat saoudien par les Al-Saoud. Le boom pétrolier que connut ce pays en 1973 lui permit de mettre en œuvre son ambition d'hégémonie islamique à l'échelle mondiale.

<sup>42</sup> Dès l'indépendance, des immigrants ouest-africains (notamment nigériens, sénégalais et maliens), déjà épris de l'idéologie wahhabite s'établirent continuellement au Cameroun. Ces migrations s'amplifièrent durant la décennie 1980, en raison de la crise économique et la croissance urbaine. Généralement commerçantes, ces groupes humains contribuèrent à leur tour à la vulgarisation de ce courant doctrinal dans les différentes localités où ils se fixèrent pour mener à bien leur activité de prédilection. Partout où ils s'établirent, les ouest-africains développèrent des réseaux de solidarité en octroyant des crédits aux nationaux qui se rapprochaient d'eux, suscitant ainsi leur adhésion à l'idéologie réformatrice.

bourses d'études pour les universités du monde arabe<sup>43</sup>, le soutien financier aux associations locales et principalement à celles des jeunes, la réalisation à travers le triangle national d'infrastructures socioreligieuses, la vulgarisation des textes religieux en français et en anglais, l'envoi au Cameroun de prédicateurs et coopérants chargés de renforcer l'action pédagogique dans les écoles franco-arabes, ainsi que la diffusion d'une importante littérature arabe.

Les cadres issus des formations à l'extérieur (oulémas, oustaz, imams, infirmiers, enseignants, traducteurs)<sup>44</sup>, les produits formés à l'école franco-arabe<sup>45</sup> et instituts secondaires ou supérieurs islamiques, certains pèlerins ayant séjourné au *Hijaz* et quelques autodidactes épris de l'idéal réformiste, constituent la composante missionnaire de la diffusion du courant wahhabite. Ils sont désignés par diverses expressions : nouveaux oulémas, modernistes, réformistes, wahhabites, orthodoxes ou encore sunnites (gens de la *Sunna*)<sup>46</sup>. Ce dernier terme est celui que préfère la grande majorité des membres du mouvement wahhabite et auquel ils s'identifient. Il est également celui consacré par l'historiographie islamique nationale. Par conséquent, c'est celui dont nous faisons le plus usage dans le cadre de cette investigation. Toutefois, le terme sunnite a une assertion plus large. Ainsi, pour Aboubakar Njiassé Njoya : "*Est sunnite, celui qui suit Muhammad. Dès lors, tous les musulmans sont sunnites*"<sup>47</sup>. Une assertion qui est révélatrice de l'ambiguïté que peut revêtir le terme sunnite, dans la mesure où toutes les obédiences islamiques observent à des degrés différents la *Sunna*.

Le mouvement wahhabite n'a cessé de prendre de l'ampleur au fil des ans. Encore discret jusque dans la décennie 1980, il éclot avec l'adoption des lois sur les libertés d'associations de 1990. Cette législation permissive sonna le glas du quasi exclusivisme

---

<sup>43</sup> En effet, la formalisation de relations diplomatiques permit une forte migration d'étudiants musulmans camerounais en direction des pays arabes, à la quête du savoir religieux et professionnel. Durant ces années de formation à l'extérieur, la majorité migra du soufisme (hérité de leurs pères) au wahhabisme. De retour au Cameroun au terme de leurs études où ils furent exposés et épris de l'idéal puritain, ils entamèrent une lutte acharnée contre le soufisme (représenté par la tidjaniyya et la qadiriya). Au-delà de ces déplacements formels, rendus possible grâce à la coopération transislamique, il existait des réseaux informels ou clandestins, qui permettaient aux Camerounais de se rendre à l'étranger pour des formations religieuses et intellectuelles.

<sup>44</sup> Tous les jeunes qui vont étudier dans les pays à coloration wahhabite (Egypte, Arabie-Saoudite, Soudan, Qatar, etc), une fois de retour, se mettent généralement à enseigner dans les écoles et instituts islamiques où ils s'attèlent à leur tour à diffuser cette idéologie. De plus en plus, ils prennent également la direction des organisations qui promeuvent le wahhabisme.

<sup>45</sup> Certaines figures de proue du mouvement wahhabite au Cameroun affirment avoir découvert cette idéologie vers les années 1960, au sein des écoles franco-arabes (à l'instar de celle de la Briqueterie ou de Foumban). A cette période, de nombreux coopérants magrébins et ouest-africains y officiaient en tant qu'enseignants.

<sup>46</sup> Durant les enquêtes de terrain, la totalité des interlocuteurs sunnites s'offusquèrent du fait qu'ils soient désignés par des appellations comme modernistes ou encore wahhabites. Des termes selon eux impropres à l'instar de wahhabite, qui est lié à Mohamad Ibn Al-Wahhab. Or, l'islam et le réformisme sont antérieurs à ce personnage historique. D'après ces informateurs, il n'y a que deux courants dans l'islam à savoir les orthodoxes et les hétérodoxes. Les sunnites interrogés se présentèrent par conséquent comme des musulmans orthodoxes.

<sup>47</sup> A. Njiassé Njoya, 63 ans, enseignant (Chargé de Cours à l'Université de Yaoundé I, département d'Histoire), Biyem-Assi, 22/07/2009.

idéologique détenu par la tidjaniyya et introduisit un pluralisme idéologique sans précédent dans le paysage confessionnel islamique. Le prosélytisme des riches nations wahhabites et la loi de 1990 se sont combinés à deux autres facteurs dans la diffusion de l'idéologie réformatrice. Il s'agit de la déliquescence de l'Etat consécutive à la crise économique de la décennie 1990<sup>48</sup> et la faible emprise de l'autorité traditionnelle musulmane sur la communauté des croyants<sup>49</sup>.

Le discours wahhabite qui se présente comme la vérité ultime, le fait que leurs critiques portent sur des faits peu contestables, le sentiment de culpabilité qu'éprouvent nombre de tidjanites pour avoir longtemps évolué dans une "fausse voie" et leur désir de retourner vers l'orthodoxie, n'ont cessé de faire grossir les rangs des sunnites. La forte adhésion des musulmans de la partie subéquatoriale au wahhabisme présente également une dimension contestataire, face à l'hégémonie peul au sein de l'islam traditionnel<sup>50</sup>. Au-delà de l'aspect religieux, d'autres raisons, cette fois sociales, tendent à expliquer la progression du wahhabisme au sein de la communauté musulmane locale. Exténués de voir l'islam dirigé par des soufis "ignorants", "corrompus", "instrumentalisés par l'administration" et qui faisaient passer leur intérêt personnel avant celui de leur communauté religieuse ; de nombreux croyants en mal d'insertion socio-professionnelle auraient intégré les rangs du wahhabisme dans l'optique d'une modification de l'organisation communautaire. Il s'agissait pour ces "cadets sociaux" de se frayer un passage dans la hiérarchie confessionnelle islamique et par extension, se poser comme les nouveaux interlocuteurs de ce groupe religieux auprès des pouvoirs publics ainsi-que des

---

<sup>48</sup> Le courant wahhabite exploita ce contexte pour répondre aux besoins sociaux des populations en réalisant des établissements scolaires, des structures hospitalières, des mosquées, des puits ; en assurant l'encadrement des démunis et en finançant de nombreux projets de développement que leur soumettaient les responsables musulmans locaux.

<sup>49</sup> En terroirs beti du Centre-Cameroun, l'influence du chef musulman n'est pas la même que dans les sociétés centralisées du Nord ou de l'Ouest. Son autorité est d'ailleurs contestée par certains courants à l'instar des wahhabites, qui ne lui reconnaissent aucune prérogative religieuse. Conséquence, les wahhabites bâtissent et ouvrent des structures socioreligieuses sans tenir compte de l'avis de l'autorité traditionnelle.

<sup>50</sup> Le leadership de l'islam traditionnel a toujours été assuré par les Soudanais et plus particulièrement par les Foulbé. Ayant islamisé le reste des groupes nationaux, les Foulbé durant des décennies, eurent tendance à considérer les nouveaux convertis comme des croyants de seconde zone. Ils dominaient le clergé national et représentaient la communauté musulmane, tant auprès de l'Etat que des partenaires internationaux. Subséquemment, ils étaient les principaux bénéficiaires des avantages destinés à la communauté musulmane. Avant 1993 en pays beti, c'est du chef haoussa d'Ekoudou et du grand imam de la mosquée centrale de Yaoundé (tous peul), que les autres mosquées obtinrent le droit de célébrer la grande prière du vendredi. S'affranchir de ce "carcan étouffant", amena les convertis de la partie subéquatoriale à prospecter de nouvelles voies. Ces derniers ont vu l'adhésion au wahhabisme comme un moyen de retrouver du prestige face aux Peul et de s'émanciper de leur hégémonie. Non seulement ceux d'entre eux qui ont séjourné en Afrique du Nord et dans le Golfe-Persique parlent désormais arabe, ils peuvent également se targuer de pratiquer un islam authentique et de collaborer directement avec les sources vivifiantes de la foi à l'instar de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite.

nations arabo-musulmanes<sup>51</sup>. Ainsi, le courant wahhabite apparaissait comme contestataire à l'endroit du système établi et du libéralisme occidental, situation qui le rendit populaire chez les jeunes<sup>52</sup>. En plus de séduire par l'argumentaire, le courant wahhabite offre la possibilité à ses membres de s'épanouir socialement à travers l'acquisition des bourses d'études pour l'extérieur ou encore, par l'obtention d'emplois au sein des structures socio-professionnelles financées et administrées par les adeptes de ce courant idéologique. Le wahhabisme s'intéresse par conséquent aux dimensions spirituelle et sociale des fidèles. D'une mosquée en 1994 (mosquée centrale de Nkol-Bisson), le nombre des édifices culturels wahhabites bâtis par les croyants nationaux en terroirs beti du Centre passa à quatre (04) en 2002. Au-delà, on note l'appui des monarchies du Golfe dans la réalisation des infrastructures socioculturelles à coloration wahhabite, qui s'élève dans la zone d'étude à vingt-deux. A cela s'ajoute les contributions des arabisants ayant séjourné pour diverses raisons en pays arabo-musulmans ou épris de l'idéal puritain estimé à une dizaine. Soit un total de trente-six (36) mosquées à coloration wahhabite ou sunnite. Dans ce lot se trouve le complexe islamique de Tsinga, qui est de loin l'édifice culturel islamique le plus imposant du Cameroun. Ce dédoublement de mosquées a permis l'émergence d'un nouveau groupe de leaders religieux, qui se présentent comme des puristes et qui progressivement surclassent les marabouts soufis. Des édifices culturels tous bondés de fidèles aux heures de prière. L'augmentation des lieux de culte est lui-même la résultante d'un effectif à la hausse. Cette situation est perceptible dans les propos d'Harouna Mamoudou qui déclarait : "*Quand nous lançons le mouvement en 1993 nous étions quatre ou cinq. Mais aujourd'hui, nous sommes nombreux, plus de 300 personnes*"<sup>53</sup>. Précisons que ces propos ne concernaient que la mosquée Omar Ben Khattab dans la ville de Mbalmayo. Un mouvement unidirectionnel qui prit de l'ampleur au fil des ans. S'il n'est guère possible de déterminer avec exactitude la taille des croyants sunnites qu'abritent les terroirs beti du Centre, il est de notoriété publique que leur proportion à l'échelle nationale serait d'environ 34% de la population musulmane nationale<sup>54</sup>. Il faut à ce niveau préciser que toutes les études sur l'islam

---

<sup>51</sup> Il faut à ce niveau préciser que les aspirations de réforme spirituelle, s'associent à une volonté de renouvellement du leadership islamique. En effet, Au-delà des querelles d'ordre théologique, les deux groupes (tidjanites et wahhabites) se discutent le contrôle de la communauté musulmane nationale, avec pour corollaire la proximité avec les dirigeants politiques, sans omettre la gestion des avantages et aides accordés à ce groupe religieux tant par l'Etat que par les riches nations arabes.

<sup>52</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2006, p.237.

<sup>53</sup> Harouna Mamoudou, 47 ans, vétérinaire (1<sup>er</sup> adjoint de l'imam principal de la mosquée Omar Ben Khattab), New-Town, 21/08/2017.

<sup>54</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.25.

au Cameroun soulignent de manière unanime l'avancée du mouvement wahhabite<sup>55</sup>. C'est ce titre que Tièmeni Sigankwe affirmait : "*Néanmoins, l'observation heuristique non participante permet déjà de noter que les wahhabites, même s'il est difficile d'affirmer s'ils sont majoritaires ou pas, ébranlent sérieusement le monopole séculaire de l'islam confrérique soufi, de tendance majoritairement tidjanite ou qadirite, sur la Umma camerounaise*"<sup>56</sup>. On note également l'extension spatiale de ce mouvement, qui ne se limite plus seulement aux villes de Yaoundé et Mbalmayo. Sa'a et Obala dans le département de la Lékié, abritent de modestes communautés sunnites, ainsi que des mosquées à coloration wahhabite ayant pour promoteurs des croyants nationaux<sup>57</sup>. Evoudoula, Ngomedzap, Esse et Mbankomo sont dotées d'édifices culturels à coloration wahhabite, réalisés soit par l'ADF, soit par la WAMY. Le wahhabisme connaît une large diffusion au Cameroun au travers de ses œuvres sociales. Ainsi, il se révèle être plus dynamique à travers la remise en cause du dogme et des pratiques islamiques mais aussi, par le fait que son activisme touche à tous les aspects de la vie de l'homme (construction des hôpitaux, écoles, mosquées, puits, morgues, dons de paquets alimentaires, soutiens aux plus démunis, distribution de divers documents, etc). L'avancée du wahhabisme se traduit également par l'introduction des normes que ce courant prône dans la vie sociale : sexualité, mariage, rite mortuaire, port de la burqua, construction des hôpitaux où seuls les médecins femmes peuvent soigner les femmes. Le précédent développement est révélateur de l'importance sans cesse croissante du courant wahhabite, qui ne cesse de prendre de l'ampleur au fil des ans, passant de la marginalisation à l'affirmation.

### 3) Les courants minoritaires : le tabligh et le chiisme

La "Jama'at at tabligh" (société pour la propagation de la foi), souvent désigné au Cameroun sous le générique de Tabligh ou encore de Da'awa<sup>58</sup>, est un mouvement originaire de l'Inde où il fut fondé en 1926 par Muhammad Ilyas<sup>59</sup>. Tout comme le wahhabisme, il ambitionne de restaurer l'orthodoxie religieuse et ramener les croyants égarés sur le chemin de la vraie foi. Pour atteindre ces buts, le tabligh prône l'imitation parfaite de la vie du prophète Muhammad et exhorte ses membres à sillonner le monde pour prêcher<sup>60</sup>. Il connut une

<sup>55</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, pp. 158-159 ; Th. Takou, "Islam et société à Douala", 2010, p.161 ; Aboubakar Adamou et Aissatou Ibrahim, "Etude du rapport de force entre deux mouvances confessionnelles", 2019, p.77.

<sup>56</sup> Tièmeni Sigankwe, "Etude géopolitique du religieux au Cameroun : une urgence heuristique", in Tièmeni Sigankwe et Nicolas Owona Ndounda (Dir), *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, volume 8, n°8, aout 2019, p.23.

<sup>57</sup> Ces mosquées sont : la mosquée du centre Madrassa à Obala et la mosquée du CRAT à Sa'a.

<sup>58</sup> Appel ou apostolat en arabe.

<sup>59</sup> Ali Merad, *L'islam contemporain*, Paris, PUF, 1987, p.118.

<sup>60</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, pp. 159-160.

croissance phénoménale au point de devenir selon Giles Kepel, le plus important mouvement de réislamisation à l'échelle du monde<sup>61</sup>. Le tabligh se fait ressentir au Cameroun pour la première fois dans la décennie 1970. En provenance du Pakistan, de l'Inde, du Bangladesh ou du Soudan, il se fixe d'abord au Tchad et au Nigéria puis, pénètre le Cameroun par le septentrion. Ses premiers fidèles se recrutent à Maroua, Yagoua, Koussérie et Garoua. Le quartier général du mouvement tabligh est situé à Maroua. C'est à partir de ce centre, en contact avec la structure mère au Pakistan que les activités à mener sur le terrain sont planifiées<sup>62</sup>. Avec la libéralisation associative de 1990, il s'émancipe davantage et entame la conquête de la zone subéquatoriale. Les activités du mouvement tabligh en pays beti se limitent aux prêches conduites par des équipes composées de camerounais et de pakistanais dans de nombreuses mosquées de la cité capitale à l'instar de celles de Nsam-Obobogo, d'Odza, d'Olembé, Al Houda, la mosquée centrale rue manguier ou encore la mosquée d'Essos. Dans cette dernière structure, ils séjournent généralement pendant trois (03) jours, profitant de la case de passage dont dispose cette mosquée<sup>63</sup>. Le courant tabligh représente 5% de la population musulmane du Cameroun<sup>64</sup>.

Le chiisme<sup>65</sup> est la dernière tendance islamique à s'implanter au Cameroun vers 1990. Ceux du Cameroun se réclament de la branche des duodécimains ou imamites<sup>66</sup>. L'entrée du chiisme au Cameroun s'est faite de façon particulière. Des actionnaires iraniens de la Société Générale des Banques (SGBC), en visite de travail à Douala, auraient convaincu Mohammadou Salissou III (Directeur des ressources humaines à la SGBC), de la véracité du message chiite<sup>67</sup>. Mohammadou Salissou III se mit dès lors à propager la nouvelle idéologie à Douala et réussit (avec quelques convertis de la première heure mais aussi avec l'appui des partenaires

<sup>61</sup> G. Kepel, *Jihad. Expression et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2003, pp. 80-82.

<sup>62</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.27.

<sup>63</sup> Modibo Halidou Ibrahima, 63 ans, imam principal de la mosquée d'Essos, Essos, 24/05/2018.

<sup>64</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.27.

<sup>65</sup> Le chiisme est la deuxième grande branche de l'islam après le sunnisme et représente 10% de musulmans dans le monde. Après le décès du prophète Muhammad, certains musulmans estimèrent que la direction des affaires religieuses et politiques de la communauté devait toujours rester dans la lignée d'Ali et de sa femme Fatima (la fille du prophète). Chiite signifie donc partisan d'Ali. Des dissensions internes concernant la lignée de la succession aboutirent à la division du chiisme en trois (03) sous-groupes que sont les duodécimains, qui forment la tendance majoritaire, les ismaéliens ou septimains et les zaydites. Les principaux pays chiites dans le monde sont l'Iran, le Bahreïn, l'Azerbaïdjan, l'Irak et le Liban.

<sup>66</sup> Les chiites duodécimains croient aux douze (12) imams chargés de gérer la communauté musulmane jusqu'à la fin des temps. Le premier étant l'imam Ali (successeur légataire du prophète Muhammad) et le dernier étant le *Mohadi* (le Messie), qui viendra avec Jésus-Christ rétablir la justice sur terre. Les chiites considèrent que la religion est une affaire de famille. Dieu a ainsi choisi une famille qu'il a purifiée en lui enjoignant pour mission de diffuser son message dans le monde.

<sup>67</sup> L'adhésion au chiisme à Douala a également été facilitée par des commerçants libanais, syriens et iraniens. De nombreux musulmans camerounais d'orientation tidjanite, ont migré vers le chiisme moyennant un recrutement dans les sociétés et magasins tenus par les ressortissants des nationalités suscitées.



extérieurs) à construire la première mosquée chiite du Cameroun à Douala, au quartier New-Bell dispensaire ainsi que d'un centre de formation linguistique à Bonapriso. Se rendant à Yaoundé en 2005, il fit des émules avec lesquels ils édifièrent une mosquée avec bibliothèque au quartier Briqueterie en 2008<sup>68</sup>. En Octobre 2011, une filière de l'Université Internationale Al-Mustapha fut construite à Tsinga-Oliga, derrière la foire. Après Yaoundé et Douala, le chiisme se répandit ensuite dans le Noun. Les chiites constituent le groupe le moins nombreux du Cameroun et même du Monde. Les membres de cette communauté forment moins de 1% de la population musulmane nationale<sup>69</sup>. Les regroupements les plus importants du courant chiite se localisent à Douala et dans le Noun avec des effectifs similaires de mille (1000) fidèles dans chacune de ces localités en 2003<sup>70</sup>. La communauté chiite de Yaoundé est la moins importante du pays avec environ 100 membres en 2017<sup>71</sup>.

Quelques croyants en proportion marginale se réclament de la quadiriya. Cette confrérie fut fondée au XII<sup>e</sup> siècle en Irak, par Abd-Al-Qader Al Jilani. Elle s'est d'abord diffusée au Maroc, au Sénégal, puis au Nigéria. Au XIX<sup>e</sup> siècle, elle fut introduite au Nord-Cameroun par Ousman Dan Fodio. Cette voie soufie devint rapidement la confrérie majoritaire. Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle fut supplantée par la tidjaniyya. La confrérie mouride<sup>72</sup> est représentée par une poignée de Sénégalais<sup>73</sup>.

## II- UNE COHABITATION PACIFIQUE, CEPENDANT EMAILLEE DE MOMENTS DE TENSIONS

Les crises existant au sein de l'islam doivent être analysées et comprises sous le prisme d'une dynamique interne aux religions, permanemment tiraillées entre les tendances progressistes et les forces conservatrices. Ces tensions débouchent assez souvent sur des

---

<sup>68</sup> A ce niveau, il faut souligner qu'en plus de la *zakkat*, les chiites sont conviés à prélever 5% de leur fortune (*khoums*), destinés au prophète Muhammad et à sa famille. En fonction des pays, cet impôt est remis soit aux Ayatollahs, soit à l'université Al-Mustapha ou encore aux imams. C'est avec cette taxe que les bienfaiteurs chiites accomplissent des réalisations à travers le monde.

<sup>69</sup> Souley Mane, "Le chiisme à la conquête de l'Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun (1990-2011)", acte du colloque sur le pluralisme religieux en Afrique, Yaoundé, UCAC, 2013, p.8.

<sup>70</sup> Th. Takou, "Islam", 2010, p.248.

<sup>71</sup> Mahamat Salissou Ibrahim, 62 ans, imam principal de la mosquée chiite de Yaoundé, Briqueterie, 18/12/2018.

<sup>72</sup> Le mouridisme a pour fondateur Amadou Bamba. Ce dernier prônait la sanctification par le travail et l'abnégation totale de l'être au profit de Dieu. Il considérait que l'élévation de l'âme ne pouvait, par les seules forces humaines, atteindre la divinité (lui seul y était parvenu). Quant à la masse, elle devait travailler pour le rachat de ses fautes en confiant son salut éternel aux mains des élus de Dieu. C'est la raison pour laquelle affranchissant ses adeptes de toute obligation, il remplissait les devoirs religieux à leur place. En échange, ceux-ci lui consacraient leur vie et leur travail, ne conservant pour eux que la partie de leurs gains nécessaire à la subsistance de leur famille. Cette confrérie est basée au Sénégal.

<sup>73</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.46.

situations regrettables. C'est probablement ce constat qui a conduit Moghap Youchawo à déclarer :

Les religions sont le terreau où se développe toute sorte d'extrémisme. De tout temps, les conflits religieux ont émaillé les relations humaines et intercommunautaires. Au nom de la religion, le droit de menacer, d'exclure et même de tuer semble de nos jours exalté et légitimé<sup>74</sup>.

Engagées dans la lutte pour le leadership religieux, les différentes tendances islamiques se livrent une vive compétition. Si cette dernière est généralement pacifique, celle existant entre les tidjanites et les sunnites débouche souvent sur des affrontements. Cette section des investigations analyse les différents types de relations que les courants islamiques entretiennent entre eux.

### **1) Début de l'influence arabe et exercice des libertés consécutives à la loi de 1990 comme origines des querelles idéologiques**

Dès 1896, année probable de fixation des premiers musulmans dans la zone d'étude jusqu'en 1990, année de promulgation des lois sur les libertés associatives, la vie spirituelle islamique fut dominée par les confréries soufies à savoir la quadiriya puis, la tidjaniyya. A partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la tidjaniyya supplanta sa consœur et devint le courant idéologique dominant suivi par la majorité des musulmans. L'existence est assez monotone, les disputes doctrinales sont inexistantes. L'heure est à la tendance tidjanite qui dicte les règles dogmatiques qui font autorité. Les premiers antagonismes encore timides se font ressentir en 1947, au retour de certains musulmans de la Mecque. Pèlerinage à l'issue duquel ils découvrirent que les pratiques culturelles locales n'étaient nullement conformes à l'orthodoxie. Leurs critiques restèrent sans incidence majeure. A partir de 1960, des étudiants camerounais en proportion encore réduite, obtinrent des bourses pour les universités islamiques d'Afrique de l'Ouest et surtout, du Moyen-Orient<sup>75</sup>. De retour au Cameroun au terme de quelques années d'études, ces précurseurs du mouvement sunnite entamèrent des critiques encore modérées à l'endroit du clergé traditionnel majoritaire tidjanite. C'est de cette période, notamment de la décennie 1960, que datent les premières oppositions idéologiques publiques entre tidjanites et sunnites. A titre

---

<sup>74</sup> Moghap Youchawo, "Animisme-Islam-Christianisme dans le royaume bamoun (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) : problématique de la coexistence pacifique et de la tolérance religieuse dans une société multiconfessionnelle", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2005, p.22.

<sup>75</sup> Parmi les destinations intellectuelles prisées par les étudiants camerounais en 1960, on peut citer l'Université de Kayes au Mali, Al-Azhar en Egypte, Médine en Arabie Saoudite, le Centre Islamique Africain de Khartoum au Soudan, des centres d'études islamiques au Liban et en Lybie.

illustratif, on peut évoquer le cas d'Alhadj Soulé Alhadji (fils d'Alhaji Ismaïlia, moqadem et précurseur de la tidjaniyya à Yaoundé). A son sujet, Moussa Oumarou rapporte :

En 1965, il (Alhadj Soulé Alhadji) bénéficie d'une bourse d'étude arabe en Lybie où il est resté quatre ans, couronnés de succès car il en est revenu titulaire du baccalauréat. Au cours de sa formation en Lybie, il passe du soufisme qu'il a hérité de son père au sunnisme. Bien plus, il se livre au pays à une lutte acharnée contre le soufisme représenté au Cameroun par la Tidjaniyya et la Qadiriyya. Il refuse actuellement de prier derrière un imam soufi, même s'il s'agit de la grande prière du vendredi dirigée par l'imam principal Malam Garba, Tidjani lui aussi<sup>76</sup>.

Cette pensée est intéressante à plus d'un titre. Tout d'abord, elle confirme l'influence des études extérieures dans le changement d'orientation idéologique. On observe également que l'idéologie réformiste parvint à faire des adeptes au sein des grandes familles tidjanites. Même les héritiers présomptifs de marabouts influents soufis tournèrent casaque à leur obédience d'origine et regagnèrent le camp réformiste. Enfin, on perçoit l'attitude des nouveaux convertis sunnites, qui contestent vertement leurs aînés et parents soufis. Les sunnites, dépositaires d'un nouveau savoir, s'activèrent dès 1970 à la fondation d'institutions scolaires en l'occurrence les cours du soir arabe<sup>77</sup>. Certains enseignements dispensés au sein de ces institutions à l'instar du *tawhid* (l'unicité de Dieu), allaient susciter de vives tensions avec leurs coreligionnaires tidjanites<sup>78</sup>. Entre 1970 et 1980, le nombre de bourses d'études pour les nations étrangères suscitées alla grandissant et l'effectif des sunnites augmenta considérablement<sup>79</sup>. Leur entreprise missionnaire visant la réorientation de la pratique culturelle islamique pris de l'ampleur. Le retour au pays des étudiants camerounais après des séjours d'études plus ou moins prolongés à l'extérieur marqua la fin de la cohésion communautaire et le point de départ des tumultes. A ce propos, Souley Aladji, nostalgique de la période anté-universitaire déclarait :

<sup>76</sup> Moussa Oumarou, "La culture ", 1987, pp.62-63.

<sup>77</sup> Ces institutions reçurent au passage le soutien d'enseignants égyptiens (d'Al-Azhar), d'enseignants marocains ou encore des diplômés de l'Université de Médine.

<sup>78</sup> Moussa Oumarou, "La culture", 1987, pp.291-292.

<sup>79</sup> Des boursiers qui cependant suscitaient la méfiance des autorités administratives de l'époque. En effet, pour s'assurer que ces apprenants ne ramèneraient pas des pensées subversives, le gouvernement envoyait des émissaires pour se rassurer des idées qui circulaient au sein de ces groupes d'étudiants implantés hors du Cameroun. Dans la même lancée, les représentations diplomatiques camerounaises qui accueilleraient ces étudiants étaient chargées d'adresser régulièrement des rapports de compte-rendu à leur hiérarchie. La crainte de voir ces premiers arabisants se muer en contestateurs de l'ordre établi ou encore en diffuseurs d'idées iconoclastes amena le gouvernement d'Amadou Ahidjo à les mettre sous contrôle. La stratégie de ralliement consista à les intégrer dans la fonction publique camerounaise comme enseignants, traducteurs et cadres dans les ministères. Un stratagème qui avait pour finalité d'absorber toutes les forces sociales contre-hégémoniques. Cette situation permit à l'administration d'exercer un contrôle sur ces arabisants, qui en guise d'échange de bons procédés, véhiculaient des prêches pacifistes.

Dans le temps, c'était bien. Tout le monde priait ici (grande mosquée de Mbalmayo), même les Bamoun. C'est quand les jeunes se sont mis à aller en Arabie Saoudite et au Caire que tous les problèmes ont commencé. Depuis ce temps, les sunnites ne veulent plus se mélanger avec les autres<sup>80</sup>.

Par ces propos, on perçoit le doigt accusateur qui est pointé par les tidjanites à l'endroit des études islamiques à l'étranger. Ces dires ressortent également la responsabilité de certains pays arabes à l'instar de l'Egypte et de l'Arabie-Saoudite dans la naissance des tensions doctrinales. L'influence saoudienne avait déjà été décrite par Sébastien Emboussi qui rapportait :

L'Arabie Saoudite accorde des bourses d'études à des étudiants musulmans camerounais. Leur séjour dans ce pays leur donne une vision de l'islam, autre que celle qu'ils ont hérité de leurs parents. C'est l'occasion pour eux de se remettre en question et d'examiner sous un angle critique l'islam tel que pratiqué au Cameroun. D'où leur volonté, une fois revenu au bercail, d'amener leurs coreligionnaires à rallier leur rang<sup>81</sup>.

Le dynamisme saoudien dans une certaine mesure, peut être considéré comme l'un des nombreux vecteurs des turbulences théologiques. Ainsi, les formations à l'extérieur, parallèlement à l'approfondissement de la foi, inaugurèrent des dissensions à caractère doctrinal au sein de la communauté musulmane.

Jusqu'à la fin de la décennie 1980, les critiques des sunnites-wahhabites demeuraient modérées, à cause de leur effectif modeste mais aussi, du soutien des autorités administratives à l'endroit des dirigeants tidjanites<sup>82</sup>. Avec la libéralisation associative de 1990, le conflit larvé entre tidjanites et sunnites éclata au grand jour. Epris de l'idéal puritain auquel ils furent exposés durant leurs études, convaincus d'être dépositaires de la vérité ultime et soucieux d'évincer l'élite tidjanite et de se positionner comme les véritables représentants de la communauté musulmane nationale, les sunnites-wahhabites accentuèrent leurs critiques à l'égard du clergé traditionnel malékite et soufi, qu'ils qualifièrent de rétrograde, corrompu, individualiste et manipulé par l'administration. Cette période correspond également à l'implantation au Cameroun du mouvement *izala*, venu du Nigéria et associé au courant Wahhabite<sup>83</sup>. C'est également durant la même période que les réformistes se structurent et fondent leurs premières

<sup>80</sup> Souley Aladji, 61 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.

<sup>81</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.103.

<sup>82</sup> Entre 1980 et 1990, les sunnites ont cruellement souffert de la complicité qui existait entre le pouvoir politique et les tidjanites. Sur simple dénonciation aux services de sécurité, de nombreux sunnites étaient interpellés et incarcérés sans autre forme de procès.

<sup>83</sup> Né au Nigéria au sein de la communauté haoussa, le courant *izala* souvent associé à l'idéologie wahhabite se fixe au Cameroun dans les années 1980, grâce aux réseaux des commerçants haoussa.

associations<sup>84</sup>. Ainsi, le contexte politique et législatif de 1990 sonna le glas de la société unitaire musulmane.

## 2) Les formes d'opposition entre tidjanites et sunnites

La confrontation entre tidjanites et sunnites wahhabites prit trois (03) principales formes à savoir, le développement de discours doctrinaux divergents, des affrontements physiques avec dommages matériels et enfin, la scission sur la base idéologique avec la floraison des mosquées dites sunnites.

Le premier terrain d'affrontement entre protagonistes tidjanites et sunnites porte sur des accusations théologiques réciproques. Les sunnites fustigent les déviances comportementales de certains de leurs coreligionnaires, qui sont versés dans les innovations et le charlatanisme. Ils condamnent les pratiques rituelles tidjanites (usage du chapelet, célébration de la *maouloud*, pratique de la *lazimi*, etc) qu'ils qualifient d'hétérodoxie. Ils condamnent certains imams qu'ils taxent d'"impur", les accusant de pratique de sorcellerie et réclament leur démission. Les sunnites considèrent leurs protagonistes de *mushirikis*<sup>85</sup>. Les tidjanites de leur côté reprochent à leurs frères rivaux des attitudes d'orgueil, d'arrogance mais surtout d'intransigeance<sup>86</sup>. Face aux wahhabites qui prêchait de plus en plus forts et en des termes durs, les tidjanites saisirent partout les autorités administratives et sécuritaires, dans le but d'interdire ce mouvement<sup>87</sup>. Sur la base des plaintes déposées, les figures de proue du courant wahhabite furent convoquées par les forces de sécurité publique. Après audition, elles furent souvent incarcérées durant plusieurs mois. En l'absence de preuves valables pour des détentions prolongées, elles furent relaxées. Des libérations que les wahhabites perçurent comme une interpellation divine à plus d'engagement.

Les critiques vexatoires, embarrassantes et contrariantes des sunnites ont souvent donné naissance à des affrontements physiques<sup>88</sup>. En réalité, il s'est agi d'expéditions punitives du groupe majoritaire tidjanite à l'endroit des sunnites minoritaires. La première confrontation

---

<sup>84</sup> C'est ainsi que virent le jour à Yaoundé, l'"Association Islamique Sunnite du Cameroun" en abrégé AISC ou encore la "Jama atu izalat al bidah wa iquama as Sunna" (Association pour la Défense de la Sunna et contre l'Hérésie).

<sup>85</sup> Ce mot signifie "associateur", et fait référence aux croyants qui associent l'adoration de Dieu à autres choses.

<sup>86</sup> Confer annexe N°2, correspondance de la tidjaniyya au Secrétaire Général de la Présidence de la République de la République, pp.386-387.

<sup>87</sup> Proche du pouvoir, l'élite soufie qui voyait son influence réduire de jour en jour comme une peau de chagrin saisit partout les autorités administratives et sécuritaires. Elle présenta les wahhabites comme des subversifs et fauteurs de trouble, dont les actes au quotidien étaient susceptibles de créer l'instabilité sociale.

<sup>88</sup> Confer annexe N°3, diverses correspondances de la communauté sunnite de Yaoundé à l'administration en 1994, pp.389-393.

entre les deux groupes remonte en 1978 au quartier Briqueterie à Yaoundé. Elle nous est rapportée par Moussa Oumarou en ces termes :

En effet, certains élèves de cette école (cours du soir arabe), imprégnés de cette idéologie d'un islam pur et authentique (wahhabisme) ont jugé les tidjanites ou les soufis comme des non musulmans. Ces derniers ont réagi violemment et sont allés jusqu'à demander aux autorités la fermeture de cette institution. Leur demande n'ayant pas été exhaussée, les marabouts et les moqadem tidjanis ont convoqué à la grande mosquée, un dimanche, une importante réunion de la communauté, au cours de laquelle ils ont menacé de mort ceux qu'ils appelaient les wahhabites, si ceux-ci ne cessaient pas d'étudier le Tawhid et d'attaquer la tidjaniyya. M. Yahya Garba a proposé de demander aux autorités camerounaises d'emprisonner ces jeunes gens et de ne plus envoyer les étudiants en pays arabes notamment en Arabie Saoudite<sup>89</sup>.

La même source révèle que cette réunion se serait transformée en lutte sanglante entre les différents protagonistes. Ainsi, l'enseignement du *tawhid*<sup>90</sup> par les diplômés de Médine et qui allait à l'encontre de la doctrine tidjanite, favorable au culte des saints, fut la cause de la première confrontation entre sunnites et tidjanites. Cette crise ne fut pas la seule. Une autre, aux origines similaires généra des conséquences plus funestes.

Dès 1988, la communauté musulmane soudanaise établie au quartier Briqueterie fut en proie à de vives tensions. Celles-ci avaient pour causes les violents désaccords qui opposaient les partisans de la confrérie tidjanite à ceux du courant sunnite. En 1993, pour reprendre du poil de la bête face à la virulence des prédications sunnites, les tidjanites firent venir du Nigéria deux hauts guides spirituels de leur ordre à savoir Ahmadou Soukairoudjou et Mallam Mebarota. Ce dernier inaugura une série de prêches incendiaires dans lesquels il fit l'éloge du meurtre et du djihad en ces termes : "*Quiconque réussit à tuer un sunnite pose l'acte le plus méritoire qui soit. Le prix est le grade de martyr et l'accès sans jugement au paradis*"<sup>91</sup>. Sur ces propos, les fidèles tidjanites fanatisés, largement plus nombreux, organisèrent une battue inquisitoire contre leurs adversaires, détruisant leurs lieux de prières, endommageant leurs véhicules et domiciles, déchirant les voiles des femmes, rasant les hommes de force à l'aide de machettes, les exposant nus devant la place publique où ils durent renoncer à leur idéologie en échange de leur vie. La réaction sunnite fut moindre, due principalement à leur faiblesse numérique qui les condamnait le plus souvent à se défendre plutôt qu'à attaquer. Toutefois, les sunnites réussirent à obtenir l'expulsion vers le Nigéria de Mallam Mebarota<sup>92</sup>.

La confrérie tidjanite, satisfaite du tour de force opéré à Yaoundé, entreprit son extension à Mbalmayo, autre localité au sein de laquelle l'opposition entre les deux camps était

<sup>89</sup> Moussa Oumarou, "La culture", 1987, p. 292.

<sup>90</sup> Le *tawhid* renvoie à l'unicité et la toute-puissance de Dieu.

<sup>91</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p. 96.

<sup>92</sup> Ibid, p.98.

vive<sup>93</sup>. Ayant appris ce qui était arrivé à leurs frères de la capitale et surtout, informés de la visite imminente d'une délégation tidjanite, les sunnites de Mbalmayo mirent tout en œuvre pour s'opposer à la venue dans leur localité du tristement célèbre Mallam Mebarota<sup>94</sup>. Les données recueillies auprès de la grande majorité des informateurs font état du fait qu'ils croyaient avoir à faire au dignitaire tidjanite extrémiste. Ceci prouve qu'ils ignoraient que ce prédicateur avait déjà été expulsé vers son pays d'origine. En lieu et place de Mebarota, c'était Ahmadou Soukairoudjou qui se préparait à visiter Mbalmayo. Bonnet blanc, blanc bonnet, on peut supposer que pour les sunnites, ces deux personnalités religieuses représentaient le même mal. Quoi qu'il en soit, les réformistes de Mbalmayo n'étaient nullement prêts à subir le même sort que leurs confrères de la capitale. Dans cette optique, ils adoptèrent deux stratégies : une administrative et une autre d'auto-défense. Dans un premier temps, ils contactèrent les autorités préfectorales ainsi que celles de maintien de l'ordre pour signaler la venue d'un groupe de fauteurs de troubles. Ces administrations, craignant pour la paix locale décidèrent de s'opposer à l'entrée de ces visiteurs indésirables dans leur localité. Ainsi, une brigade mixte (composée de policiers et de gendarmes) fut expédiée à la limite territoriale entre le département du Nyong et So'o et celui du Mfoundi, avec pour objectif de refouler la délégation tidjanite vers son lieu de provenance. Les susceptibilités et appréhensions développées par les forces de l'ordre furent rapidement dissipées au contact des visiteurs. La délégation provenant de Yaoundé, sur le plan légal, était en règle<sup>95</sup>. Mallam Soukairoudjou détenait une autorisation de prêcher couvrant la province du Centre<sup>96</sup>. En outre, la délégation tidjanite, constituée d'une quarantaine de personnes ne comportait aucun nigérian (exception de Mallam Soukairoudjou), encore moins des armes comme l'avaient déclaré les sunnites<sup>97</sup>. C'est alors que les forces de maintien de l'ordre prirent sur elles la responsabilité d'escorter les visiteurs dans la ville de Mbalmayo, probablement avec l'accord des autorités civiles. Toutefois, les sunnites avaient prévu une mesure palliative au cas où la première ne fonctionnait pas.

La seconde stratégie consistait à aggraver physiquement leurs protagonistes. Aux environs de dix-huit heures, les sunnites (une centaine au total), armés de couteaux, de machettes et de gourdins se positionnent à l'entrée de la SNEC New-Town, à la croisée des

<sup>93</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, pp.85-90.

<sup>94</sup> La triste renommée de Mallam Mebarota fit en sorte que la simple évocation de son nom ou de sa venue suscitait frayeur et panique dans le camp adverse. S'il est considéré comme un perturbateur par les sunnites, les tidjanites le présentent comme un homme de bien, un martyr.

<sup>95</sup> Souley Aladji, 61 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.

<sup>96</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.98.

<sup>97</sup> Salihou Babalé, 46 ans, imam 1<sup>er</sup> adjoint à la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 27/08/2017.

chemins<sup>98</sup>. C'est alors que vers 18 heures 30 minutes, surgit en provenance de Ngallan, le carrousel comprenant les deux cars hiaces de douze places chacun côté visiteurs, encadrés par les voitures des forces de l'ordre<sup>99</sup>. Ce cortège est facilement identifiable par des chants islamiques, comportant des propos à la limite de la provocation. Très excités, les intégristes embusqués occupent la chaussée et scandent des propos qui augurent le conflit comme "*le sang va couler*"<sup>100</sup>. Faisant résonner les machettes sur le goudron, ils projettent des bouteilles d'essence enflammées sur les véhicules. La voiture d'escorte du commandant de compagnie ainsi que l'un des cars hiaces prennent feu. Les occupants des automobiles sortent de ceux-ci à la hâte, beaucoup sont blessés et fracturés. Les autres voitures réussissent à forcer le passage. Les sunnites dès-lors décident d'une manière spontanée de supprimer le témoin principal de la scène Salihou Babalé, qui réside à une dizaine de mètres du lieu des événements. Pour ce "rescapé", seul son absence lui sauva la vie. Toutefois, entre 19 heures et 20 heures, son domicile est passé au peigne fin, les portes sont défoncées, une partie de sa concession détruite, de nombreux documents sont transportés sur le lieu des incidents et versés dans les voitures incendiées. Son neveu, de passage chez lui est sévèrement bastonné à coups de machettes. Selon Harouna Mamoudou<sup>101</sup>, de retour à Yaoundé (Briqueterie) en pleine nuit, les tidjanites mobilisent les leurs et s'en prennent aux sunnites, moyen exutoire qui leur permet de se défouler, de laver l'affront subi. Cette information est confirmée par Sébastien Emboussi<sup>102</sup>. Au final, les sunnites ont atteint leur objectif qui était d'empêcher au grand maître tidjanite Ahmadou Soukairoudjou ou qui que ce soit d'autre de tenir des prêches dans leur localité. Malgré l'absence de pertes en vies humaines, le bilan de la flambée de violence du 22 octobre 1993 est tout de même considérable. A cet effet, on note de nombreux blessés et fracturés (quelques cas graves furent hospitalisés durant des semaines), deux véhicules incendiés, une habitation endommagée, une somme d'argent de 750 000 FCFA distraite. Comme on peut le constater, l'opposition entre les deux groupes dans le cadre de Mbalmayo incrimine les sunnites dans la flambée de violence de 1993. Une situation liée au mutisme des informateurs sunnites et au caractère loquace des tidjanites. Il faut à ce niveau préciser que la confrontation entre tidjanites et sunnites n'est pas spécifique au pays beti. En effet, généralement vive sur

---

<sup>98</sup> Salihou Babalé, 46 ans, imam 1<sup>er</sup> adjoint à la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 27/08/2017.

<sup>99</sup> Mamadou Bassiro, 31 ans, gérant d'un secrétariat bureautique, New-Town, 21/08/2017.

<sup>100</sup> Salihou Babalé, 46 ans, imam 1<sup>er</sup> adjoint à la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 27 /08/2017.

<sup>101</sup> Harouna Mamoudou, 47 ans, imam 1<sup>er</sup> adjoint à la Mosquée Omar Ben Khattab, New-Town, 21/08/2017.

<sup>102</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.105.



l'ensemble du triangle national, l'opposition entre ces deux groupes (dans de nombreuses autres localités du Cameroun) déboucha souvent sur des affrontements physiques<sup>103</sup>.

### 3) Le tidjanisme et wahhabisme face au chiisme et au tabligh

Cette sous-section analyse la relation chiisme-wahhabisme empreint de conflictualité et ensuite, les rapports entre le tabligh et les autres courants marqués d'une relative quiétude.

Implanté au Cameroun dans la décennie 1990, le chiisme à son tour fait face à une vive opposition de la part du wahhabisme. A ce niveau, il faut préciser qu'il s'agit de l'extension au Cameroun d'une rivalité entamée dans le Golfe-Persique et manifeste à travers le monde. La cause à la base de la scission entre les deux courants majeurs de l'islam (sunnisme et chiisme), porta sur le mode de désignation du khalife (successeur du prophète) en 632. Les futurs chiites désignèrent Ali, gendre et fils spirituel du prophète au nom des liens de sang. Les futurs sunnites pour leur part choisirent Abou Bakr, ami et proche conseiller du prophète au nom du retour aux traditions tribales. S'il est vrai que tous suivent le Coran, les *Hadiths*, la *Sunna* et adhèrent aux cinq (05) piliers de l'islam ; certains aspects de la vie spirituelle entre ces deux groupes musulmans diffèrent.

Des divergences historiques opposent les chiites aux sunnites. Des plus pertinentes, on note que dans l'appel à la prière, les chiites ajoutent "*J'atteste que Ali est proche*". Les chiites combinent la deuxième et la troisième prière puis, la quatrième et la cinquième et au final, ne font que trois prières quotidiennes, contrairement aux sunnites qui en font cinq. Lors du *hadj* à la Mecque, les chiites font une déambulation de plus que les sunnites autour de la Kaaba. En plus du Coran et de la Sunna, les chiites possèdent quatre hadiths supplémentaires qui diffèrent de ceux des sunnites, du fait qu'ils comportent des traditions relatives à Ali et aux imams. Le chiisme admet volontier l'*ijtihad*. Les chiites vénèrent souvent les imams (successeurs du prophète) comme des saints et effectuent des pèlerinages sur leurs tombes dans l'espoir d'une intercession divine. Le calendrier chiite admet à cet effet de nombreuses commémorations dédiées aux hommes à l'instar de la *maouloud* (l'anniversaire de la naissance du prophète

---

<sup>103</sup> Entre 1990 et 2000, plusieurs tensions furent enregistrées au sein des mosquées de l'extrême Nord, du fait des dissensions doctrinales opposant les tidjanites aux sunnites. A Maga, localité située à 40 km de Maroua dans le département du Mayo-Danay, la contestation de l'imam tidjanite de la mosquée principale de cette localité par les wahhabites en 1996, conduisit les deux groupes au bord d'un affrontement physique. Dans le Noun en 2000, un premier conflit physique entre les deux camps qui se discutaient le contrôle de la mosquée centrale de Foumban, aboutit à la fermeture de cette dernière par décision préfectorale. Le 27 janvier 2001, les deux groupes rivaux furent à nouveau au bord d'un affrontement physique, une fois de plus au sein de la mosquée centrale de Foumban. Un énième incident qui entraîna à nouveau la fermeture de ladite mosquée, qui fut réouverte deux ans plus tard (30 décembre 2002). Des affrontements de même nature ont eu lieu en 2000, 2002, 2003, 2004 et 2012 à Foumbot, Koutaba, Bafia et Ngaoundéré.

Muhammad), la mort et la naissance de l'imam Ali, la mort et la naissance de la fille du prophète Fatima (considérée comme la mère des douze imams), la mort du petit fils de l'imam Hussein (*hachoura*)<sup>104</sup>. Autant de célébrations qui, associées aux fêtes du Ramadan et du Sacrifice, font en sorte qu'il devient probable qu'une commémoration soit célébrée tous les mois dans le calendrier religieux chiite<sup>105</sup>. Toutes ces pratiques (exception faite des deux dernières), sont récusées par les wahhabites, qui rétorquent qu'il n'y a pas de fondement dans le Coran pour une classe héréditaire de chefs spirituels privilégiés, encore moins pour la vénération ou l'intercession des saints. Ils soutiennent que l'autorité de la communauté n'est pas un droit de naissance mais plutôt une confiance qui se mérite et qui peut être donnée et retirée par le peuple. La condamnation du culte des saints par les wahhabites les poussa en 1802 à détruire le sentier de l'imam Hussein à Kerbala, ainsi-que les tombeaux de quatre imams chiites enterrés à la Mecque. Dans l'islam chiite, il existe un clergé bien hiérarchisé au contraire du sunnisme qui ne reconnaît aucune structure cléricale officielle. Certaines pratiques rituelles chiites comme maudire les trois premiers khalifes sont extrêmement blessantes pour les sunnites. Il en est de même de certaines pratiques du droit chiite à l'exemple du mariage temporaire, qui est condamné par les sunnites<sup>106</sup>. Au-delà de ces divergences, il faut préciser que le chiisme ne doit pas être considéré comme une hétérodoxie par rapport au sunnisme qui serait l'orthodoxie. Il n'y a ni concile, ni autorité pontificale en islam pour déterminer les positions dogmatiques et l'idée de majorité n'est pas plus l'équivalent d'orthodoxie que celle de minorité n'est l'équivalent d'hétérodoxie. Le chiisme représente une certaine manière de comprendre et de vivre l'islam qui remonte aux origines de celui-ci. La querelle entre sunnites et chiites est souvent instrumentalisée par les politiques et les juristes<sup>107</sup>.

Dans le cadre de leur cohabitation à Yaoundé, il n'existe pas de rapprochement formel entre wahhabites et chiites. Ces derniers s'estiment être victimes d'une "diabolisation" de la part des premiers qui développeraient des prêches totalement contradictoires aux leurs et de surcroît, teintés de calomnies<sup>108</sup>. La conviction d'être dépositaire de la vérité absolue ressentie par chaque camp entretient cet état de fait. S'il est vrai que les chiites semblent plus enclins à un éventuel rapprochement dans la mesure où il arrive à certains d'entre eux de fréquenter des

---

<sup>104</sup> La *hachoura* donne lieu à des scènes de lamentations, port de vêtements foncés et noircissement du visage, des pleurs, des scènes d'automutilation et d'auto-flagellation. Une martyrologie perçue par les sunnites comme une résurgence du paganisme.

<sup>105</sup> Mahamat Salissou Ibrahim, 62 ans, imam principal de la mosquée chiite de Yaoundé, Briqueterie, 18/12/2018.

<sup>106</sup> M. Clark et Malek Chebel, *L'islam pour les nuls*, Paris, FIRST Editions, 2008, pp.251-269.

<sup>107</sup> M. Benchemane, "Islam et conflit : entre interprétation et confusion", disponible sur le lien internet <https://www.cairn.info>, consulté le 12 juin 2018.

<sup>108</sup> Mahamat Salissou Ibrahim, 62 ans, imam principal de la mosquée chiite de Yaoundé, Briqueterie, 18/12/2018.

mosquées dirigées par les sunnites wahhabites, ces derniers paraissent plus intransigeants et s'abstiennent de tout comportement avenant, quelques soit l'occasion ou la circonstance. En définitive, contrairement à certaines localités du Cameroun à l'instar de Douala où la cohabitation entre chiites et sunnites fut à ses débuts extrêmement tendue<sup>109</sup>, à Yaoundé, leur existence commune n'a jusque-là donné lieu à aucune crise sociale.

A l'inverse des relations que les chiites entretiennent avec les wahhabites, celles d'avec les tidjanites sont marquées par le sceau de la cordialité et du respect mutuel. Une inclinaison qui pourrait s'expliquer par les nombreux points de convergences qui existent entre les deux courants<sup>110</sup>. A cet effet, on note des invitations réciproques à l'occasion de certaines manifestations religieuses<sup>111</sup>. Dans la perspective des relations cordiales, Mahamat Salissou affirme qu'il lui arrive souvent de prendre la parole dans les mosquées tidjanites, une information qui ne fut cependant corroboré par les informateurs tidjanites.

Encore très discret, le tabligh échappe aux rivalités à caractère idéologique et collabore pacifiquement avec les différents courants. Comme précédemment mentionné, ses membres sont souvent autorisés à effectuer des prêches au sein de nombreuses mosquées, indistinctement de leur appartenance idéologique.

### **III- CONSEQUENCES DES RIVALITES IDEOLOGIQUES AU SEIN DE L'ISLAM**

La rivalité pour le leadership religieux que se livrent les différents courants islamiques est à l'origine de la diversification des facettes de l'islam. Cette compétition missionnaire continue d'imprimer des marques tantôt négatives, tantôt positives, mais qui témoignent incontestablement de la vitalité de la religion musulmane.

---

<sup>109</sup> Les débuts d'existence de la communauté chiite de Douala furent extrêmement difficiles : menaces de mort et attaques physiques de la part de leurs coreligionnaires sunnites. Pendant quatre mois, le cadre de regroupement des chiites de cette ville fut protégé par les forces de maintien de l'ordre. Une attitude violente des sunnites, tributaire au fait qu'ils assimilent le chiisme à une secte.

<sup>110</sup> La tidjaniyya et le chiisme consacrent de nombreux cultes aux individus. Tous deux sont propices à l'expression d'émotions religieuses intenses et mettent l'accent sur le sens caché des Saintes Ecritures.

<sup>111</sup> Aladji Ibrahim Moussa, 84 ans, grand imam de la mosquée centrale N°1 de Yaoundé, Briqueterie, 29/08/2017.

## 1) Les séquelles des incidents de 1993

Elles sont de deux ordres : négatives et positives.

### *1-1) Les points négatifs*

La rivalité idéologique opposant les tidjanites aux sunnites fut à l'origine d'une escalade verbale sans précédent, d'actes d'intimidation, d'affrontements physiques entre les groupes idéologiques ; entraînant la plupart du temps des sévices corporels importants, des pillages, des dégâts matériels considérables, des distractions de divers biens, des exils pour les autres quartiers de Yaoundé ou encore pour la partie septentrionale du pays<sup>112</sup>. Les différents protagonistes firent tous usage des diverses formes de violence. La fixation d'un nouveau courant a systématiquement suscité l'hostilité du plus ancien. C'est ainsi que les tidjanites s'opposèrent à l'implantation des sunnites-wahhabites. Ces derniers à leur tour manifestèrent une vive hostilité face à la venue du mouvement chiite.

Le désir de reconvertir leurs coreligionnaires poussa souvent les sunnites à perturber les pratiques culturelles décriées par eux, à contester l'autorité des chefs tribaux, à réclamer la destitution de certains imams taxés d'incompétents, à célébrer certains offices religieux sans les approbations des autorités jusque-là compétentes en la matière (chefs haoussa et grands imams). La détermination des tidjanites (qui se révéla au final vaine) à voir s'implanter le courant sunnite poussa ceux-ci à adopter des stratégies pas toujours légales : diverses plaintes auprès des autorités administratives aux issues pas toujours satisfaisantes, traques publiques jusque dans les domiciles, rasage de force à la machette, poudrage de visages avec des résidus de pneus brûlés, etc. Autant de situations qui interpellèrent l'autorité administrative pour trouble à l'ordre public. Les fidèles des autres obédiences religieuses à l'instar des chrétiens qui jusque-là considéraient les musulmans comme un bloc monolithique, découvraient que ce groupe confessionnel connaissait également des divisions.

Les événements de septembre à octobre 1993 consacrèrent la rupture définitive des deux groupes rivaux. Les sunnites mirent du cœur à l'ouvrage pour finaliser leurs premières mosquées à Yaoundé et Mbalmayo. Avec l'achèvement de ces édifices, ils cessèrent d'une manière formelle de fréquenter les édifices culturels tidjanites. Le climat délétère, de courtoisie hypocrite qui existait déjà au sein de la *Umma* depuis 1988, se mua en haine féroce. Celle-ci brisa des amitiés et s'étendit au sein des familles. On vit dès-lors des amis qu'on croyait inséparables ou encore des fils d'un même père, ne plus s'adresser la parole parce que divisés

---

<sup>112</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p. 106 et S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, pp. 88-90.

entre courant tidjanite et sunnite. Toutefois, les dures épreuves de 1993 n'eurent pas seulement des effets regrettables.

### *1-2) Les points positifs*

La période de turbulence achevée, les croyants des différents bords idéologiques pouvaient désormais méditer sur le sens de la violence. A ce propos, l'enquête participative a permis d'observer une prise de conscience des différents acteurs qui s'accordent d'une manière unanime sur le fait que la violence est une mauvaise chose. Le discours en public a changé et est devenu plus policé et lénifiant, même si dans les faits, la rivalité entre les différentes tendances persiste. Ceux qui autrefois prônaient la guerre font désormais l'éloge de la paix. C'est à ce titre que Maud Lasseur affirmait : "*Le mouvement sunnite s'est aujourd'hui tempéré et structuré en associations et ONG reconnues par l'Etat*"<sup>113</sup>. Une pensée qui est révélatrice de deux faits. Tout d'abord, la perception négative qui entoure le mouvement wahhabite sous d'autres cieux semble s'estomper au Cameroun, où les membres de ce courant idéologique tendent à se présenter comme les artisans de la paix. On note également une volonté d'organisation en réseau du mouvement wahhabite. Un rapprochement chapeauté par les ONG transnationales à l'instar de l'ADF et la WAMY. Il arrive à ces dernières de relayer la fonction de coordination à certaines associations locales sous leur tutelle idéologique et financière à l'instar de la JIC ou la CAMSU. Cette structuration permet de renforcer les liens entre les membres de cette mouvance, facilitant ainsi la connexion avec les donateurs et idéologues du Golfe-Persique<sup>114</sup>.

Avec le recul, les informateurs approchés manifestent une certaine gêne à ressasser les événements douloureux de 1993 et tendent désormais à minimiser les causes qui ont engendré ces incidents. C'est ainsi qu'Harouna Mamoudou qui avait activement participé aux événements sus-évoqués peut désormais déclarer : "*La flambée de violence de 1993 est due à l'incompréhension*"<sup>115</sup>. Le temps qui apporte la maturité a assagi celui qui jadis était prêt à tout pour défendre son idéologie. Pour Sahid Bachir Njoya, les incidents précédemment mentionnés sont dus à l'ignorance, il rappelle à ce propos que ces tumultes ont beaucoup frustré les musulmans<sup>116</sup>. Selon Mounkailou Sabo, d'autres causes se seraient greffées sur la discorde

<sup>113</sup> Maud Lasseur, "Islam et Christianisme en mouvement", 2010, p.175.

<sup>114</sup> Le fait de se regrouper en associations légalement reconnues permet aux arabisants de bénéficier formellement des subventions extérieures affectées à la propagation de l'islam.

<sup>115</sup> Harouna Mamoudou, 47 ans, vétérinaire (imam 1<sup>er</sup> adjoint à la Mosquée Omar Ben Khattab), New-Town, 21/08/ 2017.

<sup>116</sup> Sahid Bachir Njoya, 48 ans, imam principal de la mosquée du Centre, Nkong-Si, 03/09/ 2017.

religieuse à l'instar de l'incapacité de nombre de croyants à s'élever socialement, des divisions familiales ainsi que des haines tribales opposant les Haoussa aux Mofou, Guiziga et Toupouri . La conjugaison de tous ces paramètres accentua le pourrissement de la situation<sup>117</sup>. Cette prise de conscience a suscité et conforté l'acceptation mutuelle, l'esprit de tolérance et de cohabitation. Il ne s'agit plus de convaincre par la force physique mais par l'argumentation, quitte à chaque fidèle d'adhérer à l'obédience de son choix. A ce jeu, les sunnites-wahhabites sont les grands gagnants, dans la mesure où ils glanent de plus en plus des parts du marché confessionnel islamique. En effet, si de nombreux tidjanites migrent vers le wahhabisme, l'inverse est inexistant. Pour se faire comprendre du plus grand nombre, les sunnites font usage des langues vernaculaires et véhiculaires<sup>118</sup>, utilisent des textes religieux traduits en français et en anglais, font la *tafsir*<sup>119</sup> dans ces deux dernières langues, admettent une démarche critique par libre questionnement et discutent les textes sacrés. Autant de procédés qui ont favorisé la connaissance et compréhension profonde des "Ecritures", unique autorité légitime reconnue par les sunnites-wahhabites. Une quête de l'orthodoxie qui n'a cessé de séduire nombre de fidèles.

Fait impensable en 1993, on note un effort de rapprochement entre tidjanites et sunnites. De nombreux dirigeants religieux appartenant aux deux courants idéologiques siègent dans les mêmes instances à l'instar de la CIDIMUC, l'ASIMUC, des conférences des imams organisées au complexe islamique de Tsinga, des prières pour la paix, etc. Au niveau des croyants, on note que ceux-ci ont désormais la possibilité de prier dans n'importe quelle mosquée, même si pour le moment, ils s'orientent encore dans les édifices qui correspondent à leur idéologie.

Autant de situations qui témoignent du triomphe de la raison sur la passion. Il faut également relever que les pouvoirs publics ont joué un rôle déterminant pour le retour à la paix en adoptant un certain nombre de mesures coercitives et en émettant de nombreuses recommandations<sup>120</sup>.

---

<sup>117</sup> Mounkailou Sabo, 43 ans, imam principal de la mosquée Al-Houda ou mosquée de la guidance, Briqueterie, 18/08/2018.

<sup>118</sup> La déterritorialisation de l'islam, perceptible par son ancrage dans des aires géoculturelles nouvelles, entraîne l'usage des langues qui ont cours dans ces localités. Bien-que l'arabe demeure le canal par excellence de la théologie et dont la maîtrise confère honorabilité et respectabilité, d'autres usages linguistiques se font jour. Ces dernières portent notamment sur la traduction du Coran ainsi que des manuels de base de l'islam en langues véhiculaires et vernaculaires. Ces dernières ont rendu accessible les textes religieux au plus grand nombre. Situation qui a permis de détribaliser la religion, d'affranchir les jeunes des anciens cadres religieux et au-delà, de favoriser une quête personnelle du savoir.

<sup>119</sup> Exégèse coranique.

<sup>120</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, pp.107-108.

## 2) La multiplication des facettes de l'islam

La rivalité entre courants idéologiques rivaux est à l'origine de la multiplication des facettes de l'islam. La religion musulmane n'affiche pas un visage unique. Ainsi, l'islam traditionnel et soufi cohabite avec un islam sunnite, qui se présente comme orthodoxe et authentique. Si ce dernier brille par une arabisation des mœurs, le premier pour sa part reste fortement imprégné des us et coutumes africaines. A ces courants, viennent s'adjoindre l'islam chiite (qui comporte lui aussi de nombreuses particularités) et le courant tabligh, qui a inauguré des campagnes de prêches au sein des différentes mosquées. Des visages diversifiés, tributaires de l'activisme des différents courants islamiques. Il en découle une absence d'homogénéité dans la pratique religieuse. Si tous s'accordent sur les principes fondamentaux de l'islam, il n'en demeure pas moins vrai que leurs conceptions différentes du monde et l'interprétation souvent divergente des Textes Sacrés sont à la base de légères variations dans les pratiques cultuelles. Si certains s'en tiennent aux cinq prières ordinaires, d'autres à l'instar des chiites ont la latitude d'en effectuer que trois (03), tandis que les tidjanites en plus des cinq prières quotidiennes peuvent en exécuter d'autres dites surérogatoires (à l'instar de la *wasifa*, la *lazimi*, la *hadra*, la *dunai*). Les postures de prière sont également nombreuses à l'exemple de la posture *sederou* c'est-à-dire les bras tendus le long du corps et la posture *cabou* qui renvoie aux bras croisés sur la poitrine. Si les tidjanites et chiites sacrifient aux cultes des saints, cette attitude est décriée par les sunnites qui s'abstiennent de telles pratiques, au motif qu'elles ne seraient pas conformes à la jurisprudence islamique.

A proximité des croyants qui tapissent leurs demeures de portraits d'Ibrahim Nyasse et arborent fièrement leurs chapelets à grains, se trouvent les sunnites, réfractaires à toute représentation humaine, à l'usage du chapelet à grain, qui refusent de serrer la main aux femmes et garde volontiers la barbe. A ce niveau, leurs rivaux leur objectent l'argument selon lequel, la foi n'est pas dans l'accoutrement mais dans le cœur. La volonté d'affirmation des courants islamiques est également perceptible dans l'explosion des lieux de culte qui se réclament des idéologies particulières. On trouve ainsi des mosquées tidjanites, des mosquées sunnites et la mosquée chiite. La floraison des modèles architecturaux est l'une des manifestations de la rivalité idéologique au sein de l'islam. Certains lieux de culte rejettent toute étiquette idéologique et tendent à se présenter comme neutre. Cependant, le fait que certains rites soit ou non pratiqués permet de les classer dans une catégorie particulière.

#### **IV- LES RELATIONS QUE LA *UMMA* IMPLANTÉE EN TERROIRS BETI DU CENTRE-CAMEROUN ENTRETIENT AVEC L'EXTERIEUR : ENTRE DIFFUSION DE MODELES IDEOLOGIQUES, QUÊTE DU SAVOIR ET COOPERATION TRANSISLAMIQUE**

Semblable à tous les groupes humains, la communauté musulmane établie en terroirs beti du Centre ne vit guère en vase clos. Elle est fortement connectée à ses consœurs des autres nations arabo-musulmanes. Cependant, elle ne traite pas d'égal à égal avec ces dernières et subit davantage leur influence. En effet, les nations qui ont embrassées l'islam les premières diffusent vers le Cameroun des courants doctrinaux souvent rivaux, qui se livrent une véritable compétition sur le terrain. Ces anciennes nations musulmanes, grâce à leurs puissants moyens financiers, octroient des bourses d'études et œuvrent également à l'édification des structures socioreligieuses, qui renforcent leur prestige tout en favorisant l'évolution de l'islam.

##### **1- Des relations anciennes et ininterrompues entre les croyants camerounais et l'extérieur**

Les relations entre la communauté musulmane nationale et celles des autres pays musulmans sont anciennes et remontent à la période précoloniale. En effet, la foi musulmane est venue de l'extérieur. Il en est de même des différents courants idéologiques présents sur le sol camerounais. C'est également de l'extérieur que vinrent le soutien à la mouvance soufi ainsi que la revitalisation du mouvement réformiste. A travers le pèlerinage et autres voyages d'études, les musulmans camerounais sont en contact avec les nouvelles tendances qui traversent et agitent la *Umma* mondiale. Dans sa thèse fort intéressante, Gilbert Lambling Taguem Fah emploie le terme de "tropismes" pour traduire l'orientation des populations musulmanes nationales en direction des foyers par lesquels l'islam pénétra le Cameroun<sup>121</sup>. La première voie est tournée vers le Tchad, le Soudan et au-delà, le Moyen-Orient. Identifiée comme étant le courant oriental, c'est par celui-ci que vinrent les idéologies mahdiste et wahhabite<sup>122</sup>. La seconde voie est orientée vers le Nigéria et l'Afrique de l'Ouest. C'est par ce second canal que la tidjaniyya pénétra le Cameroun. Le terme "théotropisme" quant à lui sert à traduire la pérennité des liens entre les musulmans camerounais et l'ensemble de la communauté musulmane mondiale et en particulier, avec la terre originelle de l'islam<sup>123</sup>.

<sup>121</sup> G. L. Taguem Fah, "Les élites musulmanes ", 1996, p.18.

<sup>122</sup> L'administration coloniale française se méfia des courants venus de l'Est, parce qu'imprégnés de l'idéologie nationaliste arabe. Elle craignait que ces derniers ne contaminent l'islam noir. A l'inverse, les courants venus de l'Ouest, parce-que pacifiques et malléables, devinrent une sorte d'islam officiel.

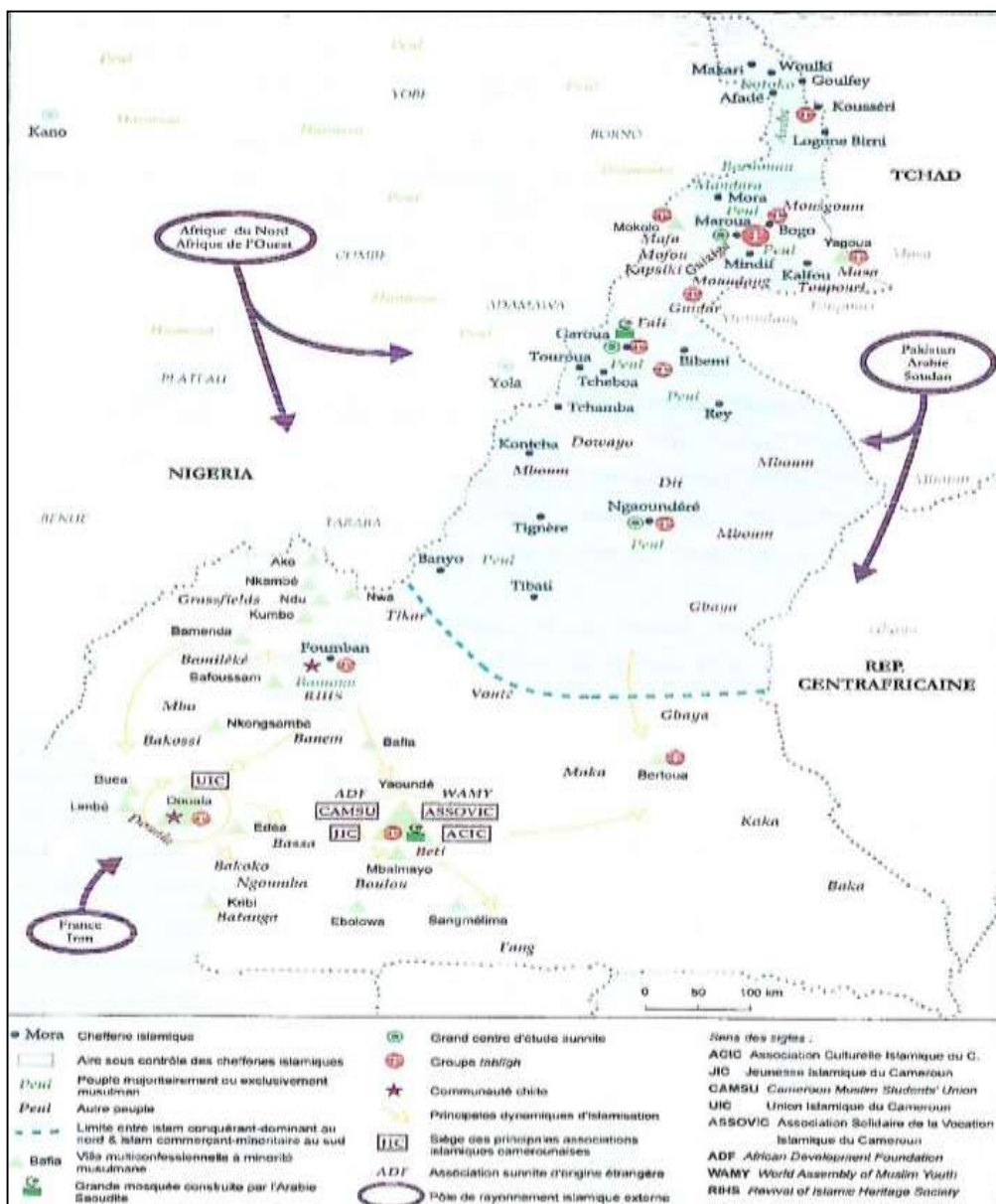
<sup>123</sup> G.L. Taguem Fah, " Les élites musulmane", 1996, p.22.



## **2- Les foyers d'impulsion des influences islamiques en direction du Cameroun**

Avec la fin de la colonisation et l'accession à l'indépendance du Cameroun, des relations diplomatiques furent établies avec de nombreux pays musulmans d'Afrique et d'Asie. Dès cet instant, les nations anciennement islamisées, celles qui ont embrassé l'islam les premières, n'ont eu de cesse d'exercer une influence spirituelle indéniable sur le Cameroun. Se servant de leurs institutions de prestige en science islamique et souvent, de leurs puissants moyens financiers en l'occurrence les "pétrodollars", elles distillent vers le Cameroun diverses idéologies soufie, réformiste et néo-réformiste. Ces influences obéissent à une certaine logique qu'on pourrait qualifier d'adoubement vertical. En effet, les groupes musulmans tant au niveau local qu'international, accepte une hiérarchie spirituelle allant des pays anciennement islamisés aux contrées récemment convertis. Les premières, s'estimant plus éclairées, se sentent le droit et le devoir d'exercer le rôle de guide spirituel auprès des secondes. Toutefois, au-delà de cette tutelle religieuse, se joue un enjeu politique doublé d'un souci de prestige. Dans la logique de positionnement géostratégique à coloration idéologique, certains pays musulmans, conscients des enjeux que représente la force du nombre, n'ont de cesse de se constituer une large clientèle idéologique à travers la planète. Ainsi, diffuser son idéologie, promouvoir les œuvres religieuses et sociales, permet d'occuper les espaces encore vacants ou de supplanter les mouvances fragiles.

**Carte N°6 : Pluralisation et renouveau de l’islam au Cameroun.**



**Source :** Maud Lasseur, "Religions et territoires au Cameroun", 2008, p.167.

L’observation et l’analyse de cette carte fournissent des indications au sujet des nations qui influencent la pratique de l’islam au Cameroun en général et en terroirs beti du Centre en particulier. La pluralité des pôles d’influences extérieures est à l’origine de la reconfiguration permanente du visage de la religion musulmane.

Parmi les nations musulmanes dont le rayonnement religieux sur la zone d’étude ne fait l’ombre d’aucun doute, se trouve l’Egypte. Ce dernier joua et continue de jouer un rôle prépondérant dans la propagation de l’enseignement islamique. A ce propos, Marcel Cardaire affirmait : *"Le rayonnement intellectuel de l’université d’El Azhar se fait sentir sur la totalité*

*du monde musulman*<sup>124</sup>. Le Caire est incontestablement reconnu comme l'une des villes intellectuelles les plus prestigieuses du monde musulman. L'influence de l'Égypte date de la période coloniale. Dès 1946, des marabouts égyptiens entamèrent des visites régulières au Cameroun. Leur mission principale consista à fustiger les comportements hétérodoxes de leurs coreligionnaires ainsi que l'ignorance des maîtres d'écoles coraniques. Cette entreprise de réforme spirituelle s'intensifia durant la période postcoloniale et porta essentiellement sur la formation religieuse. Celle-ci s'orienta dans deux directions. Dans la première, des bourses d'études furent octroyées à des étudiants camerounais, afin d'approfondir leur formation en science religieuse. Cette fonction intellectuelle est soulignée par Hamadou Adama quand il déclare :

Le gouvernement égyptien, à travers une commission mixte de sélection des candidatures, accorde des bourses d'études aux étudiants camerounais désireux de poursuivre des formations en langue arabe, en sciences islamiques et en littérature arabo-musulmane. C'est à l'université cairote d'Al-Azhar que la quasi-totalité des étudiants camerounais sont accueillis et poursuivent leurs études<sup>125</sup>.

Si ces offres sont en diminution, il n'en demeure pas moins vrai que l'Égypte continue à recevoir de nombreux étudiants camerounais<sup>126</sup>. Dans la seconde direction, des maîtres égyptiens effectuent des séjours réguliers au Cameroun, pour dispenser des enseignements dans certaines écoles coraniques locales<sup>127</sup>. Il faut cependant relever que les formations religieuses ne sont pas la priorité de tous les pays du Moyen-Orient. Plusieurs nations musulmanes collaborant avec le Cameroun, mettent un accent sur les sciences séculaires. Depuis son accession à l'indépendance, l'Algérie aurait formé environ huit cents camerounais, majoritairement dans les domaines scientifique, technique et pédagogique. En 2017, sur les quatre-vingt-dix-neuf bourses d'études octroyées par ce pays aux étudiants camerounais, seulement cinq (05) furent destinées à la religion<sup>128</sup>. Semblable à l'Algérie, le Maroc accorde chaque année une trentaine de bourses d'études aux étudiants camerounais. Ici également, les formations proposées portent sur les domaines scientifique et technique. Il faut préciser que ces bourses sont destinées à tous les étudiants camerounais, indépendamment de leur appartenance

---

<sup>124</sup> M. Cardaire, *Contribution*, 1949, p. 94.

<sup>125</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p. 205.

<sup>126</sup> Le nombre de bourses proposées par l'Égypte varie chaque année et dépend principalement du budget alloué à ce domaine d'activité par le gouvernement égyptien.

<sup>127</sup> Nos travaux de Master sur l'islam à Mbalmayo relevaient que certains édifices cultuels comme la mosquée Baltazan, accueillait régulièrement des maîtres égyptiens, qui dispensaient des formations religieuses aux jeunes croyants musulmans. Ces maîtres étaient gérés par l'ACIC.

<sup>128</sup> Bedjaoui Merzak, 55 ans environ, Ambassadeur de la République d'Algérie au Cameroun, Bastos, 30/05/2018.

religieuse<sup>129</sup>. Dans le même sillage, se situe la Tunisie qui accorde en moyenne vingt-six bourses d'études chaque année avec pour priorité, le domaine scientifique<sup>130</sup>. Le choix porté sur les sciences séculaires se justifie par la volonté de former des personnes capables de se prendre en charge mais aussi, de contribuer au développement de leur pays et de leur continent. Les diplomates interrogés soutiennent que c'est par la science que l'islam a dominé le monde, par conséquent, c'est sur elle que l'accent doit être porté.

A côté de l'Égypte, une autre nation du Moyen-Orient exerce une influence religieuse indéniable sur la communauté musulmane du pays beti à savoir l'Arabie Saoudite<sup>131</sup>. Dès l'accession à l'indépendance du Cameroun, le Président Ahmadou Ahidjo ouvre le pays à la mouvance wahhabite qui commence dès-lors à diffuser son modèle idéologique<sup>132</sup>. Son offensive missionnaire est conduite par de nombreuses institutions, fondations et ONG, financées par elle à l'instar de l'ADF et la WAMY. Les domaines prioritaires dans lesquels porte son action sont l'enseignement et le religieux<sup>133</sup>. Sur le plan éducatif, la monarchie saoudienne octroie des bourses d'études pour les universités médinoises. Les premières bourses d'études octroyées par l'Arabie Saoudite aux étudiants camerounais remontent en 1962 pour l'Université Islamique de Médine<sup>134</sup>. En cette même année, le Cameroun était déjà en relation avec des organisations islamiques basées en Arabie Saoudite en l'occurrence, la Ligue Islamique Mondiale. Ainsi, bien avant l'établissement des relations formelles qui datent de 1966, les deux pays étaient déjà en contact<sup>135</sup>. Sur le plan local, l'œuvre de structuration de l'enseignement islamique moderne se réalise dans la promotion des écoles franco-arabes et anglo-arabes, ainsi que l'ouverture d'instituts secondaires islamiques. Sa volonté avérée d'asseoir son hégémonie est manifeste par la réalisation à travers le Cameroun d'édifices réservés au culte musulman. En 2010, l'Arabie Saoudite à travers la WAMY avait œuvré à l'édification de quatre-vingt-dix-neuf (99) de mosquées. Un effectif qui ne prend pas en compte les réalisations de l'ADF et de la FIH. Le complexe islamique de Tsinga, qui est l'ouvrage le

---

<sup>129</sup> Thaddée Claude Bene Bene, "Un exemple de coopération Sud-Sud : le cas de la coopération Cameroun-Maroc (1982-2008). Approche historique", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UYI, 2011, p.77.

<sup>130</sup> Données recueillies auprès de l'Ambassade de Tunisie à Yaoundé, 22/05/2018.

<sup>131</sup> Le boom pétrolier de 1973 permit à l'Arabie Saoudite de s'enrichir considérablement et de mettre en œuvre sa politique d'hégémonie islamique à l'échelle mondiale.

<sup>132</sup> Depuis 1924, la wahhabiyya a été adoptée comme idéologie officielle de l'Etat saoudien par les Al-Saoud.

<sup>133</sup> La fondation de l'Université de Médine avait pour but de former des missionnaires qui, imprégnés de l'idéologie wahhabite, devaient ensuite rentrer dans leurs pays "prêcher le vrai islam". La charte de cette institution, publiée en 1962 est suffisamment explicite sur cet objectif : imposer la culture islamique de l'Arabie Saoudite comme culture islamique mondiale.

<sup>134</sup> Sous le couvert de l'ACICI, les premiers boursiers camerounais se rendent officiellement en Arabie Saoudite en 1962. Le second contingent s'y rend en 1967, il était composé de sept (07) étudiants.

<sup>135</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, p.31 et p.87. Selon ce chercheur, les bourses d'études à caractère religieux sont estimées à une douzaine par an.

plus imposant de la religion musulmane au Cameroun, est un don de l'Etat saoudien. Au-delà des aspects culturel et éducatif, l'Etat saoudien est également actif dans d'autres secteurs d'activités. C'est ainsi qu'il réalise des forages et centres médicaux, apporte un soutien multiforme aux associations musulmanes locales et organes de communication islamiques, finance des campagnes de santé, etc. En marge de la coopération officielle à travers laquelle la monarchie saoudienne s'adresse à certaines organisations reconnues pour mener à bien son offensive missionnaire sur le sol camerounais, une autre, officieuse cette fois, permet à la wahhabiyya d'accentuer sa présence. Elle concerne les donations faites par des saoudiens, à certains particuliers camerounais, sur la base des relations interpersonnelles. Ce double axe de pénétration, permet d'affirmer que le réformisme wahhabite opère par le haut (d'une institution à une autre) et par le bas (de particulier à particulier). Cet activisme débordant vise un objectif précis à savoir, susciter une nouvelle orientation de l'islam tel que pratiqué au Cameroun<sup>136</sup>. Dans le même sillage que l'Egypte et l'Arabie Saoudite, d'autres nations du Golfe-Persique s'activent pour affirmer leur présence sur le sol camerounais et partant, œuvrer à la diffusion de leur courant idéologique. Tels sont les cas du Koweït, qui promeut le sunnisme malikite grâce à son ONG "Revival of Islamic Heritage Society"<sup>137</sup> et l'Iran, qui véhicule le chiisme à travers le monde au moyen de l'association dénommée "Ahl-Ul-Bayt World Assembly"<sup>138</sup>.

Plus proche, des influences religieuses venues du Nigéria continuent à submerger le Cameroun. Pour cet autre cas de figure, il convient de souligner que cette situation est facilitée par la proximité historique, géographique, linguistique, culturelle et affective qui relie les communautés situées de part et d'autre de la frontière camerouno-nigériane<sup>139</sup>. Dans les années 1980, des marabouts nigériens implantés à la Briqueterie, s'activaient dans la formation des jeunes camerounais<sup>140</sup>. A la même période, le mouvement islamique "izala", née au Nigéria, s'est diffusé au Cameroun<sup>141</sup>. La "tariqa" tidjanite, solidement implantée au Cameroun, est

<sup>136</sup> Les deux plus grands complexes islamiques du Cameroun ont été construits par l'Arabie Saoudite. Le premier, bâti à Garoua, fut achevé au début des années 1980. Le second est le complexe islamique de Tsinga, achevé en 1997.

<sup>137</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 169.

<sup>138</sup> Ibid, p.175.

<sup>139</sup> Ainsi, de nombreux groupes issus des mêmes souches familiales, ayant en commun le fulfulde et situés de part et d'autre de la frontière, ignorent volontairement ces tracées coloniaux, ce qui facilite les liens communautaires et au-delà, les influences religieuses.

<sup>140</sup> Le cas le plus illustratif est celui de la famille Ali Baban Tella, installé à la Briqueterie, qui fit venir spécialement un enseignant du Nigéria pour la formation spirituelle de sa progéniture.

<sup>141</sup> Le mouvement "Izala", également connu sous la désignation "Ahali Sunna", est la branche camerounaise du mouvement "Jammaat Izalat al-bida wa iquâmat as-suuna" qui vit le jour au Nigéria. Il fut importé au Cameroun à partir des années 1980 par des commerçants haoussa, et se développa dans les quartiers musulmans de Douala et Yaoundé. Il s'est démarqué par des prédications virulentes contre les marabouts soufis et l'aristocratie musulmane traditionnelle.

connectée au réseau nigérian. Les commerçants tidjanites nigériens participent activement à la redynamisation de cette mouvance et importent vers le Cameroun des portraits d'Ibrahim Nyasse, des médaillons et des chapelets, qui permettent aux croyants tidjanites d'afficher ostentatoirement leur appartenance à cette confrérie<sup>142</sup>. En 1994, alors que le sunnisme s'exprimait avec virulence à Yaoundé, c'est du Nigéria que vinrent Mallam Soukairoudjou et Mallam Mebarota, imminents marabouts de la confrérie tidjanite, qui permirent à cette dernière de reprendre le dessus<sup>143</sup>. Cette expertise exégétique externe contribua à raviver les tensions larvées qui opposaient les deux camps. Au sujet de l'ascendance spirituelle islamique qu'exerce le Nigéria sur le Cameroun, Hamadou Adama affirme :

...force est de reconnaître que l'islam au Cameroun est influencé par des courants religieux venant du Nigéria voisin. Le djihad est venu du Nigéria, les hommes de l'islam, les confréries (quadiriyya, tidjaniyya) et les mouvements de rénovation islamique (ahmadiyya, ahali sunna, zikuru Allah, izala, etc.) se sont d'abord développés au Nigéria avant de franchir la frontière pour s'implanter et prendre racine sur le territoire camerounais<sup>144</sup>.

Ainsi, le "grand frère" nigérian continue d'exercer une tutelle spirituelle sur son "cadet" camerounais. Les flux humains entre les deux entités territoriales contribuent à préserver ces influences religieuses multiformes. Aujourd'hui encore, la première communauté estudiantine étrangère au Nigéria est constituée de Camerounais<sup>145</sup>. Dans la même lignée que le Nigéria mais dans une posture plus discrète se situe le Sénégal<sup>146</sup>, le Niger et le Soudan qui, ces dernières années, reçoivent des étudiants camerounais désireux d'approfondir leur savoir et probablement, se frayer un chemin au sein de cette communauté religieuse car il faut le relever, le désir d'ascension sociale est une motivation pour la quête du savoir. Par le passé, des Camerounais en nombre réduit s'orientèrent vers des nations comme le Liban et la Lybie, d'où ils revinrent des années plus tard nantis de baccalauréats<sup>147</sup>.

<sup>142</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 174.

<sup>143</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, pp. 86-90.

<sup>144</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p. 227.

<sup>145</sup> Ibid, p. 208.

<sup>146</sup> En direction de cet autre pays musulman, les soufis camerounais y envoient leur progéniture afin qu'elle puisse s'abreuver en savoir auprès des disciples d'Ibrahima Nyasse, grand *moqadem* de la tidjaniyya.

<sup>147</sup> Moussa Oumarou, "La culture", 1987, p.263.

### 3- L'incidence des influences spirituelles extérieures dans la reconfiguration de l'islam tel que pratiqué au Cameroun

L'extérieur est le principal vecteur des divergences doctrinales qui agitent la *Umma* nationale, en ce sens que c'est lui qui diffuse le réformisme et le néo-réformisme. C'est également de l'extérieur que vinrent les mouvances soufis, qui consolident et revivifient celles présentes sur le sol camerounais<sup>148</sup>. C'est en allant étudier en Iran, en Syrie, au Liban et en Irak que des étudiants camerounais furent subjugués par l'idéologie chiite, qu'ils ramenèrent au Cameroun<sup>149</sup>. Chaque mouvance transnationale, par le soutien qu'elle accorde à sa section locale (don financier, formation académique, diffusion d'articles divers, construction des mosquées), consolide sa présence sur le sol camerounais. Une situation qui participe à la redynamisation de l'islam, contribuant du même coup à modifier le visage de cette religion. Ainsi, les musulmans camerounais restent connectés à des réseaux d'influence et de financement internationaux, qui essaient des tentacules idéologiques. A cet effet, les différents mouvements idéologiques (tidjaniyya, wahhabiyya, chiisme, tabligh), se rattachent tous à des réseaux transnationaux. Ce sont surtout les pays réputés pour leur fondamentalisme islamique qui font ressentir leur activisme au Cameroun. Il s'agit en l'occurrence de l'Egypte, l'Arabie Saoudite, le Koweït, auxquels on peut adjoindre des nations comme le Nigéria, le Soudan et le Sénégal. Ces pays musulmans, qui ont la réputation d'être spirituellement plus éclairés, ne font nullement mystère de leur volonté de diffuser le modèle idéologique qu'ils considèrent comme véridique. Dans cette perspective, elles se livrent une vive compétition sur la scène camerounaise. C'est le lieu ici de préciser que les formations à l'extérieur favorisent la dépendance vis-à-vis des centres de formation. Cette situation permet au groupe formateur de diffuser son idéologie, d'infiltrer la communauté musulmane nationale, d'exercer une influence réelle sur le terrain à travers l'emprise sur la section locale. Pour l'Etat saoudien, diffuser l'idéologie wahhabite au travers des œuvres sociales contribue à asseoir son poids politique de par le monde. Il peut ainsi créer des alliances avec plusieurs pays, pour défendre ensemble la même cause mais aussi, glaner des soutiens politique et diplomatique dans les instances internationales. Les étudiants camerounais, en fonction de leur inclinaison idéologique, de leurs ressources financières et de leur réseau d'affinité, ont l'embaras de choix face à l'abondance de l'offre en formation islamologique dans les universités égyptiennes, médinoises,

---

<sup>148</sup> Les tidjanes camerounais ont par le passé connu la visite de grands marabouts de cette confrérie en provenance du Maghreb et du Sénégal.

<sup>149</sup> Souley Mane, "Le chiisme", 2013, p.08.

soudanaises, nigérianes et nigériennes<sup>150</sup>. Cette diversité d'itinéraires d'acquisition du savoir, associé à la soif de connaissance que manifestent de plus en plus les jeunes générations musulmanes, favorisent la fermentation des idées religieuses et l'affinage des connaissances. De retour au Cameroun à l'issue de leur formation, ils s'activent à la diffusion d'un islam orthodoxe, plus authentique que celui de leurs parents. L'action éducative des pays du Moyen-Orient est couplée sur le terrain à la réalisation de nombreuses œuvres socioreligieuses : construction de mosquées et complexes islamiques, instituts de formation islamique de différents niveaux, bibliothèques, centre de santé, etc.

A travers ces actions multiples, la coopération internationale à coloration islamique participe à la consolidation des mouvances idéologiques existantes, à la venue de nouvelles tendances islamiques, à la pérennité des liens entre ces différentes mouvances et leurs foyers d'origines, à l'afflux des étudiants camerounais vers l'étranger ainsi qu'à la venue au Cameroun des marabouts de certaines de ces mouvances dans le but de revitaliser ces dernières<sup>151</sup>. Ces influences multiformes contribuent à la reconfiguration ainsi qu'à la redynamisation permanente du visage de l'islam local. La percée du pétro-islam vise notamment l'arabisation des comportements, la promotion et la maîtrise de l'arabe (la langue du Coran) avec pour but ultime, la réforme de la pratique religieuse. En effet, ramener les comportements à un degré de puritanisme acceptable est l'objectif poursuivi par les différentes démarches des sunnites wahhabites. Une nouvelle identité musulmane est partout ostensible à travers la mutation des mœurs induite par les nouvelles quêtes de savoir et par la volonté d'afficher son appartenance idéologique. A côté des traditionalistes qui tapissent leurs habitations des portraits d'Ibrahim Nyasse, qui arborent fièrement les chapelets à douze grains et autres médaillons, les réformistes se distinguent par un processus d'arabisation. Au sujet de ces derniers, Gilbert Lambling Taguem Fah constate :

Se disant gens de la Sunna, ils portent un petit turban, laissent pousser leur barbe et adoptent des pantalons qui s'arrêtent au-dessus des chevilles. Refusant de serrer des mains aux femmes, ils peuvent même prendre un accent arabe pendant la salutation et murmurent quelques versets du Coran. Ils se distinguent aussi par leur façon de prier : mains portées sur la poitrine, air bien concentré, gestes très lents, etc<sup>152</sup>.

<sup>150</sup> Ces réseaux sont entretenus par des musulmans présents au Cameroun ou par ceux de la diaspora.

<sup>151</sup> Les mécanismes traditionnels inhibiteurs de contact sont rendus caducs par la mondialisation. Si durant la domination coloniale, les puissances occidentales présentes au Cameroun pouvaient filtrer les déplacements physiques de la grande majorité des dignitaires musulmans en direction du Cameroun, la période postindépendance rend cette stratégie vétuste. La mondialisation est accélératrice de flux que ce soit en termes de personnes que d'idées.

<sup>152</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendances actuelles", 2000, p. 55.



Ainsi, l'arabisation du savoir est suivie de celle des mœurs : manière de s'habiller, de se coiffer, de parler, de se tenir face à la gente féminine. Une dissemblance d'attitude principalement dictée par l'appartenance idéologique. L'opposition entre les différentes mouvances idéologiques alimente des débats passionnés, qui prirent souvent une tournure violente. Les réformistes fustigeant l'idolâtrie, le syncrétisme, l'associationnisme et les compromissions dans lesquels évolueraient les traditionalismes. Ces derniers de leur côté, reprochant à leurs protagonistes leur intransigeance, leur orgueil, leur arrogance souvent liée à leur puissant soutien financier ainsi que le soudain mépris à l'endroit de toutes ces traditions ancestrales qui contribuèrent pourtant à faire d'eux des hommes. La polarisation des discours conjuguée à la radicalisation de chaque camp fut source de haine fratricide, d'affrontements physiques avec mutilations et dommages matérielles. Par voie de conséquence, naquirent des mosquées et associations islamiques rivales. Ces oppositions tranchées eurent un effet bénéfique dans la mesure où elles entraînèrent une remise en cause des uns et des autres : choix des mécanismes pacifiques de diffusion de l'idéologie réformiste qui séduit de plus en plus au détriment de la violence ; nécessité des traditionalistes d'expurger les avatars déviationnistes qui provoquent des critiques récurrentes du camp adverse. Ces antagonismes nées à l'extérieur et porté sur le sol camerounais par des étudiants ayant fréquenté à l'étranger et par différentes organisations islamiques (agissant sous la bienveillante tutelle de pays musulmans fortunés, adeptes de l'impérialisme spirituel) sont causes de la multiplication des facettes internes de l'islam et par conséquent, de la redynamisation de cette religion.

#### **4- Les communautés musulmanes étrangères implantées en terroirs beti du Centre-Cameroun**

Une autre forme de migration contribue au grossissement de la *Umma* locale, il s'agit des migrations internationales à coloration musulmane. Ces dernières concernent principalement les ressortissants d'Afrique de l'Ouest mais aussi, de la partie septentrionale du continent et au-delà, du Moyen-Orient. Elles se concentrent davantage dans les grandes métropoles à savoir Yaoundé et Douala. L'un des recensements les plus exhaustifs sur la présence des étrangers dans la ville de Yaoundé date de 1987<sup>153</sup>. Son exploitation fournit les indications suivantes : 772 Nigériens, 469 Nigériens, 218 Sénégalais, 156 Maliens soit un total de 1615 ressortissants d'Afrique de l'Ouest. Un effectif auquel il faut adjoindre 54 ressortissants d'Afrique du Nord. Le second recensement général de la population est moins détaillé que le

---

<sup>153</sup> Source concordante : Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p. 62 ; S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.46.

précédent et ne permet nullement de cerner le flux migratoire des musulmans non-nationaux en direction de la zone d'étude. Néanmoins, il révèle la présence de 126275 migrants soit 49,2% d'étrangers africains<sup>154</sup>.

Conduisant une étude sur l'insertion des immigrants ouest-africains dans deux quartiers de Yaoundé en 2010, Adèle Biloa révélait que les plus grandes proportions des ressortissants de cette partie du continent provenaient du Nigéria (32,18%), du Sénégal (26,24%), du Niger (24,14%) et du Mali (12,64%). Cette enquête signalait la présence de quelques Ivoiriens (3,45%) et Burkinabè (1,15%)<sup>155</sup>. Cette masse, dominée par la gente masculine, évolue entièrement dans l'informel avec des activités comme le commerce, la couture, la vente de pièces détachées, la cordonnerie. Les immigrants d'Afrique de l'Ouest sont dans leur grande majorité de confession musulmane. D'une manière générale, la proportion des ressortissants d'Afrique du Nord a toujours été faible, comparativement à celle des ressortissants de l'Afrique occidentale. Au moment où nous achevons cette étude, les données recueillies auprès de quelques représentations diplomatiques des nations maghrébines livraient les indications suivantes : 90 Marocains, 100 Algériens, 100 Egyptiens, 250 Tunisiens<sup>156</sup>. Hors de Yaoundé, des villes comme Mfou, Mbalmayo, Monatélé, Obala, Akono, Okola abritent de modestes communautés de musulmans Ouest-africains. Dans ces localités secondaires, ces non-nationaux, en plus des activités économiques suscitées officient également comme agriculteurs et éleveurs. A Monatélé et Ebebda dans la Lékié, des Maliens s'adonnent à la pêche et à l'exploitation du sable. Ces musulmans étrangers ne disposent pas de mosquées spécifiques. Ils se rendent les vendredis dans les mosquées disséminées partout en pays beti, pour prier avec "leurs frères" camerounais. Les autres jours de la semaine, ils prient individuellement ou par petits groupes, soit dans leurs domiciles, soit dans leurs commerces ou sur les trottoirs. Dans leur grande majorité, les ressortissants d'Afrique du Nord et d'Asie pratiquent leurs prières au complexe islamique de Tsinga, surtout celles du vendredi<sup>157</sup>. Comme mentionné précédemment, une seule mosquée fut construite par un croyant subsaharien. Il s'agit de la mosquée An-Nour de Nsam-Obobogo, édifié en 1991 par un sénégalais du nom de Al-Hassan Diouf<sup>158</sup>. Depuis le décès de ce dernier, sa veuve administre cet édifice en tant que *wasir*

<sup>154</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.46.

<sup>155</sup> A. Biloa, "Insertion des immigrants ouest-africains dans l'activité économique de Yaoundé : cas des quartiers Mvog-Ada et Essos", Mémoire de DIPES II en Géographie, UYI-ENS, 2010, pp.25-27.

<sup>156</sup> Cette tentative d'actualisation des effectifs des ressortissants musulmans étrangers fut hélas infructueuse auprès des autres ambassades.

<sup>157</sup> La totalité des diplomates musulmans rencontrés, originaires d'Afrique du Nord, affirment effectuer leurs prières au complexe islamique de Tsinga. Situation similaire pour leurs compatriotes.

<sup>158</sup> Adja Abiba épouse Diouf, 57 ans, ménagère, Yaoundé-Nsam, 27/08/2017.

(gardienne). Partout ailleurs, les musulmans originaires d'Afrique noire contribuent souvent de façon significative à la réhabilitation des mosquées dans lesquelles ils prient<sup>159</sup>. Les enquêtes de terrain ont révélé que certains ressortissants d'Afrique de l'Ouest officient comme imam<sup>160</sup>. Ces étrangers évitent de prendre de prendre position dans les querelles religieuses que connaît la communauté musulmane nationale depuis la fin des années 80. Ces immigrants se regroupent par association des ressortissants de leurs pays d'origine. Au sein de ces structures, ils cotisent pour subvenir à certaines nécessités imprévisibles.

Le précédent développement prouve que la communauté musulmane implantée en terroirs beti du Centre-Cameroun est intimement liée à ses consœurs des autres pays étrangers. A cet effet, elle reste perméable aux influences venues de l'extérieur. Cette dépendance multiforme porte sur la construction des mosquées et écoles islamiques, les visites des marabouts étrangers, l'accomplissement du pèlerinage, le renforcement intellectuel à travers les bourses d'études dans les universités des pays musulmans, la venue au Cameroun de maîtres coraniques de diverses nationalités ou encore, la diffusion de supports pédagogiques variés, ayant pour but de favoriser une meilleure connaissance de l'islam. Ces divers apports, issus de trajectoires différentes, souvent concurrentielles, renforcent les liens transnationaux et font participer la communauté des croyants à l'histoire de la *Umma* mondiale. Par ces connexions, les forces qui agitent l'islam à l'échelle planétaire sont présentes et actives au Cameroun, où elles participent à la reconfiguration permanente du visage de la religion musulmane. Les stratégies de cette offensive missionnaire et les domaines à travers lesquels elle s'exerce ont été mieux cernés par Gilbert Lambling Taguem Fah quand il laisse entendre :

Les circonstances favorisant cette dynamique religieuse sont marquées par la montée, en Afrique subsaharienne, de l'influence des pays arabes qui, de plus en plus, y deviennent d'importants bailleurs de fonds. On assiste simultanément à un regain d'intérêt en faveur de l'islam en tant que foi religieuse, phénomène soutenu par l'organisation régulière des campagnes missionnaires en direction des zones subsahariennes. Tout ceci est complémentaire. Sous le couvert de bourses d'études et d'aide au développement ou d'autres formes d'assistance, un prosélytisme voilé s'exerce. Dotés d'importants moyens financiers, les pays arabes financent de nombreuses œuvres sociales (hôpitaux, écoles, etc.), des édifices religieux et culturels (mosquées, instituts islamiques, bibliothèques, etc). Ils forment des cadres techniques musulmans : infirmiers, enseignants, traducteurs – des agents religieux-oulémas, oustaz, etc.- qui, de retour au pays, deviennent des propagateurs privilégiés de l'islam. En outre, ils répandent, sur toute l'Afrique, ouvrages, brochures ou bandes magnétiques

<sup>159</sup> En 1985, un croyant béninois du nom de Salihou Latoundji contribua à 80% à la réhabilitation de l'ancienne mosquée de Mfou dans la Mefou et Afamba. Une décennie plus tard, un autre croyant béninois œuvra entièrement à la réhabilitation de la mosquée du quartier Bamiléké de Sa'a dans le département de la Léké. Tel est également le cas dans de nombreuses autres localités y compris Yaoundé.

<sup>160</sup> Au moment où nous achevons les enquêtes de terrain, un nigérien du nom d'Abdoussallam Halirou, officiait comme imam principal à Ngomedjap depuis 1994. Un autre nigérien dénommé Ousman Mohamed, occupait le poste d'imam adjoint N°1 à la mosquée centrale de Sa'a.

sur l'islam, en langue arabe, mais aussi en français et en anglais. De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) qui s'intéressent aux communautés musulmanes ne doivent également leur survie qu'à l'appui de quelques pays arabes<sup>161</sup>.

Ce déploiement du pétro-islam, suscite d'importantes transformations socioreligieuses au sein de la communauté musulmane nationale. Les cadres issus des différentes formations (religieuses, académiques ou techniques) financées par les fonds arabes, sont les agents du renouveau islamique, surclassant les missionnaires de la première heure que furent les marchands et bergers.

En définitive, les libertés associatives permirent l'implantation et l'éclosion de nouvelles tendances islamiques, qui introduisirent un pluralisme idéologique sans précédent au sein de la communauté musulmane nationale. Quadirites, tidjanites, sunnites-wahhabites, chiites, membres de la daawah, doivent ainsi cohabiter au sein des mêmes entités géographiques. Ces courants sont tous producteurs d'une élite religieuse qui exerce une influence réelle sur la communauté des fidèles. Pour s'affirmer sur la scène religieuse locale, chaque tendance fait usage des ressources dont elle dispose et bénéficie de temps à autre du soutien de l'administration selon les enjeux et les circonstances. Sur le terrain du prosélytisme, toutes ces mouvances usent des prédications dans les mosquées et mettent sur pied des associations qui ont pour but de coordonner leurs activités et assurer l'encadrement de leurs affidés. A la différence des tidjanites et chiites qui mettent un accent sur les rassemblements culturels, les wahhabites pour leur part insistent sur la formation et l'investissement socio-culturel. Une stratégie qui permet au courant wahhabite d'être plus dynamique (que le courant tidjanite qui demeure statique et amorphe) et de glaner chaque jour d'importantes parts du marché confessionnel islamique. Partout où ils voulurent s'établir, les wahhabites rencontrèrent l'hostilité de leurs devanciers tidjanites. Engagé dans la lutte pour le leadership religieux, la cohabitation entre ces différentes tendances déboucha quelquefois sur des affrontements physiques, dont le plus tragique fut celui d'octobre à novembre 1993. Des incidents survenus dans un contexte particulier, caractérisé par la contestation sociale et des revendications politiques. Il faut observer que ces échauffourées se limitèrent à la communauté soudanaise. Ainsi, ni les Bamoun, ni les Beti, encore moins les musulmans étrangers, ne prirent part à ces échauffourées. Des dissensions doctrinales, couplées à une querelle de représentativité de la communauté musulmane (tant auprès des pouvoirs publics que des partenaires internationaux) qui compromettent l'idéal d'unité communautaire que prône l'islam. Des tumultes qui

---

<sup>161</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendances actuelles", 2000, p. 61.

cependant n'occulent en rien la cohabitation globalement pacifique, qui caractérise les différents courants islamiques.

Au terme de cette deuxième partie, il ressort que nombreuses marques témoignent de l'évolution de l'islam. Parmi celles-ci, figure l'explosion des lieux de culte islamiques. D'une mosquée en 1936, les terroirs beti du Centre comptabilisait en 2017 environ 150 mosquées et des dizaines d'esplanades de plein air. Un processus qui est loin d'être achevé. En effet, de nombreux quartiers de Yaoundé et quelques localités secondaires en sont encore dépourvues. Il est donc logique d'entrevoir un effectif encore plus important dans un futur proche. Des lieux de culte aux physionomies, aux dimensions et aux statuts différents. Dans leur sillage, se situent les écoles coraniques, dont la proportion est calquée sur celle des mosquées. Dans la même lancée, on note l'émergence timide des organes de communication et établissements scolaires islamiques. La faible proportion de ces dernières, est une invite à l'endroit des acteurs islamiques au développement, afin qu'ils investissent davantage dans le domaine éducatif. Avec l'avènement des lois sur les libertés associatives, le nombre d'associations islamiques décupla. Ayant des statuts différents (international, national ou local), leurs actions combinées se confondent entre encadrement des fidèles, assistance aux démunis, prosélytisme et promotion du développement. Le domaine associatif est l'un des secteurs dans lequel le dynamisme féminin est le plus perceptible. A ce niveau, il faut noter (pour le regretter) que la plupart des organisations islamiques nationales, sont sous assistance financière des ONG internationales et de riches mécènes étrangers. Il est par conséquent urgent, que lesdites associations, développent des activités génératrices de revenus, afin de s'autonomiser et éventuellement, contrecarrer les influences pernicieuses qui pourraient provenir de l'extérieur. Les libertés associatives permirent également l'implantation et l'éclosion de nouvelles tendances idéologiques, qui introduisirent un pluralisme doctrinal sans précédent au sein de la communauté musulmane nationale. D'autres marqueurs sont révélateurs de la dynamique de l'islam. Il s'agit des conversions sans cesse croissante des membres du groupe beti.



**TROISIEME PARTIE :**  
**IMPACT, CARACTERISTIQUES ET RUPTURES**  
**SUSCITES PAR L'ISLAM EN TERRITOIRE**  
**BETI DU CENTRE**

L'établissement des Soudanais et Bamoun musulmans en terroir beti du Centre a entraîné quelques changements dans l'univers pahouin. Ces mutations sont d'ordre confessionnel, sociologique et économique. La religion musulmane s'illustre également par un certain nombre de traits qui la singularisent et constituent par conséquent ses caractéristiques. Cette troisième partie des investigations traite des ruptures suscitées par l'islam chez les Beti du Centre et analyse les permanences que cette religion connaît depuis sa fixation à la fin du XIXe siècle. Comme les précédentes, elle est structurée en deux chapitres.

Le cinquième chapitre s'attarde sur l'islamisation des Beti. En effet, le dogme et la morale véhiculé par l'islam sont parvenus à faire des émules au sein du groupe beti. Ces conversions ont contribué à la recomposition sociologique de la communauté musulmane et entrainer des revendications des nouveaux venus pour une meilleure considération par les groupes dominants Foulbé et Bamoun. Ces conversions témoignent de l'universalité de l'islam, dont la vocation est de s'adresser à l'humanité toute entière. Croyant à part entière, les musulmans beti s'affirment à travers l'approfondissement du savoir islamique qui a conduit certains d'entre eux à l'étranger dans l'optique d'acquérir du prestige au sein de cette communauté religieuse, l'occupation des postes de responsabilité dans les mosquées, la fondation des associations islamiques ou encore l'édification d'infrastructures socioreligieuses.

Le sixième chapitre pour sa part traite des caractéristiques que cette religion affiche et autres ruptures suscitées par elle en territoire beti du Centre-Cameroun. Des traits stables à l'instar de son caractère essentiellement urbain, la domination de sa composante exogène ou encore de son caractère pacifique et quiétiste sont analysés. Au-delà de ces permanences, la religion musulmane s'illustre par quelques innovations. L'une des ruptures majeures par rapport au passé réside dans l'irruption de la modernité dans le champ religieux islamique. Les entrepreneurs religieux musulmans de tous bords font de plus en plus usage des NTIC pour promouvoir les idéaux de leur religion, former le plus grand nombre, susciter le maximum de conversions et barrer la route à l'extrémisme islamiste. On note également la participation considérable de la gent féminine dans des activités prosélytiques, au travers d'associations et organes de communications islamiques. La *Umma* s'illustre ainsi par un esprit d'ouverture qui contraste avec la vision austère qui lui est souvent accolée. C'est dans ce dernier cadre que son activité déborde la sphère du religieux pour s'attaquer au social. Toutefois, elle fait face à un certain nombre de difficultés, qui entravent son plein épanouissement.

## **CHAPITRE V : LES AVANCEES DE L'ISLAM PAR CONVERSION : LE CAS DES MUSULMANS BETI**

Les Beti constituent un peuple bantou, originaire des régions du Centre et du Sud-Cameroun. Dès leur fixation dans les localités où on les trouve comme natifs aujourd'hui, ils entrèrent en contact avec des cultures extérieures, qui diffusaient des croyances différentes de la leur. C'est ainsi qu'à la faveur de la colonisation, ce groupe fit la connaissance du christianisme globalisant, qui a suscité d'innombrables ruptures dans son mode de vie et de pensée. Par la suite, grâce à l'expansion commerciale des Soudanais et Bamoun, les Beti entrèrent en contact avec l'islam. Cette partie des travaux ambitionne d'analyser les relations que les Beti entretiennent avec la religion musulmane. D'une manière spécifique, il est question d'étudier les raisons qui ont amené certains membres de ce groupe à devenir musulmans, l'accueil qui leur fut réservé dans leurs familles chrétiennes, présenter quelques figures musulmanes beti et les principaux obstacles à une plus large diffusion de la foi musulmane au sein de ce groupe.

### **I- LES MUSULMANS BETI**

Lorsque l'islam s'implante chez les Beti du Centre vers 1896, il était impensable qu'un membre de ce groupe devienne musulman. Avec le temps et l'évolution des mentalités, les natifs firent une entrée timide mais progressive dans la religion musulmane. Cette phase des investigations identifie les différentes raisons qui amenèrent certains Beti à abandonner le christianisme pour se convertir à l'islam. Il est également question de présenter l'accueil difficile réservé aux nouveaux musulmans dans leurs familles, la pratique de l'islam par les Pahouins et le phénomène de dé-islamisation des croyants beti.

#### **1) Des raisons de conversion multiples pour une islamisation en progression**

On se perdrait en conjecture, en cherchant à déterminer l'année à laquelle le premier pahouin s'est converti à l'islam. Situation imputable à la structure de la religion musulmane, qui ne possède nullement de structure ecclésiastique centralisée, encore moins la tradition des cartes de baptêmes ou celle des recensements. Cependant, le traitement des informations recueillies indique que l'islamisation du premier beti est relativement ancienne et se situe vers 1960. Les raisons ayant conduit à la conversion des Pahouins sont multiples, selon qu'il s'agisse des hommes ou des femmes.



Ngoa Mbida Aboubakar Sidiki rapporte que les motifs qui l'incitèrent à devenir musulman résident dans le comportement de ces derniers. Ils étaient généreux, calmes et évitaient de se compromettre par des attitudes immorales. Ils menaient une vie saine<sup>1</sup>. Situation identique chez Abdoullah Atangana, qui fut marqué depuis sa tendre enfance par la droiture comportementale et la quiétude qu'il observait chez ses camarades musulmans<sup>2</sup>. Au-delà de ces qualités, Aladji Engoudou Ismaïla fut davantage séduit par cet effort permanent de rectitude morale et comportementale, calqué sur l'exigence religieuse. Il fut également subjugué par la solidarité poussée qui unit les croyants musulmans et qui démarre (non sur une base tribale ou associative mais) sur une simple salutation : *Assalamou Aleikum* (que la paix de Dieu soit avec toi)<sup>3</sup>. Ayant perdu ses parents très tôt et connaissant une existence difficile, Ohanda Bissa Abdel-Karim trouva réconfort et assistance auprès d'amis musulmans. Un élan de solidarité qui l'amena à se convertir à l'islam en 1962<sup>4</sup>. Pour Mvié Mohamed Moussa (né Ignace Eric Mvié), les attitudes de fraternité et de sincérité qu'il découvrit chez ses voisins musulmans l'amènèrent à s'islamiser<sup>5</sup>. Pour Akono Abdoufattah, Essomba Moussa et Ondoa Ondoa Ilias, le dogme musulman sur l'unicité de Dieu (*Tahwid*) leur parut plus pertinent et compréhensif que celui sur la trinité. L'islam leur fut clairement recommandé à la suite de songes<sup>6</sup>.

Toutefois, pour mieux apprécier les arguments avancés par les croyants beti, il est intéressant de revisiter le cadre socioculturel dans lequel ils évoluaient et sur lequel ils pointent un doigt accusateur. La vie antéislamique est présentée comme une existence jouissive et libertine, dans laquelle des attitudes comme la fornication, la luxure, ainsi que la consommation d'alcool étaient pratiques courantes<sup>7</sup>. Un cadre dans lequel la véritable fraternité, le respect des aînés et des personnes âgées ont disparu. Pour recevoir une assistance de la part de ses frères, pour être respecté et considéré, il faut être un homme relativement important de par sa position sociale et son avoir matériel. La perversion ou encore la pesanteur de la coutume traditionnelle est également indexée. Atangana Ibrahim et Assogo Ben Yaya furent régulièrement consternés par les dépenses excessives que nécessitait l'organisation d'un deuil, dans lequel la veuve éplorée devait obligatoirement verser une somme d'argent, symbolisant les pratiques

<sup>1</sup> Ngoa Mbida Aboubakar Sidiki, 41 ans, enseignant, Soa, 20/06/ 2017.

<sup>2</sup> Abdoullah Atangana, 41 ans, bibliothécaire, Tsinga (Yaoundé), 11/07/2018.

<sup>3</sup> Engoudou Ismaïla, 57 ans, naturopathe, Ngoek (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>4</sup> Ohanda Bissa Abdel Karim, 73 ans, imam adjoint à la mosquée d'Essos, Essos, 18/08/2018.

<sup>5</sup> Mvié Mohamed Moussa, 43 ans, menuisier, New-Town (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>6</sup> Akono Abdoufattah, 44 ans, imam principal de la mosquée d'Odza, Odza, 13/06/2018; Essomba Moussa, 50 ans, chauffeur, Olembé (Yaoundé), 17/06/2017 ; Ondoa Ondoa Ilias, 33 ans, étudiant, Essos (Yaoundé), 23/08/2017.

<sup>7</sup> En islam, l'interdit sexuel recommande aux croyants de ne point entretenir des rapports charnels hors du mariage.

coutumières de veuvage. Comparant la pratique mortuaire de sa communauté d'origine à celle qu'il observait chez son aîné musulman, Engoudou Ismaïla constata que chez ces derniers, l'inhumation était modeste. En outre, la mort venait de Dieu. Il n'y avait pas de volonté manifeste et malsaine à vouloir toujours trouver un bouc émissaire à chaque décès. Ce sont ces attitudes comportementales dans lesquelles baignaient bon nombre des informateurs qui les ont amenés à changer de religion. Estimant que le modèle qu'ils recherchaient se trouvait dans l'islam, ils se convertirent en recevant un baptême qui fit d'eux des musulmans.

A combien s'élève l'effectif des musulmans beti ? Bien que leur proportion soit considérable et sans cesse à la hausse, il est impossible de déterminer encore moins d'estimer leur proportion. Une difficulté inhérente à la communauté musulmane qui n'a pas pour habitude de se compter. La seule certitude réside dans le fait que leur nombre est incontestablement plus important que par le passé. Une situation qui témoigne de la transethnicité et même de l'universalité de la religion musulmane.

## **2) L'accueil pas toujours amical réservé aux musulmans beti dans leurs familles**

De tous les monothéismes universels, le christianisme est celui qui a le plus rayonné au sein du peuple beti. Ces derniers le considèrent par conséquent comme leur croyance, celle à laquelle doit adhérer le *Nti*<sup>8</sup>. Pour certains d'entre eux à l'instar d'Albert Beloui<sup>9</sup>, la religion serait liée à l'ethnie ; le beti doit être chrétien comme le soudanais ne peut qu'être musulman. Cette conception géo-religieuse et ethno-religieuse fit en sorte que les Beti acceptèrent difficilement que l'un des leurs devienne musulman. Les menaces dont les musulmans pahouins furent victimes après leur islamisation traduisent à souhait cet état de fait.

Lorsque Vie Mohamed Moussa décida d'embrasser l'islam, sa famille chercha à le dissuader en lui rappelant qu'ils étaient nés chrétiens et qu'ils mouraient chrétiens. Face à son insistance, elle fit appel à un prêtre pour lui prodiguer des conseils. Cette seconde initiative n'ayant pas produit les effets escomptés, les accrochages verbaux avec les siens suivirent leur cours. A l'occasion d'une énième prise de becs, son père lui déclara : "*Si je te trouve en train de prier avec les musulmans, je te découperai avec la machette et j'irai en prison*"<sup>10</sup>. La détermination du père se traduisit quelques jours plus tard lorsqu'il fit appeler Mvié Mohamed Moussa en pleine nuit et ce, en présence de la maisonnée toute entière. L'heure tardive traduisait la gravité et la solennité de la décision qui allait être prise. En effet, à l'occasion de cette réunion

<sup>8</sup> Nti est le singulier de Beti.

<sup>9</sup> Beloui Albert, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré du quartier mécanicien, New-Town (Mbalmayo), 25/08/2017.

<sup>10</sup> Mvié Mohamed Moussa, 43 ans, menuisier, New-Town (Mbalmayo), 27/08/2017.

familiale nocturne, Mvié Mohamed Moussa reçut sa déclaration ainsi que son acte de naissance des mains de son père. Ce dernier lui rappela au passage : " *Tu n'es plus mon fils et oublie que tu as un père* ". Par la suite, le père convoqua un conseil de famille élargi et pour la première fois, Mvié Mohamed Moussa rencontra des oncles qu'il n'avait jamais vu. Ce rassemblement ayant pour but de lui faire renoncer à ce que les siens considéraient comme un égarement, le ramener sur le droit chemin. Pour sa sécurité et celle de son épouse Adjidja, Mvié Mohamed Moussa quitta le domicile paternel et opta pour la location. Malgré l'écart de cinq cents mètres qui séparait sa nouvelle demeure de celle des siens, sa famille et lui firent quatre ans sans s'adresser la parole. Cependant, cette situation de crise connut une phase de normalisation en 1998. En effet, à la faveur de l'hospitalisation de son père qui faisait suite à une infection pulmonaire, Mvié Mohamed Moussa vint à son secours en réglant toutes les ordonnances et factures d'internement à l'hôpital. A cette aide, s'ajoutait l'évolution sociale qu'il avait amorcée et qui se traduisait par l'ouverture d'un atelier de menuiserie ainsi-que l'achat d'un lopin de terre sur lequel s'élevaient deux appartements. Cette conjugaison de facteurs apaisa les tensions et permit un retour à la normale.

L'expérience d'Assogo Essimbi Ben Yaya est tout aussi captivante. Lorsqu'il décida de s'islamiser, son père catéchiste chercha à le dissuader. Face à son insuccès, il fit appel à un prêtre qui essuya lui aussi un échec. Selon l'avis de Ben Yaya, c'est certainement sa conversion à l'islam qui valut à son père d'être relevé de son poste de catéchiste. Les prêtres selon lui n'auraient pas admis le fait que le "désordre" se produise dans la famille de celui qui devait prêcher par l'exemple<sup>11</sup>. Engoudou Ismaïla relate que le choc de son islamisation fut amorti par le fait que son frère aîné (Elono Aboubakar) était déjà musulman. Cependant, les moqueries dans le village étaient difficiles à supporter. Il rapporte ainsi: "*Aucune famille chrétienne n'accepte facilement l'islam. Dans celle-ci (famille), il y'a d'abord séparation, rupture et par la suite, les uns et les autres reviennent à de meilleurs sentiments*"<sup>12</sup>. Imran Ondo, converti à l'islam en 2000, avoue avoir fait l'objet de nombreuses intrigues. Malgré les attaques verbales et conformément à l'islam, il n'haussa jamais la voix face à ses parents<sup>13</sup>. Aboubakar Issiédigou relate que les siens ne voyaient dans son islamisation qu'une volonté d'apprendre le maraboutisme. Constatant le changement d'attitude qui suivit sa conversion et qui s'est traduit par une tenue correcte envers les femmes d'autrui, l'arrêt de la consommation d'alcool, son ardeur à labourer ses plantations, les aides financières accordées aux siens, bref sa rectitude

<sup>11</sup> Assogo Essimbi Ben Yaya, 54 ans, agriculteur, Ngock (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>12</sup> Engoudou Ismaïla, 57 ans, naturopathe, Ngock (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>13</sup> Imran Ondo, 29 ans, étudiant en 3<sup>e</sup> année psychologie, New-Town (Mbalmayo), 28/08/2017.

morale, ils finirent par accepter son adhésion à l'islam<sup>14</sup>. Pour Atangana Ibrahim, son islamisation a fait de lui un homme meilleur, à telle enseigne que son propre père lui demanda d'être son parrain dans cette religion<sup>15</sup>. Lorsqu'Abdoullah Atangana embrassa l'islam, ses parents cessèrent de financer ses études universitaires qui s'estompèrent. Il ne dut sa survie qu'à la générosité de certains membres de sa nouvelle famille religieuse. Cessant toute communication avec ses parents, il se rendit au Soudan approfondir son savoir sur islam. Ce n'est qu'à son retour des années plus tard, qu'un dialogue apaisé reprit entre les deux parties<sup>16</sup>.

De ce qui précède, on constate qu'au sein des familles beti, l'islamisation d'un membre crée une onde de choc. Elle suscite indignation, colère et est perçue comme une trahison. La différence pouvant être cause de fragilisation du groupe. Soulignons tout de même que cette attitude réfractaire ne signifie en aucun cas une haine de l'islam. Elle traduit simplement la peur de la nouveauté, de l'inconnue. Une fois l'accalmie revenue, les bonnes attitudes affichées par les musulmans suscitent acceptation et admiration. Par leurs conversions, on voit des personnes qui quelques temps plutôt baignaient dans la luxure, l'alcool et l'égoïsme changer de comportement en devenant sobres, généreuses, fidèles. Selon Ze Mani :

Ces conversions à l'islam ont eu des points positifs car, les nouveaux musulmans changèrent d'attitudes et devinrent plus sociables. Combattues au départ, elles furent finalement acceptées dans la mesure où on ne peut véritablement lutter contre un facteur qui remet sur le droit chemin des personnes qu'on croyait perdues sur le plan comportemental<sup>17</sup>.

Dès-lors, on vit cohabiter dans une même famille des chrétiens et des musulmans. Au-delà de l'aspect comportemental, on note que la réussite sociale des musulmans beti est un puissant facilitateur de leur acceptation au sein de leurs familles.

### **3) La pratique religieuse et l'activisme dans l'islam**

#### ***3-1) Le baptême et une formation islamique considérable***

Le baptême a deux aspects, un définitif et l'autre provisoire. Il concerne deux catégories de personnes : les nouveau-nés et les adultes. Il est ponctué par plusieurs étapes. Au septième, quatorzième ou vingt-et-unième jour après la naissance, les parents conduisent leur progéniture chez l'imam, auprès duquel ils lui choisissent un nom. Ensuite, l'imam procède à l'appel à la prière. Dans cette phase, il souffle tour à tour dans l'oreille droite puis l'oreille gauche. Chacune

<sup>14</sup> Aboubakar Issiédigou, 45 ans, commerçant, Ngock (Mbalmayo), 27/08/2018.

<sup>15</sup> Atangana Ibrahim, 45 ans, agriculteur, New-Town (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>16</sup> Abdoullah Atangana, 41 ans, bibliothécaire, Tsinga, 11/07/2018.

<sup>17</sup> Ze Mani Jean, 72 ans, chef du groupement Mvog-Owoundzounli, Mfou village, 22/09/2009.

de ces étapes est sanctionnée par la lecture d'une formule de protection (*ikarma*) qui le préserve (nouveau-né) contre les mauvais esprits. L'étape finale est celle des prières (trois au total), qui sont dites pour l'enfant, le père et la mère. En fonction des moyens financiers des parents, un mouton est sacrifié pour la fille et deux pour le garçon<sup>18</sup>. Il s'agit là du baptême définitif qui est considéré comme tel par le sacrifice de la bête<sup>19</sup>. Pour les adultes, le baptême consiste à se rendre auprès d'un musulman et lui présenter les raisons pour lesquelles on aspire à devenir croyant<sup>20</sup>. Lorsque les arguments avancés sont jugés satisfaisants, l'aspirant reçoit en aparté un bain rituel (ablution) qui consiste à laver tout le corps. Toujours sous la supervision d'un guide, il choisit un prénom dans une multitude à lui proposer. Puis, il récite la *chahada*. Le nouveau converti, en fonction de ses moyens peut dès-lors sacrifier des moutons pour son nouveau nom. Cependant, les musulmans beti, à cause de leur condition financière modeste et leur conversion tardive (à l'âge adulte pour la plupart), pratiquent dans leur majorité le baptême provisoire, sans sacrifice de l'animal<sup>21</sup>.

L'étape du baptême est suivie de celle de la formation islamique qui est une phase d'apprentissage. Durant cette période, le nouveau converti acquiert des connaissances qui vont lui permettre d'agir en conformité avec le Coran, de maîtriser ce qui est licite de ce qui ne l'est pas et ce, dans tous les aspects de sa vie : alimentation, mode vestimentaire, manière de prier, etc. Les lieux classiques d'acquisition du savoir sont les écoles coraniques, les institutions franco-islamique et anglo-islamique, sans omettre les divers instituts de mémorisation du Coran. L'analyse des informations recueillies révèle que les croyants beti dans leur majorité ne suivent pas de formations soutenues, rigides, complètes<sup>22</sup>. Toutefois, de plus en plus de Beti affectionnent les formations à l'extérieur. Les destinations les plus prisées sont l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Nigéria, le Tchad et surtout le Soudan. Ces séjours d'études à l'étranger s'effectuent de manière officielle ou encore clandestine. Akono Abdoufattah tenta à maintes reprises de se rendre au Soudan de façon illégale mais en vain. Seule la compassion d'un

---

<sup>18</sup> Selon les imams rencontrés, l'enfant sur lequel le sacrifice a été accompli ne peut être n'importe qui dans la société. Même au milieu d'un million de personnes, son rayonnement ne peut être obscurci.

<sup>19</sup> Ce mouton doit être en bonne santé. La coutume islamique exige qu'il soit divisé en trois parts dont une pour les invités, une pour la famille et l'épaule droite pour la mère, afin qu'elle puisse compenser les douleurs de l'enfantement.

<sup>20</sup> Notons ici qu'il peut arriver que les raisons avancées pour la conversion soient jugées peu convaincantes. Le candidat est alors refoulé. Tel fut le cas de Mvié Mohamed Moussa qui fut refoulé à trois reprises.

<sup>21</sup> Ceci ne constitue aucunement une entorse à la règle islamique car le pauvre ne peut aller voler. Cependant, il a le choix ultérieur de sacrifier le mouton en son temps voulu.

<sup>22</sup> La faible formation pourrait davantage s'expliquer par le fait que convertis tardivement à l'islam, il est difficile pour eux de fréquenter avec des jeunes enfants qui pourraient être les leurs. Elle peut aussi s'avérer inutile, pour ceux qui viennent à l'islam avec des objectifs inavoués et malsains.

bienfaiteur arabe du nom d'Aboufad lui permit de séjourner pendant trois ans dans ce pays<sup>23</sup>. Si Nko'o Bekono Omar<sup>24</sup> réussit pendant six ans à étudier légalement au Soudan, Abdoullah Atangana<sup>25</sup> et Abdel Karim Ohanda<sup>26</sup> pour leur part avouent s'être rendus dans ce pays par voie terrestre, sans aucun document officiel. Ainsi, les convertis beti restés à l'écart de la distribution des bourses pour le monde arabe ont entrepris de bâtir leur propre itinéraire de formation, par le biais des relations interpersonnelles. Ces formations de plus en plus pointues, qui confèrent une certaine notoriété, permettent aux croyants beti d'avoir accès à des postes de responsabilité dans les mosquées et associations islamiques.

### 3-2) *Une pratique appréciable des piliers de l'islam*

Elle émane de la personne qui pratique la religion musulmane. Comme dans toutes les communautés religieuses, certains les observent scrupuleusement et d'autres partiellement. Le premier pilier à savoir la profession de foi ou *chahada*, qui consiste à attester de l'unicité de Dieu, est le fondement qui permet aux croyants beti de devenir des musulmans. Cette reconnaissance est l'étape finale de la phase de conversion. L'enquête participative a permis de relever un certain nombre de faits. Les musulmans beti, tout comme leurs coreligionnaires peuls, haoussa et bamoun suivent les piliers de l'islam dans la mesure du possible. Ainsi, de nombreux entretiens étaient réalisés aux sorties des prières, d'autres par contre furent interrompus par le début de celles-ci. L'aumône rituelle (*Zakkat*), qui dépend des moyens de tout un chacun, est également observable chez les musulmans beti. Il en est de même du jeûne du mois de Ramadan. Pour ce qui est du petit pèlerinage (*umra*)<sup>27</sup> et du grand pèlerinage (*hadj*) à la Mecque, de nombreux beti ont pu s'acquitter de ce cinquième pilier de l'islam et arborent fièrement le titre de *El Hadj (Aladji)*. Parmi ces derniers, on peut citer Issa Ndi, Abdoulaye Edzanga, Engoudou Ismaïla, Abdoullah Atangana, Ohanda Bissa Abdel Karim, Akono Abdoufattah, etc. Des pèlerinages qui s'effectuent grâce au concours des amis et connaissances, des familles et de certaines associations islamiques.

<sup>23</sup> Akono Abdoufattah, 44 ans, imam principal de la mosquée d'Odza, Odza, 13/06/2018.

<sup>24</sup> Nko'o Bekono Omar, 38 ans, enseignant, Odza, 18/08/2017.

<sup>25</sup> Abdoullah Atangana, 41 ans, bibliothécaire, Tsinga, 11/07/2018.

<sup>26</sup> Ohanda Bissa Abdel Karim, 73 ans, imam adjoint à la mosquée d'Essos, Essos, 18/08/2018.

<sup>27</sup> La *umra* est le Petit pèlerinage à la ville sainte de la Mecque. Contrairement au grand pèlerinage (*hadj*) qui ne peut se faire que pendant le dernier mois de l'année musulmane, la *umra* peut se faire tous les mois de l'année. Il est toutefois recommandé de le faire pendant le mois de Ramadan.

**Photo N°49: Un musulman beti accomplissant la prière.**



**Source** : Aladji Engoudou Ismaïla, 08/06/1998.

***3-3) Une contribution jusque-là faible des musulmans beti à l'évolution de l'islam***

L'engagement des musulmans beti est manifeste à travers la réalisation d'infrastructures religieuses islamiques. Les mosquées d'Odza, de Mvog-Ada, de Mvog-Mbi, de Mvog-Ekoussou (ou Nkol-Kondi II), du complexe BEAC à Yaoundé ; de Ngock et Nkol-Metet dans le Nyong et So'o sont des œuvres de croyants pahouins<sup>28</sup>. Leurs dimensions, les modèles architecturaux et les matériaux utilisés pour leur construction varient d'un édifice à l'autre. Si celle de Mvog-Mbi présente un aspect provisoire car encore en planches, celle d'Odza intègre le registre des grandes mosquées de Yaoundé. En effet, sur une surface totale de 1036 m<sup>2</sup> acquise par Akono Abdoufattah, l'emprise au sol de la mosquée est d'environ 600 m<sup>2</sup>. Exception faite des mosquées de Ngock, de Nkol-Nkondi II et du complexe BEAC qui sont de dimensions réduites, les autres sont de proportions moyennes. Il faut également noter que les promoteurs n'officient pas toujours comme imam. Tels sont les cas à Mvog-Ada, Mvog-Mbi, Nkol-Metet, Meyiboto. Hors des mosquées, d'autres musulmans beti s'activent dans le domaine

<sup>28</sup> Les mosquées d'Odza, de Toutouli (à borne 10 Odza), de Metet et de Meyiboto (par Zoétélé) furent réalisées par Akono Abdoufattah ; la première de manière personnelle et les deux autres dans le cadre des activités de l'association "New Muslim Center for Charity" dont il préside aux destinées. La mosquée de Mvog-Ekoussou ou Nkol-Nkondi II fut construite par Awondo Némé Idriss. Celle complexe BEAC a pour promoteur Mvondo Mvondo Ismaël. La mosquée de Ngock à Mbalmayo fut réalisée par Aladji Engoudou Ismaïla. La mosquée de Mvog-Ada est l'œuvre d'Abdoulaziz Manga et celle de Mvog-Mbi fut édifée par Mani Mboudou.

intellectuel islamique. Il s'agit de la promotion de la langue arabe au travers de l'enseignement de celle-ci, tant au secondaire qu'au supérieur. D'autres encore se spécialisent dans le domaine de la finance islamique. L'activisme des musulmans beti se fait également ressentir sur le plan associatif. A ce niveau, ils sont tantôt promoteurs<sup>29</sup>, tantôt adhérents.

#### 4) La dé-islamisation des Beti ou le phénomène de semi-nomadisme confessionnel

Les données recueillies auprès des responsables des différentes mosquées révèlent que chaque année et ce depuis près de trois décennies, les Beti se convertissent de manière considérable à l'islam. Cependant, bien-que sans cesse croissante, leur proportion demeure modeste. Cette situation est due à un important phénomène de dé-islamisation que connaît le milieu musulman pahouin. Il devient courant de rencontrer un beti chrétien de naissance se convertir à l'islam dans sa majorité et peu de temps après, revenir au christianisme. Les causes de ce nomadisme confessionnel peuvent être regroupées en deux groupes. En premier, des raisons de conversion "indignes ou abjectes" et en second, la rigueur de la pratique islamique.

Le côté abjecte (calculé ou intéressé) des conversions réside dans le fait que ceux qui viennent à l'islam recherchent un gain financier. Lorsque ce dernier est atteint ou non, ils abandonnent la religion musulmane et retournent vers le christianisme. Pour Albert Beloui, cette situation est due au fait que : "*Ce sont les Haoussa musulmans qui avaient les richesses dans le temps, certains beti se sont donc islamisés croyants faire fortune à travers cette religion*"<sup>30</sup>. Récemment converti à l'islam, Atangana Ibrahim, à partir des conversations qu'il eut avec ses congénères qui aspiraient à devenir musulmans affirme que le choix pour certains est intéressé. Ceux-ci ont la certitude qu'ils pourraient facilement améliorer leur condition sociale, tandis-que d'autres guettent un voyage à l'étranger, en pays musulmans comme Dubaï<sup>31</sup>. Qu'il s'agisse des croyants haoussa, foubé, bamoum et même beti, cette raison est unanimement soulignée<sup>32</sup>. De nombreux pahouins s'islament, pensant par ce geste pouvoir évoluer socialement et matériellement. L'usure du temps et les mutations socio-économiques n'ont guère altéré la représentation mentale de certains beti, qui dans leur subconscient, continuent à présenter les Soudanais musulmans comme des gens riches, refusant de voir la

---

<sup>29</sup> Parmi les associations musulmanes promues par les croyants beti, on peut citer : New Muslim Center for Charity, Communauté Musulmane Bantou, Association Camerounaise de la Zakat, Association Musulmane pour l'Aide Humanitaire, etc.

<sup>30</sup> Beloui Albert, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré du quartier mécanicien, New-Town (Mbalmayo), 25/08/2017.

<sup>31</sup> Atangana Ibrahim, 45 ans, cultivateur, New-Town (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>32</sup> La quête de la fortune est au centre de nombreux débats entre les musulmans beti et leurs frères qui aspirent à entrer dans l'islam. Engoudou Ismaïla avoue avoir reçu la visite de quelques-unes de ses parentés, qui l'interrogèrent sur sa fortune, croyant que celle-ci était liée à son adhésion à la religion musulmane.



situation modeste dans laquelle vit de nombreux membres de cette communauté. En se convertissant à l'islam, bon nombre de beti choisirent pour parrains des *Aladji*, convaincus que les poches de ces derniers étaient toujours bourrées d'argent. Engoudou Ismaïla reconnaît que dans les premiers temps, ces choix intéressés étaient efficaces, en ce sens que les nouveaux musulmans étaient pris en charge par leurs parrains. Ainsi, ils recevaient des aides matérielles et des financements pour la mise sur pieds des structures micro-économiques relevant de l'informel. La solidarité islamique permettait aux musulmans beti, propriétaires de petites surfaces commerciales (à l'instar des boutiques), d'augmenter leur capital en prenant des marchandises à crédit chez les grossistes haoussa et foulbé. Ayant trouvé satisfaction, de nombreux natifs regagnèrent le christianisme pendant que d'autres retombaient dans les travers comportementaux du passé<sup>33</sup>. L'attitude de ces croyants sans foi ni loi suscita l'indignation des responsables religieux musulmans. Dès lors, s'installa une méfiance à l'égard des nouveaux convertis, qui ne purent bénéficier des mêmes largesses que leurs prédécesseurs. Estimant que les raisons avancées pour se convertir à l'islam étaient insatisfaisantes, de nombreux aspirants beti furent à maintes reprises refoulés. A ce niveau, Ngapna Mouhamed Awal affirme :

Dans la coutume musulmane, on islamisait directement. Cependant, depuis qu'on s'est rendu compte que les gens viennent à l'islam de manière intéressée, on s'est dit qu'on devait renvoyer l'aspirant à deux reprises. Seule sa sincérité peut l'amener à se présenter pour une troisième fois. Ce n'est qu'à ce moment qu'il peut être baptisé<sup>34</sup>.

L'analyse de ces propos révèle que la stratégie de refoulement qui consiste à éprouver la foi de celui qui aspire à devenir musulman agit comme un tamis et permet de distinguer ceux qui s'islamisent par vocation des aventuriers. Elle fait suite aux nombreux abus dont les musulmans ont été victimes dans certaines contrées. Ceux qui bravèrent l'obstacle de la conversion se plaignent du fait qu'ils ne sont plus pris en charge par leurs aînés. Les aides et financements autrefois accordés de manière spontanée sont désormais difficiles à obtenir. Les Beti qui arrivent à l'islam de manière intéressée et qui ont cru pouvoir abuser de la solidarité islamique déchantent désormais. Le comportement matérialiste de nombreux pahouins diminua l'élan de générosité des musulmans qui dédaignent à continuer de se faire abuser. Les nouveaux candidats à l'islamisation sont dès lors refoulés. Seuls les plus téméraires sont au bout de trois tentatives reçus. La témérité étant considérée comme un engagement réel, une réelle volonté à intégrer l'islam.

---

<sup>33</sup> Pour Zambo Ndi Anacélé, de nombreux beti musulmans, précédemment habitués au vol, au manque d'honneur ou encore à celui du non-respect de la parole donnée, ont du mal à rester dans l'islam. Dans la même lancée, Atangana Ibrahim affirme qu'abandonner le vin rouge et les femmes n'est pas facile.

<sup>34</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la Mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

L'autre cause qui provoque le rétrécissement dans l'effectif des croyants beti est la rigueur de la pratique islamique. Ce facteur limitatif à l'expansion de l'islam n'est pas spécifique au pays beti. Un constat similaire fut opéré par Aboubakar Njiassé Njoya, dans le cadre du royaume bamoum<sup>35</sup>. Certains piliers de l'islam comme la prière, qui doit être faite au minimum cinq fois par jour et le jeûne du mois de Ramadan qui s'étale sur une durée de trente jours, peuvent être considérés comme une cause de dé-islamisation. On peut dès lors s'entendre dire par quelques musulmans bantou: "*L'islam, ce n'est pas facile*". Ces pratiques posent de nombreuses difficultés aux Pahouins, qui n'ont pas été habitués à un pareil rythme. Même le christianisme ne leur imposait guère ce genre d'exigence. Si certains beti musulmans parviennent à s'adapter à ces obligations, tel n'est pas le cas pour d'autres qui adoptent d'une part, une attitude syncrétique à mi-chemin entre la coutume traditionnelle et la loi islamique et d'autre part, un retour simple au christianisme. Pour Souley Aladji<sup>36</sup>, la rigueur islamique doit être relativisée car, si dans vingt-quatre heures, un musulman emploie cinq minutes multipliées par cinq fois pour adorer son Dieu est-ce beaucoup ? Quoiqu'il en soit, l'exercice de la pratique islamique est diversement interprété.

L'une des raisons qui a limité une adhésion plus vaste des populations beti réside dans le fait que les premiers musulmans à s'établir en terroir beti du Centre se contentaient de réciter les versets du Coran sans arriver à les expliquer. Une situation qui amena Jacques Bindzi à rompre avec l'islam<sup>37</sup>. Cette difficulté est soulignée par l'imam Ngapna Mouhamed Awal<sup>38</sup>, selon lequel, on ne peut convertir des gens, puis les abandonner à eux-mêmes dans les premiers moments de leur vie islamique. Ce facteur, très accru dans les localités situées hors de Yaoundé, s'est étalé sur des décennies et a fait perdre à l'islam des néophytes en nombre considérable.

Le cadre résidentiel exerce également une grande influence sur le statut du musulman beti. Aladji Engoudou Ismaïla remarque par conséquent que s'il est facile de vivre au sein des gens qui pratiquent la même religion que soi-même, lorsqu'on s'éloigne de ce cadre, il devient pénible de continuer à suivre le même style de vie. Les Beti musulmans qui ont quitté la ville pour aller vivre en campagne n'observent pas scrupuleusement les prescriptions de l'islam. Ces derniers se transforment en croyants occasionnels, qu'on ne voit que durant les grandes fêtes de la foi islamique, dans le but unique de se bourrer la panse dans les domiciles<sup>39</sup>.

<sup>35</sup> A. Njiassé Njoya, "Naissance et évolution de l'islam en pays bamoum", 1981, p.83.

<sup>36</sup> Souley Aladji, 71 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town (Mbalmayo), 25/08/2017.

<sup>37</sup> Bindzi Jacques, 64 ans, ancien secrétaire général de la commune de Mfou, Mfou-ville, 19/10/2018.

<sup>38</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la Mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

<sup>39</sup> Engoudou Ismaïla, 57 ans, naturopathe, Ngock (Mbalmayo), 27/08/2017.

La dé-islamisation et le semi-nomadisme confessionnel font en sorte qu'il est difficile de connaître avec exactitude le nombre de musulmans beti. Cette situation a été résumée par le même Aladji Engoudou Ismaïla qui déclare : "*L'effectif des musulmans beti n'est pas facile à déterminer. Cette situation est due au fait que beaucoup entrent dans l'islam et en sortent comme ils le veulent. Certains, une fois convertis, font deux ans sans se manifester puis, un beau jour ils réapparaissent*"<sup>40</sup>. Tel est l'un des malaises que connaît la communauté musulmane beti.

## **II- PORTRAITS DE QUELQUES BETI IMAMS**

Musulmans à part entière, l'ancienneté relative de quelques croyants beti dans l'islam, conjuguée à l'acquisition du savoir et à la droiture comportementale, leur confère une certaine notoriété au sein de la communauté musulmane. Cette considération leur donne de plus en plus accès à des postes de responsabilité dans les mosquées et associations islamiques. Il est question dans cette sous-partie de présenter quelques figures musulmanes beti, dont la renommée au niveau local et même national ne fait l'ombre d'aucun doute.

### **1) Ohanda Bissa Abdel Karim<sup>41</sup> : l'un des premiers beti à embrasser l'islam**

Né le 06 août 1946 à Nkol-Afamba, Ohanda Bissa Abdel Karim entame ses études primaires à la mission catholique de Nkol-Avolo. En 1962, il obtient son CEPE à l'école publique de Djoungolo. A la même période, pour avoir déjà perdu ses parents biologiques, il vit chez ses oncles, dans l'extrême précarité. Cette existence pénible l'amène à se rapprocher de certains amis musulmans, auprès desquels il trouva réconfort et assistance. Une sociabilité qui l'amena à embrasser l'islam en 1962. Cet événement eut lieu à la grande mosquée de Yaoundé, auprès du grand imam Ibrahim, qui lui fit faire des ablutions et réciter la *Chahada*. Dès cet instant, il subit la colère de sa famille nucléaire, qui s'indigna de son nomadisme confessionnel et le menaça de reniement. Abandonnant le domicile familial, il se réfugia chez Aladji Bouhari domicilié à la Briqueterie et s'inscrivit à l'école franco-arabe située dans le même quartier où il suivait des cours d'arabe. C'est alors qu'il fit la rencontre de Mohammed Walid Berzi, Chancelier à l'Ambassade de la République Arabe Unie d'Egypte. Le diplomate remarqua le jeune Ohanda Bissa Abdel Karim et fut épris d'affection pour lui. Ce diplomate lui proposa alors gîte et couvert. En retour, Ohanda Bissa Abdel Karim dispensait des cours de

<sup>40</sup> Engoudou Ismaïla, 57 ans, naturopathe, Ngoek (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>41</sup> Ohanda Bissa Abdel Karim, 73 ans, imam adjoint à la mosquée d'Essos, Essos, 18/08/2018.

français à la famille de son hôte. Après le départ de Mohammed Walid Berzi en 1967, Ohanda Bissa Abdel Karim décida de le rejoindre en Egypte. Transitant par le Tchad et le Soudan, il gagna le Caire par voie terrestre. La nouvelle affectation de Mohammed Walid Berzi pour l'Indonésie contraignit Ohanda Bissa Abdel Karim à rebrousser chemin. Il gagna le Tchad puis le Nigéria en 1970, où il séjourna pendant trois ans (d'abord à Yola puis à Sokoto), suivant des cours d'arabe et de Coran chez des particuliers. Encore habité par l'esprit d'aventure, il suivit l'une de ses connaissances au Soudan et obtint une inscription dans un institut secondaire islamique. Au terme d'un séjour de cinq (05) ans au Soudan, il retourna définitivement au Cameroun en 1978. Depuis lors, Ohanda Bissa Abdel Karim exerce la fonction d'imam adjoint N°2 à la mosquée d'Essos et de traducteur arabe-français au sein de ladite mosquée. S'exprimant parfaitement en fulfulde et en haoussa, il joue également le rôle de traducteur de ces langues nationales pour le français. Sa notoriété lui permet d'exercer comme conseiller N°2 au "Conseil Islamique du Cameroun" et de militer dans diverses associations à l'instar du CIDIMUC.

**Photo N°50: Portrait d'Ohanda Bissa Abdel Karim.**



**Source :** S. Eyinga Aba, 18/08/2018.

## 2) Akono Abdoufattah<sup>42</sup> : l'engagement dans la foi

Né à Yaoundé le 21 novembre 1978, Akono Pierre Gilace connaît une enfance mouvementée, car ballotté entre son père et sa mère du fait de son statut d'enfant naturel. Après sa réussite au CEPE en 1988 à Ekombité par Zoétélé, il obtient le BEPC en 1993 au Lycée de Mbalmayo, le probatoire en 1996 et le baccalauréat en 1998 au Lycée Bilingue d'Ebolowa. En 1999, il souscrit à une inscription à l'Université de Yaoundé I, département de Lettres Bilingues où il fréquente pendant deux (02) ans. Il migre alors de l'EPC pour le pentecôtisme dont il apprécie le caractère dynamique, l'encadrement et le suivi des fidèles, ainsi que la volonté de mieux expliquer les Saintes Ecritures. Autant d'attitudes qui, on peut le supposer, vinrent combler un certain manque d'affection. Le pentecôtisme représente alors une foi vivante qui correspond à son côté charismatique car pour lui, la foi c'est l'action. Dans le cadre de sa nouvelle conversion, Akono sollicite des inscriptions dans des universités chrétiennes américaines (Lancaster Bible College, Community College), mais en vain.

Ressentant la nécessité d'être financièrement autonome, il se présenta à différents concours à l'exemple de l'ENS, l'ESSTIC, l'INJS. Admissible à chaque fois, il fut toujours recalé à l'oral. Ces échecs à répétition développèrent chez lui une profonde frustration. C'est alors que germa dans son esprit l'idée d'aller en aventure, dans l'espoir d'une vie meilleure. A partir de Douala et par bateau, il se rendit en Italie en 2001. Sa situation de clandestin associée aux conditions de vie extrêmement difficiles, le contraignirent à retourner au Cameroun. Ce nouvel échec l'amena à se réfugier dans le religieux. Dans le cadre des activités associatives pentecôtistes, il se rendit à Libreville. Subjugué par l'accueil qui lui fut réservé et sur insistance de ses hôtes, membres de la communauté "Enfant de Jésus" basée au quartier Zaillon, il finit par s'établir au Gabon. Son ouverture d'esprit, sa détermination à apprendre et son engagement lui permirent de gravir les échelons de cette chapelle, dont il devint très vite l'un des cadres (pasteur).

Toutefois, l'approfondissement de la connaissance le maintint dans un certain malaise, lié à la complexité du dogme chrétien sur la Trinité. Comment Dieu pouvait-il avoir une progéniture ? Comment pouvait-il être en trois ? Ce questionnement l'amena à acquérir plusieurs versions de la Bible afin de percer le mystère sur la Trinité, mais en vain. C'est alors qu'un concours de circonstance milita en faveur de la religion musulmane. A la suite d'un jeûne de vingt-un (21) jours qui avait pour but de briser les obstacles qui empêchaient à la paroisse

---

<sup>42</sup> Akono Abdoufattah, 44 ans, imam principal de la mosquée d'Odza, Odza, 13/06/2018.

dont il était l'un des officiants de prospérer, Akono Pierre eut une vision au cours de laquelle, se retrouvant en compagnie de Jésus et Moïse, l'islam fut explicitement cité. Il s'en suivit dès lors une interrogation sur ce qu'est la religion musulmane. Quelques jours après ce songe, il reçut (en sa qualité de pasteur) un fidèle dans le cadre d'une consultation. Au terme de cet entretien, ce fidèle lui confia avoir reçu en cadeau un ouvrage dont l'intérêt pour lui était moindre et se proposa de l'offrir (comme pour s'en débarrasser) au pasteur, dont la qualité d'amoureux de la lecture était connue. Il s'agissait d'un exemplaire du Coran en arabe et français. Une coïncidence hasardeuse qui le plongea en plein doute. Malgré la confusion qui l'habitait, il décida néanmoins de lire cet ouvrage dans son intégralité. Au terme de cette initiative, procédant à une théologie comparée entre les écrits de la Bible et ceux du Coran, de nombreuses questions qui taraudaient son esprit trouvèrent des réponses en l'occurrence, Jésus n'était pas Dieu mais un serviteur de Dieu. Un dogme sur l'unicité de Dieu qu'il trouva séduisant. Finalement, c'est un verset biblique qui l'amena à se convertir. Celui-ci stipulait "si tu écoutes ma voix, ne résiste pas". Abandonnant le pentecôtisme, il s'islamisa le 19 avril 2002 au sein de la mosquée "An Nour de la Campagne" à Libreville au Gabon. Il s'en suivit une période de discorde avec ses proches parents, qui voyaient d'un mauvais œil cette islamisation, l'assimilant à l'adhésion à une secte négative (Eboka), dans le but de s'enrichir. Cette animosité alla grandissante. Pour un retour à la normale face à ce qui s'assimilait à un égarement, sa famille biologique lui proposa de le réintégrer à l'EPC et s'engagea également à lui trouver un emploi. Des propositions qui n'ébranlèrent nullement sa détermination. Des inquiétudes que l'intéressé avec le recul du temps trouve normale. De son côté, Akono Abdoufattah décida d'approfondir son savoir sur l'islam. Grâce à de multiples soutiens, notamment du directeur du complexe de Tsinga de l'époque en la personne de Moussa Abdallah<sup>43</sup>, d'un tuteur tchadien lui aussi imam prédicateur nommé Ali Ahmed Taha<sup>44</sup> et d'un bienfaiteur saoudien à savoir Aboufad<sup>45</sup>, Akono Abdoufattah put se rendre au Soudan en 2003.

Dans ce pays, il posa tout d'abord ses valises à Jazira, au sein du Centre International de Mémorisation du Coran dénommé Wadelfath. Pendant un an, il apprit la jurisprudence et le dogme islamique. Par la suite, il se rendit à Khartoum et obtint une inscription à l'"Institut de Langue Arabe et Sciences Islamiques", où il approfondit son apprentissage pendant près de

---

<sup>43</sup> Cet ancien directeur du complexe islamique de Tsinga lui remit une somme de mille (1000) dollars et une lettre de recommandation.

<sup>44</sup> A l'instar de Moussa Abdallah, Ali Ahmed Taha remit à Akono Abdoufattah une seconde lettre de recommandation.

<sup>45</sup> Aboufad lui obtint une inscription pour une université soudanaise et lui offrit deux billets d'avion pour lui et son épouse.

deux (02) ans. Trois ans avant la fin de sa formation, il décida de mettre un terme à ses études pour des raisons familiales<sup>46</sup> mais aussi, parce-que estimant maîtriser les principes du dogme et de la pratique islamique. A cela s'ajoutait l'empressement à venir convertir ses proches. Trois après son départ c'est à dire en 2006, Akono Abdoufattah retourna au Cameroun avec une somme de 500 dollars en poche et s'établit au complexe Tsinga. Toujours habité par le militantisme de la foi pentecôtiste, il ressentit la nécessité de l'action et souhaite se rendre utile en diffusant ce qu'il a appris. C'est alors qu'il entama une série de prêches dans quelques mosquées de Yaoundé. Ayant acquis un tableau, des nattes et des chaises, il se mit à regrouper les convertis beti dans le but de mieux leur expliquer le Coran. Ces séances d'encadrement se tenaient trois fois par semaine (le mercredi, le vendredi et le samedi), tantôt au complexe de Tsinga, tantôt à son domicile.

**Photo N°51: Portrait d'Akono Abdoufattah.**



**Source :** S. Eyinga Aba, 13/06/2018.

Malgré ses multiples tentatives de prêcher au sein du complexe islamique de Tsinga, il fut à chaque fois éconduit<sup>47</sup>. Une situation qui le frustra profondément. C'est alors que germa en lui l'idée de bâtir une mosquée au sein de laquelle, il pouvait continuer à transmettre "ce que

<sup>46</sup> L'intéressé affirme que son épouse était gravement malade, aussi craignait-il qu'elle ne décède hors du Cameroun.

<sup>47</sup> Akono Abdoufattah affirme à chaque fois avoir buté face aux procédures permettant de prêcher au sein du complexe de Tsinga. On peut également supposer qu'il ne remplissait guère les conditions requises (par les responsables de cet édifice) pour pouvoir prêcher en son sein. Ces procédures et conditions supposées sont hélas demeurées inconnues de nous.

Dieu avait mis en lui". Effectuant le pèlerinage à la Mecque en 2006 grâce au soutien d'Ahmed Salama, directeur du complexe de Tsinga, il renoua avec ses anciens enseignants ainsi-que ses camarades soudanais et sollicita leur appui. L'année d'après c'est-à-dire en 2007, Akono Abdoufattah reçut de ses anciens congénères une aide financière d'un montant de 15 000 dollars. Avec une partie de ces fonds soit 4 000 000 FCFA, il acquit auprès de ses oncles paternels un lopin de terrain d'une superficie de 1036 m<sup>2</sup> au quartier Odza. Le reste de la somme permit l'entame de la construction de la mosquée "Alfatou de Nkol-Zamba". En 2008, des amis maliens basés au Gabon notamment ceux qui l'islamisèrent, ayant eu vent de son projet, lui procurèrent une aide de 4 000 000 FCFA pour la poursuite des travaux de la mosquée. Depuis lors, de nombreuses autres relations interpersonnelles nouées tout au long de son parcours lui permirent d'achever la construction de la mosquée qui fut inaugurée en 2009. Une détermination motivée par la promesse eschatologique qui veut que ce que l'on réalise ici-bas soit rendu en mieux au paradis.

**Photo N°52 : Mosquée Alfatou de Nkol-Zamba (Odza au lieu-dit Auberge Bleue).**



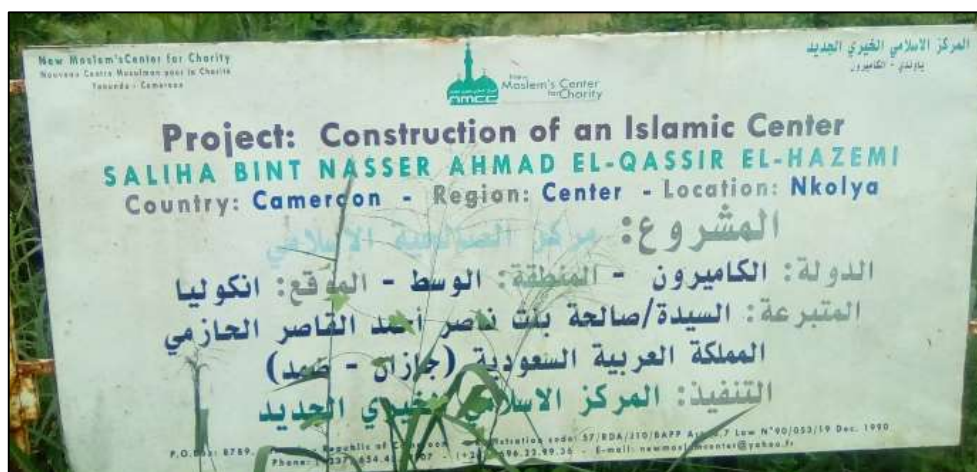
**Source :** S. Eyinga Aba, 13/06/2018.

Le militantisme d'Akono Abdoufattah ne se limita guère à la construction de la mosquée d'Odza. Au retour du Soudan 2006, il ressentit la nécessité de disposer d'un cadre légal pour montrer le "vrai visage" de l'islam, mettre en exergue ses idéaux de solidarité et de charité. C'est ainsi qu'il fonde "New Muslim Center for Charity" (Nouveau Centre Musulman pour la Charité). Les buts de cette association sont entre autre : la prédication, l'assistance aux



démunis, la promotion de l'islam, etc. Suite à des lenteurs rencontrées lors de sa légalisation dans le Mfoundi, son siège fut d'abord fixé à Mbalmayo<sup>48</sup>. En 2009, il fut transféré à Yaoundé, plus précisément au sein de la mosquée d'Odza. Le comité de direction de "New Muslim Center for Charity" est majoritairement constitué des responsables de la mosquée d'Odza. Les fonds de cette association proviennent exclusivement de la générosité des bienfaiteurs nationaux et davantage étrangers (soudanais, saoudiens, français, gabonais). Il s'agit pour la plupart d'amis de l'imam Akono Abdoufatah. Ce dernier rend efficient son riche carnet d'adresse, étoffé de personnes rencontrées tout au long de son parcours. En cas de besoin, ces connaissances sont interpellées et en fonction des fonds obtenus, le besoin peut partiellement ou totalement être satisfait. Les réalisations de "New Muslim Center for Charity" sont nombreuses et s'étendent sur l'ensemble du triangle national. Elles portent entre autre sur la distribution des paquets alimentaires durant les fêtes du Ramadan et du Sacrifice, l'organisation des déjeuners collectifs, le règlement des frais de scolarité aux élèves et étudiants en difficultés, la réalisation intégrale des mosquées de Meyiboto par Zoétélé et de Metet<sup>49</sup> dans le Nyong et So'o, le financement partiel pour la construction de la mosquée Tergal à Douala, la conception de la mosquée du CRAT à Sa'a (finalement réalisée par l'ADF)<sup>50</sup>. "New Muslim Center for Charity" a réalisé des nombreux puits à travers le pays : Bertoua (soit une quinzaine), Ngaoundéré, Metet, Yaoundé (Lycée d'Efoulan, Lycée d'Odza, Lycée de Minkan, Lycée de Ngouso, etc).

**Photo N°53: Dédicace de la mosquée de Nkol-Metet (Département du Nyong et So'o, Région du Centre).**



**Source** : S. Eyinga Aba, 07/08/2018.

<sup>48</sup> Confer annexe N°V : associations promues par l'imam Akono Abdoufatah, pp.397- 400.

<sup>49</sup> Cet ouvrage, réalisé dans son village natal avait pour but de susciter l'islamisation des siens.

<sup>50</sup> Il faut ici noter que la plupart des mosquées citées sont placées sous la tutelle spirituelle de celle d'Odza.

**Photo N°54**: Mosquée de Nkol-Metet, réalisée par "New Muslim Center for Charity".  
(Département du Nyong et So'o, Région du Centre).



**Source** : S. Eyinga Aba, 07/08/2018.

**Photo N°55** : Forage réalisé par "New Muslim Center for Charity".



**Source** : Akono Abdoufattah, 17/07/2013.

Les réalisations de "New Muslim Center for Charity" sont censées profiter à toutes les populations, indistinctement de leurs appartenances religieuses. On note également la remise régulière des vivres à l'association Al-bayan qui s'occupe des orphelins dans la ville de Douala, l'octroi des bourses d'études pour l'extérieur obtenues par le truchement d'amis et connaissances, sans omettre l'organisation des campagnes de vaccination et de circoncision dans le cadre d'un partenariat avec des Turcs. Au moment où nous achevons les enquêtes de terrain, "New Muslim Center for Charity", s'apprêtait à inaugurer la mosquée Toutouli, située à borne 10 Odza. Des réalisations qui sont l'émanation de pieux croyants étrangers et nationaux.

En effet, lorsqu'un fidèle ressent la nécessité de faire du bien à l'instar de réaliser un forage, il se tourne vers Akono Abdoufattah. Ce dernier, après réception des fonds, traduit la volonté de son coreligionnaire sur le terrain en identifiant un site et en matérialisant le projet. "New Muslim Center for Charity" s'appuie par conséquent sur une toile de bienfaisance pour mener à bien ses activités sur le terrain.

En 2012, sur invitation d'amis soudanais et saoudiens, Akono Abdoufattah prit part à un séminaire au Soudan dont le thème portait sur la *zakkat*. Cette rencontre donna naissance à l'"Organisation Internationale de la *zakkat*". De retour au Cameroun, il organisa à Yaoundé une rencontre de trois jours avec des délégations venues des dix régions du pays, afin de les entretenir sur la charité obligatoire que les croyants nantis doivent aux pauvres. Au terme de cette réunion, l'"Organisation Camerounaise de la *zakkat*" vit le jour avec pour siège Yaoundé<sup>51</sup>. Elle connut dès cet instant de nombreux handicaps liés à la méfiance de l'administration qui s'interrogea longtemps sur la véritable finalité des fonds qui seraient récoltés, situation qui retarda sa légalisation. Cette dernière intervint en 1996. Sur le plan du fonctionnement pratique, il se posa un certain nombre de difficultés portant notamment sur le procédé de recensement des riches et des démunis mais aussi, sur la redistribution des fonds et biens récoltés. Des fonctions nullement dévolues aux associations mais à l'Etat. Hors, ce dernier, par son caractère laïc et neutre n'a nullement pour vocation de s'immiscer dans les affaires internes des entreprises religieuses. Il se posa également un problème de confiance lié au fait que par le passé, de nombreuses aides, destinées aux démunis furent distraites par des promoteurs associatifs véreux, plus enclins à s'enrichir qu'à venir en aide aux nécessiteux. Enfin, l'imam Akono Abdoufattah estime avoir été discriminé du fait qu'il fut perçu par certains comme un rival et par d'autres, comme un profane car n'étant pas un spécialiste de la charia. Autant d'obstacles qui handicapèrent le fonctionnement de l'"Organisation Camerounaise de la *Zakkat*". Aussi, depuis sa création, cette association n'a véritablement pris son envol.

La troisième association promue par l'imam Akono Abdoufattah avait pour dénomination "Communauté Musulmane Bantou"<sup>52</sup>. Légalisée en 2012 avec pour siège Yaoundé, son but principal était la promotion d'une pratique orthodoxe de l'islam<sup>53</sup>. Des antennes de cette association furent créées dans quelques localités du Cameroun et des responsables furent installés : Douala (Bell Mamoud), le Mbam (Baba Moussa) ou encore la

<sup>51</sup> Confer annexe N°V : associations promues par l'imam Akono Abdoufattah, pp.397- 400.

<sup>52</sup> Au départ, elle fut dénommée "Communauté Musulmane Fang-Beti" et par la suite "Communauté Musulmane du Centre-Sud-Est".

<sup>53</sup> Confer annexe N°V : associations promues par l'imam Akono Abdoufattah, pp.397- 400.

Lékié (Ibrahim Eté). Toutefois, son étiquette tribale, associée à l'attitude de nombreux musulmans pahouins qui assimilèrent cet organisme comme leur propriété exclusive ou encore, comme un instrument de revanche face à la discrimination supposée de leurs coreligionnaires (soudanais et bamoun), firent peser un soupçon de sectarisme sur la "Communauté Musulmane Bantou". Pour se soustraire aux étiquettes régionalistes qui n'honorent aucunement la religion musulmane, Akono Abdoufattah avoue avoir volontairement laissé somnoler cette association.

Aucune des trois organisations suscitées ne possèdent de rapports d'activités encore moins d'archives et se résume toute à la personne de leur promoteur. "New Muslim Center for Charity" est pour le moment la seule association fonctionnelle administrée par Akono Abdoufattah qui continue à promouvoir l'image du bon l'islam, à assister les démunis et à encadrer les nouveaux convertis.

### **3) Abdoullah Atangana<sup>54</sup> : un exemple d'insertion réussi**

Atangana Simon Patrick naît le 21 février 1978 à Yaoundé. Après l'obtention du CEPE en 1989 à l'école publique de Touboro, il se rend à Guider poursuivre ses études au sein du Petit Séminaire qui abrite cette localité. Ce séjour dans le septentrion le marqua profondément dans la mesure où il constata que les enfants nordistes étaient propres physiquement et moralement, affichaient un comportement décent, manifestaient une certaine quiétude. Après un bref séjour à Bertoua en 1992 auprès de sa mère, il se stabilise à Mbankomo chez son père où il obtient le BEPC 1994, le probatoire en 1997 et le baccalauréat en 1998. En 1999, il souscrit à une inscription au département de physique-chimie de l'Université de Yaoundé I. Il ressent dès-lors un appel à l'islam. Exprimant son désir auprès de certains camarades musulmans, ceux-ci le conduisirent au siège de l'ADF situé en ce temps à l'Ecole de Police. A cet endroit, il fit la rencontre de Cheikh Ali Badara Mbaye qui se chargea de son islamisation. Un acte qui marque l'abandon du catholicisme et l'entrée dans l'islam. Il s'en suit alors une période de profondes dissensions avec sa famille nucléaire qui vit d'un très mauvais œil ce changement d'obédience religieuse. Ses proches parents s'offusquèrent de sa nouvelle inclination spirituelle et cessèrent de lui procurer le nécessaire pour la poursuite de ses études universitaires, croyant pouvoir lui faire changer d'avis. C'était ignorer la détermination du nouveau converti. C'est alors qu'avec un groupe d'amis également musulmans, il se rendit au Soudan (par voie terrestre et de façon illégale), dans le but d'approfondir son savoir sur l'islam. Il s'établit tout d'abord à

---

<sup>54</sup> Abdoullah Atangana, 41 ans, bibliothécaire, Tsinga, 11/07/2018.

Dama (ville située au Nord du Soudan, limitrophe avec l’Egypte) où il s’inscrit dans un centre de mémorisation du Coran. Par la suite, il se rendit à Wadelfani puis, à Khartoum. A ces différents endroits, il ne fréquenta que des centres d’études islamiques peu regardants sur les cartes de séjour. Ne pouvant continuellement vivre dans la clandestinité, il retourna au Cameroun en 2003. Tel l’enfant prodige, l’accueil qui lui fut réservé par ses proches était des plus conviviaux. Le temps qui apporte la sagesse avait adouci les cœurs. Déclinant leur offre de s’inscrire à nouveau à l’université, il opta pour la poursuite des études islamiques. Dispensant des cours dans quelques centres islamiques à l’instar du centre de l’imam Baba Moussa à la Briqueterie, il reçoit également des enseignements auprès de certains érudits comme Cheikh Mallam Bello. C’est alors qu’il est embauché à la WAMY en 2006. Abandonnant cette première structure, il obtient le poste de bibliothécaire au complexe islamique de Tsinga en 2008. En plus de cette fonction, il exerce également comme imam prédicateur et traducteur. C’est ainsi qu’il préside les prières ordinaires au sein du complexe de Tsinga, celles du vendredi dans de nombreuses mosquées de Yaoundé et hors de celle-ci (Kyé-Ossi, Obala, Bafia, etc). Il prend également part à toutes les activités sociales initiées par le complexe de Tsinga : assistance aux démunis, aux veuves, aux orphelins, aux étudiants, aux voyageurs en détresse ; participation aux campagnes de prêches dans les prisons à l’instar de celles de Kodengui et Foubot.

### **III- LE MALAISE DES MUSULMANS BETI AU SEIN DE LEUR COMMUNAUTE RELIGIEUSE ET LES OBSTACLES A UNE PLUS LARGE DIFFUSION DE L’ISLAM AU SEIN DES BETI**

L’étude de la religion musulmane en pays beti fait ressortir un certain nombre d’éléments, qui peuvent être considérés comme des facteurs inhibiteurs au plein épanouissement de l’islam au sein des Pahouins. Sans avoir la prétention de recenser la totalité de ces paramètres, il est question à ce niveau de présenter les plus pertinents.

#### **1) Une intégration à parfaire**

De nombreux beti questionnés avouent ressentir une certaine frustration au sein de leur famille religieuse. Ils estiment faire l’objet d’une discrimination de la part de leurs coreligionnaires soudanais et bamoun. Ces derniers auraient tendance à les considérer comme des croyants de seconde zone, à cause de leur conversion récente<sup>55</sup>. Les Soudanais musulmans estimerait que ce n’est qu’à partir de la deuxième voire troisième génération, qu’on devient

---

<sup>55</sup> Akono Abdoufatah, 44 ans, imam principal de la mosquée d’Odza, Odza, 13/06/2018.

un musulman authentique<sup>56</sup>. Dans cette perspective, plus l'ancienneté est établie, plus l'authenticité de la foi est avérée. Subséquemment, il existerait dans le psychique de certains musulmans, une catégorisation des croyants basée sur l'ancienneté. Pour les érudits beti, les vellétés de classification des croyants sur la base de l'ancienneté résulte d'une mauvaise compréhension des textes islamiques. A ce sujet, ils tiennent à rappeler que le prophète Muhammad avait pour parents des idolâtres et n'a eu qu'à réciter la *chahada* devant l'ange Gabriel pour devenir musulman. Situation similaire chez les compagnons du prophète. De surcroît, le prophète qui n'était nullement raciste rappelait sans cesse que le musulman est le frère du musulman mais aussi, qu'aucun croyant n'est au-dessus de l'autre si ce n'est par la crainte de Dieu. Le Saint Coran affirme à cet effet : "*Un arabe n'est pas préférable à un non arabe, ni un blanc à un noir si ce n'est par la piété*"<sup>57</sup>. En principe donc, le plus estimé aux yeux d'Allah est le plus pieux. Le prophète Muhammad a condamné toutes formes de discriminations basées sur les origines, la race, la tribu, la nationalité et les a traité d'ignorance antéislamique<sup>58</sup>. D'après les érudits beti, vouloir catégoriser les croyants sur la base de l'ancienneté participe d'une volonté de confiscation et d'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques et économiques. Une attitude qui tend à nier la composition sociologique et davantage, le critère de compétence intellectuelle conjugué à la rectitude morale qui devraient en principe prévaloir dans l'accès aux charges religieuses ou associatives. Certains soudanais et bamoun se serviraient de l'islam pour obtenir des facilités sur les plans économiques et politiques. Par conséquent, ils assimileraient les conversions des Pahouins comme un élément susceptible de diminuer leurs avantages, dans la mesure où ceux-ci seraient divisés<sup>59</sup>.

Les musulmans beti se plaignent également de la discrimination à l'emploi, ainsi que du traitement salarial différencié au sein de certaines structures islamiques. Bien-que l'islam reconnaisse la notion d'*ansar* (autochtone ou natif), bien-que les Beti aient réservé un accueil chaleureux aux confessions venues d'ailleurs et bien-que de nombreuses structures islamiques soient implantées sur leur terroir, les musulmans pahouins estiment être sous représentés voire aucunement, au sein de ces institutions à l'instar du complexe islamique de Tsinga, de la WAMY, du complexe scolaire Adana, etc<sup>60</sup>. Une revendication qui toutefois paraît inique, car formulée sur la simple base de l'autochtonie. Le critère de compétence devrait en effet être celui mis en exergue, au détriment d'une sorte de droit du sol. Quelques musulmans beti, employés

---

<sup>56</sup> Ohanda Bissa Abdel Karim, 73 ans, imam adjoint à la mosquée d'Essos, Essos, 18/08/2018.

<sup>57</sup> Coran, sourate 49 verset 13.

<sup>58</sup> Ohanda Bissa Abdel Karim, 73 ans, imam adjoint à la mosquée d'Essos, Essos, 18/08/2018.

<sup>59</sup> Akono Abdoufattah, 44 ans, imam principal de la mosquée d'Odza, Odza, 13/06/2018.

<sup>60</sup> Awondo Némé, 58 ans, imam de la mosquée de Nkol-kondi II, Nkol-kondi (Yaoundé), 09/07/2018.

dans des organisations islamiques, affirment recevoir des rémunérations inférieures à celles perçues par leurs coreligionnaires soudanais, qui occupaient les mêmes postes des mois avant<sup>61</sup>. Des affirmations difficiles à vérifier, d'autant plus que dans le même temps, des membres du même groupe à l'instar Abdoullah Atangana, employé au complexe de Tsinga, affirme recevoir un salaire décent, supérieur à celui qu'il percevait à la WAMY des années plus tôt<sup>62</sup>. Il faut également préciser que l'historiographie islamique au Cameroun et même au Sud du Sahara, souligne les problèmes d'intégration des jeunes ayant reçu des formations purement religieuses. Les boursiers des universités islamiques, une fois de retour au Cameroun, connaissent de nombreuses difficultés d'insertion professionnelle. Une situation liée à leur cursus académique, qui ne cadre pas avec les profils recherchés par la fonction publique. Une infime minorité est embauchée dans les ONG transnationales implantées au Cameroun, tandis-que la grande proportion s'active dans les prédications et l'enseignement (soit privé islamique, soit dans les domiciles des musulmans nantis). A tous les niveaux, les salaires sont bas et très souvent irréguliers<sup>63</sup>. Une situation qui ne permet nullement à ces arabisants de mener une existence décente et les condamne à s'en remettre à la solidarité islamique<sup>64</sup>. Les problèmes d'insertion professionnelle et les faibles salaires ne sont donc pas spécifiques aux croyants beti mais, à toute une génération de diplômés toujours plus nombreux d'année en année.

Deux autres éléments accentuent le malaise que ressentent les croyants bantou au sein de leur nouvelle communauté religieuse. Il s'agit d'une répartition inéquitable des bourses d'études pour les pays musulmans par les organisations islamiques tenues par les arabes, soudanais et bamoun. Un constat similaire fut opéré par Nicolas Thierry Onomo Mbassi qui relevait :

...on peut dire que la WAMY, antenne du Cameroun, est une association privée des Foulbé car, les autres peuples ne bénéficient pas des mêmes avantages. Youssouf Eboué, musulman converti d'origine beti et ancien secrétaire de cette association, affirme que les Foulbé se sont appropriés ethniquement l'association aux fins égoïstes. Les bourses d'études attribuées au Cameroun par les pays musulmans sont intelligemment orientées vers les seuls Foulbé ; car la publication de la bourse se fait au moment où les dossiers des candidatures foulbé sont expédiés aux pays attributaires. Le temps donné aux autres candidats non foulbé est souvent très court. Résultat, l'établissement du dossier est quasiment impossible<sup>65</sup>.

<sup>61</sup> A ce niveau, ces informateurs ont souhaité conserver l'anonymat.

<sup>62</sup> Abdoullah Atangana, 41 ans, bibliothécaire, Tsinga, 11/07/2018.

<sup>63</sup> Les salaires de ces arabisants au sein des différentes structures qui les emploient atteignent péniblement 100.000FCFA.

<sup>64</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.245.

<sup>65</sup> N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées", 2014, p.228.

Une déclaration qui semble confirmer la discrimination dont certains convertis beti estiment être victimes. Toutefois, en l'absence du point de vue de la WAMY sur ce sujet, on peut s'interroger sur l'intérêt qu'une organisation de ce type aurait à favoriser certains musulmans au détriment d'autres. D'autant plus que d'autres études insistent sur l'impartialité et la neutralité des nations arabo-musulmanes à l'endroit de tous les croyants nationaux. C'est ainsi-que sous la plume de Fouapon Alassa, on apprend que dès la fin de 1980, l'effectif de plus en plus considérable des musulmans de la partie méridionale du pays, amena l'Arabie Saoudite à proposer des formations religieuses à tous les musulmans camerounais. Ces bourses d'études ne concernaient plus uniquement les ressortissants du Nord mais aussi, ceux du Noun ainsi-que les nouveaux islamisés bamiléké, bafia, beti, douala et bassa. Une stratégie qui a pour but de : *"...donner la possibilité de tous les groupes ethniques d'apprendre l'islam afin d'être, à leur retour au Cameroun, les courroies de transmission de cette religion dans leurs communautés d'appartenance"*<sup>66</sup>. Ainsi, si au départ les ressortissants du grand Nord étaient davantage concernés les bourses d'études, cette situation changea en 1990, à cause du poids démographique de plus en plus croissant des croyants subéquatoriaux. Etendre les formations religieuses à d'autres communautés autres que les Soudanais, permettait à l'Arabie Saoudite de tenir compte de la diversité sociologique de la société camerounaise. Dès lors, le sentiment de marginalisation de certains musulmans beti peut être le fait de croyants "frustrés", parce que éconduits, pour la simple raison qu'ils ne remplissaient guère les conditions requises pour l'obtention des bourses d'études, qui comme on le sait, sont très prisées. Des cas de figures (discrimination et ou non-respect des conditions requises pour l'obtention d'une bourse d'étude) qui sont tous plausibles. En dernier ressort, les musulmans beti stigmatisent le faible taux de réalisation des infrastructures socioreligieuses dans leur localité, par les ONG islamiques internationales. Ces dernières concentrent la majeure partie de leurs projets dans la partie septentrionale du pays et dans le Noun. A ce niveau, la WAMY est à nouveau l'organisme le plus indexé et taxé à la limite de discriminatoire. Une plainte qui trouve sa limite dans le fait que les réalisations des organisations islamiques internationales se concentrent généralement dans les régions à forte concentration musulmane. Pour le cas du Cameroun, l'effectif le plus important des musulmans se trouve dans le Nord et en pays bamoun.

Qu'elles soient avérées ou supposées, les revendications des musulmans beti sont l'expression d'une volonté de leadership, de plus de représentativité et de visibilité de leur part sur la scène islamique nationale. Certains fidèles pahouins sont déterminés à s'approprier cette

---

<sup>66</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques ", 2019, p.103.



religion et à user de la coopération islamique pour promouvoir leur bien-être, ainsi que celui des communautés dont ils sont issus, qu'elles soient musulmanes ou non. Des attitudes qui sont révélatrices du fait qu'au-delà de l'aspect spirituel, l'islam tend à être utilisé par certains croyants comme un moyen pour une réussite socioprofessionnelle.

## **2) Les obstacles à une plus large diffusion de l'islam au sein des Beti**

Vu l'importance numérique des populations préétablies et l'ancienneté de l'islam dans la zone d'étude, on se serait attendu à trouver un effectif plus important de musulmans beti mais, tel n'est pas le cas. Il est dès-lors question de s'interroger sur les causes à l'origine de cette situation.

### ***2-1) L'influence du christianisme***

L'un des éléments qui peut expliquer la diffusion relativement faible de l'islam chez les Beti du Centre est l'absence de campagnes missionnaires au sein de l'islam<sup>67</sup>. Lorsque la première communauté musulmane se fixe chez les Beti du Centre vers 1896, aucune confession chrétienne n'est présente sur ce site. En effet, bien que leur influence se fasse déjà ressentir dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les catholiques ne s'implantent à Yaoundé (Mvolyé) qu'en 1901 et les presbytériens (à Djoungolo) en 1922<sup>68</sup>. Malgré ce retard, ces deux forces religieuses sont les plus importantes sur le terrain. Ainsi, l'islam semble ne pas avoir profité de son antériorité dans la localité. A la différence des premiers éclaireurs de la religion musulmane qui se fixèrent en pays beti dans un but essentiellement mercantile, les missionnaires chrétiens avaient pour but de glaner le plus grand nombre de fidèles. C'est dans cette perspective que l'implantation des églises chrétiennes s'effectua sous un climat de concurrence religieuse entre les catholiques et les presbytériens. Toutefois, cette rivalité missionnaire tourna en faveur de l'Eglise Catholique Romaine<sup>69</sup>. L'ascenseur social et politique que constitua l'Eglise Catholique explique en grande partie son succès. A la question de connaître la raison pour laquelle les propagateurs de l'islam n'ont guère pris part à cette compétition religieuse en organisant des campagnes de propagandes visant des recrutements massifs de fidèles, les érudits musulmans répondent que cette pratique ne cadre pas avec les objectifs de leur croyance. D'après eux, il n'y a pas de contrainte en religion et la bonne voie se distingue de l'erreur<sup>70</sup>. Au

<sup>67</sup> De nombreux informateurs musulmans se plaisent généralement à citer ce passage du Coran qui stipule qu'il n'y a pas de contrainte en religion et que la bonne voie se distingue de l'erreur.

<sup>68</sup> E. Mveng et D. Beling-Nkoumba, *Manuel d'histoire du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1983, pp.199-202.

<sup>69</sup> En 1901, le Cameroun abritait une centaine de convertis beti. Ce nombre passa à 200.000 en 1938 auxquels il faut adjoindre 90.000 catéchumènes. En 1943, 85% des Beti étaient catholiques.

<sup>70</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la Mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

demeurant, les confessions chrétiennes, mues par des buts de prosélytisme s'imposèrent sur l'islam.

## ***2-2) Le poids de l'anthropologie culturelle et de la structure acéphale***

L'héritage culturel beti, transmis de générations en générations, comporte de nombreux aspects qui sont en déphasage avec l'idéal islamique. Durant des siècles, le beti a baigné dans un univers culturel qui fait de certaines attitudes comportementales des valeurs. La littérature disponible sur ce groupe bantou les présente comme des gens qui aiment la vie et ses agréments. Le jeune homme, après l'initiation au *Nso*, s'affirmait socialement par ses performances sexuelles. L'homme valeureux, entretenait de nombreuses aventures et aucune d'elle ne devait laisser planer le moindre doute sur sa virilité. Il fallait donc être performant sur le plan ludique pour être considéré ; la faiblesse ou l'impuissance sexuelle étant un signe de déchéance sociale. Pour ce qui est de la jeune fille célibataire, sa valeur se mesurait au nombre de ses prétendants<sup>71</sup>. Avant le mariage, elles devaient fournir la preuve de leur fertilité en donnant naissance à un enfant qui généralement restait chez les parents de ces dernières<sup>72</sup>. Pour avoir longtemps vécu dans cet environnement qui prône l'amour libre, de nombreux musulmans beti éprouvent du mal à se départir de ces attitudes. Ainsi, on les voit résister à leurs penchants dans les premiers moments qui suivent leur islamisation et par la suite, ils retombent fatalement dans les travers du passé.

Le second point culturel qui se trouve en ligne de mire est la tradition alimentaire. Durant des siècles, les pratiques de piégeages et de la chasse ont permis aux Beti de se procurer la viande de brousse, riche en protéines<sup>73</sup>. Le gibier régulièrement consommé n'était pas égorgé. L'incidence de cette tradition alimentaire réside dans le fait qu'il est difficile pour les musulmans beti, habitués au palais doux, de se conformer à l'idéal islamique qui exige que tout animal consommé soit égorgé et ce, islamiquement. La gourmandise de certains ne leur permet pas de faire fi de la bonne nourriture. On voit dès lors de nombreux croyants consommer la viande de brousse en cachette. Les épouses musulmanes beti ressentent elles aussi un malaise à faire abstraction de leur style nutritionnel ancestral<sup>74</sup>.

---

<sup>71</sup> Notons tout de même qu'une fois mariée, la femme devenait la "propriété" de son mari et tout écart de comportement lui était défendu.

<sup>72</sup> Cet enfant permettait de remplacer et de rappeler l'être qui était appelé à partir.

<sup>73</sup> A ces animaux viennent s'ajouter ceux décédés de maladies épzootiques et ceux cognés par les voitures.

<sup>74</sup> Engoudou Ismaïla, 57 ans, naturopathe, Ngock, 27/08/2017.

L'historiographie islamique au Cameroun fait ressortir les aspects selon lesquels l'islam s'est implanté soit par la force des armes, soit par le concours de l'aristocratie locale. Dans les deux cas, il s'est toujours agi de sociétés centralisées. Dans le cadre de la zone d'étude, l'enquête de terrain a révélé l'influence de la structure acéphale dans le faible rayonnement de l'islam. On est en face d'un mode d'islamisation qui s'opère par la base et qui ne va pas au-delà de cette strate. La forme égalitaire des membres de la communauté fait en sorte que chacun est libre de faire comme bon lui semble. De surcroît, s'il était arrivé qu'un chef penche pour la religion musulmane, il faut observer que celui-ci aurait manqué d'une autorité forte pour convaincre ses sujets à se convertir et même, son action aurait été inhibée par la forme pluricéphale de cette société. En somme, les autocrates beti, bien qu'ils aient favorisé l'établissement des Soudanais musulmans dans leurs sphères d'influences respectives, n'ont en retour intenté aucune action pour que leurs sujets s'islamisent.

### ***2-3) Les barrières psychologiques***

Parmi les obstacles qui ont empêché à de nombreux natifs beti de se convertir à l'islam, se trouve en bonne place le poids des clichés. En effet, le recensement des difficultés inhérentes à la conversion des Pahouins révèle que la société beti avait développé des images caricaturales aussi fantaisistes que pernicieuses, accolées à la personne du musulman et par extension à l'islam. Ces développements imaginatifs, bien ancrés dans les mémoires locales, s'appuyaient sur de nombreux éléments comme le port de la gandourah. Vêtement ample, sa structure proche de celle des habits pour femmes, fit que les hommes qui le portaient étaient l'objet des moqueries et d'intrigues<sup>75</sup>. Pour dissuader certains sympathisants de l'islam, on leur rappelait que leurs ancêtres n'ayant pas été musulmans, une éventuelle conversion leur serait préjudiciable dans l'au-delà. Comme un slogan, cette menace à peine voilée se présentait comme suit : *"Si tu te convertis à l'islam, après ta mort, tes ancêtres ne vont pas te reconnaître et par conséquent, ils ne pourront t'accueillir"*. Apeurés par la possibilité de se retrouver seul dans l'après vie, certains admirateurs de la religion musulmane renoncèrent à leur projet de conversion<sup>76</sup>.

Autres arguments de dissuasion, il était rappelé aux aspirants à l'islam que s'il arrivait qu'ils agonisent, ils seraient purement et simplement égorgés cardans cette croyance orientale, on ôtait la vie à ceux qui connaissaient des souffrances intenses au seuil de leur décès. Cet autre

<sup>75</sup> Beloui Albert, 75 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré du quartier mécanicien, New-Town (Mbalmayo), 25/08/2017.

<sup>76</sup> Engoudou Ismaïla, 57 ans, naturopathe, Ngock (Mbalmayo), 27/08/2017.

élément accentua la crainte des admirateurs beti, dans la mesure où ils n'étaient guère préparés à ce que leurs morts soient précipitées à l'aide d'un objet contendant. L'éventualité d'être égorgé (comme tel est le cas pour les moutons et la volaille), était suffisante pour susciter la renonciation. Les concepteurs de ces visions dénigrantes ne s'arrêtaient pas en si bon chemin. C'est ainsi qu'on faisait comprendre à certains natifs désireux d'adhérer à l'islam que si tel devenait le cas, ils iraient purger les bœufs. Ramener la conversion à la pratique de cette activité "abjecte" avait pour objectif d'endiguer l'avancée de l'islamisation. Même si les Beti étaient friands de la viande zébu, cela ne justifiait en rien l'administration des purges à cet animal.

Tous ces éléments démontrent le caractère imaginaire, dont firent preuve certains pahouins, pour dissuader les membres de leur groupe qui aspiraient à devenir musulman ou faire abdiquer ceux déjà convertis. Toutefois, des téméraires transcendent ces attaques en s'islamisant. Leur mode de vie ainsi-que les éclairages qu'ils fournirent et qui déphasèrent avec les visions caricaturales amenèrent de nombreux autres pahouins à devenir musulmans et contribuèrent à une meilleure connaissance de l'islam au sein de la société beti. Même si certains clichés résistent au temps<sup>77</sup>, force est de constater que ces clichés n'ont plus la même emprise que par le passé et sont en régression.

En définitive, l'islam s'est implanté sans grande difficulté chez les Beti du Centre. Si ces derniers se méfiaient de la religion musulmane dans les premiers moments de sa fixation, on assista avec l'évolution des mentalités à l'islamisation de quelques-uns. Ces conversions ne furent pas toujours bien accueillies. C'est ainsi que les musulmans pahouins bravèrent les barrières psychologiques et l'hostilité de leurs familles pour exercer pleinement le statut de croyants qu'ils assument avec fierté.

---

<sup>77</sup> On peut faire allusion ici au fait que pour les autochtones, le musulman a toujours un poignard sous la gandourah et par extension, est prédisposé à verser le sang.

## **CHAPITRE VI : CARACTERISTIQUES ET RUPTURES SUSCITEES PAR L'ISLAM CHEZ LES BETI DU CENTRE**

L'islam qui s'implante et se consolide chez les Beti du Centre à partir de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, est porté par des groupes venus principalement du Nord, du Noun et du Mbam. Ces musulmans de la première heure, développèrent de nombreuses stratégies pour s'intégrer dans cet environnement nouveau. C'est ainsi qu'ils entretenirent des rapports harmonieux avec les composantes administratives et religieuses de la localité. En effet, l'aspect minoritaire de l'islam, l'incita à la collaboration et au loyalisme à l'endroit des autorités politico-administratives. La présence d'autres confessions religieuses, notamment chrétiennes, majoritaires, suscita le rapprochement entre les différentes religions. Par voie de conséquence, les manifestations sur la coexistence interconfessionnelle et le dialogue interreligieux au sein des mêmes espaces géographiques se posent avec pertinence. Une cohabitation ethno-religieuse pacifique, qui permet de dépasser la vulgate huntingtonnienne et consolide les thématiques sur l'intégration nationale mais aussi multiconfessionnelle et laïc de l'Etat. Un métissage culturel, qui laisse entrevoir les ruptures suscitées par l'islam dans la zone d'étude. L'usage des NTIC à des fins missionnaires, l'implication de plus en plus accrue de la gent féminine dans le rayonnement de l'islam et l'engagement de cette religion en faveur du développement, constituent les autres particularités de cette obédience dans les localités beti du Centre. La *Umma* s'illustre ainsi par un esprit d'ouverture qui contraste avec la vision austère qui lui est souvent accolée. Toutefois, l'islam fait face à un certain nombre de difficultés, qui entravent quelque peu son plein épanouissement.

### **I- CARACTERISTIQUES ET OU PERMANENCES DE L'ISLAM EN TERROIR BETI DU CENTRE**

De nombreux traits caractérisent l'islam dans les localités beti du Centre. Certains sont permanents et datent de l'établissement des premiers musulmans dans cette aire géographique vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. D'autres sont relativement récents, influencés par les progrès de la technique et l'évolution des mentalités. L'islam en pays beti (comme au Sud de l'Adamaoua) est un phénomène essentiellement urbain, toujours dominé par sa composante exogène. La religion musulmane brille également par ses caractères collaborationniste, pacifique et tolérant. Des attitudes dictées par le réalisme et le pragmatisme. Toutefois, les traits affichés par cette religion ne sont pas uniquement positifs. C'est dans cette perspective qu'on note la persistance des clivages ethno-idéologiques, qui empêchent la mise sur pied d'une instance faitière pouvant fédérer toutes les tendances musulmanes.

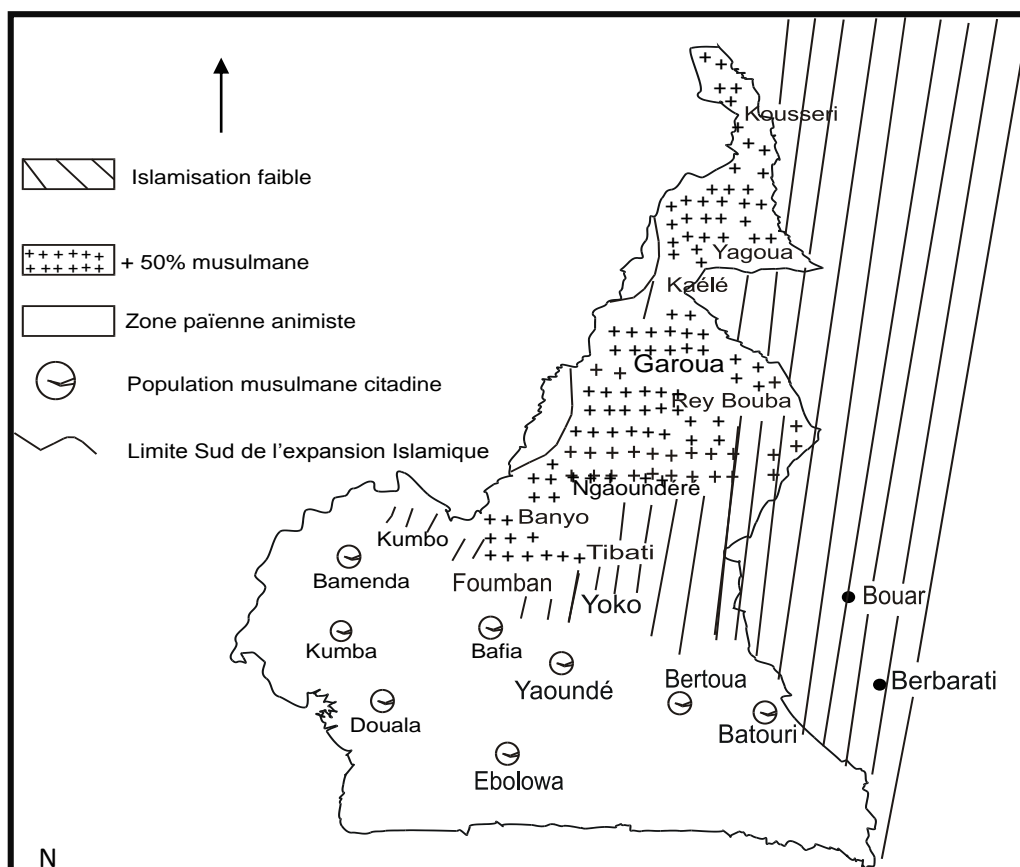
### 1) L'islam en terroir beti du Centre : un phénomène essentiellement urbain et dominé par sa composante exogène

Comme ce fut le cas partout en Afrique subsaharienne, les négociants haoussa et les bergers peuls jetèrent l'ancre dans les localités beti du Centre, attirés par la possibilité de réaliser de bonnes affaires sur le plan économique. A pieds ou à vélos, ces soudanais sillonnaient les différents hameaux, en proposant leurs produits aux populations locales. Leur clientèle se recrutait surtout parmi la gente féminine. Si les paysans achetaient les articles argent comptant, il leur arrivait très souvent d'opter pour le système de crédit, réglant ainsi la dette ultérieurement et ce, en plusieurs tranches de paiement. La perception que le beti avait de l'haoussa (à savoir un puissant féticheur), le dissuadait à chaque fois de s'acquitter de sa redevance. La présence des négociants soudanais se fit davantage ressentir dans les *angara* (marchés périodiques). Cependant, les marchands haoussa et bergers peuls ne se fixèrent guère dans les localités par la seule existence des activités commerciales car, la plupart du temps, elles étaient saisonnières et par conséquent, ne présentaient pas un caractère stable. L'érection de certains hameaux en centres administratifs (qui octroie d'office le statut de ville), offrait aux Soudanais des comptoirs permanents pour la pratique de leur activité de prédilection à savoir le commerce. Ces nouvelles zones urbaines, grâce à la régularité de l'activité économique, à la concentration de la masse humaine (important marché de consommation), ne pouvaient que susciter l'établissement des négociants venus du Nord et par la suite du Noun. Ces groupes, en se fixant définitivement dans ces agglomérations naissantes, mettaient fin à des navettes souvent pénibles. C'est donc la ville qui est à l'origine, non pas de l'avènement des musulmans en pays beti mais, de leur sédentarisation sur les sites où nous les trouvons implantés. S'il arrive régulièrement que les marchands musulmans sillonnent les zones rurales pour proposer des produits précis, leurs foyers de regroupement permanent restent les centres urbains. S'il est également vrai que des éléments musulmans sont établis dans certains villages où ils pratiquent l'agriculture, l'élevage ou encore tiennent des boutiques, les regroupements musulmans campagnards sont quasiment inexistantes.

Les administrations coloniales et postindépendances, par le processus de multiplication des unités administratives, accentuèrent la prolifération des foyers musulmans urbains. Pour améliorer l'encadrement du territoire de même que l'action économique et sociale du gouvernement, de nouvelles unités administratives virent régulièrement le jour, par fractionnement d'anciennes circonscriptions estimées trop vastes. C'est dans ce registre que la ville de Mbalmayo, grâce aux réformes territoriales de 1964, 1972 et 1992 est reconnue comme

le centre de la division administrative du Nyong et So'o, disséquée en cinq arrondissements et trois districts<sup>1</sup>. Dans le même sillage, Mfou, chef-lieu du département de la Mefou et Afamba, abrite en son sein quatre arrondissements et quatre districts<sup>2</sup>. Dès lors, la création d'un centre urbain donnait lieu à la naissance d'un nouveau foyer musulman. La balkanisation des circonscriptions administratives a donc permis la diffusion de l'islam car, dans chaque nouvelle unité, s'implantait une communauté musulmane, autonome et indépendante. Une situation qui fait de l'islam un phénomène essentiellement urbain et qui corrobore le constat opéré par Aboubakar Njiassé Njoya selon lequel au Sud de l'Adamaoua, on ne rencontre que des foyers musulmans urbains<sup>3</sup>. Ce constat s'inscrit dans une perspective plus globale, qui présente l'islam comme une religion citadine, qui trouve sa parfaite expression dans le milieu urbain<sup>4</sup>.

**Carte 7: Densité de la population musulmane au Cameroun en 1988.**



**Source :** A. Njiassé Njoya, "Histoire de l'islam et du patrimoine culturel et immatériel au Cameroun", H.D.R, Université de Douala, 2007, p. 24.

<sup>1</sup> Anonyme, *Dictionnaire des villages du Nyong et So'o* (2<sup>e</sup> édition), INC, 1998, p.17.

<sup>2</sup> Anonyme, *Dictionnaire des villages de la Mefou. Répertoire géographique du Cameroun*, Yaoundé, IRCAM/ORSTOM, 1966, p.12.

<sup>3</sup> A. Njiassé Njoya, "L'islam au Cameroun", 2001, p.237.

<sup>4</sup> A. Bourgey, *Islam et géographie*, 1970, p.89.

L'islam dans les localités beti du Centre demeure dominé par sa composante exogène. En s'implantant sur le site de Yaoundé vers 1896, soit cinq (05) ans avant la fixation de la mission catholique à Mvolyé survenue en 1901<sup>5</sup>, les premiers musulmans auraient pu susciter des conversions au sein des populations préétablies. L'islam de cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas un système organisé et structuré, qui ambitionne de faire souche c'est-à-dire d'islamiser les autochtones beti. Cette religion n'a pas la tradition de campagne missionnaire et les musulmans questionnés aiment à rappeler le texte religieux qui stipule : "*Nulle contrainte en religion*"<sup>6</sup>. Au-delà de ce passage coranique que certains interlocuteurs avancent comme pour se donner bonne conscience face à l'occupation de l'espace par les confessions chrétiennes, il est probable que les premiers marchands et bergers à s'implanter en pays beti, présentaient des dispositions morales, intellectuelles et spirituelles limitatives à une quelconque activité missionnaire. Faiblement instruits, souvent analphabètes des langues officielles en cours et ignorants des langues locales, le prosélytisme n'était guère aisé ou même possible. Ces marchands, éventuellement limités par ces handicaps, n'avaient d'autres choix que de se livrer à la pratique commerciale. La principale préoccupation des musulmans établis à travers le pays beti était et continue d'être (pour la majorité d'entre eux) la prospérité de leurs activités économiques. Ainsi, à la différence des missions chrétiennes qui affichèrent clairement leur objectif de se constituer d'importantes masses de fidèles en convertissant partout les populations préétablies, l'islam est demeuré une religion des migrants (nordistes, bamoun, Ouest-africains). Le poids numérique de ces derniers détermine l'importance ou non d'une communauté musulmane à un endroit précis. De surcroît, pour les populations préétablies, l'islam ne joua en aucun moment le rôle d'ascenseur social, fonction dévolue au départ à l'Eglise Catholique Romaine puis, à des ordres mystiques à l'instar de la rose croix<sup>7</sup>. Situation qui accentua le désintérêt des populations préétablies pour l'islam. Bien-que la proportion des croyants pahouins soit en progression constante, leur effectif demeure largement inférieur à celui de leurs coreligionnaires du Nord et de l'ouest du pays. Au final, la religion musulmane en pays beti n'a pas suffisamment pénétré l'élément endogène. Elle est restée un fait majoritairement exogène, dominée et monopolisée par les Soudanais et les Bamoun, qui se disputent le leadership sur le plan clérical.

---

<sup>5</sup> J. Criaud, *Les Pallotins*, 1989, p.47.

<sup>6</sup> Coran, sourate 10 verset 99.

<sup>7</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p.374.



## 2) Un islam collaborationniste et républicain mais étroitement surveillé

Les relations entre la communauté musulmane et l'administration sont globalement satisfaisantes, marquées par le sceau de la collaboration. La totalité des dignitaires musulmans approchés, soutiennent que la position qu'occupent les dirigeants politiques est l'émanation de la volonté de Dieu. Dès lors, l'obéissance et le soutien à l'endroit des gouvernants est un devoir pour tout croyant. Les imams, cheikhs et oulémas s'appuient sur les Saintes Ecritures, pour justifier le soutien qu'ils manifestent à l'endroit des institutions de la république et des dirigeants politiques. D'après les érudits musulmans, le Coran foisonne de passages qui incitent en faveur de l'obéissance à l'endroit des autorités politiques, tant qu'il n'y a pas désobéissance au créateur Dieu l'Eternel<sup>8</sup>. En islam, il est recommandé de soutenir les dirigeants car, tout pouvoir vient de Dieu qui est le roi des rois. On aboutit à un triptyque qui débouche sur : "*Obéit à Dieu, à son prophète, aux dirigeants politiques*"<sup>9</sup>. Conséquemment, la rébellion est formellement interdite tout comme le désordre et le terrorisme. Dans cet ordre d'idée, il est recommandé de prier pour les détenteurs du pouvoir<sup>10</sup>. D'autres facteurs militent en faveur de l'aspect collaborationniste de l'islam au Cameroun à l'instar du souci pour les musulmans de démontrer que leur religion est compatible avec l'Etat moderne et la démocratie.

Le caractère collaborationniste et citoyen de l'islam se manifeste par le soutien aux idéaux véhiculés par l'administration et ce, depuis la domination occidentale au Cameroun. Sous le Mandat français, la communauté musulmane se tint au côté de l'hexagone pour combattre l'Allemagne. Cette même communauté soutint une fois de plus l'administration coloniale française dans sa lutte contre l'UPC dès 1955. L'historiographie révèle à cet effet que les activités de ce mouvement nationaliste furent de moindre envergure et sans effet dans les régions musulmanes, où les membres de ce parti politique furent assimilés à des agitateurs<sup>11</sup>. C'est dans ce cadre que sous l'instigation du mandataire français, des associations musulmanes virent le jour avec pour but d'endiguer la menace upéciste. A titre illustratif, on peut mentionner la création à l'échelle nationale de la Mediafrancam (Médiation France-Cameroun) en 1953<sup>12</sup>. Dans la même lancée, fut créée l'Amicale des Musulmans pour le Progrès Social (AMPS) dans le Centre du pays, pour empêcher à l'UPC de prospérer au sein des communautés

<sup>8</sup> Mefiré Ngoucheme Souleyman, 42 ans, imam principal de la mosquée de Nkozoa, Nkozoa (Yaoundé), 20/05/2018.

<sup>9</sup> Modibo Halidou Ibrahima, 63 ans, imam principal de la mosquée d'Essos, Essos, 24/05/2018.

<sup>10</sup> Nsangou Ismaïla, 37 ans, imam principal de la mosquée d'Olembé, Olembé (Yaoundé), 13/12/2017.

<sup>11</sup> Thierno Mouctar Bah et G. L. Taguem Fah, "Les élites musulmanes ", 1993, p.125.

<sup>12</sup> ANY, 3AC2417, Cameroun, Séparatisme.

musulmanes<sup>13</sup>. Un loyalisme et une collaboration qui se sont poursuivis sous la période postcoloniale. Au travers de certaines organisations islamiques, l'Etat consulte la communauté musulmane sur des sujets d'envergure nationale : questions relatives à la paix, la sécurité, l'éducation, la lutte contre la pauvreté, la corruption, les élections, etc. L'administration soutient financièrement et matériellement de nombreuses associations islamiques dans le cadre de leurs activités. La communauté musulmane, à travers des représentants choisis par elle, siège dans des structures étatiques telles que : ELECAM, CONAC, Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, etc<sup>14</sup>. D'autres départements ministériels travaillent en étroite collaboration avec la communauté musulmane. C'est dans ce registre que l'ACIC siège au "Comité de Gestion des Ressources PPTE", au "Comité de Promotion de l'Ethique et de la Gouvernance" au sein de la douane camerounaise, au "Comité de Suivi de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives du Cameroun"<sup>15</sup>. Des initiatives gouvernementales sont soutenues par la communauté musulmane. Sur le plan sanitaire, des associations comme l'ASSOVIC et l'ASIMOUC travaillent de concert avec le Ministère de la Santé Publique dans le cadre de la lutte contre les maladies endémiques comme le SIDA et le paludisme<sup>16</sup>. L'OFIF et l'OESPI travaillent de concert avec le MINEDUB et le MINESEC dans l'atteinte des objectifs à vocation éducative. En collaboration avec le Ministère de la Femme et de la Famille, le CIDIMUC participe à la mise en œuvre de la "Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences basée sur le Genre" et du plan d'action pour l'"Elimination des Mutilations Génitales Féminines (MGF)"<sup>17</sup>.

L'un des domaines dans lequel le soutien de la communauté musulmane à l'endroit des pouvoirs publics est le plus ostentatoire se situe dans l'engagement en faveur de la paix et l'éradication de la violence. C'est dans ce cadre qu'en 2012, Modibo Halidou Ibrahima inaugura pour le compte du CIDIMUC, les prières pour la paix au Cameroun<sup>18</sup>. Des cérémonies auxquelles prennent part de nombreux dignitaires religieux musulmans, ainsi-que des membres de l'administration. Des occasions qui permettent à la communauté musulmane de se désolidariser des actes inhumains perpétrés par certains groupes armés à l'instar de "Boko-Haram", qui prétend agir au nom de l'islam.

---

<sup>13</sup> ANY, AN2AC.90, 1956.

<sup>14</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.131.

<sup>15</sup> Ibid, p.132.

<sup>16</sup> Confer annexe N°VII, accord de collaboration du Ministère de la Santé Publique avec l'ASSOVIC et l'ASIMOUC, pp.404-407.

<sup>17</sup> *CIDIMUC MAG*, N°001, mai 2018, p.09.

<sup>18</sup> Modibo Halidou Ibrahima, 63 ans, imam principal de la mosquée d'Essos, Essos (Yaoundé), 24/05/2018. Confer annexe N° IV : sermon pour la paix au Cameroun (pp.394-396).

**Photo N°56 : Quelques participants à la conférence sur la paix organisée par le  
CIDIMUC.**



**Source** : Modibo Halidou Ibrahima, 24/08/2008.

D'autres organisations islamiques comme l'ACIC et la JIC se situent dans la même trajectoire. Pour susciter davantage l'adhésion de la communauté musulmane, des attentions particulières lui sont souvent accordées : octroi des domaines fonciers pour la réalisation des édifices culturels (mont de la piété pour le complexe de Tsinga, site de la mosquée de Tsinga-Elobi, site de la mosquée d'Essos), organisation du pèlerinage à la Mecque et facilités de voyage et de séjours à tous les pèlerins<sup>19</sup>, ouverture d'un département de langue et civilisation arabes dans certaines universités d'Etat, création en 1997 du poste de Ministre Délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé des Relations avec le Monde Musulman, mise sur pied depuis le 07 janvier 2003 par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation d'une Commission Nationale du Hadj (CNH), participation des autorités administratives aux festivités commémorant les grandes manifestations de l'islam, envoi systématique des forces de maintien de l'ordre dans le but d'encadrer les manifestations musulmanes de grandes envergures, recommandation de certaines organisations islamiques auprès des partenaires multilatéraux (ONU-Femmes, UNFPA, UNICEF, ISESCO, etc).

<sup>19</sup> Ces dernières années, on a assisté à des subventions spéciales pour le pèlerinage à la Mecque à hauteur d'un milliard de francs CFA. Ce geste de mansuétude du Chef de l'Etat, suscite systématiquement des prières de la communauté musulmane en faveur du donateur. L'incidence de ces dons porte généralement sur la baisse du prix du voyage des pèlerins.

Toujours dans l'optique de ralliement des leaders musulmans, un soutien financier leur est souvent accordé. En effet, de nombreux responsables religieux avouent recevoir des sommes d'argent, qui proviendraient de la Présidence de la République. Les imams principaux des mosquées centrales N°1 et N°2 de Yaoundé, des mosquées d'Essos, de Biyem-Assi, de Bastos-Nkol-Eton, Tsinga-Elobi, et bien d'autres encore, affirment recevoir la somme d'un million de francs CFA, à l'occasion de la fête de fin de Ramadan<sup>20</sup>. Une générosité étendue à certaines mosquées importantes situées hors de Yaoundé ainsi qu'à certains chefs haoussa (Yaoundé, Mbalmayo). Une aide dont la provenance exacte et les critères présidant au choix des mosquées devant la recevoir demeurent inconnus<sup>21</sup>. Elle n'est cependant pas systématique<sup>22</sup>. De nombreux autres cadeaux sont également offerts aux dignitaires musulmans par des membres du gouvernement, des magistrats municipaux, des parlementaires ou des autorités préfectorales à l'occasion des grandes fêtes religieuses de l'islam. Il s'agit là encore des sommes d'argent cette fois modestes et davantage, des denrées alimentaires. Autant de stratégies mises en œuvre par le politique pour caporaliser le religieux. Des attentions qui ont pour but de susciter l'adhésion de la communauté musulmane aux idéaux défendus par les instances politiques. Subséquemment, les critiques de la *Umma* à l'endroit de la politique menée par les pouvoirs publics sont rares et lorsqu'elles sont quand même émises, c'est souvent de façon modérée, policée, courtoise. Ainsi, les associations nationales et ONG transnationales préfèrent circonscrire leurs discours dans le domaine religieux et s'abstiennent de toute polémique de nature politique. L'attitude qui consiste à réduire les débats autour des questions purement religieuses, satisfait les aspirations du pouvoir politique, dans la mesure où cette attitude ne constitue aucunement une menace pour ce dernier. Parce-que divisé de l'intérieur, les stratégies de ralliement mises en œuvre par les pouvoirs publics ont jusque-là produit les effets escomptés. Chaque tendance musulmane tend à se présenter comme la plus collaborationniste et républicaine. Dans ce sens, la division interne de la communauté musulmane semble faire le jeu des dirigeants politiques. Pour prouver leur fidélité, certains dignitaires religieux ont pris l'habitude de remettre leurs sermons aux autorités administratives, qui prennent part aux cérémonies commémorant les grandes fêtes de l'islam<sup>23</sup>. Des marques d'attention qui font des

<sup>20</sup> Cette aide financière est confirmée par les responsables des mosquées suscitées.

<sup>21</sup> Une information similaire est fournie par Fouapon Alassa, qui fait savoir que l'Etat verse des subventions à travers l'ACIC pour le fonctionnement des mosquées. Ce chercheur révèle également que seules quelques-unes dans les grandes métropoles ont bénéficié de ladite aide, situation discriminatoire qui a souvent provoqué des tensions au sein de la communauté musulmane. Une stratégie qui aurait pour finalité d'entretenir un clientélisme religieux (Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.50).

<sup>22</sup> De nombreux autres responsables religieux, bien-que connaissant son existence, se plaignent de ne l'avoir jamais reçu. D'où l'interrogation sur les critères qui prévalent à son obtention.

<sup>23</sup> Tel sont les cas des imams de Biyem-Assi et de la mosquée chiite située à la Briqueterie.

imams des personnes peu enclines à prôner la discorde, parce-que acquis au pouvoir politique. Les leaders musulmans font ainsi de leur religion un facteur d'ordre. Au final, imams, cheikhs et oulémas se révèlent être des dignitaires religieux quiétistes, partisans du compromis et hostiles à une intervention des clercs dans la politique. L'autoritarisme et la sympathie de l'administration ont jusque-là réussi à développer au sein de la communauté musulmane l'esprit de conciliation mais aussi, à taire toute velléité contestataire. Toutefois, cette collaboration dictée par le réalisme et le pragmatisme n'occulte aucunement la suspicion ainsi-que la méfiance que l'administration manifeste à l'endroit de certaines organisations et tendances musulmanes.

La communauté musulmane reste connectée à ses consœurs des autres pays musulmans. De l'extérieur, vinrent les courants idéologiques islamiques qu'on trouve implantés au Cameroun et qui restent connectés aux différents centres mères dont ils sont issus. C'est également de l'extérieur, notamment des riches nations arabo-musulmanes du Moyen-Orient que proviennent les financements grâce auxquels la plupart des organisations islamiques nationales parviennent à exister et à conduire leurs activités sur le terrain au quotidien. Les différentes tendances idéologiques présentes sur le territoire constituent donc des sections locales disposant des solides appuis à l'étranger. Cette subordination idéologique conjuguée, à la dépendance financière à l'endroit de l'extérieur, peuvent constituer une brèche par laquelle pourrait essaimer le fondamentalisme islamique<sup>24</sup>, d'où la psychose sécuritaire. A cela, s'ajoute les menaces de déstabilisation socio-politique, attribuées à des groupes islamistes postés aux frontières du Cameroun. En 2015, le rapport de l'ONG International Crisis Group<sup>25</sup>, désignait le Cameroun comme un potentiel foyer de radicalisation religieuse. Une présentation liée au fait que le Nord reste exposé aux effluves de l'extrémisme et de l'intolérance religieuse conduite par la "secte islamiste Boko-Haram" et que la région de l'Est pour sa part connaît une crise sécuritaire et humanitaire liée elle aussi à la menace islamiste<sup>26</sup>. Pour éviter que les germes du

---

<sup>24</sup> Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats Unis d'Amérique, certaines ONG islamiques sont soupçonnées de favoriser le terrorisme sous le couvert de l'humanisme islamique. C'est dans cet ordre d'idée qu'en 2004 aux Etats-Unis, les locaux de la WAMY ont fait l'objet d'une perquisition dans le cadre d'une enquête sur le financement des charités saoudiennes. Bien-que cette procédure judiciaire n'ait pu établir la corrélation entre l'ONG saoudienne et le financement du terrorisme, il faut remarquer la baisse des activités de cette association liée notamment à la diminution des fonds provenant de l'Arabie Saoudite. Dans cet ordre d'idée, il faut préciser qu'une partie de l'opinion publique nationale et internationale pense-que les mouvements terroristes islamistes sont financés par les pays arabes du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite et le Qatar. Les mêmes qui s'activent dans le prosélytisme islamique en Afrique subsaharienne. D'où la méfiance et la réserve des pouvoirs publics à l'endroit des ONG islamiques internationales.

<sup>25</sup> *International Crisi Group*, Cameroun, 2015, p.19.

<sup>26</sup> En effet, la SELEKA (groupe armée en partie à l'origine de l'instabilité en Centrafrique et dirigé par Michel Djotodia) est constitué majoritairement de musulmans. Situation qui fait que ce groupe soit qualifié d'islamiste au même titre que Boko-Haram.

radicalisme extrémiste ne prospèrent au Cameroun, la communauté musulmane est étroitement surveillée. La méfiance des pouvoirs publics se manifeste par une écoute discrète des prêches prononcées dans les mosquées<sup>27</sup>, la réticence voire le refus de légaliser les associations jugées suspectes, la surveillance des activités menées par les associations islamiques en exigeant l'obtention préalable des autorisations administratives avant toute manifestation publique ou encore, par l'envoi d'agents de renseignements infiltrés, qui assistent discrètement au déroulement des différentes manifestations<sup>28</sup>. D'autres stratégies permettent aux pouvoirs publics d'exercer un contrôle sur la communauté musulmane, à l'instar de l'envoi des forces de maintien de l'ordre en uniforme pour encadrer les activités publiques émanant de ce groupe religieux, l'interpellation des responsables associatifs par les renseignements généraux dans le but de justifier l'origine de leurs fonds ainsi-que l'utilisation de ces derniers, le refus d'accorder des autorisations de séjours aux prédicateurs jugés à tort ou à raison subversifs<sup>29</sup>. D'autres agissements perpétrés par l'administration ne sont pas de nature à développer l'harmonie et la sérénité avec la communauté musulmane. Il s'agit entre autre de l'ingérence des pouvoirs publics dans les affaires spirituelles, un traitement partisan et discriminatoire dans le versement des salaires à la veille des grandes fêtes religieuses. Les manifestations chrétiennes paraissant être priorisées au détriment de celles des musulmans. En dernier ressort, se situe l'intégration des monarques musulmans dans l'ossature administrative au sein de laquelle, ils jouent des rôles subalternes, situation considérée comme une entrave à la plénitude de l'épanouissement des musulmans<sup>30</sup>.

Au-delà des revendications formulées par la communauté musulmane à l'endroit des pouvoirs publics, l'islam demeure globalement acquis aux autorités politiques et aux idéaux républicains. Il se caractérise par l'absence de tradition d'interventionnisme politique. Ainsi, les leaders musulmans aspirent à des relations symphoniques avec l'Etat, tant par tradition nationale que par sens pratique. Cet aspect collaborationniste est l'une des conditions de la conservation des liens de proximité avec les dirigeants politiques, de la préservation de certains avantages, du maintien ainsi-que du déploiement de leurs activités confessionnelles à travers le triangle national.

---

<sup>27</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p.164.

<sup>28</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, pp. 173.

<sup>29</sup> Ibid, p.175.

<sup>30</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendances ", 2000, p.65.

### 3) Un islam pacifique et tolérant

Depuis l'implantation des premières communautés musulmanes vers 1896, l'islam s'illustre par son caractère pacifique. De nombreux facteurs militent en faveur de cet état de fait. Le premier est d'ordre théologique. Les informateurs musulmans s'appuient sur les textes religieux pour justifier le caractère quiétiste dont fait preuve leur communauté religieuse. Etymologiquement, islam et paix ont la même racine. Le terme *Salam* qui signifie la "Paix", est l'un des quatre-vingt-dix-neuf épithètes qui représente les plus beaux noms d'Allah. La salutation musulmane "*Assalamou Aleikum Wa Rahmatoullah*" signifie "*Que la paix et la miséricorde d'Allah soit sur vous*". Comme le soulignait Amadou Hampâté Bâ : "*L'idéal islamique est comme l'idéal de toute religion digne de ce nom : aimer et aider, prier et pardonner, établir les liens fraternels par-dessus races et pays*"<sup>31</sup>. Par cette formule, on comprend que l'islam veut engager son homme dans la voie de la paix, de la fraternité universelle. Les musulmans approchés ne cessent de rappeler ce caractère fondamental de leur religion, qui est la quête permanente de la quiétude. La sourate II du verset 208 du Coran stipule : "*ô le croyant ! Entré en plein dans la paix et ne suivez pas les pas du diable car il est pour vous un ennemi déclaré*". L'islam se présente comme une religion de paix terrestre et céleste. Le croyant est toujours invité à prendre comme fait établi les enseignements moraux divins qui caractérisent la miséricorde, la compassion, la tolérance et la paix. Le Coran exhorte le musulman et à travers lui toute l'humanité, à éviter le mal. Il lui est interdit la mécréance, l'immoralité, la rébellion, la cruauté, l'agressivité, le meurtre et les massacres<sup>32</sup>. Il lui est interdit toute sorte d'actes vils, y compris le terrorisme et la violence. L'islam milite pour la tolérance et la liberté de parole. Il a non seulement interdit la terreur et la violence, mais également d'imposer quelques idées que ce soit à un être humain : "*Nulle contrainte en religion ! Car le bon chemin s'est distingué de l'égarement. Donc, quiconque mécroit au rebelle tandis qu'il croit en Allah saisi l'anse la plus solide, qui ne peut se briser. Et Allah est audient et omniscient*"<sup>33</sup>. Forcer les gens à croire à la religion ou à la pratiquer va à l'encontre de l'esprit et de l'essence du message divin, parce qu'il est nécessaire que la foi soit embrassée avec la volonté et la conscience libres<sup>34</sup>. L'islam condamne également la mort d'innocents. En effet,

<sup>31</sup> Amadou Hampâté Bâ, "L'islam et l'Afrique noire", in *La contribution de l'islam à l'expression culturelle de la personnalité africaine*, Dakar, Grands Lacs, 1956, p.103.

<sup>32</sup> Sous la coordination de Fatima Harrak, *Religion et société en Afrique : le débat*, Rabat, Institut des Etudes Africaines, 2009, pp.38-40.

<sup>33</sup> Coran, sourate Al-Bakara, verset 256.

<sup>34</sup> Les moyens à utiliser pour convaincre de recevoir la parole de Dieu sont clairement définis dans le Coran : "Appelle au chemin de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation"(sourate XVI, verset 1226/4). Le musulman se doit de choisir la voie ascendante, qui renvoie à la solidarité, la bienveillance, la modération, etc.

l'un des plus grands péchés est de tuer gratuitement un être humain. Le Livre Saint stipule : *"...quiconque tuerait une personne non coupable d'un meurtre ou d'une corruption sur terre, c'est comme s'il avait tué tous les hommes. Et quiconque lui fait don de la vie, c'est comme s'il faisait don de la vie à tous les hommes"*<sup>35</sup>. Comme nous pouvons le constater, ceux qui tuent des innocents sans raisons sont menacés d'une punition sévère. Le Coran affirme que le meurtre d'une personne est un péché aussi grand que le meurtre de toute l'humanité. Par conséquent, un musulman est censé être avant tout une personne pacifique et tolérante. Des arguments qui prouvent que l'enseignement moral offert par l'islam est en soi un enseignement qui prône la paix et la justice dans le monde. Le précédent développement, au-delà de sa pertinence, suscite tout de même une interrogation. Comment est-ce que certains croyants, bien-que connaissant toutes ces dispositions sur la paix et la sacralité de la vie, continuent à perpétrer des actes d'une violence inouïe au nom de cette religion ? Un questionnement qui est révélateur du fait que le caractère pacifique des groupes humains est davantage induit par des éléments sociologiques.

D'autres paramètres, beaucoup plus objectifs, expliquent le caractère pacifique de l'islam chez les Beti du Centre. L'islam noir, d'origine malikite, est reconnu pour sa nature quiétiste et tolérante. Son caractère populaire renforce cet état de fait<sup>36</sup>. A ceci s'ajoute le tempérament national tolérant, qui permet à chaque fois aux communautés vivant sous la bannière de cette religion, de demeurer imperméables à toutes velléités conflictuelles. Grâce à cet esprit de tolérance, les musulmans camerounais sont restés hermétiques à toute contagion antirépublicaine. L'islam en en terroir beti du Centre est encore largement dominé par sa composante exogène (soudanais et bamoun). Il s'agit donc de populations venues d'ailleurs et ayant le statut d'étrangers dans les différentes localités où nous les trouvons implantées. Une situation qui pousse à la tempérance et conforte ces groupes provenant principalement du Nord et du Noun à militer pour la paix. L'éducation joue également un rôle primordial dans la diffusion des idéaux de paix, de liberté et de tolérance. A l'école coranique ou encore dans les établissements officiels islamiques, les programmes d'enseignement insistent sur le caractère quiétiste, cohabitationniste et solidaire de la religion musulmane<sup>37</sup>. Des qualités présentées par la totalité des informateurs comme "le vrai islam". Les formations religieuses à l'extérieur mettent également l'accent sur le côté humaniste et altruiste de l'islam. C'est dans ce registre qu'on peut s'entendre dire :

---

<sup>35</sup> Coran, sourate Al-Ma'ida, verset 32.

<sup>36</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.08.

<sup>37</sup> Synthèse des entretiens réalisés avec la totalité des imams et divers responsables des établissements scolaires islamiques.



Al-Azhar est une institution très modérée dont les enseignements visent à former des personnes qui connaissent leur religion et la pratique de manière calme, sans causer des problèmes avec les autres religions ou encore avec les croyants des autres religions. Le but final étant de sécuriser le continent africain<sup>38</sup>.

Conscient du fait qu'on ne peut combattre une mauvaise idée (à l'instar de celle qui consiste à tuer au nom de la religion) que par une bonne idée, les formations religieuses officielles offertes aux Camerounais par les pays arabes ambitionnent de diffuser un islam pacifique et tolérant, rempart contre la progression du fondamentalisme islamique<sup>39</sup>. Les ONG islamiques internationales, à l'instar de celles en activités au Cameroun, s'attèlent elles aussi dans la promotion de la nature intrinsèquement pacifique de l'islam. La WAMY, l'ADF et la FIH s'emploient sur le terrain à faire comprendre aux musulmans le véritable message de l'islam. Pour atteindre ce but, ces organismes usent des canaux comme l'organisation des séminaires, des cours islamiques, la vulgarisation d'ouvrages et supports numériques qui dénoncent tous la violence et promeuvent l'amour, la compassion, la clémence ainsi que la paix. Les actes du musulman doivent être imprégnés de justice aussi bien envers son coreligionnaire qu'envers le non musulman ; il doit protéger les faibles et les innocents mais aussi, empêcher la diffusion de la corruption sur la terre. Ces ONG saoudiennes emboitent le pas à leur nation d'origine. En effet, après les événements du 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite (à travers des prêches, conférences et publications destinées aux musulmans à travers le monde) a déployé des efforts pour promouvoir l'islam pacifique et prouver que cette religion a de la répulsion pour la violence<sup>40</sup>.

Deux autres éléments contribuent à faire de l'islam une religion pacifique. Il s'agit de la ferme volonté pour les musulmans de rompre avec l'étiquette de violence souvent accolée à leur religion. La totalité des informateurs musulmans approchés adoptèrent dès le départ des entretiens une posture victimaire, estimant faire l'objet d'une "diabolisation" de la part de la communauté non musulmane. Un état de fait provoqué par le contexte sécuritaire sous régional, régional et international, dans lequel des groupes armés se réclamant de l'islam et au nom de celui-ci, posent des actes d'une violence indicible<sup>41</sup>. Des situations qui projettent sur l'islam et ses adeptes une image négative. En effet, la transnationalisation du terrorisme islamique a installé dans l'imaginaire collectif des Camerounais non musulmans, une peur de l'islam et

<sup>38</sup> Medhat. K. El-Melygy, 54 ans environ, Ambassadeur de la République d'Egypte au Cameroun, Bastos, 20/06/2018.

<sup>39</sup> Bedjaoui Merzak, 55 ans environ, Ambassadeur de la République d'Algérie au Cameroun, Bastos, 20/06/2018.

<sup>40</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, pp. 161-162.

<sup>41</sup> Parmi les groupes armés prétendant agir au nom de l'islam, on peut citer : Al-Qaïda, Boko-Haram, DAESH, etc.

partant, de ses adeptes. Dès lors, l'islam est perçu par une bonne partie de l'opinion publique non musulmane comme un véhicule du terrorisme<sup>42</sup>. Pour les musulmans établis en pays beti, il est par conséquent question de se désolidariser et de rejeter cette vision réductrice, en clamant haut et fort que la violence n'est pas l'apanage de l'islam<sup>43</sup>. La communauté musulmane (à travers son élite religieuse et associative), a adopté de nouveaux procédés en vue de rassurer l'Etat et de dissiper la méfiance qui plane sur elle. Dans cet ordre d'idée, on note l'adoption de discours pacifistes et la conduite sur le terrain d'activités rassurantes. C'est ainsi que les sermons (dans leur quasi-totalité) mettent l'accent sur les enseignements pacifiques de l'islam et la condamnation de la violence sous toutes ses formes<sup>44</sup>. Un constat qui amena Fouapon Alassa à affirmer :

Le discours sort de plus en plus du champ purement religieux et dogmatique pour rallier le discours officiel du gouvernement dont la rhétorique est la paix et l'émergence. Généralement, le message est inscrit sur les banderoles lors des événements organisés par ces associations. On se rassure que les représentants du gouvernement soient informés du contenu des discours officiels en transmettant ces discours dans les chaînes de télévisions et de radio et aussi en invitant les membres du gouvernement dans les cérémonies islamiques<sup>45</sup>.

Pour montrer sa bonne foi, la communauté musulmane va proposer à l'administration un ensemble de solutions en vue de prévenir la radicalisation des jeunes<sup>46</sup>. Même les ONG islamiques internationales implantées au Cameroun adoptent cette ligne de conduite, en rappelant sans cesse que l'islam est une religion de paix et de cohésion sociale. Il s'agit pour les croyants établis dans les localités beti du Centre (au-delà du discours) de prêcher par l'exemple, d'afficher toujours des attitudes qui manifestent et consolident la paix. En dernier ressort, se situe le clivage interne que connaît la communauté musulmane. Structuré sur la base de la même origine géographique ou de l'appartenance au même courant doctrinal, chaque groupe tant à se présenter aux yeux des pouvoirs publics comme étant le plus pacifique et républicain. Les traditionalistes soufis tenant à conserver leur proximité avec les autorités

---

<sup>42</sup> A titre illustratif, Fouapon Alassa fait savoir que le dépouillement des fiches de sondage d'opinion lié à ses travaux de Doctorat/PH.D, révélait que 70% de personnes interrogées dans la ville de Yaoundé pensaient que l'islam encourage le terrorisme et que la montée de ce phénomène dans le monde est due à l'appui des pays musulmans qui veulent islamiser de force (Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.294).

<sup>43</sup> Ce développement est le résultat de la synthèse des entretiens réalisés avec les différents responsables religieux musulmans.

<sup>44</sup> Souley Mane, "Les musulmans disent non à Boko-Haram", Yaoundé, Edition Hikma, 2016, p.10.

<sup>45</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.306.

<sup>46</sup> La cause de l'enrôlement et de radicalisation des jeunes sont la pauvreté, l'analphabétisme et la sous-information. La multiplication des investissements socio-économiques, la sensibilisation des couches sociales vulnérables, le développement des stratégies d'autofinancement des associations locales au détriment des fonds provenant des ONG fondamentalistes et l'amélioration de la scolarisation sont des pistes envisagées pour lutter contre la radicalisation des jeunes.

civiles, histoire de maintenir leurs positions et leurs avantages. Les réformistes sunnites voulant démontrer que l'étiquette d'extrémiste qui leur est souvent accolée est fautive et souhaitant se présenter comme les plus ardents défenseurs de la paix du moins, mieux que les soufis. Les Bamoun tenant à prouver qu'ils sont plus modérés que les nordistes et vice versa. Cette absence d'uniformité ethno-idéologique pousse les différents groupes à adopter une posture quiétiste, situation qui fait de la communauté musulmane en général un groupe tempérant.

La conjugaison des facteurs suscités fait en sorte que l'islam (à travers ses sectateurs) soit globalement pacifique. Abstraction faite du mouvement d'humeur qui poussa la communauté des croyants à descendre dans les rues de la cité capitale en 1992 pour protester, suite à l'expropriation de l'ACIC du terrain Ntougou-Tsinga, sans omettre les dissensions qui opposèrent les musulmans entre eux d'octobre à novembre 1993, on observa à aucun moment un péril à la paix ayant pour instigateur le groupe musulman. Aucun conflit religieux ou communautaire impliquant les musulmans n'est signalé nulle part. Ils prièrent pour l'autorité coloniale et prient dorénavant pour l'administration postindépendance. Bien-que dépendant financièrement de l'extérieur, la communauté musulmane s'est toujours tenue à distance des idéaux subversifs de l'islam radical<sup>47</sup>. Les attitudes de paix s'illustrent dans des discours pacifiques émis par les différentes tendances musulmanes ainsi-que par la condamnation systématique et sans réserve de toutes formes de violence. En 2015, un collectif d'associations musulmanes<sup>48</sup> organisa une campagne dénommée "Engaged for peace", dont le but était de sensibiliser les jeunes sur les dangers de l'extrémisme, de la violence et de la haine des autres. Dans cet ordre d'idée, se situe le dialogue interreligieux notamment islamo-chrétien. Des prières pour la paix au Cameroun sont régulièrement initiées par des organisations islamiques à l'instar de l'ACIC, du CIDIMUC et de la JIC<sup>49</sup>. Ainsi, dans son entièreté la communauté musulmane accompagne l'Etat dans sa quête de stabilité et de l'émergence de même que dans la lutte contre la montée du radicalisme religieux et de l'extrémisme. C'est dans ce cadre que des propositions sont émises en vue de prévenir la radicalisation des jeunes. Des démarches pacifistes qui en plus de lutter contre le désordre et l'instabilité sociale, ont également pour but d'endiguer la construction dans l'imaginaire collectif de la peur du musulman mais aussi, lever l'amalgame qui consiste à assimiler cette religion à la violence.

---

<sup>47</sup> Les tempéraments nationaux pacifiques, l'autoritarisme et la nature laïque de l'Etat, ont jusque-là permis d'inhiber le caractère belliqueux des courants islamiques à tendance subversive qui se sont implantés au Cameroun.

<sup>48</sup> Ce collectif était composé de la LICAM, MID, CAMSU, ADF, WAMY, CAMWA, OFIF, COSIND, ACIC.

<sup>49</sup> Ces prières réunissent généralement les représentants de tous les courants idéologiques islamiques (tidjanites, wahhabites, chiites).

#### 4) Une cohésion interne difficile à réaliser

A l'observer de l'extérieur, la communauté musulmane donne l'impression d'un bloc monolithique, cohérent et stable. On dirait un groupe soudé et indivisible. Lorsqu'on l'approche d'un peu plus près, on constate qu'à l'instar de toutes les communautés humaines, elle est secouée par des luttes ouvertes ou sourdes. Ces dissensions ont des colorations soit idéologiques ou doctrinales, soit ethniques ou tribales. Dans certains cas, elles sont causées par des querelles de leadership au poste d'imam.

La première forme de clivage que connaît la communauté musulmane est d'ordre doctrinal. Elle oppose les traditionalistes, partisans d'un "islam tropicalisé" aux réformistes, farouches adeptes d'un retour aux pratiques orthodoxes comme au temps du prophète Muhammad. Pour avoir déjà développé cet aspect dans les pages précédentes, il n'est plus nécessaire de s'y attarder<sup>50</sup>. Ce clivage s'immisça dans les familles, divisa des communautés jadis soudées et fut souvent la cause de haines fratricides. A sa suite, naquirent des mosquées<sup>51</sup>, des écoles et associations rivales<sup>52</sup>. La certitude d'être dépositaire de la vérité ultime dont fait preuve chaque tendance, accentue la difficulté d'organisation de cette communauté religieuse. Dès lors, chacun campe sur sa position et rejette formellement l'éventualité de s'aligner derrière l'autre. Il faut préciser à ce niveau que ce clivage idéologique est adossé sur un conflit intergénérationnel. A cet effet, les groupes suscités continuent de s'opposer. D'un côté, le groupe majoritaire tidjanite, qui fut l'unique représentant de la communauté musulmane durant des décennies et assumait longtemps le leadership clérical et associatif. De l'autre côté, les wahhabites, qui contestent le monopôle des premiers et se présentent comme les représentants légitimes de leurs coreligionnaires, tant au niveau national qu'international. Ainsi, la quête de positionnement et de conquête des parts du marché global du religieux, ravivent les tensions entre les deux camps.

---

<sup>50</sup> Le clivage idéologique a été développé dans le quatrième chapitre de cette investigation, pp.252-260.

<sup>51</sup> C'est à la suite de ces dissensions que naquirent les mosquées à coloration sunnite, comme la mosquée centrale de Nkol-Bisson, les mosquées Alhoul-Sunna et Al-Houda situées à la Briqueterie. C'est dans le même sillage, que furent édifiées à Mbalmayo la mosquée Omar Ben Khattab, à Obala la mosquée du centre Madrassa et à Sa'a la mosquée du CRAT.

<sup>52</sup> L'Union Islamique du Cameroun (UIC), est une association purement tidjanite, qui assume fièrement son appartenance à cette confrérie et qui s'est assignée pour objectif de résister aux influences venues d'Arabie-Saoudite (Maud Lasseur, 2008, p. 174). Elle est née en réaction à l'emprise wahhabite sur l'ACIC.

Le second type de clivage que connaît la communauté musulmane est d'ordre ethnique. Principaux vecteurs de l'introduction et de la diffusion de l'islam au Cameroun, les Peuls se servirent de cette religion pour exercer une sorte de tutelle spirituelle sur les populations locales qu'ils convertirent au fil du temps<sup>53</sup>. Des groupes humains que les Foulbé auraient considérés comme leur étant soumis, assujettis, inférieurs<sup>54</sup>. Fort de leur ancienneté, les Soudanais musulmans se sentent les guides naturels du reste des communautés ethniques nationales. Leur propension à se considérer comme les dépositaires de l'authenticité de la foi à l'échelle locale, suscita des ressentiments chez les membres des autres composantes sociologiques musulmanes. C'est probablement ce constat qui amena Théodore Takou à affirmer :

Les Bamoun, les Bafia musulmans et plus généralement tous les convertis, expriment des sentiments de frustrations devant les anciens maîtres haoussa ou peul, accusés à tort ou à raison de développer un sentiment de supériorité et ce, en dépit de leur appartenance commune à la même foi islamique<sup>55</sup>.

La posture de "plus anciens", semble avoir conduit les Peuls à traiter les musulmans de la partie subéquatoriale avec condescendance, refusant souvent de prier derrière un "imam bantou"<sup>56</sup> en l'occurrence bamoun et bafia<sup>57</sup>. Au-delà de l'ancienneté, l'autre raison qui accentuerait cet état de fait résiderait dans la qualité de la pratique religieuse. En effet, de nombreux soudanais ont tendance à considérer les Bamoun comme des néophytes, parce qu'ils estiment que ceux-ci ont un mode de vie plus proche de leurs coutumes ancestrales que celui de la civilisation arabo-islamique<sup>58</sup>. Faisant état du peu de considération dont sont victimes les croyants bamoun de la part de leurs coreligionnaires soudanais, Marcel Cardaire affirmait :

---

<sup>53</sup> Bien qu'ayant placé le mouvement du djihad (initié par Ousman Dan Fodio) sous l'angle religieux, les conquérants foulbé abandonnèrent très vite le volet des conversions et se servirent de l'islam pour asseoir leur domination politique et économique. C'est ainsi qu'ils manifestèrent leur réticence à convertir les populations locales soumises, craignant par-là de perdre une main d'œuvre servile pour différents types de travaux. C'est aussi dans ce cadre que la traite et l'esclavage furent maintenus et devinrent des sources d'enrichissement. Pour davantage d'éclairage sur la manière dont les Foulbé se servirent de l'islam pour asseoir leur hégémonie sur le groupe dit Kirdi, le lecteur pourra consulter : Thierno Mouctar Bah, "Le facteur peul et les relations inter-ethnique dans l'Adamaoua au XIXe siècle", in Adala. H et Boutrais. J Dir. Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun). Actes du colloque de Ngaoundéré, Paris, Orstom/Ngaoundéré-Anthropos, p. 71 ; J. Boutrais, *Le Nord-Cameroun. Des hommes une région*, Paris, ORSTOM, 1984, p. 275.

<sup>54</sup> Ce point de vue est celui des Bamoun et Beti musulmans, qui se plaignent de la "déconsidération" de leurs coreligionnaires soudanais.

<sup>55</sup> Th. Takou, "Islam et société", 2010, p. 266.

<sup>56</sup> Nous empruntons les termes "musulman bantou", "mosquée bantou", "imam bantou" à Maud Lasseur, "Religions", 2008, pp.163, 389,414.

<sup>57</sup> A. Njiassé Njoya, "L'islam au Cameroun", 1997, p. 260.

<sup>58</sup> S. Emboussi, "L'implantation", 1994, p.82.

S'il y a encore mépris, celui-ci s'adresse à ceux qui sont le plus récemment convertis ou dont la foi est la moins solide. C'est ainsi qu'Haoussa et Foulbé affectent de mépriser le bamoum dont ils disent Muntu Mbanza, homme sans honte ; ils lui reprochent la nouveauté et le peu de profondeur de ses connaissances<sup>59</sup>.

Ainsi, les musulmans de la partie subéquatoriale se voient reprocher leur immaturité à laquelle il faut adjoindre leurs attitudes hétérodoxes<sup>60</sup>. Scrutant la pratique de l'islam sur l'ensemble du triangle national, Jean-Claude Froelich affirmait : "*Au Cameroun, l'islam des Peuls ou Foulbé est en tout point comparable à celui qui est pratiqué dans les émirats du Nigéria du Nord, mais il existe dans le Sud en pays bamoun, un islam très particulariste*"<sup>61</sup>. Ces propos sont révélateurs du fait que l'islam pratiqué par les Peuls est crédité d'un certain niveau d'authenticité et de qualité. A l'inverse, les Bamoun sont accusés d'avoir intégré des aspects coutumiers paléonigritiques dans la pratique religieuse. Trois observations s'avèrent nécessaires à ce niveau. Tout d'abord, les propos de Marcel Cardaire qui datent de 1949 et de Jean-Claude Froelich émis en 1962, doivent être nuancés, au vu de la quête généralisée du savoir qui caractérise toutes les communautés musulmanes, stimulée en cela par les critiques des courants réformistes. Bien qu'il y ait persistance des pratiques "hétérodoxes" par certains croyants du Noun, de nombreux autres sont engagés dans la pratique de l'islam orthodoxe. Ensuite, la déconsidération susmentionnée n'est pas systématique. En effet, de nombreuses mosquées de la zone d'étude sont administrées par des imams originaires de la partie subéquatoriale du pays. A l'intérieur de ces édifices, les Soudanais musulmans se laissent volontiers guider sur le plan spirituel par leurs coreligionnaires bamoun, bafia ou beti<sup>62</sup>. En dernière analyse, cette déconsidération qualifiée par Marcel Cardaire d' "opposition de race"<sup>63</sup>, n'est nullement spécifique aux croyants camerounais. Sous d'autres cieux tels-que le Mali ou le Soudan, l'instrumentalisation de la religion à des fins tribales se fait également ressentir avec

<sup>59</sup> M. Cardaire, *Contribution*, 1949, p. 104.

<sup>60</sup> De nombreux musulmans bamoun sont restés attachés à la pratique des traditions ancestrales antéislamiques. C'est à ce titre qu'en 1981, Aboubakar Njiassé Njoya (Naissance et évolution de l'islam en pays bamoum, pp.430-442) relevait la pratique du culte des morts, la production ainsi-que la consommation d'alcool et de la viande de sanglier. Dans le domaine de l'art, il constatait l'irrespect des prescriptions islamiques contre la production des statuettes, des masques et des figurines à l'image de l'homme. Deux décennies plus tard, une énième étude sur l'islam dans la même localité relevait la persistance des mêmes pesanteurs (sous la direction de Souley Mane, *L'islam en pays bamoum. De Ibrahim Njoya à Ibrahim Mbombo Njoya (1895-2016)*, Paris, L'Harmattan, 2017, p.85).

<sup>61</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, p. 128.

<sup>62</sup> Au moment où nous achevions les enquêtes de terrain, de nombreux lieux de culte islamiques à l'instar de la mosquée centrale N°2, des mosquées de Nkozoa, Rue-Manguier, Emanas, Messa-Si, Mvog-Ada, Mimboman et bien d'autres encore au-delà de Yaoundé, étaient administrées par des imams bamoun. A Odza, c'est Akono Abdoufatah, un imam beti, parallèlement promoteur de cette même mosquée, qui dirigeait les prières depuis la fondation de cet édifice. D'autres imams beti, s'illustrent par des prédications et conduite des prières dans la ville de Yaoundé, à l'instar d'Abdel-Karim Ohanda à la mosquée d'Essos, ou encore Abdoullah Atangana au complexe islamique de Tsinga et dans toutes les mosquées du réseau wahhabite.

<sup>63</sup> M. Cardaire, *Contribution*, 1949, p. 104.

acuité<sup>64</sup>. Dans certains cas, elle prend une forme raciale. C'est ainsi que les afro-arabes musulmans, continuent de manifester une attitude condescendante, discriminatoire et d'exclusion à l'endroit de leurs coreligionnaires subsahariens<sup>65</sup>. En République Centrafricaine, certains musulmans tchadiens et sénégalais refusent de prier derrière leurs coreligionnaires centrafricains, qu'ils considèrent comme de faux musulmans ; situation qui entraîne la multiplication des petites mosquées<sup>66</sup>. Il s'agit donc d'un schéma classique dans lequel, les populations anciennement islamisées et ayant diffusé cette religion, refusent de se laisser guider sur le plan spirituel par des coreligionnaires issus des communautés ethniques récemment converties. "Méprisés" et "déconsidérés" par leurs "illustres aînés", les Bamoun et les autres musulmans bantou, éprouvent la nécessité de s'approprier cette religion et de s'autonomiser<sup>67</sup>. Cette volonté d'affirmation, associée au refus de vassalité spirituelle, d'inféodation religieuse, d'infantilisation et de négation à l'élévation spirituelle, justifient leur activisme. Ce dernier s'assimile à une sorte de contestation de la "primauté" des Haoussa et Peuls, un refus de la confiscation de l'islam ainsi que du monopole dominateur des Soudanais. Qualifié de petit poucet, d'immature et d'impur, le prosélytisme des musulmans originaires du Cameroun méridional peut se comprendre comme une volonté de s'affranchir de la tutelle des Soudanais, une manière de secouer le joug de cette domination qui date de la période précoloniale, une négation à l'exclusivité haoussa-peul, une preuve de l'universalité de cette religion à travers la transethnicité de ses adeptes. Le clivage ethnique a pour incidence, une importante activité missionnaire des croyants originaires du Noun. Une situation qui a été savamment résumée par Théodore Takou en ces termes :

Cette différenciation (primauté des Soudanais) connaît depuis peu un phénomène de remise en cause, liée à l'affirmation d'un islam bamum dynamique et prosélytique. Les musulmans bamum comblent en effet depuis peu leur retard sur ceux du grand Nord, s'émancipant en même temps du pouvoir peul-haoussa, qui entendait conserver sa domination sur la sphère islamique et dirigeait effectivement, depuis l'indépendance, les associations islamiques nationales, à l'instar de l'ACIC. Ainsi, les Bamum jouent, ces dernières années, un rôle aussi important dans la diffusion de l'islam, amplifié par leur proximité culturelle avec les autres populations méridionales du Cameroun. Ils constituent un groupe religieux de plus en plus important et le prosélytisme de leurs marabouts et imams fait de plus en plus d'adeptes. Ces derniers acquièrent progressivement une visibilité et une influence croissante dans le champ social<sup>68</sup>.

<sup>64</sup> J.C. Froelich, *Les musulmans*, 1962, pp. 305-306.

<sup>65</sup> Quelques informateurs, ayant souhaité garder l'anonymat, affirment que les arabes musulmans ont tendance à manifester une certaine condescendance, à l'endroit de leurs coreligionnaires subsahariens. C'est probablement ce sentiment, qui pousse certains ressortissants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient présents à Yaoundé, à ne prier qu'au complexe islamique de Tsinga (lieu où les prières sont dirigées par un imam saoudien).

<sup>66</sup> R. Filokata, *Renouveau islamique*, 2009, p.5.

<sup>67</sup> Cette réflexion est le résultat des entretiens réalisés avec les informateurs bamoun et beti.

<sup>68</sup> Th. Takou, "Islam et société", 2010, p.266.

L'activisme bamoun peut être compris comme une volonté d'émancipation de la prétendue primauté des Soudanais. Il faut à ce niveau souligner que cette volonté d'affirmation, au travers d'activité prosélytique n'est pas exclusive aux musulmans originaires du Noun. Pareille attitude est également observable au sein des groupes ayant récemment embrassé l'islam à l'instar des Beti. La seconde conséquence de la dissension à caractère régionaliste est la multiplication des lieux de culte et associations à coloration ethnique<sup>69</sup>. C'est dans cette optique que Maud Lasseur affirmait :

D'autres mosquées sont en revanche apparues en réponse à des clivages de nature ethnique ou linguistique, surtout dans la partie méridionale du pays. C'est ainsi qu'il existe souvent, dans les grandes villes du Sud, une mosquée haoussa, une mosquée bamoun , une mosquée malienne ...L'agacement des communautés musulmanes Bantou face à la propension des Peuls et Haoussa à se considérer comme les seuls détenteurs du savoir religieux donc les dirigeants exclusifs de la communauté islamique au Cameroun, a contribué à la multiplication des mosquées bantou dans la partie Sud du pays<sup>70</sup>.

Cette pensée qui a le mérite de rappeler la cause majeure des dissensions intercommunautaires au sein de l'islam, renseigne également sur les conséquences de celles-ci. Aussi, cohabite souvent à l'intérieur d'une même ville ou d'un même quartier, une mosquée bamoun et une mosquée soudanaise<sup>71</sup>. S'il est courant qu'Haoussa et Foulbé puissent la plupart du temps s'associer, les Bamoun pour leur part ne font guère mystère de leur volonté de s'affirmer sur la scène nationale comme des musulmans à part entière, matures, autonomes, à même de traiter d'égal à égal avec leurs coreligionnaires originaires de la partie septentrionale du pays. Un autre paramètre accentue ce clivage et la renforce, il s'agit de l'importance numérique de chaque groupe ethnique. Lorsqu'il est considérable, le groupe se structure et s'organise sur la base de la même origine géographique. La communauté bamoun de son côté avec son chef tribal (généralement représentant du sultan roi des Bamoun), leurs mosquées, leurs écoles coraniques et leurs associations. Les Soudanais de leur côté avec leur chef haoussa<sup>72</sup>, leurs lieux de prière et leurs associations. Dans ce cas de figure, la multitude des lieux de culte et structures

---

<sup>69</sup> A titre illustratif, on note que bien qu'à vocation nationale, l'ASSOVIC et l'UIC sont dirigés par les Bamoun, tandis-que l'ACIC et la JIC ont toujours été administrés par les ressortissants du Nord-Cameroun.

<sup>70</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 168.

<sup>71</sup> En effet, la plupart des villes du Sud géographique disposent de mosquées dites bamoun, distinctes de celles des Haoussa et Foulbé.

<sup>72</sup> Indistinctement de son ethnie véritable, le dirigeant des ressortissants de la partie septentrionale arbore généralement le titre de chef haoussa.



éducatives islamiques offrent davantage de liberté, permettant aux croyants d'exprimer leur inclination tant doctrinale qu'ethnique<sup>73</sup>.

Ces clivages ont des répercussions à l'internationale avec la recherche par chaque groupe ethnique de soutiens extérieurs dans l'affirmation de son identité. La volonté de s'émanciper de la tutelle des Haoussa et Foulbé amena les Bamoun à créer leurs propres réseaux transnationaux en matière de formation et de charité islamique. Si les Soudanais consolident leur orientation en direction des organisations islamiques des pays du golfe, les croyants bantou pour leur part s'orientent vers le Koweït, le Soudan et l'Iran<sup>74</sup>. Ainsi, le monopole détenu par les Foulbé depuis la période coloniale et qui faisait d'eux les seuls interlocuteurs des bailleurs de fonds islamiques internationaux, est dès lors concurrencé par leurs coreligionnaires de la partie subéquatoriale du pays.

La dissension à coloration ethnique suscita de nombreuses querelles au sujet du contrôle des symboles les plus représentatifs de l'islam à l'instar de la gestion de l'émission "Connaissance de l'Islam" sur la CRTV ou encore du complexe islamique de Tsinga. Dès sa création en 1989, plusieurs obstacles entravèrent la production de l'émission "Connaissance de l'Islam". Cette dernière fut un champ de bataille où s'affrontèrent régulièrement les musulmans regroupés autour des mêmes tribus. Au terme d'une analyse minutieuse des différentes pétitions adressées par les groupes communautaires à la direction générale de la CRTV et fustigeant les contenus ainsi-que le format de cette émission, Ahmadou conclut : *"On le voit, les Bamoun combattent à leur niveau les Foulbé qu'ils accusent de vouloir confisquer la religion musulmane par le biais de connaissance de l'islam. De plus, les Bamoun sont méprisés par ces derniers et sont taxés de musulmans non authentiques"*<sup>75</sup>. Cette lutte par tribus interposées s'effectua au travers des associations contrôlées par chaque groupe ethnique. Les critiques portèrent sur l'orientation de l'émission, les contenus proposés et le commentateur lorsqu'il était d'un groupe différent. La conséquence fut un changement constant des premières équipes

---

<sup>73</sup> Toutefois, dans les petites villes où l'effectif global des croyants est relativement faible et au sein desquelles la précarité financière se fait ressentir avec acuité, les croyants sont comme contraints de faire abstraction de leur appartenance ethnique. C'est dans ce cadre que dans la ville de Mfou qui ne dispose que d'une seule mosquée, la communauté musulmane depuis 2002 est dirigée par un imam bamoun en la personne de Ngapna Mouhamed Awal. Haoussa, Foulbé, Beti et autres ressortissants d'Afrique de l'Ouest, se laissent volontiers guider sur le plan spirituel par ce berger originaire du Noun. Situation similaire à Okola, où la prière dans l'unique mosquée que possède cette ville est dirigée par un imam bamoun. Toutefois, il faut relever que toutes les communautés ne participent guère à ces querelles de leadership. Les groupes marginaux comme les Beti, Bassa, Bafia, Bamiléké, etc ; se contentent généralement de suivre les groupes majoritaires suscités, sur la base de la proximité affective ou géographique.

<sup>74</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 235.

<sup>75</sup> Ahmadou, "Les contraintes de production des émissions religieuses de télévision : le cas de connaissance de l'islam sur la CRTV", Mémoire de DSTIC, UYII, ESTICC, 1997, p.79.

de direction. Des affrontements qui firent de "Connaissance de l'islam", l'une des émissions les plus controversées de la décennie 1990. S'il est vrai que ces tensions se sont apaisées au fil du temps et que cette émission est désormais largement suivie par de nombreux croyants<sup>76</sup>, quelques-uns continuent toutefois de désapprouver la méthode de présentation<sup>77</sup>. Autre champ de bataille à coloration tribale, le contrôle du complexe islamique de Tsinga. Après la restitution de ce joyau architectural par l'Arabie Saoudite aux autorités camerounaises en 1997, celle-ci transféra l'ouvrage à la communauté musulmane. Très tôt, de vives tensions apparurent entre Haoussa, Foulbé et Bamoun<sup>78</sup>. Chacun de ces groupes souhaitait que l'un de ses membres soit désigné comme imam<sup>79</sup>. A ces tensions intercommunautaires, vinrent se greffer la recherche d'intérêts égoïstes (quête du gain matériel et des honneurs), ainsi que l'incapacité pour le "responsable de la communauté haoussa" de l'époque (en l'occurrence le chef haoussa), d'assurer l'entretien au quotidien de l'édifice. La conjugaison de tous ces paramètres poussa le gouvernement camerounais à restituer cet ouvrage à l'Arabie Saoudite. Cette dernière confia dès-lors l'entière gestion du complexe de Tsinga à la Fondation Islamique Al-Haramayn (FIH) de nationalité saoudienne. Cette ONG aux moyens financiers considérables entreprit d'affecter des imams saoudiens, recruta un personnel et initia des activités à vocation sociale. Il faut toutefois souligner que les deux premiers imams saoudiens du complexe de Tsinga séjournèrent à la tête de cette institution le temps d'un battement des ailes. Leur bref séjour est lié au soupçon de partialité en faveur d'un groupe ethnique précis, ce qui suscita la colère des autres. En effet, ces imams saoudiens eurent pour adjoints des nationaux parmi lesquels un foulbé, un haoussa et un bamoun. Ces mêmes groupes étaient représentés au niveau du personnel. Ainsi, le fait de se rapprocher d'un adjoint précis suscita la colère des autres. A titre illustratif, le second imam saoudien du complexe à savoir Moussa Abdallah était haoussa d'origine nigérienne. Dès sa prise de fonction, il se pourrait qu'il se soit rapproché des Haoussa. Situation qui déboucha sur un conflit ouvert entre lui et ses autres collaborateurs foulbé et bamoun. Moussa Abdallah fut rappelé en Arabie Saoudite et remplacé<sup>80</sup>. Ces faits ont le mérite de révéler l'ampleur de la logique ethnique dans le malaise que connaît la communauté musulmane nationale. Ces dissensions tribales empêchent la mise en place d'une instance faîtière pouvant parler au nom de tous les musulmans. En effet, dans ce climat de négation de l'autre et d'affirmation de soi,

<sup>76</sup> Souley Mane, "Religion et télévision : Connaissance de l'islam sur la CRTV-Télé au quartier Briqueterie à Yaoundé", Mémoire de Master en Sciences de l'Information et de la Communication, UYII, ESSTIC, 2013, p.77.

<sup>77</sup> Quelques informateurs musulmans questionnés ont en effet manifesté leur désapprobation face à la formule de présentation actuelle.

<sup>78</sup> Fouapon Alassa, "Islam et coopération", 2011, p.125.

<sup>79</sup> Bachir Bouba, "Coopération islamique", 2007, pp.54-55.

<sup>80</sup> Ibid, p.127.

il devient difficile de penser qu'un groupe puisse céder le contrôle d'une telle institution au rival, à moins que ne soit institué un système rotatif. En dehors de l'islam, de nombreuses dénominations chrétiennes (Eglise Catholique Romaine, EPC, EPCO, Adventistes, etc) furent souvent affectées par le "démon tribal"<sup>81</sup>. La prise en compte de cette réalité amena Tièmeni Sigankwe à affirmer :

Ici, en effet, des conflits, essentiellement symboliques pour l'instant, opposent des chrétiens à d'autres chrétiens et des musulmans à d'autres musulmans. La conflictualité religieuse camerounaise est donc, avant tout, intra-communautaire ou intra-obédience, conduisant, dans certains cas, à des schismes, et dans d'autres, à l'accentuation des contradictions doctrinaires préexistantes<sup>82</sup>.

Ainsi, les organisations religieuses au Cameroun sont traversées par des crises de leadership interne, à base ethnique ou idéologique. Cette ethnicisation du champ religieux n'est pas sans rappeler les concepts d'ethnofascisme et monofascisme, qui renvoient globalement aux velléités hégémoniques d'une ethnie sur les autres dans l'espace politique<sup>83</sup>. Des faits qui démontrent que la religion dans sa dimension objective, n'échappe nullement aux réalités sociologiques dans lesquelles elle évolue : vénalité, immoralité, tribalisme, corruption, etc. Situation révélatrice du fossé qui existe entre l'idéal religieux (noble, humaniste) et les pratiques journalières regrettables des fidèles ainsi-que de certains guides spirituels. S'il est vrai que de plus en plus de voix s'élèvent au sein même de la communauté musulmane pour stigmatiser le tribalisme et le sectarisme qui subrepticement se sont immiscés dans le fait religieux au point de fragiliser l'unité interne de la *Umma*, il n'en demeure pas moins vrai que la logique ethno-tribale demeure vivace.

Ces dissensions ethno-idéologiques empêchent la mise sur pied d'une instance faitière pouvant parler au nom de tous les musulmans. Une anecdote portant sur la difficulté à pouvoir fédérer les différentes tendances de l'islam est rapportée par Maud Lasseur en ces termes :

En février 2005, l'initiative a par exemple été prise de réunir le premier colloque national des imams du Cameroun à Douala. La rencontre, qui avait pourtant été autorisée par les autorités locales, s'est vue finalement suspendre par les mêmes autorités, sur ordre de leur hiérarchie. L'organisateur de cette rencontre, Cheikh Ibrahim Moubarak, imam de la mosquée du Camp Bertaud et fondateur du Centre Culturel Islamique de Douala, se serait vu soupçonné d'entretenir des liens obscurs avec Al-Qaida... Pour ce dernier, ce sont plutôt les jalousies et querelles de leadership à l'intérieur de la communauté islamique nationale qui bloquent toute organisation à cette échelle. La communauté musulmane, comme la communauté protestante du Cameroun, est travaillée par des polarités ethniques et idéologiques qui entravent tout fonctionnement unitaire<sup>84</sup>.

<sup>81</sup> P. Abouna, *Le pouvoir de l'ethnie. Introduction à l'ethnocratie*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp.21-23.

<sup>82</sup> Tièmeni Sigankwe, "Etude géopolitique du religieux au Cameroun", 2019, p.18.

<sup>83</sup> P. Abouna, *Le pouvoir*, 2011, p.09.

<sup>84</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p.398.

Au sujet de cette rencontre qui était censée réunir tous les imams du Cameroun, plusieurs raisons sont avancées pour justifier son interdiction. On peut entre autre évoquer l'origine douteuse des financements du promoteur de cette rencontre en la personne de Cheikh Ibrahim Moubarak, le comportement de ce dernier, qualifié de contraire au dogme islamique d'après certains de ses coreligionnaires ou encore, une querelle de leadership entre musulmans. A cet ultime propos, il faut préciser qu'une vive rivalité opposait Cheikh Ibrahim Moubarak (bamoun d'origine et imam du Camp Bertau) à Modibo Iya Dahirou (peul et imam de la mosquée centrale de Douala). La veille du colloque, Modibo Iya Dahirou aurait rencontré le Gouverneur du Littoral assisté du président du "Ngondo" pour exprimer sa désapprobation<sup>85</sup>.

Un autre exemple qui témoigne des difficultés d'unification de la *Umma* est le cas du collectif "Unis pour Servir". En 2014, Dans le but de voler au secours des réfugiés de la crise centrafricaine établis dans l'Est-Cameroun (kenzou et Garoua-Boulai), les associations islamiques s'organisèrent pour la toute première fois de leur histoire sous la bannière d'un collectif dénommé "Unis pour Servir". La base nationale de ce mouvement fut fixée à Yaoundé au siège de l'ACIC et 22 points focaux furent établis à travers le triangle national<sup>86</sup>. Un rapprochement circonstanciel qui avait pour but de mutualiser les forces de la société civile musulmane. Une initiative humanitaire qui fut bien accueillie par l'ensemble de la communauté nationale et qui reçut au passage le soutien des pouvoirs publics. Malheureusement, cette entreprise louable, initiée par les associations islamiques nationales fut de courte durée. En effet, au bout de deux mois d'activité de terrain, ce projet fut récupéré par les ONG saoudiennes et les activités se poursuivirent avec les financements de ces dernières<sup>87</sup>. La précarité financière que connaissent les associations nationales semble être la cause de cet état de fait. Toutefois, lorsqu'on sait que les ONG saoudiennes étaient membres du collectif "Unis pour Servir", on peut légitimement s'interroger sur les raisons qui les ont poussées à récupérer ce projet à leur compte au lieu de le soutenir de l'intérieur comme simples membres. Une attitude qui est la manifestation de plusieurs faits. On peut d'abord y entrevoir une stratégie des ONG islamiques internationales d'affirmer leur domination, consolider leur visibilité et continuer à se rendre indispensables. Elle confirme également la subordination des organisations nationales à l'endroit des ONG internationales. Il est également difficile de croire que les associations nationales confondues et toutes les âmes de bonne volonté n'aient pu soutenir ce projet noble au-delà de deux mois. En plus de la difficulté financière, cette incapacité à conduire cette

<sup>85</sup> Th. Takou, "Islam et société", 2010, pp.326-327.

<sup>86</sup> Ce collectif regroupait 23 associations musulmanes nationales et internationales.

<sup>87</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques ", 2019, p.322.

initiative sur le long terme pourrait également s'expliquer par des divisions internes que connaît la communauté musulmane nationale. La volonté d'autonomie de chaque organisation nationale, les clivages ethno-idéologiques, le refus de vassalité spirituelle et les querelles de leadership semblent jusque-là avoir eu le dessus sur une éventuelle option de fédération. Dans le même ordre d'idées, on peut évoquer l'échec de création d'une micro-finance islamique en 2008<sup>88</sup>.

La dernière forme de clivage recensée porte sur les querelles de leadership au poste d'imam. Dans certains cas, des fils d'imams principaux, parce qu'ayant grandi à l'ombre de leurs pères et amorcé une formation religieuse auprès de ces derniers, estimèrent devoir leur succéder dans une sorte de primogéniture. Or, une fois leur ascendant décédé, les événements ne se déroulèrent nullement comme cette progéniture l'avait espéré. Écarté du poste car ne répondant guère aux critères objectifs en la matière, elle fit défection et s'en alla créer leurs propres lieux de culte<sup>89</sup>. Il faut souligner que ce derniers cas de figure est assez marginal, comparativement aux oppositions doctrinales et ethniques.

Potentiellement universaliste, l'islam à l'instar de nombreuses obédiences chrétiennes, n'a guère réussi à faire abstraction des querelles partisans, égoïstes et régionalistes qui animent la nature humaine et la société camerounaise. Les dissensions ethniques et idéologiques empêchent aux différentes tendances de s'unir et de parler d'une seule et même voix. Si de l'extérieur la communauté musulmane semble homogène, elle est en réalité fragmentée en groupes qui s'affrontent pour conserver ou conquérir le leadership religieux. Cette compétition interethnique associée à la rivalité idéologique sont les deux principaux obstacles à la mise en place d'une instance faitière de l'islam à l'échelle nationale. La *Umma* locale apparaît dès lors plus divisée, plus fragmentée et par conséquent, plus manipulable et instrumentalisable. Organiser la communauté des croyants s'avère par conséquent difficile, dans la mesure où cela reviendrait à assujettir certains groupes à d'autres.

---

<sup>88</sup> Le projet de création d'une micro finance islamique, sous le nom de "Halal Crédit Union", initié par la MID fut infructueux. Au cœur de cet échec, une discorde à caractère ethnique entre les Bamoun et les Soudanais. Les deux groupes se querellèrent au sujet des principaux postes de responsabilité de cette structure. L'impossibilité de s'accorder déboucha sur l'échec de ce projet louable et les 10 millions collectés pour le dossier de la banque furent restitués aux différents contributeurs.

<sup>89</sup> Les querelles à l'imamat donnèrent par exemple naissance à la mosquée Hassan Gambo dans la ville de Mbalmayo et au Centre Islamique Assalam au quartier Rue-Manguier à Yaoundé.

## 5- Emergence de nouvelles formes de prosélytisme

Parmi les marques qui caractérisent l'islam en pays beti, on note l'usage par les fidèles musulmans, de nouveaux outils communicationnels à l'instar des mass-médias et des NTIC à des fins de prosélytisme.

Après l'imprimerie qui permit une plus large diffusion de l'Évangile, c'est au tour des médias de masse de servir la cause des religions. Dès 1980, l'ACIC se voit attribuer une tranche horaire sur le poste national de la CRTV où elle anime l'émission "Islam et Société". Par la suite, la CAMSU inaugure la version anglaise "Islam at our Service", toujours sur le poste national<sup>90</sup>. Avec la loi sur la liberté de la communication de décembre 1990 et son décret d'application du 03 avril 2000, on assiste à la naissance des émissions télévisées sur l'islam. Les plus regardées sont "Connaissance de l'Islam" sur la CRTV, "Vitrine de l'Islam" sur Canal 2 International, "le Monde de la Foi" sur STV, "la Mecque" sur Vision 4, "Islam" sur Ariane TV, "Al-Bayane" sur DBS<sup>91</sup>. La même période coïncida avec l'apparition des chaînes radiophoniques privées partout dans le pays, qui promeuvent des émissions de toutes natures. Des structures comme Magic FM, Radio Venus, Sky One Radio et TBS ont aménagé des tranches horaires destinées à des activités spirituelles. En 2014, la première chaîne de radio du pays beti voit le jour. Il s'agit d'Ar-Rissala, financée par l'ADF et basée à la Cité-Verte<sup>92</sup>.

Dans la même lignée des outils de communication suscités se trouvent les NTIC à l'instar d'internet, qui reconfigure le mode de diffusion du savoir et des idées. Ce dernier a l'avantage de renforcer les relations transnationales, tout en échappant aux lourdes procédures administratives. Pour ne pas sembler obsolète, avoir davantage de visibilité, consolider leurs acquis et continuer à gagner des parts du marché global du religieux, de nombreuses institutions islamiques investissent la toile. Tel est le cas de la CAMSU qui dispose d'un site internet sur lequel elle diffuse les sermons du vendredi prononcés à la mosquée de Tsinga<sup>93</sup>. On peut également mentionner la CAMWA, le CSIC, la JIC, le LICAM, l'UIC, New Muslim's Center for Charity, la WAMY, l'ADF, et l'Association Camerounaise pour le Développement qui disposent tous de sites internet qui leur permettent de véhiculer des messages, diffuser des

<sup>90</sup> Les stations régionales de la CRTV abritent également des émissions islamiques. Il s'agit notamment de "savoir en islam" à Ngaoundéré, Garoua et Maroua mais aussi, de "Friday morning light" à Bamenda. Dans le registre télévisé, on note surtout la création de la chaîne Muslim TV.

<sup>91</sup> De nombreux imams questionnés affirment avoir déjà participé ne serait-ce qu'une fois à l'une des émissions suscitées.

<sup>92</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.113.

<sup>93</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p. 205.

enseignements et rendre visible leurs activités. Certaines associations entendent user de ce canal communicationnel pour barrer la route à l'extrémisme religieux. C'est à ce titre que le coordonnateur général du CIDIMUC en la personne d'Oumarou Moussa laisse entendre : "*C'est au prix de la maîtrise des nouveaux outils de menace contre la paix qu'il est possible de lutter pour sa préservation*"<sup>94</sup>. En collaboration avec l'IAI, le CIDIMUC offre des formations en TIC.

**Photo N°57 : Imams formés par l'IAI en TIC.**



**Source** : CIDIMUC. Mag, N°001. Mai 2018, p.30.

Sur l'illustration ci-dessus qui symbolise une fin de formation en TIC (Comme le précise la source), on peut apercevoir des dignitaires religieux musulmans de la ville de Yaoundé, des cadres de l'IAI et probablement, des invités venus assister à la cérémonie.

Utiliser internet à des fins de prosélytisme amena Oumarou Moussa à fonder en 2018 l'Institut de Formation des Imams et Prédicateurs (IFIP), qui offre une formation en informatique. En définitive, le changement communicationnel et changement religieux interagissent l'un sur l'autre. Les entreprises religieuses utilisent les instruments communicationnels de leur temps pour faire la promotion de leurs idéologies, mieux expliquer les Saintes Ecritures, décrire le licite et l'interdit, revigorer la foi des croyants mais aussi, conquérir des parts du marché confessionnel. La radio, la télévision et internet œuvrent indéniablement et de façon irréfutable à la promotion des religions. Ces nouveaux outils constituent des canaux de propagation plus performants, qui induisent des formes originales d'offensive missionnaire. Bien-que l'impact de cette nouvelle stratégie soit pour le moment

<sup>94</sup> Oumarou Moussa, 60 ans environ, coordonnateur général du CIDIMUC, Bastos, 17/07/2018.

difficile à mesurer, la quasi-totalité des imams affirment que les différentes émissions télévisées et radiodiffusées ont une incidence positive sur la communauté des croyants et œuvre au changement des comportements. Une incidence positive corroborée par des études scientifiques qui soutiennent que le fait de suivre les émissions religieuses permet d'acquérir de nouvelles connaissances, d'allier la théorie à la pratique et d'améliorer cette même pratique<sup>95</sup>. Cette situation permet aux autodidactes d'améliorer leur niveau de connaissance en matière religieuse<sup>96</sup>. L'avènement des outils modernes de communication a fait apparaître de nouveaux acteurs dans le processus de diffusion de l'islam et de réislamisation de la *Umma* nationale. Il s'agit des jeunes et plus largement, des cadets sociaux. Leur savoir et compétence technologique leur permet d'imposer l'islam dans l'espace public mais aussi, de déclasser les anciens cadres religieux.

Dans le sillage des mass-médias et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication se situe l'emploi des langues vernaculaires et véhiculaires à des fins missionnaires. La déterritorialisation de l'islam, perceptible par son ancrage dans des aires géoculturelles nouvelles entraîne l'usage des langues qui ont cours dans ces localités. Bien-que l'arabe demeure incontestablement le canal par excellence de la théologie et dont la parfaite maîtrise confère honorabilité et respectabilité, d'autres usages linguistiques se font jour. De nombreux ouvrages rédigés par de hauts marabouts tels cheikh Ibrahim Nyasse sont traduits en français et en anglais puis, proposés à la vente les jours de prière devant les mosquées. Les supports didactiques à caractère religieux à l'instar des brochures, cassettes, CD, DVD sont reproduits en diverses langues parmi lesquelles le français et l'anglais. A la Briqueterie, de nombreuses mosquées en tête de file desquelles la Centrale N°1, font usage du français pour la catéchèse précédant la grande prière du vendredi<sup>97</sup>. Les langues locales commencent également à être valorisées dans l'optique de la propagande islamique. C'est dans ce cadre que l'imam Akono Abdoufatah se targue d'expliquer le Coran en ewondo afin de mieux diffuser son message dans le milieu beti<sup>98</sup>. La pancarte indiquant l'emplacement de la mosquée dont il a la charge est d'ailleurs rédigée en cette langue. Tel fut également le cas d'Etémé Souleymane qui expliquait régulièrement les Saintes Ecritures en ewondo et réussit par cette stratégie à convertir

<sup>95</sup> Souley Mane, "Religion et télévision", 2013, pp.89-90.

<sup>96</sup> Certains musulmans estiment à cet effet qu'il n'est plus nécessaire de se rendre à l'extérieur dans le cadre des études religieuses, pour la simple raison qu'à partir des nouveaux outils communicationnels, il est possible de recevoir les cours des plus grands théologiens et enseignants du monde islamique.

<sup>97</sup> A travers les hauts parleurs, on pouvait en effet entendre les imams faire usage du français ou encore alterner cette dernière avec l'arabe durant les catéchèses.

<sup>98</sup> Akono Abdoufatah, imam principal de la mosquée d'Odza, 44 ans, Yaoundé-Odza, 13/06/2018.



quelques-uns<sup>99</sup>. Des initiatives similaires, portant sur d'autres aires ethnolinguistiques ont été entreprises par le passé<sup>100</sup>. L'usage du français, de l'anglais et l'ewondo par les nouveaux oulémas permet de rendre accessible le message coranique au plus grand nombre et de se démarquer de la pédagogie jusque-là pratiquée par leurs aînés. Situation qui favorise le développement des solidarités transethniques et témoigne de l'universalité de l'islam. Il permet également de détribaliser la religion, d'affranchir les jeunes des anciens cadres religieux et au-delà, de favoriser une quête personnelle du savoir. Ces langues exercent par conséquent un rôle émancipateur et fédérateur. Elles élargissent les perspectives collaboratrices de la *Umma* locale. Cette dernière, au-delà des pays arabes se tourne de plus en plus vers les communautés et organisations musulmanes établies dans les nations occidentales comme la France, la Grande Bretagne, etc<sup>101</sup>. Toutefois, l'islam arabisé demeure le système culturel dominant.

## **II- LES RUPTURES SUSCITEES PAR L'ISLAM ET LES DIFFICULTES INHERENTES A CETTE COMMUNAUTE RELIGIEUSE**

Le concept de rupture fait référence à un processus socioculturel qui marque l'intrusion d'apports nouveaux dans le passé classique. L'islam en pays beti n'a pas connu la même incidence comme dans les localités du Nord-Cameroun, où il fut la première religion révélée à s'implanter. Il ne modifia pas l'organisation sociopolitique, le régime alimentaire ou le mode vestimentaire. Cependant, il suscita des mutations appréciables dans l'univers des Pahouins.

### **1) Les ruptures suscitées par l'islam chez les Beti du Centre**

#### ***1-1) La recomposition socio-ethnique***

Les Soudanais musulmans constituent le premier groupe étranger "indigène", à s'être fixé à Yaoundé après les natifs ewondo. Ainsi, longtemps avant d'autres groupes beti et d'autres communautés nationales (du Sud, de l'Est et de l'Ouest), les peuples venus du Nord, ayant pour base commune l'islam et désignés sous le générique de haoussa étaient déjà fixés à Yaoundé. Cette antériorité n'est pas spécifique à la capitale politique du Cameroun. En effet, Dans la quasi-totalité des localités secondaires appartenant aux pays beti et même au Sud de l'Adamaoua, les Soudanais constituent presque partout la communauté étrangère la plus

<sup>99</sup> Awondo Némé Idriss, 58 ans, imam de la mosquée de Nkol-Nkondi II, Nkol-Nkondi II, 09/07/2018.

<sup>100</sup> En 1999, Bell Mahmoud avait entrepris de traduire le Coran dans sa langue maternelle qui est le bassa.

<sup>101</sup> Akono Abdoufatah, imam principal de la mosquée d'Odza, 44 ans, Yaoundé-Odza, 13/06/2018.

ancienne<sup>102</sup>. L'une des conséquences de l'établissement des Soudanais en pays beti nous est rapportée par Luc Mebenga Tamba en ces termes : "*L'hétérogénéité de cette population (ewondo) s'accroît avec l'arrivée des commerçants haoussa attirés par le marché de colportage vers 1896*"<sup>103</sup>. En s'établissant dans cette aire géographique, ces peuples venus du Nord ont introduit une coloration nouvelle dans la composition ethnique de la population de cette partie du pays, jusque-là constituée exclusivement des membres d'un même groupe. L'arrivée des Soudanais et par la suite des Bamoun, marqua la fin d'une existence monolithique beti et le début de l'établissement des peuplades dites étrangères. Cette situation inaugura la naissance d'une société hétéroclite, cosmopolite et métissée sur le plan de sa composition humaine. Aux différents *Mvog* (lignages ou descendants de) que connaissait le pays beti, vinrent s'ajouter les Haoussa, Peuls et Bamoum, principaux diffuseurs de l'islam dans la partie méridionale du Cameroun. En plus de vivre côte à côte, les membres des différentes communautés renforcèrent leurs liens par le biais des unions matrimoniales. En s'implantant en pays beti, les Haoussa et Peuls y introduisirent de nombreux aspects de leur civilisation. Pour les notables beti, les Soudanais leur ont permis de consommer la bouillie de maïs, la viande de bœuf et de mouton, aliments qui avant leur avènement étaient inexistantes dans la localité. Dans le même registre, les Pahouins découvrent le poisson fumé, les beignets ainsi que le couscous de manioc sous forme de farine<sup>104</sup>. On note aussi l'avènement d'un mode de cuisson particulier à savoir la grillade qui permet d'obtenir les *soya* et les brochettes. Sur le plan vestimentaire, les Beti des deux sexes, sans forcément être musulmans, s'habillent en gandourah, boubou et *samara*.

### ***1-2) Le métissage religieux***

L'arrivée des Soudanais musulmans marque l'implantation de la religion musulmane en pays bantou. L'univers religieux et culturel beti s'est ainsi enrichi d'une nouvelle croyance, qui cohabite avec les civilisations chrétienne et traditionnelle dans un rapport harmonieux de reconnaissance mutuelle, de dialogue et de paix. Sur le plan géographique, des mosquées émergent çà et là (souvent au voisinage des Eglises) et apportent une empreinte particulière

---

<sup>102</sup> Comme souligné dans les pages précédentes, les Soudanais constituent le premier groupe étranger (après les Allemands) à s'établir dans la quasi-totalité des localités situées au Sud de l'Adamaoua à l'instar de Douala, Ebolowa, tout le Sud-Ouest et tout le Nord-Ouest. Leur antériorité en pays beti est attestée par les sources orales questionnées ainsi que par la littérature existante (H.T. Abéga, "Processus d'urbanisation", 1999, p. 48 ; O. Edjimbe, "La commune de Mfou", 2004, p.25).

<sup>103</sup> L. Mebenga Tamba, "Les noms de quartier de la ville de Yaoundé", 1984, p.07.

<sup>104</sup> Le seul couscous connu jusque-là, était celui en boule de manioc.

dans le champ visuel<sup>105</sup>. L'espace sonore est régulièrement marqué par les sons des cloches des paroisses et les appels des muezzins aux prières. Les Beti ne vont pas seulement accepter la présence de l'islam sur leur terre. Quelques-uns vont y adhérer. Ces derniers vont ainsi transporter les coutumes islamiques au sein de leurs familles. Dès-lors, on vit coexister à l'intérieur d'un même cadre familial plusieurs religions. La pluralité religieuse au sein des familles éloigne le spectre de l'extrémisme. Elle favorise le dialogue des cultures et le vivre ensemble. Avec la floraison des édifices de culte musulman à proximité des chapelles chrétiennes, on assiste à la fin des quartiers monocolores sur le plan confessionnel et à une cohabitation religieuse pacifique à l'intérieur des mêmes espaces géographiques. Une coexistence qui accentue le caractère multiconfessionnel de la société camerounaise.

### ***1-3) La rupture économique***

Pour une frange considérable de notables beti, les Soudanais musulmans ont surtout diffusé la pratique du commerce. C'est dans cette perspective que Lucas Tissié affirme : "*La seule chose qu'ils (Haoussa) nous ont apporté avec les Bamiléké est le commerce. Avant la venue de ces deux communautés, les Beti consommaient seulement. Même les femmes ne vendaient rien. C'est quand les hommes se sont adonnés à cette activité que les femmes ont suivi*"<sup>106</sup>. Ce point de vue est corroboré par Martin Ndoubena qui, dans la même lancée déclare : "*Au départ, les Beti n'aimaient pas trop le commerce. Nous nous moquions des Haoussa et des Bamiléké qui pratiquaient cette activité*"<sup>107</sup>. Au-delà de ces déclarations, il est important de lever toute équivoque sur l'antériorité de la pratique commerciale par les Beti. En effet, longtemps avant l'arrivée des Soudanais, les Pahouins pratiquaient bel et bien le commerce<sup>108</sup>. Dès-lors, on peut convenir avec ces informateurs sur le fait que les Soudanais musulmans, associés aux populations dites Bamiléké, ont surtout vulgarisé la pratique du commerce. Au contact de ces deux peuples, les Beti constatent qu'ils peuvent tout vendre. A l'apport de ces communautés étrangères, vinrent s'ajouter les exigences sociales quotidiennes de la société

---

<sup>105</sup> Jusqu'au début des années 1920, trois principales religions sont établies à Yaoundé et occupent chacune une colline distincte : l'islam à la Briqueterie, l'Eglise Catholique Romaine à Mvolyé et l'EPC à Djoungolo. Dès 1975, l'islam sort peu à peu de la Briqueterie et commence à investir les autres quartiers de la ville de Yaoundé. Une expansion liée à la présence dans les nouvelles zones résidentielles des groupes musulmans plus ou moins importants. Sur ces sites, mosquées et bâtisses chrétiennes se côtoient et sont souvent séparées de quelques mètres.

<sup>106</sup> Tissié Lucas, 85 ans, notable à la chefferie de 3<sup>e</sup> degré d'Oyack II (agriculteur), Oyack (Mbalmayo), 28/08/2017.

<sup>107</sup> Ndoubena Martin, 62 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nkong-Si dépôt de bois, Nkong-Si dépôt de bois (Mbalmayo), 29/08/2017.

<sup>108</sup> Ph. Laburthe-Tolra, *Les seigneurs de la forêt*, 1981, p.24.

moderne ainsi-que la conjoncture économique difficile des années 1980, qui œuvrèrent pour une plus large diffusion de la pratique commerciale.

## 2) L'engagement en faveur du développement et la réduction de la pauvreté

En Afrique, les idées et acteurs religieux ont toujours constitué des vecteurs du changement social. Dans les années 1980, les politiques d'ajustement structurel et le désengagement de l'Etat des secteurs sociaux ont entraîné une diversification des acteurs du développement qui tentent de combler le déficit de l'Etat. Parallèlement à cela, cette période correspond à une nouvelle conception du paradigme du développement. En effet, les approches strictement macroéconomiques de ce concept sont dès-lors complétées par des perspectives plus globales du développement humain, qui transcende la dimension purement économique, pour inclure des aspects sociaux, psychiques et culturels<sup>109</sup>. Dans cette perspective, les institutions religieuses sont perçues comme des structures positives, aidant au développement, et susceptibles d'être plus efficace du fait de leur proximité culturelle supposée avec des groupes sociaux ciblés. Pour ce qui est de l'islam, ces activités sont financées tant par les organisations internationales et locales, les pays du Golfe ou encore, par les fidèles eux-mêmes<sup>110</sup>. Un engagement conforme aux souhaits de la Banque Mondiale<sup>111</sup>, qui en 2004, soulignait la nécessité d'une collaboration entre organisations religieuses et organisations du développement pour lutter contre la pauvreté<sup>112</sup>.

Mettant en pratique les idéaux islamiques de quête du savoir, d'assistance aux démunis, d'entraide et de solidarité, les musulmans agissant individuellement ou en associations, s'engagent de plus en plus dans la fondation d'institutions éducatives, sanitaires, des centres de formation professionnelle, la réalisation des puits et forages, etc. Comme précédemment relevé dans la section consacrée aux institutions d'acquisition du savoir, le pays beti abrite des établissements primaires et secondaires islamiques. Dans le premier groupe, la première école franco-arabe de Yaoundé est fondée en 1962 au quartier Briqueterie. A sa suite, sept autres écoles primaires islamiques virent le jour dans la zone d'étude, soit six dans la cité-capitale et une à Mbalamyo, pour un total de huit écoles franco-arabes et anglo-arabes. C'est dans ce

---

<sup>109</sup> Mayke Kaag et Maud Saint-Lary, "Nouvelles visibilités de la religion dans l'arène du développement. L'implication des élites chrétiennes et musulmanes dans les politiques publiques en Afrique", Bulletin de l'APAD, 33, 2011.

<sup>110</sup> Ces derniers agissent dans le cadre de la *sadaqua*, de la *zakkat* ou encore du *waff*.

<sup>111</sup> "Mind, Heart and Soul in the fight against poverty", disponible sur le lien internet <https://elibrary.worldbank.org>, consulté le 23/10/2019.

<sup>112</sup> Dans ce rapport, les élites chrétiennes et musulmanes y sont considérées comme des partenaires incontournables pour la mise en œuvre des programmes dans des domaines aussi variés que la santé, l'éducation, l'environnement ou encore le maintien de la paix.

sillage que se situe l'avènement timide des établissements secondaires islamiques. Le premier ouvre ses portes en 2001 au quartier Nkolbisson, il s'agit du collège Bista. Il est rejoint par le collège Adana fondé en 2016 par l'ACAMAS au quartier Mvog-Ekoussou (ou Nkol-Nkondi II) et le collège Nana-Bouba, bâti en 2017 au lieu-dit Nkol-Mbong. Des structures secondaires, toutes basées à Yaoundé et gérées par l'Organisation de l'Enseignement Privée Islamique (OESPI), qui travaille de concert avec les départements ministériels en charge des questions éducatives (MINEDUB, MINESEC).

Afin de faciliter l'insertion des jeunes, des structures de formation socio-professionnelle à caractère islamique émergent à leur tour. En 1999, l'OFIF, en partenariat avec l'UNICEF, l'ACAMAS et la coopération française, réalisa un centre de formation des femmes et de la jeune fille. Cette structure offre des formations en couture, informatique, hôtellerie et en anglais. En 2004, l'OFIF de concert avec le Ministère de l'Education Nationale et l'ISESCO, initia un projet de formation des monitrices de l'éducation de base non formel et d'alphabétisation fonctionnelle<sup>113</sup>.

Les associations islamiques sont également actives dans le domaine de la santé. On peut ainsi mentionner l'Organisation des caravanes médicales à travers le triangle national par New Muslim Center for Charity, la WAMY et l'ADF. Dans le même ordre d'idée, on note l'octroi à l'hôpital de district de Soa d'un matériel estimé à 2 500 000FCFA pour les tests de VIH-SIDA en 2012 par l'ACAMAS et la construction d'un centre de santé à Nkol-Mbong (Yaoundé) par l'ADF.

La réalisation des puits et forages est le secteur dans lequel l'engagement des organisations islamiques et généreux mécènes musulmans en faveur du développement est le plus perceptible. Des ouvrages destinés à soulager les pénuries en eau des populations sur lesquelles ils sont implantés, indistinctement de leur appartenance religieuse. En 2016, la WAMY avait réalisé cent quarante (140) puits à travers le Cameroun. Les forages réalisés par l'ACAMAS en 2017 s'élevaient à deux cent cinq (205), contre quatre cent quarante-neuf (449) pour l'ADF<sup>114</sup>. D'autres organisations islamiques à l'instar de l'Association Camerounaise pour le Développement (ACD) et New Muslim Center for Charity s'activent également dans la réalisation d'ouvrages similaires. En dernier ressort, il faut relever que les organisations et autre institutions islamiques engendrent des emplois directs à l'instar des agents de bureau, des enseignants, du personnel médical, des gardiens, etc. Les ouvrages du génie civil quant à eux, génèrent dans leur réalisation des emplois indirects (techniciens appelés à réaliser les ouvrages

<sup>113</sup> Souley Mane, *Les associations*, 2017, p.122.

<sup>114</sup> Ibid, p.125.

et le petit commerce à l'instar de la restauration). En définitive, il apparaît du précédent développement que l'amélioration des conditions de vie des populations, la réduction de leurs difficultés existentielles ainsi-que leur insertion socioprofessionnelle, sont des préoccupations au cœur de l'islam. Les projets initiés par les membres de cette obédience religieuse, permettent de résorber une partie des problèmes posés. Au-delà, ces œuvres sociales permettent à l'islam de pallier aux insuffisances de l'institution publique et de se poser en vecteur de progrès social.

**Photo N°58 : Forage financé par un bienfaiteur saoudien (Obala).**



**PhotoN°59 : Dédicace d'un Forage au quartier Tongolo à Yaoundé.**



**Source :** S. Eyinga Aba, 17/07/2018.

**Source :** S. Eyinga Aba, 22/09/2018.

Dans le cadre de cette étude, le concept de développement est à relativiser. En effet, l'investissement productif est absent des objectifs des organisations islamiques. Autre limite au concept de développement, plusieurs projets sont imposés aux populations, sans tenir compte de leurs besoins réels. En dernier ressort, les nombreux dons en provenance de l'extérieur (notamment des riches nations arabo-musulmanes) tendent à développer auprès des bénéficiaires une mentalité d'assisté, qui pourrait être préjudiciable au développement<sup>115</sup>. L'historiographie islamique au Sud de l'Adamaoua, révèle que les réalisations des ONG islamiques transnationales, sont peu en phase avec les besoins des populations locales<sup>116</sup>. Les édifices culturels, les bourses d'études à vocation religieuse (qui ne garantissent pas toujours l'insertion professionnelle), les réalisations de forages et autres dons alimentaires sont loin de

<sup>115</sup> Le doigt accusateur pointé à l'endroit des acteurs islamiques étrangers, est également révélateur de l'attentisme dont font preuve les musulmans nationaux, qui continuent à penser que la solution à leurs problèmes viendra toujours de l'extérieur.

<sup>116</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p.131.

satisfaire aux attentes des bénéficiaires. Ces derniers aspirent davantage à obtenir les infrastructures sanitaires et éducatives, au règlement des frais de scolarité et loyers des étudiants démunis mais aussi, à développer des secteurs créateurs d'emplois<sup>117</sup>. La coopération islamique au développement, conduite par les pays arabes, n'a guère réussi à atteindre ses objectifs qui étaient de réduire la pauvreté et accroître les revenus des populations. Des aides d'autant plus mitigées, qu'elles ne bénéficient qu'à une faible proportion de la population locale. Une situation qui est due d'après Fouapon Alassa à : "...une mauvaise conception de l'aide et sa mise en œuvre déficiente qui est l'émanation de la non hiérarchisation des priorités et des domaines stratégiques des investissements"<sup>118</sup>. Pour se défendre face à ces reproches, les responsables des ONG islamiques rétorquent que les réalisations sont imposées par les donateurs. Toutefois, lorsqu'on sait que certains dons financiers sont remis à ces organisations, afin qu'elles les orientent sur le terrain en fonction des priorités préalablement définies par elles, comment comprendre que les besoins des populations soient toujours ignorés ? Il pourrait s'agir d'une stratégie des ONG étrangères, qui consisterait à maintenir les populations locales sous une forme de dépendance. Situation qui permettrait à ces organisations de continuer à occuper une place centrale et d'asseoir l'influence des nations qui les financent. Autant d'atouts qu'elles pourraient perdre, si elles aidaient les communautés locales à s'autonomiser.

### **3) De nombreuses aspirations infrastructurelles non satisfaites**

Dans son existence quotidienne, la communauté musulmane établie dans les localités beti du Centre fait face à un certain nombre de difficultés. En bonne place, se trouvent les problèmes infrastructurels et ceux liés à la gestion des mosquées.

La difficulté à laquelle fait face la *Umma* dans son ensemble porte sur la faible capacité d'accueil des différentes mosquées, durant les célébrations importantes de la foi islamique. En effet, dans leur réalisation, les concepteurs de ces structures religieuses n'ont guère tenu compte de la probabilité d'une augmentation rapide du nombre de fidèles, qui ne cesse de croître au fil des ans. La conséquence immédiate à ce niveau réside dans le fait que durant certaines cérémonies comme la grande prière de la *juma* (vendredi), les mosquées s'avèrent étroites pour contenir tous les croyants. Ces derniers sont contraints de s'agglutiner tout autour de l'édifice,

---

<sup>117</sup> Les acteurs locaux semblent plus conscients des besoins des populations. C'est ainsi que des quatre collègues islamiques présents en pays beti au moment où nous achevions les enquêtes de terrain, deux avaient pour promoteurs des nationaux (Bista et Nana Bouba). Des quatre formations sanitaires islamiques présentes à Yaoundé, trois avaient pour promoteurs des nationaux. Ceux-ci étaient toutefois de moindre envergure, comparativement à la formation sanitaire mise en place par l'ADF. Une différence structurelle, qui s'explique par le déséquilibre des moyens financiers entre les promoteurs locaux et internationaux.

<sup>118</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p. 242.

pour pouvoir assister au rituel. Pour résorber ce malaise pendant la fête du Ramadan et celle du Sacrifice, les imams ont opté pour des espaces ouverts (en plein air). De nombreuses mosquées exigent par conséquent d'être réaménagées.

La seconde difficulté infrastructurelle, porte sur la création des cimetières exclusivement destinés aux musulmans<sup>119</sup>. Dans de nombreuses localités du pays beti, la fondation de ces espaces se fait ressentir avec acuité. Tels sont les cas à Mbankomo, Mbalmayo, Mfou et Ngomedzap<sup>120</sup>. Jusque-là, les musulmans établis à ces endroits ont dû se contenter des cimetières municipaux et se plaignent du fait que dans ces lieux, les défunts sont souvent superposés les uns sur les autres. Dans une ville comme Ngomedzap, il n'en existe même pas. Dès-lors, c'est la concession du chef haoussa qui accueille les dépouilles de ses coreligionnaires<sup>121</sup>. Après avoir vainement sollicité l'intervention des autorités préfectorales et municipales dans le but de résoudre cette difficulté, des initiatives furent entreprises dans certaines contrées (Mbalmayo et Awaë) par les musulmans, afin d'acquérir des cimetières qui leur sont spécifiques. La stratégie consista à organiser des quêtes à l'intérieur de leur communauté religieuse. Avec les sommes obtenues, des parcelles considérables de terrain (sensiblement 01 hectare) furent partout acquises auprès des natifs. Une fois mis au courant du projet pour lequel les sites concédés étaient destinés, les vendeurs assistés par leurs communautés d'origine s'opposèrent à la réalisation dudit projet. Conséquence, un retour au statu quo<sup>122</sup>. Toutes ces désillusions ont ramené les musulmans auprès des autorités administratives. Ces dernières continuent d'étudier cette doléance et à faire poireauter les communautés nécessiteuses dont l'impatience et la déception sont perceptibles à travers les différents propos émis sur le sujet. Au-delà de ce malaise que vivent certaines communautés musulmanes, d'autres se contentent et semblent satisfaites des sections qui leur sont consacrées à l'intérieur des cimetières municipaux (Obala, Monatélé, Sa'a, Esse).

---

<sup>119</sup> Les musulmans sollicitent des cimetières afin de pouvoir enterrer décemment leurs dépouilles mais aussi, parce qu'ils ne souhaitent pas se mélanger aux autres.

<sup>120</sup> Dans ces localités, les espaces consacrés aux inhumations des musulmans sont soit inexistantes, soit saturés ou en voie de l'être.

<sup>121</sup> Abdoulaye Alissou, 95 ans, chef du quartier Haoussa de Ngomedzap, Ngomedzap, 27 /06/2018.

<sup>122</sup> Dans la ville de Mbalmayo, une quête élargie à toutes les mosquées situées au quartier Haoussa fut initiée en 1996. Au terme de cette collecte, les organisateurs récoltèrent la somme d'un million de francs CFA. Grâce à celle-ci, une parcelle de plus d'un hectare fut acquise au quartier Ngock. Informés sur l'usage réel de ce site, les natifs du quartier s'opposèrent à cette initiative. C'est alors que les musulmans se déportèrent à Nkol-Nguet, hameau situé avant le carrefour Sangmélina. Dans cette autre localité, ils purent acquérir un lopin de terre aux dimensions similaires que le précédent. Ces efforts furent vains à nouveau car, le chef de Nkol-Nguet s'opposa à la création d'un cimetière dans son village.



La énième difficulté infrastructurelle réside dans l'insuffisance des établissements scolaires et structures hospitalières islamiques. Pour ce qui est des écoles, exception faite de la ville de Yaoundé qui dispose d'une dizaine d'institutions de ce type dont sept pour le primaire et trois pour le secondaire ainsi que de Mbalmayo qui possède une école franco-arabe, toutes les autres localités beti du Centre en sont dépourvues. Dès-lors, les musulmans sont contraints d'inscrire leurs progénitures dans les établissements laïcs et confessionnels chrétiens, disséminés un peu partout dans ces aires géographiques. Les formations sanitaires musulmanes sont également très peu nombreuses. Jusqu'en 2019, on ne recensait que trente une (31) structures de ce type à l'échelle nationale<sup>123</sup>, soit 01% des structures sanitaires nationales<sup>124</sup>. Dans ce total et à la même période, la zone d'étude abritait seulement cinq (05) structures sanitaires islamiques, toutes situées dans la ville de Yaoundé. La première vit le jour en 1987 à la Briqueterie. Il s'agit du "Centre Islamique d'Assistance Médico-Sociale"<sup>125</sup>, fondé par Mohamadou Hassin et ouvert à tous les malades<sup>126</sup>. En 1996, un second centre de santé islamique vit le jour. Il s'agit du "Cabinet des soins de la Briqueterie", situé en face de la mosquée Qur'An-Wassounna ou mosquée carrefour charbon. Il a pour promoteur feu Ousmanou Nassourou, qui était technicien supérieur en soins infirmiers<sup>127</sup>. Les services offerts par cette structure portent sur la consultation générale, la petite chirurgie, la consultation prénatale, les accouchements, les hospitalisations, les analyses de laboratoire et la pharmacie<sup>128</sup>. En 2008, la "Fondation Islamique Marhaba" vit le jour à Odza, au lieu-dit borne 10. Elle a pour initiateur Ibrahim Osmanou Iko<sup>129</sup>. Les deux autres formations sanitaires sont implantées à Nkol-Mbong par Etoudi. L'une d'entre elles fut promue par une croyante. Il s'agit du centre de santé "An Nour". Il fut inauguré le 13 mars 2019 et a pour fondatrice Amina Boukar. Exception faite de cette dernière qui est musulmane, le reste du personnel est chrétien. Les services de ce centre de santé portent sur les consultations générales, les accouchements et la petite chirurgie<sup>130</sup>.

---

<sup>123</sup> Les régions les plus pourvues en structures sanitaires islamiques en 2019 étaient l'Adamaoua qui disposait de onze (11) structures, le Littoral qui en possédait sept (07) et l'Ouest cinq (05).

<sup>124</sup> Fouapon Alassa, "Les associations islamiques", 2019, p. 255.

<sup>125</sup> Le "Centre Islamique d'Assistance Médico-Sociale" est situé à proximité de la pharmacie universelle et en face de la mosquée As-Salam.

<sup>126</sup> J.B. Tchinda Touoyem, "Impact de l'immigration haoussa", 1999, p.86.

<sup>127</sup> Mohamadou Nassourou, 40 ans, technicien supérieur en soins infirmiers et fils du promoteur du "Cabinet des soins de la Briqueterie", Briqueterie, 06/05/2017.

<sup>128</sup> Ibid.

<sup>129</sup> Ibrahim Ousmanou Iko, 55 ans, docteur en médecine, Odza, 27/09/2018.

<sup>130</sup> Amina Boukar, 40 ans, infirmière, Nkol-Mbong, 03/01/2020.

**Photo N°60: Plaque d'identification du centre de santé An Nour (Nkol-Mbong, Yaoundé).**



**Source:** S. Eyinga Aba, 03/01/2020.

La structure sanitaire islamique la plus importante de Yaoundé est l'hôpital "Rufayda Islamic Medical Center". Elle est le don d'un bienfaiteur saoudien, qui préféra agir au travers de l'ADF. Inaugurée en 2019, la "Rufayda Islamic Medical Center" et dirigée par un médecin qui a sous sa responsabilité une dizaine de collaborateurs des deux sexes tous musulmans<sup>131</sup>.

**Photo N°61: Hôpital Rufayda Islamic Medical Center (Nkol-Mbong, Yaoundé).**



**Source :** S. Eyinga Aba, 03/01/2020.

Comme on peut l'observer sur l'image ci-dessus, seul le rez de chaussée est opérationnel. Les services offerts par cette structure portent sur la gynécologie et la consultation générale<sup>132</sup>.

<sup>131</sup> Ibrahima Ahmadou, 38 ans, médecin, Nkol-Mbong, 03/01/2018.

<sup>132</sup> En guise de perspective, la "Rufayda Islamic Medical Center" ambitionne d'œuvrer dans la pédiatrie et les consultations spécialisées.

Les salaires du personnel sont financés par l'ADF<sup>133</sup>. Toutefois, il est question que cet hôpital s'autonomise dans un futur proche et génère ses fonds propres.

Les structures sanitaires islamiques accueillent tous les patients, indépendamment de leur appartenance religieuse. Il faut noter à ce niveau que certaines musulmanes exigent des traitants du même sexe.

Bien-que significative, la faible proportion des infrastructures scolaires et sanitaires islamiques est symptomatique du retard qu'accuse la communauté musulmane dans certains aspects de la vie sociale. Subséquemment, il est urgent que les acteurs islamiques au développement ne se cantonnent plus uniquement à la promotion des mosquées<sup>134</sup> et forages mais également, à celle des établissements scolaires, centres de formation et structures hospitalières, afin de satisfaire de manière significative aux attentes des populations et par voie de conséquence, soulager leurs peines<sup>135</sup>.

### **III- LA MUSULMANE ET L'ISLAM : DES ASPIRATIONS A L'EMANCIPATION POUR UNE CONTRIBUTION APPRECIABLE A L'EVOLUTION DE SA RELIGION**

La gent masculine n'est plus la seule à œuvrer à l'évolution de la religion musulmane. Jadis cloîtrées dans les domiciles, les musulmanes initient de plus en plus de projets qui contribuent à l'épanouissement et à la visibilité de l'islam. Bien-que les initiatives féminines soient extrêmement réduites pour le moment, il est tout de même intéressant de relever ces apports, qui constituent une amorce pour davantage de contributions de leur part dans les jours à venir.

La place de la femme a été définie et codifiée en islam. La jurisprudence islamique reconnaît à la pratiquante de nombreux droits : celui de recevoir une éducation, de posséder des biens et de les gérer à sa guise, de se choisir un époux ou de demander le divorce, celui d'hériter, etc. Quelques aspects de cette codification confortent certains courants de pensée dans l'idée selon laquelle l'islam constitue une pesanteur pour la promotion sociale de la femme (qu'il

---

<sup>133</sup> Ces salaires varient de la manière suivante : 200.000FCFA pour le directeur de l'hôpital, 150.000 FCFA pour les infirmiers, 100.000 FCFA pour les aides-soignants, 80.000 FCFA pour les techniciens de surfaces et le gardien.

<sup>134</sup> Le choix pour les mosquées comme mentionné précédemment, peut s'expliquer par le fait que leur réalisation ouvrirait les portes du paradis à leurs promoteurs. A cela, on peut adjoindre le fait qu'elles exigent moins de charge en terme de personnel, masse salariale, formalités administratives de toutes sortes, etc.

<sup>135</sup> Malgré la prise de conscience généralisée de la communauté musulmane nationale au sujet du manque des structures scolaires et formations sanitaires islamiques, les initiatives concernant ces domaines sont toujours rares. Au moment où nous achevons nos enquêtes, un seul établissement ouvrirait ses portes à savoir, le collège du complexe islamique de Tsinga. Dans le même temps, on a décelé nulle part un quelconque projet de construction d'une structure sanitaire islamique, encore moins un projet de développement de l'enseignement supérieur islamique.

semble théoriquement favorisé). Le fait de légitimer la violence faite aux femmes<sup>136</sup>, la lapidation de la femme adultère, l'imposition du port du voile, de la *burqua* ou du *tchador*, font couler beaucoup d'encre. Dans certaines contrées, tout dérapage comportemental féminin est sanctionné par un crime d'honneur.

### 1) L'éducation et la pratique religieuse de la musulmane

L'éducation de la musulmane comporte un aspect religieux et un aspect laïc. Sur le plan confessionnel, les jeunes filles, au même titre que les garçons reçoivent l'enseignement islamique sans discrimination aucune. Toutes les écoles coraniques abritent en leur sein de nombreux élèves de sexe féminin. Dans certaines structures scolaires confessionnelles, la proportion des filles est considérable et souvent plus élevée que celle des garçons. A la Mosquée du Centre (Mbalmayo), en l'an 2000, elles représentaient 47%<sup>137</sup>. A la même période, à l'école coranique Omar Ben Khattab (Mbalmayo), elles étaient estimées à 58%<sup>138</sup>. Dans certaines écoles, la scission est faite par salle et dans d'autres, elle s'effectue par rangée. Une fois leur formation achevée, quelques-unes s'activent dans le bénévolat et assistent les imams dans l'encadrement de leurs jeunes sœurs<sup>139</sup>. Elles sont également présentes à tous les niveaux de l'enseignement public laïc et confessionnel islamique ou chrétien : maternelle, primaire, secondaire et universitaire. Au sein de ces institutions, leur proportion est appréciable<sup>140</sup>. Cette présentation, quelque peu élogieuse, ne saurait occulter le phénomène de déperdition scolaire, qui subsiste au sein de la communauté musulmane<sup>141</sup>.

---

<sup>136</sup> Cette violence est réglementée. Ainsi, le croyant ne peut frapper la femme sur le visage de peur d'endommager sa beauté et ce, quel qu'en soit la gravité de la faute.

<sup>137</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation", 2010, p.106.

<sup>138</sup> Ibid.

<sup>139</sup> Awa Bako, 41 ans, secrétaire informatique, New-Town (Mbalmayo), 09/02/2017.

<sup>140</sup> M<sup>me</sup> Ousman (née Rabin Mohaman), 42 ans, institutrice (directrice de l'école franco-arabe de Mbalmayo), Ngock, 09/02/2017.

<sup>141</sup> De nombreux informateurs à l'instar d'Abbassi Sadou (directeur adjoint de l'école Al-Haramayn), M<sup>me</sup> Ousman (directrice de l'école franco-islamique de Mbalmayo), Ahidjo Aminata (directrice de l'école franco-islamique de la Briqueterie), observent que l'obtention du CEP par les élèves de sexe féminin, marque la fin des études pour beaucoup d'entre elles.

**Photo N°62: Quelques musulmanes avec leurs progénitures au sein de l'école franco-islamique de Mbalmayo.**



**Source:** Madame Ousman, 14/01/2009.

Cette illustration permet de représenter la musulmane. Celle-ci est facilement identifiable par son mode vestimentaire. Les croyantes sont des pratiquantes qui remplissent les nombreux devoirs que leur impose la religion. Ainsi, elles croient en Dieu et à son unicité. Semblables aux hommes, elles observent quotidiennement les cinq prières dans leurs domiciles, à l'abri des regards indiscrets<sup>142</sup>. Quelques-unes prennent également part aux grandes prières de la foi islamique (Ramadan, Sacrifice) dites en plein air. Elles font la *zakkat* en fonction de ce qu'elles possèdent. Les musulmanes effectuent également le jeûne durant le mois de Ramadan. Cependant, toutes ne remplissent pas cette autre exigence du dogme islamique. En effet, sont exemptes de la pratique du jeûne les femmes malades ou en période de convalescence, celles enceintes ou en phase d'allaitement et celles en période de menstruation<sup>143</sup>. L'un des aspects de l'émancipation de la croyante est attesté par sa participation au pèlerinage.

<sup>142</sup> Awa Bako, 41 ans, secrétaire informatique, New-Town (Mbalmayo), 09/02/2017.

<sup>143</sup> Cependant, elles doivent compenser les jours manqués au même titre que les hommes.

**Photo N°63 : Séminaire de préparation au *hadj*, organisé par la CAMWA au siège de la WAMY (Yaoundé).**



**Source :** Lien internet <https://www.Osidimbea.Cm./association/fondation-ossos//amwa/>, consulté le 20 juin 2018.

Dans le cadre du pays beti, de nombreuses croyantes ont le mérite d'avoir accompli le cinquième pilier de l'islam. Ceci leur a attribué le titre de *hadja*. Une joue le rôle de *wasir* (administratrice) de la mosquée de Nsam-Obobogo. Il s'agit de *hadja* Abiba épouse Diouf<sup>144</sup>. Son défunt époux d'origine sénégalaise, était le promoteur de l'édifice culturel suscité.

**2) Insertion socio-professionnelle et contribution de la musulmane à l'épanouissement de l'islam**

En pays beti, la grande majorité des musulmanes sont ménagères. Cependant, elles ne dépendent pas totalement de leurs époux. Malgré leur situation de confinement, quelques-unes pratiquent la couture dans leurs domiciles et exposent leurs productions dans les ateliers généralement tenus par les hommes. D'autres se servent de leurs progénitures pour écouler leurs productions agro-alimentaires. Cette situation de renfermement peut s'expliquer par le respect des prescriptions religieuses car selon le Coran, la femme musulmane ne doit pas exercer les métiers qui portent atteinte à sa dignité. A ce sujet, le Livre Saint recommande aux femmes de rester dans leurs foyers et de ne pas s'exhiber<sup>145</sup>. Au-delà de ce premier groupe qui use des intermédiaires, une frange modeste de musulmanes pratique le commerce de manière directe et officielle. Elles vendent la nourriture, les vêtements et font la teinture. Quelques-unes tiennent

<sup>144</sup> Hadja Abiba épouse Diouf, 58 ans, ménagère, Nsam (Yaoundé), 27/08/2017.

<sup>145</sup> Sourate Al Ahzab, versets 32-33.

des boutiques, administrent des téléboutiques, exercent comme employés dans des secrétariats informatiques et autres surfaces commerciales ou encore pratiquent l'agriculture<sup>146</sup>. A Mbalmayo, celles qui pratiquent la culture de la terre sont regroupées autour d'un Groupe d'Initiative Communautaire (GIC) Ya Kamata. A l'intérieur de ce dernier, elles transforment le manioc en poudre (amidon) et en bouillie pour la commercialisation<sup>147</sup>.

Au-delà du cadre informel, les administrations publiques, parapubliques et privées comptent parmi leurs employés de nombreuses musulmanes. Ces dernières occupent souvent les postes parmi les plus prestigieux à l'instar des Ministres, Secrétaires d'Etat, Directeurs et Sous-Directeurs d'administration centrale, Directeur Général d'entreprises parapubliques, Cadres, Agents d'appuis. Scolarisation et salarisation qui sont source d'autonomie matérielle. Une émancipation qui n'est pas synonyme d'indécence. En effet, on note un effort permanent de recherche d'équilibre entre épanouissement socio-professionnelle et rectitude comportementale, conformément aux principes éthico-normatifs de l'islam. Concilier modernité et affirmation de leur islamité est le choix de la plupart des croyantes musulmanes.

Diplômée d'institutions éducatives de divers ordres, la musulmane parce que instruite, cultivée et profitant de l'évolution des mentalités<sup>148</sup>, aspire de plus en plus à participer à la construction de sa communauté. Au titre des projets majeurs initiés par la gente féminine, on note la création d'associations d'envergure nationale et locale. Ces dernières promeuvent le développement, l'allègement des peines des populations en difficultés, la vulgarisation des valeurs islamiques. C'est dans ce registre que s'inscrivent des organisations comme la "Cameroon Muslim Women Association" (CAMWA) ainsi-que l'"Organisation de la Femme pour l'Islam sans Frontière "(OFIF). Conformément à leur statut, les initiatives de ces associations féminines se font ressentir sur l'ensemble du triangle national. Dans le cadre de leurs activités, ces structures collaborent tant avec les départements ministériels que des partenaires multilatéraux. Dans le sillage des organisations suscitées, se situent de nombreuses associations locales, souvent méconnues de la grande majorité de la population, et qui s'activent davantage dans le volet social. Au-delà des organisations purement féminines, les musulmanes s'activent également au sein de nombreuses autres associations islamiques mixtes à l'instar de la CAMSU, de la JIC, etc. Dans le cadre associatif, les croyantes organisent des conférences et

---

<sup>146</sup> Ce développement découle des observations faites sur le terrain et des entretiens réalisés avec les différents informateurs musulmans.

<sup>147</sup> S. Eyinga Aba, "L'implantation ", 2010, p.110.

<sup>148</sup> Cette évolution des mœurs fait en sorte que les tendances et groupes jadis favorables à l'emmurement de la croyante dans les sarés, admettent désormais volontiers que la musulmane puisse s'épanouir dans le cadre professionnel et associatif.

séminaires qui s'assimilent à un prosélytisme à visage féminin<sup>149</sup>. Elles prennent souvent part à des débats télévisés au cours desquels elles décrivent l'attitude qui doit être celle de la croyante dans les différentes situations de la vie.

D'autres projets à fort impact symbolique ont été initiés par les musulmanes. En 2008 par exemple, des croyantes regroupées au sein de la CAMWA, fondèrent l'organe de presse dénommé "C'est ça l'islam". Le siège de ce dernier se trouve à Yaoundé. L'une des particularités de cet organe est la promotion de l'idéologie sunnite. Un fait qui atteste de la participation de la musulmane instruite dans les activités de prosélytisme. Des initiatives féminines qui bien-que relativement faibles comparativement à celles initiées par la gent masculine, témoignent de la volonté des musulmanes de participer à l'éclosion de leur religion et augurent d'une implication plus importante de la part des pratiquantes de l'islam dans les jours à venir. Des faits qui témoignent d'un certain progrès au regard de la conception traditionnelle de la musulmane comme reproductrice du travail ménager et agricole. L'espace public n'est plus l'exclusivité des hommes. Les musulmanes, éprises des rêves de liberté et d'égalité, y font une entrée remarquable. Cette mutation du statut, exclusivement perceptible en milieu urbain, est induite par la scolarité, la crise de la nuptialité ainsi que la mondialisation. Des facteurs qui ne présentent pas uniquement des aspects positifs pour la croyante. En effet, la scolarisation, la quête pour l'autonomie financière et le souci d'émancipation socio-professionnelle, pourraient être les causes de déstabilisation de leur personnalité, du rejet des principes islamiques, ou encore de la débauche<sup>150</sup>.

### **3) Les obstacles à l'émancipation de la musulmane**

En pays beti, le statut de la musulmane comme celui de la femme en général a connu des améliorations significatives. Cette évolution peut être attribuée au changement des mentalités, la citoyenneté et le côtoiement des cultures libérales. Cependant, il faut observer qu'il continue d'exister des écueils à une plus large émancipation de la musulmane. Ceux-ci sont à l'origine d'une certaine régression et peuvent expliquer le phénomène de déperdition scolaire des jeunes filles musulmanes. En effet, s'il est vrai que la majorité a fréquenté, elles ne sont pas toujours allées jusqu'au bout de leurs études<sup>151</sup>. Les causes sont attribuables à la tradition (arabe), qui stipule que la place de la femme est à la cuisine. Dans cette perspective, elles ne doivent ni travailler, ni fréquenter et ne seraient faites que pour aller en mariage. Telle est la

<sup>149</sup> G.L. Taguem Fah, "Tendances actuelles", 2000, p.64.

<sup>150</sup> Hamadou Adama, *L'islam*, 2004, p.221.

<sup>151</sup> Ahidjo Aminata, 40 ans, directrice de l'école franco-arabe de la Briqueterie, Briqueterie, 17/08/2018.



position de quelques parents<sup>152</sup>. Pour cheikh Sahid Bachir Njoya, les ancêtres présentaient l'école moderne comme une source d'incrédulité, elle pouvait dérouter la femme des bonnes valeurs et la conduire vers des déviations comme la boisson et la cigarette<sup>153</sup>. Au-delà du doigt accusateur pointé sur la tradition, certaines croyantes relèvent un manque de volonté de leurs consœurs, qui ne sont toujours pas disposées à s'instruire. Ces dernières qualifient cette institution de "perd-temps" ; le plus important pour elle étant de se lancer dans le petit commerce, afin de se constituer un équipement pour leur futur mariage<sup>154</sup>. L'autre raison peut être imputée à la mixité qu'on retrouve dans l'école occidentale. Celle-ci laisse planer un soupçon d'impureté qui est ardemment craint, surtout pour les jeunes filles, qui s'asseyent et jouent avec des garçons<sup>155</sup>.

Le second handicap majeur à l'épanouissement de la musulmane trouve son origine dans la mauvaise interprétation des textes religieux. En effet, de nombreux musulmans s'appuient sur des passages en leur faveur ou encore, font des interprétations littérales pour susciter une posture réductrice de la femme. Rejoignant le premier groupe, ils affirment que la jeune fille doit apprendre les tâches ménagères qui vont lui permettre de mieux tenir son foyer. Cette situation a faussé la manière dont quelques-unes apprécient la modernité. Lorsqu'elle commença à œuvrer comme directrice, Madame Ousman<sup>156</sup> affirme que certaines de ses consœurs furent interloquées, lui posant la question de savoir si elle était vraiment musulmane. Cette interrogation ne pouvait que traduire l'infériorité qu'elles croyaient être la leur. Cependant, quelques informateurs refusent qu'on s'attaque à la sacralité de leur religion. C'est ainsi qu'à la question de savoir si l'islam ne constitue pas une pesanteur au statut de la femme, Ngapna Mouhamed Awal affirme : *"Si ce sont de vraies musulmanes, elles ne peuvent pas avoir ces idées, parce qu'elles ont accepté l'islam avec toutes ses conditions. Il faut aussi préciser qu'aucune religion n'a demandé à l'homme de bien garder sa femme comme l'a fait l'islam, aucune religion n'a donné l'honneur à la femme comme l'islam"*<sup>157</sup>. Toujours selon cet informateur, en matière d'habillement, l'islam n'a rien créé à l'instar du voile qui est contenu dans le Nouveau Testament. En outre, la femme ne peut désobéir à son mari, que si ses

<sup>152</sup> Ahidjo Aminata, 40 ans, directrice de l'école franco-arabe de la Briqueterie, Briqueterie, 17/08/2018.

<sup>153</sup> Sahid Bachir Njoya, 48 ans, imam principal de la mosquée du Centre, Nkong-Si (Mbalmayo), 03/09/2017.

<sup>154</sup> Awa Bako, 41 ans, secrétaire informatique, New-Town (Mbalmayo), 09/02/2017.

<sup>155</sup> Eviter l'impureté peut dès lors se traduire par le fait de désertier le cadre qui peut la susciter.

<sup>156</sup> M<sup>me</sup> Ousman (née Rabin Mohaman), 42 ans, directrice de l'école franco-arabe de Mbalmayo, Ngock, 09/02/2017.

<sup>157</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

exigences vont à l'encontre de celles de Dieu. En d'autres termes, la femme doit soumission et dévotion totale à son mari<sup>158</sup>.

A ces éléments de marginalisation, peuvent s'adjoindre les stéréotypes, les clichés, ainsi que le caractère machiste de certains hommes, toujours enclins à ne tolérer aucune attitude d'égalité envers la femme. Pis encore, son ascendance sur la leur. Luttant contre les coutumes régressives et passéistes, certains érudits de l'islam s'attèlent à valoriser la place de la femme. C'est dans cette perspective que de nombreux prêches dans les mosquées stigmatisent les pesanteurs. Les écoles coraniques et associations islamiques dénoncent les mariages précoces et forcés, tout en encourageant l'éducation de la jeune fille.

Quel que soit la situation sociale de la musulmane, les réalités restent les mêmes à savoir concilier les traditions de leurs tribus avec non seulement les prescriptions islamiques, mais aussi les contingences sociétales. Seulement, comme dans toutes les communautés, ce sont les hommes qui demeurent les acteurs de l'insertion socio-professionnelle de la femme. En effet, si ce n'est un père, c'est un mari qui décide encore de la destinée de la musulmane en pays beti.

#### **IV- LE DIALOGUE ISLAMO-CHRETIEN**

Le dialogue est une communication réciproque, qui vise un but commun. C'est une attitude de respect et d'amitié. C'est aussi l'ensemble des rapports interreligieux, positifs et constructifs, avec des personnes et des communautés de diverses croyances, afin d'apprendre à se connaître et à s'enrichir les uns des autres<sup>159</sup>. Dans le cadre spécifique de cette investigation, il s'agit d'un dialogue de témoignage, d'émulation et de convergence entre la chrétienté et l'islam. S.J. Samartha et J.B. Taylor définissaient le dialogue dans la perspective religieuse comme :

...un processus dans lequel des individus et des groupes apprennent à sortir de la crainte et de la méfiance des uns pour les autres. C'est un contact dynamique non seulement entre une conception rationnelle et une autre, mais, entre vie et vie. Un dialogue tendant vers la cohabitation, la vie commune, l'action commune et la reconstruction en commun du monde<sup>160</sup>.

Il s'agit par conséquent d'une rencontre de croyants de diverses religions, dans une posture d'ouverture, afin de trouver des possibilités de collaboration. Le dialogue suppose un

---

<sup>158</sup> Ngapna Mouhamed Awal, 49 ans, imam principal de la mosquée de Mfou, Mfou, 25/08/2017.

<sup>158</sup> Ibid.

<sup>159</sup> Anonyme, "Dialogue et Annonce", document du Conseil Pontifical pour le Dialogue Interreligieux et de la Congrégation pour l'Evangélisation des Peuples, ED l'Epiphanie, 1981, p.4.

<sup>160</sup> Cité par Seeti Kwami Sidza et Komi Dzinyefa Drake, *Islam et christianisme en Afrique*, Yaoundé, Editions Clé, 2005, p.112.

échange d'idées, une rencontre de personnes, une ouverture à autrui, la cohabitation pacifique, des concessions et le témoignage des vies à travers les œuvres de charité, sans discrimination de religion. Le dialogue islamo-chrétien dans le sens du rapprochement des communautés date de la rencontre des groupes musulmans et chrétiens. Un côtoiement suscité par le contexte de multi-confessionnalité et soutenu par des institutions mais aussi, par des individus. Ses manifestations sont à la fois informelles et formelles.

### **1) Les facteurs ayant œuvré au dialogue islamo-chrétien**

Parmi les facteurs ayant facilité le dialogue interreligieux, se trouve en bonne place leur appartenance commune à la même famille religieuse, qui est celle des religions révélées ou abrahamiques (judaïsme, christianisme et islam). Passé la période de méfiance et de suspicion, chaque institution religieuse prit appui sur son texte fondateur pour se rapprocher de son vis-à-vis et institua souvent des organes spécifiques, chargés d'organiser la communication entre les chrétiens et les musulmans. Au-delà des structures de concertation, l'engagement personnel de quelques individus permit aux différents groupes confessionnels de se rapprocher.

#### ***1-1) La position de l'islam***

Côté musulman, l'origine du dialogue avec les chrétiens est ancienne et se situe dans le Coran. Les chrétiens sont reconnus comme les *Gens du Livre* (Al-Kitab) et le prophète Muhammad les considérait comme les amis les plus proches des musulmans<sup>161</sup>. Comme preuve de cette estime, le prophète assista à de nombreuses fêtes chrétiennes et entretint de bons rapports avec eux à Médine<sup>162</sup>. Ainsi, le Coran encourage les musulmans à vivre en relations amicales avec "Les gens du Livre" et même, à épouser leurs femmes. Il enseigne à cet effet : "*La nourriture de ceux auxquels le Livre a été donné nous est permise et la vôtre leur est permise. L'union avec les femmes croyantes et de bonnes conditions et avec les femmes faisant parties du peuple auquel le Livre a été donné avant vous, vous est permise*"<sup>163</sup>. Par ces propos, on constate que le Coran admet et déclare véridique ce qui était avant lui. L'islam est une religion qui reconnaît tous les prophètes révélés depuis Adam jusqu'à Muhammad. Nier la qualité de prophète à l'un d'entre eux constitue un acte d'incroyance. De nombreux passages et personnages bibliques sont ainsi contenus dans le Coran et reconnus par tous les musulmans.

---

<sup>161</sup> Coran, sourate 5 verset 82.

<sup>162</sup> A l'époque même du prophète, les chrétiens étaient nombreux dans la péninsule arabique, notamment sous la forme des communautés nestoriennes. Il s'agit des tenants de la doctrine de Nestorius, patriarche de Constantinople, qui fit une distinction entre la nature humaine et divine du Christ.

<sup>163</sup> Coran, sourate 5 verset 5.

Globalement parlant, la position de l'islam à propos du rapprochement avec le christianisme est qualitativement positive. Il faut toutefois relever qu'il n'existe aucun organe spécifiquement musulman, chargé du dialogue avec le christianisme. Une situation imputable à l'islam, qui ne possède pas d'instance faitière à l'échelle nationale. Toutefois, certaines associations islamiques (à l'instar du CIDIMUC et du CSIC), ont greffé le projet du dialogue interreligieux dans leurs objectifs.

### ***1-2) La position des Eglises chrétiennes***

Les rapports entre l'Eglise Catholique Romaine et l'islam ont été conflictuels dans le plus clair du temps (moyen-âge, temps modernes). Ils ont connu un tournant décisif depuis le concile Vatican II (1962-1965), avec la publication du document *Nostra Aetate*, qui est une déclaration sur les relations de l'Eglise avec les autres religions. Cette assemblée jeta les bases d'une plus large compréhension et acceptation de l'islam par les chrétiens catholiques. L'une des déclarations finales de ce concile est ainsi formulée :

...Quant aux musulmans, l'Eglise les tient en estime. Ils adorent un seul Dieu, vivant et éternel, miséricordieux et tout puissant, créateur du ciel et de la terre, qui a fait entendre sa parole aux hommes. Ils s'efforcent de se soumettre d'un cœur sincère à ses lois impénétrables, tout comme l'a fait Abraham. Bien qu'ils ne reconnaissent pas Jésus pour Dieu, ils le révèrent comme prophète. Ils honorent aussi la Vierge Marie, sa mère, et ils l'invoquent parfois avec dévotion. De plus, ils attendent le jour du Jugement, où Dieu donnera à chaque homme son dû après l'avoir ressuscité. Ils prisent donc la vie morale et rendent un culte à Dieu, en particulier par la prière, par l'aumône et par le jeûne<sup>164</sup>.

A l'analyse de cette déclaration, on constate que les deux croyances ont de nombreux traits de similitudes. Religions révélées avec le judaïsme, elles possèdent de nombreux points communs fondés sur le partage des mêmes valeurs : refus de la violence et de l'injustice, la conviction que la vie ne s'arrête pas à l'horizon terrestre. L'islam n'est donc pas une nouvelle et étrange révélation. Le rapprochement entre musulmans et catholiques est devenu depuis le concile Vatican II, une option claire, officiellement prônée par l'Eglise catholique romaine. Au sein de cette dernière, l'idée d'initier une plateforme de dialogue interreligieux au Cameroun est née en 2001, lors de l'assemblée plénière de la Conférence Episcopale Nationale (CENC), consacrée au thème du dialogue interreligieux. Après cinq (05) ans de rencontre informelle, la volonté de fonder un organe permanent s'est traduite en 2006 de manière officielle, par la création de l'Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux (ACADIR), reconnue légalement le 25 juin 2007. Les membres de l'ACADIR sont : la Conférence Episcopale

---

<sup>164</sup> F. Robinson, *Atlas de l'islam depuis 1500*, Paris, Nathan, 1981, p.20.

Nationale du Cameroun, le Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun, le Conseil Supérieur Islamique du Cameroun, l'Association Culturelle Islamique du Cameroun, l'Archevêché Orthodoxe de Yaoundé, le Conseil des Dignitaires et Imams du Cameroun. Association apolitique et à but non lucratif, elle a pour objectif d'être une plateforme de dialogue entre les religions d'une part, entre les religions et l'Etat camerounais d'autre part, en vue de promouvoir la paix, la concorde et le progrès social au Cameroun. Elle se positionne également comme un organe de consultation pour tout ce qui concerne les aspects religieux et éthiques de la nation camerounaise. Les différents organes qu'elle abrite (assemblée générale, conseil permanent, bureau exécutif, cellule d'appui technique), sont par conséquent constitués tant de musulmans que de chrétiens<sup>165</sup>.

Du côté protestant, des structures comme le CEPCA<sup>166</sup> (précédemment dénommé FEMEC<sup>167</sup>), œuvrent également en faveur d'un rapprochement interreligieux. On peut de ce fait évoquer le "Forum des Religions", organisé en 1990 qui regroupait les protestants, les catholiques et les musulmans<sup>168</sup>. En 2002, le CEPCA institua le "Forum Cameroun", dont le siège se trouve au secrétariat général du CEPCA sis au quartier Elig-Essono à Yaoundé. "Forum Cameroun" se présente comme une plate-forme interconfessionnelle de plaidoyer et de lobbying, pour le désendettement et pour l'élaboration des stratégies de lutte contre la pauvreté. Les communautés fondatrices de "Forum Cameroun" sont l'ACIC, le CENC et le CEPCA.

### ***1-3) La Tolérance***

Etablis dans la même nation, partageant les mêmes quartiers, appelés à se côtoyer dans tous les aspects de la vie (scolaire, académique, professionnel, familial, sportif, ludique, etc), chrétiens et musulmans prirent très tôt conscience de la nécessité de nouer des contacts empreints de respect mutuel et d'acceptation de l'autre. Le caractère laïc de l'Etat camerounais, qui induit un pluralisme religieux de fait, est la matrice du rapprochement des idéologies religieuses. Le gage pour une existence intercommunautaire et interconfessionnelle pacifique est la tolérance. Cette dernière permet de rapprocher les uns des autres, elle bannit la peur et brise les barrières religieuses et ethno-tribales. La tolérance permet aux adeptes des différentes

---

<sup>165</sup> "Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux ACADIR", disponible sur le lien internet <https://www.osidimbea.cm/associations/religion/acadir>; consulté le 21 avril 2018.

<sup>166</sup> Confédération des Eglises Protestantes du Cameroun.

<sup>167</sup> Fédération des Eglises et Missions Evangéliques du Cameroun.

<sup>168</sup> C.G. Nkoumou Melingui, "Christianisme et islam au Cameroun, du dialogue informel au dialogue formel", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2005, p.116.

confessions religieuses de se dévisager et de se découvrir. Elle permet de dépasser le mépris, la haine, la répugnance mais aussi, d'accepter l'autre dans sa totalité et sa différence.

## 2) Les manifestations du dialogue islamo-chrétien

Bien qu'il soit difficile de dater la genèse du dialogue islamo-chrétien dans la zone d'étude, on note qu'il est ancien et plonge ses lointaines racines aux premiers moments de la cohabitation des deux communautés. Il débuta de manière informelle. Habitant les mêmes zones résidentielles, musulmans et chrétiens développèrent des relations de bon voisinage ; ils se portèrent assistance, secours, entraide. Tout ceci leur permit de développer des liens de solidarité réciproque, de fraternité et de respect mutuel<sup>169</sup>. Un palier important de cette confiance partagée fut franchi lorsque les fidèles des deux obédiences, commencèrent à s'inviter mutuellement, lors des grandes fêtes religieuses de leurs confessions. Par la suite, ce dialogue informel se poursuivit par la scolarisation des élèves musulmans et chrétiens au sein des institutions laïques<sup>170</sup>. Au sujet de la scolarisation des Soudanais au sein des établissements primaires laïcs, Moussa Oumarou dans le cadre de Yaoundé et pour l'année scolaire 1984-1985, fournissait les indications suivantes :

**Tableau N°14 : Scolarisation des élèves haoussa dans quelques écoles primaires de Yaoundé en 1987.**

Etablissements	Nombres d'élèves	Nombre d'enfants haoussa	Pourcentage
Ecole principale d'Ekoudou I	260	24	9,23
Ecole principale d'Ekoudou II	240	18	7,50
Ecole principale d'Ekoudou III	290	12	4,13
Ecole principale de Tsinga I	235	10	4,25
Ecole principale de Tsinga II	280	12	4,28
Ecole principale de Tsinga III	245	09	3,67
Ecole mixte de Messa I	270	11	4,07
Ecole mixte de Messa II	271	10	3,69
Ecole mixte de Messa III	258	11	4,26
Ecole mixte de Messa IV	267	07	2,62
Ecole principale d'Obala I	290	03	1,03
Ecole principale d'Obala II	285	00	/
Ecole principale d'Obala III	286	00	/
<b>Total</b>	<b>3477</b>	<b>127</b>	<b>3,65%</b>

**Source** : Moussa Oumarou, "La culture arabo-islamique", 1987, p.295.

<sup>169</sup> Synthèse des entretiens réalisés avec les informateurs musulmans et chrétiens.

<sup>170</sup> Dans les premiers moments de leur établissement en pays beti, les musulmans s'orientaient exclusivement vers les écoles publiques et privées laïques, parce-que celles-ci n'imposaient aucune pratique religieuse aux élèves.

Bien que le pourcentage des apprenants soudanais soit faible, ce tableau a le mérite de révéler le choix porté sur les établissements laïcs par les parents musulmans. En plus du primaire, le secondaire laïc fut également un autre cadre au sein duquel chrétiens et musulmans se côtoyèrent<sup>171</sup>.

Par la suite, les musulmans se mirent à inscrire leurs enfants dans les écoles confessionnelles chrétiennes, leader de l'enseignement privé au Cameroun. Depuis la période coloniale, de nombreux mobiles poussent les jeunes musulmans à fréquenter les écoles chrétiennes. Parmi ces facteurs, se trouve en bonne place l'évolution des mentalités de nombreux parents musulmans, qui voyaient en l'école occidentale un moyen d'évangélisation de la communauté musulmane. Ces parents ont reconsidéré leur position et admettent dorénavant qu'il est possible de conserver sa personnalité, même en étant inscrit à l'école confessionnelle chrétienne. Le choix pour les établissements chrétiens se justifie également par leur proximité<sup>172</sup>. Dans leur entreprise missionnaire, les missions chrétiennes ont opéré une couverture efficiente du territoire national. Ce quadrillage est manifeste par la dissémination à travers le pays d'infrastructures éducatives<sup>173</sup>. On note également que la morale véhiculée dans les écoles chrétiennes est proche de celle que prône l'islam. De surcroît, ces structures éducatives ont un statut mixte, qui leur permet d'accueillir les élèves de toutes les obédiences religieuses, à l'unique condition que ceux-ci s'engagent à respecter le caractère chrétien desdits établissements. A ces paramètres, vient s'adjoindre l'insuffisance des infrastructures éducatives islamiques<sup>174</sup>. Ainsi, parce que établis à proximité des établissements primaires et secondaires chrétiens, qui bénéficient généralement d'une bonne réputation<sup>175</sup>, les parents musulmans scolarisent leurs progénitures dans ces structures. A la Briqueterie, de nombreux informateurs affirment avoir fréquenté l'école de la mission catholique de ce quartier, au sein de laquelle ils

---

<sup>171</sup> Moussa Oumarou, "La culture", 1987, pp.296-298.

<sup>172</sup> N. F. Tankeu, "La scolarisation des enfants musulmans dans les écoles confessionnelles chrétiennes : cas de la ville de Yaoundé de 1963-2010", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UY1, 2010, pp. 48-55.

<sup>173</sup> En 2010, la ville de Yaoundé abritait 72 établissements catholiques, soit 30 écoles maternelles, 26 écoles primaires, 15 collèges et 01 université. On notait également la présence de 03 écoles primaires protestantes appartenant aux Eglises évangélique et protestante. Un total auquel vient s'ajouter une université protestante située au quartier Djoungolo. D'autres localités du pays beti, à l'instar de Mfou, Obala, Akono et Mbalmayo, abritent également des établissements chrétiens.

<sup>174</sup> Comme précédemment mentionné, tout le pays beti n'abrite que 11 institutions scolaires islamiques, dont 08 pour le primaire et 03 pour le secondaire. Dans ce total, il faut adjoindre l'ouverture pour l'année scolaire 2019-2020, d'un établissement secondaire au sein du complexe islamique de Tsinga. Cet établissement, qui est une extension du cycle primaire, ne comporte pour le moment que le sous cycle d'observation à savoir les classes de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>.

<sup>175</sup> La renommée des établissements confessionnels chrétiens est liée à la qualité de la formation, à la rigueur de la discipline ainsi qu'aux excellents résultats.

ont reçu une formation de qualité et une discipline de vie, qui leur ont permis d'être des hommes épanouis<sup>176</sup>. Amougou Bilounga qui fit ses études primaires à la mission catholique de la cathédrale de Mbalmayo dans les années 1970, affirme avoir fréquenté avec de nombreux musulmans. Certains noms de ceux qui furent ses amis et camarades sont encore présents dans sa mémoire, à l'instar d'Aoudou Ibrahim (ancien lion indomptable) et de Dontala Koro Aloudji<sup>177</sup>. Dans la même lancée, Salihou Babalé rapporte : "*Nous avons tous obtenus nos diplômes à l'école primaire de la mission catholique et par la suite, au collège catholique Saint Cœur de Mbalmayo*"<sup>178</sup>. Comme il ressort de ces propos, une fois le cycle primaire achevé, les Soudanais musulmans s'orientèrent vers les collèges confessionnels présents en pays beti. A Obala en 2009, Hermine Ngonou Ntouda relevait la scolarisation de jeunes musulmans au collège Jean XXIII d'Efok<sup>179</sup>.

Le nombre d'enfants musulmans, inscrits dans les écoles confessionnelles chrétiennes, varie d'une institution à une autre. Il est tributaire de l'importance ou non de la population musulmane à un endroit précis. La proportion des élèves musulmans est par exemple importante dans les écoles chrétiennes situées au sein des quartiers comme Tsinga, Mokolo, Essos, Hippodrome ; parce que dans ces zones résidentielles, l'effectif de la population musulmane est important. Les écoles des quartiers comme Mballa II et Marie-Gocker quant à elles, enregistraient en 2010 un faible taux d'élèves musulmans<sup>180</sup>. D'une manière générale, l'effectif des élèves musulmans dans les établissements confessionnels chrétiens est plus important que par le passé. Il faut toutefois observer que le mouvement unidirectionnel, qui consistait pour les parents musulmans à inscrire leurs progénitures de manière unilatérale dans les établissements confessionnels chrétiens, a connu une rupture, avec l'émergence des institutions scolaires islamiques. Les responsables des écoles primaires franco-islamiques et établissements secondaires Bista, Adana et Nana-Bouba, affirment que leurs pensionnaires sont autant musulmans que chrétiens<sup>181</sup>. S'il est vrai que le premier groupe est largement majoritaire, le second connaît une hausse relative au fil des ans. Bien-que la scolarisation des élèves musulmans dans les établissements chrétiens soit plus importante que celle des élèves chrétiens

---

<sup>176</sup> Mohammadou Ibrahim, 37 ans, cadre contractuel d'administration au Ministère de l'Economie et de la Planification, Briqueterie, 14/05/2018.

<sup>177</sup> Amougou Bilounga, 66 ans, chef de 3<sup>e</sup> degré de Nseng-Nlong I, Nseng-Nlong (Mbalmayo), 07/04/2017.

<sup>178</sup> Salihou Babalé, 56 ans, imam premier adjoint à la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town (Mbalmayo), 27/08/2017.

<sup>179</sup> Th. H. Ngonou Ntouda, "La présence chrétienne et musulmane à Obala", 2009, p.75.

<sup>180</sup> N.F. Tankeu, "La scolarisation des enfants musulmans", 2010, p.52.

<sup>181</sup> Hamadou Ngoura, 57 ans, promoteur du complexe scolaire Bista, Nkol-Bisson, 18/12/2018 ; Abdoussalam Moubarak, 38 ans, responsable de la scolarité au collège la fraternité Adana-Yaoundé, Mvog-Ekoussou, 19/12/2018.



dans les structures éducatives islamiques, le plus important est le caractère bidirectionnel de la scolarisation des jeunes camerounais. Une situation qui participe de l'acceptation de l'autre.

Au-delà des établissements scolaires, les formations sanitaires chrétiennes et islamiques accueillent les patients qui s'y présentent, indépendamment de leur appartenance religieuse. Aux premières heures de leur fixation chez les Beti du Centre, les Soudanais et Bamoun musulmans eurent surtout recours à la médecine traditionnelle, pratiquée par des guérisseurs et des marabouts<sup>182</sup>. Très tôt, ils prirent l'habitude de fréquenter les centres de santé chrétiens, implantés dans les localités où ils s'établirent. Une situation qui pourrait dater de 1901, année de fondation de la première infirmerie chrétienne catholique à Mvolyé<sup>183</sup>. Ce mouvement s'intensifia avec le foisonnement de structures sanitaires chrétiennes. L'historiographie de l'islam a consigné cet état de fait<sup>184</sup>. Comme mentionné dans la section consacrée aux difficultés infrastructurelles que connaît la *Umma*, les structures sanitaires islamiques font une apparition timide. A l'instar de leurs consœurs chrétiennes, elles sont fréquentées par les patients des différentes confessions, parmi lesquels de nombreux chrétiens. Par la suite, les dirigeants religieux furent en permanence invités lors des célébrations des fêtes nationales. Assis côte à côte, prêtres, pasteurs et imams échangèrent régulièrement des civilités<sup>185</sup>. Dans certaines localités, des hommes d'Eglise contribuèrent de manière significative à l'épanouissement des communautés musulmanes, vivant à l'intérieur de leurs circonscriptions ecclésiastiques. C'est dans cette perspective qu'en 2002, l'évêque d'Obala remis à la communauté soudanaise de cette ville, la somme de 500.000 FCFA, comme sa participation à la construction de la deuxième mosquée du quartier Haoussa<sup>186</sup>.

---

<sup>182</sup> Cette information est corroborée par les doyens d'âge des groupes soudanais et bamoun. Il faut signaler à ce niveau que la communauté musulmane abrite en son sein des guérisseurs traditionnels, connus sous l'appellation de marabouts. Le marabout fait référence à un érudit. C'est une personne qui possède des connaissances et qui se sert d'elles pour aider les autres. Toutefois, certains musulmans ont usurpé ce titre pour faire du charlatanisme, d'où la connotation négative. Les marabouts officient publiquement et certains vont jusqu'à afficher des panneaux publicitaires, qui renseignent sur leurs identités et vantent leurs mérites. Les bureaux ou laboratoires qui servent de lieu des travaux sont des pièces rectangulaires, aux dimensions moyennes. Ils sont jonchés d'écorces d'arbres, de racines, de poudres aux colorations différentes. Les étagères laissent apparaître des boîtes aux formes variables et aux contenus indéterminés. Quelques-uns de ces laboratoires contiennent des miroirs, des plateaux plein de sable, des tablettes de couleur noire avec des inscriptions blanches en arabe et des pièces d'argent disposées sur certains symboles aux formes géométriques différents. Ces marabouts appartiennent tous à l'ordre tidjanite. Notons tout de même que cette pratique est décriée et condamnée par les sunnites.

<sup>183</sup> J. Criaud, *Les palloins*, 1989, p.51.

<sup>184</sup> N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées ", 2014, p.232 ; S. Eyinga Aba, "L'implantation" 2010, p.140 ; Th. H. Ngono Ntouda, "La présence chrétienne et musulmane à Obala", 2009, p.104.

<sup>185</sup> Mvogo Wenceslas, 83 ans, prêtre à la retraite (archiviste à l'évêché de Mbalmayo), Mbockoulou, 27/08/ 2009.

<sup>186</sup> Haoudou Mama Toucour, 70 ans, notable à la chefferie haoussa d'Obala, Obala, 04/07/2018.

Pour déboucher sur le dialogue formel, la solution vint des laïcs. En effet, dans la décennie 1990, certains responsables d'établissements scolaires prirent l'habitude, en début d'année, d'organiser des célébrations interreligieuses, auxquelles prenaient part les principales confessions. A la faveur de ces cérémonies, les pasteurs, prêtres et imams célébraient communément des cultes, au cours desquels, ils priaient pour le déroulement d'une bonne année scolaire<sup>187</sup>. Au-delà de l'institution éducative, les administrations locales organisèrent également des cultes similaires, lors des fêtes de fin d'année. A l'occasion de ces célébrations, les responsables religieux chrétiens et musulmans priaient pour la paix au Cameroun<sup>188</sup>. Les manifestations officielles du dialogue islamo-chrétien ont été savamment résumées par Souley Aladji qui déclarait : "*Les célébrations interreligieuses sont souvent faites à l'occasion des fêtes de fin d'année. De plus, en début d'année, les lycées et collèges invitent les responsables religieux pour les prières*"<sup>189</sup>. L'analyse de ces propos permet d'identifier les cadres dans lesquels se déroule le dialogue islamo-chrétien.

**Photo N°64 : Célébration d'un culte interreligieux au lycée classique de Mbalmayo.**



**Source :** Salihou Babalé, 12 /12/2000.

<sup>187</sup> Salihou Babalé, 56 ans, imam adjoint à la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 27/08/2017.

<sup>188</sup> Yampen Ousmanou, 50 ans environ, administrateur civil (Sous-préfet de l'arrondissement de Mbalmayo), Centre Administratif, 03/10/2009.

<sup>189</sup> Souley Aladji, 71 ans, imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo, New-Town, 25/08/2017.

**Photo N°65 : Culte interreligieux à Mfou.**



**Source :** Ngapna Mouhamed Awal, 12/05/2002.

**Photo N°66 : Culte interreligieux à Ngomedzap.**



**Source :** Abdoussalam Halirou, 05/10/2016.

Après avoir été longtemps soutenu par des laïcs, les institutions religieuses s'immiscèrent à leur tour dans l'entreprise du dialogue des cultures. C'est dans cette perspective que l'ACADIR organisa en 2014, à l'occasion de la fin du Ramadan, une célébration interreligieuse télévisée dans les studios de la CRTV<sup>190</sup>. Cette rencontre rassembla les fidèles et les leaders catholiques, protestants, orthodoxes et musulmans. Une cérémonie dont le but était de rendre grâce pour la quiétude que connaît le Cameroun et implorer Dieu d'accorder à tous les hommes la paix et la concorde. L'ACADIR, en collaboration avec d'autres

<sup>190</sup> "Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux ACADIR", disponible sur le lien internet <https://www.osidimbea.cm/associations/religion/acadir>; consulté le 21 avril 2018.

institutions<sup>191</sup>, prit part à de nombreuses initiatives dans le domaine de la construction de la paix. Toujours en guise de réalisations à mettre à l'actif de l'ACADIR, on note l'organisation d'une table ronde sur le thème "Travailler pour la paix au Cameroun, un défi pour les différentes confessions religieuses", tenue au centre Jean XXIII de Yaoundé en novembre 2012 ; la célébration interreligieuse de la journée internationale de la paix au collège Vogt de Yaoundé le 21 septembre 2013, le colloque interreligieux sur le thème "Chrétiens et musulmans ensemble pour la paix. Fruits, défis et perspectives du dialogue interreligieux ", l'atelier de renforcement des capacités des leaders religieux et traditionnels en avril 2014<sup>192</sup>. Les différentes religions font généralement front contre la violence et l'insécurité au Cameroun. Le 23 juin 2003 à Yaoundé, un mouvement musulman et chrétien a tenu une série de manifestations contre l'insécurité et les violences dans le pays. Pendant près de cinquante (50) jours, la caravane de sensibilisation a sillonné les dix régions du Cameroun avec pour thème : "Ensemble pour la sécurité dans la paix et la justice". Les activités de cette caravane de sensibilisation portaient sur des conférences, des tables-rondes, des causeries et rencontres culturelles. Les intervenants ont été recensés aussi bien dans la société civile que dans les différentes confessions religieuses : Mgr Akonga Essomba pour l'Eglise catholique, le Révérend Jean Emile Ngue Titi Nwel pour l'EPC, Bernard Moura pour le pentecôtisme et Souley Mane pour les musulmans. Cette opération était soutenue par le Cercle pour la Promotion de la Création, l'Eglise Catholique, le CEPCA et le CSIC. Depuis 1998, ces différentes confessions religieuses organisent des opérations de ce genre. Celles-ci ont porté sur la "culture de l'impunité" en 2000, le tribalisme et la corruption en 2002<sup>193</sup>.

### 3) Les limites du dialogue islamo-chrétien

Un regard sur l'actualité fait constater une absence de constance, de sincérité dans la promotion du dialogue islamo-chrétien. En effet, il arrive fréquemment que de hautes personnalités de la chrétienté, appartenant au cercle restreint des décideurs et maîtrisant parfaitement la *Nostra Aetate* du concile Vatican II, nient à l'islam l'esprit d'ouverture et même de raison. Tel fut le cas du Pape Benoît XVI lors d'une conférence à Ratisbonne, qui laissa entendre que la religion musulmane était intrinsèquement violente. Pour d'autres, le Coran est

---

<sup>191</sup> Parmi les structures avec lesquelles l'ACADIR collabore dans le domaine de la construction de la paix, nous pouvons citer : l'UNESCO, la fondation Friedrich Ebert, le Catholic Relief Services, le Réseau Service Civil pour la Paix, le Programme pour les Relations Islamo-chrétiennes en Afrique (PRISCA) et la Dynamique Mondiale des Jeunes.

<sup>192</sup> "Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux ACADIR", disponible sur le lien internet <https://www.osidimbea.cm/associations/religion/acadir>; consulté le 21 avril 2018.

<sup>193</sup> Ibid.

un livre de perpétuelle violence, d'un djihad qui ne finit qu'avec la fin des temps<sup>194</sup>. A l'inverse, de hauts dignitaires de l'islam, partisans du dialogue en public, tournent casaque en privé. A titre illustratif, on peut ressasser le cas de cet universitaire qui, à la vue d'une source iconographique représentant un culte islamo-chrétien dans une chapelle déclara : "*C'est de la mascarade*". La spontanéité de son appréciation ne pouvait que traduire sa sincérité. Les dérapages verbaux, les propos polémiques et les présentations d'excuses, traduisent un manque de conviction profonde, une absence de sincérité véritable au sujet de ce dialogue, qui repose sur des malentendus. Cette conversation se présente dès lors comme un effet de mode, un signe des temps. L'entente est difficile dans la mesure où l'un et l'autre manifestent le sentiment de détenir la vérité ultime, d'être la volonté finale de Dieu<sup>195</sup>. En effet, pour les chrétiens, Jésus-Christ est le "Chemin", la "Vérité" et la "Vie" ; nul ne peut venir au Père (Dieu) que par lui. Pour les musulmans, Muhammad est le prophète par qui le croyant atteindra Dieu. Le dialogue de vie ne fait pas disparaître la méfiance et la rivalité entre les deux religions à prétention universelle. Ainsi, des préjugés demeurent dans certains domaines. Il apparaît également qu'on ne peut être fidèle à ses convictions et respecter celles de l'autre sans le juger. A l'heure où le rapprochement islamo-chrétien s'avère nécessaire afin d'éviter les dérapages sous formes de croisades, de luttes de civilisations du passé et du présent, on voit plutôt des tendances sournoises, dans lesquelles de nombreuses personnalités religieuses cherchent à se donner bonne conscience. La cohabitation entre les deux idéologies à Yaoundé n'a pas toujours été cordiale. C'est ainsi que l'Eglise Catholique aurait freiné le développement de l'islam. A ce sujet, Nicolas Thierry Onomo Mbassi<sup>196</sup>, rapporte que les musulmans avaient choisi certains carrefours de la capitale politique pour bâtir des mosquées. Il s'agissait des carrefours Elig-Effa, Nsimeyong, Biyem-Assi, Melen, Mokolo, Mvog-Mbi. L'Eglise Catholique Romaine (de complicité avec André Fouda, maire de la commune de plein exercice de Yaoundé), devança la communauté musulmane et construisit la première des chapelles à tous ces endroits<sup>197</sup>. Une

<sup>194</sup> Mohamed Talbi, "Djihad coranique et djihad biblique", in *Jeune Afrique L'intelligent*. N°2180-2181 du 21 octobre au 03 novembre 2002, pp.129-131.

<sup>195</sup> Parce-que les dogmes que ces religions professent se contredisent en de nombreux points doctrinaires, les débats interreligieux sur les éléments de fonds sont impossibles. Les manifestations du dialogue interreligieux se limitent à quelques célébrations réunissant les leaders de certaines confessions et ont peu d'impact sur les populations.

<sup>196</sup> Nicolas Thierry Onomo Mbassi tient cette information d'une religieuse catholique, nommée Marceline Manga. Tout au long de nos investigations, il ne fut possible de rencontrer cette dernière et pour cause, elle se trouvait à Rome. D'après cette informatrice, la Banque Islamique avait pour projet de construire des mosquées aux endroits suscités. A cet effet, elle se rapprocha de la commune de plein exercice de Yaoundé, alors dirigée par André Fouda. Mis au courant dudit projet, l'archevêché de Yaoundé, avec à sa tête MGR Jean Zoa, réalisa à la hâte des chapelles à ces endroits. C'est cette précipitation qui expliquerait le fait que ces paroisses soient dépourvues de presbytères, car bâties à l'improviste sur des sites qui n'avaient fait l'objet d'une prospection préalable par l'Eglise catholique romaine

<sup>197</sup> N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées", 2014, p.270.

information difficile à vérifier<sup>198</sup> et qui comporte de nombreuses incohérences<sup>199</sup>. D'autres informateurs rapportent le mécontentement de l'ancien archevêque métropolitain de Yaoundé, feu Mgr Jean Zoa, à l'endroit des conversions à l'islam des Beti. Dans le même registre des oppositions venant des hommes d'Eglise, on peut mentionner l'indignation de l'Abbé Amana de voir les Beti s'habiller en gandourah<sup>200</sup>. Des réactions qui sont l'expression de sentiments personnels et non une ligne de conduite émanant de l'institution catholique. Des cas de tiraillements bénins, opposèrent des groupements localisés musulmans à certaines dénominations chrétiennes. En 1997, l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun, avait sollicité l'achat d'un domaine de 2000 m<sup>2</sup> au quartier Briqueterie, pour y ériger une chapelle. Séduite par un espace appartenant à la collectivité Mvog-Engolo, elle engagea les négociations qui se soldèrent par un bon d'achat signé entre les deux parties. Au moment de débiter les travaux de construction, la communauté musulmane s'y opposa<sup>201</sup>. Faute d'un accord entre les deux belligérants et reconnaissant leur droit à bâtir leur chapelle, les luthériens sollicitèrent l'appui du gouvernement en faisant appel au Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. Ce dernier reconnu le droit de l'Eglise Luthérienne à ériger sa chapelle. Mais, la communauté musulmane maintint son opposition. Le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ne voulut guère trancher cette affaire malgré les pressions de l'Eglise Luthérienne. Cette dernière sollicita le soutien du Premier Ministre à travers de nombreuses correspondances et pétitions, mais en vain. Au final, l'Eglise Fraternelle Luthérienne abandonna le site pour faire fortune ailleurs<sup>202</sup>. Dans la perspective de la rivalité missionnaire, certaines Eglises de réveil ont pris l'habitude de prier aux heures de la grande prière hebdomadaire des musulmans. Tous les jours de la semaine entre 12 heures et 13 heures, l'Eglise "Réveil des Nations", installée à quelques encablures de la grande mosquée de Tsinga, fait le maximum de vacarme (au moyen de puissants appareils de sonorisation), pour se faire entendre des cortèges de musulmans qui passent pour se rendre à la prière du vendredi<sup>203</sup>. Dans le cadre de la zone d'étude, ce dialogue n'est pas systématique.

---

<sup>198</sup> En effet, aucun informateur musulman ou chrétien et aucune autre source n'ont pu corroborer cette information.

<sup>199</sup> De nombreuses interrogations subsistent, quant à l'information rapportée par Nicolas Thierry Onomo Mbassi. A cet effet, le Président de la République Ahmadou Ahidjo, aurait-il pu permettre cet état de fait sans intervenir en faveur de sa communauté religieuse ? Pour quelle raison la Banque Islamique n'a-t-elle nullement saisi le département ministérielle en charge des questions foncières, qui à son tour aurait instruit la commune de plein exercice de Yaoundé comme le fit l'ACIC pour la réalisation du complexe islamique de Tsinga ? Pour quelle raison est-ce que le représentant de la communauté musulmane de l'époque à savoir l'ACIC, ne dispose d'aucune information allant dans ce sens ? Des interrogations qui trouveront probablement des réponses dans des enquêtes ultérieures.

<sup>200</sup> ANY, 3AC1245 indignation 1962 de l'Abbe Amana de voir les Beti s'habiller en gandourah. Amana Abbé.

<sup>201</sup> N.T. Onomo Mbassi, "Islam et implantation des mosquées", 2014, p.270.

<sup>202</sup> Ibid.

<sup>203</sup> Maud Lasseur, "Religions", 2008, p.379.

On n'observe aucune rencontre sur les questions théologiques et ses manifestations sont encore inexistantes dans certaines localités. Plusieurs célébrations culturelles, réunissant des pasteurs, des prêtres et des imams, constituent des initiatives prises par des laïcs. De nombreux dirigeants religieux évitent de prendre certains engagements, de peur de se compromettre. Au-delà de ces limites et des quelques cas marginaux d'oppositions sus-évoqués, la cohabitation entre les deux familles religieuses est pacifique et positive. Il n'existe pas de lourd contentieux historique et les affrontements entre ces groupes religieux sont jusque-là inexistant<sup>204</sup>. Les tensions sont davantage internes. A ce dernier propos, Tièmeni Sigankwe affirme : "*Au Cameroun, comme ailleurs, ces rivalités de pouvoir, autour de la foi, commencent à l'intérieur des groupes religieux eux-mêmes, avec des contradictions internes qui aboutissent parfois à des schismes ou y demeurent circonscrites sous la forme de conflits hégémoniques sur fond idéologique ou ethnique*"<sup>205</sup>. Des conflictualités internes, qui représentent l'un des paradoxes d'une société camerounaise hyper-religieuse<sup>206</sup>. Dans le cadre de la ville de Yaoundé, Athanase Bopda relève que les conflits interreligieux sont quasi inexistant, contrairement aux dissensions de nature politique et électoraliste, qui arrivent en tête, suivi des problèmes interethniques<sup>207</sup>. D'une manière générale, musulmans et chrétiens cohabitent en pays beti sans heurts ni conflits.

Au terme de cette étape des investigations, il apparaît de façon indéniable que l'islam a suscité de nombreuses ruptures chez les Beti du Centre. En premier ressort, il a contribué à la recomposition du paysage religieux, accentuant ainsi son caractère pluriconfessionnel. Islam, christianisme et pratiques ancestrales paléonigritiques, cohabitent dans une relative harmonie et dans un esprit de respect mutuel mais aussi, de tolérance réciproque. Cette coexistence au sein de la même entité géographique, a suscité le dialogue interreligieux entre les deux croyances sœurs. D'abord informel puis formel, ce dialogue se manifeste par des invitations mutuelles, des célébrations culturelles communes, la participation aux cérémonies initiées par les administrations locales, la scolarisation des élèves musulmans dans les institutions

<sup>204</sup> Au-delà de la cohabitation pacifique qui a jusque-là existé entre les différentes organisations religieuses au Cameroun, les risques de conflits interreligieux se font pressentir ces dernières années. Les causes sont liées à l'irruption des mouvements revivalistes chrétiens et musulmans, des perceptions négatives entre les différentes religions, l'exclusion et l'auto-exclusion du dialogue religieux ainsi que de l'espace religieux officiel pratiqué par les mouvements revivalistes, leurs prêches empreints d'intolérance et leur mépris affiché envers les obédiences plus anciennes. En guise de réplique, des campagnes d'évangélisation et des homélies enflammées des obédiences anciennes à l'endroit des mouvements revivalistes (*International Crisis Group*, Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 03 septembre 2015, pp.21-23).

<sup>205</sup> Tièmeni Sigankwe, "Etude géopolitique du religieux au Cameroun", 2019, p.31.

<sup>206</sup> Preuve de la grande religiosité, le pays est l'un des plus religieux au monde. En effet, l'institut américain Gallup en 2012, dans son *Global Index of religiosity and atheism*, classait le Cameroun à la 16<sup>e</sup> place mondiale, avec 82% de personnes se disant religieuses.

<sup>207</sup> A. Bopda, *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration*, Paris, CNRS Editions, 2003, p.305.

confessionnelles chrétiennes et récemment, l'inscription des chrétiens dans les écoles islamiques. Dans le but de recouvrer la santé, les structures sanitaires chrétiennes et islamiques sont fréquentées par les fidèles des deux obédiences sœurs. Au-delà de la dimension religieuse, l'établissement des groupes musulmans venus d'ailleurs a également contribué au métissage ethnique et culturel de la localité, sans omettre la vulgarisation de la pratique commerciale au sein des populations préétablies. Comme éléments d'originalité, qui participent du nouveau visage de l'islam, on note l'activisme de la gent féminine et l'usage des NTIC à des fins de prosélytisme. De nombreux traits caractérisent l'islam dans les localités beti du Centre. Tout d'abord, il demeure une religion essentiellement urbaine, toujours dominée par sa composante exogène. Ensuite, il s'illustre par ses caractères pacifique, tolérant, collaborationniste et républicain. Enfin, il s'affirme de plus en plus par son engagement en faveur du développement. Cependant, dans leur existence quotidienne, les musulmans font face à un certain nombre de difficultés. Ces handicaps trouvent en partie des solutions à travers la stratégie d'ouverture que la *Umma* locale entretient avec l'extérieur.





**CONCLUSION**

La dynamique de l'islam est au final l'histoire de son évolution. Son rayonnement s'inscrit dans la perspective d'un continuum historique. Ce processus évolutif plonge ses racines dans la période précoloniale, se renforce sous la colonisation et se consolide sous l'ère postcoloniale. Il est la combinaison de plusieurs facteurs, qui sont à la fois exogènes et endogènes à la communauté musulmane. Dans le premier groupe, on note l'apport des administrations occidentales à l'épanouissement de l'islam. En effet, s'il est vrai que cette croyance représentait une idéologie différente de celle de l'occident, un système politico-totalitaire dont se méfiaient les colons, un mouvement rival qui en de nombreux points du globe constitua une force d'opposition aux velléités hégémoniques de l'impérialisme européen, ce dernier a néanmoins participé à l'éclosion de la religion musulmane. C'est ainsi que l'administration germanique implanta les premières communautés soudanaises musulmanes, dans la quasi-totalité des circonscriptions administratives situées au Sud de l'Adamaoua. Ces groupes étaient constitués d'éléments de la *polizeitruppe* et de la *schutztruppe*, des porteurs ou encore, des commis pour les maisons de commerce occidentales. Tout en combattant les tendances subversives de l'islam, la France promue celles qui lui étaient acquises (à l'instar de la *quadiriya* et la *tidjaniyya*). Ce soutien se manifesta par l'organisation des tournées de propagandes aux représentants les plus illustres de ces courants confrériques, des subventions pour les pèlerinages à la Mecque, des contributions financières pour la construction des mosquées. Au-delà de l'aspect volontaire, les administrations occidentales contribuèrent également de manière involontaire à l'évolution de l'islam. Cette dimension se fit ressentir dans la diffusion des idéaux de paix, la réalisation des infrastructures de communication, la création des unités administratives et la mutation des agents musulmans des administrations coloniales à travers le triangle national. Tous ces éléments permirent aux Soudanais de poursuivre leur expansion et par voie de conséquence, d'étendre toujours au loin les frontières de la religion musulmane. Tel un mutant, l'islam se servit du cadre législatif, de l'urbanisation, du contexte sécuritaire et socio-économique pour éclore. Grâce aux différents commandements européens, cette religion affermit ses acquis dans les localités où elle était dominante et put se répandre ou se consolider là où elle était soit inexistante, soit largement minoritaire. Dans la famille des éléments exogènes à la communauté musulmane et ayant œuvré au rayonnement de l'islam, on note le rôle des administrations postindépendances, l'adoption de la loi sur les libertés associatives de 1990 et la sympathie des dignitaires *beti* à l'endroit des Soudanais et Bamoun. Le pouvoir national camerounais a œuvré à la promotion d'une élite musulmane dans les postes clés de la haute administration et développé une offensive diplomatique en direction des nations arabo-musulmanes. Autorisations de création des structures islamiques de divers ordres,

subventions aux écoles franco-arabes et anglo-arabes, légalisation des associations musulmanes sont quelques-unes des autres marques d'attention des autorités administratives à l'endroit des communautés vivant sous la bannière de l'islam. La libéralisation associative de 1990 a eu le mérite d'affranchir du carcan oppressif de la réglementation jusque-là en vigueur. Cette législation permit aux mouvements religieux frappés d'une interdiction de reprendre leurs activités, aux dénominations encore inexistantes au Cameroun de se fixer sur le territoire national et aux groupes dissidents, issus des grandes familles religieuses traditionnelles, de se mouvoir en entités autonomes. Des tendances rivales et contestataires à l'endroit des confessions établies émergèrent de partout et à l'intérieur des mêmes familles religieuses, on passa du monolithisme au pluralisme idéologique. La loi de 1990 (sur les libertés associatives) permit à la tidjaniyya (interdite sous Ahmadou Ahidjo) de reprendre ses activités. Elle permit également à d'autres courants idéologiques islamiques soit de s'émanciper du joug de leurs prédécesseurs (cas de la wahhabiyya), soit de se fixer au Cameroun (chiisme et tabligh). De nombreux dignitaires beti, bien-que chrétiens, manifestèrent de la sympathie à l'égard des nouveaux venus soudanais et bamoun. Ils admirent ces populations dans leurs unités respectives de commandement et leur indiquèrent des sites qui prirent l'appellation de quartiers Haoussa. La totalité des zones résidentielles dites haoussa disséminées dans la zone d'étude, sont des sites offerts gratuitement par les chefs beti, généralement en accord avec les administrations locales. Le cas le plus illustratif demeure celui de Charles Atangana. Ce dernier, en sa qualité de chef supérieur des Ewondo et des Bënë, de concert avec l'administration française, indiqua aux Soudanais musulmans le site d'Ekoudou-Briqueterie en 1936. C'est ce même hiérarque, qui accueillit avec affabilité le sultan Njoya alors destitué en 1923 et exilé à Yaoundé 1931. Il fit du roi des Bamoun son hôte personnel et mit à sa disposition un terrain (au quartier Nsimeyong), sur lequel le monarque déchu put bâtir un palais. Quelques dignitaires beti, en nombre restreint, usèrent de leur fonction de magistrats municipaux pour allouer des budgets destinés à la construction ou encore, à l'entretien des mosquées.

De nombreux éléments internes à la communauté musulmane œuvrent à l'évolution de l'islam. Dans ce registre, on note l'incidence des migrations continuelles en direction du pays beti. Partis du Nord et du Noun, les premiers groupes musulmans se fixèrent à Yaoundé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. A leur suite, vinrent d'autres contingents qui participèrent au grossissement permanent de cette communauté religieuse. Les migrations internationales sont également perceptibles. Elles datent de la période coloniale et concernent les ressortissants du Maghreb, du Proche-Orient et davantage, d'Afrique de l'Ouest. La coopération islamique est d'un apport notable dans la dynamique de l'islam. C'est de l'extérieur que vinrent les courants idéologiques

présents sur le sol camerounais. De retour de leurs séjours d'études à l'étranger, les étudiants camerounais s'activèrent dans la diffusion des modèles idéologiques auxquels ils furent exposés. Des nations musulmanes, disposant d'importants moyens financiers et agissant sous le couvert d'ONG contrôlées par elles, œuvrent à la réalisation des mosquées, des complexes scolaires, des hôpitaux ; financent des associations locales et autres organes de communication. A travers ces aides, une nation comme l'Arabie-Saoudite parvient à asseoir son poids politique au Cameroun et à glaner des alliances qui le cas échéant, se transformeraient en soutiens diplomatiques dans les instances internationales. Ces influences multiformes venues de l'extérieur, contribuent à la reconfiguration ainsi qu'à la redynamisation du visage de l'islam local. Les dissensions ethno-idéologiques sont également à mettre à l'actif des éléments internes à la communauté musulmane. Elles génèrent de multiples tensions, qui débouchent généralement sur la fondation des mosquées et associations à coloration soit idéologique, soit tribale. Dans le registre des éléments endogènes, on peut adjoindre la générosité des fidèles musulmans, qui se traduit par la construction des édifices culturels et donations diverses. Des actes motivés par l'espérance d'une vie meilleure dans l'au-delà. Des éléments auxquels viennent se greffer l'usage de plus en plus répandu des langues officielles et nationales, ainsi que des canaux communicationnels modernes dans la nouvelle offensive missionnaire. C'est la combinaison de ces différents paramètres, à la fois endogène et exogène à la communauté musulmane, qui sous-tendent le rayonnement de l'islam en territoire beti du Centre Cameroun.

Timide et discret à ses débuts, l'islam depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle est parfaitement visible et affiche partout fière allure. Sa présence sur la scène publique est de plus en plus accrue. Parmi les marques qui témoignent de l'évolution de cette religion, se situe en bonne place son expansion ininterrompue à travers toute la zone d'étude. Jadis cantonné à Yaoundé, cette religion a pu se disséminer dans les différents terroirs, au gré de la tenue des marchés périodiques et davantage, de la multiplication des unités administratives. Les acteurs de cette entreprise missionnaire étaient peul, haoussa, mboum, kanuri et bamoun. D'un seul foyer en 1936 (Briqueterie), l'islam en 2017 comptabilisait 26 foyers. Au-delà de l'expansion territoriale, l'explosion des lieux de culte islamiques est une autre manifestation de l'évolution de l'islam. D'une mosquée en 1936 (mosquée du milieu), la zone d'étude enregistrait en 2017, 145 édifices culturels, soit 90 mosquées du vendredi et 55 mosquées secondaires. Leur répartition est cependant inégale, tributaire du statut administratif et de la vitalité économique de chaque localité, de l'effectif des fidèles, de l'aisance matérielle de ces derniers, des dissensions à coloration idéologique et régionaliste. Yaoundé demeure le pôle le plus important de l'islam de la zone d'étude avec 96 mosquées. En son sein, la Briqueterie occupe une place

de choix avec 21 mosquées, dont 09 du vendredi et 12 secondaires. Les esplanades de plein air y sont également considérables. Sur le plan des infrastructures culturelles, la cité capitale précède des localités comme Obala qui enregistre 09 mosquées et Mbalmayo qui en compte 07. Leurs dimensions et les matériaux de construction diffèrent d'un édifice à un autre. L'enquête participative permet d'affirmer que les surfaces moyennes c'est-à-dire oscillant entre 500 m<sup>2</sup> et 1000 m<sup>2</sup> sont les plus nombreuses. Des 60 mosquées du vendredi recensées dans la ville de Yaoundé, 32 intègrent ce registre, soit 52%. Elles sont suivies par les surfaces de plus de 1000 m<sup>2</sup>, estimées à dix-huit soit 30%. Les petites surfaces c'est-à-dire inférieures à 400 m<sup>2</sup> sont minoritaires, soit une dizaine (16,66%). Hors de Yaoundé, la quasi-totalité des bâtisses culturelles islamiques arborant le titre de grande mosquée sont de dimensions moyennes. Les formes architecturales sont également variées. A proximité de celles aux allures de simples maisons d'habitation, cohabitent des édifices aux plans arabe et iranien. On note l'essor des lieux de culte islamiques dans les espaces publics : stations-services, hôtels, agences de voyage, établissements scolaires, marchés, trottoirs, vérandas des boutiques et des magasins. Certaines nations du Moyen-Orient sont très actives dans la construction des mosquées en pays beti. C'est ainsi que l'Arabie-Saoudite (à travers des ONG comme la FIH, la WAMY et l'ADF) a réalisé 12 mosquées dont 07 Yaoundé. Le complexe islamique de Tsinga, qui est le symbole musulman le plus imposant du Cameroun est une œuvre saoudienne. D'autres nations étrangères emboitent le pas à l'Arabie-Saoudite. Il s'agit de la Lybie qui œuvra à la réalisation de la mosquée centrale d'Essos, du Qatar qui participa à la construction de la mosquée de Biyem-Assi, de la Turquie à travers l'ACAMAS qui édifia la mosquée du repentir située à Mimboman. Des Egyptiens, employés de l'entreprise Arab-Contractor, se cotisèrent et réalisèrent entièrement la mosquée centrale de Ngoumou. Le Soudan opère au travers des Camerounais ayant séjourné dans ce pays. Un seul édifice culturel fut réalisé par un fidèle subsaharien. Il s'agit de la mosquée An-Nour de Nsam-Obobogo, édifié en 1991 par un sénégalais du nom de Al-Hassan Diouf. Les marques de l'évolution de l'islam sont également perceptibles dans le domaine associatif. Ces organisations sont innombrables et possèdent des statuts variés : international, national et local. Avec la libéralisation associative de 1990, leur nombre s'est accru. Elles s'activent souvent dans les mêmes secteurs d'activités, situation qui crée le phénomène d'associations doublons. Les ONG islamiques internationales exercent une ascendance sur les associations nationales. Le déséquilibre des moyens financiers entre les deux groupes, explique cet état de fait. C'est dans le domaine associatif, que l'activisme de la gent féminine est le plus perceptible. De nombreux maux minent les organisations islamiques présentes sur le sol camerounais à l'instar de l'absence des moyens financiers, les querelles de leadership attisées par les égoïsmes

individuels, le tribalisme et le régionalisme. Le rayonnement de l'islam se traduit aussi par le foisonnement des institutions scolaires et organes de communication islamiques. Sur le plan éducatif, les structures les plus nombreuses demeurent incontestablement les écoles coraniques, dont l'effectif est sensiblement proportionnel à celui des mosquées. Les institutions officielles ont elles aussi connu une légère hausse. D'une école en 1962 à savoir l'école franco-arabe de la Briqueterie, la zone d'étude en 2017 abritait 08 institutions islamiques primaires, dont 07 situées à Yaoundé et 01 à Mbalmayo. Le premier collège islamique vit le jour dans la cité capitale en 2001. Il s'agit du collège Bista, situé à Nkol-Bisson. A sa suite, furent fondés les collèges Adana en 2016 à Mvog-Ekoussou et Nana Bouba en 2017 à Nkol-Mbong. Au moment de la finalisation de cette investigation, un quatrième collège islamique ouvrait ses portes au complexe islamique de Tsinga. Bien que significatif, la proportion des établissements confessionnels islamiques demeurent faible, comparativement à l'effectif de la population musulmane et aux institutions confessionnelles chrétiennes. Sur le plan communicationnel, on note la fondation des organes de presse ainsi qu'une floraison d'émissions radiophoniques et télévisées à caractère islamique. La première radio islamique du pays beti fut inaugurée à Yaoundé en 2014. Il s'agit d'Ar-Rissala, réalisée sur l'initiative de l'ADF. Les structures de santé islamiques font également une apparition timide. Elles sont au nombre de cinq (05), toutes situées dans la ville de Yaoundé. La plus importante est l'hôpital "Rufayda Islamic Medical Center". Cette structure fut réalisée une fois de plus par l'ADF et inaugurée en 2019. Avec l'avènement de la loi sur la liberté d'association de 1990, la situation des courants idéologiques a connu une évolution sur le plan quantitatif. Jadis dominé par la tidjaniyya, le nombre de tendances islamiques a augmenté après 1990 avec l'éclosion de la wahhabiyya, l'arrivée du chiisme et du tabligh. La rivalité entre ces courants idéologiques est à l'origine de la multiplication des facettes de l'islam. Assurément, le développement d'une religion à l'intérieur d'une même aire géographique n'est pas homogène. Dans sa dimension objective, cette évolution est portée par de nombreux éléments sociologiques à l'instar de la taille démographique des adeptes, la vitalité économique et la position géographique de la localité sur laquelle est fixée une religion donnée, le cadre institutionnel, l'exposition ou non à la mondialisation. Ces capteurs, variant en proportion et en influence d'une localité à une autre, impactent profondément sur la physionomie générale de la religion.

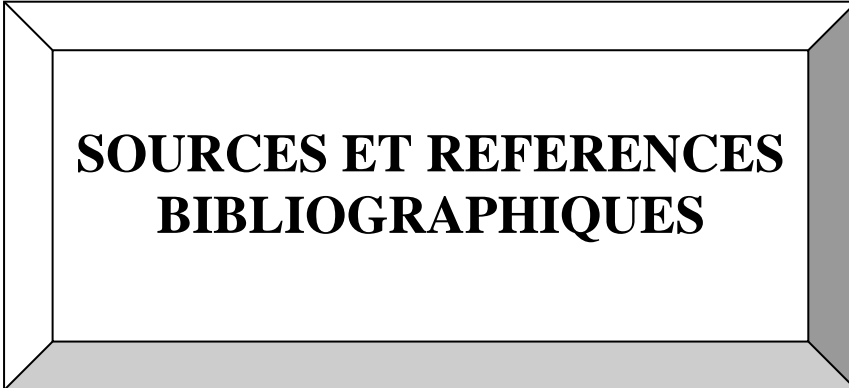
L'islam a suscité des nombreuses ruptures chez les Beti du Centre. En premier ressort, il a contribué à la recomposition du paysage religieux de la localité, accentuant son caractère pluriconfessionnel. Si les Beti se méfièrent de l'islam dans les premiers moments de sa fixation, on assista avec l'évolution des mentalités à la conversion de quelques-uns. Au-delà de la

dimension religieuse, l'établissement des Soudanais et Bamoun dans la zone d'étude a également contribué à son métissage ethnique et culturel, sans omettre la vulgarisation de la pratique commerciale. De nombreux traits caractérisent l'islam chez les Beti du Centre. Tout d'abord, il demeure une religion essentiellement urbaine, toujours dominée par sa composante exogène. Ensuite, il s'illustre par ses caractères pacifique, tolérant, collaborationniste et républicain. Enfin, il s'affirme de plus en plus par son engagement en faveur du développement. Cependant, dans leur existence quotidienne, les musulmans font face à un certain nombre de difficultés. Ces dernières sont infrastructurelles, financières et davantage, de cohésion interne. Une fois fixés, les Soudanais et Bamoun observèrent les règles d'hospitalité qui permettent au nouveau venu de s'intégrer dans la société qui l'accueille. Ainsi, pour se fondre dans l'univers beti, les propagateurs traditionnels de l'islam au Cameroun usèrent de nombreuses stratégies d'insertion parmi lesquelles les unions matrimoniales, l'adoption des langues locales, l'établissement de bons rapports avec les composantes administratives et autres confessions religieuses fixées sur ce territoire.

Cette étude socio-historique ressort un certain nombre de faits. Tout d'abord, l'islam en pays beti est l'expression de la quiétude. Abstraction faite des incidents d'octobre 1993, la religion musulmane, en plus d'un siècle d'existence, s'est illustrée par les valeurs spirituelles, éthiques et sociales dont elle se réclame. Ainsi, elle se dissocie des clichés de violence, d'austérité et de fanatisme qui lui sont souvent accolés. Ce constat nous amène à conclure que l'islam dans la zone d'étude est une religion de paix. Par ailleurs, le pays beti est une aire géographique où de nombreuses obédiences religieuses se côtoient dans un esprit de cohabitation pacifique. La tolérance religieuse est manifeste par le dialogue islamo-chrétien. Bien qu'il n'aborde aucunement les questions théologiques qui peuvent mettre à mal les différentes familles spirituelles, il a permis l'établissement de relations sereines, confiantes et fécondes entre musulmans et chrétiens. Ceux-ci se fréquentent au sein des mêmes familles, dans les quartiers, les écoles, les administrations et dans la rue. L'approche historique révèle l'existence au sein de la *Umma* des esprits centrifuges, qu'elle n'arrive pas toujours à contenir. Ces forces sont à l'origine de nombreux remous et dissensions qui secouent cette communauté religieuse. Ainsi, sur le plan national, les dangers qui menacent l'islam ne proviennent ni du christianisme, ni des médias, mais, de cette religion elle-même. Son rayonnement reste conditionné par une forte activité économique. C'est cette dernière qui permet le grossissement de la communauté musulmane sans omettre les fortes cotisations, qui permettent généralement la réalisation des projets majeurs. A l'inverse, une faible activité économique compromet son plein épanouissement. Pour davantage de rayonnement, la communauté musulmane doit

considérablement accroître les infrastructures socio-éducatives, développer des stratégies lui permettant d'être financièrement autonome à l'endroit de l'extérieur mais aussi, dépasser les clivages ethno-idéologiques qui empêchent la mise sur pied d'une instance faîtière, pouvant représenter l'ensemble de ce groupe religieux.





**SOURCES ET REFERENCES  
BIBLIOGRAPHIQUES**

## I- SOURCES PRIMAIRES

### 1- Archives Nationales de Yaoundé (ANY).

- ANY, TA 1, résumé des rapports annuels allemands.
- ANY, TA-42. Rapport du premier lieutenant Dominik rel. A son raid contre Ngila, 1898.
- APA 1AC 165, musulmans 1949, rapports divers sur arabes musulmans et leurs activités.
- ANY, APA, décret du 21 juillet 1927 portant réorganisation de la justice indigène.
- ANY, APA 10952 B4 du Ministre des colonies au Commissaire de la République au Cameroun.
- ANY, APA 1AC 3393, deuxième trimestre 1948.
- ANY, APA 2AC9911, activités musulmanes.
- ANY, APA 1 AC-165, dossiers musulmans.
- ANY, APA 1AC-165, rapports divers sur arabes musulmans et leurs activités, 1949-1950.
- ANY, APA 1AC 3393, activités musulmanes.
- ANY, 2AC 3655, rapport sur les activités musulmanes au cours du 3e trimestre 1950.
- ANY, APA 10991/A, pèlerinage, 1949.
- ANY, APA 11390/B. Affaires musulmanes.
- ANY, APA 2AC9911, activités musulmanes.
- ANY, 2 AC 3655, rapport sur les activités musulmanes au cours du 3e trimestre 1950.
- ANY, APA 2AC 9911, activités musulmanes
- ANY, APA 1AC 1165. Affaires musulmanes.
- ANY, 1AC 165, rapports divers sur arabes musulmans et leurs activités.
- ANY, APA 10992/B, pèlerinage, 1954.
- ANY, APA 1AC-165, affaires musulmanes.
- ANY, APA 2AC9915, islam 1953.
- ANY, 3AC2417, Cameroun, Séparatisme.
- ANY, APA 11390/A, pèlerinage à la Mecque 1950-1951.
- ANY, APA 10991/A, pèlerinage 1947.
- ANY, APA10992/A, pèlerinage à la Mecque 1952-1953.
- ANY, AN2AC.90, 1956.
- ANY, 2AC 3655, islam 1945-1951. Situation actuelle de l'islam dans le Nord-Cameroun, 1956.
- ANY, 2AC1439, construction de la mosquée de la Briqueterie française.
- ANY, APA 2AC 7109, rapport annuel de la subdivision de Mfou, 1957.
- ANY, APA 2AC 487, rapport annuel de la subdivision de Mfou. 1958.
- ANY, 1AC 165. Rapports divers sur arabes musulmans et leurs activités. Visites du Chérif Sidi Benamor, 1949.
- ANY, APA, 10788 missions croisières, visites des personnalités au Cameroun (1920-1944) : El-Hadj Seydou Nourou Tall.
- ANY, APA 12247, culte islamique 1949-1951, lettre de Beryes datée du 31 janvier 1950.
- ANY, 3AC 1245, Amana Abbe. Indignation 1962 de l'Abbe Amana de voir les Beti s'habiller en gandourah.
- ANY, APA 2AC 488/2, subdivision de Mbalmayo. Rapport de tournée 1958.
- ANY, APA 2AC 490, rapport annuel Nyong et Sanaga, 1958.
- ANY, APA 12019, région Nyong et Sanaga, rapport de tournée 1938, subdivision de Mbalmayo.
- ANY, APA 11015/K, rapport démographique annuel de la subdivision de Mbalmayo, 1942.

ANY, APA 2AC 3663, Mecque-pèlerinage 1958-1966, correspondance entre les chefs des unités administratives relatives au pèlerinage à la Mecque.

ANY, APA 11822/K, rapport de la subdivision de Mbalmayo, 1950.

ANY, APA 11822/K, liste fragmentaire des chefs de subdivision à Mbalmayo de 1926-1949.

ANY, APA 2 AC/5728, correspondance relative à la création de Mbalmayo.

## 2-Lois et décrets.

Décret n°88/319 du 07 mars 1988, "Statuts de l'ACIC".

Loi n°90/53 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association.

Loi n°64/11 juin 1964 : contrôle et fonctionnement de l'enseignement privé.

Décret n° 74/193 du 11 mars 1974 portant réforme administrative du Cameroun.

Décret n° 77/254 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles.

Décret du 26 juillet 1944 instituant et organisant en AEF et au Cameroun les juridictions indigènes coutumières.

Décret n°92/032/92 du 21 février 92 portant légalisation de l'ASSOVIC/CONAIC.

Décret n°90/1461 du 09 novembre 1990 portant création, ouverture et fonctionnement des établissements privés.

## 3-Sources orales

N°	Noms des informateurs	Agés	Profession(s)	Dates des entretiens	Lieux des entretiens
1	Abba Amadou	49	Imam principal de la mosquée Al-Imane d'Emana	13/06/2018	Emana petit village
2	Abdoullah Atangana	41	Bibliothécaire au complexe islamique de Tsinga	11/07/2018	Tsinga
3	Abdoussalam Moubarak	38	Responsable de la scolarité du collège la Fraternité-Adana	19/12/2018	Mvog-Ekoussou
4	Abdoussalam Halirou	56	Imam principal de la mosquée de Ngomedzap	27/06/2018	Ngomedzap
5	Abdoulaye Alissou	95	Chef de la communauté musulmane de Ngomedzap	27/06/2018	Ngomedzap
6	Aboubakar Alou	53	Chef de la communauté musulmane de Dzeng	19/07/2018	Dzeng
7	Adamou Ibrahim	50	Imam principal de la Mosquée Omar Ben Khattab	21/08/2017	New-Town (Mbalmayo)
8	Adamou Goicoi	58	Imam principal de la mosquée de Ngousso	28/08/2017	Ngousso
9	Adja Abida Epse Diouf	57	Administratrice de la mosquée de Nsam-Obobogo	27/08/2017	Nsam
10	Ahanda Benoît	75	Chef de 3 <sup>e</sup> degré du quartier Nkong-Si centre commercial (Mbalmayo)	28/08/2017	Nkong-Si
11	Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko	70	Chef de deuxième degré d'Ekoudou-Briqueterie	21/03/ 1998	Briqueterie-chefferie

12	<b>Ahmed Moussa</b>	69	Chef de la communauté haoussa d'Awaë	01/08/2018	Awaë
13	<b>Akono Abdoufattah</b>	44	Imam principal de la mosquée d'Odza	27/08/2017	Odza
14	<b>Aladji Ali</b>	80	Commerçant-boucher	16/10/2017	New-Town (Mbalmayo)
15	<b>Aladji Ayouba</b>	48	Imam principal de la mosquée d'Esse	13/07/2018	Esse
16	<b>Aladji Lawali Ousséini</b>	52	Commerçant	12/07/2018	Akonolinga
17	<b>Amina Boukar</b>	40	Infirmière (promotrice du centre de santé An-Nour)	03/01/2020	Nkol-Mbong
18	<b>Amougou Bilounga</b>	56	Chef de 3 <sup>e</sup> degré du quartier Nseng-Nlong I	06/04/2017	Nseng-Nlong I(Mbalmayo)
19	<b>Amma Abdoulaye</b>	63	Chef du quartier Haoussa d'Evodoula	27/06/2018	Evodoula
20	<b>Assogo Essimbi Ben Yaya</b>	44	Cultivateur	27/08/2017	Ngock
21	<b>Essomba Auguste Moussa</b>	50	Chauffeur	20/05/2018	Olembé
22	<b>Atangana Ibrahim</b>	24	Cultivateur	27/08/2017	New-Town
23	<b>Awa Bako</b>	31	Secrétaire informatique	09/06/2017	New-Town
24	<b>Balla Mallam</b>	98	Commerçant	21/08/2007	New-Town
25	<b>Bedjaoui Merzak</b>	55	Ambassadeur de la République d'Algérie au Cameroun	30/05/2018	Bastos
26	<b>Beloui Albert</b>	65	Chef de 3 <sup>e</sup> degré du quartier Mécanicien (Mbalmayo)	25/08/2017	New-Town
27	<b>Biwolé Bertin</b>	48	Vicaire à la paroisse Notre-Dame du Rosaire (Mbalmayo)	21/08/2017	New-Town
28	<b>Bouba Ahmadou</b>	65	Chef bloc II (Mfou)	28/08/2017	Mfou
29	<b>Bobo Moussa Moudibbo</b>	46	Chef du quartier Haoussa de Mbankomo	05/07/2018	Mbankomo
30	<b>Cheikh Aladji Ibrahim Moussa</b>	84	Imam central de Yaoundé	29/08/2017	Briqueterie
31	<b>Danzoumi Ballararé</b>	80	Commerçant	20/08/2017	New-Town
32	<b>Dan Landi Adamou</b>	63	Imam principal de la mosquée Aladji Salaou	29/08/2017	Briqueterie
33	<b>El-Hadj Pam Mama</b>	57	Chef de la communauté musulmane d'Akono	05/07/2018	Akono
34	<b>El-Hadj Ango Zakari</b>	59	Imam adjoint à la mosquée de Tsinga-Elobi	28/08/2017	Tsinga-Elobi
35	<b>Enatou</b>	27	Etudiante en Sciences Economiques	17/08/2017	New-Town
36	<b>Engoudou ismaila</b>	50	Naturopathe	27/08/2017	Ngock
37	<b>Hamadou Ngoura</b>	57	Promoteur du complexe scolaire Bista	18/12/2018	Nkol-Bisson
38	<b>Hadja Abiba épouse Diouf</b>	58	ménagère	27/08/2017	Nsam

39	<b>Harouna Mamoudou</b>	37	Imam adjoint de la mosquée Omar Ben Khattab	21/08/2017	New-Town
40	<b>Harouna Salé</b>	40	Imam principal de la mosquée centrale de Monatélé	21/06/2018	Monatéle
41	<b>Hassan Gambo</b>	50	Imam principal de la mosquée Gambo	03/09/2017	New-Town
42	<b>Hiya Hamadjoda</b>	81	Boucher	20/07/2018	Sa'a
43	<b>Ibrahima Ahmadou</b>	38	médecin	03/01/2018	Nkol-Mbong
44	<b>Ibrahim Njinjiemoun Gbêtkom</b>	61	Chef du regroupement bamoum de Mbalmayo	26/08/2017	Nkong-Si
45	<b>Ibrahim Mohamadou</b>	46	Chef du quartier Haoussa d'Okola	28/07/2018	Okola
46	<b>Ibrahim Eté</b>	38	Imam de la mosquée du CRAT	20/07/2018	Sa'a
47	<b>Idrissou Awoudou</b>	52	Chef du quartier Houssa d'Ayos	13/07/2018	Ayos
48	<b>Imran Ondoa</b>	29	Etudiant en Psychologie	28/08/2017	New-Town
49	<b>Mahama Yakoubou</b>	58	Imam de la mosquée Aladji Adamou Dansoho	29/08/2017	Briqueterie
50	<b>Mamadou Bassiro</b>	41	Gérant d'un secrétariat informatique	21/08/2017	New-Town
51	<b>Mamoudou Bia</b>	47	Imam principal de la mosquée centrale de Ngoumou	05/07/2018	Ngoumou
52	<b>Mama Lawa</b>	81	Chef du quartier Haoussa d'Esse	13/07/2018	Esse
53	<b>Manga Amougou Lazare</b>	69	chef de 3 <sup>e</sup> degré de Nkong-Si dépôt de bois (Mbalmayo)	28/08/2017	Nkong-Si dépôt de bois
54	<b>Mbarga Alega célestin</b>	52	2 <sup>e</sup> adjoint au maire de la commune de Mbalmayo	22/08/2017	Centre Administratif
55	<b>Mbia Abessolo Luc-Thierry</b>	43	Révérend pasteur de la paroisse EPC de New-Town (Mbalmayo)	26/08/2017	New-Town
56	<b>Medhat. k. El-Melygy</b>	55	Ambassadeur de la République d'Egypte au Cameroun	20/06/2018	Bastos
57	<b>Mefire Ali Sine</b>	60	Imam principal de la mosquée centrale N°2 de Yaoundé (grande mosquée bamoum)	14/01/2018	Briqueterie
58	<b>Mefire Ngoucheme Souleyman</b>	42	Imam principal de la mosquée Al-Ihssane de Nkozoa (Yaoundé)	20/05/2018	Nkozoa
59	<b>Meka Jean Daniel</b>	56	Chef du bloc Sakafon (Mbalmayo)	28/08/2018	New-Town

<b>60</b>	<b>Mfouapon Alassan</b>	43	Imam principal de la Mosquée de Nkong-Si Rail (Mbalmayo)	03/09/2017	Nkong-Si
<b>61</b>	<b>M<sup>me</sup> Ousman (née Rabin Mohaman)</b>	32	Institutrice (directrice de l'école franco-arabe de Mbalmayo)	09/02/2017	Ngock
<b>62</b>	<b>Mohamadou Labaran</b>	49	Imam principal de la mosquée As-Salam	09/11/2017	Briqueterie
<b>63</b>	<b>Mohamadou Belle</b>	41	Imam principal de la mosquée Qur' An-Wassounna	09/11/2017	Briqueterie
<b>64</b>	<b>Mohammadou Bello Hassa</b>	56	Imam principal de la mosquée centrale de Nkol-Bisson	10/07/2017	Nkol-Bisson
<b>65</b>	<b>Mouhammadou Tahirou Rabiou</b>	39	Cadre contractuel d'administration (Secrétaire général de l'Association Islamique pour l'Aide au Développement)	19/07/2018	Briqueterie
<b>66</b>	<b>Mouhammed Rabiou</b>	38	Imam principal de la mosquée As-Salam de Bastos	13/12/2017	Bastos
<b>67</b>	<b>Mohammed Yacouba</b>	56	Commerçant	27 /06/2018	Evodoula
<b>68</b>	<b>Mohamadou Nassourou</b>	40	Technicien supérieur en soins infirmiers	06/05/2017	Briqueterie
<b>69</b>	<b>Mohammadou Ibrahim</b>	37	Cadre contractuel d'administration au Ministère de l'Economie et de la Planification	14/05/2018	Briqueterie
<b>70</b>	<b>Modibo Halidou Ibrahima</b>	63	Imam principal de la mosquée centrale d'Essos	24/05/2018	Essos
<b>71</b>	<b>Moussa Bobo</b>	60	Chef du quartier Haoussa de Ngoumou	05/07/2018	Ngoumou
<b>72</b>	<b>Moussa Harissou</b>	49	Imam de la mosquée Mallam Mekara	29/08/2017	Briqueterie
<b>73</b>	<b>Mounkailou Sabo</b>	43	Imam principal de la mosquée Al-Houda	20/09/2017	Briqueterie
<b>74</b>	<b>Muhammad Maigari Sine</b>	47	Imam principal de la mosquée centrale Rue-Manguier	09/11/2017	Rue-Manguier
<b>75</b>	<b>Mvié Moussa Mohamed</b>	43	Menuisier	27/08/2009	New-Town
<b>76</b>	<b>Ndoubena Martin</b>	62	-Chef de 3 <sup>e</sup> degré du quartier Nkong-Si rail (Mbalmayo) -Comptable à la retraite	28/08/2017	Nkong-Si
<b>77</b>	<b>Mopit Mama</b>	48	Imam principal de la mosquée du centre Madrassa	21/07/2018	Obala
<b>78</b>	<b>Ngafongnigni Bachirou</b>	40	Imam principal de la mosquée de la sincérité d'Emana	17/06/2017	Deuxième entrée Eman

79	<b>Ngapna Mouhamed Awal</b>	48	Imam principal de la mosquée de Mfou	28/12/2017	Mfou
80	<b>Ngoa Mbida Aboubakar Sidiki</b>	31	Etudiant en droit	20/06/2017	Soa
81	<b>Nko'o Bekono Omar</b>	38	Enseignant d'arabe	18/08/2017	Odza
82	<b>Nsangou Amidou</b>	56	Chef de la communauté bamoun d'Obala	21/07/2018	Obala
83	<b>Nsangou Ismaïlia</b>	37	Imam principal de la mosquée d'Olembé	29/08/2017	Olembé
84	<b>Njiassé Njoya Aboubakar</b>	63	Enseignant (Chargé de Cours à l'Université de Yaoundé I, département d'Histoire)	22/07/2009	Biyem-Assi
85	<b>Ohanda Bissa Abdel-Karim</b>	73	Imam adjoint à la mosquée d'Essos	18/08/2018	Essos
86	<b>Ondoa Ondoa Etéré Ilias</b>	33	Etudiant en sociologie		Essos
87	<b>Saadatou</b>	32	Etudiante en sciences économiques	14/08/2017	New-Town
88	<b>Sadjo Ahmadou</b>	52	Premier adjoint au chef haoussa de Sa'a	20/07/2018	Sa'a
89	<b>Sahid Bachir Njoya</b>	48	Imam principal de la mosquée du centre (Mbalmayo)	03/09/2017	Nkong-Si centre commercial
90	<b>Saïdou Jaoro</b>	50	Chef du quartier Haoussa de Mfou	07/09/2017	Etoudi
91	<b>Salahou Amadou</b>	42	Imam adjoint à la mosquée Omar Ben Khattab	20/08/2017	New-Town
92	<b>Salihou Babalé</b>	46	Imam adjoint à la grande mosquée de Mbalmayo	27/08/2009	New-Town
93	<b>Salihou Ousmanou</b>	46	Secrétaire général de l'association BAKANDAMYA	10/02/2017	New-Town
94	<b>Saliou Jamot</b>	60	Chef du quartier Haoussa d'Akonolinga	12/07/2018	Akonolinga
95	<b>Sani Hassan</b>	85	Commerçant	03/09/2018	New-Town
96	<b>Souley Aladji</b>	60	Imam principal de la grande mosquée de Mbalmayo	25/08/2017	New-Town
97	<b>Souley Mane</b>	42	Enseignant (Chargé de Cours à l'ENS de Yaoundé, département d'Histoire)	14/01/2018	Essos (mosquée)
98	<b>Tissié Lucas</b>	85	Notable à la chefferie de 3 <sup>e</sup> degré d'Oyack II	28/08/2017	Oyack II
99	<b>Yampen Ousmanou</b>	45	Sous-préfet de l'arrondissement de Mbalmayo	09/02/2009	Centre Administratif
100	<b>Youma Issoufa</b>	42	Commerçant	21/06/2018	Monatéle
101	<b>Zakari Soulé</b>	64	Chef de 3 <sup>e</sup> degré du quartier Haoussa de Mbalmayo	21/08/2017	New-Town

102	Zakari Baba	63	Imam principal de mosquée de Biyem-Assi	13/06/2018	Biyem-Assi
103	Zambo Ndi Anaclé	75	Chef de 3 <sup>e</sup> degré du quartier Ngallan (Mbalmayo)	29/08/2018	Ngallan
104	Zeh Mani Jean	75	Chef du groupement Mvog-Owoundjouli (Mfou)	03/08/2009	Mfou village

## II- SOURCES SECONDAIRES

### 1- Ouvrages

**Abdelghani Megherbi.**, *Le monde musulman de la naissance à la renaissance*, Alger, Edition du parti, 1977.

**Abouna, P.**, *Le pouvoir de l'ethnie. Introduction à l'ethnocratie*, Paris, L'Harmattan, 2011.

**Aboubakar Djaber. A.**, *La voie du musulman*, Liban, Beyrouth, Dar et Fikr, 1995.

**Abwa, D.**, *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun : 1916-1960*, Yaoundé, Presse Universitaire de Yaoundé, 1998.

**Aggé Lomo Myazhom, C.**, *Sociétés et rivalités religieuses au Cameroun sous domination française : 1916-1958*, Paris, L'Harmattan, 1992.

**Alexandre, P., et Binet, J.**, *Proto-histoire du groupe pahouin (Beti, Bulu, Fang) : Essai de synthèse provisoire*, Paris, Cahier d'Etudes Africaines, 1958.

**Amougou Anaba, A.**, *Formation de la race Bèné, Yaoundé, imprimerie Coulouma*, 1937.

**Anonyme.**, *Atlas de la République Unie du Cameroun*, in *les Atlas Jeune Afrique*, Paris, Edition Jeune Afrique, 1973.

**Anonyme**, *Dialogue et annonce*, document du conseil pontifical pour le dialogue interreligieux et de la congrégation pour l'évangélisation des peuples, Ed l'Epiphanie, 1991.

**Anonyme**, *Etudes géographiques sur les villes du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM, 1970.

**Arnaldez, R.**, *L'horizon du Coran. L'islam*, Ottawa/Canada, Declee / Novalis, 1988.

**Audouin, J., et R. Deniel.**, *L'islam en Haute- Volta à l'époque coloniale*, Paris, L'Harmattan, 1978.

**Awanengo, S., et All.**, *Ecrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

**Balta, P.**, *L'islam dans le monde*, le Monde, Paris, 1990.

**Bayart, J.F.**, *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. 2<sup>e</sup> édition, 1985.

**Beaud, M.**, *L'art de la thèse*, Paris, La Découverte, 2006.

**Bilongo, B.**, *Les pahouins du Sud-Cameroun. Inventaire bibliographique*, Yaoundé, 1974.

**Bloch, M.**, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1949.

**Bopda, C., et Santoir, C.**, *Atlas régional du Sud-Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1985.

**Bopda, A.**, *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration*, Paris, CNRS Editions, 2003.

**Boubou Hama**, *Contribution à la connaissance de l'histoire des peuls*, Paris, Présence Africaine, 1968.

**Bourgey, A.**, *Islam et géographie*, Paris, Persée, 1970.

**Boutrais, J.**, *Le Nord-Cameroun. Des hommes une région*, Paris, ORSTOM, 1984.

**Brisson, L.**, *Platon. Œuvres complètes*, Paris, Flammarion, 2008.

**Cardaire, M.**, *Contribution à l'étude de l'islam noir*, Douala, Ifan, 1949.

**Clark, M., et Malek Chebel.**, *L'islam pour les nuls*, Paris, FIRST Editions, 2008.

**Cornevin, R.**, *-Histoire des peuples de l'Afrique noire. Deuxième édition*, Paris, Berger-Levrault, 1962.

*-L'Afrique noire de 1919 à nos jours*, Paris, PUF, 1973.



- Costedoat, R.**, *L'effort français au Cameroun*, Paris, imprimerie Jacques et Demonstrond, 1930.
- Coulon, C.**, *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983.
- Criaud, J.**, *Ils ont planté l'Eglise au Cameroun : les pallottins, 1890-1915*, Yaoundé, Publication du Centenaire, 1990.
- Dugast, I.**, *Inventaire ethnique du Sud-Cameroun*, Paris, IRCAM, 1949.
- Dumont, F.**, *L'anti sultan ou El-Hadj Omar Tall du Fouta. Combattant de la foi*, Paris, NEA, 1994.
- Durkheim, E.**, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 2013.
- Eyongetah. T et Brain. R.**, *A history of the Cameroon*, London, Longman, 1974.
- Eza Boto**, *Ville cruelle*, Présence Africaine, Paris, 1971.
- Fatima Harrak.**, *Religion et société en Afrique : le débat*, Rabat, Institut des Etudes Africaines, 2009.
- Filokata, R.**, *Renouveau islamique en Afrique noire. L'exemple de la Centrafrique*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Franqueville, A.**, - *Yaoundé. Construire une capitale*, Paris, ORSTOM, 1984.  
- *Le paysage urbain de Yaoundé : études géographiques sur les villes du Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM, 1970.
- Froelich, J.C.**, *Les musulmans d'Afrique noire*, Paris, Ed de l'Orante, 1962.
- Gaillard, Ph.**, *Le Cameroun. Tome I*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Garaudy, R.**, *Intégrisme. 2<sup>e</sup> édition*, Paris, Pierre Belfont, 1990.
- Gauchet, M.**, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 2005.
- Grawitz, M.**, *Méthodes de sociologie*, Paris, Dalloz, 1964.
- Hamadou Adama**, *L'islam au Cameroun. Entre tradition et modernité*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Harrak, F.**, *Religion et société en Afrique : le débat*, Rabat, Institut des Etudes Africaines, 2009.
- Huntington, S.P.**, *Le choc des civilisations*, Paris, Edition Odile Jacob, 1997.
- Kepel, G.**, *Jihad. Expression et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard, 2003.
- Ki-Zerbo, J.**, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, UNESCO/Hatier, 1978.
- Laburthe-Tolra, Ph.**, - *Minlaba : Histoire et société traditionnelle chez les Beti du Sud Cameroun*, Paris, H. Champion, 1977.  
- *Les seigneurs de la forêt. Essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens Beti du Cameroun (Minlaba I)*, Paris, publication de la Sorbonne, 1981.  
- *Initiation et sociétés secrètes au Cameroun. Essai sur la religion Beti*, Paris, Karthala, 1985.
- Letouzey, R.**, *Etude phytogéographique du Cameroun*, Paris, Paul le Chevalier, 1968.
- Le Vine, V.T.**, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Présence Africaine, Paris, 1984.
- Loung, J.F.**, *Géographie du Cameroun*, Paris, Hatier, 1973.
- Maquet., E. et Al.**, *Histoire de l'Afrique centrale. Des origines au milieu du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Présence Africaine, 1971.
- D. Masson.**, *Le Saint Coran*, Paris, Gallimard, 1967.
- Merad, Al.**, *L'islam contemporain*, Paris, PUF, 1987.
- Miguel, A.**, *L'islam et sa civilisation 7<sup>e</sup> -20<sup>e</sup> siècles*, Paris, Armand Colin, 1986.

- Mohammadou. E ;** -*Les royaumes Foulbé du plateau de l'Adamaoua au XIX<sup>e</sup> siècle : Tibati, Tignéré, Banyo, Ngaoundéré, Tokyo, Ilcaa, 1978.*  
-*Idriss Alaoma ou l'apogée du Kanem-Bornou*, Abidjan, Nouvelles Editions Africaines, 1983.
- Monteil. V.,** -*Le monde musulman*, Paris, Horizon de France, 1963.  
- *L'islam noir*, Paris, Collection Esprit, 1968.
- Morgen, C. V.,** *A travers le Cameroun du Sud au Nord*, Paris, Serge Fleury, 1982.
- Moreau Defarges, Ph.,** *La mondialisation*, Paris, PUF, 1997.
- Mveng. E.,** - *Histoire du Cameroun. Tomme I*, Yaoundé, CEPER, 1984.  
- *Histoire du Cameroun. Tomme II*, Yaoundé, CEPER, 1985.
- Mveng, E., et Beling-Nkoumba, D.,** *Manuel d'histoire du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1983.
- Ngoh, V. J.,** *Cameroon 1884-1985, a hundred years of history*, Yaoundé, CEPER, 1980.
- Ngongo, L.P.,** -*Histoire des forces religieuses au Cameroun. De la première guerre mondiale à l'indépendance (1916-1955)*, Paris, Karthala, 1982.  
-*Histoire des institutions et des faits sociaux du Cameroun. Tome 1 : 1884-1945*, Paris, Berger-Levrault, 1987.
- Nicolas, G.,** *Dynamique sociale et appréhension du monde au sein d'une société haoussa*, Paris, Institut d'Ethnologie, 1975.
- Njeuma, M.Z.,** -*Fulany hegmony in Yola (Old Adamawa): 1809-1902*, Yaoundé, CEPER, 1978.  
-*Histoire du Cameroun (XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Planol., X.,** -*Le monde islamique. Essai de géographie religieuse*, Paris, PUF, 1957.  
-*Les fondements géographiques de L'islam*, Paris, Flammarion, 1968.
- Poupard, P.,** *Les religions*, Paris, PUF, 1987.
- Prost, A.,** *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1996.
- Prouzet, M.,** *Le Cameroun*, Paris, LGDJ, 1974.
- Pycke. J.,** *La critique historique*, Belgique, Academia Bruylant, 2000.
- Quivy. R et L.Van Campenhoudt.,** *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995.
- Robinson, F.,** *Atlas de l'islam depuis 1500*, Paris, Nathan, 1958.
- Rudin, H. R,** *Germans in the Cameroons: 1884-1914*, New Haven, Yale University Press, 1938.
- Santerre, R.,** *Pédagogie musulmane d'Afrique noire. L'école coranique peule du Nord-Cameroun*, Canada, les Presses de l'Université de Mont-Réal, 1973.
- Seeti Kwami Sidza et komi Dzinyefa Drake.,** *Islam et christianisme en Afrique*, Yaoundé, Editions Clé, 2006.
- Slageren. J.V.,** *Histoire de l'Eglise en Afrique (Cameroun)*, Yaoundé, Editions Clé, 1969.
- Souley Mane.,** -*Les associations islamiques au Cameroun. Entre prosélytisme et développement (1963-2016)*, Paris, L'Harmattan, 2017.  
- (Sous la direction de), *L'islam en pays bamum. De Ibrahim Njoya à Ibrahim Mbombo Njoya (1895-2016)*, Paris, L'Harmattan, 2017.
- Tardits, C.,** *Le royaume bamoum*, Paris, 1977.
- Thierno Mouctar Bah.,** *Techniques et méthodes de la tradition orale*, UYI, 2006.
- Triaud, J.D., et Robinson, D.,** *La tidjaniyya. Une confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique*, Paris, Karthala, 2000.
- Trimingham. J.S.,** -*A history of islam in west Afrika*, Oxford, Clarendon Press, 1962.  
-*The Christian church and islam in West Africa*, London, SCM Press, 1955.

## 2- Dictionnaires

- Anonyme**, *Dictionnaire des villages du Nyong et So'o (2<sup>e</sup> édition)*, INC, 1998.
- Anonyme**, *Dictionnaire des villages de la Mefou. Répertoire géographique du Cameroun*, Yaoundé, 1999.
- Glassé, C.**, *Dictionnaire encyclopédique de l'islam*, Paris, Bordas, 1991.
- Merlet, Ph (dir.)**, *Le petit Larousse illustré 2004*, Paris, Edition Larousse, 2003.

## 3- Mémoires

- Abbatcha, G.**, "Situation actuelle de l'islam au Cameroun", Mémoire de DEA en Histoire, Université de Provence Aix-Marseille I, 1987.
- Abdouramanou Hayatou.**, "Naissance et évolution des organes de communication islamiques au Cameroun : 1980-2014", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2015.
- Abega, H.T.**, "Processus d'urbanisation et cohabitation intercommunautaire à Mbalmayo (1930-1992) : étude historique", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1999.
- Abwa, D.**, "Le lamidat de Ngaoundéré de 1915 à 1945", Thèse de Master degré en Histoire, UY, 1980.
- Ahanda, D.**, "Conquête coloniale et résistances armées dans le sud-Cameroun (1884-1916)", Mémoire de DIPLEG en Histoire, ENS, UYI, 1987.
- Ahmadou.**, "Les contraintes de production des émissions religieuses de télévision : le cas de connaissance de l'islam sur la CRTV", Mémoire de DSTIC, UYII, ESTICC, 1997.
- Bachir Boubas.**, "Coopération islamique et développement au Cameroun de 1966 à 2007. Approche socio-historique", Mémoire de DEA en Histoire, Université de Ngaoundéré, 2007.
- Bessong A. Atoko, B.**, "Cohabitation entre Bafia et Haoussa dans le pays bafia : 1900-1923", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UYI, 2001.
- Billard, P.**, "Yaoundé, étude de géographie urbaine", Mémoire de DES en Géographie, Grenoble, 1955.
- Bilou, A.**, "Insertion des immigrants ouest-africains dans l'activité économique de Yaoundé : cas des quartiers Mvog-Ada et Essos", Mémoire de DIPES II en Géographie, UYI, ENS, 2010.
- Bissomo Ottou.**, "L'installation des populations à Yaoundé : brassage culturel et dynamique historique (1889-1960)", Mémoire de Master en Histoire, UYI, 2010.
- Edjimbe, O.**, "La commune de Mfou : 1952-1996 : historique et contribution au développement économique et socioculturel de ses populations", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2004.
- Elong. J.G.**, "Population scolaire de l'enseignement secondaire de Mbalmayo", Mémoire de DES en Géographie, UY, 1979.
- Emboussi, S.**, "L'implantation et l'évolution de l'islam à Yaoundé (1889-1993) : le cas du quartier Briqueterie", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1994.
- Enyegue Mongo, L.**, "Mbalmayo : étude de morphologie urbaine", Mémoire de Maîtrise en Géographie, Yaoundé, octobre 1971.
- Eyebe Elouna L. p.**, "L'évolution historique d'une ville du Centre-Cameroun : Sa'a, des origines à nos jours", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1999.
- Etoundi, J.D.A.**, "La Mission Catholique de Mbalmayo : 1934-1987", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 1999.

**Eyinga Aba, S.**, -"L'implantation et l'évolution de l'islam dans la province du Centre : le cas de la ville de Mfou (1953-2003)", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, 1997.

- "L'implantation et l'évolution de l'islam dans la ville de Mbalmayo : 1926-2000", Mémoire de Master en Histoire, UYI, 2010.

**Fadimatou.**, "La religion musulmane et la promotion de la femme dans la communauté de Yaoundé (1889-2004) ", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2010.

**Fopessi Yougang, S.R.**, "Les lamibé et le pouvoir colonial français dans la Bénoué de 1915 à 1939", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UY, 1985.

**Fouapon Alassa.**, "Islam et coopération arabo-africaine : cas du Cameroun et le royaume d'Arabie Saoudite. 1960-2010", Mémoire de Master en histoire, UYI, 2011.

**Gbetnkom Ibrahim.**, "Naissance et évolution de l'enseignement privé islamique au Cameroun : 1946-2008", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2009.

**Goungi Arouna.**, "L'islam en pays vouté : 1900-1960", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, 2001.

**Jifon Yusifu Senyu.**, "The evolution of islam in the fondom of Nso: 1920-1996", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, 2008.

**Kolieheu Tchupou, P.L.**, "L'islam dans la ville de Bertoua : approche Historique (1960-2008)", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, 2009.

**Kouam, D.B.**, "La population de Mbalmayo", Mémoire de Maîtrise en Géographie, UYI, 1981.

**Ladi Boni Tata.**, "Islam in Nso since 1900", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UYI, 1991.

**Mballa, L.G. D.**, "L'Eglise catholique et le développement des œuvres scolaires et sanitaires dans les centres urbains du Cameroun postcolonial : le cas de Mbalmayo de 1961 à nos jours", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1999.

**Mbarga, H.D.**, " Mbalmayo dans le sillage de la dynamique communale au Cameroun : 1950-1987, Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2002.

**Medou, C.**, "Yaoundé à l'époque coloniale (1887-1960) : essai de monographie urbaine", Mémoire de DIPES II en Géographie, UY, ENS, 1973.

**Mendouga, M.**, "La dynamique du deuil au Cameroun : le cas des Beti", Mémoire de DES en Sociologie, UYI, 2005.

**Mengueme, J.L.**, "Les Haoussa de Yaoundé (des origines à 1960) : allogènes ou autochtones ?", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1998.

**Mijang Ndikum, B.**, - "The spread and integration of muslims in South-West Cameroon: 1903-1990", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 1999.

- "The evolution of islam in Anglophone Cameroon: 1903-2000", Mémoire de DEA en Histoire, UYI, 2004.

**Moghap Youchawo.**, " Animisme-Islam-Christianisme dans le royaume bamoum (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) : problématique de la coexistence pacifique et de la tolérance religieuse dans une société multiconfessionnelle", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2005.

**Mohamadou Bachirou.**, "Islam, administration coloniale et christianisme dans la région de Maroua de 1914-1946", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UY, 1987.

**Ndo'o Akoulou, E.C.**, "Le rôle de la communauté haoussa dans l'évolution politique, économique et sociale de la ville d'Ebolowa. De 1900 à 1975", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2001.

**Ngah, Y.S.**, "La culture matérielle chez les Bènè des deux rives du Nyong : essai d'analyse comparée", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1993.

**Ngono Ntouda, Th. H.**, "La présence chrétienne et musulmane à Obala : essai d'étude historique (1910-1990) ", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2009.

**Nkoumou Melingui, C.G.**, "Christianisme et islam au Cameroun, du dialogue informel ou dialogue formel (1962-2004) : le cas de la ville de Yaoundé", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2005.

**Onomo Mbassi, N.T.**, "Islam et implantation des mosquées dans la ville de Yaoundé (1936-1997)", Mémoire de Master en Histoire, UYI, 2010.

**Souley Mane.**, -"Naissance et évolution de l'islam en pays bafia (1900-1949)", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 1994.

- "Religion et télévision : étude de l'audience de l'émission connaissance de l'islam sur la CRTV-télé au quartier Briqueterie à Yaoundé", Mémoire de Master en Sciences de l'Information et de la Communication, UYII, 2012.

**Tanga Onana, J.**, "Les Eton du Sud-Cameroun. Essai d'étude historique des origines à 1900. Etude accompagnée d'une protohistoire des Pahouins et des Beti", Mémoire de Maîtrise en Histoire, U.Y, 1981.

**Tankeu, N. F.**, "La scolarisation des enfants musulmans dans les écoles confessionnelles chrétiennes : cas de la ville de Yaoundé de 1963-2010", Mémoire de DIPES II en Histoire, ENS, UY1, 2010.

**Tchinda Touoyem, J.B.**, "Impact de l'immigration haoussa sur les villages de Yaoundé : le cas d'Ekoudou dit Briqueterie (1911-2003) ", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2007.

**Thaddée Abéga, H.**, "Processus d'urbanisation et cohabitation intercommunautaire à Mbalmayo (1930-1992) : étude historique", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1999.

**Thaddée Claude Bene Bene.**, "Un exemple de coopération Sud-Sud : le cas de la Coopération Cameroun-Maroc (1982-2008). Approche historique", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 2011.

**Tsanga Nouma. N. C.**, "Evolution historique de deux villes de la Lékié, Obala et Monatélé : deux villes, deux destins de 1950 à nos jours", Mémoire de Maîtrise en Histoire, UYI, 2005.

**Tobo, M. G.**, "L'Eglise Catholique chez les Bène de la région de Mfou (Sud-Cameroun) 1930-1963 : implantation, mutations et permanences", Mémoire de DIPES II en Histoire, UYI, ENS, 1998.

#### 4- Thèses

**Abwa, D.**, "Commandement européen-commandement indigène au Cameroun sous administration française de 1916 à 1960", Thèse de Doctorat d'Etat en Histoire, UYI, 1994.

**Essomba, J. M.**, "Le fer dans le passé des sociétés du Sud-Cameroun (archéologie et histoire), Thèse de Doctorat Es- Lettre, UY, 1991.

**Fouapon Alassa.**, "Les associations islamiques locales et ONG transnationales dans le processus de développement du Cameroun : une analyse sociohistorique des jeux et enjeux d'un partenariat public-religieux (1963-2015)", Thèse de Doctorat/ Ph. D en Histoire, UYI, 2019.

**Fru Awason, N.**, "The Hausa and Fulani in the Bamenda grasslands 1903-1960", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UYI, 1984.

**Lasseur, M.**, "Religions et territoires au Cameroun. Les dimensions spatiales du pluralisme confessionnel", Thèse de Doctorat en Géographie, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 2008.

**Njiassé Njoya, A.**, -"Naissance et évolution de l'islam en pays Bamum (Cameroun)", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, Université de Paris I, 1981.

- "Histoire de l'islam et du patrimoine culturel et immatériel au Cameroun", H.D.R, Université de Douala, 2007.

- Nkili, R.**, " Le pouvoir administratif et politique dans la région Nord du Cameroun sous la période française (1919-1960)", Thèse de Doctorat d'Etat en Histoire, Aix en Provence, 1985.
- Onomo Mbassi, N.T.**, " Islam et implantation des mosquées au Cameroun méridional. Atout et enjeux idéologiques (1936-1997)", Thèse de Doctorat PH/D en Histoire, Université de Douala, 2014.
- Moussa Oumarou**, " La culture arabo-islamique, les Haoussas du Sud-Cameroun (le cas de Yaoundé) et l'intégration nationale", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, Université de la Sorbonne Paris III, 1987.
- Souley Mane.**, "Islam et société dans la région du Mbam (Centre-Cameroun) : XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles", Thèse de Doctorat Ph. D en Histoire, UYI, 2006.
- Taguem Fah, G.L.**, "Les élites musulmanes et la politique au Cameroun de la période française à nos jours", Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en Histoire, UYI, 1996.
- Takou, Th.**, "Islam et société à Douala (Littoral Cameroun) : 1912-2006", Thèse de Doctorat / Ph. D en Histoire, UYI, 2010.

### 5- Articles de journaux, de revues et d'ouvrages collectifs

- Aboubakar Adamou et Aissatou Ibrahim**, "Etude du rapport de force entre deux mouvances confessionnelles dans la reconfiguration de l'élite musulmane au Cameroun. La wahhabiyya et la tidjaniyya à Ngaoundéré", in Tièmeni Sigankwe et Nicolas Owona Ndounda (Dir), *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, volume 8, n°8, aout 2019, pp.62-83.
- Abwa, D.**, "Impérialisme européen et expansion de l'islam au Cameroun", in *La culture arabo islamique en Afrique au Sud du Sahara : cas de l'Afrique de L'Ouest*, Zaghouan, publication de la FTRSI, 1997, pp.35-60.
- Ahmadou Hampâté Bâ.**, "L'islam et l'Afrique noire ", in *La contribution de l'islam à l'expression culturelle de la personnalité africaine*, Dakar, Grands Lacs, 1956, pp.102-117.
- Ahmadou Sehou**, "La traite des esclaves dans le lamidat de Ngaoundéré (Cameroun), du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle", in *Héritages des Tropiques, volume - 1 N°1*, UYI-ENS, 1997, pp.79-106.
- Dubie, Paul.**, " Christianisme, islam et animisme chez les Bamoum ", in *Bulletin de l'IFAN*, série B, sciences humaines, T.XIX n°53, 1957, pp.337-373.
- Ducroq, A.**, "Les nouveaux habits du religieux", in *Le monde des religions*, n° 3, Janvier-Février 2004, pp.76-77.
- Eldridge Mohammadou.**, "Pour une histoire du Cameroun central : les traditions historiques des Vouté ou Babouté", in *ABBIA*, Yaoundé, 1967, pp.59-95.
- Eyzo'o, S.**, "Les frontières confessionnelles au Cameroun sous administration française : le cas de l'accord Raspal-Patterson du 14 juin 1932", in *Héritage des Tropiques. Volume 1*, n° 1, UYI/ENS, 1997, pp. 17-32.
- Gamal Al-Banna.**, "Réflexion d'un religieux libéral", in *Courrier International*, n° 848 du 1<sup>er</sup> au 7 février 2007, p.46.
- Guimdo, B-R.**, "Réflexion sur les assises juridiques de la liberté religieuse au Cameroun", *Les cahiers du droit*, vol.40, n°4, décembre 1999, pp.790-819.
- Hamadou Adama.**, "-Les mosquées au Cameroun : espace privé ou espace public ?", CEDESRIA, Yaoundé, 2000, pp.1-20.
- "Choix linguistique et modernité islamique au Cameroun", *Revue des mondes musulmans et de la méditerranée*, Ngaoundéré, 2008, pp.1-45.
- Hrberk, I.**, "La diffusion de l'islam au Sud du Sahara", in *Histoire générale de l'Afrique*. Tome III, Paris, UNESCO/NEA, 1990, pp.303-330.

**International Crisis Group**, "Cameroun : la menace du radicalisme religieux", Rapport Afrique N°229, 03 septembre 2015, pp.1-41.

**Jacquot, A.**, "Les langues Bantou au Nord-Ouest", in E.E.C, N°2, 1960, pp.58-79.

**Laburthe-Tolra, Ph.**, -" Essai de synthèse sur les populations dites Beti de la région de Minlaba (Sud du Nyong)," in *Colloques internationaux du CNRS* n° 551. Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun, volume 2, Edition CNRS, Paris, 1981, pp.176-199.

- "Yaoundé d'après Zenker", in *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, Yaoundé, 1970, pp.5-113.

**Lelong, M.**, "Le Débat", in *Jeune Afrique*, n° 2385 du 24 au 30 septembre 2006, pp.12-14.

**Maud Lasseur.**, -"islam et christianisme en mouvement : mobilités géographiques et changement religieux au Cameroun", *Espace-Populations-Sociétés*, vol 2, N°3, 2010, pp.179-191.

- Maud Lasseur, "Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu", *Afrique contemporaine*, N°215, 2005, pp.93-116.

**Mebenga Tamba, L.**, "Les noms des quartiers de la ville de Yaoundé : esquisse d'une analyse historico-sociologique", Centre de Recherches et d'Etudes Anthropologiques, Yaoundé, 1984, pp.1-40.

**Menguele Menyengue, A.**, "Enjeux et usages politiques de la promotion des lieux de prière au Cameroun", in Tièmeni Sigankwe et Nicolas Owona Ndounda (Dir), *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, volume 8, n°8, aout 2019, pp.224-250.

**Mohamed Talbi**, -"Université du Coran", in *Jeune Afrique L'intelligent*, n° 2162 du 17 au 23 juin 2002, pp.15-17.

- "Djihad coranique et djihad biblique", in *Jeune Afrique L'intelligent*. N°2180-2181 du 21 octobre au 03 novembre 2002, pp.129-131.

**Monteil, V.**, "Contribution à l'étude de l'islam en Afrique noire", in *La contribution de l'islam à l'expression culturelle de la personnalité africaine*, Grands Lacs, octobre 1956, pp.119-1225.

**Motaze Akam.**, "Islam et pouvoir politique au Cameroun", Yaoundé, ISH, 1986, pp.1-19.

**Ngoa, H.**, "Tentative de reconstitution de l'histoire récente des Ewondo", in *Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun. N°551*, Paris, CNRS, 1981, pp.530-550.

**Njiassé Njoya, A.**, -"L'islam au Cameroun ", in *La culture arabo islamique en Afrique au Sud du Sahara : cas de l'Afrique de l'Ouest*, Zaghouan, publication de la FTRSI, 1997, pp. 61-80.

- "Islam, intégration et développement en Afrique Centrale", in D. Abwa, C. De la Roncière, (Dir), *Dynamique d'intégration régionale en Afrique Centrale. Tome 2*, Presse Universitaire de Yaoundé, 2001, pp.587-598.

**Quinn, F.**, "Rencontre dans la forêt dense : les Beti et les Allemands, 1887-1916", in Njeuma. M.Z (Dir). , *Histoire du Cameroun (XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp.60-95.

**Souley Mane.**, -"Le chiisme à la conquête de l'Afrique subsaharienne : le cas du Cameroun (1990-2011)", Acte du colloque sur le pluralisme religieux en Afrique, Yaoundé, UCAC, 2013, pp.8-28.

- "Les musulmans disent non à Boko-Haram", Yaoundé, Edition Hikma, 2016, pp.22-50.

**Siran. J.L.**, "Emergence et dissolution des principautés guerrières Vouté (Cameroun Central)", in *Journal des Africanistes*, 50, 1980, pp.58-80

**Taguem Fah. G. L.**, "Tendances actuelles de l'islam au Cameroun : état des lieux et perspectives" in *Afrique contemporaine*, N 194. 2<sup>e</sup> trimestre, 2000, pp.53-66.

**Thual, F.**, "Comment les religions se mondialisent-elles", in *Le monde des religions*. N°3, janvier-février 2004, pp.18-21.

**Tièmeni Sigankwe.**, "Etude géopolitique du religieux au Cameroun : une urgence heuristique", in Tièmeni Sigankwe et Nicolas Owona Ndounda (dir), *Géopolitique du fait religieux au Cameroun*, Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales, volume 8, n°8, aout 2019, pp.11-37.

**T. M. Bah., et Lambling Taguem Fah, G.**, "Les élites musulmanes et la politique au Cameroun sous administration française : 1945-1960", in Adala. H et Boutrais. J (Dir), *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*. Actes du colloque de Ngaoundéré, Paris, Orstom/Ngaoundéré-Anthropos, 1993, pp. 103-133.

**T. M. Bah.**, "Cheikhs et marabouts maghrébins, prédicateurs dans l'Adamawa (Nord-Cameroun), publication de l'institut des études africaines, Rabat, 1995, pp.7-28.

## 6 – Autres journaux et magazines

- *Cameroon Tribune*, du 17 mai 2006.
- *Cameroon Tribune* du 14 février 1996.
- *CIDIMUC mag*, N°001 mai 2018.
- *El Qiblah*, n° 28, avril 2001.
- *El Qiblah*, n°26, mars 2001.
- *El Qiblah*, n°23, février 2001.
- *El Qiblah*, n°20, février 2001.
- *La Nouvelle Expression* du 15 juillet 2006.
- *La Nouvelle Expression* du 25 janvier 2005.
- *Le Messenger*, n°2057, février 2006.
- *Le Messenger*, n°2274, octobre 2006.
- *Le Messenger* n°2270, décembre 2006.
- *Mutations* du mercredi 11 janvier 2006.
- *Mutations* du mercredi 09 février 2005.
- *Le Vif*, 33<sup>e</sup> année n° 20/du 15 au 21 mai 2015.
- *Le monde des religions*. N°3, janvier-février 2004.
- *Courrier International*, n° 848 du 1<sup>er</sup> au 7 février 2007.

## 7-Sources sonores et visuelles

- Emission "Connaissance de l'Islam", diffusée à la CRTV-Télévision, le 03 janvier 2017.
- Emission "Connaissance de l'Islam", diffusée sur la télévision nationale (CRTV), le 28 septembre 2018.
- Emission "Vitrine de l'Islam" diffusée sur la chaine de télévision privée "Canal2 International", le 05 mai 2017.
- Emission "Vitrine de l'Islam" diffusée sur la chaine de télévision privée "Canal2 International", le 04 Aout 2017.
- Emission "Vitrine de l'Islam" diffusée sur la chaine de télévision privée "Canal2 International", le 05 mai 2017.



## 8-Sites internet

- "Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux ACADIR", disponible sur le lien internet <https://www.osidimbea.cm/associations/religion/acadir>; consulté le 21 avril 2018.
- "Briqueterie : le calme est revenu à la mosquée centrale", disponible sur le lien internet <https://www-cameroon-tribune.cm/article.html/19862/en.html> ; consulté le 19 juin 2019.
- "Classement des Etats du monde par nombre de musulmans", disponible sur le lien internet <https://atlasocio.com/classements/religions/islam/classement-etats-par-adherents-islam-nombre-monde.php>; consulté le 23 juin 2018.
- "Dynamique : définition simple et facile du dictionnaire", disponible sur le lien internet <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/définition/dynamique/>; consulté le 16 février 2017.
- "Dynamique-géoconfluence", disponible sur le lien internet <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/dynamique>; consulté le 17 février 2017.
- "Encarta-Wikipédia", disponible sur le lien internet <https://fr.m.Wikipedia.org/wiki/Encarta>; consulté le 16 février 2017.
- Hamadou Adama, "Pèlerinage musulman et stratégie d'accumulation au Cameroun", Afrique Contemporaine 2009/3 (N°23), disponible sur le lien internet <https://www.Cairn.Info>; consulté le 24/08/2019.
- "Islam-Wikipédia, l'encyclopédie", disponible sur le lien internet <https://fr.vikidia.org/wiki/islam>; consulté le 23 juin 2018.
- Juan Antonio Ayanz Otano, "Un survol historique à rebours des courants islamiques présents au Cameroun", Spiritan Horizons, volume 15, disponible sur le lien internet <https://dsc.duq.edu/spiritan-horizons>, consulté le 16 février 2017.
- "La dynamique est une discipline de la mécanique", disponible sur le lien internet <https://g.co/kgs/xcvqi5>; consulté le 17 février 2017.
- Léonhard Harding, " Le Cameroun par les sources : Le début de la servitude. Le Cameroun sous domination allemande...", Düsseldorf, 07 décembre 2017, disponible sur le lien internet <https://www.academia.edu/35394629>, consulté le 15 juin 2019.
- "Le choc des civilisations", disponible sur le lien internet [Http://fr.m.Wikipédia.org/Wiki/Le\\_Choc\\_des\\_civilisations](http://fr.m.Wikipédia.org/Wiki/Le_Choc_des_civilisations) ; consulté le 18 juin 2017.
- "Les classiques des sciences sociales: Auguste Comte: la science sociale", disponible sur le lien internet [http://classiques.uqac.ca/classique/Comte\\_auguste/la\\_science\\_sociale\\_extraits/sc\\_soc\\_intro.html](http://classiques.uqac.ca/classique/Comte_auguste/la_science_sociale_extraits/sc_soc_intro.html) ; consulté le 17 février 2017.
- "Le peuple Béti- Alice Pégie Cuisine", disponible sur le lien internet <https://www.alicepegi.com> ; consulté le 20/08/2018.
- Lien internet <http://www.observatoire-humanitaire.org/fr/index.php?page=pays.php&id=SA>; consulté le 20 juin 2019.
- Lien internet <https://www.Osidimbea.Cm./association/fondation-assos//amwa/>, consulté le 20 juin 2018.
- Lien internet <https://www.citypopulation.de/en/cameroon/admin/0207;mfoundi;Mfoundi> (département, Cameroon) Population Statistics, Charts, Map and Location", consulté le 19 juin 2019.
- Lien internet <http://minatd.cm/index.php/fr/annuaires/confessions-religieuses>, consulté le 12 juin 2018.
- Lien internet <https://www.Osidimbea.Cm./association/fondation-assos//amwa/>, consulté le 20 juin 2018.

- Maud Lasseur, "Revanche du religieux : les nouveaux espaces de Dieu", Bulletin de l'association des géographes français, 2010, disponible sur le lien internet <https://www.persee.fr>, consulté le 19 juin 2019.
- Mayke Kaag et Maud Saint-Lary, "Nouvelles visibilités de la religion dans l'arène du développement. L'implication des élites chrétiennes et musulmanes dans les politiques publiques en Afrique", Bulletin de l'APAD, 33, 2011.
- "Mind, Heart and Soul in the fight against poverty", disponible sur le lien internet <https://elibrary.worldbank.org>, consulté le 23/10/2019.
- M. Benchemane, "Islam et conflit : entre interprétation et confusion", disponible sur le lien internet <https://www.cairn.info>, consulté le 12 juin 2018.
- N'Gna Traoré, "Vers une gouvernance par la mosquée", disponible sur le lien internet <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.25233>, consulté le 23/10/2019.
- "Passarge Siegfried, 2010, Adamawa. Rapport de l'expédition du comité allemand pour le Cameroun au cours des années 1893-1894", disponible sur le lien internet <https://journals.openedition.org/africanistes/4217>, consulté le 17 juin 2019.

## TABLE DES MATIERES

<b>DEDICACE</b> .....	i
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	ii
<b>SOMMAIRE</b> .....	iii
<b>LISTE DES CARTES</b> .....	iv
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	iv
<b>LISTE DES DIAGRAMMES</b> .....	iv
<b>LISTE DES PHOTOS</b> .....	v
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS</b> .....	vii
<b>GLOSSAIRE</b> .....	xi
<b>RESUME</b> .....	xiii
<b>ABSTRACT</b> .....	xv
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
I- MOIVATIONS ET RAISONS DU CHOIX DU SUJET	2
II- LE CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE	12
III- PRESENTATION DU CADRE SPATIAL ET TEMPOREL	26
IV- REVUE CRITIQUE DE A LITTERATURE	28
V- PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE	34
VI- INTERET ET IMPORTANCE DE L'ETUDE	36
VII- METHODOLOGIE	38
VIII- DIFFICULTES RENCONTREES	41
IX- L'ORGANISATION DE LA THESE	43
<b>PREMIERE PARTIE : L'IMPLANTATION DES GROUPES MUSULMANS, LEUR EXPANSION A TRAVERS LE PAYS BETI ET LEURS RAPPORTS AVEC LES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS DU CAMEROUN</b> .....	46
<b>CHAPITRE I : L'IMPLANTATION DES PREMIERS GROUPES MUSULMANS CHEZ LES BETI DU CENTRE</b> .....	48
I- L'AVENEMENT DE L'ISLAM CHEZ LES BETI DU CENTRE .....	48
1- Les premiers contacts douloureux entre Soudanais musulmans et les Beti du Centre .....	48
2- L'implantation de la première communauté musulmane chez les Beti du Centre : essai de datation .....	53
II- YAOUNDE : FOYER DE FIXATION DES PREMIERES COMMUNAUTES MUSULMANES .....	62
1- La sollicitude allemande à l'endroit des Soudanais musulmans et leur établissement au pied de la station militaire (1896-1916) .....	62
2- Une politique de race française différente de celle de l'Allemagne avec pour effet, les migrations forcées des Soudanais musulmans à travers la ville de Yaoundé et leur établissement à Ekoudou-Briqueterie .....	72
3- Le soutien de la France, réalisé dans un climat de méfiance et dans une volonté de manipulation .....	80
4- Participation de la communauté musulmane à la politique locale durant la domination française .....	91

<b>CHAPITRE II : DIFFUSION RAMIFICATOIRE DE L'ISLAM, STRATEGIES DE COHABITATION INTER-COMMUNAUTAIRE, RAPPORTS ENTRE LES COMMUNAUTES MUSULMANES ET LES DIFFERENTES ADMINISTRATIONS POST-INDEPENDANCES.....</b>	<b>101</b>
I- LES FACTEURS ET ACTEURS DE L'EXPANSION DE L'ISLAM EN PAYS BETI DU CENTRE-CAMEROUN .....	101
1- Les facteurs de diffusion de l'islam chez les Beti du Centre .....	102
2- Les Soudanais et Bamoun : acteurs de l'expansion de l'islam et fondateurs des foyers musulmans .....	105
II- UNE DIFFUSION RAMIFICATOIRE ININTERROMPUE OU LA RESULTANTE DE LA DYNAMIQUE MARCHANDE COMBINEE A LA MULTIPLICATION DES UNITES ADMINISTRATIVES .....	107
1- L'islam dans le Mfoundi .....	107
2- L'islam dans la Mefou et Afamba .....	111
3- Situation de l'islam dans le Nyong et So'o .....	116
4- L'islam dans la Lékié .....	122
5- L'islam dans la Mefou et Akono .....	129
6- L'islam dans le Nyong et Mfoumou .....	132
III- DES LIENS DE FRATERNITE HISTORIQUE ENTRE SOUDANAIS-BAMOUN MUSULMANS ET LES NATIFS BETI .....	134
1- Les raisons de ces bons rapports .....	134
1-1- <i>Le beti accueillant</i> .....	134
1-2- <i>L'islam, synonyme de paix</i> .....	137
2- Les stratégies de cohabitation intercommunautaire .....	137
2-1- <i>L'octroi des crédits et le système de location</i> .....	137
2-2- <i>Le concubinage et les unions matrimoniales</i> .....	138
2-3- <i>L'usage des langues beti, de l'haoussa et du fulfulde</i> .....	138
2-4- <i>L'adoption des mets locaux</i> .....	139
2-5- <i>L'éducation scolaire</i> .....	139
2-6- <i>Les invitations mutuelles lors des fêtes religieuses</i> .....	139
2-7- <i>Les quartiers Haoussa : des espaces monolithiques devenus cosmopolites au fil du temps</i> .....	140
IV- L'ISLAM ET LES ADMINISTRATIONS POST-INDEPENDANCES .....	142
1- Ahmadou Ahidjo et la promotion de l'islam : 1960-1982 .....	142
2- Paul Biya et la consolidation de la politique musulmane de son prédécesseur : 1982-1997 .....	146
3- La libéralisation associative de 1990 et le boom du religieux .....	148
4- L'islam et la préfectorale : des rapports placés sous le sceau de la laïcité .....	152
<b>DEUXIEME PARTIE : LES MARQUES DE LA DYNAMIQUE DE L'ISLAM EN PAYS BETI.....</b>	<b>157</b>
<b>CHAPITRE III : UN IMPORTANT DEVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL ET ASSOCIATIF.....</b>	<b>159</b>
I- UNE EXPLOSION DES LIEUX DE CULTE .....	159

1- Causes de multiplication des mosquées .....	159
2- Situation des mosquées en territoire beti du Centre en 2017 .....	172
2-1- <i>Les mosquées de Yaoundé</i> .....	172
2-2- <i>Situation des lieux de culte islamiques chez les Beti du Centre en 2017...</i>	185
3- Relation entre les mosquées et enjeux des édifices culturels .....	191
3-1- <i>Relation entre les mosquées</i> .....	191
3-2- <i>Les mosquées : espaces aux enjeux multiples</i> .....	195
<b>II- UNE PANOPLIE D'ASSOCIATIONS ISLAMIQUES</b> .....	199
1- Les organisations islamiques internationales : instruments de l'offensive missionnaire des nations du Golfe Persique .....	200
2- Les organisations islamiques à vocation nationale .....	207
3- Les associations locales .....	216
4- Caractéristiques et relations entre les associations islamiques .....	217
<b>III- UNE EVOLUTION SIGNIFICATIVE DES INSTITUTIONS D'ACQUISITION DU SAVOIR ET DE DIFFUSION DE L'INFORMATION A COLORATION ISLAMIQUE</b> .....	218
1- Une évolution considérable d'écoles coraniques calquée sur celle des mosquées...	219
2- L'émergence timide des écoles primaires et secondaire islamiques .....	225
3- L'accroissement des structures de communication à caractère islamique .....	235
<b>CHAPITRE IV : RIVALITE IDEOLOGIQUE ET MULTIPLICATION DES FACETTES DE L'ISLAM</b> .....	239
<b>I- DES COURANTS ISLAMIQUES A LA HAUSSE</b> .....	239
1- La tidjaniyya : confrérie la plus répandue du pays beti .....	239
1-1- <i>La glorification du prophète et la prépondérance des monarques traditionnels</i> .....	241
1-2- <i>La pratique des prières propres à la tidjaniyya à l'instar de la wazifa, la lazimi et la hadra</i> .....	242
1-3- <i>Le neutralisme politique</i> .....	243
2- La wahhabiyya : une idéologie dynamique et en marche .....	244
3- Les courants minoritaires : le tabligh et le chiisme .....	250
<b>II- UNE COHABITATION PACIFIQUE, CEPENDANT EMAILLEE DE MOMENTS DE TENSIONS</b> .....	252
1- Début de l'influence arabe et exercice des libertés consécutives à la loi de 1990 comme origines des querelles idéologiques .....	253
2- Les formes d'opposition entre tidjanites et sunnites .....	256
3- Le tidjanisme et wahhabisme face au chiisme et au tabligh .....	260
<b>III- CONSEQUENCES DES RIVALITES IDEOLOGIQUES AU SEIN DE L'ISLAM</b> .....	262
1- Les séquelles des incidents de 1993 .....	263
1-1- <i>Les points négatifs</i> .....	263
1-2- <i>Les points positifs</i> .....	264
2- La multiplication des facettes de l'islam .....	266

IV-LES RELATIONS QUE LA <i>UMMA</i> IMPLANTEE EN TERROIRS BETI DU CENTRE –CAMEROUN ENTRETIENT AVEC L'EXTERIEUR : ENTRE DIFFUSION DE MODELES IDEOLOGIQUES, QUÊTE DU SAVOIR ET COOPERATION TRANSISLAMIQUE .....	267
1- Des relations anciennes et ininterrompues entre les croyants camerounais et l'extérieur .....	267
2- Les foyers d'impulsion des influences islamiques en direction du Cameroun .....	268
3- L'incidence des influences spirituelles extérieures dans la reconfiguration de l'islam tel que pratiqué au Cameroun .....	274
4- Les communautés musulmanes étrangères implantées en terroirs beti du Centre-Cameroun .....	276
<b>TROISIEME PARTIE : IMPACT, CARACTERISTIQUES ET RUPTURES SUSCITEES PAR L'ISLAM EN PAYS BETI.....</b>	<b>281</b>
<b>CHAPITRE V : LES AVANCEES DE L'ISLAM PAR CONVERSION : LE CAS DES MUSULMANS BETI.....</b>	<b>283</b>
I- LES MUSULMANS BETI .....	283
1- Des raisons de conversion multiples pour une islamisation en progression .....	283
2- L'accueil pas toujours amical réservé aux musulmans beti dans leurs familles .....	285
3- La pratique religieuse et l'activisme dans l'islam .....	287
3-1- <i>Le baptême et une formation islamique considérable</i> .....	287
3-2- <i>Une pratique appréciable des piliers de l'islam</i> .....	289
3-3- <i>Une contribution jusque-là faible des musulmans beti à l'évolution de l'islam</i> .....	290
4-La déislamisation des Beti ou le phénomène de semi-nomadisme confessionnel.....	291
II- PORTRAITS DE QUELQUES BETI IMAMS .....	294
1- Ohanda Bissa Abdel Karim : l'un des premiers beti à embrasser l'islam .....	294
2- Akono Abdoufatah : l'engagement dans la foi .....	296
3- Abdoullah Atangana : un exemple d'insertion réussi .....	303
III-LE MALAISE DES MUSULMANS BETI AU SEIN DE LEUR COMMUNAUTE RELIGIEUSE ET LES OBSTACLES A UNE PLUS LARGE DIFFUSION DE L'ISLAM AU SEIN DES BETI .....	304
1- Une intégration à parfaire .....	304
2- Les obstacles à une plus large diffusion de l'islam au sein des Beti .....	308
2-1- <i>L'influence du christianisme</i> .....	308
2-2- <i>Le poids de l'anthropologie culturelle et de la structure acéphale</i> .....	309
2-3- <i>Les barrières psychologiques</i> .....	310
<b>CHAPITRE VI : CARACTERISTIQUES ET RUPTURES SUSCITEES PAR L'ISLAM EN PAYS BETI.....</b>	<b>312</b>
I- CARACTERISTIQUES ET OU PERMANENCES DE L'ISLAM EN TERROIR BETI DU CENTRE .....	312
1- L'islam en terroir beti du Centre : un phénomène essentiellement urbain et dominé par sa composante exogène .....	313
2- Un islam collaborationniste et républicain mais étroitement surveillé .....	316

3- Un islam pacifique et tolérant .....	322
4- Une cohésion interne difficile à réaliser .....	327
5- Emergence de nouvelles formes de prosélytisme .....	337
<b>II- LES RUPTURES SUSCITEES PAR L'ISLAM ET LES DIFFICULTES INHERENTES A CETTE COMMUNAUTE RELIGIEUSE .....</b>	<b>340</b>
1- Les ruptures suscitées par l'islam chez les Beti du Centre .....	340
a) <i>La recomposition socio-ethnique</i> .....	340
b) <i>Le métissage religieux</i> .....	341
c) <i>La rupture économique</i> .....	342
2- L'engagement en faveur du développement et la réduction de la pauvreté .....	343
3- De nombreuses aspirations infrastructurelles non satisfaites .....	346
<b>III-LA MUSULMANE ET L'ISLAM : DES ASPIRATIONS A L'EMANCIPATION POUR UNE CONTRIBUTION APPRECIABLE A L'EVOLUTION DE SA RELIGION .....</b>	<b>350</b>
1- L'éducation et la pratique religieuse de la musulmane .....	351
2- Insertion socio-professionnelle et contribution de la musulmane à l'épanouissement de l'islam .....	353
3- Les obstacles à l'émancipation de la musulmane .....	355
<b>IV-LE DIALOGUE ISLAMO-CHRETIEN .....</b>	<b>357</b>
1- Les facteurs ayant œuvré au dialogue islamo-chrétien .....	358
1-1- <i>La position de l'islam</i> .....	358
1-2- <i>La position des Eglises chrétiennes</i> .....	359
1-3- <i>La Tolérance</i> .....	360
2- Les manifestations du dialogue islamo-chrétien .....	361
3- Les limites du dialogue islamo-chrétien .....	367
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>372</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>380</b>
<b>SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>408</b>
<b>INDEX.....</b>	<b>431</b>

**ANNEXE I :**

**CORRESPONDANCES RELATIVES A  
L'AIDE DE LA FRANCE EN FAVEUR DE  
L'ISLAM**



CHERIF MOULAY IDRIS AIDARA

B.P. 241

Bangui

2AC 1439

Affaires Politiques

arrivée : 25 Août 1955

N° 6.715

Brazzaville, le 18 Août 1955

A

Monsieur le Délégué au Gouvernement

Yaoundé.

Monsieur,

Au nom de la communauté musulmane de Yaoundé, je tiens à vous remercier de votre intervention auprès du Haut-Commissaire au sujet de l'édification de la Mosquée de cette ville.

Je vous souhaite bon séjour et paix dans vos fonctions.

Ma mission est bientôt terminée en AEF et je pense bientôt rejoindre ma famille en passant par le Camérout.

Veillez agréer Monsieur, l'hommage de mon profond respect et de ma considération distinguée.

CHERIF MOULAY IDRIS AIDARA  
B.P. 241  
Bangui

Brazzaville, le 18 Août 1955

A

Monsieur le Haut-Commissaire,  
Gouverneur Général du Cameroun  
Yaoundé

Monsieur le Gouverneur Général,

Je viens très respectueusement vous adresser mes hommages et ceux de toute la communauté musulmane de Yaoundé.

J'ai été en effet tenu au courant des facilités que vous avez bien voulu accorder quant à l'édification de la mosquée de Yaoundé.

Je ne cesserai de vous souhaiter bon séjour dans votre nouveau territoire. Que la paix et la prospérité vous entourent dans vos fonctions.

J'ai bientôt terminé ma mission en A.E.F. Je ne manquerais de vous rendre visite à Yaoundé.

Veuillez agréer Monsieur le Haut-Commissaire, l'expression de ma considération et de mon profond respect.

Chérif MOULAY ISMAËL

Grand Marabout.

Extraits d'une correspondance adressée à Monsieur le Ministre des colonies en réponse à une « Enquête sur l'Islam » requise par son département ministériel le 9 mars 1937.

Yaoundé, 18 juin 1937.

La population musulmane est au Cameroun cantonnée dans les régions du Nord (Adamaoua, Bénoué, Mandara, Logone et Chari). Dans les grands centres du Sud, l'élément *pratiquement négligeable, est représenté par quelques rapporteurs HAOUSSA et des indigènes des colonies voisines*

Le musulman du nord, n'a pour ainsi dire, pas de contact avec les sources vivifiantes de l'Islam. Il continue à réciter, le plus souvent par habitude, les prières quotidiennes traditionnelles, mais enfreint fréquemment les règles coraniques (l'usage des boissons alcooliques par exemple est toléré).

Signé : BOISSON

2AC 3979  
 AFRIQUE EQUATORIALE FRANCAISE  
 Gouverneur Général  
 DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES  
 ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
 N° 48  
 Objet: pèlerinage à la Mecque

REPUBLIQUE FRANCAISE  
 Liberté-Egalité-Fraternité  
 Brazzaville, le 2 février 1952

Le Gouverneur Général de la France  
 d'Outre-Mer,  
 Haut-Commissaire de la République  
 en Afrique Equatoriale Française.  
 A Monsieur le Haut-Commissaire du Cameroun.  
 - YAOUNDE -

Des secours ont été accordés à certains pèlerins de votre Territoire qui se trouvaient momentanément en difficulté en Arabie Séoudite. Ces secours leur ont été délivrés en devises par le Lieutenant FRANCO, convoyeur officiel des pèlerins de 1951, à titre de prêt et à la condition que ces secours seraient remboursés par les bénéficiaires dès qu'on leur en réclamerait la contre-partie en monnaie locale.

Parce qu'il me paraît inopportun d'une part de créer un précédent qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses dans l'avenir, parce que d'autre part l'avance des devises nécessaires à l'attribution de ces secours a été faite par R.T.S.T qu'il faudra rembourser, je vous serais reconnaissant de faire procéder dès que possible au remboursement des sommes dues par ces pèlerins c'est-à-dire : *10 réaux soit 600 francs CFA accordés à :*

- |                                 |                                   |
|---------------------------------|-----------------------------------|
| 1- NJOYA ABOUBAKAR (Foumban)    | 8- PATOUMA KOUNDING (Yaoundé)     |
| 2- MBOUMGAMNA SALIFOU (Foumban) | 9- BAKARI YACOUBOU (Tibati)       |
| 3- NJOYA AROUNA (Foumban)       | 10- OUSMAN ZARANDA (New-Bell/Dla) |
| 4- MALAM SAMBO (Tibati)         | 11- ALHADJI HAMADJAM (Ngaoundéré) |
| 5- MAMA ABDOULAYE (Yaoundé)     | 12- YAYA ABDOULAYE (Ngaoundéré)   |
| 6- ARRI NABABA (Tignère)        | 13- DJANDJOUMA MALAM (Tibati)     |
| 7- ALHADJI INOUA (Tibati)       | 14- MALAM AMADOU (Ngaoundéré)     |

Dès que ces sommes auront <sup>été</sup> remboursées, vous voudrez bien m'en aviser afin que nous puissions fixer d'un commun accord les modalités de transfert de ces fonds à Brazzaville/

Pour le Haut-Commissaire  
 Le Gouverneur Secrétaire Général,

Signé : illisible.  
 Pour copie certifiée conforme,  
 Yaoundé, le 23 Mai 1952  
 Le Chef du Bureau de Mandatement.

CAMEROUN FRANÇAIS  
DIRECTION DES AFFAIRES  
POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES  
n° 241/APA

Yaoundé, le 10 Avril 1952

NOTE pour Monsieur le  
Secrétaire Général

Je serais reconnaissant à Monsieur le SECRETAIRE GENERAL de son avis quant aux modalités de remboursement à l'Afrique Equatoriale Française du montant des avances consenties en 1951 à un certain nombre de pèlerins à la Mecque, et s'élevant à 8.400 francs.

RIGAL

**ANNEXE II :**  
**CORRESPONDANCE DE LA TIDJANIYA**  
**(BRIQUETERIE) AU SECRETAIRE**  
**GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA**  
**REPUBLIQUE**



CHEFFERIE TRADITIONNELLE  
AHMADOÛ OUSMANOU DJOUDJOU MAIKOKO

Yaoundé le 02-11-93

Chéf de Groupement d'EKOUODOU  
(Zone d'EKOUODOU) Arrondissement de YAOUNDE 2<sup>e</sup>  
Département du MFOUNDI

2. P. 643 Yaoundé (CAMEROUN) Tel. : 20-92-34

A Monsieur le Secrétaire Général  
à la Présidence de la République

Objet : Informations et  
doléances

Nous, le Comité Tidjania dirigé par le Chef Traditionnel de 2<sup>e</sup> degré, Chef de la communauté musulmane de Yaoundé et l'Imam Central, venons une fois de plus auprès de votre haute bienveillance vous présenter la situation conflictuelle qui règne au sein de notre communauté musulmane, et qui se propage déjà comme une vraie gangrène à travers la majeure partie du territoire national.

Nous voulons tout d'abord vous dire que le mouvement musulman de ces jours, la Tidjania existe au Cameroun depuis près d'un siècle, évoluant sans heurt interne, mais plutôt dans une harmonie remarquable. Mais, voici, que depuis 5 ans aujourd'hui, le mouvement intégriste est venu directement de Metecini dans l'Etat de Kano au Nigéria ; les Tidjania locaux leur ont pourtant réservé un accueil paisible, dans les mosquées dont les portes leur furent grandement ouvertes, mais c'était sans compter avec les desseins de domination inavouée des Intégristes qui montrent enfin leur vrai visage tout récemment à l'heure du multipartisme. Tout ce qui a toujours été normal depuis 5 ans devient curieusement excentrique à leurs yeux désormais. Lors des grandes fêtes religieuses, l'Imam avait coutume de prononcer une prière spéciale pour la paix dans notre pays et pour le Chef de l'Etat qui le gouverne, quoi de plus normal ! mais les Intégristes trouvent eux que c'est un scandale ; d'après eux, l'Imam n'a pas le droit de dire une quelconque prière à la mosquée pour un non musulman. Et joignant l'acte à la parole, tous les Intégristes ont décidé de ne plus jamais mettre pied à la mosquée et préfèrent maintenant faire bande à part cultivant ainsi l'esprit de haine et de guerre à l'endroit des Tidjania. Bien plus, ces mêmes Intégristes ne cachent pas leurs convictions politiques sponsorisées par le SDF, leur nouveau cheval de bataille, afin de destabiliser le régime en place. Pour eux, personne d'autre en dehors de Dieu n'a droit au respect, fût-il Chef, Gouverneur, Ministre ou Président de la République.

Nous, le Comité des Tidjania ne pouvons admettre qu'un tel désordre puisse continuer à s'instaurer et se perpétuer au Cameroun comme ce fut le cas en Yougoslavie, en Egypte, en Algérie et au Nigéria pour ne citer que ces pays là. Notre souhait le plus cher est que le Gouvernement prenne acte de cette mise en garde solennelle au point de tuer dans l'oeuf s'il en était besoin toute l'œuvre des Intégristes. Ce désordre n'a que trop

duré et déjà des antennes internationales comme RFI en parle comme si nous étions dans ces pays cités plus haut. La riposte des Tidjania est toujours à la mesure des attaques des intégristes. La nuit du Vendredi à Samedi 23/10/93 par exemple les Intégristes ont encerclé la mosquée du milieu prenant en otage le Muezing et interdisant tout accès aux fidèles Tidjania. Les Tidjania bien sûr ne se sont pas laissé faire, on a enregistré par la suite des maisons des intégristes brûlées, des voitures saccagées et leurs biens pillés. Ainsi va désormais la vie quotidienne au sein de notre communauté.

Ci-joint la liste des 15 membres de la Délégation Tidjania de Yaoundé qui sollicite vous rencontrer.

Il s'agit de Messieurs :

- 1- AHMADOU OUSMANOU MAIKOKO
- 2- IMAM MALAM GARBA
- 3- IMAM MALAM IBRAHIM MOUSSA
- 4- IMAM MALAM MAIKANO
- 5- ALHADJI RINDING MAAMA
- 6- ALHADJI SANDA MADY
- 7- ALHADJI MALAMY SOULEY
- 8- ALHADJI IBRAHIM ISMAILA
- 9- ALHADJI IDI SOULEY
- 10- INOUSSA BABANYA
- 11- MOUHAMADOU MOUSSA
- 12- ABDOULAYE SHERIF
- 13- MAMA AWAL
- 14- ALHADJI IBRAHIM ANAL
- 15- ALHADJI MEIRIGA LAHDAN.

Très haute considération.

AHMADOU OUSMANOU



10/10/93

**ANNEXE III :**  
**DIVERSES CORRESPONDANCES DE LA**  
**COMMUNAUTE SUNNITE DE YAOUNDE**  
**A L'ADMINISTRATION EN 1994**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
ASSOCIATION ISLAMIQUE  
SUNNIT DE YAOUNDE  
PO. BOX 34 YDE  
MOSQUEE AHALIL SUNNAH  
TEL . 20 . 71. 97



جمهورية أهل السنة الإسلامية

ياوندي من قبا : ا

الكامسيو

تلفون : ٢٠ - ١

REF LET. N° 005

YAOUNDE 07/09/93 : ياوندي

NO

OBJET demande de 2 mosquées  
sises au quartier Briqueterie  
pour les prières de vendredi.

TRES RESPECTE: CHEF DU GROUPEMENT  
HAOUSSAS DE LA BRIQUETERIE ET  
GRAND IMAN DE LA MOSQUEE CENTRALE DE  
YA O U N D E

Louange à Allah, Créateur des cieux et de la terre.  
Paix et bénédictions sur le sceau des prophètes MOHAMMAD, sa  
famille, ses compagnons et ceux qui les ont suivis fidèlement.

Suite à la réunion du 07 septembre 1993 présidée  
par Monsieur le Sous-préfet de Yaoundé II, à laquelle ont pris  
part entre autres les mandataires de la communauté de AHALIL  
SUNNAH de Yaoundé,

Nous avons l'honneur, l'humilité de venir auprès de  
votre bienveillance solliciter la mise à la disposition de notre  
communauté deux (02) mosquées de votre choix pour les grandes  
prières du vendredi.

Importe-t-il de rappeler que plus d'une mosquée ap-  
partenant à la grande famille musulmane sont fermées les ven-  
dredis.

Bien plus, permettez-nous de vous réitérer que notre  
communauté est victime de manoeuvres d'exclusion et de haine  
développées par certains de nos frères, Nos administrés.

Ce comportement injustifié ternissant l'image de  
l'Islam et par ricochet celle de la grande famille musulmane dont  
vous êtes responsable est manifestement contraire à la législa-  
tion en vigueur, relative à la liberté de culte.

L'Islam, religion de Paix ne saurait être prétexte  
d'une guerre fratricide inutile.

Avec l'aide de Dieu, nous ne céderons pas aux multi-  
ples manoeuvres de provocation.

.../...

Comme par le passé et mieux à l'avenir, nous appliquerons toujours INCHA ALLAH ce conseil de notre prophète : "voulez-vous que je vous dise comment Dieu élève les gens ?

Le prophète, répondirent les compagnons. Et le prophète reprit en disant :

Fais preuve de clémence envers celui qui te traite avec ignorance (manque de respect) ; pardonne à celui qui se montre injuste envers toi, donne de tes biens à celui qui ne se montre pas charitable envers toi et rends visite à celui qui a rompu avec toi."

Saurons-nous vous quitter sans vous remercier à l'avance pour les mesures que vous prenez afin de nous permettre d'adorer Dieu le Très-Haut dans la quiétude.

Dans cette attente, daignez agréer, l'assurance de notre profond respect et croire à notre sincère attachement à l'unité et à la fraternité de la OUMMA (communauté).

ALLAH, réalise largement nos espoirs, dirige notre fin vers ta miséricorde ; accorde-nous la faveur de corriger nos défauts, mets en toi notre confiance et sois notre constant appui.

ALLAH, affermis-nous dans la voie de la droiture, éloigne-nous pendant cette vie de ce qui pourrait causer notre repentir, au jour de la résurrection, allège-nous le poids des péchés et délivre-nous, ainsi que nos pères et mères, nos frères et soeurs du feu de l'enfer par ta miséricorde.

Bénédictio de Dieu sur notre prophète MOHAMMAD, sa famille et tous ses compagnons et louange à Dieu, Maître des mondes. /-

AMPLIATIONS :

- Chef du Groupement HACUSSA de la Briqueterie
- IMAM mosquée Centrale-YDE
- Sous-préfet
- préfet
- Gouverneur
- SESI
- Gendarmerie Nationale
- CENER
- Commissariat Spécial.-
- Archives-Chrono.-

P. La Communauté SUNNITE de YAOUNDE, L'AMIR,

CHEHOUL HADI.



EL SOULE ISMAILA.-

*[Handwritten signature]*



DE PART LE NOM DE DIEU CLEMENT ET MISERICORDIEUX

REF/0122/PM/26-10-93

COMMUNAUTE SUNNITE

B.P. 34 YAOUNDE

TEL : 22-32-43

/- Monsieur le Vice-Premier Ministre  
Chargé de l'Administration Territoriale.

OBJET : Clarification.

Monsieur,

Nous, Communauté Sunnite de Yaoundé, avons l'honneur de vous renseigner sur une situation assez préoccupante que vous êtes loin d'ignorer, à savoir les agitations qui imperturbablement continuent de rythmer la vie de la Briqueterie.

Tout, en effet, commence au mois de Mars 1993 lorsque, sur la demande du Chef Hacoussa appuyé par quelques dignitaires de la Briqueterie membre de la confrérie Tidjanite, ressortissant Nigérian nommé SOUKAREDJOU ayant obtenu en ne sait comment une carte nation d'identité inaugure une série de prêches. Objectif de ces prêches : Combattre les Sunnites pendant près de 6 mois, ce dernier, en dépit de notre appel plusieurs fois répété à la raison et à la modération, va s'employer à semer la haine et à créer la tension chez ceux qui ne demandent qu'à vivre paisiblement leur religion.

Mais la façon de procéder de M; SOUKAREDJOU ne fut pas aussi satisfaisante que ses sponson te souhaitaient. D'où une nouvelle invitation adressée début Septembre 93 à MALLAM BAROTA, un autre Nigérian nous remercions les autorités pour son rapatriement, Maîtres d'œuvre de cette 2e invitation : IBRAHIMA Ismaïla (Principale) Financie des fauteurs de trouble) NABARA et ses complices dont vous trouverez ci-joint les noms :

MALLAM BAROTA au cours du mois passé s'est surtout démarqué par son éloge du meurtre : quiconque réussit à tuer un Sunnite pose l'acte le plus pieux, le plus méritoire qui soit. Le prix en est le grade de Martyr et l'accès sans jugement au Paradis. Dès ce moment, le gang organisé, entraîné, drogué et financé par les instigateurs déjà mentionnés Chef Hacoussa, IBRAHIMA ISMAÏLA...) se livre à ce qui lui vaut le Paradis : Provocation, intimidation, pillage de biens, casse de voitures, blessures infligées aux Sunnites... toujours assoiffés de barbarie, ce gang monté contre les Sunnites par la coterie du Chef Hacoussa de la Briqueterie chasse ceux-ci de leurs demeures et de leurs lieux de culte qu'il (ce gang) détruit aussitôt remplace les Imams de mosquée s'il ne sont pas tidjanites, ils écoutent les lettres de menaces à d'autres. Il n'est pas jusqu'aux nattes de prières, microphones, haut-parleurs qu'ils ne volent : La joie dans leur forfait et l'imputeté dont ils jouissent leur donne des ailes et maintenant ils traversent les frontières le vendredi 22/10/93, ils sont allés jusqu'à MBALAYO n'eut été la vigilance des populations et des autorités. Ils ont été repoussés le 23 et le 24 deçu par l'échec de leur attaque en MBALAYO, ils ont encore cassé, brûlé maisons et voitures à la Briqueterie.

Soit dit en passant, ces fauteurs de désordre sont recrutés parmi les jeunes qui à notre sens ont plus d'une raison d'être traités noblement. N'est-ce pas hypothéquer l'avenir des nations que de droguer les jeunes dont on dit à raison qu'ils sont le nerf du développement ?

Excellence, notre attitude devant toutes ces autorités n'est faite que de patience et d'endurance, et ce ne sont ni le Gouverneur de la Province du Centre, ni le Sous-Préfet de Yaoundé II, ni encore moins la Police et la Gendarmerie qui vous diront le contraire. C'est que l'Islam orthodoxe auquel nous cherchons à nous conformer accorde la primauté aux valeurs de paix.

Excellence, imaginez un seul instant que nous ayons répondu au mal par un mal plus ou moins proportionnel : qui visage présenterait aujourd'hui la Briqueterie ? Notre refus de suivre un Islam dilué dans des pratiques hétérodoxes et éloigné de la ligne droite tracée par Dieu : voilà la raison majeure de tant d'animosité injustifiée - puisque la loïcité est une caractéristique du Cameroun - dont nous sommes victimes à la part des Tidjanites.

La raison de cette haine injustifiée, d'aucuns veulent la trouver dans la politique. La vérité, Excellence, comme le Chef HAOUSSA annonce que c'est les partis Politiques qui combattent le RDPC. La vérité, Excellence, c'est qu'il n'y a pas à la Briqueterie le RDPC contre le SDF, l'UNDP, et l'UDC. Le problème de la Briqueterie qu'on interprète de façon plurielle est religieux à 100%. La preuve en est aujourd'hui nombre de ceux qui s'affrontent sur le plan politiques fondamentalement différentes s'entendent pour nous chasser. D'où leur vient cette entente pour le moins brusque et surprenante si ce n'est pas de leur appartenance à une même sensibilité religieuse : La TIDJANTA ?

A titre d'exemple, le Chef HAOUSSA TIDJANITE (R.D.P.C - TIDJANIYA) et son frère MOUMOUNI (U.N.D.P. TIDJANITE) qui hier ne se saluaient pas pour des raisons évidentes se fréquentent maintenant qu'ils ont à en finir - rêve - avec leur ennemi commun : les SUNNITES. Autre exemple : MEWADA KORAMO : SUNNITE ne s'entend avec AZIMI KORAMO TIDJANITE tous de l'U.N.D.P. les exemples de ce genre, on peut les multiplier interminablement, mais faute d'un cadre indiqué pour une telle énumération, nous nous contenterons de porter à votre auguste connaissance les raisons pour lesquelles le R.D.P.C. à la Briqueterie est en chute.

1) L'impopularité du Chef HAOUSSA : A cela s'ajoute son manque de charisme. En effet, il n'est plus en faveur auprès du peuple, il ne jouit plus d'aucun prestige (jugements liés à l'héritage), que les testaments sont détournés et depuis que, pour s'attirer certaines faveurs de autorités, il moucharde, dénonce les Musulmans, les innocents auprès de ces autorités.

2) La cupidité du Chef HAOUSSA : Excellence, svez-vous quelle destination prennent les billets d'avion pour le pèlerinage à la Mecque que le Chef de l'Etat, à certaines occasions, charge le Chef HAOUSSA de remettre gratuitement aux musulmans ? Au lieu de profiter de ces gestes du Chef de l'Etat pour grossir les rangs du R.D.P.C le Chef HAOUSSA sans vergogne les cède à 1 ou 2 privilégiés de sa clique et le reste il les vend tout simplement.

3) Enfin, pendant qu'en ce moment le gouvernement du Cameroun a soif de paix et de stabilité, le Chef HAOUSSA accepte délibérément que les étrangers viennent troubler l'ordre public. Excellence est-ce à dire que le R.D.P.C et ses délégués vibrent en opposition de phase ? Est-ce là le comportement d'un responsable, d'un patriote doit-il, pour des considérations d'ordre personnel, sacrifier l'intérêt général, l'intérêt de la partie ?



Excellence, tels sont les agissements de ceux que le R.D.P.C dépêche auprès des Musulmans. Après avoir échoué dans leur mission d'asseoir le parti dans leur localité, après avoir fait montre d'une insuffisance intellectuelle notoire, ils créent de toute pièce une situation - assez facile à résoudre qu'ils politisent par la suite afin de camoufler ce que tout le monde reconnaît comme étant leur faillite.

Excellence, la situation des Sunnites et celle du bouc émissaires. C'est et vous le savez mieux que nous, le bouc que les juifs chassaient dans le désert après l'avoir chargé de tous les torts et crimes du peuple, après l'avoir rendu responsable de ce dont il n'avait jamais souhaité être accusé.

Excellence, nous vous prions de bien vouloir faire quelque chose car vous seul pouvez nous apporter une solution non partisane, nous vous disons notre disponibilité à coopérer avec vous si cela doit apporter l'ordre, la paix à la Briqueterie et que nous reprenons nos prières d'ensemble.

Dans l'attente d'une suite, veuillez agréer, Excellence, l'expression de notre franche et sincère collaboration.

PLIATION :

- PRESIDENCE
- PREMIER MINISTRE
- MIN. FORCES ARMÉES
- GOUVERNEUR
- PREFET
- SOUS -PREFET
- SESI
- CNER
- SEMIL.





**ANNEXE IV :**  
**SERMON POUR LA PAIX AU**  
**CAMEROUN**

République du Cameroun  
Paix-Travail-Patrie



Paix-Développement-Dialogue

CONSEIL DES IMAMS ET DIGNITAIRES MUSULMANS DU CAMEROUN  
(CIDIMUC)

## MESSAGE-PORTE

N°007/MP/CIDIMUC/Pdt Régional du Centre

Le Président Régional du CIDIMUC du Centre

A

Tous les Imams et Dignitaires Musulmans des Mosquées  
de la Région du Centre.

(Mfoundi, Mbalmayon, Eséka, Obala, Monatéle,

Ngoumou, Ntui, Nanga Eboko, Bafia, Akonolinga, Mfou).

**Objet :** Communication de la prière spéciale éditée par le Grand Imam Principal de la Mosquée d'Essos Président du CIDIMUC du Centre pour l'année 2018.

### TEXTE

Chers confrères Imams des Mosquées de la Région du Centre /Stop/ Honneur vous demandez /Stop/ pour notre soutien habituel et permanent au Chef de l'Etat et au pouvoir public /Stop/ à nos forces armées qui sont au front /Stop/ et surtout pour cette année électorale /Stop/ en général contre le terrorisme qui sévit dans nos frontières et menace notre paix et notre stabilité républicaine /Stop/ pour que nos prières puissent apporter un soutien sans faille au Chef de l'Etat pour une éradication totale de ces fléaux dans les Région du Septentrion/Stop/ de l'Est/Stop/, du Nord-Ouest et du Sud-ouest /Stop/ à cet effet /Stop/ je vous invite /stop/ à procéder /Stop/ après chaque prière du Vendredi pendant tout le moi de ramadan /Stop/ à cette prière spéciale réservée pour lutter contre les ennemis de notre nation /Stop/ qu'elle apporte la paix /Stop/, le bonheur /Stop/, la stabilité /Stop/ ainsi que la réussite de toutes les élections de cette année 2018 /Stop/ Prière conforme aux versets coraniques pour la paix :

BP : 3485 Tél : (237) 77 74 17 12  
E-mail : [cidimuc@yahoo.fr](mailto:cidimuc@yahoo.fr)

Fax : (237) 22 20 30 35  
Site Web : [www.imamscam](http://www.imamscam)

- ✦ Sourate 36 : (Ils seront comblés par le salut qui leur sera adressé par un Seigneur miséricordieux) Salmoun Kawlan minrabirahim
- ✦ Sourate 37 : (Et c'est notre camp qui triomphera) wa inna Djourdana lahoumoul Ga'libou'na.

J'attache du prix à l'observation et l'application de la présente recommandation /Stop et fin/.



**Le Président Régional du CIDIMUC du Centre  
Grand Imam Principal de la Mosquée d'Essos**

**El Hadi Modibo Halidou Ibrahim**  
**Chevalier du mérite camerounais**  
**Ambassadeur pour la paix**



**ANNEXE V :**  
**ASSOCIATIONS PROMUES PAR L'IMAM**  
**AKONO ABDOULFATTAH**

annir

REGION DU CENTRE  
Center Region  
-----  
DEPARTEMENT DU MFOUNDI  
Mfoundi Division  
-----  
PREFECTURE DE YAOUNDE  
SDO'S Office  
-----  
BUREAU DES ASSOCIATIONS  
ET DES PARTIS POLITIQUES  
Associations and Political  
Parties Bureau

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Republic Of Cameroon  
-----

PAIX - TRAVAIL - PATRIE  
Peace-Work-Fatherland

## RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

N° **00000444** /RDA/106/BAPP

*Le Prefet du Departement du Mfoundi soussigné,*

donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'association tel que prévu par l'article 7 de la Loi n°90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association.

**Titre de l'association :** « COMMUNAUTÉ MUSULMANE BANTOU DU CAMEROUN »

**Objet :** Promouvoir la paix, la solidarité, la fraternité, l'entraide entre les membres – Promouvoir l'alphabétisation des populations – Promouvoir l'excellence de la culture islamique – Promouvoir l'éducation, la formation, l'emploi et l'encadrement des membres.

**Siège social :**

**Administration\*\***

**Amir:**

**Amir adjoints :**

**Secrétaire général:**

**Secrétaire généraux adjoints :**

**Trésorier:**

**Chargé de la communication:**

**Chargé de la culture :**

**Chargé de l'éducation :**

**Chargé des relations extérieures :**

**Commissaire aux comptes n°1 :**

**Commissaire aux comptes n°2:**

**Conseillers :**

YAOUNDE

M. AKONO Pierre Gelase  
1- M. BELL Luc  
2- M. BELEBENIE Ibrahim  
3- M. SAYA KAIGAMA Moustapha  
4- M. MVOGO Denis Ethe  
5- M. MOUHAMAN Moussa  
M. NKO'O Eric Achille  
1- M. MOUSSA AMASSOKA  
2- M. DIADI EBOUE Alex Marcel  
3- M. AWONDO NEME Idrissou  
M. ABEGA ABEGA Jean-Baptiste  
M. BELEBENIE Ibrahim  
M. BELL Luc  
M. BELEME Albert Le Grand  
M. ATANGANA Simon Patrick  
M. GWETH Ismael  
M. POUHE Jean Osear  
M. MVONDO MVONDO Ismael  
1- M. OHANDA-BISSA Abdelkarim ; 2- M. ALADJI ENGURU Ismail ;  
3- M. BOYOMO EMBOLO Yves D. ; 4- M. ZANGA Laurent ;  
5- M. MBARGA BEYENE Joseph  
6- M. MOUYAKAN A' TSOYI Ahoudoulaye ; 7- M. NANGA Ibrahim I.

Le présent récépissé de déclaration qui confère à l'association la personnalité juridique nécessaire est établi, signé et délivré pour servir et valoir ce que valent les signatures et le sceau ci-dessous.

**AMPLIATIONS :**

- MINATD/YDE
- GRC/YDE
- CDT GROUPE/GIE/YDE
- CCRG/YDE
- INTERESSE
- CHRONO/ARCHIVES

\* Noms, Prénoms, Professions, Domiciles et adresses des responsables actuellement chargés de l'association

\* Pièces annexées à la déclaration : - deux (02) exemplaires de l'acte de naissance ; un (01) P.V. de l'Assemblée Générale



YAOUNDE, le

**26 MAR 2014**

*Esila Jean Claude*  
Administrateur Civil Principal

PROVINCE DU CENTRE  
 DEPARTEMENT DE NYONG ET SO'O  
 PREFECTURE DE MBALMAYO  
 BUREAU DES ASSOCIATIONS ET  
 DES PARTIS POLITIQUES

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
 Paix - Travail - Patrie

N° 57 /RDA/J10/BAPP

### RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

L'Administrateur Civil Principal, Préfet du Département de Nyong et So'o soussigné, certifie avoir donné ce jour à Monsieur AKONO Pierre Gelase, le Récépissé de Déclaration d'Association dont les caractéristiques légales sont les suivantes :

**Titre :** Association "Nouveau Centre Musulman pour la charité" (New Moslem's Center)

**Siège :** MBALMAYO

**Objectifs:**

- Promouvoir la paix et la charité entre l'homme et son prochain ;
- Promouvoir les valeurs éthiques et morales de l'Islam en tant que religion de paix comme facteurs de développement ;
- Lutter contre la délinquance juvénile, le racisme et le tribalisme.

**Principaux dirigeants :**

**Président :** Monsieur AKONO Pierre Gelase

**Vice-Président :** Monsieur ABOUBAKAR AMADOU AGO

**Secrétaire Général :** Monsieur NTYAM Serge Alain

**Secrétaire Général Adjoint :** Monsieur ATANGANA Daniel

**Trésorier :** Monsieur TSOUNGUI MESSI Antoine

**Commissaire aux Comptes :** MM - OMGBA AHANDA Emmanuel  
 - MBITA MVONDO Francis Parfait

**Responsable chargé de la Communication et des Micro-Projets :** Monsieur MBARGA BEYENE Joseph

**Chargé des affaires culturelles et sportives :** Monsieur EVEZO'O Luc

**Chargé des Relations Extérieures :** Monsieur AKONO Pierre Gelase

Conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association, le présent Récépissé de Déclaration, qui confère à la dite association la personnalité juridique nécessaire, est établi et délivré à l'intéressée pour servir et valoir ce que de droit./-

**Ampliations :**

- MINAT/D/DRP
- GOUPROC
- Tous S/Préfets/J10
- Tous CD/J10
- CoComGend/Mbyo
- ComSpecial/Mbyo
- ComSecu/Mbyo
- Intéresséc-Chrono/Archives.



Mbalmayo, le

LE PREFET,

10 MAI 2008



REGION DU CENTRE  
Centre Region

DEPARTEMENT DU MFOUNDI  
Mfoundi Division

PREFECTURE DE YAOUNDE

SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES  
JURIDIQUES ET POLITIQUES

BUREAU DES ASSOCIATIONS  
ET DES PARTIS POLITIQUES

REPUBLICQUE DU CAMEROUN  
Republic Of Cameroon

PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
Peace-Work-Fatherland

**RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION**

N° 00000037 /RDA/006/SAAJP/BAPP

*Le Prefet du Departement du Mfoundi soussigné*

donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration d'association tel que prévu par l'article 7 de la Loi n°90/053 du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association.

**Titre de l'association :** « ASSOCIATION "ORGANISATION CAMEROUNAISE DE LA ZAKAT (CHARITÉ)" »

**Objet :** Soutenir les efforts du Gouvernement camerounais, des organisations et associations nationales et internationales dans la lutte contre la pauvreté – Promouvoir le rôle de la ZAKAT (charité) en tant qu'outil de base pour le développement économique et l'équilibre social – Contribuer à l'éclosion des micro-projets à travers la Zakat — Apporter de l'aide à travers la collecte et la distribution de la Zakat aux pauvres et aux nécessiteux : orphelins, handicapés, malades, veuves et personnes vulnérables – Contribuer à développer l'effort de la communauté musulmane camerounaise au développement économique et socioculturel du Cameroun – Encourager la solidarité et la fraternité – Promouvoir la paix, la charité, les valeurs éthiques et morales de l'islam en tant que religion de paix et facteur de développement – Etablir une base de données consacrée à la Zakat – Venir en aide aux étudiants et former les cadres en vue de soutenir l'effort du Gouvernement camerounais – Lutter contre les maux qui minent la société.

**Siège social :** B.P : 8789  
**Administration\*\*** YAOUNDE, Tel : 675627322

**Président:** M. AKONO Pierre Gelase  
**Vice-président :** M. MPEPEME Idrissou  
**Secrétaire général:** M. NKO'O BEKONO Eric A.  
**Secrétaire général adjoint :** M. LAMANA OUMAR  
**Treasorier:** M. LUKONG Salleh Dor  
**Treasorier adjoint:** M. MOHAMADOU Abdoulaye  
**Commissaire aux comptes:** M. BELEBENIE Ibrahim  
**Chargé des projets:** M. DJOUBAIDATOU  
**Chargé des relations extérieures :** M. NKO'O BEKONO Eric A.  
**Conseillers:** M. FOUPOUA GNIGNI MFOUAPON B. ; M. ZEBRI Sali  
M. ADJI BOUBA ; M. OUMAROU Ahmadou  
M. MOUHAMAN MOUSSA ; M. MOHAMADOU BELLO Yakoubou  
M. SAYA KAIGAMA Yakoubou ; M. MOUMBAGNA AMADOU  
M. ABDOULATIF HASSAN

Le présent récépissé de déclaration qui confère à l'association la personnalité juridique nécessaire est établi, signé et délivré pour servir et valoir ce que de droit./.

**AMPLIATIONS :**  
- MINATD/YDE  
- GRC/YDE  
- CDT GROUPE/YDE  
- COGR/YDE  
- INTERESSE  
- CHRONO/ARCHIVES  
\* Noms, Prénoms, Professions, Domiciles et Situations des responsables actuellement chargés de l'association  
\* Pièces annexées à la déclaration : - deux (02) exemplaires du statut d'un (01) P.V.A.G. Constitutive

19 JAN 2016

*Fosila Jean Claude*  
Administrateur Civil Principal

**ANNEXE VI :**

**ACTES DE DECLARATION DE  
L'ASSOVIC ET DE L'ASIMOUC**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

DECRET N° 92/032 DU 21 FEVR. 1992  
 portant reconnaissance d'une Association Religieuse.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 90/053 du 19 Décembre 1990 sur la liberté d'Association ;

D E C R E T E :

ARTICLE 1ER.- Est reconnue l'association religieuse dénommée "ASSOCIATION SOLIDAIRE DE LA VOCATION ISLAMIQUE DU CAMEROUN" dont le siège est à Yaoundé. Département du Mfoundi.

ARTICLE 2.- Le Ministre de l'Administration Territoriale est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au Journal Officiel en français et en anglais.7-

YAOUNDE, le 21 FEVR. 1992

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,


 Paul BIYA

PROVINCE DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MFOUNDI

PREFECTURE DE YAOUNDE

BUREAU DES ASSOCIATIONS  
ET DES PARTIS POLITIQUES

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

\*\*\*\*\*

## RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

N° 00380 / RDA/JO6/BAPP

Le Préfet du Département du Mfoundi soussigné, donne aux personnes ci-après désignées, récépissé de déclaration, tel que prévu par l'article 7 de la loi N° 90/053 du 19 Décembre 1990 portant sur la liberté d'association.

Titre de l'Association: ASSOCIATION DES IMAMS ET OULEMAS DU CAMEROUN " (ASIMOUC).

Objet: - Ouvrir pour la création des Institutions religieuses, académiques, conventionnelles, sanitaires, des centres de formation socio-professionnelle - Promouvoir la revalorisation et le rehaussement du rôle des encadreurs dans la communauté Islamique - Assurer le développement rationnel et l'épanouissement de ses membres dans le strict respect des règles de la vie sociale islamique - Organiser des voyages d'études des recherches, des pèlerinages en lieux saints, des prédications.

Noms et Prénoms (Profession et Domicile des Responsables Actuellement Chargés de l'Administration et de la Direction de l'Association).

Président: IMAM SAID BACHIR NJOYA

Vice-Président: IMAM CHOUKABOU YAYA

Secrétaire Général: USTAZ EL HADJ MBOUCOMBOU MOUSSA FEDERAL

Trésorier Général: IMAM MEFINE ALIYOU SIN.

Pièces Annexées à la Déclaration: - deux exemplaires de statut  
- deux exemplaires de la liste des membres du bureau exécutif.

Le présent récépissé de déclaration qui confère à l'association la personnalité juridique nécessaire, est établi pour servir et valoir ce que de droit.

AMPLIATIONS:

- MINAT
- PROV/CENTRE
- COCOMGEND
- CONCENTRAL
- PR. MFOUNDI
- INTERESSE
- CHRONO/ARCHIVES

YAOUNDE, le

19 NOV 1997

LE PREFET

MEDER NGO'O Edgard Alain  
Administrateur Civil

**ANNEXE VII :**  
**ACCORD DE COLLABORATION DU**  
**MINISTERE DE LA SANTE**  
**PUBLIQUE AVEC L'ASSOVIC ET**  
**L'ASIMOUC**



République du Cameroun  
Paix -- Travail -- Patrie

Ministère de la Santé Publique

Secrétariat Général

Division de la Coopération

E32 - 105  
N° L/MINSANTE/SG/DCOOP/CPNAT/CEA1

Republic of Cameroon  
Peace -- Work -- Fatherland

Ministry of Public Health

Secrétariat Général

Cooperation Division

Yaoundé 15 OCT 2008

LE MINISTRE

A

Monsieur le Président de l'Association  
Solidaire de la Vocation Islamique du Cameroun  
Tél : 77 53 52 25

Objet : Lettre d'Accord de Collaboration

Monsieur le Président,

En accusant réception de votre correspondance d'objet susvisé et après avis favorable de mes Services techniques compétents,

J'ai l'honneur de vous marquer mon accord pour une collaboration entre mon Département ministériel et l'association Solidaire de la Vocation Islamique du Cameroun (ASSO VIC).

Conformément à l'article 8 de l'arrêté N°1433/AMSP/SG/DCOOP/CPNAT du 16 Août 2007 fixant le cadre de collaboration entre le Ministère de la Santé Publique, les Associations, les Organisations Non Gouvernementales et les Formations sanitaires des secteurs public et privé, toute association ou organisme bénéficiaire d'une lettre d'accord de collaboration doit :

- Respecter les lois et règlements en vigueur ;
- Respecter les orientations de la Stratégie Sectorielle de Santé et tous les documents de Stratégie et de planification qui en découlent, notamment les plans de viabilisation des districts ;
- Travailler en étroite collaboration avec le service de santé de sa zone d'intervention ;
- Présenter annuellement un plan d'actions et un rapport d'activités dont la périodicité sera définie par la Lettre d'Accord de Collaboration.

Cet Accord ne donne pas systématiquement droit à une subvention de l'Etat. Elle ne donne non plus droit à la création, à l'ouverture d'une formation sanitaire, à l'acquisition, à la distribution, à la commercialisation des médicaments et dispositifs médicaux.

Toutefois, les Contrats d'exécution dûment négociés et signés entre une formation sanitaire de la sphère publique et un autre intervenant du secteur de la santé, qu'il soit public ou non, peut être

assorti d'un plan de financement comprenant, le cas échéant, des ressources publiques allouées à l'une ou aux deux structures parties.

Toute violation, dûment constatée, des dispositions ci-dessus citées peut entraîner retrait, après préavis n'excédant pas 15 jours, de la Lettre d'Accord de Collaboration.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Ampliations :

- DPSP / Centre
- DS de Mbalimayo

PJ : 1 Arrêté fixant le cadre de collaboration

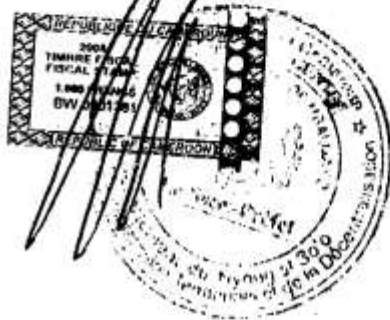


*André MAMA FOUDA*

01 NOV 2008

LE SOUS PREFET

*Hounfor Goumanou*  
Administrateur Civil



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
-----  
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE  
-----  
DELEGATION PROVINCIALE DU CENTRE  
-----

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland  
-----  
MINISTRY OF PUBLIC HEALTH  
-----  
CENTRE PROVINCIAL DELEGATION  
-----

N° \_\_\_\_\_ /L/MSP/DPSPC/SP

Yaoundé le 29 novembre 2006

LE DELEGUE PROVINCIAL DE LA  
SANTE PUBLIQUE DU CENTRE

A

MONSIEUR LE PRESIDENT NATIONAL  
DE L'ASSOCIATION DES IMAMS ET  
OULEMAS DU CAMEROUN (ASIMOUC)

**Objet : Demande de collaboration pour  
la lutte contre le VIH-SIDA**


Monsieur le Président National,

Nous avons bien reçu et étudié votre dossier de demande d'accord de collaboration pour la lutte contre le VIH-SIDA que vous avez transmis au Ministre de la Santé publique. Nous apprécions l'intérêt que vous portez sur la lutte contre cette pandémie, notamment en milieu Islamique.

En attendant que Monsieur le Ministre de la Santé Publique vous accorde une lettre de collaboration, nous vous invitons à travailler en collaboration avec les équipes cadres des districts de santé de vos zones d'intervention, qui ne ménageront aucun effort pour vous assister, et de nous transmettre régulièrement vos rapports d'activités, afin de permettre au ministère de mieux apprécier vos activités et éventuellement de vous délivrer une lettre d'accord de collaboration.

Veillez agréer Monsieur le Président National, l'assurance de notre parfaite collaboration.

LE DELEGUE PROVINCIAL DE LA  
SANTE PUBLIQUE DU CENTRE

  
\_\_\_\_\_  
Monsieur le Délégué Provincial  
de la Santé Publique du Centre

## INDEX

### A

Abou Bakr, 260

Aboubakar Njiassé Njoya, 6,  
85,247,293,314,328,247, 293, 314, 329

Abwa Daniel, 6, 92, 99

ACADIR, 353,359, 360, 366,367

ACAMAS,84,174,178,201,206,213,233,23  
6,343,344

ACIC, 84,110,143,144, 146,149,151,207,  
208,213,217,218,223,224,226,235,236,270  
,271,317,318,319,326,330,331,333,335,33  
7, 360, 369

Adama, 16, 52, 64, 79, 86, 88, 106, 363

Adamaoua, 8, 9, 11, 16, 17, 35, 43, 47, 48,  
53, 57, 59, 60, 63, 103, 163, 228, 232, 239,  
312, 314, 340, 345

Adamawa, 16, 60, 64, 99, 102, 106, 109

ADF,110,114,122,126,127,166,170,173,17  
4,175,178,201,202,203,211,217,218,236,2  
37,250,264,271,272,300,  
303,324,344,345,349,

Afrique,2,4,6,48,53,72,77,86,90,93,94,95,9  
6,97,98,99,100, 102,170, 179, 192,201,  
214, 219, 220, 240,268,276,342

Ahmadiya, 86

Ahmadou Ahidjo, 97, 98,100,  
142,143,144,145,146,147,148,149,154,240  
, 246, 254, 271

Ahmadou Ousmanou Djoudjou Maikoko,  
74, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98

Akono Abdoufattah,170,284,288,289,290,  
296,297, 298,299,300, 301, 302,303,304,  
305, 329, 339, 340

Aladji,84,89,95,96,113,114,119,123,131,1  
33,136,137, 246, 284, 289, 290, 292, 293,  
294, 365

Al-Azhar, 226, 253,254, 255,270, 324

Algérie, 178,227, 239, 240, 270, 324

Al-Haramayn, 205, 227, 230, 231,333, 351

Allah, 137,138, 218, 241, 322, 333

Allemagne, 60, 66,72

Allemands,49,55,59,60,61,62,  
63,65,66,67,68,69,71,72,89,92,93,94,  
108,116

Amiroul Mouminine, 181

André Franqueville,52,57,59,60,61,65,66,  
67,69,70,74,78,108

Angara, 102, 103,111, 129,313

An-Nour, 133,173, 179, 212, 235, 236, 237,  
297,348, 349

AOF, 88

Arabes, 144, 145,146, 166, 170, 201, 220,  
247,289, 291, 194, 305,  
306, 318, 320, 325, 326, 329, 340, 346,  
355, 364

Arabie Saoudite, 125,144,145,146,166,  
172,174,178,192,199,200,201,204,205,208  
,244,246,247, 248, 253, 255, 257, 271,274,  
288,307,320,330, 324,333, 335, 344, 354,  
357, 359

Ar-Rissala, 203, 237,337

ASIMUC, 265,317

Associations islamiques, 109,152, 159, 179,  
199, 201, 205, 210, 216, 217, 238

ASSOVIC, 110, 149, 208, 209, 218,  
317,331

Awaë, 106, 111, 113, 114, 161,347

### B

Babouté, 17, 49

Bafia, 19, 48, 51, 54, 78,102,196, 221, 260,  
304, 307, 328, 329, 332

Bamoun, 35, 36, 44, 63, 64, 78, 91, 98,  
101,103, 105,106,245, 255, 279,  
107,108,113,119,122,123,125,126,134,135  
,136,140,152,155,171,172, 177,180,  
181,182,183, 189,191,192,196, 197,203,  
205,209,245, 253, 255, 279, 282,283,  
289,293,303, 304, 305, 306, 307, 315,

326, 328,329,330,331,332,333, 335, 336,  
341, 364  
Banyo, 55, 56, 66  
Bënë, 55, 118,134  
Baraqua, 239  
Bati, 49  
Batschenga, 49, 55  
Bastos, 319, 324, 338  
Beti,13,17,18,27,48,49,51,52,54,61,62,84,9  
8,101,102,103,104,105,106,107,109,110,1  
19,124,134,135,136,137,138,139,140,152,  
155,156, 158, 159, 161, 163, 166, 172,174,  
179, 181, 182, 185, 191, 196, 197, 198,199,  
201, 207, 215, 220, 221, 222, 223,229, 233,  
237, 244, 248, 249, 267, 269, 276, 278, 279,  
280, 282, 283, 284, 285, 286,287, 288, 289,  
290, 291, 292, 293, 294, 298, 302,305,306,  
307, 308,309, 310, 311, 312, 313, 323, 325,  
328, 329, 330, 331,332, 339, 340, 341,342,  
346, 364, 369, 370, 371  
Bista, 139, 175, 229, 232, 234  
Biya Paul, 146, 147, 148,149, 240  
Biyem-Assi, 161, 247  
Boko-Haram, 318, 320,321, 324, 325  
Boom du religieux, 2, 147, 148, 149  
Bouba Namanou, 54, 55, 56, 57  
Briqueterie,7, 29,33, 72,74,75,77,78,82,  
84,94, 95, 96, 97, 98, 101, 108,109,110,  
134,150, 151,156, 160, 161, 162, 163,  
164, 165, 170, 172, 173, 174, 176, 177,  
180, 183, 184, 187, 191, 194, 197,198,206,  
209, 216, 225, 229, 230, 240,247, 252,  
257, 259, 261, 261, 265, 272, 294, 304,  
343  
Burqua, 250, 351

## C

Cabou, 266  
Çalat, 15, 17  
Cameroun, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16,  
17, 18, 19, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 35,  
36, 37, 39, 43, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56,  
57, 58, 59, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70,  
71, 72, 74, 77, 78, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86,

87, 88, 89, 90, 91, 92, 93,94, 95, 96, 97, 98,  
99, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 108, 109,  
110, 111, 112, 114, 116, 120, 121, 122, 131,  
137, 144, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153,  
154, 155, 156, 159, 164, 165, 166, 176, 177,  
178, 185, 186, 199, 205, 207, 209, 212, 213,  
215, 216, 217, 219, 221, 222, 223, 224, 225,  
232, 234, 235, 236, 240, 243, 244, 245, 246,  
250, 252, 253, 256, 260, 261, 262, 263, 264,  
265, 266, 267, 270, 271, 276, 280, 294, 295,  
297, 300, 301, 304, 305, 308, 309, 320, 321,  
323, 324, 328, 329, 330, 333, 334, 335, 337,  
339, 340, 341, 342, 344, 345, 346, 347, 348,  
349, 350, 351, 352, 354, 355, 356, 360, 362,  
364, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374,  
375, 376, 378, 383, 384, 385, 387, 435, 436  
Camerounais, 8, 10, 28, 31, 68, 92, 100,  
101, 112, 149, 152, 172, 213, 226, 234, 259,  
266, 269, 295, 299, 305, 334, 347, 351, 352,  
354, 355, 367, 370, 371, 372, 373, 374, 375,  
376, 377, 382, 384, 386, 436  
CAMSU, 210, 211, 217, 236, 264, 326,  
337,354  
CAMWA, 212, 217, 235, 337, 353, 354,355  
Cardaire, 99, 244,328, 329  
CENC, 359,360  
CEPCA, 360,367  
Chahada, 15, 17, 241, 242, 288, 289,  
294,305  
Charles Atangana, 58, 74,108, 134  
Chiisme, 28, 152, 239, 250, 251, 252, 260,  
261, 262, 272, 274,279  
Chiites,15,16,198,251,252,260,261,262,  
266,279, 317,326,338,359  
Christianisme, 110, 220, 244, 283, 291,  
308,358  
CIDIMUC, 188, 214, 215,265, 318, 326,  
338, 359  
CNH, 318  
Commandement français, 88, 90, 91, 92  
Commandement germanique, 48, 49,67, 71,  
74

Communauté musulmane, 15, 16, 29, 36, 48, 53, 57, 89,90, 91, 92, 93,94,

97, 98,99, 109, 111, 113, 114, 117, 118, 122, 123, 124, 125, 126,129, 130,131, 136,137, 144, 145, 146, 151,152, 154, 156, 171,180, 183,190, 196, 198, 199,203, 204, 205,207,208, 209, 212, 214,215, 216, 217, 218, 220,223,226,234,235, 238, 239,248, 249, 251, 255, 257, 267, 268,271, 274, 278,279,280,282,283,314,315,316,317,319 ,320,321,325,326,327, 328, 329, 330, 331, 332,333,334, 336, 338,346, 347, 350, 351, 362, 364, 368, 369

Complexe Islamique de Tsinga, 110, 146, 147, 166, 173, 187, 192, 193,194, 197, 205, 208,211, 227, 230,233, 249, 265, 272,277, 297, 298, 304, 305,318, 329, 330, 332, 333, 334, 362, 369

Colette Medou, 50, 60, 62, 63

Coran, 15, 41, 138, 161, 170,178, 182,190, 193, 200,202,204, 208,212, 217,218,220, 221, 225,232, 241,244, 245, 260, 261, 265, 270, 275, 278, 280,275,296,297,304,305, 315,316,322,323,339, 353,358, 368

COSIND, 181, 326

CSIC, 110, 214, 337, 359,367

Curt Von Morgen, 49, 52,53,56,61

## **D**

Da'awa, 212,236, 27

De Gaulle, 88, 93, 94

Dé-islamisation, 283, 291,293, 294

Désécularisation, 3, 19, 22, 24, 26

Désenchantement, 3, 20, 21, 22

Deuxième Guerre Mondiale, 68, 88, 94

Dialogue interreligieux, 358, 359

Dialogue islamo-chrétien, 357, 358,361, 365, 366, 367, 368, 370

Dieu, 16,17,20,21,22,24,137,149

Djihad, 5, 16, 105,106, 257, 328, 368

Douala, 8, 9, 10, 31, 33, 66, 67, 68, 79, 90, 91, 93, 94, 95, 131, 179,

181,193, 210, 235, 236, 237, 251, 252, 262, 273,276, 300, 303,314, 334, 335, 340

Doubla Avaly, 227,235

## **E**

Ecole coranique, 114, 119,125, 126, 131, 133, 145, 155, 219, 220, 224, 225,238, 245, 270, 280, 288, 331, 351, 357

Ecole franco-arabe, 109, 119,136, 139, 145, 147, 170, 226, 229, 238,247,271, 288, 294, 243,343, 347,352, 355, 356

Eglise, 19, 21, 22, 23, 150, 184, 185, 308, 334, 341, 359, 360, 362, 364, 367, 368, 369

Eglise Catholique Romaine, 308, 313, 334, 341, 359, 367, 368

Egypte, 145,178,223,246,253,270,271,272, 274,288,294,295,304, 324

Egyptiens, 131, 178

Eldridge Mohammadou, 49

Eloundou Eugene, 49, 50

Emana, 161, 166, 167, 329

Emboussi Sébastien,7,27, 29,59,63, 73,90, 117,135,162,191,243,252,254,257,263,276

Emile Durkheim, 12, 13,21

EPC, 150, 296,297, 334, 341, 361

Ethnicisation, 334

El Qibla, 235

Esse, 67, 347

Essono Ella, 51, 57, 174, 175, 176, 203

Essos, 110, 145, 161, 162, 172, 177, 178, 180,183, 188,197, 203,209, 295, 318,319, 329, 363

Eton, 50,122

Etoudi, 110, 160, 161, 162, 172, 186, 189,197, 233, 348

Ewondo, 18,19,49,57,59,69,77,95,108,134, 135,198, 224,340,345,354

Eyinga Aba Stève, 7, 11, 31, 67, 84, 122, 163, 171, 259, 263,273

Eyongetah, 65, 66

## F

FIH, 201, 202, 205, 271, 324,333

Filokata, 26, 244,330

Fiqh, 202,203

Fondamentalisme, 25, 320, 324

Forum Cameroun, 360

Fouapon Alassa, 33,34

Fouda André, 95,96, 135, 368

Foulbé, 17, 64, 105,106, 117, 137, 143, 192, 197, 205, 209, 248, 329, 331, 332,333

Foumban, 199, 226, 242, 247, 260

France, 5, 80, 83, 85, 86, 87, 88,109, 116, 151

Français, 71, 72, 74, 80, 85, 88,151

Froelich,10,16,32,67,79,86,99,103,243,329, 330

Fru Awason, 61,141,142

## G

Garoua, 114, 142, 145, 149, 207,227, 236, 251, 272

Garoua-Boulay, 335

Géopolitique, 158, 334, 370

Golfe-Persique, 166, 170, 200, 237, 238, 260, 264, 272

Gouvernement, 20, 143, 144, 145, 146, 150, 205, 207, 208, 223, 254, 270, 279, 319, 325, 333, 369

## H

Hadith, 15, 54, 170,202, 203,218, 219, 221, 242, 245, 260

Hadj, 15,89,90,91,136, 180, 207, 212, 216, 224, 260, 318, 353

Hadra, 242, 266, 318, 353

Halal, 109,266

Hamadou Adama,8,32,66,79,80,89,90,99,

100,105,146,159,163,195,196,208,216, 227,233, 244, 270,273, 276

Hans Dominik, 51, 55, 60, 61, 62, 63, 68, 69

Haoussa,7, 30, 42,48,54,58,60,62,63,64,65, 74,75,76,77,79,93,94,105, 106, 108, 112, 114, 117, 118, 126,130, 131, 132, 133,135, 137, 138, 139, 140, 141, 155,156,171,184, 191, 197, 205,209, 221, 255, 265,291,330, 331, 329, 330, 321, 332, 333, 340,341,342, 361

Hidjaz, 244,247

Histoire, 30, 31, 34, 37, 38, 39, 41

Hussein, 261

## I

Ibadat, 170

Ibn Abdel Wahhab, 244

Ibrahim Mbombo Njoya, 181, 182

Ibrahim Nyasse, 240, 266, 273, 275

Imam, 101, 113, 116, 118, 122, 126, 128, 130, 131, 135, 142, 143, 158, 168, 169, 176, 177, 178, 185, 186, 187, 188, 189, 191, 195, 196, 197, 198, 199, 202, 203, 204, 206, 214, 217, 222, 227, 228, 230, 231, 233, 252, 253, 263, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 271,272, 275, 276, 291, 298, 300, 310, 314, 315, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 326, 329, 331, 332, 336, 341, 342, 343, 348, 350, 351, 352, 354, 355, 358, 359, 360, 361, 362, 365, 378

Iqra, 227

ISESCO, 213,318,344

Islam, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 19, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 49, 56, 59, 62, 65, 67, 68, 69, 70, 74, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 96, 102, 103, 104, 105, 106, 107,108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 117, 119, 120, 123, 125, 126, 127, 131, 134, 135, 137, 140, 141, 143, 144, 145, 147, 149, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 160, 161, 164, 165, 176, 179, 186, 188, 190, 191, 193, 194, 195, 197, 200, 201, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 213, 214,

215, 217, 219, 220, 221, 222, 224, 225, 226,  
228, 229, 231, 235, 243, 244, 245, 246, 248,  
249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258,  
259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267,  
268, 269, 270, 272, 273, 275, 276, 277, 278,  
280, 285, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293,  
294, 295, 297, 299, 302, 303, 305, 308, 309,  
310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318,  
319, 320, 321, 323, 326, 329, 330, 331, 332,  
334, 335, 337, 338, 339, 340, 343, 344, 345,  
346, 347, 348, 350, 351, 353, 355, 357, 360,  
361, 362, 363, 365, 366, 367, 368, 369, 370,  
371, 372, 373, 374, 375, 376, 378, 379, 380,  
382, 383, 384, 385, 386, 387, 432, 433, 434,  
Islamisation, 16, 26, 44, 106, 127, 136,  
144, 184, 244, 282, 283, 285, 286, 287, 292,  
297, 300, 303, 309, 310, 311

Itjihad, 207, 260

Izala, 245, 255, 256, 272, 273

## J

Jaunde, 49

Jéhovah, 148,

JIC, 211, 212, 217, 264, 318, 326, 331,  
337, 354

Judaïsme, 220, 358, 359

Juma, 109, 113, 124, 125, 161, 180, 181, 192,  
194, 346, 358

## K

Kanem-Bornou, 2

Kanuri, 106, 107, 125, 126

Kenzou, 335

Khartoum, 253

Khoums, 252

Ki-Zerbo, 72

Koweït, 244, 272, 274, 332

## L

Laburthe-Tolra, 17, 27, 56, 57, 58, 62

Lamibé, 143, 146, 241, 242

Lamido, 242

Lazimi, 242, 256, 266

Lékié, 27, 28, 122, 123, 124, 126, 127, 168,  
179, 185, 250, 277, 278, 303

Libéralisation associative de 1990, 158,  
159, 198, 240, 251, 255

Littoral, 8, 33, 228, 232, 335, 348

Lybie, 145, 172, 253, 254, 273

## M

Maghreb, 6, 143, 147

Mahomet, 15

Maliens, 246, 276, 277

Mallam Ibrahim, 92, 93, 94, 95

Manguissa, 18, 19, 49, 50, 122, 123, 127

Maouloud, 241, 256, 260,

Marcel Gauchet, 3, 20, 21, 24

Maroc, 4, 145, 226, 240, 252, 270, 271

Maroua, 114, 206, 227, 251

Maud Lasseur, 1, 2, 9, 16, 30, 105, 106, 143,  
150, 170, 249, 250, 264, 268, 273, 321, 331, 334,  
337, 370

Mbalmayo, 7, 11, 31, 106, 111, 117, 119,  
120, 121, 135, 136, 149, 153, 154, 155,  
162, 172, 180, 181, 182, 184, 185, 189, 194,  
195, 198, 209, 218, 220, 222, 229, 230, 249,  
250, 255, 257, 258, 259, 263, 270, 277, 296,  
300, 313, 319, 327, 336, 343, 347, 351, 352,  
354, 363, 365,

Mbam, 6, 8, 19, 56, 63, 106, 119, 303

Mecque, 15, 84, 88, 109, 136, 186, 205,  
212, 216, 237, 239, 244, 245, 246, 253, 260,  
261, 289, 299, 318, 345

Médine, 253, 358, 271

Mefou et Afamba, 27, 28, 111, 113, 114,  
169, 203, 314

Mefou et Akono, 129, 136

Mengueme Jean Louis, 7, 30, 39, 50, 51,  
54, 55, 57, 58, 59, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 103

Mfou, 7, 67, 106, 111, 112, 113, 115, 161,  
180, 277, 314, 332, 347, 362

Mfoundi, 27, 28, 185, 211, 213, 258, 300



MINEDUB, 317,343  
MINESEC, 317,343  
Mohamed, 15  
Monatéle, 107, 122, 124, 161, 195, 277,347  
Mondialisation, 4, 5, 24, 187, 275, 355  
Monteil, 99,244  
Moqadem, 87, 225, 240, 254, 257, 273  
Mosquée, 61, 71, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 98, 104, 108, 109, 110, 113, 114, 115, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 145, 150, 152, 153, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 241, 242, 243, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 270, 272, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 282, 284, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 304, 305, 306, 307, 318, 319, 320, 321, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 334, 335, 336, 337, 339, 340, 341, 346, 347, 348, 350, 351, 353, 356, 357, 363, 364, 365, 368, 369  
Moulay Ismail Aidara, 83, 85, 86,87  
Mourides, 252  
Moussa Oumarou, 30, 224, 225, 226, 240, 254, 257, 273, 261,262  
Moyen-Orient, 110,145,166,178,198,207, 217,220,244,253,267,270,271,275,276,320  
MPA, 108  
Muezzin, 119, 183, 190, 191,341  
Muhammad, 15, 16, 43, 221, 239, 241, 245, 247, 251, 252, 261, 305, 327, 358,368  
Multipartisme, 152  
Mushirikis, 256

Musulmanes, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 16, 24, 29, 30, 32, 34, 36, 37, 38, 39, 43, 45, 49, 50, 65, 67, 70, 74, 82, 83, 85, 87, 89, 92, 95, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 116, 117, 122, 126, 127, 135, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 152, 156, 161,164, 165, 166, 167, 184, 187, 189, 190, 193, 202, 205, 207, 208, 209, 211, 215, 216, 217, 219, 220, 221, 223, 224, 226, 227, 228, 230, 231, 233, 234, 236, 241, 243, 246, 248, 250, 251, 253, 255, 257, 258, 259, 260, 262, 263, 268, 270, 271, 277, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 298, 299, 303, 304, 308, 309, 311, 315, 317, 318, 323, 329, 331, 334, 335, 337, 338, 344, 348, 350, 351, 352, 356, 363, 366, 367, 368, 369, 370, 372, 373, 375, 376, 377, 378, 380, 382, 384, 386, 387, 433, 434

Musulmans, 4, 5, 11, 15, 16, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 37, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 49, 50, 51, 53, 55, 56, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 80, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 92, 93, 95, 96, 98, 99, 100, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 126, 127, 129, 130, 131, 134, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 148, 150, 151, 152, 157, 159, 160, 161, 165, 166, 167, 168, 169, 172, 177, 178, 185, 186, 188, 189, 190, 193, 194, 195, 196, 197, 200, 203, 206, 208, 216, 217, 218, 220, 221, 222, 225, 227, 228, 229, 231, 236, 238, 241, 246, 248, 249, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 275, 276, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 284, 289, 291, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 303, 304, 305, 306, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 340, 341, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 351, 352, 353, 355, 357, 361, 364, 365, 367, 368, 370, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 382, 383, 387, 431, 432, 434, 435

Mutations, 10, 13, 14, 22, 25, 28, 36, 38, 117, 141, 148, 275, 282, 291

Mvëlë, 18, 50

Mveng Engelbert, 18, 108, 308

Mvog-Ada, 108, 161,174, 176, 277, 290,

329

Mvog-Mbi, 161, 174, 177, 186, 368, 290

## N

Nana-Bouba, 172, 189, 229

Ndoumba-Haoussa, 48, 56, 62, 63

Ngaoundéré, 52,106, 107, 124,146, 206, 226, 236, 237,246, 260, 300

Ngila, 49, 50, 52, 63, 68,123

Ngoumou, 106, 129, 130,131, 178, 185

Ngouso, 110, 160, 161, 174, 176, 188, 194, 223, 300

Niger, 114,273, 277

Nigériens, 125

Nigéria, 40, 56, 105, 106, 123, 139,244, 246, 251, 252, 254, 255, 257, 258, 267,272, 273, 274, 277, 288, 295, 329, 333

Njeuma, 106

Nkol-Bisson, 164,166, 176, 194, 203, 220, 229, 233, 249, 243, 363

Nkol-Eton, 110, 161, 173, 319

Nkol-Ndongo, 160, 161, 176

Nkometou, 18, 28, 49

Noun, 7, 35, 47,106, 107, 109, 123, 125,126, 172, 180, 181, 182,192,197, 226, 244,245, 246, 252, 260, 307, 313, 323, 329,330

Nord-Cameroun, 8, 9, 10, 36, 48, 52, 63, 74, 77, 97,103, 105,106, 107, 109,139, 144, 171, 209,252, 331, 340

NTIC, 312,337, 371

Nyong et So'o, 7, 116, 258, 300,314

## O

Obala, 18, 107, 122, 123, 124,128, 135, 154, 155, 161, 163, 180, 181,185, 187, 188,194, 195, 197, 233, 250, 277, 304, 344, 345, 346, 361, 363, 364

Obédience religieuse, 37, 38, 43, 263, 303, 344, 362

Occidentalophobie, 6

OESPI, 84, 227, 317,343

OFIF, 210, 213, 214, 217, 317,354

Okola, 107, 122, 125, 126, 135, 185, 186, 277, 332

Omnisport, 161,188

ONG, 34, 166,200,201,204,205,217,218, 235,236,264,271,272,306,307,319,320,324,325,333,335,345,346

ONG islamiques, 200, 201, 217, 218, 307, 320, 324, 325, 335, 345, 346,

Onomo Mbassi, 7, 31, 193, 230, 306, 368,369

ONU, 4,318

Ouléma, 26, 30, 36, 208, 209, 215, 223, 247, 278, 316, 320, 339

Ousman Dan Fodio, 16, 106, 240,252

Otélé, 129,130

## P

Pakistan, 205, 251

Pax europea, 57, 59,106

Pax islamica, 57,59

Pays beti,17,56,58,61,90,94,98,99,104, 105,109,137,152,207,222,237,243,248, 251, 259, 271, 277, 304,315,327, 340, 341, 343,345, 347, 353, 355, 357,361, 362, 363, 370

Peuls, 117, 119n 122, 126, 139, 140, 142, 248

PIAH, 235

Poste de Yaoundé, 52, 56, 58, 59,60, 67, 69, 72

Première Guerre Mondiale, 48,68, 71

Proche-Orient, 87, 143,244

## Q

Qatar, 137, 173, 178, 201,246, 247, 264,320

Quadiriya, 85, 86, 88, 239,252

Quartier haoussa, 93, 94, 97, 113, 114, 118, 119, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 131,

132, 133, 135, 136, 140, 155, 174, 178, 347, 364

## R

Radicalisme, 321, 326, 370

Ramadan, 15, 124, 136, 139, 179, 187, 189, 193, 202, 206, 208, 211, 261, 289, 293, 300, 319, 346, 352, 366

RCA, 53

RDPC, 152, 243

Religion, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 45, 46, 49, 50, 56, 65, 67, 70, 74, 77, 81, 82, 83, 84, 89, 90, 92, 102, 103, 104, 106, 107, 110, 135, 141, 145, 148, 152, 159, 161, 164, 165, 190, 193, 204, 205, 207, 208, 218, 224, 226, 233, 238, 240, 243, 246, 248, 251, 252, 256, 258, 259, 260, 261, 263, 264, 266, 268, 270, 276, 277, 285, 287, 290, 291, 292, 293, 295, 301, 302, 303, 306, 308, 309, 311, 313, 315, 317, 318, 320, 323, 329, 331, 334, 335, 337, 338, 345, 352, 353, 363, 365, 366, 369, 370, 372, 374, 376, 378, 382, 384, 386, 387

Religion musulmane, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 16, 23, 28, 31, 33, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 107, 130, 143, 156, 282, 283, 285, 289, 291, 296, 297, 303, 304, 308, 310, 311

## S

Sa'a, 107, 114, 122, 126, 127, 129, 135, 136, 163, 166, 179, 185, 195, 197, 203, 250, 278, 300, 327, 347

Sadaqua, 204, 223, 343

Sahara, 26, 103, 151

Salam, 137, 170, 322

Samuel Huntington, 3, 4, 24

Santerre Renaud, 219, 220, 222, 223

Saum, 15

Schutztruppe, 50, 63, 70, 71

Sécularisation, 2, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 155, 215, 325, 354, 355, 361, 363, 364, 371

Sederou, 266

SELEKA, 321

Sénégal, 252, 273, 274, 277

Sénégalais, 94, 125, 179, 240, 246, 252, 276

Seydou Nourou Tall, 88, 93, 94

Sidi Benamor tidjani, 85, 86, 87, 88, 89, 206, 344,

Siegfried Passarge, 64

Soa, 111, 114, 115, 344

Sokoto, 106, 295

Soudanais musulmans, 48, 49, 58, 60, 63, 65, 342, 363, 68, 77, 92, 134, 172, 196, 282, 304, 340, 341,

Souley Mane, 6, 7, 9, 19, 33, 39, 50, 56, 71, 82, 89, 199, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 213, 237, 249, 325, 329, 333, 337, 339, 344

Sourate, 170, 200, 218, 221, 241, 322, 323, 353, 358

Station de Yaoundé, 51, 55, 56, 57, 59, 70

Sud-Cameroun, 82, 172, 224, 240

Sud de l'Adamaoua, 8, 9, 11, 35, 43, 53, 57, 59, 60, 79, 103, 105, 106, 116, 129, 140, 156, 140, 163, 239, 312, 314, 345

Sud du Sahara, 102, 151

Sultan, 135, 181, 182

Sunna, 15, 241, 244, 245, 247, 256, 260, 273, 275, 327

Sunnisme, 251, 254, 260, 261, 272, 273

Sunnites, 15, 16, 154, 162, 163, 184, 188, 194, 198, 195, 198, 203, 205, 223, 241, 247, 248, 249, 250, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 275, 279, 326, 327, 355, 364

Syrie, 274

## T

Tabaski, 144, 188

Tabligh, 152, 239, 250, 251, 260, 262, 266, 274

Tafsir, 265

Taguem Fah, 9, 26, 34, 86, 97, 99, 267, 268, 275, 275, 278, 279, 316, 321, 355

Takou Théodore, 8,9,10,33,60,86,88,  
91,252,328,330  
Tawhid, 202, 203,254,257,284  
Tchad, 40, 288, 295, 297  
Tibati, 49, 50, 52,105, 106  
Tidjanès, 146, 240, 241, 242, 243,246, 254,  
262, 267,274  
Tidjanites, 152, 154, 162, 163,183, 184,  
190,191, 192, 195, 198,224, 240,241,242,  
244, 248,249, 253, 254, 255, 256, 257,258,  
259, 260, 262, 263, 265, 266, 273,279, 326,  
327, 364  
Tidjaniyya, 16, 82, 85, 86, 87, 88, 145,146,  
147, 148,152, 183, 191, 224, 225, 239, 240,  
241, 242, 243, 245, 247, 248, 252, 253, 254,  
256, 257, 262, 267, 273, 274  
Tribalisme, 209, 218, 227, 334, 367  
Turquie, 178, 206, 213

## U

UDC, 152  
UIC, 149, 210,327, 331, 337  
Umma,27, 33, 80,84,116,117,118,122,  
139,152,154,205,209, 212,226,235,243,  
245, 250, 263, 267,274,276,278, 282, 312,  
319,334,335,336, 339, 340,346,364,371  
UNC, 144, 146,152, 243  
UNDP, 152,243  
UPC, 96, 97, 98, 146, 152, 316,317

## V

Vincent Monteil, 9, 10, 16,32  
Vouté, 49,69,

## W

Wahhabiyya, 16, 239, 244, 246, 271,  
272,274  
Wahhabites, 124, 126,127, 146, 154, 162,  
163, 170, 182, 190,194, 198, 201,218,241,  
244, 245, 246, 247, 248, 249, 250,254, 255,  
256, 257, 260, 261, 262, 263, 265, 275, 279,  
326, 327, 323

Wahhabisme, 170, 201, 218, 225, 244, 245,  
246, 247, 248, 249, 250, 257, 260, 265  
WAMY, 82, 110, 131,132, 166, 170, 178,  
201, 204, 205,211, 213, 217,  
250, 264, 271, 304, 305, 306, 307, 320, 324,  
337,344  
Wazifa, 242,266  
Wird, 240  
Wuté-Adamaoua, 63

## Y

Yaoundé, 6, 7, 11, 16, 18, 19, 28, 29, 30, 31,  
32, 34, 35, 38, 40, 43, 45, 50, 51, 53, 55, 56,  
58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69,  
70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81,  
82, 83, 85, 86, 87, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 97,  
98, 99, 100, 101, 102, 104, 105, 109, 110,  
111, 112, 113, 116, 117, 118, 119, 121, 128,  
130, 135, 139, 143, 148, 150, 151, 152, 155,  
156, 159, 160, 161, 165, 166, 167, 168, 172,  
173, 174, 176, 178, 179, 182, 184, 185, 186,  
187, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196,  
198, 199, 201, 203, 204, 205, 207, 209, 210,  
211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 220,  
221, 222, 223, 226, 232, 233, 234, 235, 237,  
238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246,  
250, 251, 252, 253, 255, 261, 265, 266, 269,  
271, 272, 275, 276, 277, 279, 280, 281, 283,  
284, 288, 290, 292, 294, 295, 296, 297, 298,  
302, 303, 304, 305, 310, 316, 320, 321, 322,  
324, 326, 328, 329, 330, 332, 335, 340, 347,  
348, 350, 352, 354, 356, 357, 358, 359, 361,  
362, 363, 364, 371, 373, 376, 377, 378, 380,  
383, 384, 385, 386, 431, 433

Yaunde station, 108

Yoko, 48, 50, 105, 109, 123, 127

Yola, 52, 295

Younous Paraiso, 237

## Z

Zakkat, 15, 204, 211, 241, 252, 289,  
302,343, 352

Zikr, 242

Zenker, 64